



Royaume du Maroc  
Parlement  
Chambre des Conseillers

# **Bilan de la Chambre des Conseillers Au titre de l'année législative 2019-2020**

**L'action législative, contrôle du  
gouvernement, évaluation des  
politiques publiques  
et diplomatie parlementaire**

L gislature: 2015 - 2021









The background of the page is a repeating geometric pattern in a light beige or gold color. The pattern consists of interlocking star and floral motifs, creating a dense, textured effect. The pattern is centered and covers the entire page.

*Texte du discours prononcé par Sa Majesté le Roi  
Mohamed VI, Que Dieu l'assiste, devant les  
membres des deux Chambres du Parlement à l'occasion  
de l'ouverture de la première session de la quatrième  
année législative de la dixième législature*



*Texte du discours prononcé par Sa Majesté le Roi Mohamed VI, Que Dieu l'assiste, devant les membres des deux Chambres du Parlement à l'occasion de l'ouverture de la première session de la quatrième année législative de la dixième législature*

*Vendredi 11 octobre 2019*

*«Louange à Dieu, Prière et salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons,  
Mesdames et Messieurs les honorables parlementaires,*

*Nous sommes heureux de présider l'ouverture de la quatrième année de la présente législature. C'est, pour Nous, l'occasion de vous rencontrer de nouveau, vous les représentants élus de la Nation.*

*Du fait qu'elle intervient au milieu du mandat parlementaire en cours, cette année législative doit être marquée du sceau de la responsabilité et du sérieux. Elle a, par ailleurs, la particularité d'être éloignée du temps des élections, généralement ponctué de tensions.*

*Il vous appartient, donc, de saisir cette conjoncture favorable pour vous acquitter au mieux de la mission dont les citoyens vous ont investis. Votre devoir est aussi d'agir dans un esprit d'émulation constructive afin de servir leurs intérêts, défendre les Causes nationales.*

*Vous devez aussi aborder cette année législative dans la perspective de l'étape nouvelle dont Nous avons esquissé les contours lors du dernier Discours du Trône.*

*Si Notre souci a été de définir les défis essentiels ainsi que les enjeux économiques et développementaux majeurs de cette étape, la responsabilité de la classe politique, plus particulièrement celle du gouvernement, du parlement, des partis politiques, est de réunir les conditions favorables à son aboutissement.*



*Mesdames, Messieurs, les honorables parlementaires,*  
*L'étape, qui s'amorce dès à présent, requiert une implication unanime, fondée sur une confiance redoublée, une volonté ferme d'œuvrer dans un esprit de collaboration et d'unité, une mobilisation vigilante ; elle doit aussi se caractériser par le souci de transcender les vaines querelles et d'enrayer toute perte de temps et d'énergie.*

*Ses chantiers prioritaires sont l'opérationnalisation des réformes, le suivi des décisions, la réalisation des projets.*

*Ils relèvent au premier chef des appareils exécutif et législatif.*

*Ils sont également du ressort du secteur privé, en particulier sur le plan du financement. Mention doit aussi être faite du rôle clé des organisations sérieuses de la société civile.*

*De fait, il incombe au gouvernement de mettre au point des plans rigoureux sur la base desquels les décisions et les projets, de portée nationale, régionale ou locale, pourront être soigneusement conçus, minutieusement réalisés et suivis sur le long terme.*

*Par ailleurs, grâce au concours de l'Administration placée sous son autorité, le gouvernement doit veiller à l'exécution efficace des décisions, en mettant en place les ressources adéquates, plus particulièrement les données statistiques, les mécanismes d'inspection et de contrôle. Il doit aussi veiller à ce que les différents intervenants œuvrent dans un esprit de transparence, de collaboration, d'harmonie.*

*A cet égard, en matière de responsabilité, aucune dérobade n'est possible dans le cadre d'une stricte application du principe de reddition des comptes.*

*En vertu de la Constitution, le Parlement se voit, lui, investi de larges attributions en matière de production législative, de contrôle de l'action gouvernementale, d'évaluation des politiques publiques.*

*En tant que parlementaires, vous êtes donc responsables de la qualité des lois qui encadrent la mise en œuvre effective des projets et des décisions, afin que*



*l'action entreprise reflète bien les dynamiques à l'œuvre au sein de la société, et qu'elle réponde aux attentes et aux préoccupations des citoyens.*

*Il vous appartient également de suivre l'action du gouvernement en termes de gestion des affaires publiques, tous domaines confondus et de veiller scrupuleusement à son adéquation avec les préoccupations réelles des citoyens.*

*Mesdames, Messieurs, les honorables parlementaires,*

*Les décisions prises, si justes soient-elles, les projets programmés, si rigoureux soient-ils, dépendent, pour leur exécution, de la disponibilité de financements suffisants.*

*C'est pourquoi J'ai toujours insisté sur la nécessité d'une bonne préparation des programmes et des projets, d'une prise en charge spécifique des questions de financement, d'apurement de l'assiette foncière.*

*En la matière, il est de notoriété publique que les efforts de l'Etat ne suffisent pas, et que, par conséquent, l'implication du secteur privé dans le processus de développement est indispensable.*

*Nous faisons notamment allusion au secteur bancaire et financier, qui constitue, pour Nous, la clé de voûte de toute stratégie de développement.*

*L'opérationnalisation et l'accompagnement des projets et des décisions vont au-delà de la conclusion formelle de contrats et la signature d'accords. Ces opérations supposent également un contrat moral, puisant aux deux sources de la Raison et de la Conscience.*

*De ce fait, les différents acteurs assument une responsabilité partagée, chaque partie ayant l'obligation d'honorer ses engagements, de remplir ses devoirs.*

*Dans ce contrat, sont ainsi impliqués non seulement les institutions de l'Etat et les élus, mais aussi le secteur privé, plus particulièrement les organismes de financement, le secteur bancaire.*



*Le Maroc, Dieu soit loué, dispose d'un secteur bancaire alliant robustesse, dynamisme et professionnalisme ; autant d'atouts qui lui permettent de soutenir la résilience et le développement de l'économie nationale.*

*Par ailleurs, le système financier marocain fait l'objet d'un contrôle rigoureux de la part d'institutions nationales indépendantes, hautement qualifiées.*

*Aussi la crédibilité du secteur bancaire, la confiance dont il jouit s'en trouvent-elles renforcées, à l'échelle nationale comme à l'extérieur.*

*Son niveau d'évolution lui a permis d'investir dans nombre de pays étrangers, notamment en Afrique.*

*Pourtant, certaines catégories de la population, qui le considèrent comme un organisme ne recherchant qu'un profit immédiat et sans risque, en ont une perception négative.*

*Cette représentation est justifiée par des faits, tels que le difficile accès des jeunes entrepreneurs au crédit, le faible accompagnement des diplômés et des petites et moyennes entreprises lors de leur création.*

*Je mesure parfaitement combien il est malaisé de faire évoluer certaines mentalités dans le secteur bancaire. Dans le même ordre d'idées, j'ai déjà souligné la nécessité de changer les mentalités au sein de l'Administration, pour mettre fin à des comportements préjudiciables au développement et à l'investissement.*

*Aussi exhortons-Nous le secteur bancaire national à un engagement plus ferme, à une implication positive plus vigoureuse dans la dynamique de développement que connaît notre pays.*

*Cet effort doit porter spécifiquement sur le financement de l'investissement, l'appui aux activités productives, pourvoyeuses d'emplois et génératrices de revenus.*

*A cet égard, outre l'engagement des banques auprès des grandes entreprises en termes d'appui et de financement, Nous les incitions à s'acquitter de la mission prépondérante qui leur échoit en matière de développement.*

*Pour cela, elles doivent notamment simplifier et faciliter les procédures d'accès*



*au crédit, s'ouvrir davantage aux autoentrepreneurs, financer les petites et moyennes entreprises.*

*A cet effet, Nous invitons le gouvernement et Bank Al-Maghrib, en coordination avec le groupement professionnel des banques du Maroc, à œuvrer à la mise au point d'un programme spécial d'appui aux jeunes diplômés, de financement des projets d'auto-emploi.*

*Eu égard à leurs retombées positives sur nombre de familles et sur l'ensemble de la société, il convient de s'inspirer des expériences fructueusement menées par les organismes qui financent des projets portés par des jeunes, facilitant ainsi leur insertion socioprofessionnelle.*

*Notre souhait est que ce plan, dont Je suivrai les différentes phases avec le gouvernement et le reste des parties prenantes, s'articule autour des axes suivants :*

*Premièrement : favoriser l'accès, aux crédits bancaires, du plus grand nombre de jeunes qualifiés, porteurs de projets et issus des différentes catégories sociales, pour leur permettre de s'engager dans l'entrepreneuriat et de bénéficier des meilleures chances de réussite.*

*Deuxièmement : soutenir les petites et moyennes entreprises spécialisées dans les activités d'exportation, notamment vers l'Afrique, et leur permettre de capter une partie de la valeur ajoutée générée au profit de l'économie nationale.*

*Troisièmement : faciliter l'accès aux prestations bancaires et aux opportunités d'insertion professionnelle et économique, à l'ensemble des citoyens, en général et aux travailleurs du secteur informel, en particulier.*

*Nul besoin de rappeler que le dynamisme économique passe par le développement des transactions bancaires.*

*A cet égard, Je tiens à saluer les résultats obtenus au cours des deux dernières décennies, qui ont vu tripler le taux de bancarisation de la population marocaine.*

*Dans ces conditions, en mettant à profit les technologies nouvelles et les*



*innovations financières, il convient que les banques redoublent d'efforts pour élargir la proportion des Marocains qui recourent aux prestations bancaires et aux dispositifs de financement. Les deux parties pourront ainsi en tirer avantage dans une logique d'équilibre et d'équité, qui profite in fine au processus de développement.*

*Ce plan n'atteindra pas ses objectifs si les citoyens bénéficiaires ne s'impliquent pas de manière responsable et ne respectent pas les engagements induits par les prêts contractés.*

*Par ailleurs, il appartient aux institutions et aux autorités de régulation et de contrôle financiers d'assurer le suivi des différentes opérations, de veiller à instaurer une relation équilibrée, fondée sur la confiance entre organismes de financement et débiteurs.*

*A cette occasion, Je rappelle la responsabilité sociale qui incombe à l'entreprise financière, ainsi que sa nécessaire participation aux initiatives constructives, qu'elles soient à vocation sociale ou humanitaire, ou qu'elles visent la préservation de l'environnement, la promotion du développement durable.*

*Mesdames, Messieurs, les honorables parlementaires,*

*La construction d'un Maroc évolué et développé, la formulation de réponses appropriées aux préoccupations et aux attentes de ses citoyens, nécessitent la mutualisation et la mise en cohérence des efforts.*

*De cette tribune, J'invite l'institution législative que vous représentez, l'appareil exécutif, ainsi que le secteur privé, plus particulièrement le secteur bancaire, à s'associer à l'effort de développement national, à contribuer à la réussite de l'étape nouvelle dans laquelle nous nous engageons.*

*Soyez, que Dieu vous garde, à la hauteur de cette étape qui requiert un sens élevé des responsabilités, un engagement fort, la volonté ferme de faire prévaloir l'intérêt supérieur de la Nation, pour que soient assurés la prospérité du pays et le bien-être de sa population.*





*Dieu a dit : « Ô vous qui avez la foi ! Obéissez à Dieu, obéissez au Messenger, et ne rendez pas vaines vos œuvres ». Véridique est la parole de Dieu.*

*Wassalamou alaykum warahmatou Allah wabarakatouh”.*







**Première partie:**  
**Activité législative**







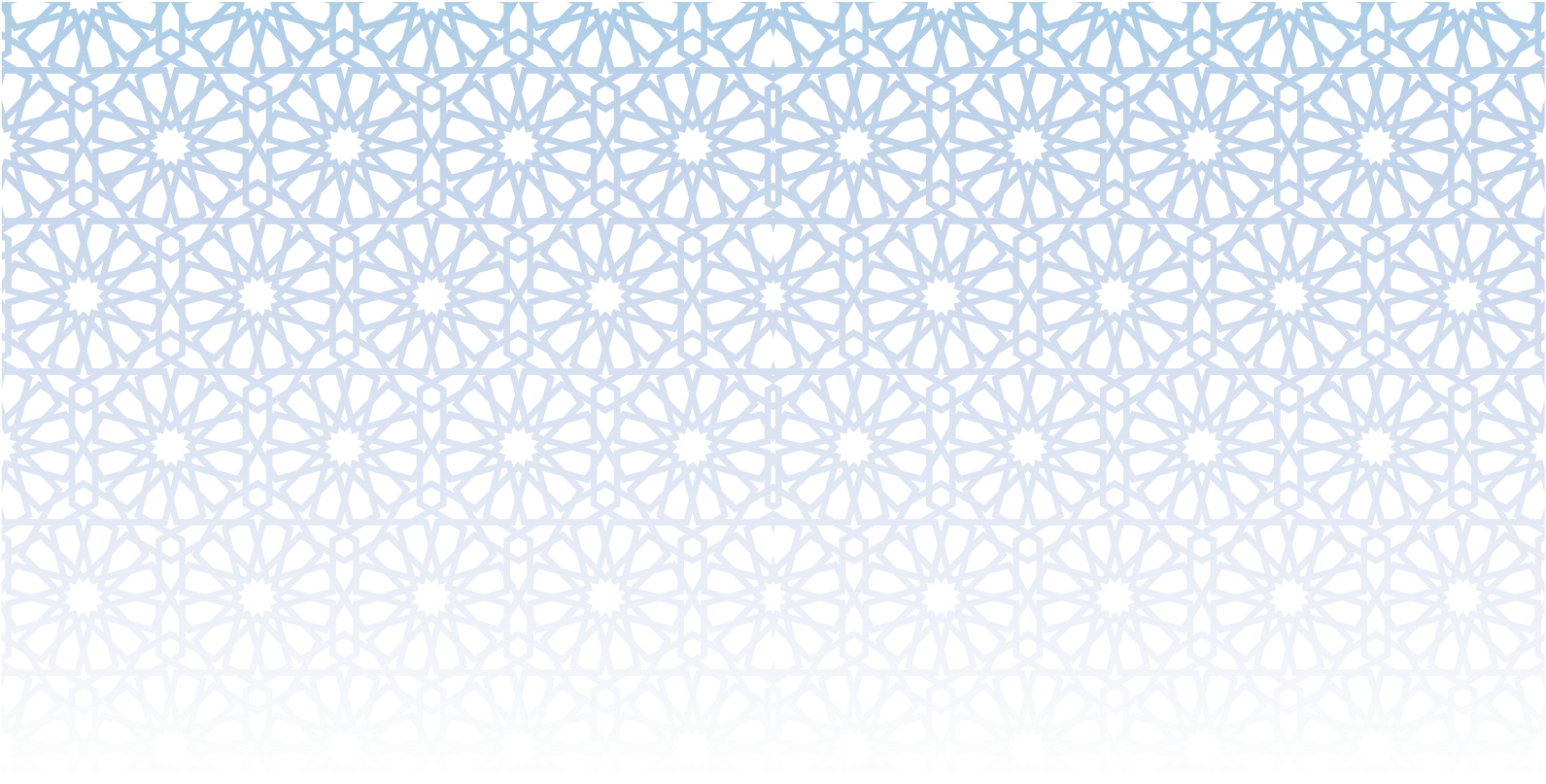
## Table des Matières

|                                                                                                                                                       |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| - Introduction.....                                                                                                                                   | 19  |
| - Bilan global de l'activité de la Chambre des Conseillers en matière de législation durant l'année législative 2019-2020 .....                       | 25  |
| - Règlementation du travail de la Chambre des Conseillers pendant la période exceptionnelle liée à la propagation de la pandémie de coronavirus ..... | 31  |
| - Liste des projets et propositions de lois approuvées par la Chambre des Conseillers au cours de l'année législative 2019-2020.....                  | 45  |
| -Chronologie de l'étude et objectifs des textes approuvés.....                                                                                        | 53  |
| - Première session: Octobre 2019.....                                                                                                                 | 55  |
| - Deuxième session: Avril 2020 .....                                                                                                                  | 97  |
| - Amendement parlementaire .....                                                                                                                      | 135 |
| - Relations avec les institutions constitutionnelles .....                                                                                            | 139 |
| - Projets et propositions de lois en cours d'étude à la Chambre des Conseillers .....                                                                 | 145 |

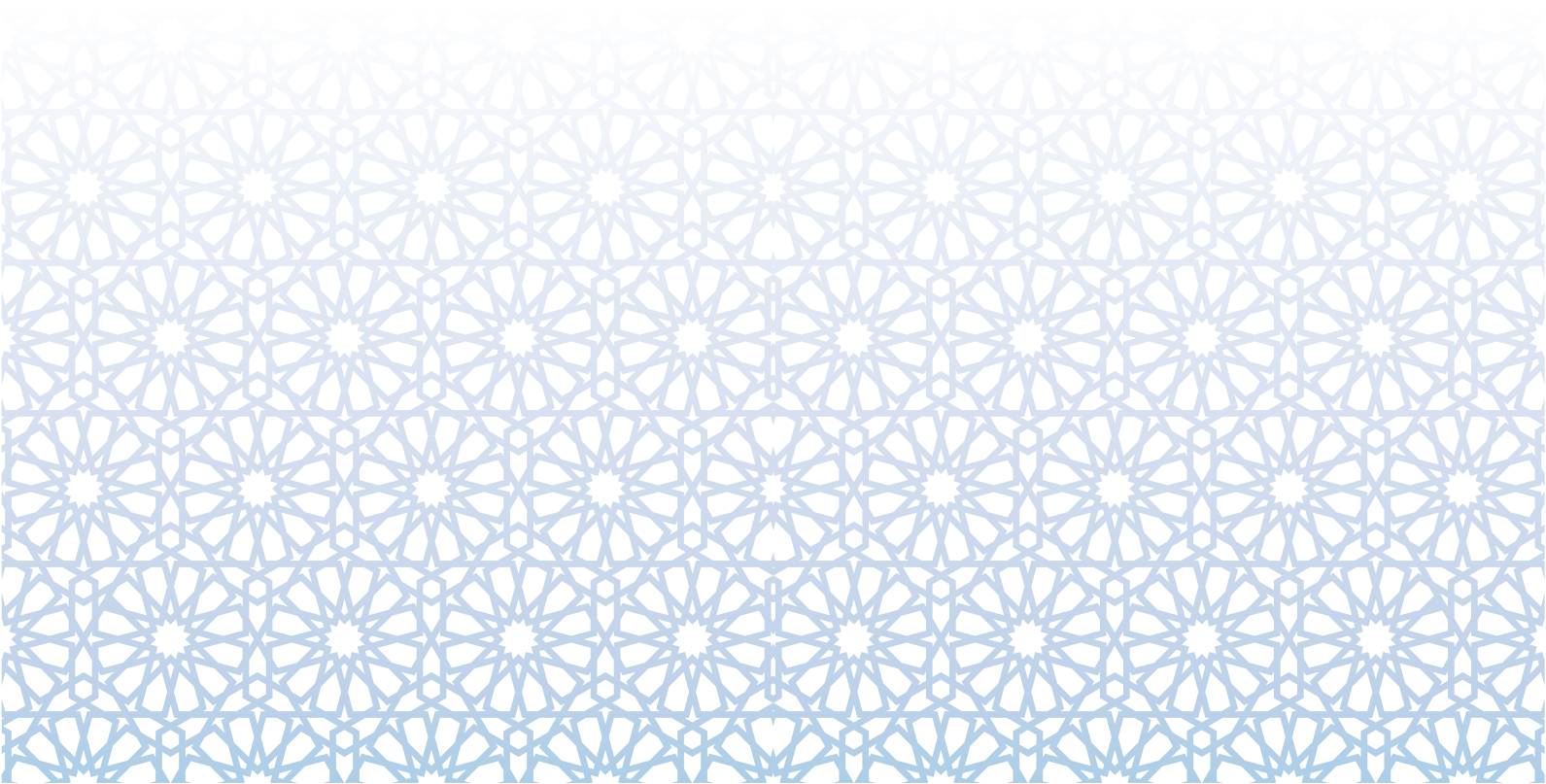








# Introduction

A decorative geometric pattern consisting of a repeating grid of interlocking stars and polygons, rendered in a light blue color. The pattern is symmetrical and covers the top and bottom portions of the page, framing the central text.







## Introduction

La fonction législative est considérée comme l'essence des fonctions du parlement, dont il tire en son identité en tant que pouvoir (le pouvoir législatif). Et en exerçant cette fonction, le parlement exprime la volonté de la nation d'où découle son mandat, conformément à l'article 6 de la constitution qui stipule que: «La loi est l'expression suprême de la volonté de la nation» ;

Pour cette raison, toute loi votée par le parlement durant chaque année législative se caractérise par sa réponse aux préoccupations des citoyennes et citoyens concernant les différentes questions; et les représentants de la nation s'efforcent d'atteindre cet objectif quelque soit la source de l'initiative législative: Soit des propositions de lois émanant des membres du parlement, soit des projets de lois élaborés par le gouvernement qui seront objet d'amendements nécessaires par les parlementaires en vue de répondre le mieux possible aux préoccupations susmentionnées.

L'année législative 2019-2020 a été marquée par le discours solennel de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, lors d'ouverture de cette année législative, notamment par son insistance à ce que les membres des deux Chambres du parlement, assument leurs responsabilités de répondre aux préoccupations des citoyens en soulignant que «En tant que parlementaires, vous êtes donc responsables de la qualité des lois qui encadrent la mise en œuvre effective des projets et des décisions, afin que l'action entreprise reflète bien les dynamiques à l'œuvre au sein de la société, et qu'elle réponde aux attentes et aux préoccupations des citoyens».

A cet égard, il convient de souligner que le bilan de la Chambre des Conseillers, de cette année législative, demeure fidèle à ce principe dans l'exercice de ses attributions constitutionnelles relatives à la législation durant les deux sessions de l'année législative. A ce propos, les attentes et les préoccupations des citoyens se sont reflétées à la mesure de l'interaction positive du gouvernement dans les dispositions des lois votées, surtout dans les conditions exceptionnelles, liées à la propagation de la pandémie de Coronavirus (Covid-19), et ces répercussions économiques, sociales et sanitaires, et qui ont incité les membres de la chambre des conseillers à conjuguer leurs efforts dans la visée de consacrer la confiance qui leur est confiée par les citoyens pour transmettre les craintes, les espoirs et les aspirations des marocains pendant cette période délicate.

Dans ce cadre, on peut considérer que le bilan de la Chambre des Conseillers pour l'année législative 2019-2020 est positif aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif. Ainsi, 56 textes de lois au total ont été approuvés durant les deux dernières sessions





législatives, dont 36 textes de lois pour la session d'octobre 2019, et 20 pour la session d'avril 2020, répartis comme suit :

- Sur le plan économique, financier et environnemental :

Lors de l'année législative 2019-2020, la Chambre des Conseillers a approuvé au total 14 textes de lois, notamment le projet de loi de finances pour l'année 2020, et le projet de loi de finances rectificative n°35.20 au titre de l'année 2020. Ce dernier est considéré comme le premier de son genre en application de la nouvelle loi organique relative à la loi de finances. L'exercice qui s'est fait dans un contexte international et national caractérisé essentiellement par les répercussions de la pandémie du Covid-19, et à la lumière des hautes directives royales relatives à la lutte contre les répercussions sanitaires, économiques et sociale de la pandémie.

Cette année législative a connu également l'approbation d'autres projets de lois de grande importance dont notamment le :

- Projet de décret-loi n°2.20.320 relatif au dépassement du plafond des emprunts extérieurs ;

-Projet de loi n°44.20 modifiant et complétant la loi N°103.12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, qui vise la mise en conformité de certaines dispositions avec celles du projet de loi n°36.20 relatif à la transformation de la Caisse Centrale de Garantie en Société Anonyme, de manière à offrir de nouvelles possibilités de financement de l'économie nationale, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.

- Sur le plan social :

Dans ce cadre, deux textes de lois ont été approuvés, l'un de ces textes s'inscrit dans le cadre de la mobilisation du Royaume pour faire face aux impacts sociaux induits par la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus covid-19. Il s'agit du projet de loi n° 25.20 édictant des mesures exceptionnelles au profit des employeurs affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et leurs salariés déclarés, touchés par les répercussions de la propagation du Coronavirus «Covid-19».

- Sur le plan administratif, juridique et religieux:

Six (6) textes de lois ont été approuvés dont on peut citer le «projet de loi n° 55.19 relative à la simplification des procédures et formalités administratives». Ce texte a été préparé en application des directives royales contenues dans les deux discours à l'occasion de la fête du trône pour l'année 2017 et 2018.





A cela s'ajoute d'autres textes de lois de grandes importances, à savoir: «le projet de loi n° 77.17 relative à l'organisation de l'exercice des missions de la médecine légale» et «le projet de loi n° 39.19 modifiant et complétant la loi n° 62.99 formant code des juridictions financières».

-Sur le plan des «affaires intérieures» et «infrastructures»:

Dans ce cadre, la Chambre des Conseillers a approuvé sept (7) textes de lois, dont le plus important reste le «projet de loi n° 72.18 relative au système de ciblage des bénéficiaires des programmes d'appui social et portant création de l'Agence Nationale des Registres». Ce dernier tend à cibler une large catégorie sociale et se veut être une initiative ambitieuse vers la réforme et le renouvellement du système d'appui et d'aide sociale au Maroc, en application des Hautes directives royales contenues dans le discours du 29 juillet 2018 à l'occasion de la fête du Trône : « ...A cet égard, Nous estimons que la nouvelle initiative du «Registre Social Unique» (RSU) est un début prometteur, susceptible d'induire un accroissement progressif du rendement des programmes sociaux, à court et à moyen terme.

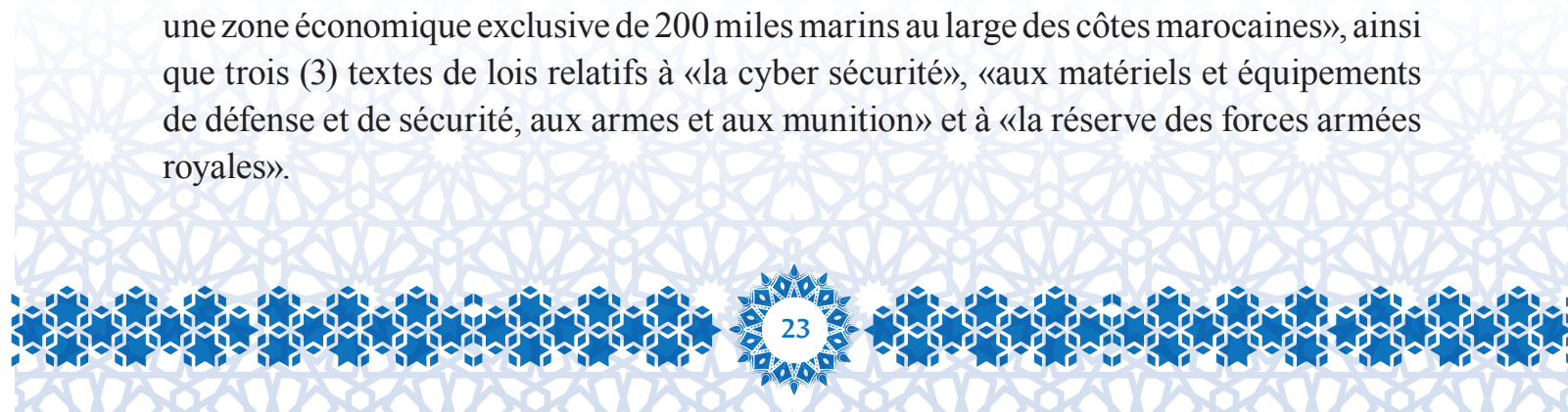
Ce Registre est un système national d'enregistrement des familles qui pourront bénéficier des programmes d'appui social. Les ménages habilités à jouir des prestations de ce régime, seront déterminés selon de rigoureux critères objectifs et grâce aux nouvelles technologies».

- Sur le plan relatif à la défense nationale et aux affaires étrangères:

Dans ce domaine, vingt-sept (27) textes de lois ont été adoptés. Ces textes englobent des accords de coopération dans différents domaines : Douanier, culturel, judiciaire, commercial, etc.

Ces différents accords visent le renforcement de la coopération entre le Royaume du Maroc et ses principaux partenaires principalement en Europe, en Afrique et en Amérique latine.

En outre, différents textes de lois d'importance stratégique et sécuritaire ont été approuvés lors de cette année législative, dont on peut énumérer : «le projet de loi n° 37.17 modifiant et complétant le dahir portant loi n° 1.73.211 fixant la limite des eaux territoriales» et «le projet de loi n° 38.17 modifiant et complétant la loi n° 01.81 instituant une zone économique exclusive de 200 miles marins au large des côtes marocaines», ainsi que trois (3) textes de lois relatifs à «la cyber sécurité», «aux matériels et équipements de défense et de sécurité, aux armes et aux munition» et à «la réserve des forces armées royales».







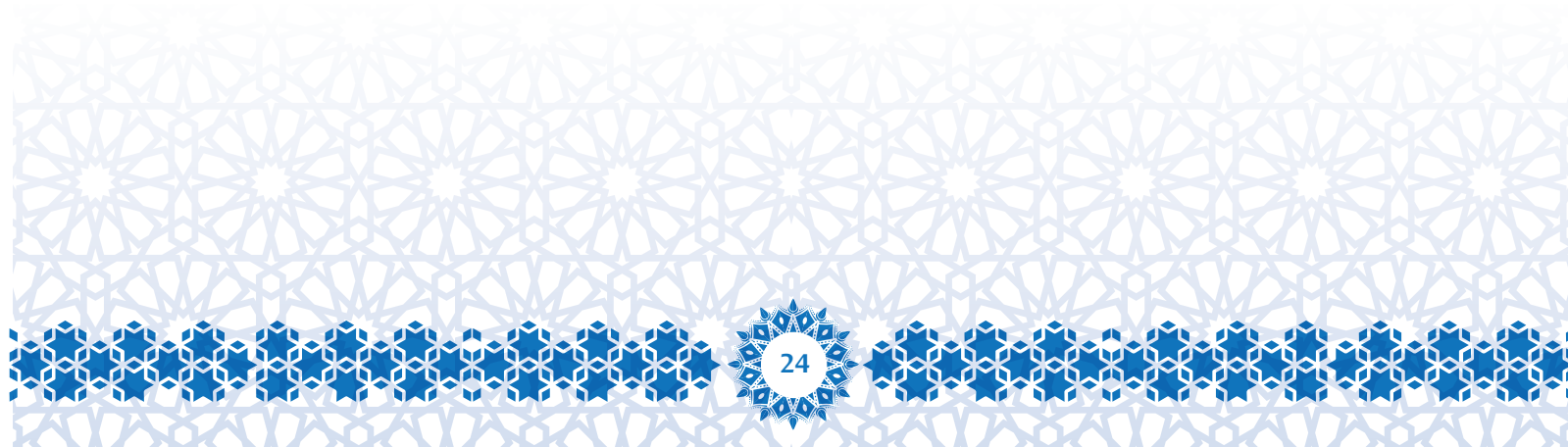
Les membres de la Chambre des Conseillers ont également contribué à l'amélioration du contenu législatif pendant l'étude et le vote des textes de lois soumis à la Chambre. Que ce soit sous forme de projets de lois ou de propositions de lois, en proposant 655 amendements, dont 209 ont été acceptées. De même, les groupes et le groupement parlementaire ont déposé 20 nouvelles propositions de loi qui couvrent différentes questions pendant l'année législative 2019-2020.

Aussi, la Chambre des conseillers est restée fidèle à ses orientations basées sur l'ouverture aux institutions et organes constitutionnels et à la société civile, tout en restant attachée à ses obligations constitutionnelles.

Il est également à noter qu'au cours de cette année législative, la Chambre des Conseillers a reçu surtout les rapports annuels de la Cour des Comptes et du Conseil Economique, Social et Environnemental, ainsi que les avis de ce dernier sur certaines questions soit à la demande de la Chambre des Conseillers, soit par auto-saisine.

La Chambre des Conseillers a déployé, au cours de cette année législative, des efforts considérables, en complémentarité avec les autres institutions constitutionnelle, en vue d'édifier le nouveau Maroc voulu par Sa Majesté le Roi, comme l'a exprimé dans son discours prononcé à l'occasion de l'ouverture l'année législative 2019-2020 : «La construction d'un Maroc évolué et développé, la formulation de réponses appropriées aux préoccupations et aux attentes de ses citoyens, nécessitent la mutualisation et la mise en cohérence des efforts».

Il en découle que le bilan de la Chambre des Conseillers pour l'année législative 2019-2020, présenté dans ce présent fascicule, est un bilan important sur tous les plans, que ce soit sur le volet de l'action législative, propositions et projets de lois, ou au niveau de relations de la Chambre avec les autres institutions constitutionnelles. En effet, ce fascicule présente des données détaillées et exhaustives relatives aux travaux législatifs, de contrôle, les relations de la Chambre avec les institutions constitutionnelles, et également au régime spécifique d'adaptation de son mode de fonctionnement au contexte actuelle que traverse le pays, marquée par la pandémie du Covid-19.





**Bilan global de l'activité législative  
de la Chambre des Conseillers  
durant l'année législative 2019-2020**







## Bilan global de l'activité législative de la Chambre des Conseillers durant l'année législative 2019-2020

|                                                                       |                                                             | Session<br>d'octobre<br>2019 | Session<br>Avril 2020 | Total Année législative |    |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------|-------------------------|----|
| Textes<br>approuvés                                                   | Projets de lois                                             | 34                           | 19                    | 53                      | 56 |
|                                                                       | Propositions de lois                                        | 02                           | 01                    | 03                      |    |
| Répartition des<br>textes approuvés<br>selon leur nature<br>juridique | Projets de lois<br>organiques                               | 02                           | --                    | 02                      | 56 |
|                                                                       | Projets de lois de<br>finances                              | 02 <sup>1</sup>              | 01                    | 03                      |    |
|                                                                       | Projets de lois<br>approuvant des accords<br>internationaux | 22                           | --                    | 22                      |    |
|                                                                       | Projets de lois<br>ordinaires                               | 08                           | 15                    | 23                      |    |
|                                                                       | Propositions de lois                                        | 02                           | 01                    | 03                      |    |
|                                                                       | Projets de lois<br>approuvant des<br>décrets-lois           | --                           | 02                    | 02                      |    |
|                                                                       | Projets de lois<br>modifiant des<br>décrets -lois           | --                           | 01                    | 01                      |    |

<sup>1</sup> l'article 2 de la loi organique n° 130.13 relative à la loi de finances stipule:  
«Au sens de la présente loi organique, on entend par loi de finances:  
- la loi de finances de l'année;  
- les lois de finances rectificatives;  
- la loi de règlement de la loi de finances.»



|                                                                  |                                                            | Session<br>d'Octobre<br>2019 | Session<br>Avril 2020 | Total Année législative |    |    |
|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------|-------------------------|----|----|
| Textes juridiques<br>modifiés                                    | Projets de lois modifiés                                   | 02                           | 07                    | 09                      | 11 | 56 |
|                                                                  | Propositions de lois<br>modifiées                          | 01                           | 01                    | 02                      |    |    |
| Textes juridiques<br>non modifiés                                | Projets de lois non<br>amendés                             | 09                           | 12                    | 21                      | 22 |    |
|                                                                  | propositions de lois<br>non amendées                       | 01                           | --                    | 01                      |    |    |
|                                                                  | Projets de lois non<br>modifiables                         | 23 <sup>1</sup>              | --                    | 23                      | 23 |    |
| Textes approuvés<br>par organisation<br>sectorielle <sup>2</sup> | Domaine économique,<br>financier et<br>environnemental     | 06                           | 08                    | 14                      | 56 |    |
|                                                                  | Domaine social                                             | --                           | 02                    | 02                      |    |    |
|                                                                  | Domaine administratif,<br>juridique et religieux           | 05                           | 01                    | 06                      |    |    |
|                                                                  | Domaine des affaires<br>internes et des<br>infrastructures | 01                           | 06                    | 07                      |    |    |
|                                                                  | Domaine de la<br>défense et des affaires<br>étrangères     | 24                           | 03                    | 27                      |    |    |

<sup>1</sup> L'article 251 du règlement intérieur dispose que les articles du traité ou de la convention internationale ne feront l'objet d'aucun vote ni d'aucun amendement».

L'article 250 du règlement intérieur exige par ailleurs que la discussion de la loi de règlement soit soumise aux règles générales régissant la discussion des projets de loi ordinaires, à l'exception des règles relatives aux amendements.

<sup>2</sup> Les domaines sont classés selon les secteurs suivants:

- Domaine économique et financier: (Finances, Industrie et Commerce, Investissement, Agriculture, Energie et Mines, Affaires publiques, Artisanat, Tourisme, Commerce extérieur, Environnement, Eau, Petites entreprises)
- Domaine social: (Emploi, Santé, Education nationale, Solidarité et Femmes, Jeunesse et Sports, Enseignement supérieur)
- Domaine juridique, administratif et religieux: (Justice, Culture, Relations avec le Parlement, Fonction publique, Communication, Habous et Affaires islamiques, Secrétariat du gouvernement)
- Domaine des affaires internes et des infrastructures: (Intérieur, Equipement, Habitat et ville, Aménagement du territoire national, Transports)
- Domaine de la défense et des affaires étrangères (Affaires étrangères et coopération, Marocains résidant à l'étranger)



|                                                                                            |                                                                               |                      | Session d'octobre 2019 | Session Avril 2020 | Total Année législative |    |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------------|--------------------|-------------------------|----|----|
| Textes approuvés par source de renvoi au bureau de la chambre des conseillers <sup>1</sup> | Projets de lois déposés en priorité à la Chambre des conseillers              |                      | --                     | 05                 | 05                      | 56 |    |
|                                                                                            | Projets de lois déposés en priorité auprès de la Chambre des représentants    |                      | 34                     | 14                 | 48                      |    |    |
|                                                                                            | Propositions de lois soumis par la Chambre des représentants                  |                      | 01                     | --                 | 01                      |    |    |
|                                                                                            | Propositions de lois présentées par des membres de la Chambre des conseillers |                      | 01                     | 01                 | 02                      |    |    |
| Classification des textes approuvés en fonction de l'issue des votes                       | L'unanimité                                                                   | Projets de lois      | 29                     | 12                 | 41                      | 43 | 56 |
|                                                                                            |                                                                               | Propositions de lois | 01                     | 01                 | 02                      |    |    |
|                                                                                            | La majorité                                                                   | Projets de lois      | 05                     | 07                 | 12                      | 13 |    |
|                                                                                            |                                                                               | Propositions de lois | 01                     | --                 | 01                      |    |    |
| Nombre d'amendements proposés aux projets et propositions de lois approuvés                |                                                                               |                      | 289                    | 369                | 658                     |    |    |
| Nombre d'amendements apportés aux projets et propositions de lois approuvés                |                                                                               |                      | 116                    | 116                | 232                     |    |    |

<sup>1</sup> L'article 78 de la Constitution stipule que: «Les projets de loi sont déposés en priorité sur Bureau de la Chambre des représentants, toutefois les projets de loi relatifs particulièrement aux collectivités territoriales, au développement régional et aux affaires sociales sont déposés en priorité sur le bureau de la Chambre des conseillers.»



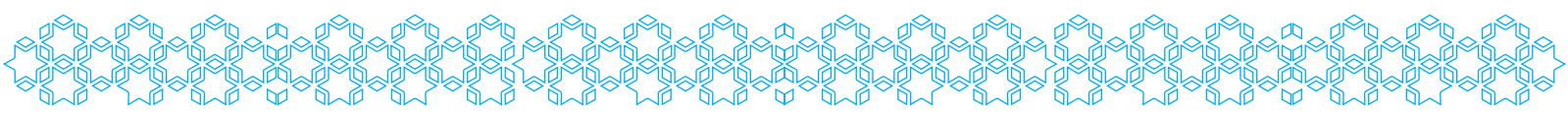




**Règlementation du travail de la  
Chambre des Conseillers pendant  
la période exceptionnelle liée à la  
propagation de la pandémie de  
coronavirus**







## Règlementation de travail de la Chambre des Conseillers pendant la période exceptionnelle liée à la propagation de la pandémie de coronavirus

Afin d'organiser les travaux de la Chambre des Conseillers et de gérer ses priorités durant la période de la pandémie de COVID-19, le Bureau de la Chambre, en concertation avec les présidents des groupes et groupement parlementaires, a pris une série de mesures exceptionnelles. Ces mesures ont été prises dans un souci d'arriver à instaurer un équilibre entre la continuité du fonctionnement de l'institution constitutionnelle et la représentation des citoyens d'une part, et la préservation de la santé publique et le respect des mesures préventives prises par les pouvoirs publics d'autre part.

Dans cette perspective, la Chambre des Conseillers a adopté une approche garantissant le bon déroulement de ses activités en orientant ses actions vers la gestion optimale de la crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus.

L'approche adoptée par la Chambre des Conseillers se présente comme suit :

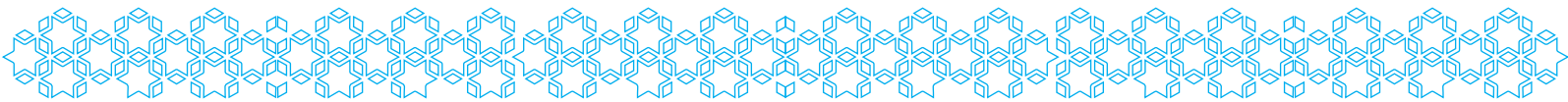
### 1 -Un mode de présence partielle aux travaux des séances plénières

La présence aux travaux des séances plénières dans l'hémicycle est limitée aux présidents de groupes et de groupement parlementaires ou leurs suppléants, ainsi qu'un maximum de deux membres issus de chaque groupe ou groupement parlementaire.

### 2 -Une réorganisation exceptionnelle et temporaire des séances plénières des questions orales hebdomadaires :

- L'interpellation des secteurs gouvernementaux ayant une relation directe avec la gestion de la pandémie de coronavirus. Ces secteurs sont comme suit : «la santé», «l'intérieur», «le travail et l'insertion professionnelle», «l'éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique», «l'économie, les finances et la réforme de l'administration», «l'agriculture, la pêche maritime, le développement rural et les eaux forêts» et «l'industrie, le commerce et l'économie verte et numérique» ;

- L'inscription d'un seul secteur gouvernemental à l'ordre du jour des questions orales hebdomadaires. Ledit secteur est interpellé par chaque groupe ou groupement parlementaire à travers une question orale thématique unique au tour d'un sujet principal.



Cette nouvelle procédure temporaire des séances hebdomadaires des questions orales a permis un débat plus approfondi des sujets à l'ordre du jour.

Elle a permis également à l'opinion publique nationale de suivre de près toutes les évolutions et nouveautés relatives à l'état d'urgence sanitaire et aux mesures prises pour faire face à la propagation de la pandémie et ses répercussions.

### 3 -Des séances mensuelles réservées aux questions de politique générale traitant des sujets relatifs à la gestion de la pandémie

- Le choix est porté sur des sujets relatifs à la gestion de la pandémie et ses répercussions sociales et économiques, comme ordre du jour des séances mensuelles réservées aux questions de politique générale.

Dans ce cadre, et conformément aux dispositions de l'article 100 de la constitution, trois séances ont été organisées :

i) Séance du 21 avril 2020, a été axée sur «le bilan et les perspectives de la lutte contre la crise du coronavirus» ;

ii) Séance du 16 mai 2020 a porté sur «la politique du gouvernement post-confinement : quel plan de relance économique et de traitement des impacts sociaux de la crise ?» ;

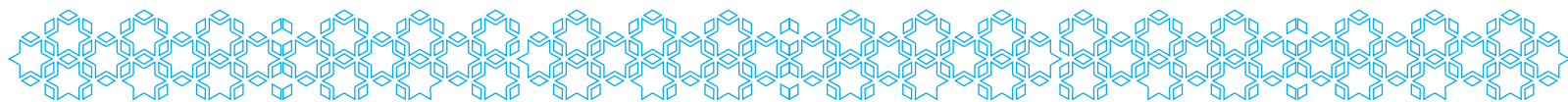
iii) Séance du mardi 21 juillet 2020 a eu comme sujet : «politiques générales dans les domaines économiques, sociaux et numériques à la lumière des enseignements tirés des répercussions de la crise de covid-19».

### 4- Une organisation spéciale du travail législatif:

- Donner la priorité, en accord avec le gouvernement, aux textes législatifs liés au traitement des contraintes de la pandémie coronavirus et ses répercussions sociales et économique ;

- Afin d'assurer une large participation des conseillères et conseillers parlementaires au vote des lois, conformément aux dispositions de l'article 60 de la Constitution et de l'article 175 du règlement intérieur de la Chambre, un mécanisme de vote électronique à distance a été adopté pour la première fois dans l'histoire de l'action parlementaire marocaine. Ce mécanisme a été mis en pratique le mardi 12 mai 2020 à l'occasion de l'étude et du vote du projet de loi numéro 23.20 portant ratification du décret-loi n°2.20.292 du 28 rejev 1441 (23 mars 2020) édictant des dispositions particulières à l'état d'urgence sanitaire et des mesures de sa déclaration. De ce fait, la Chambre des





Conseillers étant la deuxième institution législative en Afrique et au Moyen-Orient à avoir adoptée un mécanisme de vote des lois à distance ;

- Adoption d'une série de mesures et de procédures administratives et techniques nécessaires à la mise à niveau du système audiovisuel et des outils de la Technologie de l'Information et de Communication (TIC) au niveau de l'hémicycle et des salles de réunions des commissions. Ceci afin de permettre une large participation des membres de la Chambre et un vote à distance à partir de tout le territoire national, suite à la réussite de la première expérience de la réunion de la commission des secteurs productifs tenue le 18 mai 2020.

- Développement d'une application informatique pour résoudre d'éventuels problèmes techniques liés au vote à distance.

#### 5- Une organisation spéciale des commissions permanentes et des commissions temporaires :

- Limiter la présence aux travaux des commissions permanentes à un seul membre de chaque groupe ou groupement parlementaire ;

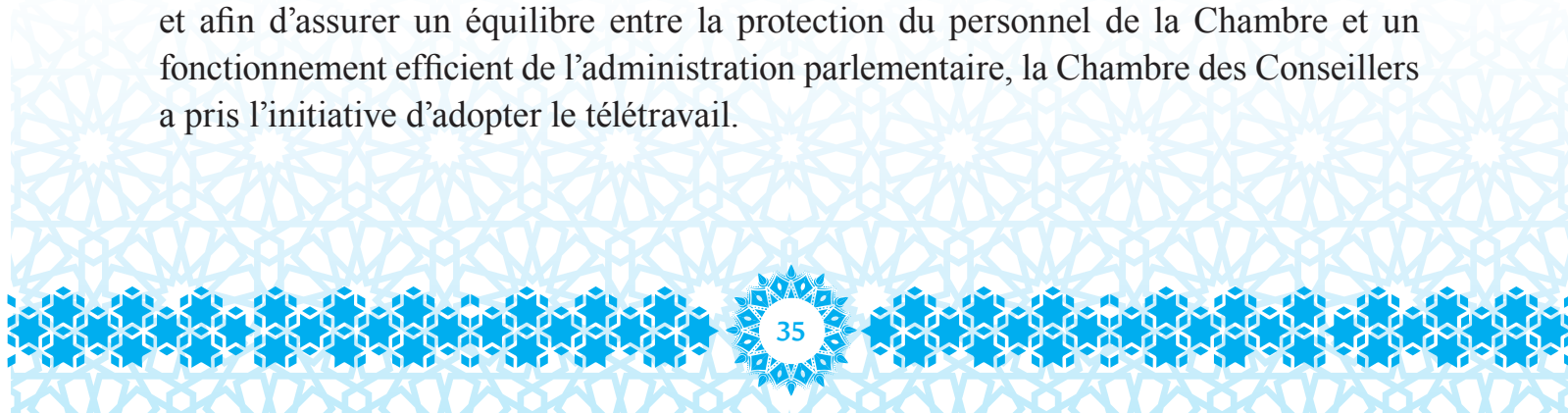
- Permettre aux membres de la Chambre de participer aux travaux des commissions à distance via les outils de la technologie de l'information et de communication ;

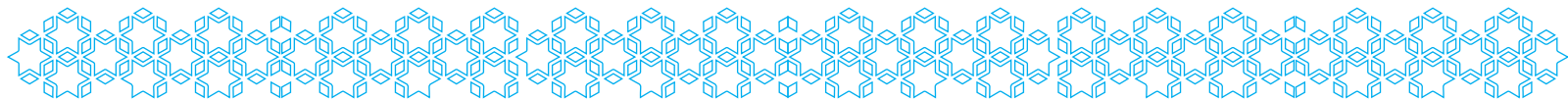
- Donner la priorité aux sujets liés à la gestion de la pandémie en programmant des réunions avec les membres de gouvernement responsable des secteurs concernés, pour étudier et discuter les thèmes d'actualité ;

- Report de l'organisation des missions d'informations, des forums parlementaires, des séminaires, des journées d'études et de formation et les différentes activités de la Chambre, mais en les substituant par des participations à distance.

#### 6. Adopter un mécanisme de travail à distance:

Conformément aux mesures préventives adoptées par notre pays dans sa lutte contre la pandémie de coronavirus au niveau social, économique et administratif, et afin d'assurer un équilibre entre la protection du personnel de la Chambre et un fonctionnement efficient de l'administration parlementaire, la Chambre des Conseillers a pris l'initiative d'adopter le télétravail.





#### A- Les règles fondamentales adoptées:

- Désignation des tâches administratives qui peuvent être effectuées à distance en fonction des unités administratives concernées (services, divisions, ...) ;
- Classification des tâches administratives en fonction de celles qui peuvent être effectuées entièrement ou partiellement à distance ;
- Choix des outils des Technologies d'Information et de Communication (TIC) adéquat ;
- Une coordination en amont entre les différents intervenants en matière de la législation et le contrôle d'une part et les acteurs du télétravail d'autre part.

#### B- Les systèmes d'information et les moyens de communication interne et externe adoptés:

- Les réunions administratives par visioconférence ;
- Les adresses E-mail professionnelles ;
- Une application informatique intégrée dédiée à la gestion des questions orales et écrites ;
- Des applications informatiques et des applications pour les smartphones.

#### 7 - Des mesures financières:

- Adapter les engagements financiers de la Chambre pour assurer une gestion optimale des dépenses pendant la période de l'état d'urgence sanitaire.

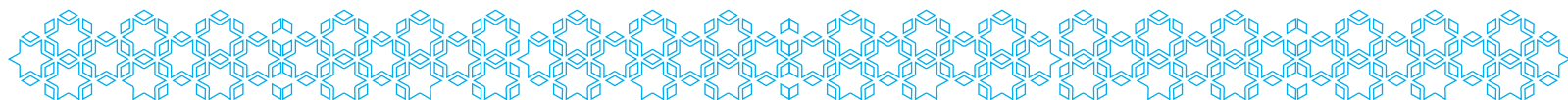
Cette démarche s'effectue selon un plan de rationalisation des dépenses, ce qui a permis de réaliser des économies estimées à 10 millions de dirhams sur le budget d'investissement et de fonctionnement de la Chambre, au titre de l'année 2020 ;

- L'engagement de la Chambre dans un processus d'adaptation de la gestion de ses dépenses financières conformément à la stratégie nationale visant à renforcer la résilience de notre pays face aux répercussions de la pandémie de coronavirus.

#### 8- Une cadence intense des réunions du Bureau de la Chambre et une bonne coordination avec la Conférence des Présidents:

- Dans le souci de suivre de près l'évolution de la pandémie et ses conséquences économiques et sociales sur notre pays, et afin de consolider le rôle primordial de la





Chambre des Conseillers dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus et d'investir tous les outils constitutionnels de contrôle de l'action gouvernemental dans ce domaine, la cadence des réunions institutionnelles des organes de la Chambre s'est accentuée, atteignant parfois trois réunions de Bureau et deux réunions de la Conférence des Présidents durant la même semaine.

#### 9-Discussion des informations présentées par le chef du gouvernement sur l'évolution des mesures de confinement après le 20 mai 2020:

Conformément aux dispositions de l'article 273 de son règlement intérieur, la Chambre des Conseillers a tenu le 19 mai 2020, conformément à l'article 68 de la Constitution, une séance publique consacrée à la discussion des informations présentées par le chef du gouvernement en séance commune entre les deux chambres du parlement le lundi 18 mai 2020, sur l'évolution des mesures relatives à «la gestion du confinement après le 20 mai 2020». Cette séance étant une première dans l'histoire de l'action parlementaire marocaine.

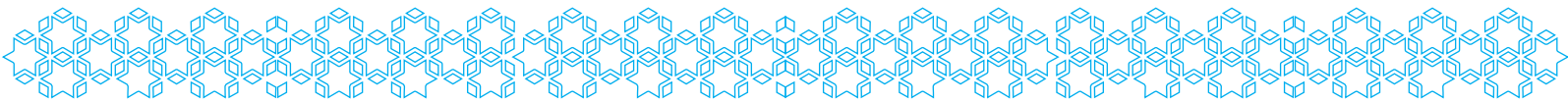
#### 10-Contrôle de l'accès au siège de la Chambre des Conseillers durant la période de la pandémie de coronavirus:

- Limiter l'accès au siège de la Chambre uniquement aux conseillers parlementaires et aux fonctionnaires assurant la permanence ;
- La suspension des visites au siège de la Chambre des Conseillers.

#### 11- Des mesures et actions à caractère matériels:

- Respecter la distanciation sociale dans toutes les salles de réunions au sein de la Chambre ;
- Stériliser l'hémicycle et les salles de réunions des commissions permanentes, ainsi que tous les espaces de la Chambre ;
- Mettre des solutions hydroalcooliques et des mouchoirs en papier à l'entrée de toutes les salles de la Chambre et de ses locaux ;
- L'installation d'un lecteur de température corporelle à distance à l'entrée de la Chambre, sous la supervision du médecin de la Chambre, afin de détecter en amont tout cas suspect.





## Résumé du plan de travail de la Chambre des Conseillers après la levée de l'état d'urgence sanitaire

Dans le cadre des mesures et des actions anticipatives prises par les pouvoirs publics, et conformément aux Directives de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste, pour la protection des citoyens et la lutte contre la propagation du coronavirus ;

Après l'ouverture de la session d'avril de l'année législative 2019-2020 conformément aux dispositions de l'article 65 de la Constitution, dans ces conditions exceptionnelles qui édictent un équilibre entre l'obligation de la continuité de l'institution dans l'exercice de ses attributions constitutionnelles d'une part et sans compromettre les mesures sanitaires édictées par les organes officiels de l'autre part ;

Vu les dispositions du décret-loi n°2.20.292 du 28 reheb 1441 (23 mars 2020) édictant des dispositions particulières à l'état d'urgence sanitaire et des mesures de sa déclaration, approuvé par la loi 23.20;

Et dans le cadre de la mobilisation nationale pour la lutte contre le coronavirus et les efforts engagés pour limiter ses répercussions ;

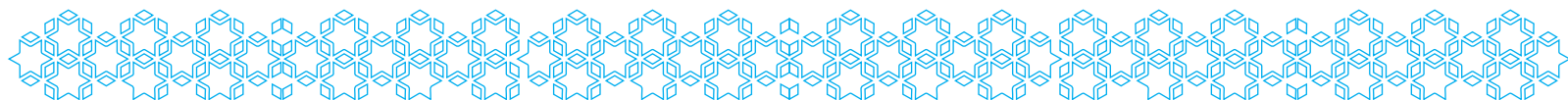
Les organes de la Chambre des Conseillers ont assuré l'adaptation du travail législatif, de contrôle et de la diplomatie aux défis causés par la pandémie de coronavirus.

Cette adaptation a nécessité une série de mesures et d'actions organisationnelles exceptionnelles et temporaires, prises par le Bureau de la Chambre en coordination et en concertation avec les présidents de groupes et groupement parlementaires. Ces mesures et dispositions ont fait l'objet d'une note de la Présidence de la Chambre datée du 7 avril 2020 ;

Et conformément aux conclusions de l'évaluation périodique, réalisée par le Bureau de la Chambre, dont le constat affirme que le travail législatif, le contrôle, et les réunions des séances plénières et des commissions permanentes se déroulent dans des bonnes conditions, ainsi que la communication électronique entre les différents acteurs, et particulièrement le vote électronique à distance.

Compte tenu des différentes phases de l'application de l'état d'urgence sanitaire dans notre pays, et également de l'ensemble des résultats obtenus dans la lutte contre les effets de la pandémie et l'implication des différents secteurs dans l'élaboration de plans pour la période qui suit la levée de l'état d'urgence sanitaire ;





En considérant les délibérations du Bureau de la Chambre, dans ses deux réunions tenues le 01 et le 08 juin 2020, sur la préparation d'un projet de plan d'action post-déconfinement, visant à assurer un retour progressif de la Chambre et de ses organes aux conditions normales de travail. Ceci dans le cadre de la consolidation des acquis obtenus en tenant compte de toutes les précautions sanitaires nécessaires en fonction de l'évolution de la pandémie ;

Après concertation avec les présidents de groupes parlementaires, du coordinateur de groupement parlementaire et des présidents des commissions permanentes, il a été décidé de travailler selon le plan suivant:

Premièrement : l'ordre du jour législatif de la Chambre :

- Continuer de donner la priorité aux textes législatifs liés à la gestion des répercussions de la pandémie, tout en leur réservant la primauté dans l'ordre du jour, notamment dans l'étude et le vote de la loi de finances rectificative, en respectant le délai prévu dans la loi organique relative à la loi de finances ;

- Programmer des séances plénières législatives dès que les commissions permanentes ont terminé d'examiner les projets et propositions de loi qui leur sont soumis. Particulièrement les textes de loi d'importance majeure ;

- Mise à jour, dans une approche participative, des dispositions du règlement intérieur de la Chambre, en l'adaptant au travail dans les conditions de l'état d'urgence et des conditions exceptionnelles, ainsi que d'autres nouveautés liées à l'application de la loi organique relative à la loi de finances et de la loi organique fixant les étapes de la mise en œuvre du caractère officiel de la langue Amazighe ;

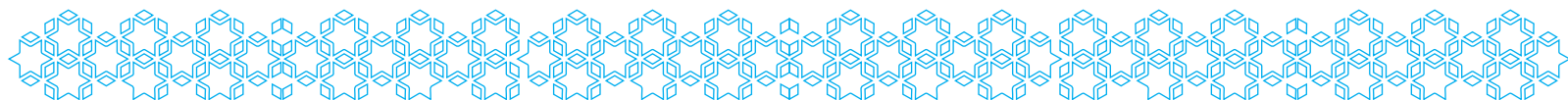
- Assurer une plus grande participation des conseillers au processus de vote des projets et propositions de loi, conformément aux dispositions de l'article 60 de la Constitution et de l'article 175 du règlement intérieur de la Chambre. Ceci en poursuivant l'utilisation du vote électronique à distance, jusqu'au retour aux conditions normales de travail. Ainsi qu'une diffusion électronique des projets et propositions de loi, et des rapports des commissions permanentes sur les textes de lois examinés.

Deuxièmement : les questions orales mensuelles

Le plan de travail adopté s'articule autour de :

- la programmation de deux séances plénières mensuelles réservées aux réponses





de chef de gouvernement afférentes aux questions de politique générale des membres de la Chambre.

Dans ce cadre, deux sujets ont été abordés:

i) mardi 16 juin 2020 : la séance a été axée sur: «la politique du gouvernement post-confinement: quel plan de relance économique et de traitement des impacts sociaux de la crise ?»

ii) mardi 21 juillet 2020 : la séance a porté sur le sujet suivant : «politiques générales dans les domaines économiques, sociaux et numériques à la lumière des enseignements tirés des répercussions de la crise de covid-19».

Troisièmement : les séances des questions orales

- En capitalisant les acquis réalisés par la Chambre depuis l'ouverture de la session d'avril 2020, le choix est porté sur des séances de questions orales hebdomadaires où le nombre des secteurs gouvernementaux qui font l'objet de l'interpellation s'élève à deux secteurs. Dont l'un d'entre eux est à vocation économique et l'autre à vocation sociale. Ceci, tout en gardant une question thématique autour d'un sujet central relatif à un secteur en relation direct avec la gestion et les conséquences de la pandémie.

Cette démarche a été adoptée dès la séance de mardi 09 juin 2020 où deux secteurs étaient à l'ordre du jour. A savoir : «les affaires étrangères, la coopération africaine et les marocains résidant à l'étranger», et «le tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale».

- Programmes des questions orales hebdomadaires du 23 et 30 juin 2020 :

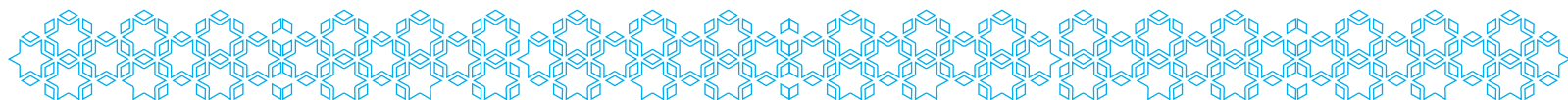
Trois secteurs gouvernementaux étaient à l'ordre du jour pour chaque séance hebdomadaire :

- pour la séance du 23 juin 2020 : «la justice» ; «l'équipement, le transport, la logistique et l'eau» et «la santé» ;

- pour la séance du 30 juin 2020 : «l'énergie, les mines et l'environnement» et «la solidarité, développement social, l'égalité et la famille», «l'économie, les finances et la réforme de l'administration».

Suite à une nouvelle évaluation périodique de l'évolution de la pandémie, le Bureau de la Chambre a décidé de revenir au système régulier des séances de questions orales. Ceci afin de permettre aux membres de la Chambre d'interpeller tous les membres de gouvernement et cela jusqu'à la fin de la session d'avril 2020.





- En ce qui concerne la répartition des questions orales durant les séances hebdomadaires :

Il a été décidé un retour au système régulier de quotas, basé sur le principe de la représentation proportionnelle, à partir du 23 juin 2020.

Quatrièmement : modalités de présence des membres de la Chambre dans l'hémicycle :

- La reprise progressive des travaux de la Chambre s'est entamée dans une logique qui prend en considération l'ensemble des mesures de protection et le respect des actions accompagnant la levée de l'état d'urgence sanitaire. En particulier, la levée des restrictions liées au trafic aérien et routier interurbain.

Sur cette base, deux phases ont été définies :

1-Première phase, couvre la période du 10 juin au 10 juillet 2020 : avec une présence de 50% des membres de chaque groupe et groupement parlementaire ;

2.Seconde phase, concerne la période du 10 juillet jusqu'à la fin de la session : marquée par un retour aux conditions normales de travail tout en veillant au respect des mesures de protection essentielles, notamment les mesures liées à la distanciation sociale au niveau de l'hémicycle.

Cinquièmement : les travaux des commissions permanentes et temporaires :

Vu les efforts déployés par les commissions permanentes au sein de la Chambre pour examiner les projets et propositions de lois de nature urgente liés à la pandémie de coronavirus, et en considérant la nécessité de donner la priorité au travail législatif et au contrôle relatif à la gestion de l'épidémie de coronavirus, le système adopté pour les commissions permanentes est basé sur :

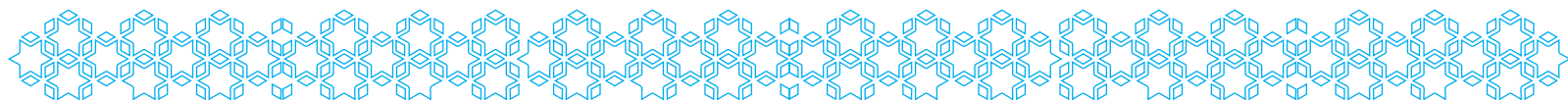
- la programmation des projets et propositions de loi soumis aux commissions permanentes ;

- la reprise des travaux des commissions temporaires ;

- continuer à organiser les réunions des commissions permanentes à distance ;

- préserver la possibilité de vote électronique à distance et la participation aux travaux des commissions par visioconférence jusqu'au retour au fonctionnement normal de la Chambre ;





- renforcer la communication électronique entre le groupement et les groupes parlementaires en ce qui concerne les correspondances administratives.

En ce qui concerne la présence des conseillers aux réunions des commissions permanentes, elle s'est faite en deux étapes :

- premièrement, entre 10 juin et 10 juillet 2020 : la présence est limitée à deux membres issus de chaque groupe ou groupement parlementaire ;

- deuxièmement, du 10 juillet 2020 jusqu'à la fin de la session : un retour aux conditions normales des réunions des commissions si la situation sanitaire le permet, tout en veillant scrupuleusement au respect des mesures de protection essentielles.

Sixièmement : les activités diplomatiques de la Chambre des Conseillers

Les mesures les plus importantes adoptées durant la période de la levée progressive du confinement sanitaire sont les suivantes :

- Assurer la participation des Sections nationales permanentes par visioconférence aux réunions et conférences parlementaires régionales, continentales et internationales, qui ont eu lieu pendant cette période ;

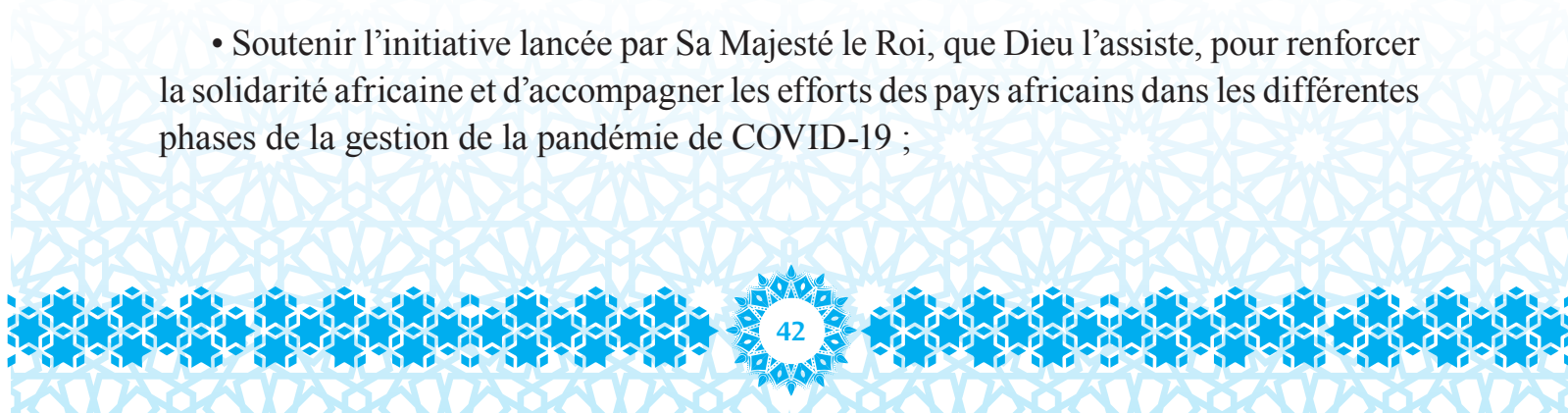
- Maintien d'une communication à distance avec les groupes parlementaires d'amitiés et de la coopération, notamment en Afrique et en Europe ;

- S'engager dans le système des relations bilatérales et multilatérales conformément au contexte actuel lié à la numérisation du travail et à une communication via les outils de la Technologie de l'Information et de la Communication (TIC), avec les unions et associations parlementaires régionales, continentales et internationales ;

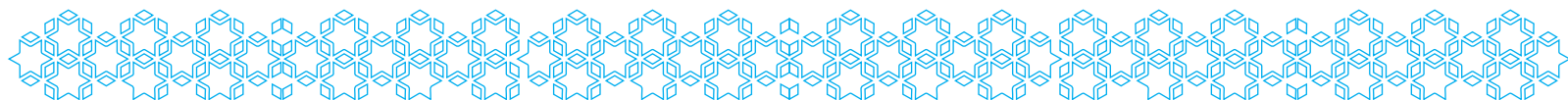
- Tenir les réunions de coordination à distance avec les différents acteurs dans le domaine de la diplomatie. En premier lieu le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des marocains résidant à l'étranger, ainsi que les missions diplomatiques et les organismes internationaux représentés au Maroc.

- Fixer les priorités dans l'action diplomatique et se concentrer sur des dossiers spécifiques afin de:

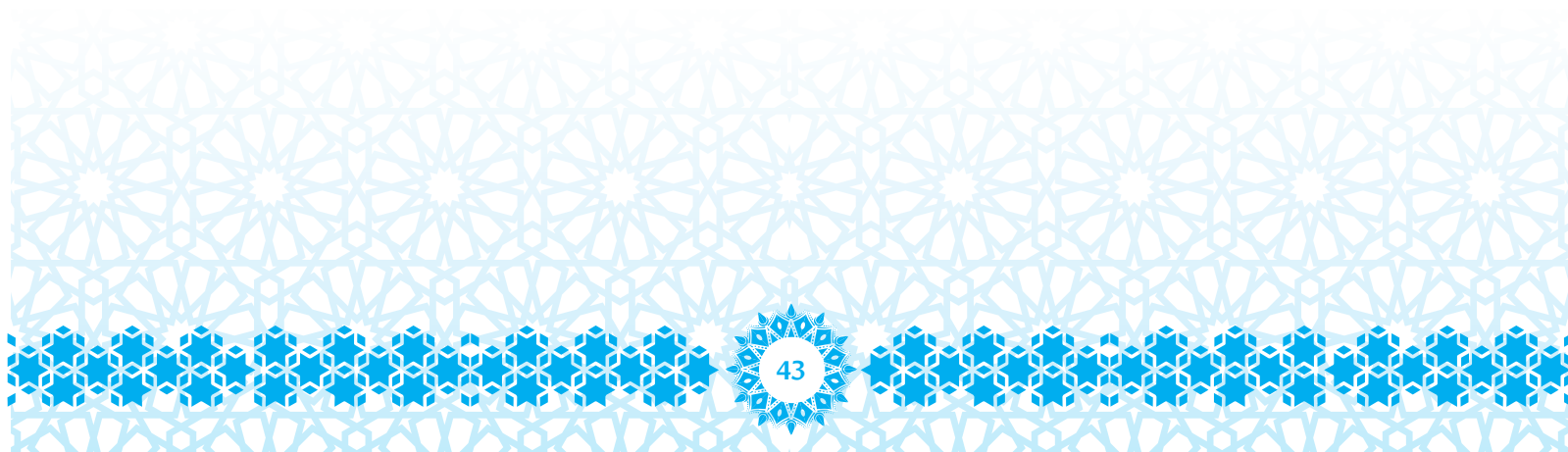
- Soutenir l'initiative lancée par Sa Majesté le Roi, que Dieu l'assiste, pour renforcer la solidarité africaine et d'accompagner les efforts des pays africains dans les différentes phases de la gestion de la pandémie de COVID-19 ;







- Mobiliser un soutien permanent pour la cause nationale liée à notre intégrité territoriale ;
- S'engager dans les efforts des parlements du monde visant à lutter contre l'épidémie de coronavirus, tout en développant la coopération et l'échange des expériences, des expertises et des bonnes pratiques dans la lutte contre le coronavirus, avec les autres parlements du monde ;
- Déterminer les activités et les outils adéquats de la diplomatie parlementaire pour une rationalisation optimale du budget de l'action diplomatique de la Chambre.







**Liste des Projets et propositions de  
loi approuvés par la Chambre des  
Conseillers au cours  
de l'année législative 2019-2020**









## **Premièrement: Textes approuvés lors de la session d'octobre 2019:**

### **19 novembre 2019:**

1. Projet de loi n° 57.18 modifiant et complétant la loi n° 77.15 portant interdiction de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, de la commercialisation et de l'utilisation de sacs en matières plastiques (unanimité)

### **03 décembre 2019:**

2. Projet de loi n° 76.18 modifiant et complétant l'annexe I du dahir du 28 Joumada II 1337 (31 mars 1919) formant Code de commerce maritime (unanimité)

3. Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 59.14 relative à l'acquisition, la mise en chantier et la refonte des navires de pêche (unanimité)

### **06 décembre 2019:**

4. Projet de loi de Finances n° 70.19 pour l'année budgétaire 2020 (Pour: 08, Contre: 03, Abstentions: 04)

5. Projet de loi organique n° 04-16 portant création du conseil national des langues et de la culture marocaine (2ème lecture) (unanimité)

### **04 février 2020:**

6. Projet de loi n° 37-17 modifiant et complétant le Dahir portant loi 1-73-211 du 26 moharrem 1393 (2 mars 1973) fixant la limite des eaux territoriales (unanimité)

7. Projet de loi n° 38-17 modifiant et complétant la loi N° 1.18 instituant une zone économique exclusive de 200 miles marins au large des côtes marocaines (unanimité)

8. Projet de loi n° 55.19 relatif à la simplification des procédures et formalités administratives (unanimité)

9. Projet de loi de Règlement n° 22.19 au titre de l'année budgétaire 2017 (Pour: 24, Contre: 04, Abstentions: 07)

10. Projet de loi n° 46.18 modifiant et complétant la loi n° 86.12 relative aux contrats de partenariat public-privé (Pour: 28, Contre: 04, Abstentions: 03)



11. Proposition du règlement intérieur de La Chambre des conseillers à la lumière de la décision de la Cour constitutionnelle n° 96/19 du 02 septembre 2019 (Pour: 28, Contre: 00, Abstentions: 04)

**11 février 2020:**

12 - Projet de loi organique n° 72.19 modifiant et complétant la loi organique 02-12 relative à la nomination aux fonctions supérieures en application des dispositions des articles 49 et 92 de la Constitution (Pour: 32, Contre: 00, Abstentions: 04)

13- Projet de loi n° 39.19 modifiant et complétant la loi N° 62.99 formant code des juridictions financières (unanimité)

14- Projet de loi n° 77.17 relatif à l'exercice de la médecine légale (Pour: 32 Contre: 05 Abstentions: 00)

15- Projet de loi n° 15.19 portant approbation de l'Accord relatif à la coopération en matière de lutte contre la criminalité entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne signé le 13 février 2019 à RABAT (unanimité)

16- Projet de loi n° 16.19 portant approbation du protocole signé le 13 février 2019 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne relatif à pour la donation irrévocable de la propriété du Grand Théâtre Cervantes de Tanger (unanimité)

17 - Projet de loi n° 18.19 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la coopération dans le domaine de la défense, entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de la Croatie, signé le 08 février 2019 à Rabat (unanimité)

18- Projet de loi n° 19.19 portant approbation de l'accord-cadre de coopération économique, entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Tchèque signé le 04 décembre 2018 à Rabat (unanimité)

19- Projet de loi n° 32.19 portant approbation de la convention entre le Royaume du Maroc et la République du Liberia tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales (unanimité)

20 - Projet de loi n° 33.19 portant approbation de la convention en matière de marine marchande, entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Liberia (unanimité)



21- Projet de loi n° 34.19 portant approbation de la convention entre le Royaume du Maroc et la République du Benin en vue d'éviter la double imposition, de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'établir les règles d'assistance réciproque (unanimité)

22- Projet de loi n° 35.19 portant approbation de la convention de coopération judiciaire en matière civile, commerciale et administrative, entre le Royaume du Maroc et la République du Benin (unanimité)

23 - projet de loi n° 36.19 portant approbation de l'accord de coopération commerciale et économique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement DE LA République de Serbie, conclu le 06 mars 2019 à Rabat (unanimité)

24- Projet de loi n° 37.19 portant approbation de la convention d'extradition entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda , signée à Rabat le 19 mars 2019 (unanimité)

25- Projet de loi n° 38.19 portant approbation de la convention dans le domaine de l'assistance judiciaire en matière pénale, entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda (unanimité)

26- Projet de loi n° 42.19 portant approbation de l'accord relatif aux transports internationaux routiers de voyageurs et de marchandises, entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Benin (unanimité)

27- Projet de loi n° 43.19 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Liberia sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (unanimité)

28- Projet de loi n° 52.19 portant approbation de la convention d'extradition entre le Royaume du Maroc et la République Fédérative du Brésil, signée à Brasilia le 13 juin 2019 (unanimité)

29- Projet de loi n° 51.19 portant approbation de la convention relative à l'assistance judiciaire en matière pénale entre le Royaume du Maroc et la République Fédérative du Brésil (unanimité)

30 - Projet de loi n° 50.19 portant approbation de L'accord-cadre de coopération dans le domaine de la défense entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil (unanimité)



31- Projet de loi n° 49.19 portant approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil (unanimité)

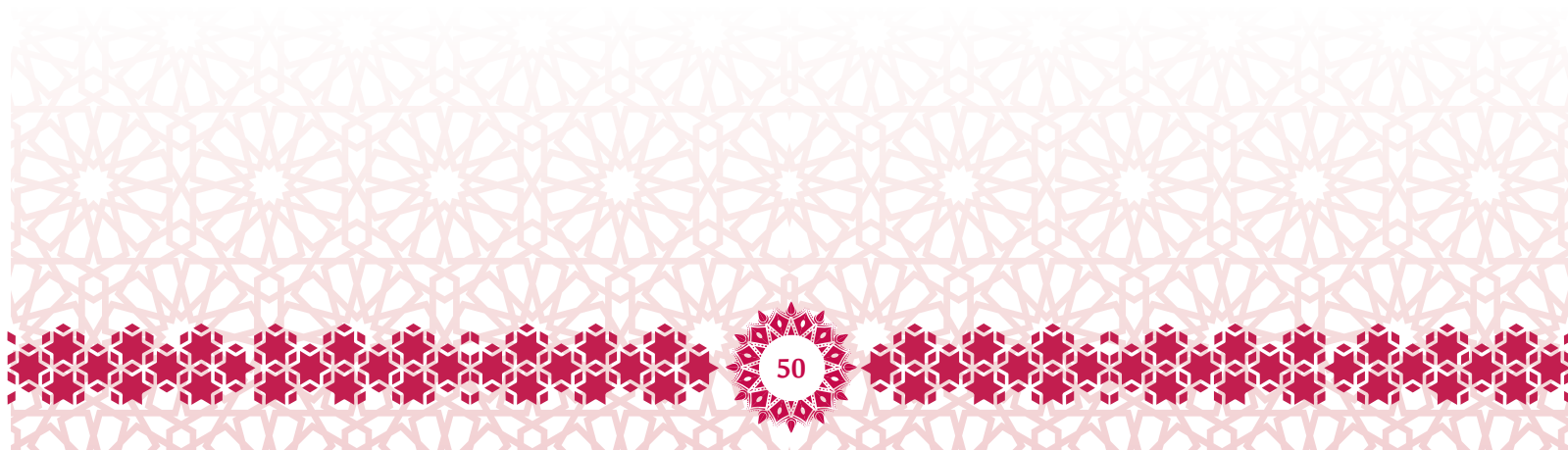
32- Projet de loi n° 56.19 portant approbation de l'accord de coopération et de facilitation en matière d'investissements entre le Royaume du Maroc et la République Fédérative du Brésil (unanimité)

33- Projet de loi n° 48.19 portant approbation de la convention de coopération douanière dans le monde arabe, conclu à Riyad le 5 mai 2015 (unanimité)

34- Projet projet de loi n° 47.19 portant approbation d'un protocole annexé à l'acte constitutif de l'Union africaine relatif au Parlement panafricain, adopté le 27 juin 2014 à Malabo, en Guinée Equatoriale (unanimité)

35- Projet de loi n° 45.19 portant approbation de l'accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Liberia, signé à Marrakech le 25 mars 2019 (unanimité)

36- Projet de loi n° 44.19 portant approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérative du Brésil visant à éviter la double imposition sur les bénéfices générés par le transport aérien et maritime, signé à Brazilia le 13 juin 2019 (unanimité)







## **Deuxièmement: Textes approuvés lors de la session d'avril 2020:**

### **16 avril 2020:**

37. Projet de loi n° 25.20 édictant des mesures exceptionnelles au profit des employeurs affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et leurs salariés déclarés, touchés par les répercussions de la propagation du Coronavirus «Covid-19». (unanimité)

### **05 mai 2020:**

38. Projet de loi n° 26.20 portant ratification du décret-loi n° 2-20-320 du 13 chaabane 1441 (7 avril 2020) relatif au dépassement du plafond des emprunts extérieurs.(pour: 22 contre :néant Abstentions: 02)

39. Projet de loi n° 27.20 édictant des mesures spéciales relatives au fonctionnement des organes d'administration des sociétés anonymes et aux modalités de tenue de leurs assemblées générales pendant la période de l'état d'urgence sanitaire. (unanimité)

### **12 mai 2020:**

40. Projet de loi n° 23.20 portant ratification du décret-loi n° 2-20-292 du 28 rejeb 1441 (23 mars 2020) édictant des dispositions particulières à l'état d'urgence sanitaire et des mesures de sa déclaration. (unanimité)

### **19 mai 2020:**

41. Projet de loi n° 30.20 édictant des mesures particulières aux contrats de voyage et de séjour touristiques et aux contrats de transport aérien de passagers. (pour : 54 contre : 06 Abstentions : 01)

### **16 juin 2020:**

42. Projet de loi n° 72.18 relatif au système de ciblage des bénéficiaires des programmes d'appui social et portant création de l'Agence Nationale des Registres. (Pour: 55, Contre: néant, Abstentions: 06)

### **30 juin 2020:**

43. Projet de loi n° 50.17 relatif à l'exercice des activités de l'artisanat. (la majorité)



**07 juillet 2020:**

44. Projet de loi n° 42.20 modifiant le Décret-loi n°2.20.292 du 28 rejev 1441 (23 mars 2020) édictant des dispositions particulières à l'état d'urgence sanitaire et les mesures de sa déclaration. (unanimité)

45. Projet de loi n° 37.18 relatif à la Fondation des oeuvres sociales du personnel des collectivités territoriales, leurs groupements et leurs instances. (unanimité)

46. Projet de loi n° 38.18 portant réorganisation de la Fondation Hassan II pour les oeuvres sociales des agents d'autorité du Ministère de l'Intérieur. (unanimité)

47. projet de loi n° 60.18 relatif à la Fondation des œuvres sociales des fonctionnaires de la Direction générale de la protection civile. (unanimité)

48. Projet de loi n° 49.17 relative à l'évaluation environnementale. (unanimité)

**17 juillet 2020:**

49. Projet de loi n° 44.20 modifiant et complétant la loi n° 103.12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés. (unanimité)

50. Projet de loi n° 36.20 relatif à la transformation de la Caisse Centrale de Garantie en Société Anonyme. (unanimité)

51. Projet de loi n° 05.20 relatif à la cybersécurité. (unanimité)

52. Projet de loi n° 10.20 relatif aux matériels et équipements de défense et de sécurité, aux armes et aux munitions. (unanimité)

53. Projet de loi n° 29.20 complétant la loi n° 5.99 relative à la réserve des Forces Armées Royales. (unanimité)

54. Projet de Loi de Finances Rectificative n° 35.20 au titre de l'année budgétaire 2020. (Pour: 29, Contre: 13, Abstentions: 04)

**23 juillet 2020:**

55. Projet de loi n° 04.20 relative à la carte nationale d'identité électronique.(Pour: 31; Contre : 00; Abstentions : 03)

56. proposition modifiant et complétant le règlement intérieur de la Chambre des conseillers. (unanimité)

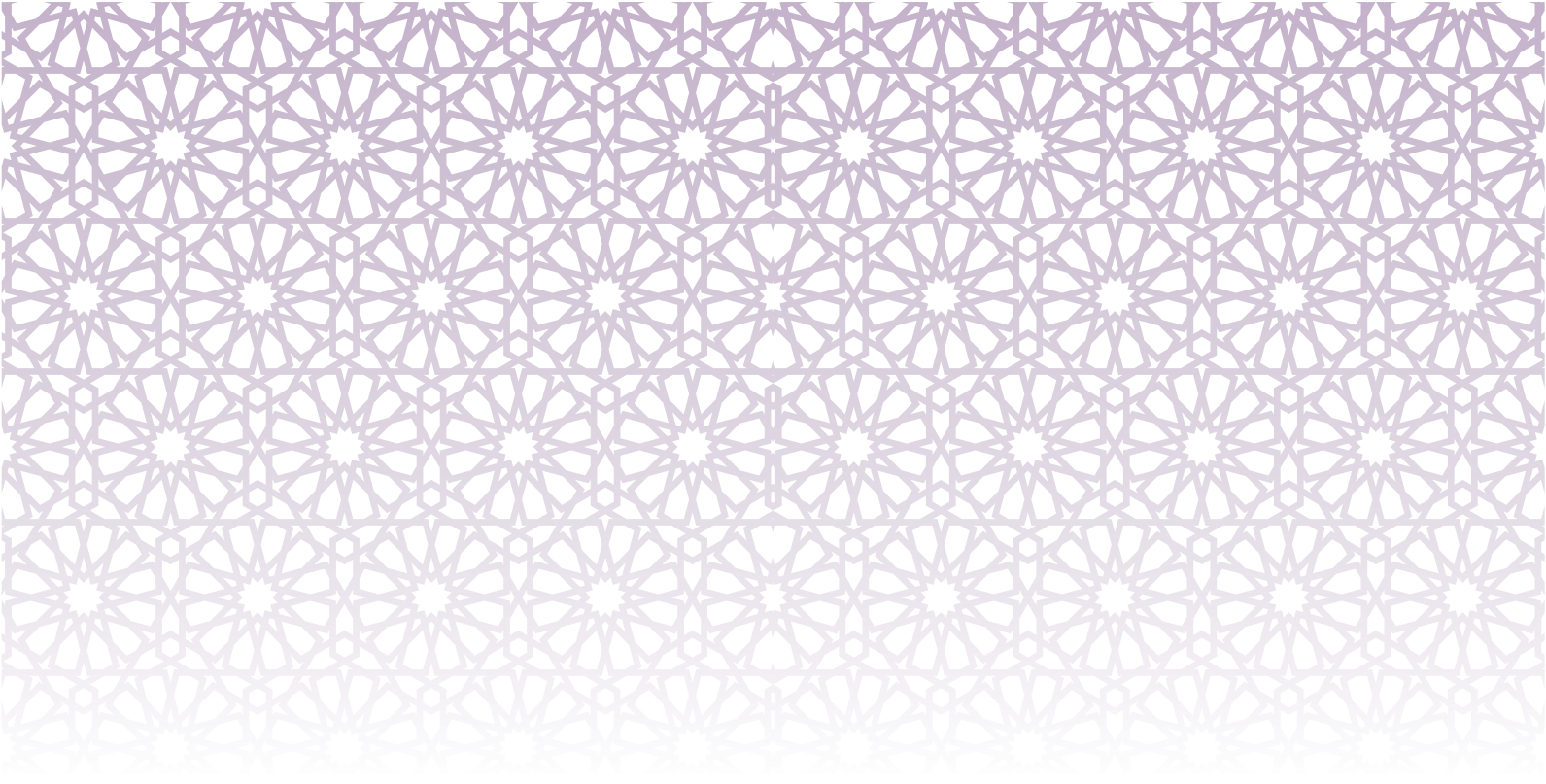


**Textes approuvés:**  
**Chronologie de l'étude et objectifs**

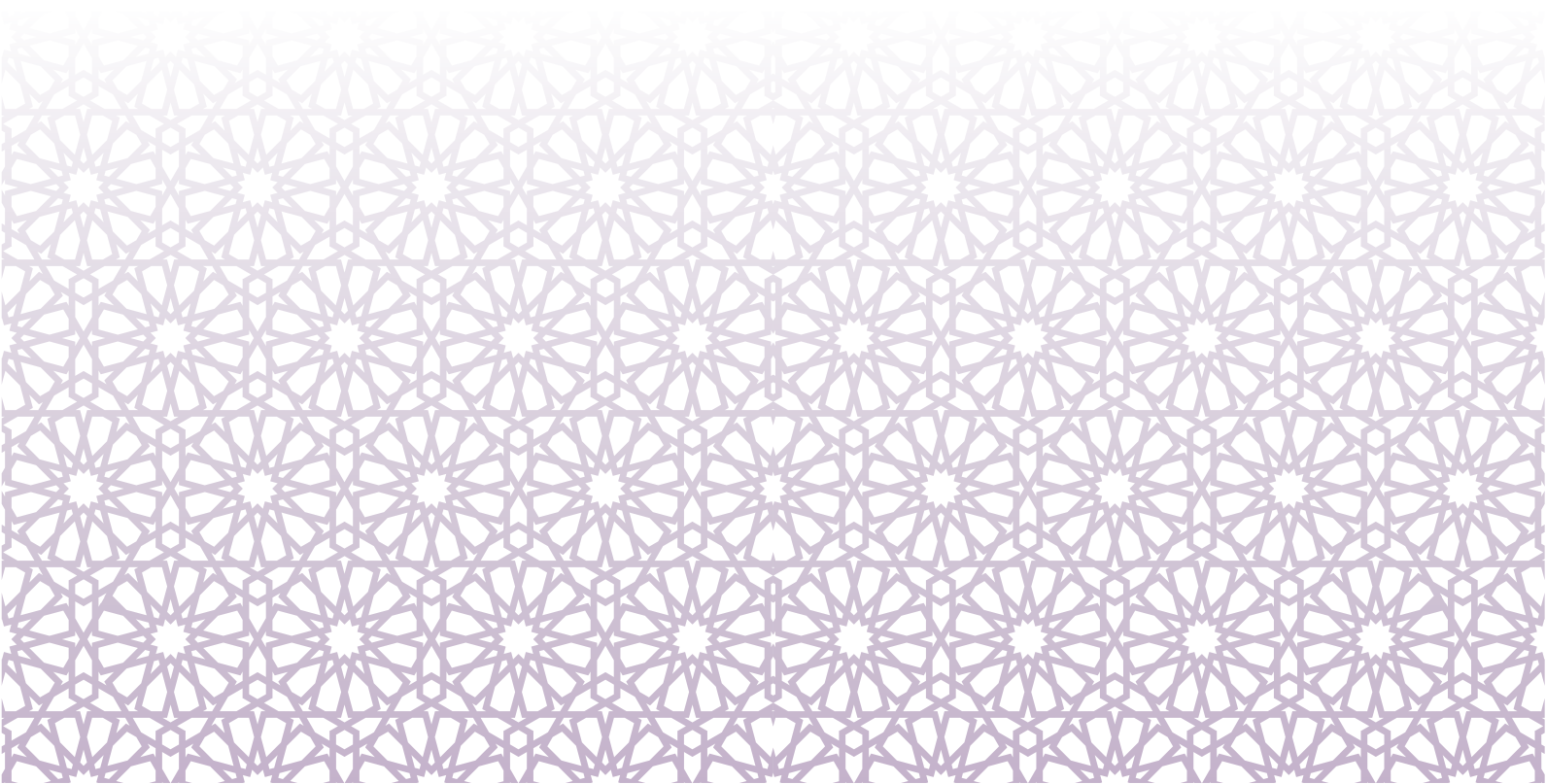




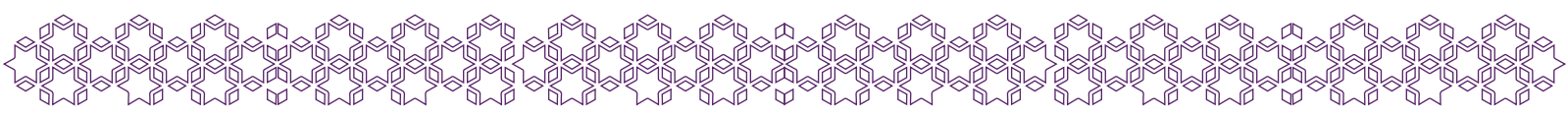




**Première session: Octobre 2019**







## **1. Projet de loi n° 57.18 modifiant et complétant la loi n° 77.15 portant interdiction de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, de la commercialisation et de l'utilisation de sacs en matières plastiques**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 24 juillet 2019
- Nombre d'articles: 4 Articles
- Commission permanente compétente: Commission de l'agriculture et des secteurs productifs
- Etapes d'examen par la commission:
  - Soumis à la Commission compétente le 29 juillet 2019 ;
  - Approuvé par la commission lors de sa réunion tenue le 05 novembre 2019, à l'unanimité, comme il a été renvoyé sans amendement.
- Date d'approbation par la Chambre: 19 novembre 2019
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef du gouvernement: 20 novembre 2019

### **Objectifs du projet de loi:**

Le projet de loi 57-18 , vise à mettre en place un arsenal juridique solide et flexible permettant l'élimination des sacs en matières plastiques.

Le texte comprend de nouvelles définitions (matière première en plastique et matière en plastique semi-finies).

les principaux axes du projet de loi 57-18 sont les suivantes :

- Le renforcement de contrôle de l'activité du fabricant par le biais d'une déclaration déposée auprès du ministère chargé de l'industrie pour l'informer de la nature de l'activité exercée.
- la restriction du commerce de certains sacs en plastique entre le fabricant, l'importateur et l'utilisateur,
- le renforcement de la transparence entre les personnes chargées du contrôle et celles contrôlées,
- la prolongation du délai de récidive de six mois à cinq ans,
- l'augmentation de certaines sanctions et la mise en place d'autres outre la privation des contrevenants des circonstances atténuantes.



## **2. Projet de loi n° 76.18 modifiant et complétant l'annexe I du dahir du 28 Joumada II 1337 (31 mars 1919) formant Code de commerce maritime**

### **Chronologie de l'étude:**

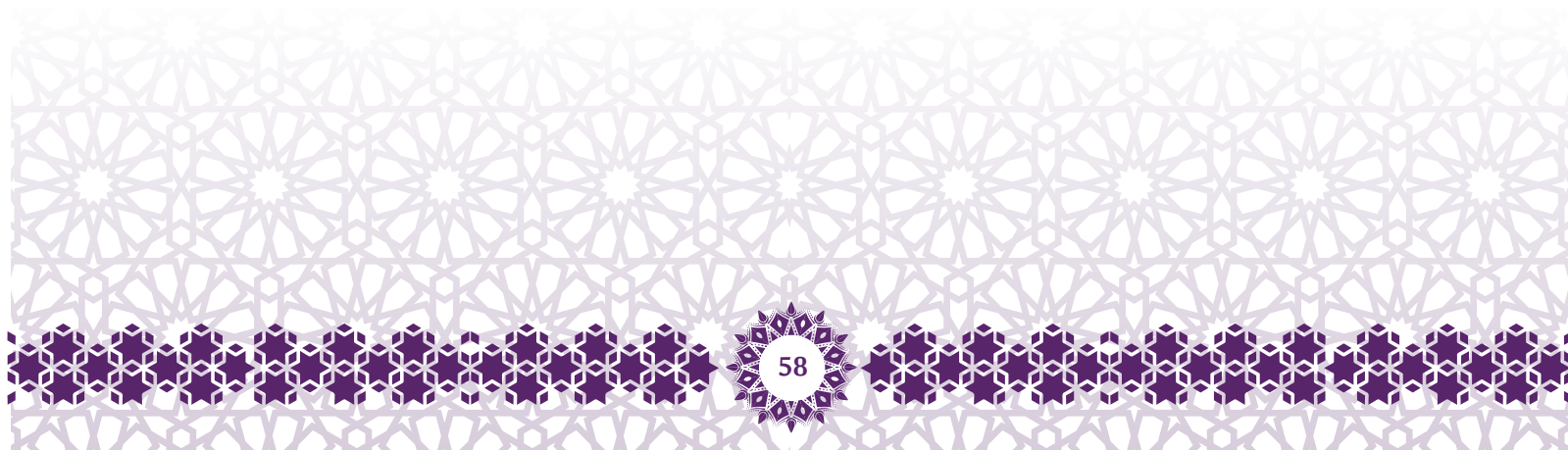
- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 24 juillet 2019
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission de l'agriculture et des secteurs productifs
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 24 juillet 2019 ;
  - Approuvé par la commission à l'unanimité lors de sa réunion tenue le mardi 20 novembre 2019, comme il a été renvoyé sans amendement.
  - Date d'approbation par la Chambre: 03 décembre 2019
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef du gouvernement: 05 décembre 2019

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement de l'évolution du secteur de la pêche maritime national et la nécessité de poursuivre les efforts d'actualisation du code de commerce maritime, en le complétant par de nouvelles dispositions prenant en compte certaines nouveautés techniques et technologiques concernant l'identification et le marquage des navires de pêche.

Ce projet de loi vise à renforcer le système de contrôle des navires de pêche maritime et la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée en dotant les navires de pêche d'un tonnage inférieure ou égal à 3 unités de jauge d'un système d'identification par fréquence radioélectrique.

Le projet insiste également sur l'obligation pour ces navires de se doter dudit système d'identification et prévoit des sanctions financières en cas de non respect des dispositions de cette loi.







### **3. Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 59.14 relative à l'acquisition, la mise en chantier et la refonte des navires de pêche**

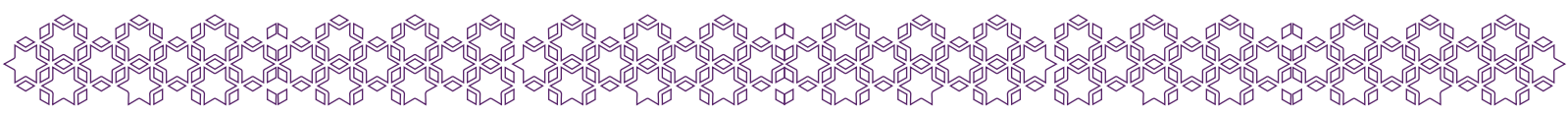
#### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 24 juillet 2019
- Nombre d'articles: 2 Articles
- Commission permanente compétente: Commission de l'agriculture et des secteurs productifs
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 25 juillet 2019 ;
  - Approuvé par la commission à l'unanimité, lors de sa réunion tenue le 20 novembre 2019, comme il a été renvoyée sans amendement.
- Date d'approbation par la Chambre: 03 decembre 2019
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef du gouvernement : 05 décembre 2019

#### **Objectifs du proposition de loi:**

Cette proposition vient de compenser la non mention dans le texte initial de la loi n° 59.14 de l'obligation de préciser les délais de rejet de la demande de remplacement ou de demande de restauration d'un navire de pêche immatriculé sous l'emblème marocain, et qu'il s'agit d'actualiser certaines définitions relatives à la restauration du navire de pêche ou à sa vente totale ou partielle. Et c'est en modifiant les dispositions relatives à la définition de la restauration et à la modification qui en résulte des caractéristiques de base indiquées dans le document de nationalité du navire, ou à ce qu'il faut pour retirer le moteur pour des raisons spécifiques sans changer les caractéristiques, ou à ce qui résulte de la restauration d'un changement dans le type de pêche pratiqué par le navire.

A cet effet, le texte vise à ce que la demande de licence susmentionnée soit introduite dans des délais fixés par un texte réglementaire, et à l'expiration du délai, la demande est rejetée.



## 4. Projet de loi de Finances n° 70.19 pour l'année budgétaire 2020

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 14 novembre 2019
- Nombre d'articles: 52 articles
- Commission permanente compétente: Commission des finances, de la planification et du développement économique
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission le 14 novembre 2019 ;
  - La commission a entamé l'étude du projet le vendredi 15 novembre 2019 avec la présentation par le ministre de l'Economie et des Finances.
  - La commission a examiné le projet de la loi de finance au cours de longues réunions; 15 .23 .25 et 27 novembre et le 2 et 6 décembre 2019.
  - Les groupes et le groupement parlementaire ont présenté un total d'amendements de 208 au projet de loi, dont 45 amendements ont été acceptés, en particulier sur l'article 6 relatif au code générale des impôts, et 101 autres amendements ont été retirés et le reste des amendements ont été rejetés lors du vote.
  - La commission des Finances a approuvé la première partie du projet de loi de finances pour l'exercice 2020, après l'avoir amendé, avec le résultat suivant: Pour: 08, Contre: 03, Abstentions: 04
- Date d'approbation par la Chambre: 06 décembre 2019
- Résultat du vote: La Chambre a approuvé le projet de loi de finances 70.19 pour l'exercice 2020, après avoir accepté 4 amendements supplémentaires sur ceux approuvés par la commission avec le résultat suivant: Pour: 37, Contre: 24, Abstentions: 00
- Date de renvoi à la Chambre des représentants: 06 décembre 2019

### **Objectifs du projet de loi:**

Le Projet de Loi de Finances 2020, élaboré sur la base des orientations de Sa Majesté le Roi contenues dans les Discours Royaux, s'appuie sur quatre priorités majeures:

- Premièrement: La mise en œuvre effective de la loi cadre relative à la réforme du système d'éducation et de formation, en tant que base pour réduire les disparités, consacrer le principe de l'égalité des chances, renforcer le soutien social à la scolarisation et mettre en application la feuille de route relative au développement de la formation professionnelle, particulièrement en ce qui concerne la création des villes régionales des compétences et des métiers et la modernisation des programmes d'enseignement à travers la formation

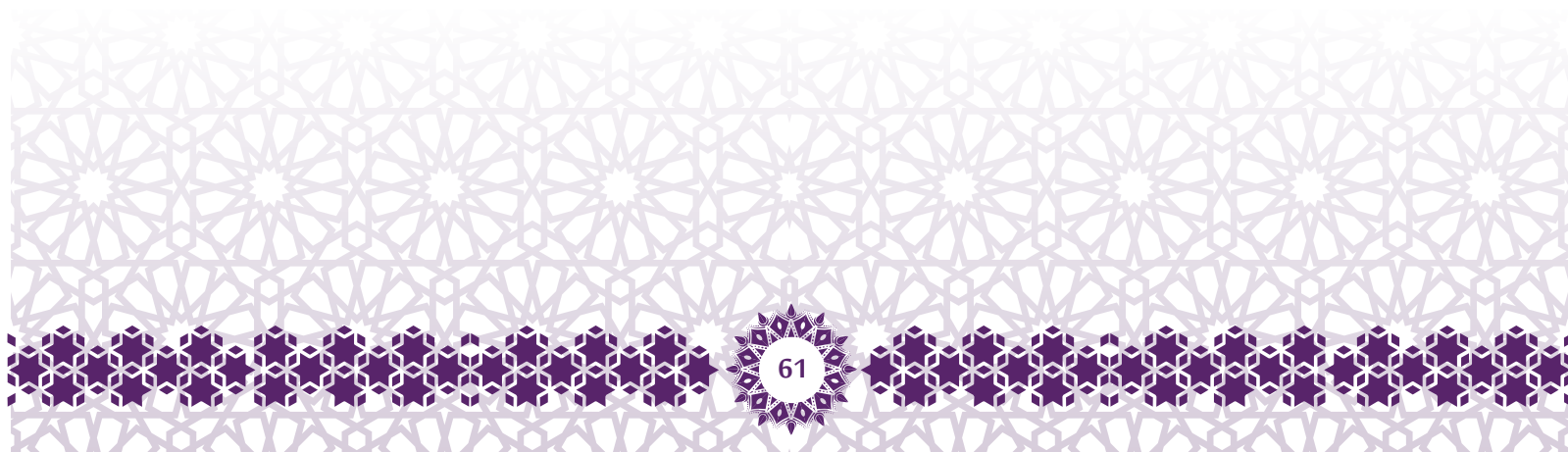


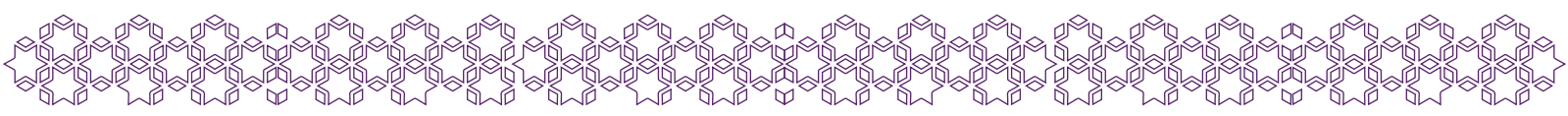
par alternance et la formation par apprentissage, ainsi que l'adéquation et le développement de l'esprit d'entreprise, notamment chez les jeunes travaillant dans le secteur informel.

- Deuxièmement: La mise en place des mécanismes de protection sociale, le soutien de la classe moyenne et le renforcement du ciblage des catégories démunies à travers, l'amélioration et la généralisation des services médicaux, l'élargissement de la couverture médicale, et l'opérationnalisation de l'assurance maladie, ainsi que la mise en œuvre des engagements du Dialogue social, l'amélioration du ciblage des catégories en situation de précarité, le développement progressif des aides directes dont elles bénéficient, l'accélération de la mise en œuvre du programme de lutte contre les disparités territoriales et sociales en milieu rural, et l'accompagnement de la troisième phase de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain.

- Troisièmement: L'accélération de la mise en œuvre de la régionalisation, en tant que vecteur essentiel pour remédier aux disparités territoriales et réaliser l'équilibre escompté entre l'effort de développement général et les spécificités de chaque région, à travers l'augmentation des ressources des régions et l'accélération de la mise en œuvre de la Charte de déconcentration administrative.

- Quatrièmement: Donner une nouvelle dynamique à l'investissement et au soutien de l'entreprise, en mettant l'accent sur la mise en œuvre des recommandations des troisièmes assises nationales sur la fiscalité, la poursuite de la liquidation de la dette relative à la taxe sur la valeur ajoutée, la réduction des délais de paiement, en plus de la création d'un Fonds de promotion et de soutien financier aux petites, très petites et moyennes entreprises.





## **5. Projet de loi organique n° 04.16 portant création du conseil national des langues et de la culture marocaine (2ème lecture)**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 29 juillet 2019 dans le cadre d'une deuxième lecture après modification des articles 3, 6, 10, 17, 26, et 45.
- Nombre d'articles: 51 articles
- Commission permanente compétente: Commission de l'éducation, des affaires culturelles et sociales
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 29 juillet 2019 ;
  - Approuvé par la commission à l'unanimité lors de sa réunion tenue le mardi 24 décembre 2019.
- Date d'approbation par la Chambre: 31 décembre 2019
- Résultat du vote: La Chambre a approuvé le projet de loi organique à l'unanimité dans le cadre de la deuxième lecture, après approbation de l'amendement soumis par le gouvernement concernant l'article 51.
- Date de renvoi à la Chambre des représentants: 02 janvier 2020

### **Objectifs du projet de loi organique:**

Ce Projet s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des dispositions du dernier paragraphe de l'article 5 de la constitution pour définir les attributions du conseil national des langues et de la culture marocaine (CNLM) et les modalités de son fonctionnement en tant qu'institution constitutionnelle indépendante dans le domaine de la politique linguistique et personne morale de droit public jouissant de l'indépendance administrative et financière.

Le conseil est chargé de proposer des orientations stratégiques de l'Etat dans le domaine de la politique linguistique et culturel, leur cohérence et leur complémentarité.

En vertu de ce texte, le CNLCM est chargé de la protection et du développement des langues arabe et amazighe ainsi que Hassani et des diverses expressions culturelles marocaines, de la facilitation de l'apprentissage et de la maîtrise des langues étrangères les plus courantes dans le monde et de la participation à l'évaluation et à la mise en oeuvre de ces orientations, en coordination avec les autorités et instances concernées.

Ce projet de loi définit également la composition du conseil, composé outre son président des membres dont le mandat est fixé à cinq ans renouvelables, représentant 5 catégories: les experts dans les domaines du développement linguistique, culturel, et des différentes expressions culturelles marocaines, les institutions et instances

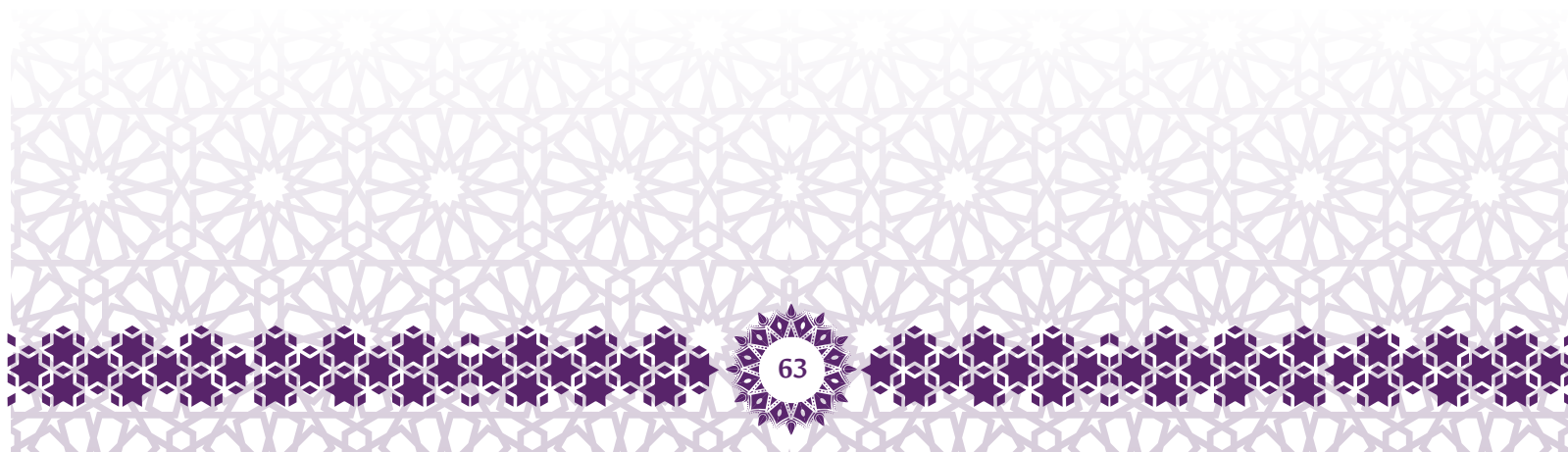




nationales, les administrations publiques, les universités et les instituts de formation dans les domaines de culture et des arts, ainsi que les associations et ONG.

Le texte prévoit la publication par tous les moyens disponibles des avis rendus par le Conseil et son rapport annuel au Bulletin officiel ainsi que les rapports, études et recherches réalisés en son nom.

Dans le cadre de la deuxième lecture, ce projet de loi organique a défini l'amendement de la chambre des représentants aux articles 3, 6, 10, 17, 26, 45 de celui-ci, dans le but de s'ouvrir aux langues communes et à l'harmonie, y compris l'institution pour le développement de l'usage des langues étrangères et de la traduction.





**6. Projet de loi n° 37.17 modifiant et complétant le Dahir portant loi 1-73-211 du 26 moharrem 1393 (2 mars 1973) fixant la limite des eaux territoriales**

**7. Projet de loi n° 38.17 modifiant et complétant la loi n° 1.18 instituant une zone économique exclusive de 200 miles marins au large des côtes marocaines.**

**Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique : Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 23 janvier 2020
- Nombre d'articles : 3 articles
- Commission permanente compétente : Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission :
  - Transmis à la commission compétente le 24 janvier 2020 ;
  - Programmé pour le mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité sans amendement.
- Date d'approbation par la Chambre des Conseillers : 04 février 2020
- Résultat du vote: unanimité
- Date de renvoi au chef du gouvernement: 06 février 2020

**Objectifs des deux projets de loi:**

ces textes visent à inclure l'espace maritime faisant face aux côtes du Sahara marocain dans l'arsenal juridique national, pour cimenter la tutelle juridique du Maroc sur ces eaux et barrer la route à toutes les allégations remettant en cause la souveraineté du Royaume sur cet espace.

Ils visent également à actualiser et à compléter les coordonnées géographiques relatives aux lignes de base et aux lignes de fermeture de baies sur les côtes marocaines, sur la base de données scientifiques nouvelles, de sorte à permettre au Maroc de délimiter ses eaux territoriales de manière plus précise et plus conforme aux dispositions du droit international de la mer, en perspective du dépôt du dossier final de demande d'extension du plateau continental.

Ces textes ont également pour but de délimiter la zone économique exclusive au large des côtes des provinces du sud du Royaume et de l'incorporer, clairement, dans l'arsenal juridique national.



Il s'agit également d'abroger le recours à la ligne médiane comme seul repère de la démarcation des frontières maritimes et d'introduire le principe de l'équité qui est plus conforme aux intérêts du Maroc et plus compatible avec le droit international.

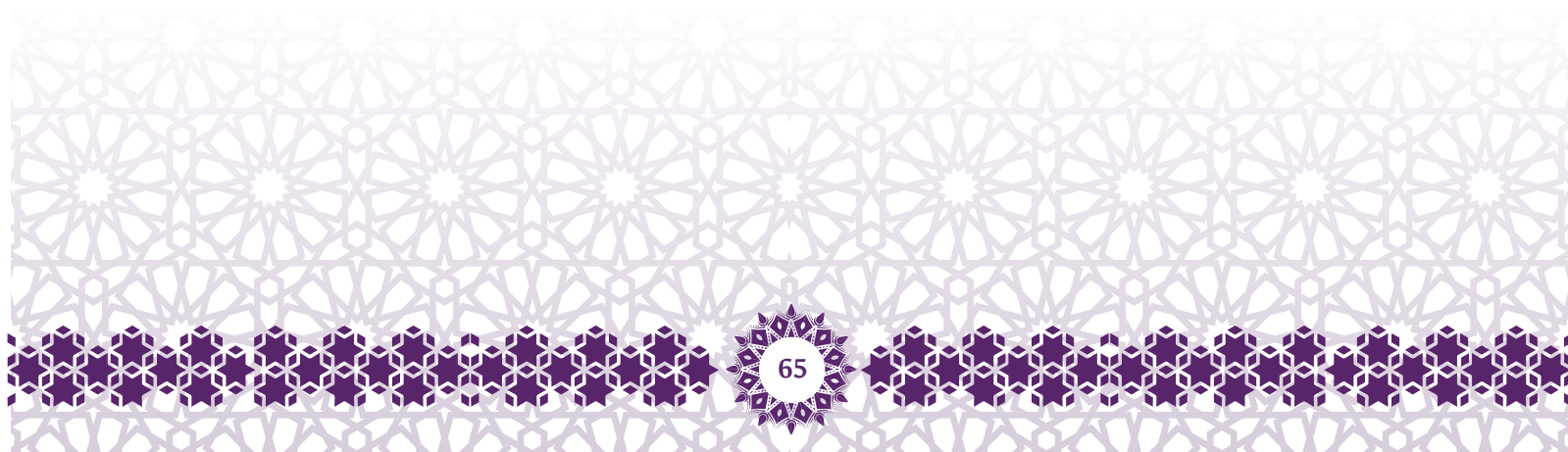
Le projet de loi 37.17 modifiant et complétant le Dahir portant loi 1-73-211 du 26 moharrem 1393 (2 mars 1973) fixant la limite des eaux territoriales vise à adapter le texte modifié et complété aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, adoptée à Montego Bay en 1982, ce qui permettra au Maroc, à travers l'usage de technologies sophistiquées, de procéder aux opérations techniques relatives à la délimitation des lignes de base au large de la mer territoriale du Maroc, de la zone économique exclusive et du plateau continental.

Ce texte revêt une dimension souveraine, vu qu'il intègre l'espace maritime faisant face aux côtes du Sahara marocain dans l'arsenal juridique national.

Le projet de loi 38.17 modifiant et complétant la loi 1.18 instituant une zone économique exclusive de 200 milles marins au large des côtes marocaines.

Ce texte vise à adapter la loi 1.18 aux dispositions de la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer de Monte-go Bay ainsi qu'aux pratiques internationales en vigueur en matière de délimitation des eaux territoriales, à travers l'amendement des articles 1 et 11 à l'effet de parvenir à une délimitation en combinant toutes les possibilités qu'offrent ladite convention.

Il stipule également le changement de l'intitulé de la loi 1.18 qui devient ainsi : la loi 1.18 relative à la zone économique exclusive et au plateau continental du Royaume du Maroc.





## 8. Projet de loi n° 55.19 relatif à la simplification des procédures et formalités administratives

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 16 janvier 2020
- Nombre d'articles: 33 articles
- Commission permanente compétente: Commission de la justice, de la législation et des droits de l'homme
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 16 janvier 2020.
  - L'examen par la commission a été programmé pour le jeudi 23 janvier 2020. Il a toutefois été reporté le vendredi et le mercredi, le projet a été présenté par le gouvernement, et après la discussion générale et détaillée du projet de loi, ce dernier a été soumis au vote et approuvé à l'unanimité et sans amendement.
- Date d'approbation par la Chambre: 04 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 06 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi vise à fixer les principes généraux et les règles régissant les procédures administratives liées aux services fournis aux usagers, et améliorer ainsi la qualité des services fournis aux usagers en général et aux investisseurs en particulier.

Le projet de loi s'applique à l'ensemble des administrations en relation avec les usagers, qu'ils s'agissent des administrations publiques, des collectivités territoriales, des établissements publics, des organismes publics ou des délégataires de services publics.

Ainsi, il comprend les principes généraux qui encadrent la relation entre l'utilisateur et l'administration, et c'est essentiellement la confiance entre l'utilisateur et l'administration; la transparence et la simplification des procédures et formalités liées aux actes administratifs, la fixation de délais maximums de réponse des administrations aux demandes des usagers d'actes administratifs, la garantie du droit de recours en cas de réponse défavorable de l'administration concernant les demandes d'actes administratifs ou lorsque celle-ci dépasse les délais prévus pour leur traitement.

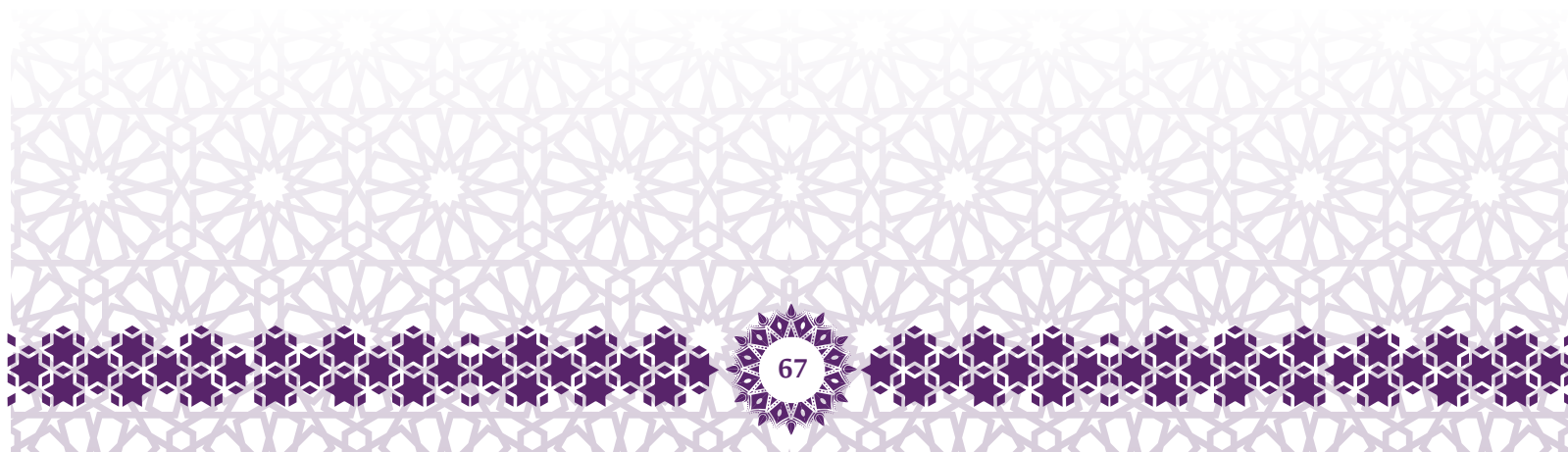
Toutefois, et pour certains actes administratifs dont la liste sera fixée par voie réglementaire, le silence gardé par l'administration à l'expiration des délais prévus, sur une demande de l'utilisateur, vaut décision d'acceptation. Le projet de loi a aussi stipulé

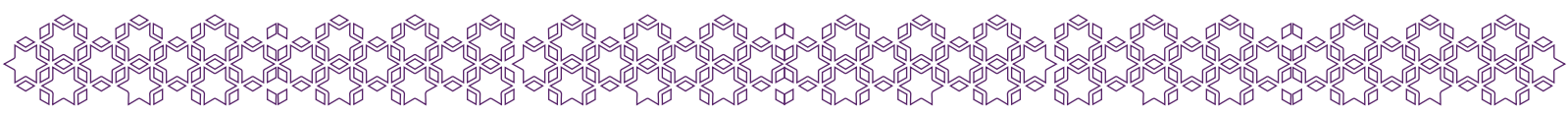




un ensemble de règles visant la simplification des procédures, à même d'instaurer un climat de confiance entre les administrations et les usagers par l'amélioration continue de la qualité des services fournis aux usagers ; et de favoriser l'échange et l'interopérabilité entre administrations et ce, en leur interdisant de demander à l'utilisateur de fournir plus d'un seul exemplaire du dossier de demande d'acte administratif et des documents et pièces le constituant. Ces principes consistent aussi à rapprocher l'administration de l'utilisateur en ce qui concerne le dépôt, le traitement des demandes et la remise d'actes administratifs; ainsi que la motivation de l'administration de ses décisions négatives et l'information des usagers concernés.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit la formalisation des actes administratifs à travers le recensement, la transcription et la publication par les administrations de toutes les formalités et procédures relatives aux actes administratifs, la création d'un portail national des procédures et formalités administratives, dans lequel seront publiées obligatoirement tous les recueils concernant les procédures administratives, et la création aussi d'une Commission nationale de simplification des procédures administratives présidée par le chef de gouvernement et chargée notamment de fixer la stratégie nationale pour la simplification des procédures administratives, de suivre et évaluer sa mise en œuvre, à travers en particulier la réalisation des enquêtes de satisfaction des usagers.





## 9. Projet de loi de Règlement n° 22.19 au titre de l'année budgétaire 2017

### **Chronologie de l'étude:**

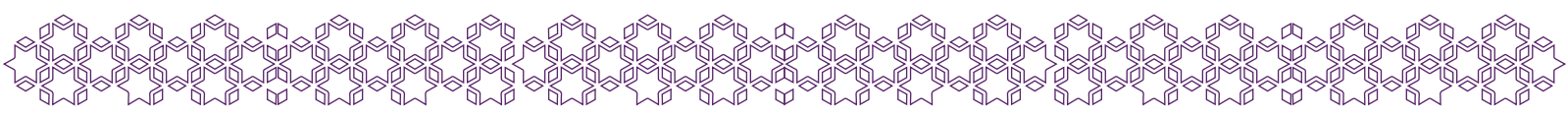
- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 décembre 2019 ;
- Nombre d'articles: 10 articles
- Commission permanente compétente: Commission des finances, de la planification et du développement économique
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 26 décembre 2019;
  - La réunion de présentation de projet de loi a été programmé le mercredi 22 janvier 2020;
  - La commission a poursuivi le lundi 29 janvier 2020 la discussion générale et détaillée du projet de loi et l'a approuvé, comme suit: Pour: 09, Contre: 01, Abstentions: 00.
- Date d'approbation par la Chambre: 04 février 2020
- Résultat du vote: Pour: 24, Contre: 04, Abstentions: 07
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 06 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet vise la fixation des résultats définitifs de l'exécution de la loi de Finances 2017 au niveau du budget général, des comptes spéciaux du Trésor et établissements des services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA).

Le projet vise également la consécration des efforts déployés par le gouvernement en vue de mettre en place les lois d'apurement et les soumettre à l'institution législative dans les délais constitutionnels et légaux, permettant à celle-ci de vérifier le décaissement des fonds, l'extraction des ressources ainsi que le contrôle du bilan de l'exécution du budget par rapport aux prévisions autorisées par la loi de Finances 2017. Il prévoit aussi de s'assurer de la concrétisation des principaux objectifs de la loi de finances 2017, à savoir la transformation structurelle de l'économie à travers l'industrialisation et l'exportation, le renforcement de la compétitivité de l'économie nationale, le renforcement de l'investissement privé, la qualification du capital humain, la réduction des disparités sociales et territoriales ainsi que la consolidation des mécanismes de la gouvernance institutionnelle.

L'économie nationale a enregistré un taux de croissance de 4,1% en 2017 et un déficit de 3,5% du PIB.



## **10. Projet de loi n° 46.18 modifiant et complétant la loi n° 86.12 relative aux contrats de partenariat public-privé**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 16 janvier 2020
- Nombre d'articles: 4 articles
- Commission permanente compétente: Commission des finances, de la planification et du développement économique
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 16 janvier 2020;
  - La réunion de présentation de projet de loi a été programmé le mercredi 22 janvier 2020 ;
  - La commission a poursuivi le lundi 29 janvier 2020 la discussion générale et détaillée du projet de loi et l'a approuvé à l'unanimité et sans amendement.
- Date d'approbation par la Chambre: 04 février 2020
- Résultat du vote: la Chambre a approuvé le projet de loi comme suit: Pour: 28, Contre: 04, Abstentions: 03
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 06 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Le texte vise à résoudre certaines problématiques liées à la lenteur de l'activation des partenariats entre les secteurs public et privé à même de fournir des services et des infrastructures administratives, sociales et économiques pour donner un nouvel élan à la dynamique du développement et à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Afin de remédier à ces problèmes, le projet de loi vise à introduire un certain nombre de modifications à la loi n° 86.12 susmentionnée.

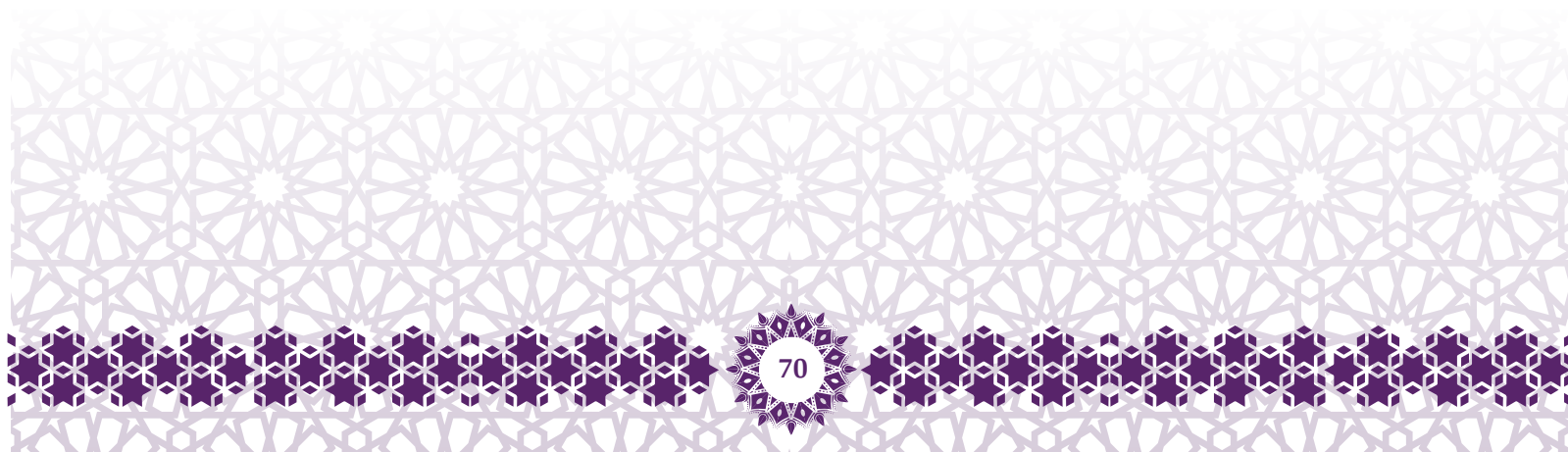
- Elargir l'application de la loi pour inclure toutes personnes de droit public, en particulier les collectivités territoriales, leurs groupes et organes;

- La création d'un «Comité national de partenariat entre les secteurs public et privé» dirigé par Chef de gouvernement, chargé de l'élaboration d'une stratégie dans le domaine de partenariat national et d'adoption d'un programme de travail annuel ou pluriannuel.

- La création d'un «comité permanent pour les projets de partenariat entre les secteurs public et privé» auprès du Comité national relatif aux collectivités territoriales, leurs groupes et organes, chargé d'élaborer une stratégie de terrain dans le domaine du partenariat tenant compte des spécificités des affaires régionales et locales, dirigée par le ministre de l'intérieur;



- Le renforcement de la gouvernance décentralisée, déterminant un programme de travail régional annuel ou pluriannuel.
- Simplifier la procédure d'approvisionnement automatique et clarifier les conditions de recours à la procédure de négociation;
- Veiller à ce que les dispositions de la loi régissant le partenariat soient cohérentes avec les lois sectorielles en la matière.







## **11. Proposition du règlement intérieur La Chambre des conseillers à la lumière de la décision de la Cour constitutionnelle n° 96/19 du 02 septembre 2019**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence : L'initiative des membres de la chambre des conseillers.
- Nombre d'articles: 370 articles
- Commission permanente compétente: Commission de la justice, de la législation et des droits de l'homme
- Etapes d'examen par la commission:
  - Soumis à la Commission compétente le 20 septembre 2019.
  - La réunion de la commission devait se tenir le mercredi 11 décembre 2019, elle a été reportée à une date ultérieure.
  - La commission a approuvé à l'unanimité la proposition de loi le 27 janvier 2020
  - Date d'approbation par la Chambre: 04 février 2020
- Résultat du vote: : Pour: 28, Contre: 00, Abstentions: 04
- Date de soumission à la Cour Constitutionnelle: 06 février 2020

### **objectifs de la proposition de loi:**

La proposition vise à aligner le mode de vote sur le règlement intérieur et ses articles avec la décision de la Cour constitutionnelle n° 96/19 du 9 septembre 2019, de sorte qu'il a été voté article par article dans l'ordre de se conformer avec les effets juridiques de la décision susmentionnée, et lors de sa séance plénière du 4 février 2019, le Conseil a approuvé une nouvelle version de la proposition du règlement intérieur qui tienne compte le contenu de la décision susmentionnée.

En conséquence, la proposition inclut dans son intégralité les articles déjà déclarés conformes à la Constitution, les modifications des articles déclarés inconstitutionnels approuvées lors de la séance plénière du 2 août 2019, avec l'adoption des observations sur le reste des dispositions contenues dans 21 articles, l'interprétation a été adoptée dans 15 articles, tandis que les autres interprétations ont été jointes en marge de 6 articles, conformément aux dispositions de l'article 277, deuxième alinéa, du règlement intérieur de la Chambre des conseillers.



## **12- Projet de loi n° 15.19 portant approbation de l'Accord relatif à la coopération en matière de lutte contre la criminalité entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne signé le 13 février 2019 à RABAT**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 24 juillet 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 24 juillet 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité, comme à été renvoyé sans amendement.
- Date d'approbation par la Chambre des Conseillers: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef du gouvernement : 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à renforcer la coopération entre les deux Royaume en matière de lutte contre la criminalité, en particulier le crime organisé sous toutes ses formes, conformément à la législation des deux pays.

Il vise également à renforcer la coopération dans le domaines de la lutte contre le commerce illégal du patrimoine culturel de valeur historique.

La coopération des deux parties comprend également l'échange d'informations et l'assistance pour enquêter sur l'identification et la recherche de personnes disparues et sur la recherche de personnes qui ont commis des crimes sur le sol de l'autre partie.



### **13- Projet de loi n° 16.19 portant approbation du protocole signé le 13 février 2019 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne relatif à pour la donation irrévocable de la propriété du Grand Théâtre Cervantes de Tanger**

#### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 24 juillet 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 24 juillet 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité

Date de renvoi au chef du gouvernement: 13 février 2020

#### **Objectifs du projet de loi:**

Ce protocole s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens culturels et historiques entre le Maroc et l'Espagne.

En vertu de ce protocole le gouvernement Espagnol transfère au Maroc la propriété du Grand Theâtre Cervantes de Tanger sous la forme d'un don irréversible, y compris le terrain sur lequel est érigé le théâtre et le bâtiment.



## **14 - Projet de loi n° 18.19 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la coopération dans le domaine de la défense, entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de la Croatie, signé le 08 février 2019 à Rabat**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 24 juillet 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 24 juillet 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité

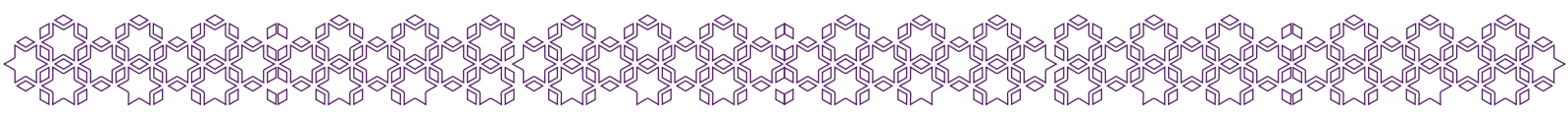
Date de renvoi au chef du gouvernement : 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à mettre en place un cadre de coopération militaire et technique entre les deux parties et consolider la coopération bilatérale en matière de défense dans les domaines d'intérêt commun.

La coopération dans ce cadre comprend plusieurs domaines et prend de nombreuses formes, y compris des visites de délégations officielles, des réunions de travail et l'échange d'expériences, de formations et des expériences dans le domaine de la formation militaire.





## **15- Projet de loi n° 19.19 portant approbation de l'accord-cadre de coopération économique, entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Tchèque signé le 04 décembre 2018 à Rabat**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 24 juillet 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 24 juillet 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité

Date de renvoi au chef du gouvernement : 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Le projet de loi n°19.19, signé le 04 décembre 2018 à Rabat, vise à consolider et à développer les relations économiques et industrielles multidimensionnelles unissant les deux pays et leur donner un nouvel élan pour l'intérêt commun.

Cet accord ouvre aux deux parties un large champ de partenariat dans divers domaines, notamment l'énergie, l'énergie renouvelable, la géologie, les mines, l'industrie automobile, le transport aérien et terrestre, l'industrie électrotechnique et l'industrie pétrochimique.

Les deux pays s'engagent également à échanger les informations concernant le développement économique et à échanger les expériences dans les domaines précités et autres d'intérêt commun.

L'accord vise également à favoriser le rapprochement entre les acteurs économiques marocains et tchèques, le soutien, le développement et l'intégration des petites et moyennes entreprises (PME) en vue d'élargir les relations économiques bilatérales, développer les investissements et mettre en place des projets de partenariat dans les domaines d'intérêt commun.

Le texte prévoit également la mise en place d'une commission mixte de coopération économique qui se réunira régulièrement et alternativement dans les deux pays, afin d'échanger les vues, veiller à la bonne application de l'accord et aplanir les difficultés rencontrées.



## **16- Projet de loi n° 32.19 portant approbation de la convention entre le Royaume du Maroc et la République du Liberia tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales**

### **Chronologie de l'étude:**

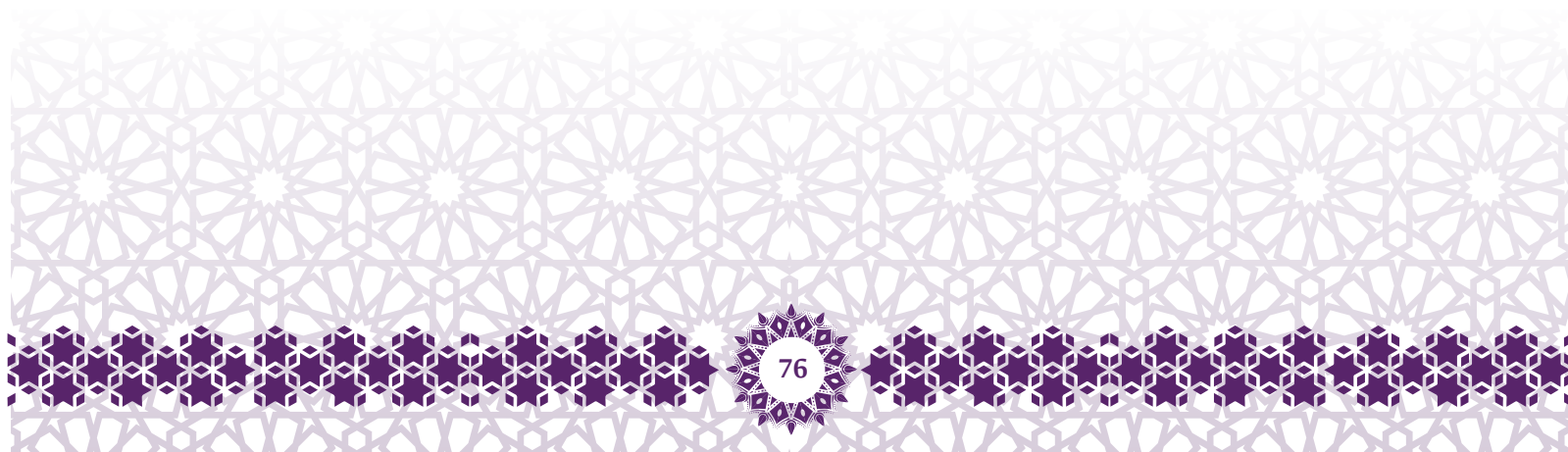
- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 decembre 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 26 decembre 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité

Date de renvoi au chef du gouvernement : 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à développer et à renforcer les relations économiques entre les deux parties, à consolider leur coopération dans le domaine fiscal et à intensifier leurs efforts pour lutter contre les phénomènes d'évasion et de fraude fiscale.

L'accord confirme l'engagement des deux parties à respecter les obligations financières de chacune d'entre elles, qu'elles résultent d'intérêts, de redevances ou de frais de service, ou qu'elles soient liées aux plus-values, en plus des primes, des indemnités, des pensions et des revenus.





## **17 - Projet de loi n° 33.19 portant approbation de la convention en matière de marine marchande, entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Liberia**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 décembre 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 26 décembre 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité

Date de renvoi au chef du gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

L'objectif de cet accord est de soutenir et de développer des relations amicales et de renforcer la coopération entre les deux parties dans les domaines de la formation maritime, de la sécurité maritime, de la pollution marine et de la gestion portuaire, et de contribuer au développement des relations commerciales maritimes, ainsi que d'encourager et de faciliter le transport maritime entre les deux parties et de renforcer les relations dans le domaine de la navigation commerciale et des questions maritimes connexes. Dans le cadre de l'adhésion aux principes d'égalité, d'intérêt mutuel et de plein respect de la souveraineté, ainsi qu'aux principes énoncés dans le droit international, en particulier les conventions maritimes internationales.



## **18 - Projet de loi n° 34.19 portant approbation de la convention entre le Royaume du Maroc et la République du Bénin en vue d'éviter la double imposition, de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'établir les règles d'assistance réciproque**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 décembre 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 26 décembre 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité

Date de renvoi au chef du gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à renforcer les relations économiques des deux pays et à consolider leur coopération dans le domaine de la fiscalité et de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales.

Cet accord régit différents domaines de coopération liés à la matière fiscale, et définit le type d'impôts qui entrent dans son champ d'application, qui est pour le Royaume du Maroc, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés, et pour la République du Bénin, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu des personnes physiques.





## **19- Projet de loi n° 35.19 portant approbation de la convention de coopération judiciaire en matière civile, commerciale et administrative, entre le Royaume du Maroc et la République du Bénin**

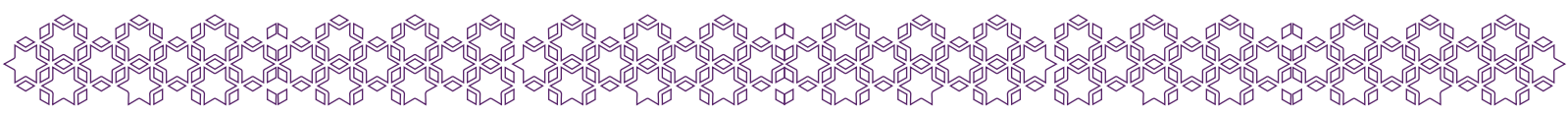
### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 décembre 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 26 décembre 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef du gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à développer et à renforcer la coopération judiciaire entre le Maroc et le Bénin, à mettre en place le système de reconnaissance et l'exécution des décisions de justice afin de renforcer la confiance mutuelle entre les institutions judiciaires des deux pays.

Dans le cadre de cet accord, des mécanismes de coopération judiciaire en matière civile, commerciale et administrative sont définis, notamment en ce qui concerne la notification des actes et des missions judiciaires et non judiciaires. Cet accord traite également des mécanismes d'exécution des décisions judiciaires, des décisions arbitrales et des contrats officiels.



## **20 - projet de loi n° 36.19 portant approbation de l'accord de coopération commerciale et économique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Serbie, conclu le 06 mars 2019 à Rabat**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 decembre 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 26 decembre 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité

Date de renvoi au chef du gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

L'accord de coopération commerciale et économique entre le Maroc et la Serbie vise à faciliter et à développer les échanges des biens et des services entres les deux pays à long terme, sur des bases stables.

Il vise également à faire bénéficier les deux parties de la clause de la nation la plus favorisée dans l'échange commercial des biens et des services dans leurs pays respectifs et autorise la libre-circulation des marchandises entre les deux parties, conformément aux lois et aux règlements des deux pays.

Aussi, en vertu de cet accord, les deux parties s'engagent à encourager la communication entre des personnes physiques et morales au Maroc et en Serbie, notamment à travers l'échange des délégations et la participation aux expositions et aux rencontres et événements à caractère commercial.

Cet accord prévoit aussi la mise en place d'une commission mixte maroco-serbe pour le commerce et l'investissement en vue d'examiner l'évolution des relations économiques bilatérales, définir de nouvelles formes de partenariat et les méthodes de leur élaboration, et formuler des recommandations visant à améliorer les conditions de commerce et de coopération économique entre les deux pays.



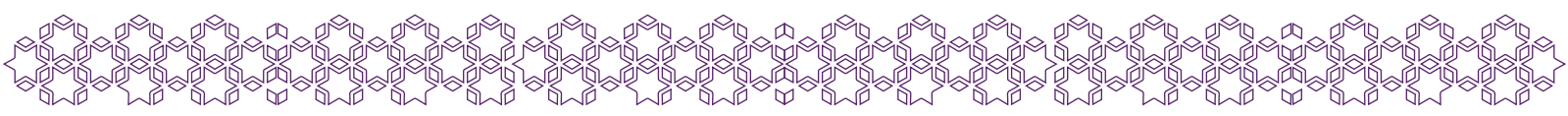
## **21- Projet de loi n° 37.19 portant approbation de la convention d'extradition entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda , signée à Rabat le 19 mars 2019**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 Décembre 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 26 Décembre 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef du gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à instaurer une coopération efficace entre les deux pays dans le domaine de la lutte contre la criminalité, selon laquelle les deux parties contractantes sont tenues de se remettre, sur demande, toute personne recherchée pour assurer son suivi, prononcer un jugement à son encontre ou exécuter un jugement pour un acte exigeant la remise.



## **22- Projet de loi n° 38.19 portant approbation de la convention dans le domaine de l'assistance judiciaire en matière pénale, entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 Décembre 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 26 Décembre 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef du gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à renforcer la base juridique de la coopération judiciaire mutuelle dans le domaine pénal entre les deux pays.

Cet accord garantit que les deux parties contractantes s'accorderont mutuellement une assistance judiciaire dans le domaine pénal, pour les actes pour lesquels la demande a été introduite et qui sont pénaux en vertu de leur législation.

Et en dehors du champ d'application de cette convention, il y a la mise en œuvre des décisions de détention et les violations des lois militaires qui ne sont pas considérées comme des crimes de droit commun, et la mise en œuvre des décisions de condamnation.





## **23- Projet de loi n° 42.19 portant approbation de l'accord relatif aux transports internationaux routiers de voyageurs et de marchandises, entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Benin**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 décembre 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
- Transmis à la commission compétente le 26 décembre 2019
- Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité

Date de renvoi au chef du gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre le Maroc et le Bénin, en encourageant leurs échanges commerciaux, et en améliorant le transport routier de passagers et de marchandises, ainsi que le transit à travers les territoires des deux pays, ce qui contribue au développement de leurs relations économiques.



## **24 - Projet de loi n° 43.19 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Liberia sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**

### **Chronologie de l'étude:**

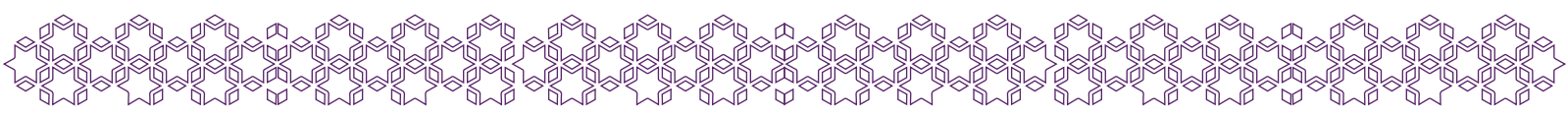
- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 25 décembre 2019
- Nombre d'articles: article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 26 décembre 2019
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité

Date de renvoi au chef du gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à renforcer la coopération économique entre les deux pays en créant des conditions favorables à la réalisation des investissements des investisseurs de l'une des parties sur le sol de l'autre côté, ainsi qu'à intensifier les contacts commerciaux et à renforcer la confiance dans le domaine des investissements, afin d'encourager la prospérité économique des deux côtés.

Cet accord régit divers domaines liés au sujet de l'investissement, ce qui se traduit principalement par l'encouragement et la protection des investissements et la nature du traitement accordé par l'une des parties aux investisseurs de l'autre partie.



## **25- Projet de loi n° 52.19 portant approbation de la convention d'extradition entre le Royaume du Maroc et la République Fédérative du Brésil, signée à Brasilia le 13 juin 2019**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

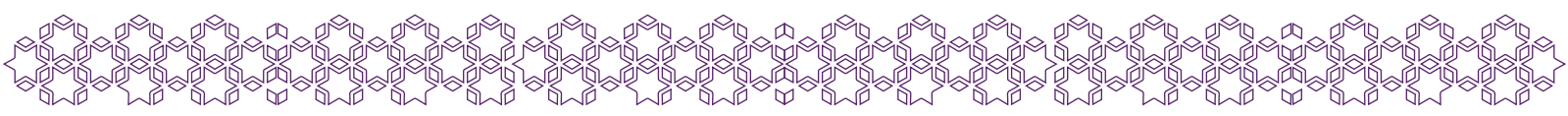
### **Objectifs du projet de loi:**

Cette convention vise à établir une coopération plus efficace entre les deux pays en matière d'extradition.

En vertu de texte, les deux parties s'engagent également à remettre à l'autre partie, toute personne poursuivie, accusée ou condamnée par les autorités compétentes de l'État. La présente convention définit les conditions d'extradition et les raisons impératives et facultatives de son refus, de même qu'elle détermine la forme de la demande d'extradition, les pièces justificatives et la procédure à suivre, ainsi que toutes les informations, y compris les informations complémentaires que la personne objet de la demande pourrait demander du pays demandeur.

Cette convention souligne la nécessité de respecter les règles de compétence en matière d'extradition et leurs exceptions, et interdit aux deux États d'extrader la personne en question à un autre État sans le consentement de la partie qui a accordé l'extradition. Elle renferme également les conditions de la détention provisoire, sa procédure et les dispositions relatives aux demandes multiples et les procédures précédentes et ultérieures de la décision d'extradition.

En vertu de cet accord, le Royaume du Maroc et la République fédérale du Brésil œuvrent à résoudre, par les voies diplomatiques, tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'application de leurs dispositions.



## **26- Projet de loi n° 51.19 portant approbation de la convention relative à l'assistance judiciaire en matière pénale entre le Royaume du Maroc et la République Fédérative du Brésil**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cette convention vise à améliorer l'efficacité des autorités chargées de l'application de la loi dans les deux pays, dans le domaine de l'enquête et des accusations liées aux crimes, afin de protéger leurs deux sociétés démocratiques et leurs valeurs communes.

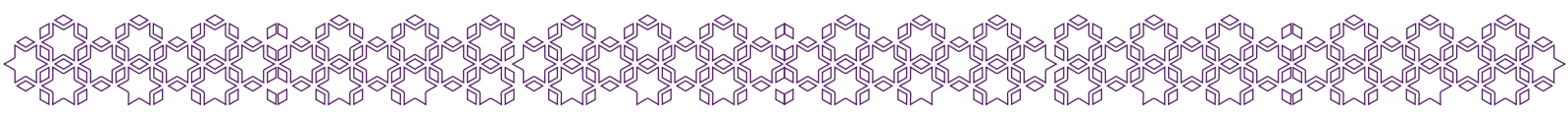
elle définit le champ d'application de l'assistance judiciaire et évoque les cas de son refus ou son report, les dispositions provisoires qui permettent à l'accusé de conserver un statut-quo, préserver des services juridiques menacés ou conserver des pièces de conviction.

La convention porte également sur le respect du principe de confidentialité des informations susceptibles d'aider dans le dépôt de la demande ou au moment du retour, la nécessité de restreindre l'utilisation de ces informations et les pièces de conviction. Elle évoque également les demandes d'assistance, ses formalités et les procédures suivies par ces demandes, que ce soit sur le territoire de l'individu objet de la demande ou celui du demandeur.

Le texte aborde également les procédures d'enquête et l'assistance dans les dossiers relatifs au suivi, au gèle, à la saisie et à la restitution des documents, des biens et des butins issus des crimes.

qu'en vertu de cette convention, le Royaume du Maroc et la République fédérative du Brésil œuvrent à résoudre tout différend pouvant résulter d'une interprétation ou d'une application de leurs jugements par les voies diplomatiques.





## **27 - Projet de loi n° 50.19 portant approbation de L'accord-cadre de coopération dans le domaine de la défense entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil**

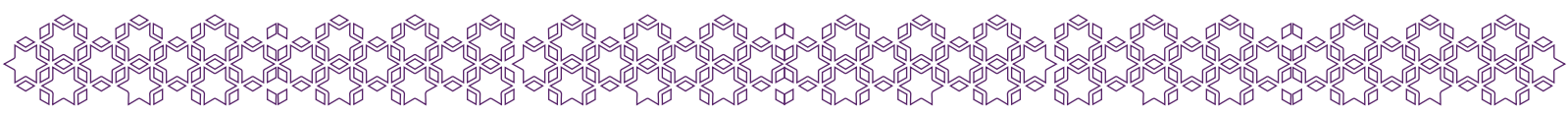
### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération dans les domaines de la défense, de la recherche et du développement, du soutien logistique et militaire, de l'échange de connaissances et d'expériences dans le domaine du maintien de la paix et de la technologie, en plus de la participation à l'éducation et à la formation militaires mutuelles et aux exercices militaires conjoints et à l'échange d'informations y afférents, ainsi qu'à la coopération sur les questions liées aux systèmes et aux équipements. Dans le domaine de la défense

Cet accord comprend également un ensemble de mécanismes de coopération, notamment: l'échange de visites de délégations de haut niveau et de réunions de représentants d'institutions de défense des deux pays, l'échange de superviseurs et d'étudiants d'établissements d'enseignement militaire, et la participation à des cours de formation théorique et pratique, des conférences, des discussions et des séminaires.



## **28- Projet de loi n° 49.19 portant approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet convention a pour objectif de renforcer la coopération judiciaire entre les deux pays, en permettant aux personnes condamnées de purger le reste d'une peine ou d'une procédure privative de liberté, dont ils font l'objet, dans leur pays de nationalité.

Cette procédure facilitera la réinsertion de ces personnes dans la société la convention porte également sur l'organisation du transfèrement des personnes, les raisons obligatoires et optionnelles du rejet de la demande de transfèrement, la procédure des demandes, leur format, les documents les appuyant et les informations relatives à l'exécution de la peine.



## **29- Projet de loi n° 56.19 portant approbation de l'accord de coopération et de facilitation en matière d'investissements entre le Royaume du Maroc et la République Fédérative du Brésil**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à renforcer la coopération entre les deux parties dans le but d'encourager les investissements, créer un mécanisme de dialogue, réduire les risques et prévenir les litiges.

ce texte porte sur la gestion des procédures organisationnelles, la réduction des risques à travers l'encouragement des investissements, la mise à disposition des investisseurs de l'autre pays, les conditions adéquates afin qu'ils puissent réaliser leur investissement sur le sol du pays d'accueil.

Le texte stipule également de réserver aux investisseurs de l'autre pays un traitement non discriminatoire à l'instar des investisseurs locaux ou ceux d'un pays tiers.

l'accord en question interdit aux deux parties d'appliquer aux investisseurs de l'autre partie les procédures de nationalisation ou d'expropriation.



## **30 - Projet de loi n° 48.19 portant approbation de la convention de coopération douanière dans le monde arabe, conclu à Riyad le 5 mai 2015**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à renforcer la coopération entre les administrations douanières des États arabes à travers l'échange d'informations et des enquêtes, de façon à éviter toute sorte de criminalités ou violations de la législation douanière dans les pays membres de la Ligue arabe, lesquelles nuisent à leurs intérêts à tous les niveaux et dans tous les domaines.

En vertu de cet accord, les parties contractantes s'engagent à s'entraider mutuellement sur les plans administratif et technique par l'entremise de leurs administrations de douanes respectives en vue d'une application saine de la législation douanière, mais aussi à travers l'échange de toutes les informations et tous les documents douaniers relatifs aux marchandises échangées, dans le respect strict de la confidentialité des informations obtenues dans le cadre de la coopération administrative.





### **31- Projet projet de loi n° 47.19 portant approbation d'un protocole annexé à l'acte constitutif de l'Union africaine relatif au Parlement panafricain, adopté le 27 juin 2014 à Malabo, en Guinée Equatoriale**

#### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

#### **Objectifs du projet de loi:**

Ce protocole vient en application des dispositions des articles 5 et 17 de l'acte constitutif de l'Union africaine en vertu desquels est créé un Parlement panafricain dont la composition, les pouvoirs, les attributions et l'organisation sont définis dans un protocole y afférent.

Conformément à ce texte, chaque Parlement national a le droit d'élire cinq membres du Parlement panafricain pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois, en tenant compte du fait qu'au moins deux membres soient des femmes.

Par ailleurs, la représentation de tout Etat membre doit refléter les différentes sensibilités politiques au sein du Parlement national ou tout autre organe délibérant, en prenant en considération le nombre des membres de chaque parti politique représenté au parlement national.

Selon le protocole, l'élection des membres du Parlement panafricain est incompatible avec toute autre fonction exécutive ou judiciaire dans le pays membre, ainsi qu'avec les différents postes au sein des organes de l'Union africaine, des organisations économiques régionales ou toute autre organisation internationale.

La signature et la ratification de ce protocole intervient conformément aux différentes mesures constitutionnelles de chaque pays, tandis que les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du président de la commission de l'Union africaine. Le protocole devra entrer en vigueur 30 jours après le dépôt des instruments de ratification auprès du président de la commission par la majorité simple des Etats membres.



## **32- Projet de loi n° 45.19 portant approbation de l'accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Liberia, signé à Marrakech le 25 mars 2019**

### **Chronologie de l'étude:**

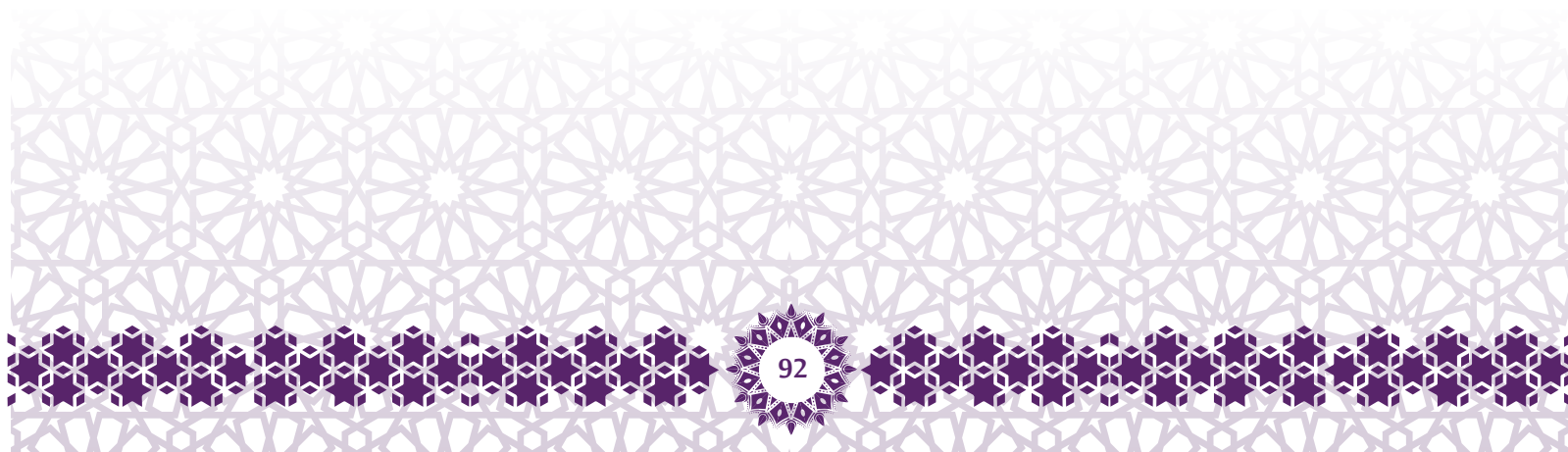
- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord vise à faciliter la circulation routière dans les deux pays à travers la reconnaissance mutuelle des permis de conduire en vigueur délivrés par les autorités compétentes des deux pays.

L'accord autorise le titulaire d'un permis de conduire en cours de validité délivré par l'un des deux pays à conduire les véhicules de types autorisés à être conduits par ce permis sur le territoire de l'autre pays pendant un an à compter de la date d'obtention de la résidence dans le pays concerné.

Le texte impose la nécessité d'échanger le permis de conduire national par un autre identique auprès des autorités de l'autre partie sans devoir passer l'examen théorique et pratique pour l'obtention du permis de conduire.





### **33- Projet de loi n° 44.19 portant approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République fédérative du Brésil visant à éviter la double imposition sur les bénéfices générés par le transport aérien et maritime, signé à Brazilia le 13 juin 2019**

#### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, des frontières, de la défense nationale et des territoires marocains occupés
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour la réunion du Mardi 04 février 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

#### **Objectifs du projet de loi:**

Cet accord a pour objectifs d'éviter la double imposition réciproque sur les bénéfices issus du transport aérien et maritime et de promouvoir le transport maritime et de l'aviation commerciale entre les deux pays.

En vertu de cette convention, le gouvernement brésilien exonère de l'impôt et des cotisations sociales toute société détenue par un résident marocain en ce qui concerne les gains résultant de l'exploitation d'un avion ou d'un navire pour le transport international et du transfert de la propriété d'un navire ou d'un avion utilisé pour le transport aérien ou maritime international ainsi que de l'impôt sur les biens mobiles destinés à l'exploitation dudit avion ou navire.



### **34- Projet de loi organique n° 72.19 modifiant et complétant la loi organique n° 02.12 relative à la nomination aux fonctions supérieures en application des dispositions des articles 49 et 92 de la Constitution**

#### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 30 janvier 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission de la justice, de la législation et des droits de l'homme
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 janvier 2020
  - Programmé pour le mercredi 05 février 2020, et approuvé à l'unanimité sans amendement.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Pour: 32, Contre: 00, Abstentions: 04
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

#### **Objectifs du projet de loi organique:**

Le projet de loi vise à compléter la liste des institutions publiques et des postes de responsabilité figurant à l'annexe 2 de la loi organique 02-12 susmentionnée concernant la nomination à des postes de responsabilité.

En vertu de ce projet de loi, l'Agence nationale des équipements publics, créée par la loi n° 48.17, a été ajoutée à la liste des institutions publiques et dont les responsables sont désignés en Conseil de gouvernement.

Par ailleurs, les postes de «Chefs des représentations administratives régionales sectorielles» et de «Chefs de représentations administratives régionales conjointes», créés par le décret n° 2-17-618 du 18 Rebia II 1440 (26 décembre 2018) portant Charte Nationale de la Déconcentration Administrative, ont été ajoutés à la liste des fonctions supérieures dans les administrations publiques soumises aux débats en Conseil de gouvernement.





## **35- Projet de loi n° 39.19 modifiant et complétant la loi n° 62.99 formant code des juridictions financières**

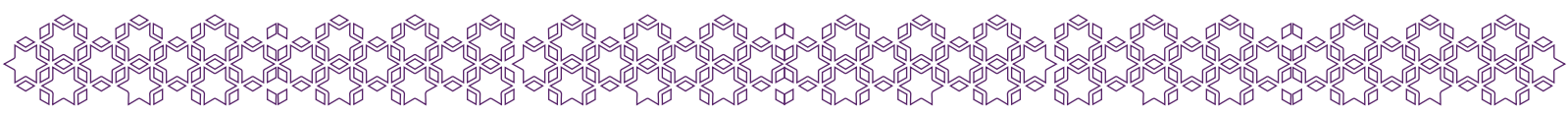
### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 23 janvier 2020;
- Nombre d'articles: 4 articles
- Commission permanente compétente: Commission de la justice, de la législation et des droits de l'homme
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 24 janvier 2020
  - La commission a tenu, le mercredi 05 janvier 2020, sa réunion à l'issue de laquelle la discussion du projet de loi a été clôturée, et a décidé de fixer le délai pour le dépôt des amendements concernant le projet jusqu'à la date limite le Vendredi 07 février 2020.
  - La commission a approuvé à l'unanimité et sans amendement le projet de loi le lundi 10 février 2020 après avoir retiré tous les amendements.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

L'ensemble des modifications proposées dans le cadre de ce projet de loi concerne uniquement les articles contenus dans le troisième livre du code des juridictions financières équivalent au statut des magistrats des juridictions financières et ont pour objectif de mettre en place une adéquation et une harmonisation avec les dispositions de la loi organique n°106.13 relevant du statut des magistrats, notamment en ce qui concerne la détermination de «l'âge légal du départ en retraite», «la durée du congé administratif annuel», ainsi que «la durée du congé de maternité».

Ces modifications prévoient également une harmonisation et une adaptation avec certaines dispositions des articles 172 et 174. Il s'agit de l'appellation de «l'Institut supérieur d'administration» remplacée par «Ecole nationale supérieure d'Administration».



## 36- Projet de loi n° 77.17 relatif à l'exercice de la médecine légale

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 23 janvier 2020;
- Nombre d'articles: 38 articles
- Commission permanente compétente: Commission de la justice, de la législation et des droits de l'homme
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 24 janvier 2020
  - La commission a tenu, le mercredi 05 janvier 2020, sa réunion à l'issue de laquelle la discussion du projet de loi a été clôturée, et a décidé de fixer le délai pour le dépôt des amendements au Vendredi 07 février 2020.
  - La commission a approuvé et sans amendement le projet de loi selon les résultats suivants pour : 05 contre 00 Abstentions 01 le lundi 10 février 2020, après avoir retiré certains amendements proposés et d'autres rejetés par vote.
- Date d'approbation par la Chambre: 11 février 2020
- Résultat du vote: Pour: 32 Contre: 05 Abstentions: 00
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 13 février 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi vise à mettre en place un cadre législatif complet régissant la pratique de la médecine légale et énoncer les dispositions légales à même de conférer une plus grande crédibilité aux certificats et aux rapports d'expertise médicale soumis à la justice dans le cadre du traitement de différents litiges.

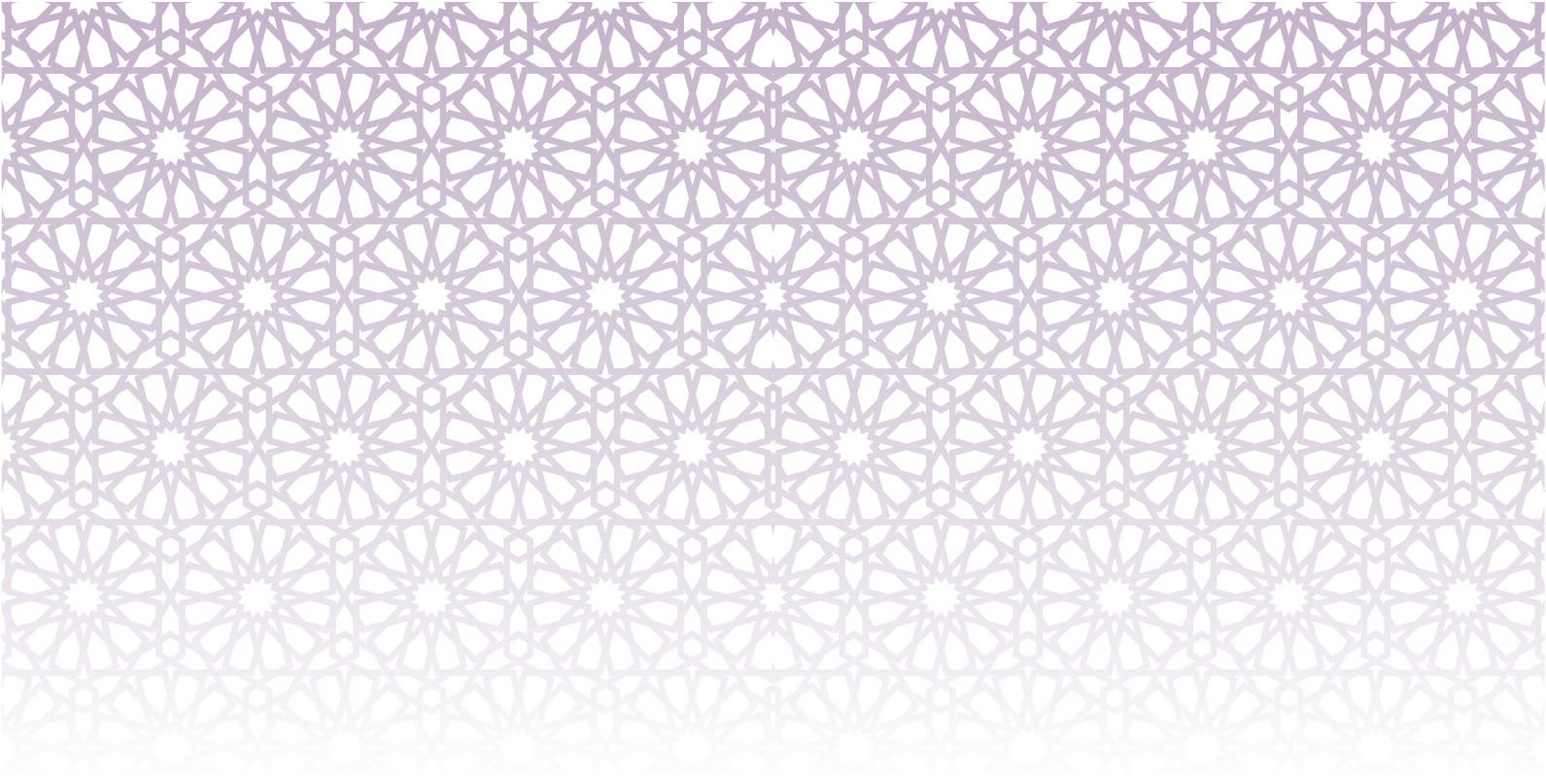
Ce texte vient contribuer à la consolidation des garanties du procès équitable et au renforcement de la politique du Maroc en matière de lutte contre la torture, conformément aux normes onusiennes.

Ce texte vise à unifier la pratique de la médecine légale au Maroc et qualifier les personnes qui l'exercent,

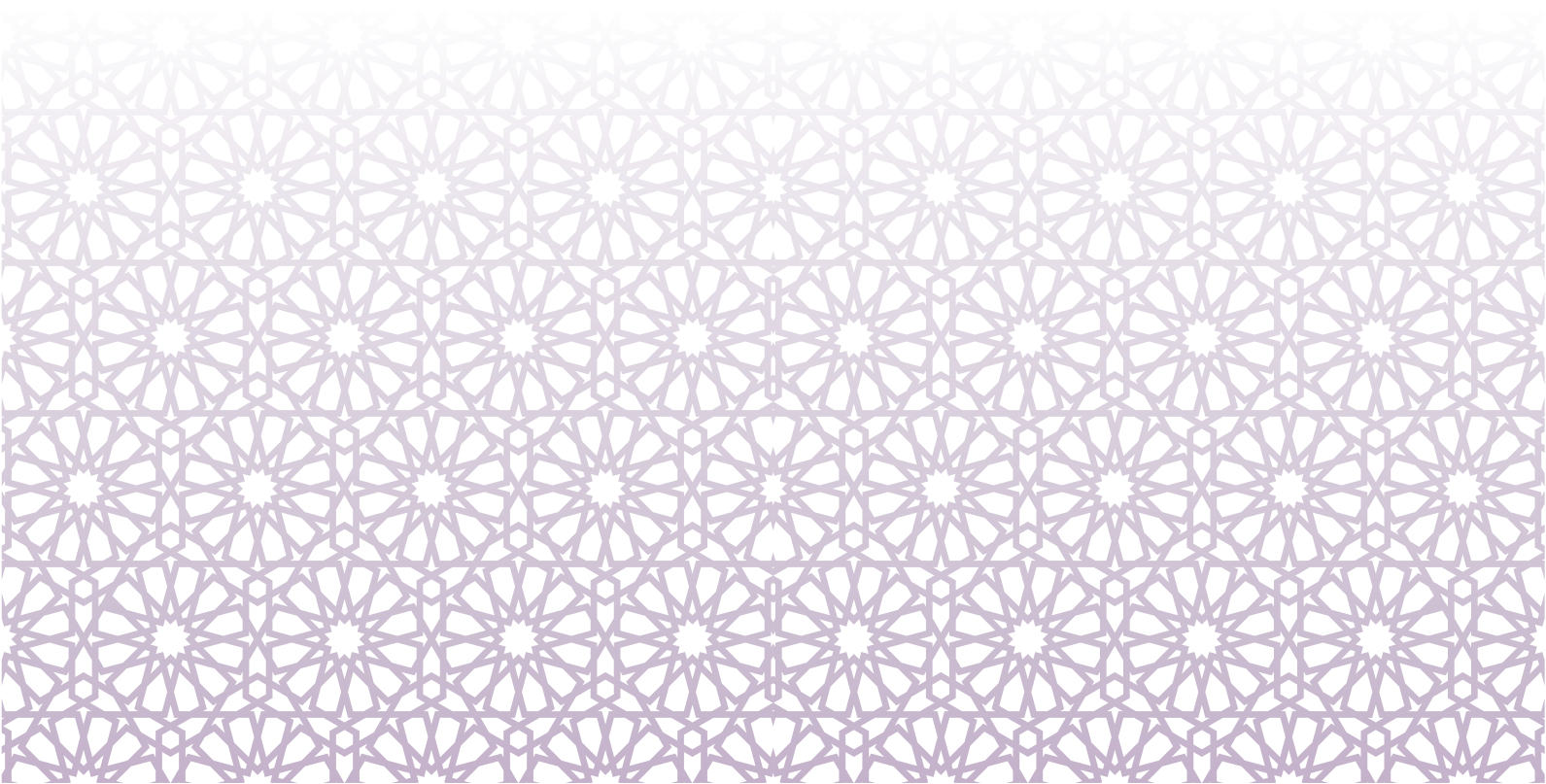
qu'il s'agit aussi de promouvoir la médecine légale auprès des étudiants universitaires, d'instaurer des mesures incitatives en faveur des médecins internes pour qu'ils embrassent ce métier, tout en veillant à leur offrir de meilleures conditions de formation et de meilleurs plans de carrière. Ce projet de loi établit également une définition du médecin légiste, ses attributions, droits et obligations, ainsi que les modalités d'exercice des médecins légistes mandatés et les parties habilitées à les mandater.

Le texte garantit, d'autre part, l'indépendance du médecin légiste dans les affaires qui lui sont confiées par les autorités judiciaires, de même qu'il le fait bénéficier de la protection juridique lors de l'exercice de ses missions.

En contrepartie, le projet de loi astreint le médecin légiste à respecter le secret professionnel et à observer les règles d'impartialité et de probité et d'honneur.

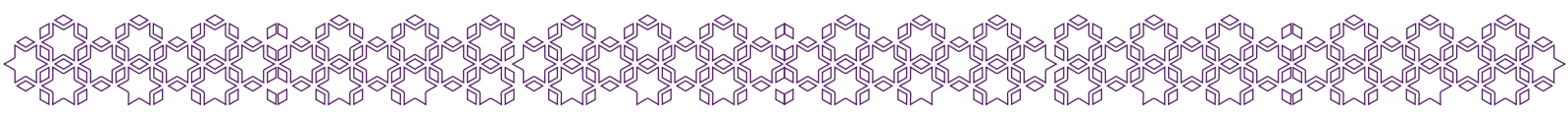


## **Deuxième session: Avril 2020**









## **37- Projet de loi n° 25.20 édictant des mesures exceptionnelles au profit des employeurs affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et leurs salariés déclarés, touchés par les répercussions de la propagation du Coronavirus «Covid-19»**

### **Chronologie de l'étude:**

#### **1<sup>ère</sup> lecture :**

- Source de référence et historique: Déposé par le chef de gouvernement le 13 avril 2020;
- Nombre d'articles: 9 articles
- Commission permanente compétente: Commission de l'éducation, des affaires culturelles et sociales
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 13 avril 2020 ;
  - Programmé pour le mardi 24 décembre 2019, et approuvé à l'unanimité après amendement.
- Date d'approbation par la Chambre: 16 avril 2020
- Résultat du vote: Unanimité

#### **2<sup>ème</sup> lecture :**

- Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 21 avril 2020, dans le cadre de la deuxième lecture après la modification de l'article 4.
- Programmé par la commission pour le mardi 21 avril 2020, et approuvé à l'unanimité
- Date d'approbation par la Chambre des Conseillers: 21 avril 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement : 21 avril 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Le but de ce projet de loi est de promulguer des mesures exceptionnelles pour soutenir les employeurs en situation difficile et leurs travailleurs touchés par l'impact de ce virus.

Ces mesures sont:

- Verser une indemnité aux salariés et stagiaires en formation d'insertion qui ont temporairement cessé leur activité et qui sont autorisés à percevoir la cotisation de février 2020 à la Caisse nationale de sécurité sociale, pendant la période du 15 mars 2020 au 30 juin 2020 ;



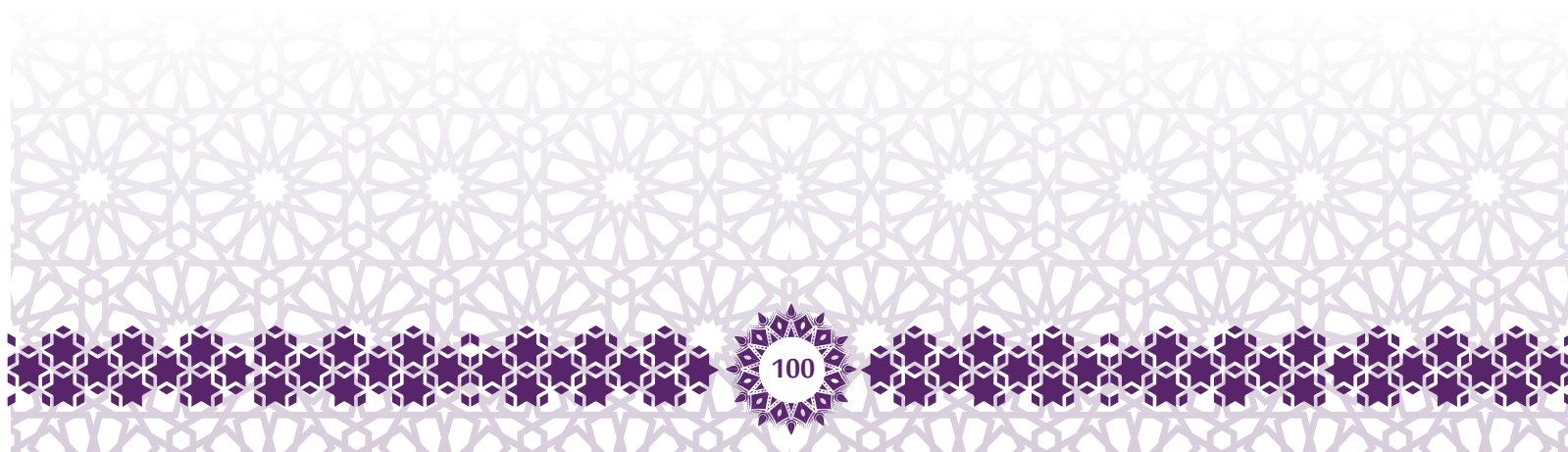
- Prise en compte de la période susmentionnée dans l'octroi d'une période de suspension temporaire du travail pour les personnes visées par la présente loi afin que la relation contractuelle soit maintenue ;

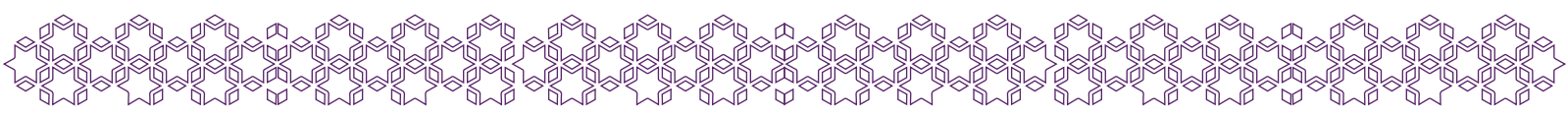
- Suspension du paiement des cotisations dues à la Caisse nationale de sécurité sociale, pendant la période allant du 01 mars 2020 jusqu'à une date spécifiée par un texte réglementaire, comme condition d'ouverture du droit à l'indemnisation que cette caisse verse, ainsi qu'au régime d'assurance maladie de base obligatoire, pour les personnes visées par la présente loi ;

En outre, selon ce projet de loi, l'employeur doit restituer les sommes versées sur la base d'une fausse déclaration de sa part, à la Caisse nationale de sécurité sociale, sous peine d'application des sanctions en vigueur.

Le projet de loi prévoit la possibilité de prolonger le délai précité par un texte réglementaire le cas échéant.

Il a également été précisé que les opérations précitées sont soumises au contrôle financier des autorités compétentes conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment l'Inspection générale des finances et la Direction générale des impôts, dans le cadre du processus de suivi et de soutien par l'Etat des opérations effectuées par la Caisse nationale de sécurité sociale.





## **38 - Projet de loi n° 26.20 portant ratification du décret-loi n° 2-20-320 du 13 chaabane 1441 (7 avril 2020) relatif au dépassement du plafond des emprunts extérieurs**

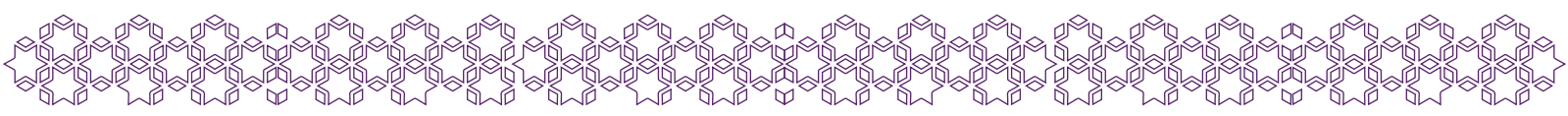
### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 Avril 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des finances, de la planification et du développement économique
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 avril 2020 ;
  - Programmé pour le lundi 4 mai 2020, et approuvé à l'unanimité
- Date d'approbation par la Chambre: 05 Mai 2020
- Résultat du vote: pour: 22 contre :néant Abstentions: 02
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 05 mai 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Le projet de loi prévoit l'approbation du décret-loi n° 2.20.320 relatif au dépassement du plafond des emprunts extérieurs, qui vise à autoriser le gouvernement à dépasser le plafond du financement extérieur fixé en vertu de l'article 43 de la loi de finances n° 70. 19 pour l'année budgétaire 2020, afin de permettre à notre pays de faire face à ses besoins en devises, notamment à travers le recours à l'emprunt sur le marché international, compte tenu de l'impact de la pandémie de Covid 19 sur un ensemble de secteurs des répercussions, tels que le secteur du tourisme, les investissements directs étrangers et les secteurs exportateurs, outre les envois de fonds des Marocains résidant à l'étranger.

Le projet de loi vise également à compléter la procédure prévue à l'article 81 de la Constitution, en présentant le décret-loi susmentionné au Parlement pour approbation au cours de sa session ordinaire actuelle.



### **39- Projet de loi n° 27.20 édictant des mesures spéciales relatives au fonctionnement des organes d'administration des sociétés anonymes et aux modalités de tenue de leurs assemblées générales pendant la période de l'état d'urgence sanitaire**

#### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 Avril 2020
- Nombre d'articles: 4 articles
- Commission permanente compétente: Commission des finances, de la planification et du développement économique
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 avril 2020 ;
  - Programmé pour le lundi 4 mai 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 05 Mai 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 05 Mai 2020

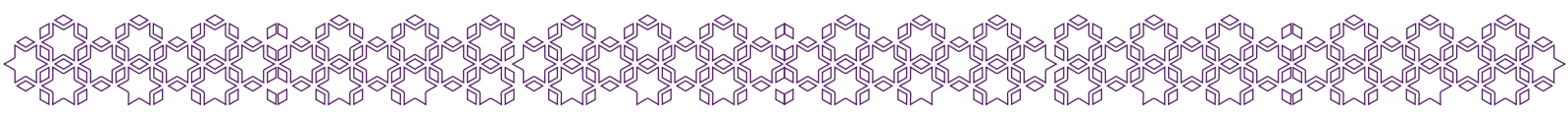
#### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi intervient dans les procédures liées à la nécessité de limiter les réunions et les rassemblements, en application des mesures de confinement prises conformément à l'état d'urgence sanitaire déclaré par notre pays et qui coïncide avec la période de clôture des comptes annuels, sachant que les entreprises rencontrent des difficultés à convoquer leurs organes délibérants pour clôturer les comptes relatifs à l'exercice 2019 conformément aux dispositions de la loi n° 17.95 relative aux sociétés anonymes.

Ce projet vise à compléter les mesures prises par l'État au profit des entreprises, notamment l'adoption de procédures souples dans la gestion des institutions et entreprises publiques et privées afin de maintenir la viabilité des secteurs vitaux.

Il vise également à stipuler la mise en place de procédures souples et appropriées au profit des sociétés anonymes en matière de convocation, d'information, de délibération et de tenue d'Assemblées Générales et des réunions des organes de gouvernance et de contrôle pendant la période d'urgence sanitaire.





## **40- Projet de loi n° 23.20 portant ratification du décret-loi n° 2-20-292 du 28 rejab 1441 (23 mars 2020) édictant des dispositions particulières à l'état d'urgence sanitaire et des mesures de sa déclaration**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 30 Avril 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission de l'intérieur, des collectivités territoriales et de l'infrastructure
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 30 avril 2020 ;
  - Programmé pour le Mercredi 6 mai 2020, et approuvé comme suit : Pour: 06, Contre: néant, Abstentions: 01
- Date d'approbation par la Chambre: 12 Mai 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 12 Mai 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi vise à compléter la procédure prévue par la Constitution, en particulier son article 81, en présentant au Parlement le décret-loi n° 2.20.292 du 28 Rajab 1441 (23 mars 2020) relatif à la promulgation des dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire et aux procédures de déclaration de celui-ci au Parlement pour approbation.

Il intervient après la mise en œuvre du décret-loi précité, publié au bulletin officiel n° 6867 bis du 24 mars 2020 après l'approbation unanime des deux commissions compétentes de la Chambre des représentants et de la Chambre des conseillers, dans le cadre des mesures préventives urgentes prises par le gouvernement pour limiter la propagation de la pandémie Covid 19 “.

Ce décret-loi constitue l'assise juridique pour les autorités publiques les habilitant à prendre les dispositions appropriées pour la proclamation de l'état d'urgence dans les régions, les préfectures, provinces ou communes ou, en cas de besoin, à l'échelle de tout le territoire national, chaque fois que la vie et la sécurité des citoyens sont menacées par la propagation de maladies infectieuses ou d'épidémies, et qu'il est nécessaire de prendre des mesures urgentes pour les protéger contre ces maladies, et pour limiter leur propagation, afin d'éviter les dangers qui peuvent en résulter.

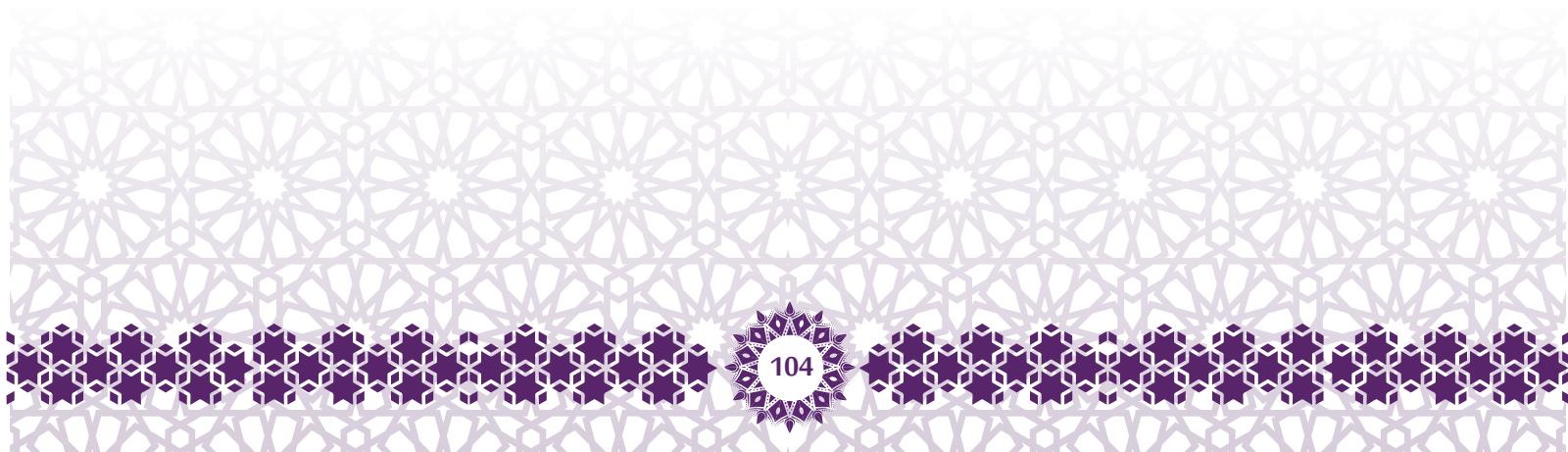
Ce décret-loi stipule également la prise des mesures nécessaires, au cours de cette période, par décrets, décisions administratives, circulaires ou encore des

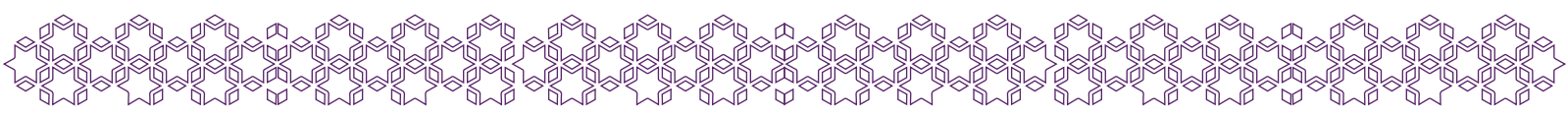


communiqués pour permettre des interventions rapides et immédiates pour prévenir l'aggravation de la situation épidémique et de mobiliser tous les moyens disponibles pour protéger la vie les personnes.

En vertu de ce décret-loi, toute personne contrevenant aux ordres et décisions des autorités publiques est passible d'une peine d'un à trois mois d'emprisonnement et d'une amende allant de 300 DH à 1.300 DH ou de l'une des deux peines, sans préjudice de la peine pénale plus lourde, sachant que les dispositions précitées ne peuvent empêcher la continuité des services publics pour garantir les services rendus aux usagers.

Le décret-loi autorise également le gouvernement, en cas d'extrême nécessité, à prendre, à titre exceptionnel, toute mesure d'urgence de nature économique, financière, sociale ou environnementale qui contribuerait directement à faire face aux effets négatifs de la proclamation de l'état d'urgence.





## **41- Projet de loi n° 30.20 édictant des mesures particulières aux contrats de voyage et de séjour touristiques et aux contrats de transport aérien de passagers**

### **Chronologie de l'étude:**

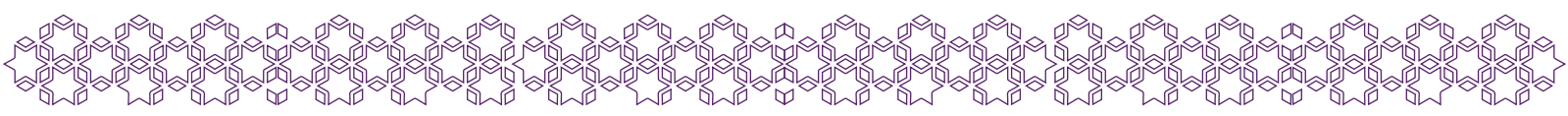
- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 12 Mai 2020
- Nombre d'articles: 13 articles
- Commission permanente compétente: Commission des secteurs productifs
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 12 Mai 2020 ;
  - Programmé pour le lundi 18 mai 2020, et approuvé comme suit : Pour: 07, Contre: 01, Abstentions: néant
- Date d'approbation par la Chambre: 19 Mai 2020
- Résultat du vote: pour : 54, contre : 06, Abstentions : 01
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 20 Mai 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi fait partie des mesures prises en vertu de l'article 5 du décret-loi n° 2.20.292 sur la promulgation des dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire et aux procédures de sa proclamation, qui autorisait le gouvernement à prendre, à titre exceptionnel, les mesures nécessaires, qui contribueraient directement à remédier aux conséquences négatives de la déclaration de l'état d'urgence sanitaire. Il s'agit de l'établissement d'un cadre juridique permettant aux prestataires de services de voyage, de tourisme, et de transport touristique et aérien pour voyageurs de compenser les sommes dues à leurs clients sous la forme d'une obligation d'emprunt offrant un service similaire ou équivalent, sans augmentation de prix, dans le but de :

- Limiter toute forme de cessation d'activités économiques et leurs incidences sur les emplois, en soulageant la trésorerie des prestataires de services;
- Éviter le risque de défaillance des prestataires de services marocains, et protéger les intérêts des créanciers, notamment ceux des clients;
- Stimuler la demande et capter le plus de valeur au Maroc et ce, en évitant les déboursements devant être effectués en devises;

Les dispositions de ce projet de loi sont précisées pour une durée déterminée et à des conditions claires, et concernent Les contrats de voyage et de séjour touristiques et les contrats de transport aérien de passagers dont l'exécution est prévue du 1er mars 2020 au 30 septembre 2020, qui ont été annulés en raison de la propagation de la pandémie de coronavirus.



## **42- Projet de loi n° 72.18 relatif au système de ciblage des bénéficiaires des programmes d'appui social et portant création de l'Agence Nationale des Registres**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Déposée en priorité par le chef du gouvernement le 13 février 2020
- Nombre d'articles: 45 articles
- Commission permanente compétente: Commission de l'intérieur, des collectivités territoriales et de l'infrastructure
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 19 février 2020 Conformément à la décision du bureau de la Chambre en date du 18 février 2020.
  - Une réunion de la commission a été programmée le jeudi 27 février 2020, durant laquelle le ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur a fait une présentation technique et une autre présentation introductive sur le projet .
  - La commission a poursuivi l'étude du projet le 09 et le 16 Mars 2020.
  - Lors de sa réunion du 04 juin 2020, la commission a achevé la discussion détaillée du projet de loi, et a fixé au 10 juin 2020 la date limite pour le dépôt des amendements proposés au projet de loi.
  - Programmé pour la réunion de la commission le 11 juin 2020 et approuvée à la majorité après l'amendement du projet, comme suit : Pour: 11, Contre: néant, Abstentions: 02, après la modification des articles 6- 16- 25-30- 37 - 45.
- Date d'approbation par la Chambre: 16 juin 2020
- Résultat du vote: Pour: 55, Contre: néant, Abstentions: 06
- Date de renvoi à la Chambre des représentants: 17 juin 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Le projet de cette loi s'inscrit dans la mise en œuvre des directives royales contenues dans le haut discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste à l'occasion du dix-neuvième anniversaire de l'accession du Souverain au Trône de Ses glorieux ancêtres, le 29 juillet 2018, sur l'amélioration de l'efficacité des programmes sociaux.

Le projet de loi vise à établir un système national intégré et complet d'inscription des familles et des personnes désireuses de bénéficier des programmes d'appui social supervisés par les administrations publiques, les collectivités territoriales et les organismes publics, sur la base de critères précis et objectifs et en utilisant les nouvelles technologies pour les fournir.





Le projet de loi vise également à créer des mécanismes pour renforcer la cohérence entre les programmes d'appui social, en définissant une vision unifiée pour la mise en œuvre de ces programmes de manière équitable et transparente. Et en contournant les problèmes techniques qui entravent le bénéfice réel de ces programmes aux catégories qui les méritent, en plus d'assurer la coordination et la prévention des programmes d'appui social afin d'accroître leur efficacité et leur efficience.

Ce système repose sur quatre piliers fondamentaux :

1- Création du Registre national de la population :

Ce registre a pour objet de fournir par voie électronique, les données à caractère personnel relatives aux personnes physiques, marocaines et étrangères, résidant sur le territoire national. Qui peuvent être collectées, enregistrées, conservées, actualisées et modifiées si nécessaire, pour faciliter l'accès aux services fournis par les administrations publiques, les collectivités territoriales et les organismes publics et privés.

L'inscription à ce registre est ouverte aux citoyens marocains et aux étrangers résidant sur le territoire marocain. Le processus d'inscription donne lieu à l'octroi d'un identifiant numérique civil et social qui permet de vérifier l'authenticité des données personnelles fournies par les personnes souhaitant être inscrites au registre social unifié afin de bénéficier des programmes d'appui social.

2 - Création du registre social unifié:

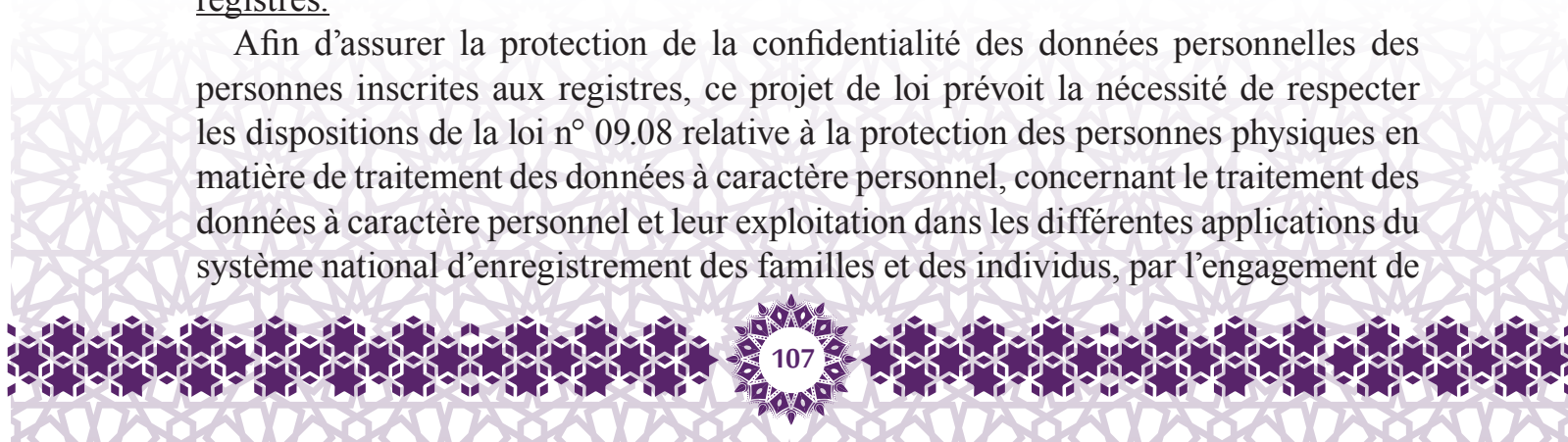
Le registre social unifié est considéré comme un identifiant digital à travers lequel les familles sont inscrites afin de bénéficier des programmes de soutien social supervisés par les administrations publiques, les collectivités territoriales et les organismes publics, sur la base d'une demande présentée par la personne ayant droit au nom de famille. Il vise également à traiter les données socio-économiques relatives aux familles par voie électronique, à travers la collecte, l'enregistrement, la sauvegarde, la mise à jour et la modification si nécessaire.

Ce Registre sera le seul point de départ pour l'accès à tous les programmes d'appui social en déterminant leur capacité à en bénéficier, en adoptant des critères précis et objectifs, selon un processus de classification basé sur les données sociales et économiques disponibles, et en utilisant les nouvelles technologies.

Ce projet de loi prévoit que chaque membre de la famille souhaitant bénéficier d'appui social doit d'abord être inscrit au registre national de la population.

3- Assurer la protection des données personnelles des personnes inscrites aux registres:

Afin d'assurer la protection de la confidentialité des données personnelles des personnes inscrites aux registres, ce projet de loi prévoit la nécessité de respecter les dispositions de la loi n° 09.08 relative à la protection des personnes physiques en matière de traitement des données à caractère personnel, concernant le traitement des données à caractère personnel et leur exploitation dans les différentes applications du système national d'enregistrement des familles et des individus, par l'engagement de





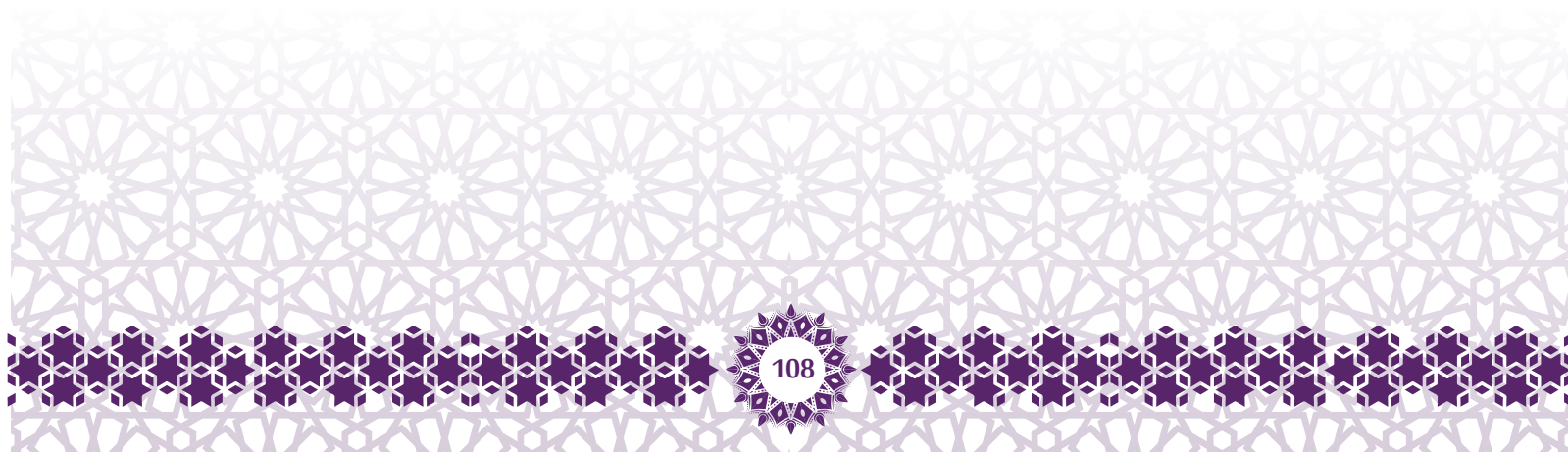
l'agence s'engage à assurer que les données figurant dans ses registres sont traitées de manière équitable et légitime, et qu'elles sont collectées afin d'atteindre les objectifs fixés dans ce projet de loi.

#### 4- Création de l'Agence des registres :

Afin de gérer le Registre national de la population et le Registre social unifié, le projet de loi a créé une institution publique jouissant de la personnalité juridique et de l'indépendance financière chargée d'assurer la protection des données numériques et l'intégrité du système d'information relatif aux données des bénéficiaires. Il est également chargée d'accorder un identifiant digital civil et social aux personnes inscrites au Registre national de la population, en plus de vérifier la validité des données autorisées dans le registre national de la population et le registre social unifié, d'accorder une accréditation aux organisations intermédiaires dans ce domaine et de les contrôler.

D'autre part, le projet de loi oblige l'agence à traiter les données numériques civiles et sociales qui sont gérées par l'agence, selon un cahier de procédure qu'elle établit à cet effet, dont la préparation et le contenu sont conformes aux dispositions de la loi n° 09.08 relative à la protection des personnes physiques en matière de traitement des données à caractère personnel.

Afin de mener à bien les missions qui lui sont confiées, le projet de loi prévoit que cette agence est gérée par un conseil d'administration qui a tous les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour gérer l'agence. Il prévoit aussi que l'agence dirige par un directeur général nommé conformément aux lois et règlements en vigueur.





## 43- Projet de loi n° 50.17 relatif à l'exercice des activités de l'artisanat

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 23 juillet 2019
- Nombre d'articles: 38 articles
- Commission permanente compétente: Commission des secteurs productifs
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 23 juillet 2019
  - Lors de sa réunion du 16 juin 2020, la commission a achevé la discussion générale et détaillée du projet de loi
  - Programmé pour le lundi 26 novembre 2018, et approuvé à l'unanimité sans amendement. après avoir rejeté les amendements proposés ou les retirés par leurs auteurs
- Date d'approbation par la Chambre: 30 juin 2020
- Résultat du vote: la majorité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 01 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi vise à renforcer le cadre juridique, réglementaire et institutionnel du secteur de l'artisanat.

en vue de lui permettre de s'engager dans le processus de changements législatifs que connaît le pays et à répondre aux attentes réelles de ses acteurs, pour améliorer la qualité des produits et rendre le secteur plus professionnel.

Il vise également à contribuer à la structuration et à l'organisation du tissu productif du secteur et à l'encadrement optimal des acteurs et à faciliter les processus d'accompagnement et de réhabilitation, permettant ainsi d'améliorer la qualité des produits et des services, de mieux polir la réputation du produit artisanal, ce qui contribuera à améliorer les conditions des véritables artisans. Autrement, les professionnels pourraient plus facilement accéder au régime des retraites et d'assurance-maladie obligatoire.

Le projet prévoit les dispositions suivantes :

- La définition des activités de l'Artisanat et de ses différentes catégories d'acteurs: artisan, maître artisan, entreprise et coopérative d'Artisanat ;
- Créer un registre national unifié des artisans, des entreprises et des coopératives ainsi qu'un portail électronique dédié à cette fin, conformément aux orientations actuelles d'autres secteurs gouvernementaux, ce qui facilitera le processus d'inscription et fournira les données et les informations.



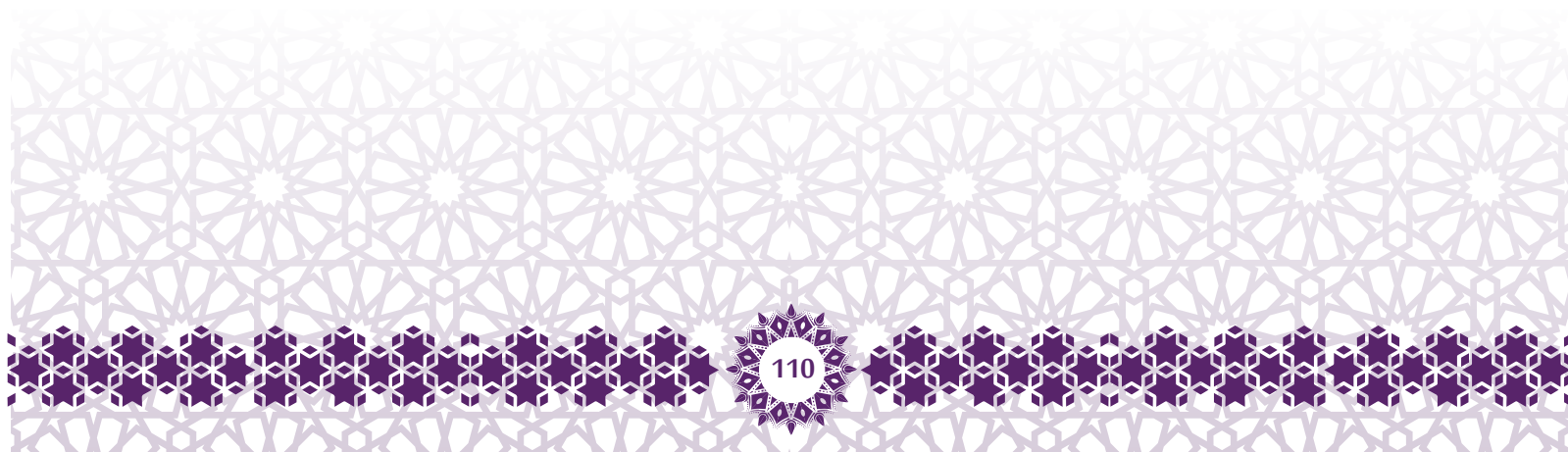
Dans ce contexte, le registre prévu à l'article 03 de la loi n° 18.09 formant statut des chambres d'artisanat a été abrogé, car les expériences actuelles ont démontré l'efficacité de la gestion électronique des registres.

- La création des organismes professionnels locaux, régionaux et nationaux représentant les différentes activités de l'Artisanat soumis à un statut modèle, car elles sont un partenaire fondamental du développement local et un acteur de l'organisation et de l'encadrement. Le président de chaque organisme provincial peut considérer comme un secrétaire de l'artisanat, qui a été élu à sa tête.

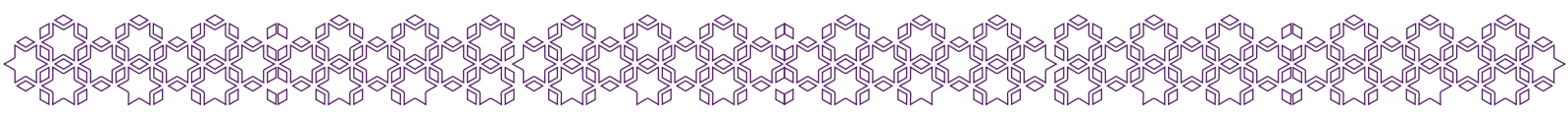
- Réorganiser le Conseil national de l'artisanat et activer son rôle d'institution consultative qui propose tout ce qui pourrait contribuer au développement de l'artisanat.

- Établir des concessions au profit des artisans et des coopératives et entreprises de l'artisanat, reconnues comme telles et inscrites au registre de l'artisanat ;

- Adoption de dispositions d'injonction pour toute personne ayant fourni des données incorrectes de mauvaise foi, et pour toute personne n'ayant pas renvoyé la carte de visite à l'administration après l'avoir retirée du registre national.







## **44- Projet de loi n° 42.20 modifiant le Décret-loi n° 2.20.292 du 28 rejab 1441 (23 mars 2020) édictant des dispositions particulières à l'état d'urgence sanitaire et les mesures de sa déclaration**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 07 juillet 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission de l'intérieur, des collectivités territoriales et de l'infrastructure
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 07 juillet 2020 ;
  - Programmé pour le Mardi 07 juillet 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 07 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 08 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi vise à abroger les dispositions de l'article 6 du décret-loi n° 2.20.292 concernant la suspension de tous les délais législatifs et réglementaires prévus par les lois en vigueur au moment de la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, à l'exception des délais de recours des personnes en état d'arrestation, et des périodes de garde à vue et de détention de réserve, à condition que le calcul de ces délais reprenne à partir du lendemain du jour de la levée de l'état d'urgence.

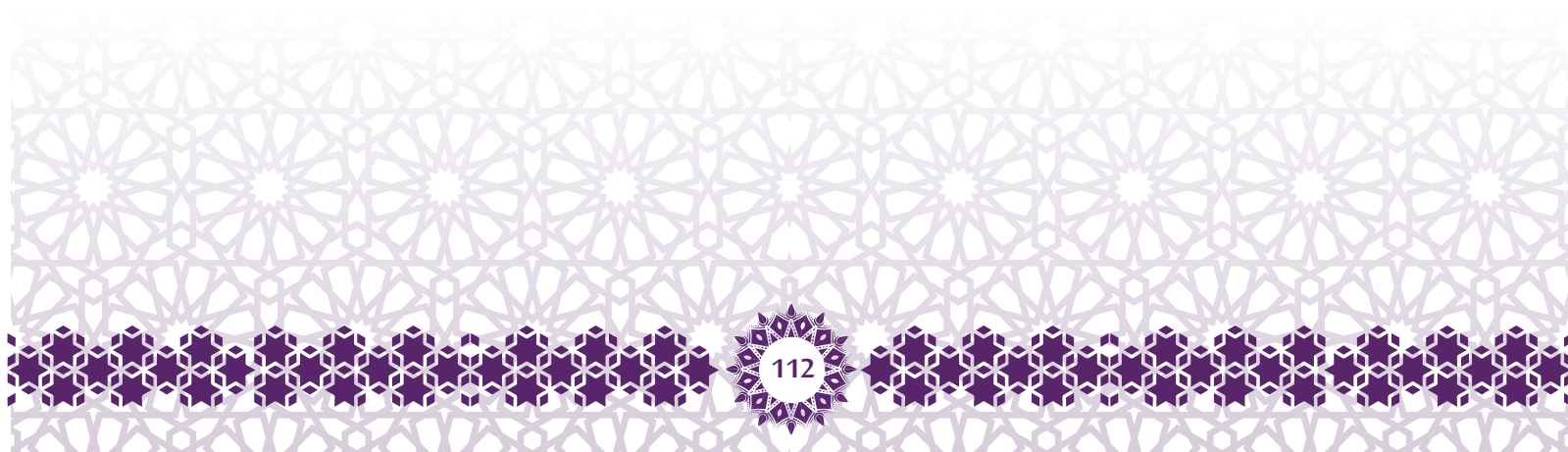
Le projet de loi prévoit le remplacement des dispositions susmentionnées par d'autres dispositions autorisant le gouvernement, pendant la période de l'urgence sanitaire déclarée, à suspendre la validité de ces délais prévus par les lois et règlements en vigueur s'il apparaît que leur validité empêche les personnes concernées d'exercer leurs droits ou de remplir leurs obligations pendant cette période. Ce retard est dû aux mesures prises par les autorités compétentes pour limiter la propagation de la pandémie, et ces nouvelles dispositions prévoient la référence à un texte réglementaire pour déterminer les cas dans lesquels la validité des délais mentionnés peut être suspendue.

Ce projet de loi les empêchait de remplir leurs obligations et de protéger leurs intérêts, en raison de leur incapacité à voyager pour exercer leurs droits, ainsi que de mettre en œuvre leurs obligations envers l'État ou les administrations en raison des mesures prises par les autorités pour limiter la propagation de la pandémie «Covid 19», en particulier l'interdiction de voyager et les mesures du confinement.



Ce projet de loi a été élaboré sur la base de l'article 3 du décret législatif n° 2.20.292 du 23 mars 2020 sur la promulgation des dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire et les modalités de leur annonce, qui permet au gouvernement, malgré toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, de prendre toutes les mesures nécessaires par l'état d'urgence sanitaire, qui vise à abroger les dispositions de l'article 6 du décret-loi précité, et à le remplacer par des dispositions stipulant que les délais prévus par les lois et règlements en vigueur reprendront à compter à partir de la publication de cette loi au Journal officiel.

Les délais fixés par le gouvernement sur la base de leur validité seront exclus s'il apparaît au gouvernement que leur existence continue empêche les personnes concernées d'exercer leurs droits ou de remplir leurs obligations, compte tenu des mesures de précaution prises par le gouvernement pour limiter la propagation de la pandémie, y compris celles liées à confinement. Pour autant que les cas de suspension de la validité des délais susmentionnés soient déterminés conformément à un texte réglementaire.





## **45- Projet de loi n° 37.18 relatif à la Fondation des oeuvres sociales du personnel des collectivités territoriales, leurs groupements et leurs instances**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Déposé par le chef de gouvernement le 01 octobre 2019;
- Nombre d'articles: 22 articles
- Commission permanente compétente: Commission de l'intérieur, des collectivités territoriales et de l'infrastructure
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 07 octobre 2019.
  - Le projet de loi a été présenté lors de la réunion de la commission le Lundi 09 mars 2020.
  - La discussion générale et approfondie s'est terminée lors de la réunion de la commission du mercredi 23 juin 2020. La date limite pour le dépôt des amendements au projet de loi a été fixée au lundi 29 juin 2020. Programmé pour la réunion de la commission 02 juillet 2020 et approuvée à l'unanimité après amendement, après la modification du titre et des articles 1 -2 -3 -4 -5 -6 -10 -11 -16 et l'ajout d'un nouvel article 22.
- Date d'approbation par la Chambre: 07 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi à la Chambre des représentants: 08 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Conformément au projet de loi instituant la Fondation des œuvres sociales du personnel des collectivités territoriales, leurs groupements et leurs instances ayant un but non lucratif qui peuvent avoir des annexes au niveau des régions et au niveau des grandes collectivités territoriales.

La fondation créée vise à fournir des services sociaux au profit des fonctionnaires des collectivités territoriales qui y participent ainsi que de leurs conjoints et de leurs enfants, car la fondation effectuera les tâches, activités sociales suivantes :

- Encourager les projets de logement ou les construire au profit des affiliés de la fondation.
- Conclusion des conventions avec des établissements publics, semi-publics et privés pour permettre aux adhérents de recevoir des soins médicaux, des traitements, des



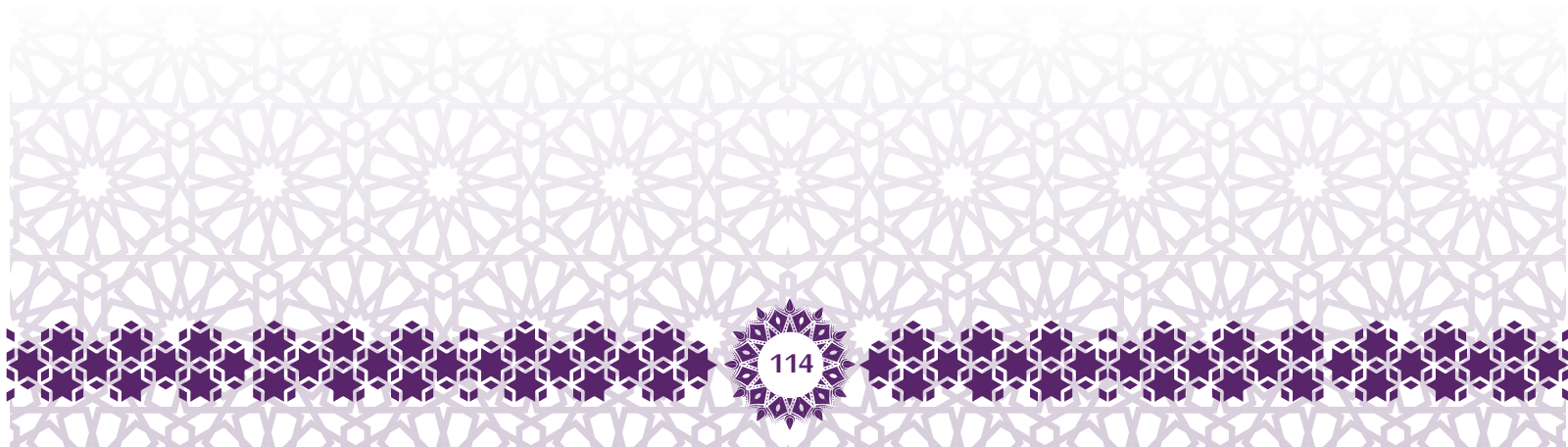
médicaments, des assurances, des pèlerinages, la propriété des transports, le suivi de l'enseignement supérieur pour les enfants, l'estivage, les hébergements d'été et touristiques

- Couverture maladie et assurance maladie complémentaire.
- Créer des structures pour fournir d'autres services sociaux
- Conclusion des conventions avec les banques et les institutions financières pour permettre aux adhérents de la fondation de bénéficier de prêts à la consommation et de services bancaires à des conditions préférentielles.
- Organisation d'activités culturelles, sportives et de divertissement au profit des adhérents de la fondation, de leurs conjoints et de leurs enfants.

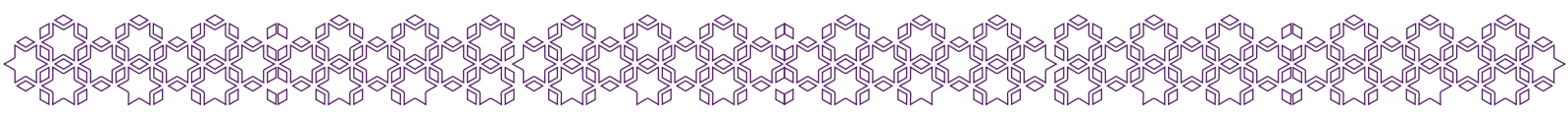
Le projet de loi prévoit que l'adhésion à la fondation est obligatoire aux fonctionnaires des collectivités territoriales et leurs groupements, et les retraités et leur conjoint des collectivités territoriales et leurs groupements, ainsi que aux fonctionnaires des collectivités territoriales actuellement affiliés à la fondation Hassan II pour les œuvres sociales des agents d'autorités relevant au ministère d'intérieur, les adhérents susmentionnés bénéficient des services de la Fondation, ainsi que leurs conjoints et enfants, et les conjoints, enfants et veuves déclarées adhérentes bénéficient également de ses services.

Les organes de la fondation se composent du conseil d'administration et de surveillance et du directeur de la fondation, et le projet de loi stipule comment le conseil sera formé et son mandat, ainsi que le mandat du directeur de la fondation et ses ressources.

le projet stipule également que la fondation est soumise au contrôle à la fois de l'Inspection générale des finances, ainsi que de la cour des comptes, conformément aux dispositions de la loi n ° 62.99 relative au code des tribunaux financiers, et l'Inspection générale de l'administration territoriale peut effectuer des tâches d'audit des opérations financières ou comptables de la fondation ainsi que l'audit de sa gestion.







## **46- Projet de loi n° 38.18 portant réorganisation de la Fondation Hassan II pour les oeuvres sociales des agents d'autorité du Ministère de l'Intérieur**

### **Chronologie de l'étude:**

#### **La 1<sup>ère</sup> lecture :**

- Source de référence et historique: Déposé par le chef de gouvernement le 01 octobre 2019;
- Nombre d'articles: 32 articles
- Commission permanente compétente: Commission de l'intérieur, des collectivités territoriales et de l'infrastructure
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission le 07 octobre 2019.
  - Le projet de loi a été présenté lors de la réunion de la commission le Lundi 09 mars 2020.
  - Au cours de la réunion tenue le Mercredi 23 juin 2020, la commission a mis fin à la discussion générale et détaillé du projet et le lundi 29 juin 2020 été fixé comme date limite pour la mise en place des amendements au projet de loi.
  - Lors de la réunion du 02 juillet 2020 la commission a approuvée le projet de loi à l'unanimité après avoir modifié l'article 15 et avoir ajouté l'article 32.

#### **La 2<sup>ème</sup> lecture :**

- Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 20 juillet 2020 dans le cadre d'une deuxième lecture après modification de l'article 29.
- Transmis à la commission le 20 juillet 2020.
- La commission a approuvé l'article 29 et le projet de loi dans son ensemble lors de sa réunion tenue le mardi 21 juillet 2020.
- Date d'approbation par la Chambre: 23 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 23 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi vise à réviser et à renouveler le cadre juridique qui régit la Fondation Hassan II pour les œuvres sociales des agents d'autorités du ministère de l'intérieur, approuvé au début des années 80 Ceci afin d'élever le niveau d'efficacité et d'efficience de la fondation dans l'amélioration des services sociaux qu'elle fournit à ses membres.



Le projet de loi prévoit également d'adapter le cadre juridique susmentionné aux évolutions juridiques que connaît notre pays et de suivre le développement du service œuvres sociales, ainsi que de suivre la vie professionnelle et familiale des cadres de l'administration territoriale.

Selon les dispositions de ce projet de loi, la fondation est ouverte à tous les fonctionnaires du ministère de l'intérieur avec ses différentes classes, catégories et grades. Au lieu de se limiter aux agents d'autorité, une nouvelle dénomination a été déterminée: «Fondation Hassan II pour les œuvres sociales des agents d'autorité et les fonctionnaires du ministère de l'intérieur».

Le projet de loi prévoit également les dispositions suivantes:

Adopter le principe d'adhésion obligatoire des fonctionnaires du ministère de l'intérieur qui exercent leurs fonctions, avec l'ouverture de l'accès à l'affiliation aux agents placés à sa disposition, rattachés ou sous contrat, ainsi que le maintien des membres retraités, leurs conjoints et enfants pour bénéficier des services de la fondation.

- Élargir le panier de services fournis par la fondation pour suivre les acteurs de leur vie professionnelle et familiale, afin d'inclure la couverture santé, l'assurance maladie, la promotion du logement, les divertissements et les vacances, ainsi que la communication et le partenariat.

- La possibilité de créer des fondations subsidiaires ou des organismes affiliés dont le but est de mener des activités pour atteindre les objectifs de la fondation et le développement de ses missions, notamment dans les domaines social, de la santé et du divertissement

- La fondation dispose de deux organes, à savoir le conseil d'orientation et de suivi et le président de la Fondation. Le Conseil d'orientation et de suivi est l'organe de réglementation le plus élevé de la fondation, chargé de rendre compte des questions stratégiques et de prendre des décisions garantissant le développement des œuvres sociales au profit des adhérents et leur famille

- Le président de la fondation est nommé conformément la législation en vigueur. En plus du directeur désigné par le ministre de l'Intérieur pour assister le président dans l'exercice de ses fonctions

- Créer des annexes de la fondation au niveau des régions du Royaume dans le but de rapprocher la gestion de la fondation aux adhérents, et le règlement intérieur de la fondation précise les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement, ainsi que la création d'un comité régional de suivi au niveau de chaque région qui définit sa composition, ses modalités de fonctionnement et ses tâches dans le règlement intérieur.

- La possibilité de renforcer la capacité de la fondation avec des ressources humaines en les attachant ou à la mise à disposition, ainsi que l'autorisation d'employer des employés et de conclure des accords avec des experts pour effectuer des tâches

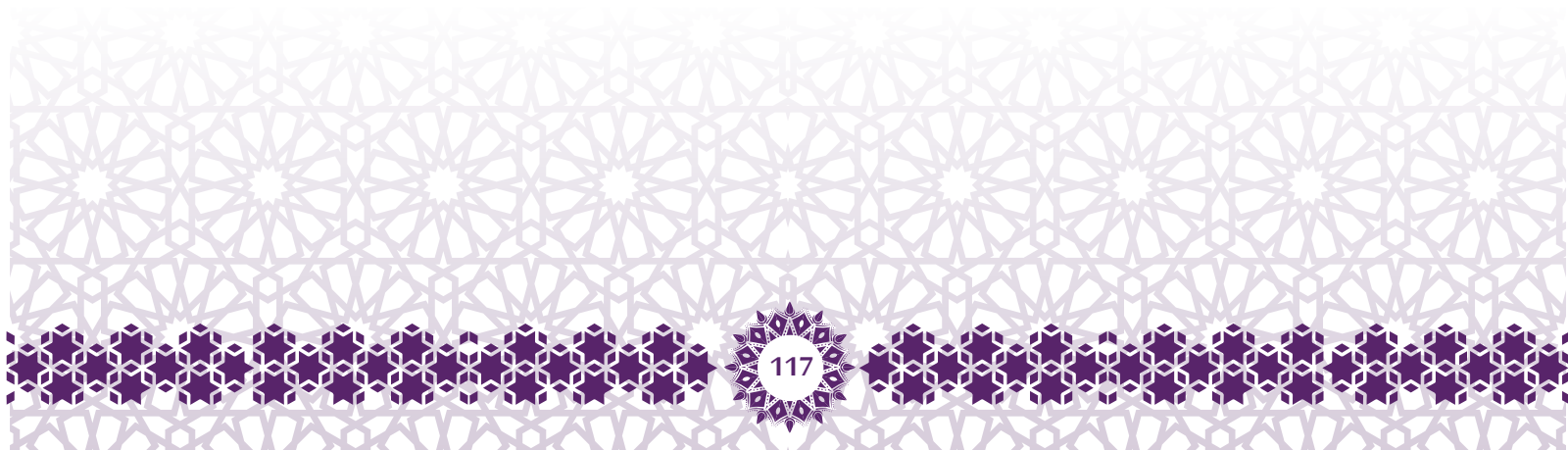


spécifiques, ainsi que de recourir à des contrats avec des gestionnaires ou des agents spécialisés le cas échéant.

- la fondation est soumise au contrôle de l'Inspection générale des finances et aux dispositions de la loi n° 62.99 relative au code des juridictions financières. L'Inspection Générale de l'Administration Territoriale peut effectuer des tâches d'audit des opérations financières ou comptables de la fondation, ainsi que l'inspection de sa gestion.

- Soumettre la fondation à un audit annuel de ses comptes par un bureau d'experts et soumettre un rapport à ce sujet au comité de pilotage et de suivi.

Et en vue de la création de la fondation des œuvres sociales au profit des fonctionnaires des collectivités territoriales et de leurs groupements et organismes, à laquelle les fonctionnaires des collectivités territoriales sont tenus d'adhérer. Le projet de loi prévoit que selon une décision du ministre de l'intérieur, un délai, des conditions et des modalités de transfert des fonctionnaires des collectivités territoriales, à la date de promulgation de la présente loi, dans la Fondation Hassan II pour les œuvres sociales au profit des agents d'autorités affiliés au ministère de l'intérieur, à la Fondation Hassan II pour les œuvres sociales des collectivités territoriales et de leurs groupements et organismes.





## **47- Projet de loi n° 60.18 relatif à la Fondation des œuvres sociales des fonctionnaires de la Direction générale de la protection civile**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Déposé par le chef de gouvernement le 31 octobre 2018;
- Nombre d'articles: 27 articles
- Commission permanente compétente: Commission de l'intérieur, des collectivités territoriales et de l'infrastructure
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 01 novembre 2018.
  - Le projet de loi a été présenté lors de la réunion de la commission le Lundi 09 mars 2020 à 15h.
  - La commission a terminer l'étude du projet de loi lors d'une réunion tenue le Mardi 7 juillet 2020, et l'a approuvé à l'unanimité après avoir modifié les articles 4 – 13 – 14 - 18 et y avoir ajouté l'article 28.
- Date d'approbation par la Chambre: 07 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi à la Chambre des représentants: 08 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Le projet de loi vise à établir une œuvre sociale garantissant les soins nécessaires aux employés de la Direction générale de la protection civile, qu'ils soient en service ou retraités, et qui, depuis septembre 2016, sont soumis aux règles de la discipline militaire.

Les dispositions de ce projet de loi se concrétisent au niveau de la facilitation du processus d'acquisition d'un logement, de la généralisation de la couverture maladie complémentaire, de la création de services sociaux, récréatifs, culturels et sportifs, du transport des salariés et de l'octroi d'aides et de subventions exceptionnelles pour répondre aux besoins urgents des adhérents, afin de les motiver à accomplir les tâches qui leur sont confiées.

Le projet de loi prévoit également que la fondation est soumise au contrôle de l'Inspection générale des finances et de la loi relative au code des juridictions financières, conformément aux principes de gouvernance financière, et que ses comptes sont soumis à des audits annuelles par des comptables afin d'évaluer le système de contrôle interne de la fondation.





## **48- Projet de loi n° 49.17 relative à l'évaluation environnementale**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 24 janvier 2020
- Nombre d'articles: 32 articles
- Commission permanente compétente: Commission des secteurs productifs
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 24 janvier 2020 ;
  - Au cours de la réunion tenue le Mardi 23 juin 2020, la commission a mis fin à la discussion générale et détaillée du projet de loi terminée, et a fixé le Vendredi 26 juin 2020 comme date limite pour la mise en place des amendements au projet de loi;
  - La commission a approuvé le projet de loi à l'unanimité tel qu'il a été amendé lors de la réunion du 30 juin 2020 .
- Date d'approbation par la Chambre: 07 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi à la chambre des représentants : 08 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

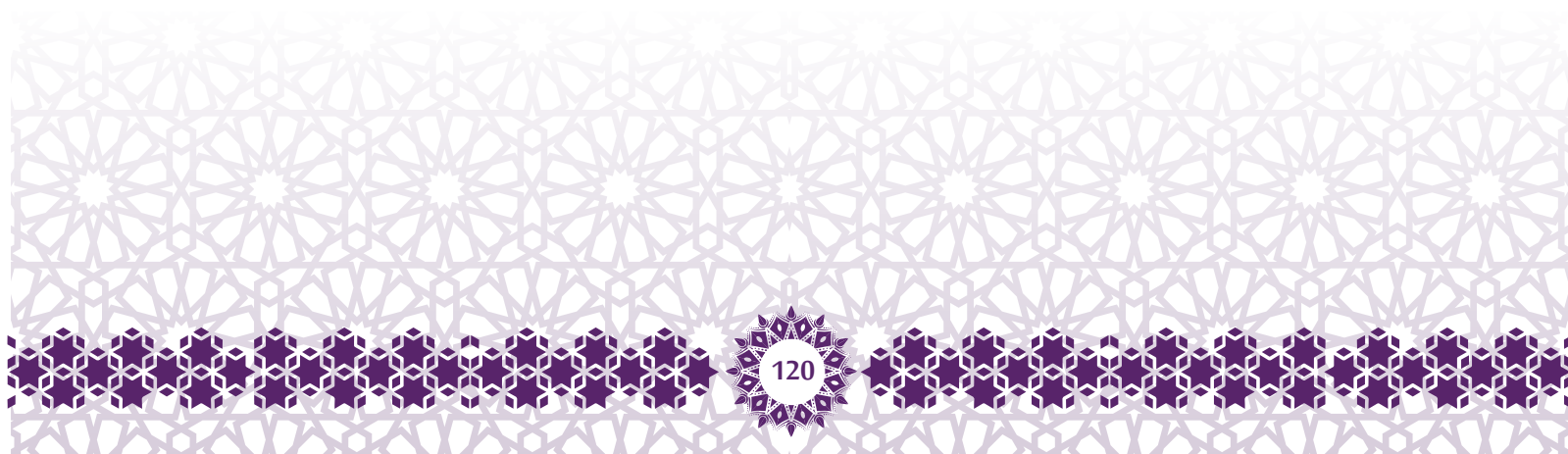
Ce projet de loi met en œuvre les dispositions de la constitution, qui énonce explicitement à l'article 31 du droit du citoyen à un environnement sain et reconnaît le principe du développement durable.

Et en application des dispositions de la loi-cadre n° 12-99 en tant que charte nationale de l'environnement et du développement durable, afin de remédier à certaines lacunes mises en évidence par la mise en œuvre de la loi n° 12.03 sur les études d'impact environnemental, notamment l'absence d'études d'impact environnemental pour certains projets polluants, et l'échec du système de surveillance du développement institutionnel que la police de l'environnement connaissait. Elle vise également à mettre en place un mécanisme juridique d'évaluation de l'impact environnemental des pratiques, stratégies, programmes et plans publics de développement, qui permettra d'intégrer en amont les principaux impacts et enjeux liés à la dimension sociale, environnementale et économique dans le processus décisionnel en matière de planification stratégique.

Parmi les nouveautés les plus importantes du projet de loi, citons : la soumission des politiques, stratégies, programmes, plans et conceptions de développement sectoriel ou régional susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement à l'évaluation



environnementale stratégique, l'identification des méthodes et procédures d'étude de l'évaluation environnementale stratégique et le recours aux consultations publiques, et le renforcement du rôle des comités par la création de comités sous-régionaux, en plus de l'approbation de l'inspection environnementale prévue dans la loi-cadre susmentionnée.





## **49- Projet de loi n° 44.20 modifiant et complétant la loi n° 103.12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés**

### **Chronologie de l'étude:**

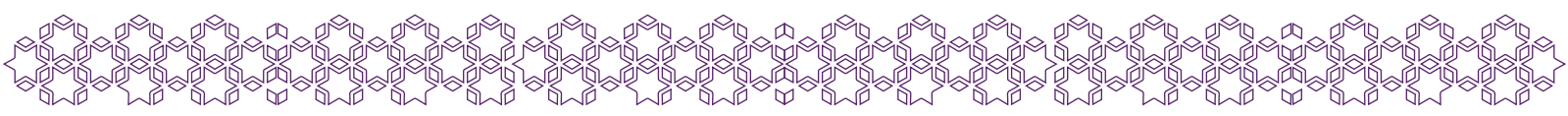
- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 14 juillet 2020
- Nombre d'articles: 2 articles
- Commission permanente compétente: Commission des finances, de la planification et du développement économique
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 14 juillet 2020 ;
  - Programmé pour le 15 juillet 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 17 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 17 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi vise à modifier les dispositions des articles 11, 19 et 61 de la loi n° 103.12 relative aux institutions et établissements de crédit examinés dans leur décision, émise pour mise en œuvre par Dahir n° 1.14. 193, rabie I 1436 (24 décembre 2014) complétant par l'article 19 bis les dispositions du projet de loi n° 36.20 relatif au transfert du Fonds central de garantie à une société anonyme, par :

Remplacement de la dénomination «Fonds central de garantie» aux articles 11 et 61 de la loi n° 103.12 précitée, par la nouvelle dénomination de la société, qui est la Banque publique des entreprises ;

Soumettre la société à l'ensemble des dispositions de la loi n° 103.12 précitée suite à l'élargissement de ses fonctions à l'exercice de nouvelles activités, y compris les opérations de prêt au profit des entreprises, dans des conditions particulières précisées dans une circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib après consultation du Comité des établissements de crédit.



## **50- Projet de loi n° 36.20 relatif à la transformation de la Caisse Centrale de Garantie en Société Anonyme**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 14 juillet 2020
- Nombre d'articles: 15 articles
- Commission permanente compétente: Commission des finances, de la planification et du développement économique
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 14 juillet 2020 ;
  - Programmé pour le 15 juillet 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 17 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 17 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet vise à réformer le cadre juridique régissant le Fonds et à lui permettre de suivre le rythme des stratégies et politiques visant à faciliter l'accès au financement, en particulier pour les très petites, petites et moyennes entreprises, les entreprises, les établissements publics et le reste des groupes ciblés par l'État

Les dispositions fondamentales du projet de loi mentionnées ci-dessus concernent:

- Transformer la nature juridique du Fonds central de garantie d'établissement public en société anonyme, en créant un cadre juridique permettant l'introduction de bonnes pratiques en termes de transparence, de règles de gouvernance et de responsabilité

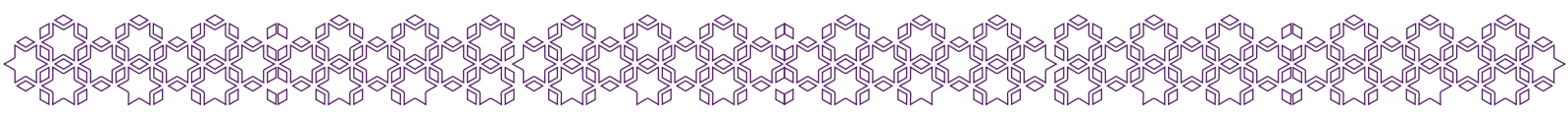
- Élargir les fonctions du Fonds central de garantie et redéfinir ses objectifs pour y inclure la mise en œuvre et le suivi des orientations et politiques gouvernementales dans le domaine de la facilitation de l'accès au financement au profit des entreprises et autres groupes ciblés par l'État;

- Renforcement du système de gouvernance, la société étant dirigée par un conseil d'administration présidé par le ministre chargé des finances et composé de membres indépendants ;

- Améliorer et maintenir la solidité financière du système de sécurité en fusionnant les fonds gérés par le fonds au nom de l'État dans le résultat financier de la société.

- Définir un nouveau cadre contractuel entre l'Etat et la société qui définit les priorités de cette dernière, les parties visées pour l'aide de l'Etat, les objectifs et procédures spécifiques, le cadre de suivi et d'évaluation, ainsi que les sources de financement.





## 51- Projet de loi n° 05.20 relatif à la cybersécurité

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 14 juillet 2020
- Nombre d'articles: 53 articles
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des marocains résidant à l'étranger
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 15 juillet 2020 ;
  - Programmé pour le 16 juillet 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 17 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 17 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Il vise à établir des règles juridiques sur les moyens de protection visant à renforcer la confiance et à soutenir l'économie numérique, en renforçant les capacités nationales dans le domaine de la cybersécurité.

Le projet de loi définit les règles et les dispositions de sécurité applicables aux systèmes d'information des administrations de l'État, des collectivités territoriales, des institutions et entreprises publiques et de toute autre personne morale de droit public. Règles et dispositions de sécurité applicables aux infrastructures d'importance critique; Règles et dispositions exigences de sécurité applicables aux opérateurs de réseau de transport public, aux fournisseurs d'accès Internet, aux fournisseurs de services de cybersécurité, aux fournisseurs de services numériques et aux éditeurs de plateformes Internet

Le projet définit également le cadre national de gouvernance de la cybersécurité. Le cadre de coopération et d'échange d'informations entre l'Autorité nationale de cybersécurité défini par un texte réglementaire, et les services de l'Etat compétents en matière de lutte contre les infractions liées aux systèmes de traitement automatique des données ; et la contribution que l'Autorité nationale apporte aux organismes nationaux compétents pour renforcer la confiance numérique, développer la numérisation des services fournis par l'Etat et protéger les données personnelles ; Les compétences de l'Autorité nationale, notamment en ce qui concerne le développement de l'expertise et de la sensibilisation nationales dans le domaine de la cybersécurité, au profit des acteurs du secteur privé et des particuliers, et le renforcement de la coopération avec les institutions nationales et étrangères.



## **52- Projet de loi n° 10.20 relatif aux matériels et équipements de défense et de sécurité, aux armes et aux munitions**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 14 juillet 2020
- Nombre d'articles: 55 articles
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des marocains résidant à l'étranger
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 15 juillet 2020 ;
  - Programmé pour le 16 juillet 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 17 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 17 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Le projet vise à consolider et à moderniser la législation relative au processus d'importation, d'exportation et de transport d'équipements et de matériels militaires et de sécurité, et à combler le vide juridique en incorporant de nouvelles dispositions pour l'industrie de la défense sur le territoire national, par la réglementation de la fabrication, du commerce, de l'importation, de l'exportation, et du transfert et du transit de ces équipements et fournitures, en créant un système de licence pour la pratique de ces activités. Et un système de suivi et de contrôle des documents et de vérification immédiate des détenteurs de licences et de procurations dans ce domaine.



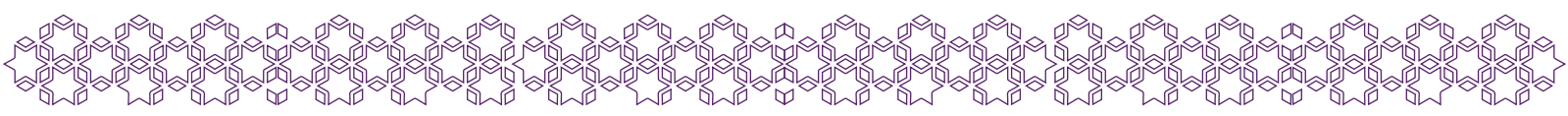
## **53- Projet de loi n° 29.20 complétant la loi n° 5.99 relative à la réserve des Forces Armées Royales**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 14 juillet 2020
- Nombre d'articles: Article unique
- Commission permanente compétente: Commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des marocains résidant à l'étranger
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 15 juillet 2020 ;
  - Programmé pour le 16 juillet 2020, et approuvé à l'unanimité.
- Date d'approbation par la Chambre: 17 juillet 2020
- Résultat du vote: Unanimité
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 17 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Le projet de loi vise à modifier la loi relative à l'armée de réserve des Forces armées royales, dans le but de stipuler que les employés des institutions et entreprises publiques et des personnes morales de droit public ou privé qui ont reçu une formation militaire dans l'une des institutions des Forces armées royales sont considérés comme l'une des composantes du corps des officiers de réserve en les intégrant dans le corps des officiers de réserve.

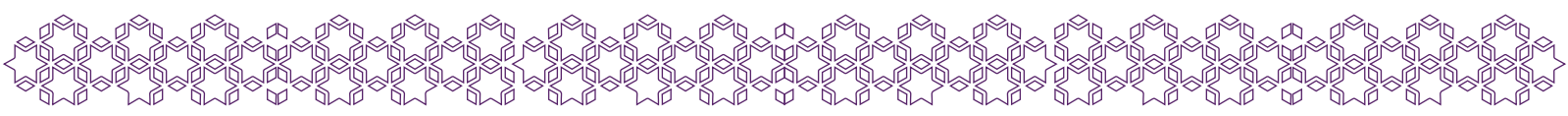


## **54- Projet de loi de Finances Rectificative n° 35.20 au titre de l'année budgétaire 2020**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 13 juillet 2020
- Nombre d'articles: 15 articles
- Commission permanente compétente: Commission des finances, de la planification et du développement économique
- Etapes d'examen par la commission:
  - Renvoyé à la commission le 13 juillet 2020
  - Le projet de Loi de Finances rectificative a été présenté par monsieur le ministre de l'Economie et des Finances devant la commission le Mardi 14 juillet 2020
  - la commission a achevé durant la réunion précédente la discussion générale sur le projet de loi de Finances Rectificative, suite à la réponse du ministre aux interventions des membres de la chambre.
  - la commission a entrepris le débat sur les articles de la 1ère partie du projet de loi de finances Rectificative durant sa réunion du mercredi 15 juillet 2020. la date limite pour le dépôt des amendements au projet a été fixée à 20h le même jour.
  - La commission a reçu 72 amendements au total, de la part des différentes composantes de la chambre et qui concernait principalement la 1ère partie du projet de loi de finances Rectificative, la commission a approuvé cette 1ère partie dans une longue réunion le Jeudi 16 juillet 2020, après l'acceptation de 3 amendements concernant l'article 247 bis, 49 amendements ont été retirés et le reste des amendements ont été refusé, avec le résultat suivant : pour : 09 contre: 03 Abstentions : 02.
  - Conformément aux dispositions de l'article 51 (4 ème paragraphe) de La loi organique n° 130.13 relative à la loi de finances qui stipule: «la chambre des conseillers se prononce sur le projet dans un délai de quatre (4) jours suivant sa saisine», le quatrième jour du délai légal a été consacré à l'étude et le vote sur le projet de la loi de finance rectificative devant les séances plénières, selon le programme suivant :
  - Présentation du rapport de la commission des finances, de la planification et du développement économique
  - La réponse du Ministre de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration
  - Le vote sur la première partie du projet de loi de finances rectificative
  - Discuter la 2ème partie du projet de loi de finances rectificative, le vote sur la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative selon





l'article 53 de loi organique n° 130.13 relative à la loi de finances.

- Le vote sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative.

- Les résultats du vote est comme suit :

- La chambre a approuvé le vendredi 17 juillet 2020 la deuxième partie et l'ensemble du projet de loi de finances rectificative n° 35.20 pour l'exercice 2020:

Pour: 29, Contre: 13, Abstentions: 04

- Date d'approbation par la Chambre: 17 juillet 2020
- Résultat du vote: Pour: 29, Contre: 13, Abstentions: 04
- Date de renvoi à la Chambre des représentants: 17 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Le projet de loi de finances rectificatif n° 35.20 pour l'exercice 2020 est le premier projet de loi de finances rectificatif introduit en vertu de la nouvelle loi organique de la loi de finances, et dans le contexte international et national actuel, caractérisé par l'impact de la pandémie de Covid-19, qui a nécessité le recours à des mesures visant principalement à surmonter les effets de la crise. Associée à la pandémie mentionnée au niveau économique et social.

Dans ce contexte, les principaux piliers sur lesquels reposent les orientations générales du projet de loi de finances rectificative pour l'année 2020 visent à accompagner la reprise progressive de l'activité économique, à préserver les emplois et à accélérer les réformes administratives, par:

- La mise en œuvre de mesures qui tiennent compte des particularités de chaque secteur, en fonction de l'ampleur des dommages qu'il a subis du fait de la crise et du temps nécessaire pour rétablir son activité. Cela devrait être fait dans le cadre des accords sectoriels

- Allouer des fonds pour couvrir les risques des prêts garantis à tous les types d'entreprises, y compris les entreprises publiques. Des conditions préférentielles seront appliquées au moyen d'un taux d'intérêt maximal ne dépassant pas 3,5 % et d'un délai de paiement équivalent à 7 ans, avec une période d'exemption de deux ans et une garantie de l'État comprise entre 80 et 90 %, et jusqu'à 95 % pour les très petites entreprises;

- Soutenir les investissements publics pour accélérer la reprise du dynamisme de l'économie nationale;

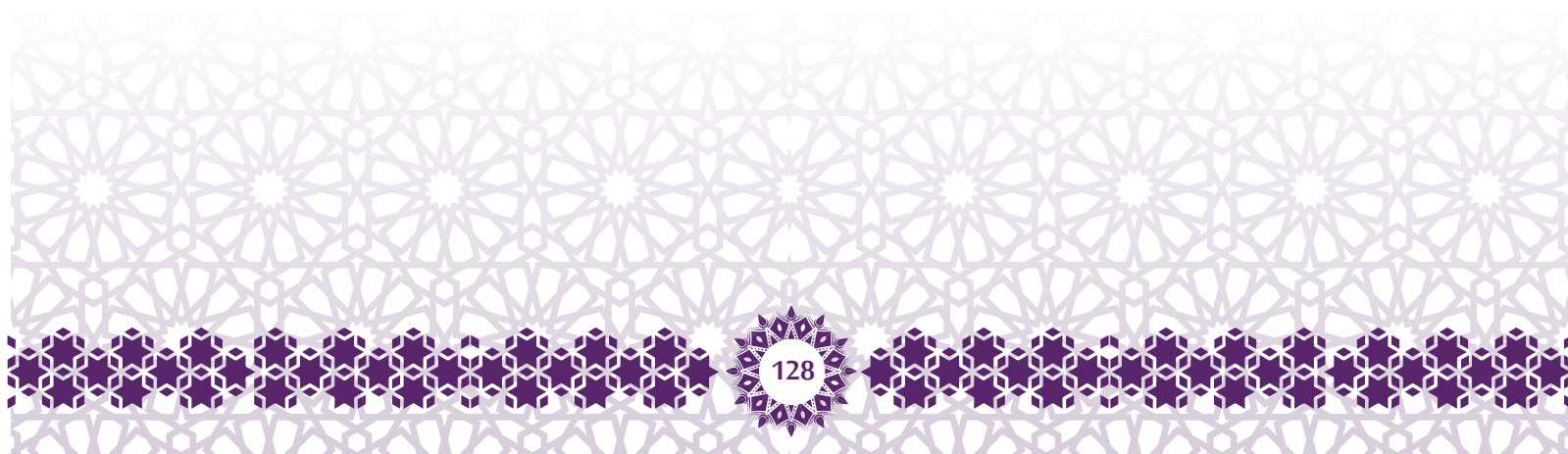
- Allouer les ressources du fonds de gestion de la pandémie Corona, jusqu'à la fin de l'année en cours, pour poursuivre le soutien social et économique aux secteurs qui connaîtront des difficultés même après la levée du confinement;

- La mise en œuvre d'un soutien spécial aux différents secteurs, dans un cadre contractuel, avec les acteurs économiques concernés, tout en liant le bénéfice de la subvention allouée à la reprise de l'activité, avec la préservation de plus de 80% des salariés inscrits à la Caisse nationale de sécurité sociale, et le règlement rapide du statut des employés non déclarés;



- La mise en œuvre des dispositions de la loi relatives à la simplification des procédures et des mesures administratives, notamment en ce qui concerne le respect des délais de réponse de l'administration aux demandes d'investissement;
- Accélérer la mise en œuvre de la Charte des services publics
- Soutenir la transformation numérique de l'administration et la généralisation des services numériques ;
- Accélérer la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'inclusion financière, notamment en encourageant et en généralisant le paiement par téléphonie mobile.

En ce qui concerne les hypothèses du projet de loi de finance rectificative pour l'année 2020, il est prévu que le produit intérieur brut, au cours de l'année 2020, diminuera de 5% et le déficit budgétaire atteindra - 7,5 %.





## **55- Projet de loi n° 04.20 relative à la carte nationale d'identité électronique**

### **Chronologie de l'étude:**

- Source de référence et historique: Transmis par la Chambre des représentants le 20 juillet 2020
- Nombre d'articles: 17 articles
- Commission permanente compétente: Commission de l'intérieur, des collectivités territoriales et de l'infrastructure
- Etapes d'examen par la commission:
  - Transmis à la commission compétente le 20 juillet 2020;
  - Programmé pour le Mardi 21 juillet 2020, et approuvé à la majorité
- Date d'approbation par la Chambre: 23 juillet 2020
- Résultat du vote: Pour : 31 ; Contre : 00 ; Abstentions : 03
- Date de renvoi au chef de gouvernement: 23 juillet 2020

### **Objectifs du projet de loi:**

Ce projet de loi, qui abroge et remplace la loi n° 35.06 portant création de la carte nationale d'identité, vise à préparer une nouvelle génération de cartes nationales d'identité électroniques avec des normes de sécurité avancées qui permettent de protéger les citoyens et de réduire les manifestations d'éventuelles falsifications ou usurpations d'identité.

Le projet de loi vise également à intégrer de nouveaux emplois pour suivre la vision du développement numérique poursuivie par le Royaume et à soutenir diverses organisations dans la mise en œuvre de leurs projets numériques. Il comporte également un certain nombre de nouveautés liées à la mise en œuvre de la carte, notamment pour les mineurs.

La carte nationale d'identité électronique, qui est considérée comme un document officiel délivré par la direction générale de la sécurité nationale, constituera une passerelle rapide et fiable vers les services via l'internet, car elle garantit aux citoyens marocains un accès sécurisé aux services numériques des institutions publiques et privées via l'internet, tout en protégeant les données personnelles

Les principales modifications contenues dans ce projet de loi sont de réduire l'âge obligatoire pour l'obtention d'une carte d'identité nationale électronique de 18 à 16 ans, ainsi que la possibilité de l'octroyer à des mineurs à la demande du représentant légal avec le renouvellement obligatoire à l'âge de 12 ans pour prendre les empreintes digitales

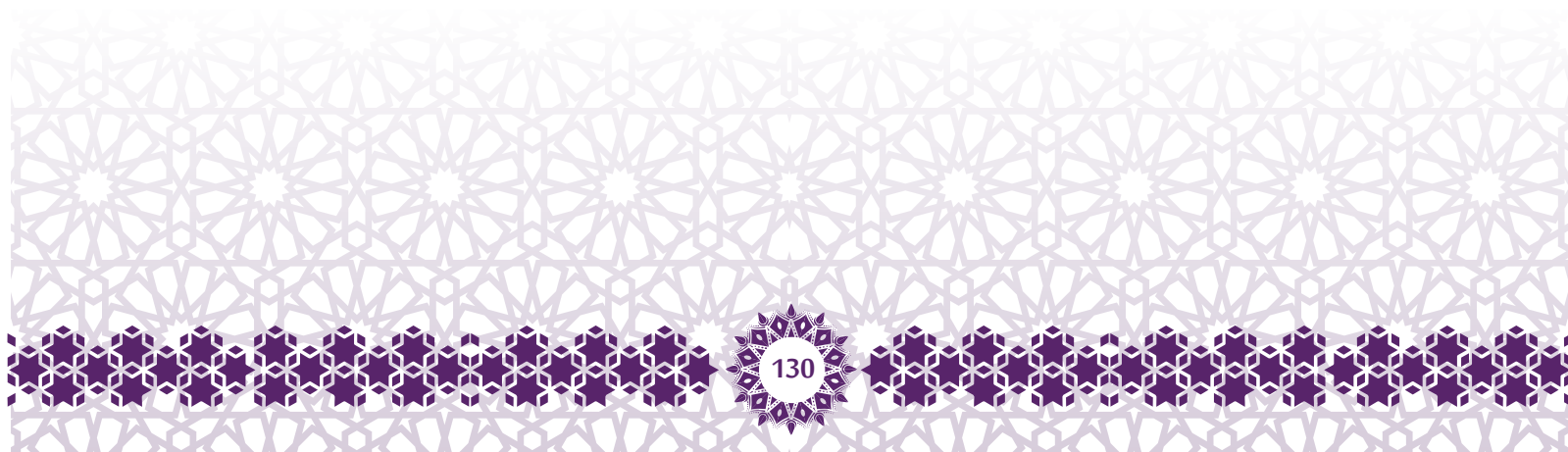
Le projet de loi prévoit également de remplacer le code-barres de la carte actuelle par la zone lisible par machine «MRZ» et de créer un code d'accès imprimé sur la



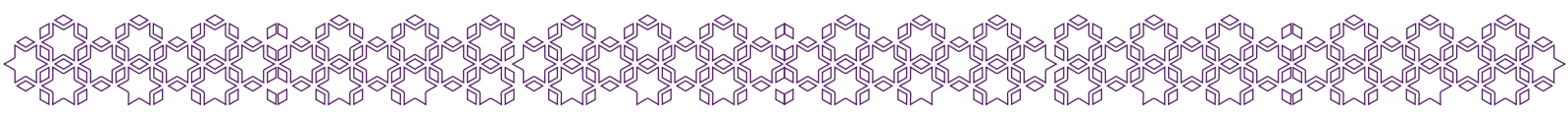
carte. Ces deux éléments permettent d'accéder à la copie enregistrée sur la puce, qui comprend des informations imprimées au recto et au verso de la carte.

Il comprend également des dispositions permettant l'enregistrement d'informations optionnelles supplémentaires sur la puce de la carte, à la demande du titulaire de la carte, liées à l'accomplissement de certaines démarches administratives (telles que l'adresse e-mail, le numéro de téléphone, le nom et le téléphone de la personne à contacter en cas d'urgence).

En ce qui concerne l'exploitation des fonctions de la carte d'identité nationale électronique par d'autres institutions, le projet de loi fournit le fondement juridique qui permet à la Direction générale de la sécurité nationale d'autoriser des agences publiques et privées à exploiter la carte à travers des mécanismes techniques spécifiques, ou à ajouter de nouvelles informations au niveau de la puce électronique de la carte, avec la Délégation de sa gestion à ces organes, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection des personnes privées face au traitement des données personnelles.







## 56- Proposition modifiant et complétant la règlement intérieur de la Chambre des Conseillers

### Chronologie de l'étude:

- Source de référence et historique: les membres de la chambre
- Nombre d'articles: 6 articles
- Commission permanente compétente: commission spéciale
- Etapes d'examen par la commission:
  - La chambre des conseillers a créé la commission du règlement intérieur sur la base des dispositions de l'article 368 du règlement de la chambre des conseillers, lors de la séance plénière du 9 juin 2020.
  - La commission était composée des dames et messieurs les conseillers, des membres du bureau, des présidents du groupe, du coordinateur du groupement parlementaire et des présidents des commissions permanentes;
  - La commission a tenu ses réunions sous la présidence de M. Abdelhakim Ben chemach, Président de la chambre des Conseillers, les 12 et 26 juin et 3 et 20 juillet 2020, après l'élection du conseiller, M. abdellAli Hamidine, en tant que rapporteur.
  - Les principaux axes de travail de la commission visaient à adapter les articles du règlement intérieur aux exigences de la promulgation de dispositions spéciales relatives au mode de fonctionnement du Conseil et à la surveillance de son fonctionnement dans des circonstances extraordinaires, à l'achèvement des dispositions relatives à la discussion et au vote des lois de finance rectificatives et au développement d'un mécanisme juridique pour l'information prévue à l'article 26 de la loi organique 130.13, et la volonté de remplir les obligations, principalement représenté dans la mise en œuvre de la loi organique 26.16 Concernant la détermination des étapes d'activation le caractère officiel de la langue Amazighe et les modalités de son intégration dans le domaine de l'éducation et dans les domaines prioritaires de la vie publique.
  - Les groupes et le groupement parlementaire ont apporté une série d'amendements, et les membres de la commission du règlement ont convenu, lors de la réunion du 20 juillet 2020, de reporter la décision sur tous les amendements non liés aux grandes lignes mentionnées ci-dessus, tout en leur donnant la priorité lors de la première réunion d'amendements à venir, à l'exception de ceux qui sont conformes à l'article 51 du règlement intérieur et qui posent de profonds problèmes en termes de pratique.
  - La proposition visant à modifier et à compléter le règlement intérieur de la Chambre des conseillers, a été approuvée à l'unanimité par la commission.

- 
- Date d'approbation par la Chambre des Conseillers: 23 juillet 2020
  - Résultat du vote: Unanimité

### **objectifs de la proposition:**

L'ouverture de la deuxième session de l'année législative 2019-2020 a été marquée par des travaux dans une circonstance exceptionnelle dans laquelle notre pays vit comme le reste du monde, en raison de la propagation de la nouvelle épidémie de Coronavirus, rapidement contagieuse.

Des mesures préventives prises par la suite par notre pays pour limiter sa propagation, puis la déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire national.

Afin que la chambre des conseillers, puisse prendre un ensemble de mesures de précaution et d'exception pour gérer la situation, selon une vision pratique qui permette à tous les membres de la chambre d'exercer leurs attributions constitutionnels découlant de leur représentation de la nation, Et s'inscrit dans la lignée des mesures et restrictions résultant de la déclaration officielle de l'état d'urgence sanitaire.

La gestion participative de cette phase exceptionnelle a mis en évidence l'impératif de combler les lacunes qui existent dans le règlement intérieur du Conseil, en termes d'accumulation significative réalisée, dans le but d'adopter d'éventuelles possibilités juridiques et organisationnelles, en prévision de situations similaires à l'avenir, en priant le Dieu tout-puissant de préserver notre pays bien-aimé et de nous apporter la bénédiction de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité sous la sage direction de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste et le soutienne..

Cet amendement vise également à compléter les dispositions relatives à la discussion et au vote des lois de finances rectificatives, et à établir un mécanisme d'information juridique prévu à l'article 26 de la loi organique n° 130.13 de la loi de finances lorsque cette étape a été marquée par le recours du gouvernement à la création d'un fonds spécial pour faire face aux répercussions de la pandémie de Coronavirus, et l'option de modifier le règlement intérieur ont également été dictées par la volonté de remplir les obligations de la chambre, principalement représenté dans la mise en œuvre de la loi organique n° 26.16 relative à la détermination des étapes de mise en œuvre du caractère officiel de la langue Amazigh et à la manière de l'intégrer dans le domaine de l'éducation et dans les domaines prioritaires de la vie publique.

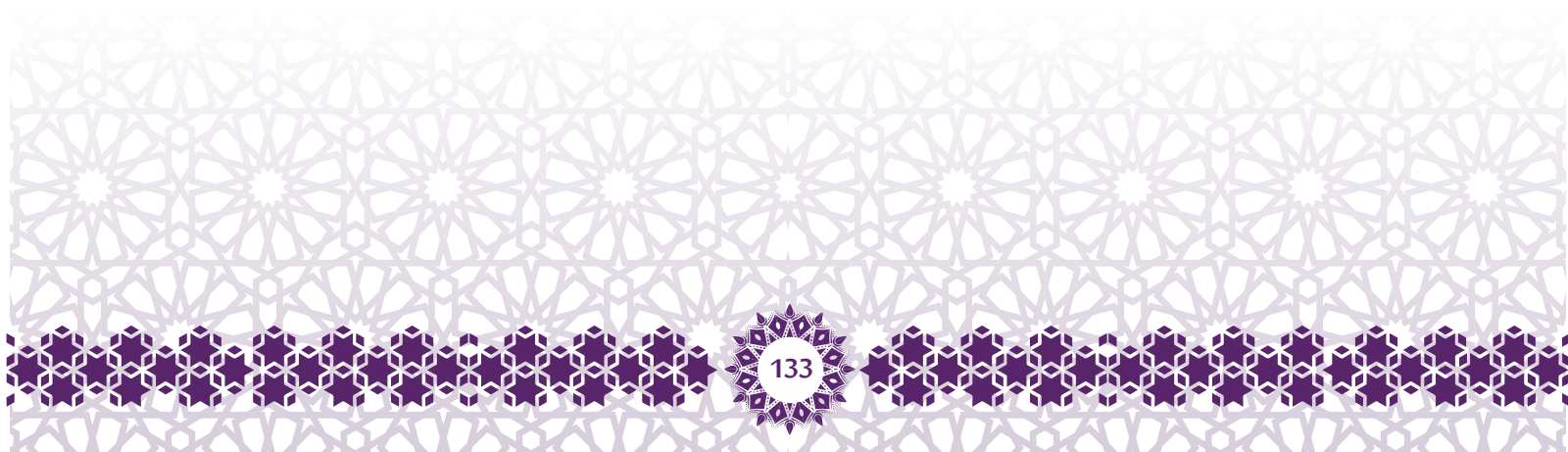
Sur la base de ces considérations fondamentales, les grandes lignes de la proposition sont les suivantes :

- L'adéquation des articles du règlement pour répondre aux exigences de l'adoption de dispositions spéciales relatives au fonctionnement de la chambre et de son fonctionnement dans des circonstances exceptionnelles particulières, en ajoutant le chapitre 11 à la deuxième partie du règlement intérieur;
- Dispositions détaillées pour la discussion et le vote des lois de finances rectificatives;
- Explication de la méthode pour informer la commission des finances de la chambre



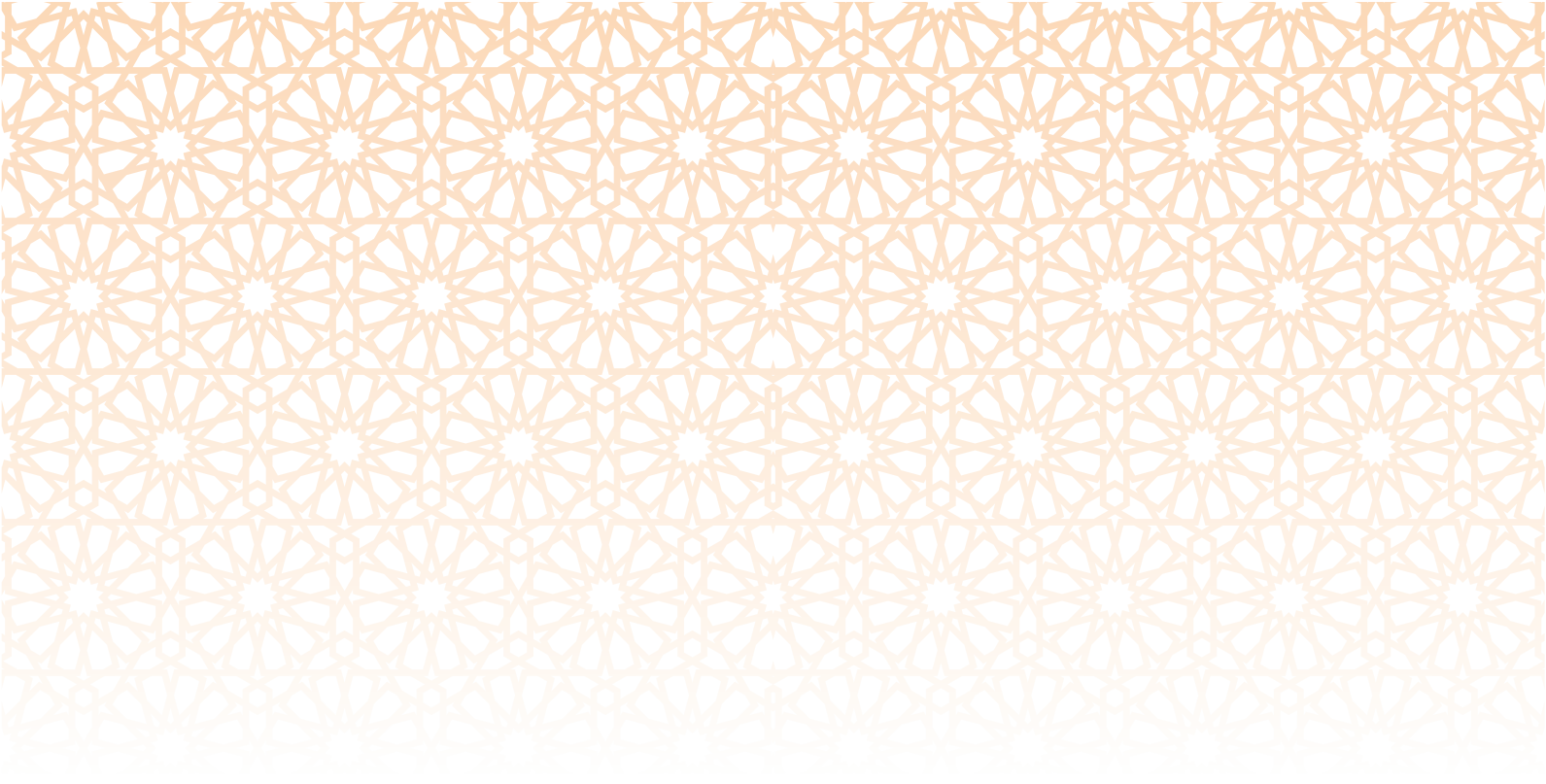
de la création, par décret, de tout compte spécial de trésorerie en cours d'exercice, conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi organique 130.13 relative à la loi de finances

- L'insertion de dispositions juridiques liées aux obligations de la chambre concernant les questions fondamentales, qui sont contenues dans des lois organiques qui sont exécutoires dans des délais déterminés, dont la première est la loi organique n° 16.26 sur la détermination des étapes de mise en œuvre du caractère officiel de la langue Amazighe et la manière de l'intégrer dans le domaine de l'éducation et dans les domaines prioritaires de la vie publique.

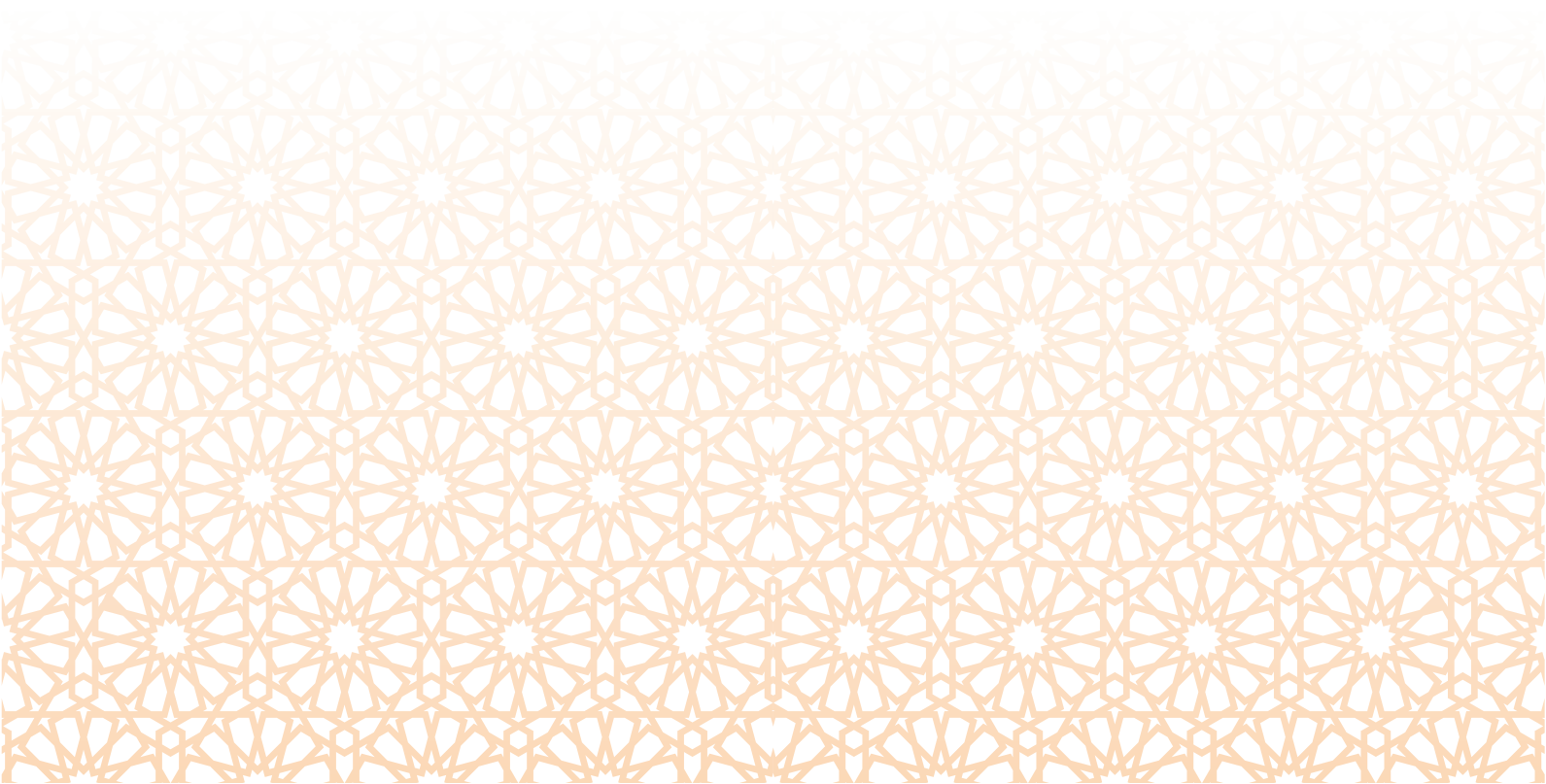








# **L'Amendement Parlementaire**



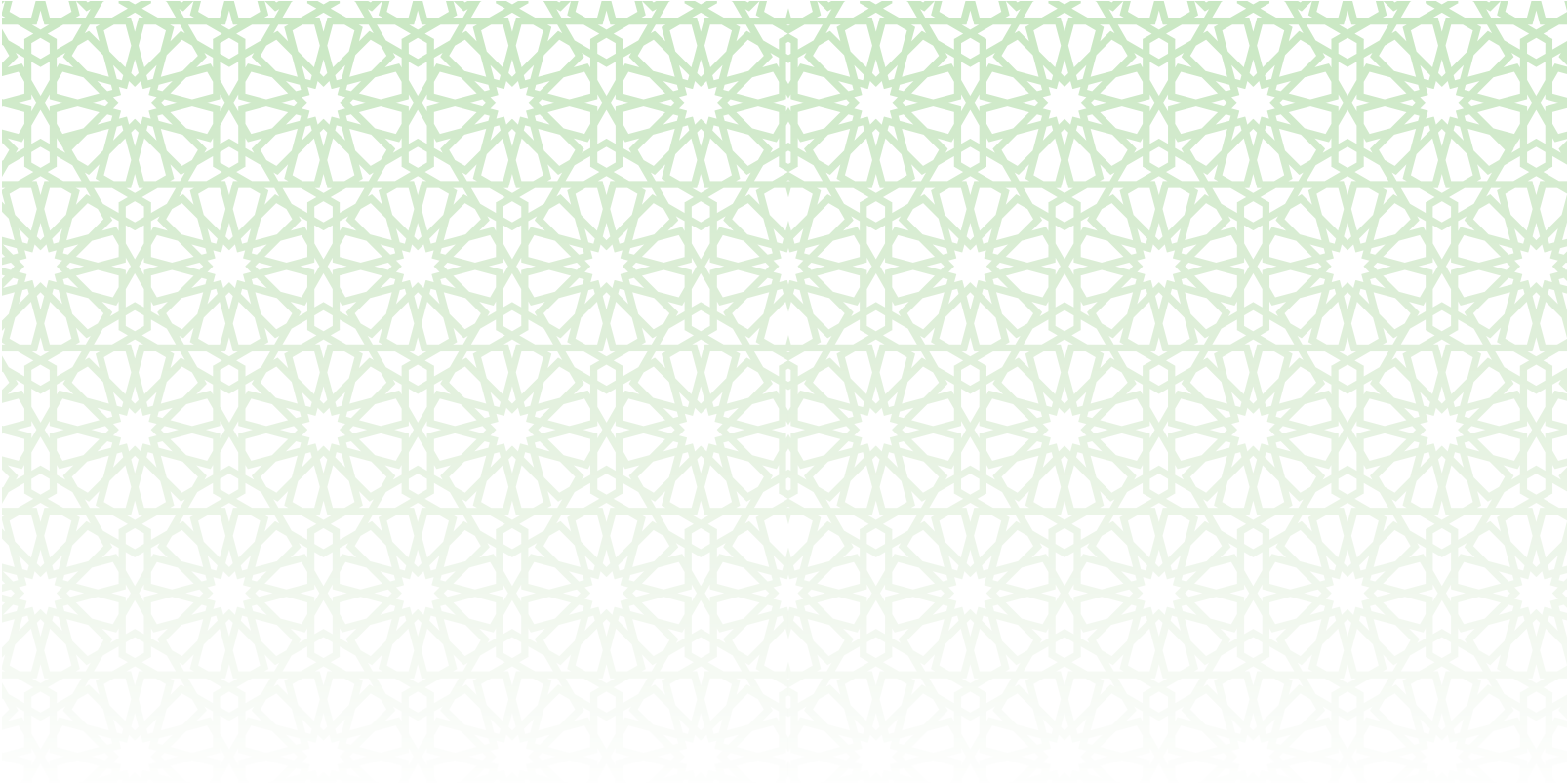


**Textes approuvés par la Chambre des Conseillers au cours de l'année législative 2019-2020 et propositions d'amendements y afférentes reçues:**

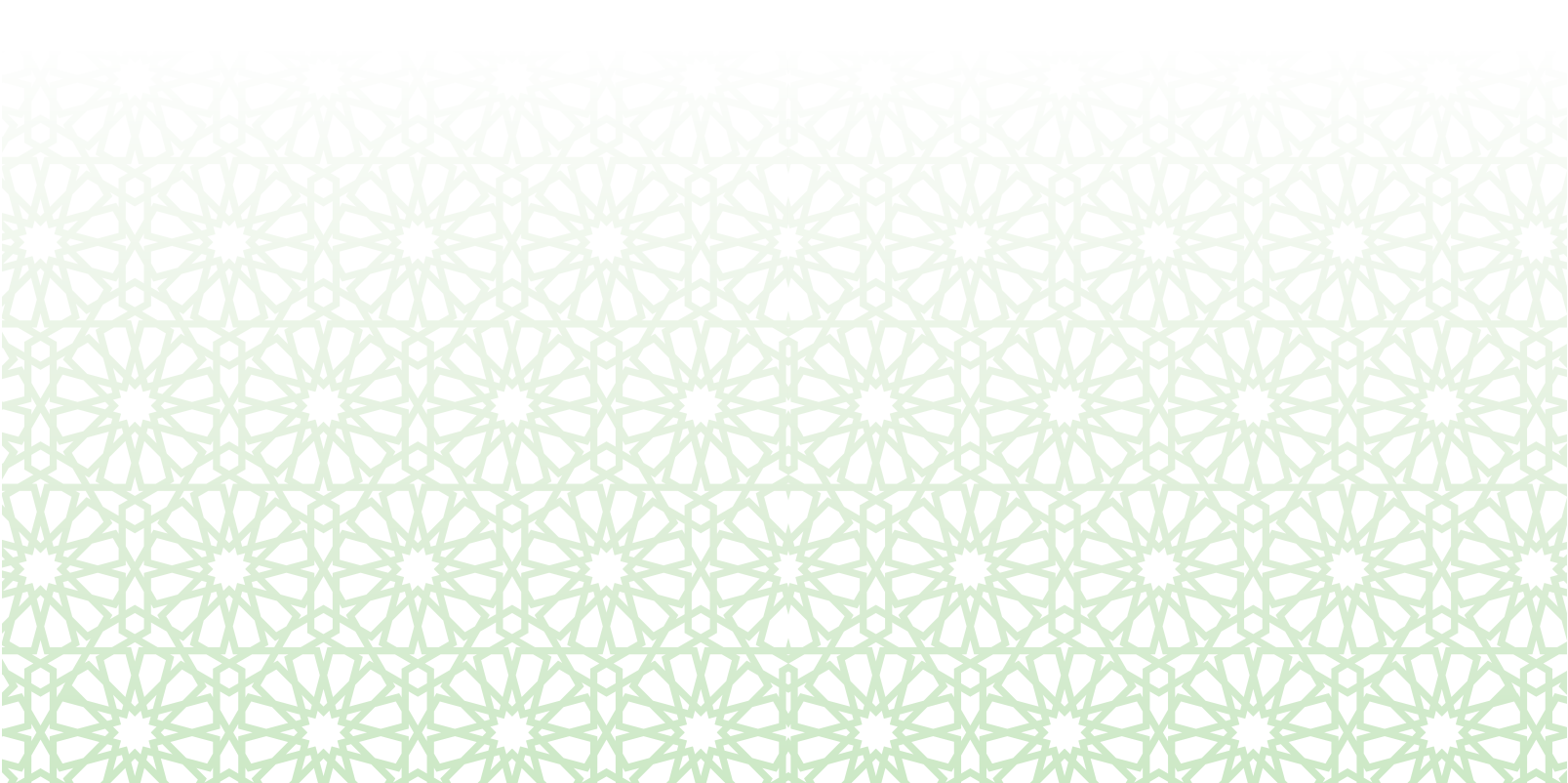
| propositions/ projets de lois                                                                                                                                                                                                                      | Nombre d'amendements proposés | Nombre d'amendements acceptés | Nombre d'amendements refusés | Nombre d'amendements retirés |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| 1. Projet de loi organique n° 04.16 portant création du conseil national des langues et de la culture marocaine (2ème lecture)                                                                                                                     | 01                            | 01                            | --                           | --                           |
| 2. Projet de loi de Finances n° 70.19 pour l'année budgétaire 2020                                                                                                                                                                                 | 208                           | 45+4<br>devant la plénière    | 58                           | 101                          |
| 3. Projet de loi n° 77.17 relatif à l'exercice de la médecine légale                                                                                                                                                                               | 14                            | --                            | 07                           | 07                           |
| 4. Proposition du règlement intérieur La Chambre des conseillers à la lumière de la décision de la Cour constitutionnelle n° 96/19 du 02 septembre 2019                                                                                            | 66                            | 66                            | --                           | --                           |
| <b>Total session d'octobre 2019:</b>                                                                                                                                                                                                               | <b>286</b>                    | <b>116</b>                    | <b>65</b>                    | <b>108</b>                   |
| 1. Projet de loi n° 25.20 édictant des mesures exceptionnelles au profit des employeurs affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et leurs salariés déclarés, touchés par les répercussions de la propagation du virus Corona «Covid-19». | 03                            | 03                            | --                           | --                           |
| 2. Projet de loi n° 50.17 relatif à l'exercice des activités de l'artisanat                                                                                                                                                                        | 28                            | --                            | 14                           | 14                           |
| 3. Projet de loi n° 49-17 relative à l'évaluation environnementale                                                                                                                                                                                 | 29                            | 15                            | --                           | 14                           |
| 4. Projet de Loi de Finances Rectificative N° 35.20 au titre de l'année budgétaire 2020                                                                                                                                                            | 76                            | 03                            | 20                           | 53                           |

| propositions/ projets de lois                                                                                                                                   | Nombre d'amendements proposés | Nombre d'amendements acceptés | Nombre d'amendements refusés | Nombre d'amendements retirés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| 5. Projet de loi n° 37-18 relatif à la Fondation des oeuvres sociales du personnel des collectivités territoriales, leurs groupements et leurs instances        | 27                            | 21                            | --                           | 06                           |
| 6. Projet de loi n° 38-18 portant réorganisation de la Fondation Hassan II pour les oeuvres sociales des agents d'autorité du Ministère de l'Intérieur          | 08                            | 02                            | --                           | 06                           |
| 7. projet de loi n° 60.18 relatif à la Fondation des œuvres sociales des fonctionnaires de la Direction générale de la protection civile.                       | 05                            | 04                            | --                           | 01                           |
| 8. Projet de loi n° 72.18 relatif au système de ciblage des bénéficiaires des programmes d'appui social et portant création de l'Agence Nationale des Registres | 77                            | 10                            | 22                           | 45                           |
| 9. Projet de loi n° 04-20 relative à la carte nationale d'identité électronique                                                                                 | 03                            | --                            | 03                           | --                           |
| 10. Proposition modifiant et complétant le règlement intérieur de la Chambre des conseillers                                                                    | 113                           | 58                            | --                           | 55                           |
| Total session d'avril 2020:                                                                                                                                     | 369                           | 116                           | 59                           | 194                          |
| Total année législative 2019-2020                                                                                                                               | 658                           | 232                           | 302                          | 124                          |





# **Relations entre la Chambre des Conseillers et les Institutions Constitutionnelles**





## Relations avec les institutions constitutionnelles

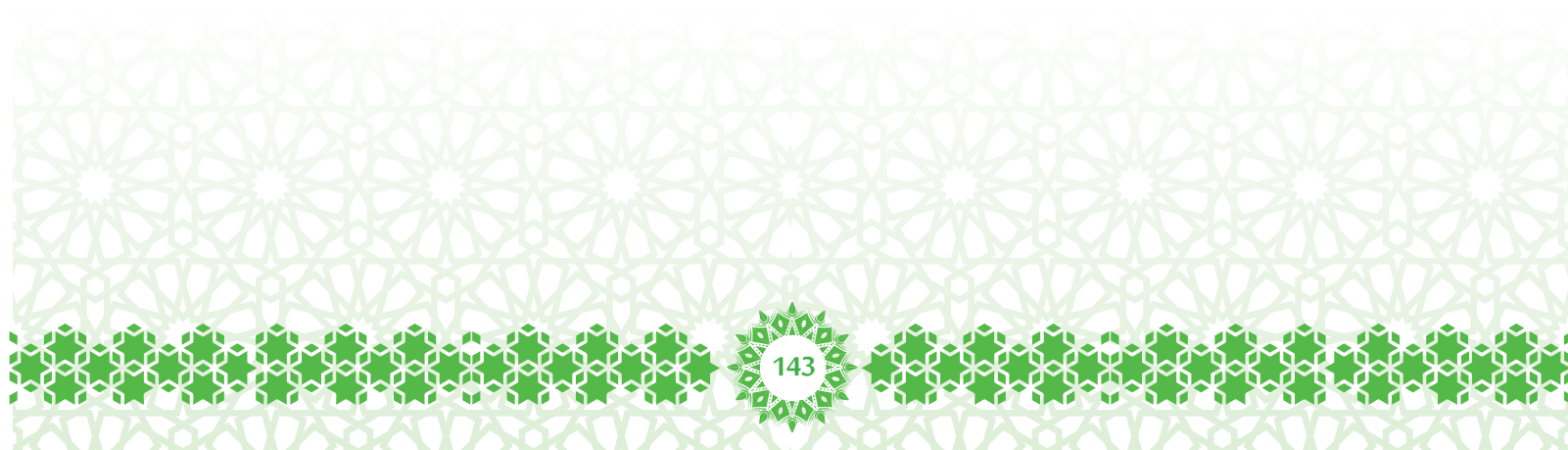
| Institution constitutionnelle | Domaines de coopération                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| en général                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le bureau de la chambre a délibéré sur les moyens de renforcer les relations de coopération avec les institutions constitutionnelles afin de fournir une assistance ou d'exprimer des opinions.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Chambre des représentants     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tenue de séances plénières communes consacrées à la présentation du projet de loi de finances pour 2020 et son projet rectificatif et à la présentation du rapport du premier président du Cour des Comptes pour 2018;</li> <li>- La réunion de la Commission du coordination parlementaire du mercredi 15 juillet 2020, au cours de laquelle il a été convenu :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation d'une commission technique conjointe des deux chambres concernant la proposition de loi sur la chaîne parlementaire;</li> <li>- Coordination dans le domaine de la diplomatie parlementaire;</li> <li>- la programmation de la réunion commune des commissions des finances des deux chambres du Parlement pour présenter l'exposé du ministre en charge des finances sur le cadre général de la préparation du projet de loi de finances pour 2021;</li> <li>- Délibération d'un projet de séance de discussion pour la présentation du premier président de la Cour des comptes sur les travaux des juridictions financières pour l'année 2018, sur la base de la répartition des axes de discussion entre les deux chambres.</li> </ul> </li> <li>- la clôture de la session d'avril 2020.</li> </ul> |

| Institution constitutionnelle          | Domaines de coopération                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| La Cour Constitutionnelle              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réception le 11 et le 18 décembre des décisions n° 102/20 et n° 107/20 sur le règlement intérieur de la Chambre;</li> <li>- Réception des décisions de la Cour constitutionnelle numérotées 19/98, 19/99 et 19/100, statuant respectivement sur la déclaration de :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- la déchéance de député Mr Othman Ailla en sa qualité de membre de la chambre des conseillers dans la circonscription représentant les conseillers communaux et provinciaux préfectoraux de la région de Guillemin –Oued Noun, et ordonne l’organisation des élections partielle dans la circonscription citée concernant le siège vacant;</li> <li>- la vacance du siège occupé par feu Fatima Ait Moussa à la chambre de la circonscription électorale des représentants des chambres d’agriculture des régions de Marrakech-Safi/ Draa Tafilalet / Souss-Massa, et ordonne l’organisation d’élections partielles dans ladite circonscription concernant le siège vacant;</li> <li>- la déchéance de député Mr Sobihi jilali en sa qualité de membre de la chambre des conseillers dans la circonscription représentant les conseillers communaux et provinciaux préfectoraux de la région d’Est, et ordonne l’organisation des élections partielle dans la circonscription citée concernant le siège vacant.</li> </ul> </li> <li>- Correspondance reçue du Président de la Cour constitutionnelle concernant le délai de renouvellement d’un tiers des membres de la Cour constitutionnelle le 3 avril 2020, et sa demande à la chambre de diriger la procédure d’élection du membre concerné au moins 15 jours avant la date susmentionnée</li> <li>- Etude par le Bureau des dossiers de candidatures présentés par les groupes et le groupement parlementaire du Conseil pour l’adhésion à la Cour constitutionnelle, l’énumération de la liste définitive des candidats et élection de Mr. Khalid Berjawi membre à la Cour lors de la séance plénière tenue le mardi 11 février 2020.</li> <li>- Informer les composantes de la chambre de leur droit de soumettre à la Cour constitutionnelle les observations écrites qu’elles considèrent comme des commentaires écrits sur les lois et règlements intérieurs qui sont présentés à cette cour pour décider de leur conformité avec la constitution.</li> </ul> |
| Conseil national des droits de l’homme | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nomination de quatre membres à ce conseil en consultation avec les présidents des groupes et de groupement de la Chambre;</li> <li>- La publication du rapport annuel du Conseil national des droits de l’homme pour l’année 2018;</li> <li>- La réception des notes émises par le Conseil sur les projets de loi renvoyés au Parlement.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |



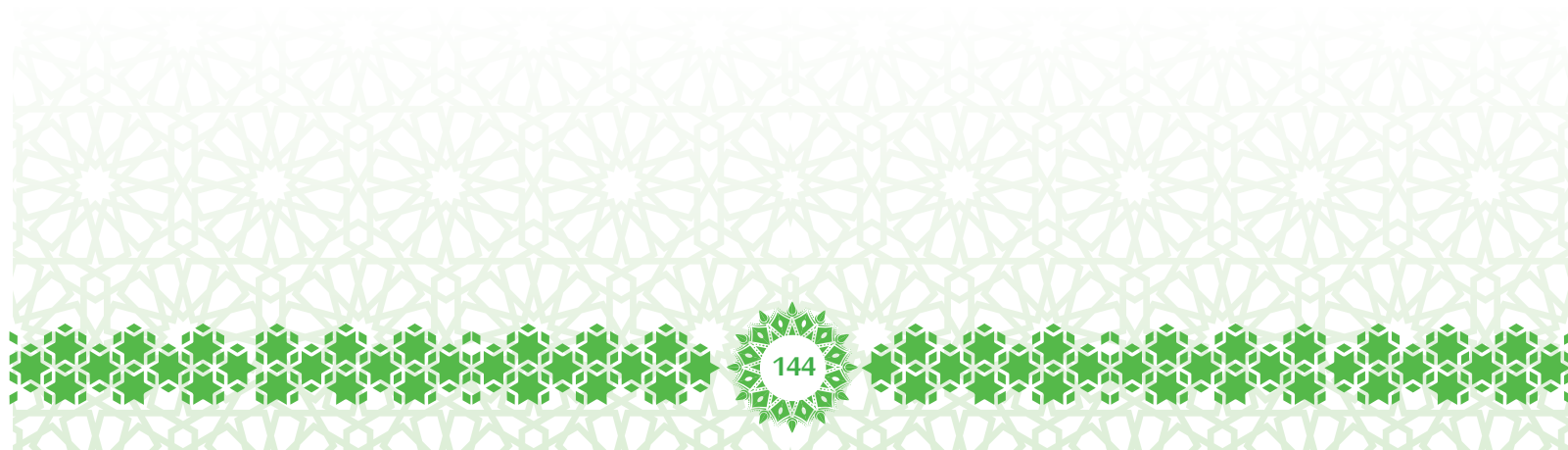


| Institution constitutionnelle                 | Domaines de coopération                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Conseil économique, social et environnemental | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer d'informer la chambre des conseillers de la tenue des sessions du Conseil économique, social et environnemental et de leurs ordres du jour;</li> <li>- Réception de l'étude du Conseil économique, social et environnemental sur « La politique du sport au Maroc », à la demande de la chambre des conseillers;</li> <li>- Réception L'avis du Conseil économique, social et environnemental sur «une proposition de loi portant création du Conseil national pour le dialogue social» a été rendu à la demande de la chambre des conseillers</li> <li>- Recevoir la contribution du Conseil économique et social et environnemental au nouveau modèle du développement , et des avis consultatifs réalisés sur la base de l'auto-saisine; Il a traité de thèmes généraux, tels que: la promotion de la lecture, la transition énergétique, les politiques publiques de sécurité alimentaire, la protection des droits des consommateurs et la promotion de la compétitivité durable des entreprises aux niveaux national et international, le projet de loi n ° 72.18 relatif au système de ciblage des bénéficiaires des programmes de soutien social ....</li> <li>- Consultation avec les présidents de groupe et de groupement sur la nomination des membres du Conseil économique, social et environnemental dans sa nouvelle composition;</li> <li>- demande l'avis du conseil sur Projet de loi n° 45.18 relatif aux travailleurs sociaux.</li> </ul> |
| Conseil de la concurrence                     | - Réception du rapport annuel du Conseil pour l'année 2019.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Institution du Médiateur                      | - Le médiateur du Royaume s'est déclaré prêt à présenter une synthèse du contenu du rapport annuel de l'institution pour l'année 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |





| Institution constitutionnelle                                                            | Domaines de coopération                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cour des Comptes                                                                         | <ul style="list-style-type: none"><li>- Communication à la Cour des Comptes toutes les modifications apportées à la liste des membres de la Chambre des conseillers conformément aux dispositions de la loi organique n° 51.04 prévoyant l'achèvement de la loi organique n° 32.97 relative à la Chambre des conseillers.</li><li>- Présentation du Premier Président son exposé sur les travaux des tribunaux financiers l'année 2018 à la séance parlementaire conjointe du 28 janvier 2020, conformément aux dispositions de l'article 148 de la Constitution;</li><li>- Préparation à la discussion du rapport du premier président de la cour des comptes pour l'année 2018, en coordination avec la Chambre des représentants concernant la fixation de la date de la discussion et la distribution de ses axes.</li><li>- Adresser une demande d'assistance à la Cour des comptes pour qu'elle inclue deux tâches d'évaluation dans son programme annuel, Conformément à l'article 148 (premier alinéa) de la Constitution. Sur les politiques publiques dans le domaine de l'emploi des jeunes et de l'éducation dans le monde rural.</li></ul> |
| L'instance Nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption | <ul style="list-style-type: none"><li>- Réception du rapport annuel de l'instance pour l'année 2019</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Société civile                                                                           | <ul style="list-style-type: none"><li>- Réception des communications des organisations de la société civile concernant des textes juridiques sous examen à la Chambre;</li><li>- Organisation de réunions conjointes ou accueil de séminaires sur des sujets stratégiques présentant un intérêt pour la société, avant la déclaration de l'état d'urgences sanitaires.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |





**Projets et propositions de loi  
en cours d'examen à  
la Chambre des Conseillers**







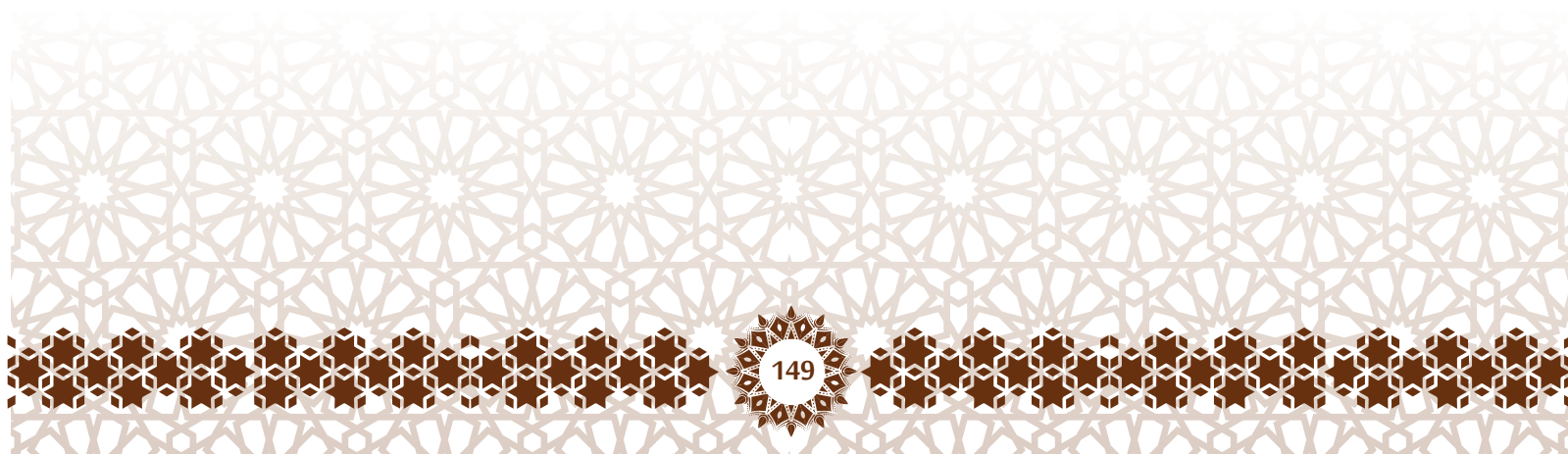
## Commission de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme:

| Projets de loi: (01)      |                                                                                                                                            |                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| No.                       | Projets de loi                                                                                                                             | Date de dépôt au Bureau                                            | Date de renvoi à la commission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1                         | Projet de loi n° 54.19 relatif à la charte des services publics.                                                                           | différé de la Chambre des Représentants le 14 février 2020         | - Transmis à la commission le 17 février 2020<br>- La commission a commencé à discuter le projet de loi lors de sa réunion du 16 juillet 2020.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Propositions de loi: (21) |                                                                                                                                            |                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| No.                       | Proposition de loi                                                                                                                         | Date de dépôt au Bureau                                            | Date de renvoi à la commission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1                         | Proposition de loi modifiant la loi du 15 novembre 1958 sur le droit d'association.                                                        | 24 novembre 2015<br>Présentée par les membres du groupe socialiste | - Transmise à la commission compétente le 13 janvier 2016.<br>- Le 20 janvier 2016, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.<br>- La réunion a eu lieu le mardi 8 janvier 2019, au cours de laquelle le ministre chargé des Relations avec le Parlement a salué l'initiative législative et demandé que l'examen de la proposition de loi soit reporté jusqu'à ce que le gouvernement ait finalisé un projet de loi intégré sur le travail associatif au Maroc. |
| 2                         | Proposition de loi visant à modifier l'article 02 de la loi n° 39.08 telle que complétée par la loi n° 22.13 sur le code des droits réels. | 24 novembre 2015<br>Présentée par les membres du groupe socialiste | - Transmise à la commission compétente le 13 janvier 2016.<br>- Le 20 janvier 2016, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|   |                                                                                 |                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 | Proposition de loi relative à la création de tribunaux du sport.                | 24 novembre 2015<br>Présentée par les membres de groupe Haraki | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmise à la commission compétente le 13 janvier 2016.</li> <li>- Le 20 janvier 2016, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.</li> <li>- La proposition de loi a été présentée par le président de groupe HARAKI, le conseiller Embark El Sebaei</li> <li>- Lors de la réunion de la commission, le ministre de la Justice a exprimé la réticence du ministère à interagir avec la proposition de loi, car accepter cette proposition violerait les principes d'organisation judiciaire du Royaume, rappelant la compétence de la Chambre d'arbitrage sportif au sein de la Cour de cassation qui traite des litiges sportifs. En contrepartie, il a exigé que l'affaire soit renvoyée au ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, qui est compétent pour assurer le suivi de ces affaires.</li> <li>- la programmation de la réunion de la commission du mercredi 05 février 2020.</li> </ul> |
| 4 | Proposition de loi d'amnistie générale pour les cultivateurs de cannabis «kif». | 11 décembre 2015<br>groupe du PAM                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmise à la commission le 26 janvier 2016.</li> <li>- Le 28 janvier 2016, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.</li> <li>- La réunion de la commission était prévue le mercredi 08 janvier 2020, au cours de laquelle le représentant de groupe Authenticité et modernité a suggéré de reporter la présentation de la proposition de loi jusqu'à ce que la commission des secteurs productifs se prononce sur un projet de loi sur la légalisation et la réglementation de la culture de cannabis au Maroc. En conséquence, la déclaration du gouvernement sur sa proposition de loi a été reportée.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                           |



|   |                                                                                                                                                                                       |                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5 | Proposition de loi visant à modifier l'article 10 du Dahir du 24 février 1958 portant statut général de la fonction publique.                                                         | 21 décembre 2015<br>Membres du groupe PJD                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renvoyée à la commission le 1er février 2016.</li> <li>- Le 15 février 2016, la commission a adressé un courrier au gouvernement pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.</li> <li>- Prévue le vendredi 3 novembre 2017 à 15 heures, la réunion a été reportée à la demande de l' groupe de PAM, de groupe de l'Union marocaine du travail et de groupement de la Confédération démocratique du travail.</li> <li>- La réunion a eu lieu le mardi 6 février 2018. la proposition a été présentée par ses auteurs et discutée de manière globale par la commission. La majorité des intervenants ont souligné l'importance d'un traitement global du sujet dans le cadre du dialogue social.</li> <li>- la Programmation de la réunion de la commission du mercredi 05 février 2020.</li> </ul> |
| 6 | Proposition de loi relative à la création de la responsabilité civile pour les dommages causés à l'environnement, par l'ajout du chapitre 78 bis au code des contrats et obligations. | 5 février 2016<br>Soumis par Abdellatif Oumou au nom du groupement de travail progressiste | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmise à la commission le 10 mars 2016.</li> <li>- Le 14 mars 2016, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |



|   |                                                                                            |                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 7 | Proposition de loi visant à modifier les dispositions des articles 76 et 77 du Code pénal. | 19 juillet 2016<br>Soumis par<br>M. Abdellatif Oumou                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmise à la commission le 31 août 2016.</li> <li>- Le 28 juillet 2016, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.</li> <li>- La proposition de loi a été présentée lors de la réunion de la commission le mercredi 26 décembre 2018. Le ministre de la Justice a salué cette initiative législative et demandé que le ministère bénéficie d'un délai pour élargir le cercle de discussion avec les secteurs concernés, notamment les ministères de la Santé et de l'Intérieur et la Délégation générale des prisons et de la réinsertion sociale, afin de trouver une solution aux problèmes liés aux détenus psychopathes.</li> <li>- la Programmation de la réunion de la commission du mercredi 08 janvier 2020 au cours de laquelle elle s'est tenue: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation de la proposition par le conseiller Abdellatif Oumou</li> <li>- Le ministre de la Justice a exprimé sa volonté d'interagir positivement avec la proposition de loi proposée et a appelé à la création d'un comité technique pour discuter et convenir d'une formule unifiée pour modifier les articles 76 et 77 du code pénal;</li> <li>- Le comité technique comprenait un représentant de chaque groupe et groupement de conseils, ainsi que des fonctionnaires du ministère de la justice.</li> <li>- La réunion de la commission était prévue pour le mercredi 5 février 2020, et il a été décidé de reporter la décision à une date ultérieure.</li> </ul> </li> </ul> |
| 8 | Proposition de loi visant à abroger l'article 288 du Code pénal.                           | 27 juillet 2016<br>Présentée par les membres de groupe de l'Union marocaine du travail | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmise à la commission compétente le 31 août 2016.</li> <li>- Le 28 juillet 2016, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

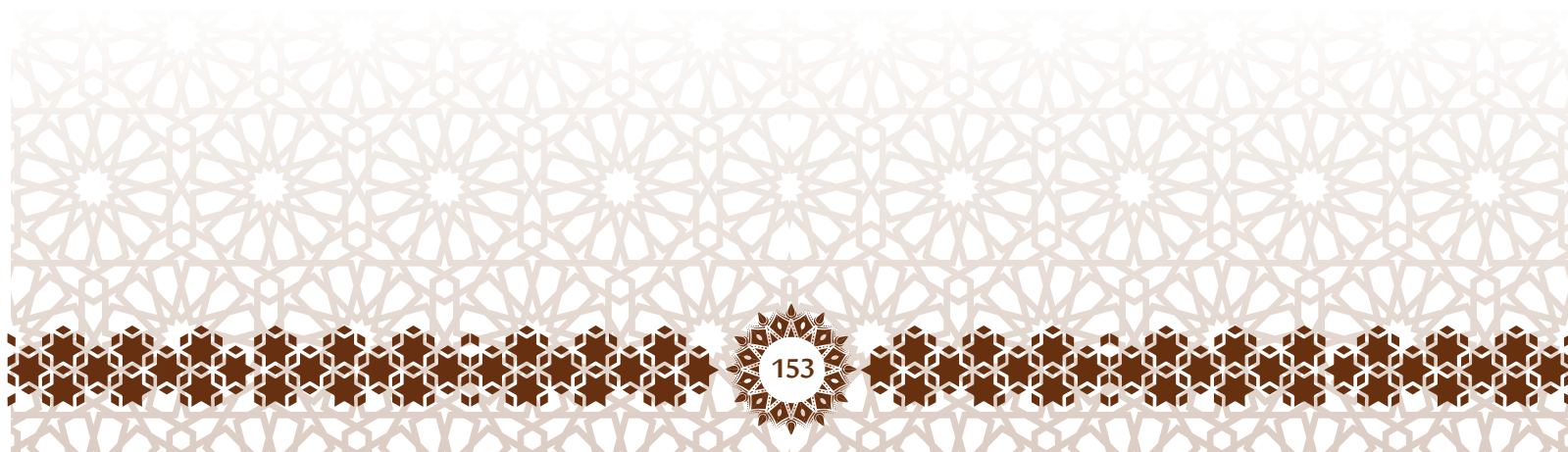


|    |                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 9  | Proposition de loi visant à abroger l'article 288 du Code pénal.                                                                                                                                       | 18 juillet 2017<br>Présentée par les membres de la Confédération démocratique du travail.        | - Transmise à la commission le 28 août 2017.<br>- Le 19 septembre 2017, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.                                                                                                                                                                                             |
| 10 | Proposition de loi relative à la Cour des Comptes modifiant et complétant la loi n° 62.99 sur le code des tribunaux financiers promulguée par le Dahir n° 1.02.124 du 1er Rabi II 1423 (13 juin 2002). | 1er août 2017<br>Les membres du groupe socialiste                                                | - Transmise à la commission le 11 septembre 2017.<br>- Le 19 septembre 2017, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.                                                                                                                                                                                        |
| 11 | Proposition de loi modifiant les chapitres 3, 21, 22, 24 et 41 du Dahir n° 1.58.376 publié le 3 Jumada I 1378 correspondant au 15 novembre 1958 réglementant le droit d'association.                   | 20 octobre 2017<br>Présenté par les membres de groupe du Rassemblement national des indépendants | - Transmise à la commission le 30 novembre 2017.<br>- La réunion a eu lieu le mardi 8 janvier 2019, au cours de laquelle le ministre chargé des Relations avec le Parlement a salué l'initiative législative et demandé que l'examen de la proposition de loi soit reporté jusqu'à ce que le gouvernement ait finalisé un projet de loi intégré et exhaustif sur le travail associatif au Maroc. |
| 12 | Proposition de loi visant à modifier et à compléter l'article 2 de la loi n° 08.39 sur le code des droits réels.                                                                                       | 1er août 2017<br>Groupement de la Confédération démocratique du travail                          | - Transmise à la commission compétente le 11 septembre 2017.<br>- Le 19 septembre 2017, la commission a adressé un courrier au ministre de la Justice pour fixer une date pour l'examen de cette proposition de loi.                                                                                                                                                                             |
| 13 | Proposition de loi sur la déclaration du patrimoine.                                                                                                                                                   | 02 février 2018<br>Les membres de groupe de PAM                                                  | - Soumise à la Commission le 12 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|    |                                                                                                                                                                                                |                                                                                       |                                                            |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| 14 | Proposition de loi visant à modifier et à compléter l'article 26 de la loi n° 02.03 sur l'entrée et le séjour des étrangers au Royaume du Maroc, à l'émigration et l'immigration irrégulières. | 28 septembre 2018<br>Membres de groupe du Rassemblement national des indépendants     | - Transmise à la Commission le 08 novembre 2018.           |
| 15 | Proposition de loi visant à modifier et à compléter les dispositions du Code pénal en ce qui concerne l'imposition de peines du travail de sexe.                                               | 28 septembre 2018<br>Membres de l'équipe du Rassemblement national des indépendants   | - Transmise à la Commission le 08 novembre 2018.           |
| 16 | Proposition de loi modifiant et complétant les articles 491 et 492 du Dahir n° 1.59.413 du 28 Jumada II 1382 (26 novembre 1962) concernant la ratification du Code pénal.                      | 28 septembre 2018<br>les membres de groupe du Rassemblement national des indépendants | - Renvoyée à la Commission le 08 novembre 2018.            |
| 17 | Proposition de loi complétant l'article 317 du Code des droits réels 39.08.                                                                                                                    | 17 octobre 2018<br>les membres de groupe du Rassemblement national des indépendants   | - Transmise à la commission compétente le 30 novembre 2018 |



|    |                                                                                         |                                                  |                                                         |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| 18 | Proposition de loi relatif à la déclaration obligatoire du patrimoine.                  | 14 mai 2019<br>les membres du groupe PJD         | - Transmise à la commission compétente le 24 Juin 2019. |
| 19 | Proposition de loi modifiant et complétant l'article 431 du procédure civile.           | 07 aout 2020<br>les membres du groupe socialiste | - Transmise à la commission le 31aout 2020              |
| 20 | Proposition de loi modifiant et complétant les articles 81 et 82 du code de la famille. | 07 aout 2020<br>les membres du groupe socialiste | - Transmise à la commission le 31aout 2020              |
| 21 | Proposition de loi modifiant et complétant l'article 15 du code de la famille.          | 07 aout 2020<br>les membres du groupe socialiste | - Transmise à la commission le 31aout 2020              |



## Commission des Secteurs Productifs.

| Projets de loi: (03) |                                                                                                                                                                                                          |                                                                                       |                                               |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| No.                  | Objet du projet de loi                                                                                                                                                                                   | Date de dépôt au Bureau de la Chambre                                                 | Observations                                  |
| 1                    | Projet de loi n° 42-18 relative au contrôle des exportations des biens à double usage et des services qui leur sont liés.                                                                                | différé de la Chambre des représentants le 15 juillet 2020                            | - Transmis à la commission le 15 juillet 2020 |
| 2                    | Projet de loi n° 08.19 modifiant et complétant la loi n° 38.12 portant statut des chambres de commerce, d'industrie et des services.                                                                     | différé de la Chambre des représentants le 24 juillet 2020                            | - Transmis à la commission le 24 juillet 2020 |
| 3                    | projet de loi n° 93.17, portant création et organisation de la fondation de promotion des œuvres sociales au profit des fonctionnaires et agents du département ministériel chargé de la pêche maritime. | déposé par le chef du gouvernement, en priorité, au bureau du Conseil, le 3 août 2020 | - Transmis à la commission le 3 août 2020     |



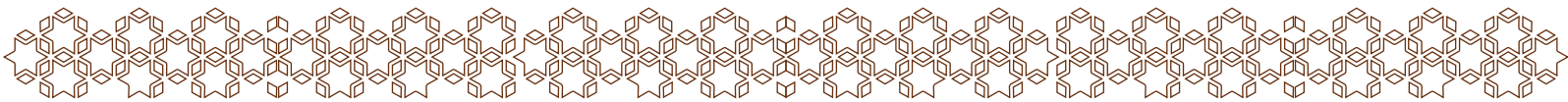


| Propositions de loi: (17) |                                                                                                                                                                                |                                                                                     |                                                                                                                                                                                          |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| No.                       | Proposition de loi                                                                                                                                                             | Date de dépôt au Bureau                                                             | Date de renvoi à la commission<br>(Article 177 du règlement intérieur<br>de la Chambre)                                                                                                  |
| 1                         | Proposition de loi sur la création du Conseil national des zones rurales et montagneuses.                                                                                      | 19 novembre 2015<br>Présentée par les membres du groupement de travail progressiste | - Transmise à la commission<br>- compétente le 5 janvier 2015.                                                                                                                           |
| 2                         | Proposition de loi portant modification de l'article 19 de la loi 07.14 modifiant et complétant le dahir du 09 Ramadan 1931 (12 août 1913) relatif à la conservation foncière. | 24 novembre 2015<br>Présentée par les membres de groupe HARAKI                      | - Transmise à la commission compétente le 13 janvier 2016.<br>- La commission a adressé un courrier au sujet de la proposition au ministère concerné le 3 février 2016.                  |
| 3                         | Proposition de loi sur la réglementation de la culture du cannabis «kif» au Maroc.                                                                                             | 11 décembre 2015<br>présentée par les membres du groupe du PAM                      | - Transmise à la commission compétente le 26 janvier 2016.<br>- La commission a adressé un courrier au ministère compétent le 3 février 2016 et une lettre de rappel le 31 janvier 2018. |
| 4                         | Proposition de loi visant la création de chambres du tourisme.                                                                                                                 | 31 décembre 2015<br>présentée par les membres du groupe socialiste                  | - Transmise à la commission compétente le 15 février 2016<br>- Le ministère concerné a reçu un courrier à ce sujet le 29 février 2016.                                                   |
| 5                         | Proposition de loi visant la création du conseil national du tourisme.                                                                                                         | 31 décembre 2015<br>présentée par les membres du groupe socialiste                  | - Transmise à la commission compétente le 15 février 2016<br>- Le ministère concerné a reçu un courrier de la part de la commission le 29 février 2016.                                  |
| 6                         | Proposition de loi visant à modifier et à compléter la loi n° 31.96 sur le statut des agences de voyages.                                                                      | 31 décembre 2015<br>présentée par les membres du groupe socialiste                  | - Transmise à la commission compétente le 15 février 2016<br>- Le ministère concerné a reçu un courrier de la part de la commission le 29 février 2016.                                  |



|    |                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 7  | Proposition de loi visant à modifier et à compléter la loi n° 1.74.16 du 12 Rabi II 1396 (12 avril 1976) concernant l'Office national marocain du tourisme.                                 | 31 décembre 2015<br>présentée par les membres<br>du groupe socialiste                                                                                                              | - Transmise à la commission compétente le 15 février 2016<br>- Le ministère de tutelle concerné a reçu un courrier à ce sujet le 29 février 2016.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 8  | Proposition de loi portant création de l'Agence géologique nationale.                                                                                                                       | 22 janvier 2016<br>présentée par les membres<br>du groupe socialiste                                                                                                               | - Transmise à la commission compétente le 02 mars 2016.<br>- Le ministère de tutelle a été contacté le 3 mars 2016.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 9  | Proposition de loi visant à modifier et à compléter la loi n° 18.09 portant statut des chambres de l'artisanat, mise en application par Dahir n° 1.11.89 du 16 Ramadan 1432 (17 août 2011); | 15 avril 2016<br>présentée par les membres<br>du groupe de PAM.                                                                                                                    | - Transmise à la commission compétente le 31 mai 2016.<br>- La commission a adressé un courrier au ministère compétent le 2 juin 2016 et une lettre de rappel le 30 janvier 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 10 | Proposition de loi visant à créer un fonds destiné à financer les artisans.                                                                                                                 | 15 février 2018<br>présentée par les<br>conseillers Abdeslam<br>Elbar, Omar Haddad,<br>Ahmed Baba et Ahmed<br>Lakhrif de groupe de<br>l'indépendance pour<br>l'unité et l'égalité. | - Transmise à la commission compétente le 26 mars 2018.<br>- La commission a adressé un courrier au ministère de tutelle le 27 mars, 12 juin et le 26 décembre 2018.<br>- Le 30 janvier 2019, la présidence de la Chambre a reçu un courrier du ministre des Relations avec le Parlement indiquant que le ministère chargé du tourisme, des transports aériens, de l'artisanat et de l'économie sociale proposait de reporter l'examen de la proposition jusqu'à l'achèvement de l'élaboration de sa nouvelle stratégie, dont l'un des principaux thèmes concerne le financement des artisans et des entreprises du secteur artisanal. |

|    |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 11 | Proposition de loi visant à modifier, compléter et mettre à jour le Dahir n° 1.69.174 du 10 Jumada I 1389 (25 juillet 1969) concernant la conservation foncière collective des biens ruraux.                        | 17 octobre 2018<br>Messieurs les membres de groupe du Rassemblement national des indépendants              | - Transmise à la commission le 30 novembre 2018.<br>- La commission a adressé un courrier à ce sujet au ministère de tutelle le 3 décembre 2018.                                                                                                    |
| 12 | Proposition de loi sur la modification et l'achèvement de l'article 78.2 de la loi n° 15.95 relative au Code du commerce tel que complété et amendé.                                                                | 03 décembre 2018<br>Présenté par M. Abdelilah Hifdi de la confédération générale des entreprises du Maroc. | - Transmise à la commission le 9 janvier 2018.<br>- Le ministère compétent a été contacté par courrier le 16 janvier 2019 afin de fixer une date appropriée pour sa programmation.<br>- La Chambre a sollicité l'avis du conseil de la concurrence. |
| 13 | proposition de loi vise à modifier et compléter l'article 202 de la loi n° 31.08 promulguée par le Dahir n° 1.11.03 du 14 Rabi' al-Awwal 1432 (18 février 2011) fixant les mesures de protection des consommateurs. | reçue de la Chambre des représentants le 23 janvier 2020                                                   | - Transmise à la commission compétente le 24 janvier 2020                                                                                                                                                                                           |
| 14 | Proposition de loi mo-difiant la loi n° 133.13 pour modifier la loi n° 05.12 relative à l'orga-nisation de la profes-sion de guide touris-tique                                                                     | 04 mars 2020<br>présenté par les membres du Rassemblement national des indépendants                        | Transmise à la commission le 24 mars 2020                                                                                                                                                                                                           |



|    |                                                                                                                                                     |                                                                              |                                              |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| 15 | Proposition de loi liée à la confiscation des actifs de la société Lassamir, qui est en cours de liquidation judiciaire, au nom de l'Etat Marocain. | 08 juillet 2020<br>Abdel Hamid Al Fatihi et les membres de groupe socialiste | Transmise à la commission le 21 juillet 2020 |
| 16 | Proposition de loi relative à la réglementation des prix des carburants au Maroc                                                                    | 08 juillet 2020<br>Abdel Hamid Al Fatihi et les membres de groupe socialiste | Transmise à la commission le 21 juillet 2020 |
| 17 | Proposition de loi visant à modifier et compléter l'article 24 du Dahir publié le 9 Ramadan 1331 (12 août 1913) relatif à la conservation foncière. | Le 07 août 2020<br>membres de groupe socialiste                              | - Transmise à la commission le 31 août 2020  |

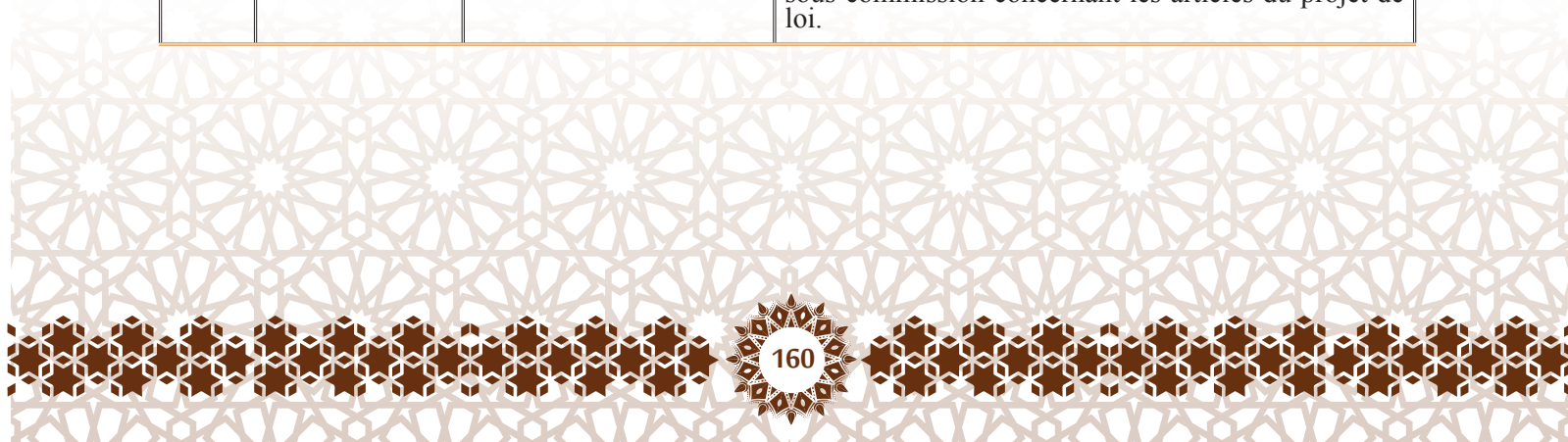


## Commission de l'Enseignement et des Affaires Culturelles et Sociales:

| Projets de loi: ( 06 ) |                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| No.                    | Objet du projet de loi                                                                                                                   | Date de dépôt au Bureau de la Chambre                                                                                                                                                                                                 | Phases d'examen                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1                      | Projet de loi n° 143.12 modifiant l'article 44 de la loi n° 65.00 portant code de la couverture médicale de base. (En deuxième lecture). | <p>Première lecture :</p> <p>- Transmis à la Chambre par le gouvernement le 28/01/2013.</p> <p>Deuxième lecture :</p> <p>- Renvoyé à la Chambre par la Chambre des représentants dans le cadre d'une deuxième lecture: 08/08/2013</p> | <p>- Soumis à la commission compétente le 29 janvier 2013 et approuvé par la Chambre dans le cadre d'une première lecture le 12/02/2013, à l'unanimité et sans amendement. Renvoyé ensuite à la Chambre des représentants le 14/02/2013.</p> <p>- Après que la commission eut été saisie en deuxième lecture le 12 août 2013, deux réunions se sont tenues:</p> <p>- 1. 2013/11/21: Après discussion de l'amendement proposé par la Chambre des représentants, il a été proposé de créer un comité mixte composé de membres des deux commissions concernées dans les deux chambres afin de parvenir à un consensus sur la proposition d'amendement du projet.</p> <p>- 2. 29/01/2014: La commission a poursuivi l'examen des modifications apportées au projet par la Chambre des représentants, et il a été convenu de différer la décision après l'examen de la proposition visant à constituer un comité mixte composé de membres issus des deux commissions.</p> |



|   |                                                                                                                     |                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2 | <p>- Projet de loi n° 25.14 sur l'exercice des métiers de préparation et de distribution des produits de santé.</p> | <p>- Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 12 février 2016</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmis à la commission le 16 février 2016.</li> <li>- Le ministre de la Santé a présenté le projet à la commission le 2 mars 2016;</li> <li>- La commission a poursuivi l'étude du projet de loi les 28 mars et 4 mai 2016;</li> <li>- Le mercredi 18 mai 2016 a été fixé comme date de vote sur les amendements et le projet. Mais cette date a été reportée au mercredi 25 mai 2016, puis à une date ultérieure.</li> <li>- Examen prévu pour la réunion de la commission du mercredi 3 août 2016, et reporté à une date ultérieure.</li> <li>- La commission a programmé le vote sur le projet de loi au mercredi 25 octobre 2017, mais la réunion a été reportée à une date ultérieure.</li> <li>- Le 7 août 2018, la présidence de la Chambre a reçu une lettre du ministre chargé des relations avec le Parlement demandant que soit achevé dans les meilleurs délais l'examen du projet de loi en coordination avec le ministre de la Santé. La correspondance a été transmise à la commission compétente le 15 août 2018.</li> <li>- La commission a programmé le vote sur le projet de loi au mercredi 14 novembre 2018, mais cette date a été reportée sur la base des délibérations du Bureau de la commission tenues le même jour.</li> <li>- Le vote sur les amendements et le projet de loi ont été programmés pour la réunion de la commission du mercredi 26 décembre 2018, mais cette date a été reportée en réponse à certains groupes parlementaires qui avaient demandé un délai supplémentaire pour soumettre de nouveaux amendements et mettre à jour les amendements précédents concernant le projet de loi.</li> <li>- Une nouvelle date a été fixée au lundi 18 mars 2019 pour la soumission de nouveaux amendements par les groupes et le groupement, pour examen lors de la réunion de la commission prévue le jeudi 21 mars 2019.</li> <li>- Le délai de dépôt des nouveaux amendements au projet de loi a été prorogé jusqu'au vendredi 22 mars 2019, et la date de vote sur les amendements et le projet, le jeudi 28 mars 2019, a été reportée à une date ultérieure. La réunion a été levée sans examiner l'ordre du jour suite à un accord entre les membres de la commission et le ministère concerné prévoyant la création d'une sous-commission chargée d'étudier les articles controversés et de proposer des amendements consensuels.</li> <li>- Sur la base des conclusions de la réunion de la sous-commission tenue le mardi 18 juin 2019 et consacrée au développement de la méthodologie de travail de la commission pour l'examen du projet de loi, il a été décidé de fixer au mercredi 26 juin 2019 la date limite de dépôt des propositions auprès du secrétariat de la commission.</li> <li>- Mercredi 3 juillet 2019: Réunion de la sous-commission pour délibérer sur les propositions de la sous-commission concernant les articles du projet de loi.</li> </ul> |
|---|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|





|   |                                                                                                                                |                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 | Projet de loi n° 63.16 modifiant et complétant l'article 44 de la loi n° 65.00 portant code de la couverture médicale de base. | - Transmis à la Chambre par le Président de gouvernement le 26 juillet 2016                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renvoyé devant la commission le 27 juillet 2016.</li> <li>- Examen prévu pour la réunion de la commission du 3 août 2016, et reporté à une date ultérieure.</li> <li>- Programmé pour la réunion de la commission du 26 juillet 2017, puis reporté à une date ultérieure.</li> <li>- La commission a programmé l'étude du projet de loi pour le mercredi 15 mai 2019. La réunion été reportée à une date ultérieure à la demande du groupe d'Indépendance de l'unité et égalitarisme, l'Union marocaine du travail et de groupement de la Confédération démocratique du travail.</li> </ul> |
| 4 | Projet de loi n° 16.18 modifiant et complétant la loi n° 77.03 sur la communication audiovisuelle.                             | - Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 14 février 2019                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soumis à la commission le 21 février 2019.</li> <li>- Le projet de loi a été présenté lors de la réunion de la commission du mercredi 10 juillet 2019.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 5 | Projet de loi N°23.19 modifiant et complétant la loi N°51.15 portant réorganisation du Théâtre national Mohammed V             | - Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 14 février 2020                                                                                          | - Soumis à la commission le 17 février 2020                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 6 | Projet de loi n° 45.18 relatif aux travailleurs sociaux                                                                        | - déposé par le chef de gouvernement en priorité au bureau de présidence du Conseil conformément aux dispositions de l'article 78 de la Constitution le 25 juin 2020 | - Soumis à la commission le 25 juin 2020                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |





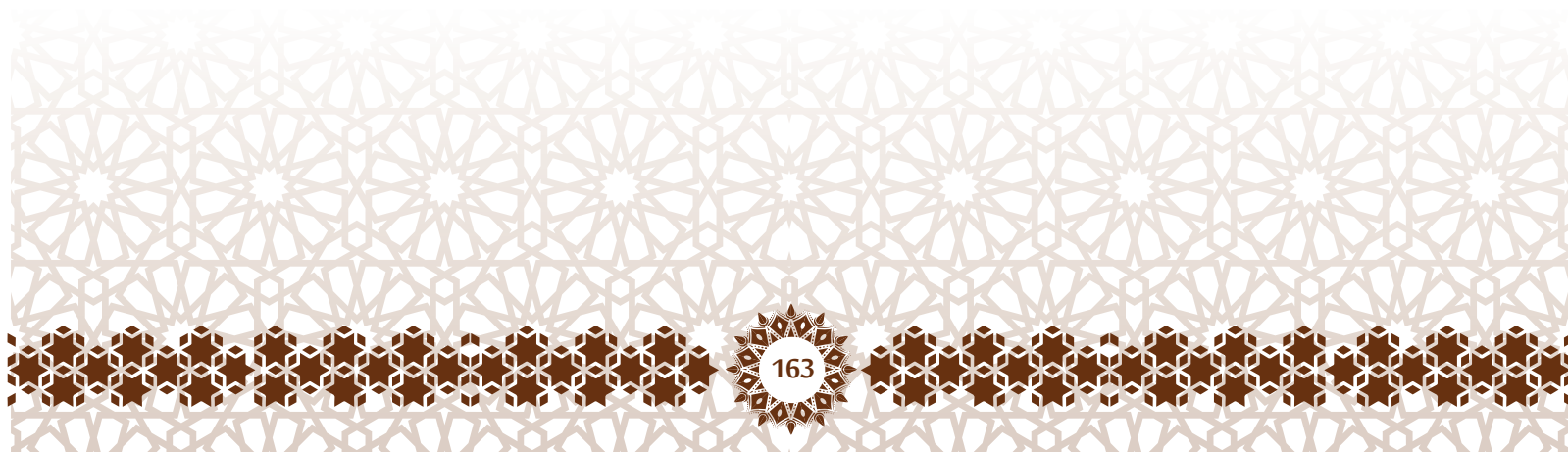
| Propositions de loi: (10) |                                                                                                                                                    |                                                                            |                                                                                                                                                                                        |
|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| No.                       | Proposition de loi                                                                                                                                 | Date de dépôt au Bureau                                                    | Date de renvoi à la commission                                                                                                                                                         |
| 1                         | Proposition de loi sur la prévention du tabagisme et la publicité pour le tabac dans certains lieux publics.                                       | 24 novembre 2015<br>Introduite par les membres du groupe socialiste        | - Transmise à la commission le 14 janvier 2016.<br>- La réunion de la commission, qui était prévue pour le mercredi 23 mai 2018 à 11 heures, a été reportée à une date ultérieure.     |
| 2                         | Proposition de loi visant à compléter la loi n° 01.00 sur l'organisation de l'enseignement supérieur.                                              | 11 décembre 2015<br>groupe de PAM                                          | - Transmise à la commission le 26 janvier 2016.<br>- Le 30 janvier 2018, le groupe PAM a adressé une lettre à la Commission demandant à la programmation de l'étude de la proposition. |
| 3                         | Proposition de loi complétant le Dahir n° 1.63.071 du 25 Jumada II 1383 (13 novembre 1963) concernant l'enseignement de base.                      | 12 février 2016<br>Transmise à la Chambre par la Chambre des représentants | - Renvoyée devant la commission le 16 février 2016.                                                                                                                                    |
| 4                         | Proposition de loi visant à modifier le premier paragraphe de l'article 6 de la loi n° 65.00 portant code de couverture médicale de base.          | Transmise à la Chambre par la Chambre des représentants<br>15/07/2011      | - Renvoyée devant la commission le 18/07/2011.                                                                                                                                         |
| 5                         | Proposition de loi visant à modifier et à compléter les articles 6, 22 et 23 de la loi n° 12.01 sur les laboratoires privés d'analyse biomédicale. | 2 août 2017<br>Soumise par les membres de groupe d'indépendance            | - Transmise à la commission le 11 septembre 2017.                                                                                                                                      |







|   |                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 6 | Proposition de loi sur la création d'un organisme national de biologistes.                                                                                                                                                                       | 2 août 2017<br>Soumise par les membres de groupe d'indépendance                                 | - Transmise à la commission le 11 septembre 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 7 | Proposition de loi visant à modifier et à compléter l'article 17 du Dahir n° 1.99.208 du 13 Jumada I 1420 (25 août 1999) portant application de la loi n° 16.98 sur le don, le prélèvement et la transplantation d'organes et de tissus humains. | 28 septembre 2018<br>Messieurs les membres de groupe du Rassemblement national des indépendants | - Soumise à la commission de l'éducation et des affaires culturelles et sociales le 8 novembre 2018.<br>- La commission a envoyé un courrier au ministère concerné le 8 juin 2018.                                                                                                                                                                                 |
| 8 | Proposition de loi portant création du Conseil national du dialogue social.                                                                                                                                                                      | 04 janvier 2019<br>groupe de PAM                                                                | - Transmise à la commission le 13 février 2019.<br>- La commission a envoyé un courrier au ministère concerné le 25 février 2018.<br>- La chambre a demandé l'avis du Conseil économique, social et environnemental le 3 décembre 2019 sur la base des délibérations du bureau du Conseil le 2 décembre 2019, L'avis de ce conseil a été rendu le 27 février 2020. |
| 9 | Proposition de loi sur la création d'une institution unifiée des œuvres sociales pour les employés des ministères et administrations à caractère central.                                                                                        | 08 juillet 2019<br>Groupe PJD                                                                   | - Transmise à la commission le 05 août 2019.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |





|    |                                                                                                                                                |                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 10 | Proposition de loi portant création de la chaîne parlementaire.                                                                                | Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 26 juillet 2019.                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soumise à la commission le 29 juillet 2019.</li> <li>- la programmation d'une réunion de la commission compétente le 5 mai 2020, au cours de laquelle les membres de la commission ont exprimé la nécessité d'une coordination entre les deux chambres sur cette question afin de formuler une proposition compatible à ce sujet, et la commission a décidé d'écrire au Bureau du Conseil afin d'assurer une réunion conjointe des deux commissions concernées.</li> <li>- Il a été convenu au sein de Commission de coordination parlementaire de former une commission conjointe des deux chambres comprenant le président de la commission de l'éducation, de la culture et de la communication de la Chambre des représentants, le président de la commission de l'éducation, des affaires culturelles et sociales de la Chambre des conseillers et un membre de la commission de coordination de chaque Conseil pour délibérer sur la question, et sa réunion s'est tenue le jeudi 16 juillet 2020 afin d'accélérer la discussion et de parvenir à un accord sur les différentes exigences, pour faire en sorte que le texte organisé se concrétise le plus rapidement possible</li> <li>- Après que la commission a été informée par son président des conclusions de la réunion conjointe lors de sa réunion du 20 juillet 2020, un calendrier a été fixé pour statuer sur la proposition, à compter du mardi 21 juillet 2020. Le programme d'études a été reporté sur la base des conclusions de la réunion de la commission tenue le mardi 21 juillet 2020.</li> </ul> |
| 11 | Proposition de loi de loi visant à modifier et à compléter les dispositions des articles 269 et 270 de la loi n° 65.99 sur le Code du travail. | 20 octobre 2017<br>Présentée par les membres de groupe du Rassemblement national des indépendants | - Transmise à la commission compétente le 30 novembre 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |





|    |                                                                                                                                                                      |                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 | Proposition de loi visant à compléter l'article 9 du Dahir n° 1.03.194 du 14 Rajab 1424 (11 septembre 2003) mettant en œuvre la loi n° 65.99 sur le Code du travail. | - Transmise à la Chambre par la Chambre des représentants le 16 février 2018         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmise à la commission de la justice le 19 février 2018</li> <li>- Prévus pour le mercredi 23 janvier 2019, la réunion a été reportée à la demande des groupes de PAM, de la Confédération générale des entreprises marocaines (CGEM) et de la Confédération démocratique du travail.</li> <li>- Le bureau du Conseil a décidé, lors de sa réunion du 6 janvier 2019, de retirer la proposition de la commission de la justice et de la renvoyer à la commission de l'éducation, de la culture et des affaires sociales</li> <li>- Le 10 janvier 2020, la commission d'enseignement a reçu une lettre lui renvoyant la proposition.</li> </ul> |
| 13 | Proposition de loi visant à compléter la loi 105.12 relative au conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique                    | 20 octobre 2017 présentée par des membres du Rassemblement national des indépendants | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmise à la commission, de la justice le 30 novembre 2017.</li> <li>- Le bureau du Conseil a décidé, lors de sa réunion du 6 janvier 2019, de retirer la proposition de la commission de la justice et de la renvoyer à la commission de l'éducation, des affaires culturelles et sociales.</li> <li>- Le 10 janvier 2020, la commission d'éducation a reçu une lettre lui renvoyant la proposition.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                |
| 14 | Proposition de loi visant à compléter la loi 15.01 relative à la prise en charge (Kafala) des enfants abandonnés                                                     | 07 août 2020 présentée par des membres de groupe socialiste                          | - Transmise à la commission, compétent le 31 août 2020 .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |





Commission des Affaires Etrangères, de la Défense Nationale et des  
Marocains Résidant à l'Etranger

| proposition de loi: (01) |                                                                                            |                                                                |                                             |
|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| No.                      | Objet du proposition de loi                                                                | Date de dépôt au Bureau de la<br>Chambre                       | Phases d'examen                             |
| 1                        | Proposition de loi visant à réorganiser du conseil de la communauté Marocaine à l'étranger | présentée par des membres de groupe socialiste le 07 aout 2020 | - Transmise à la commission le 24 aout 2020 |



**Commission des Finances, de la Planification et du Développement  
Economique:**

| <b>Projets de loi: ( 01 )</b> |                                                                                                                                                                                   |                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>No.</b>                    | <b>Objet du projet de loi</b>                                                                                                                                                     | <b>Date de dépôt au Bureau de la Chambre</b>                          | <b>Phases d'examen</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 1                             | Projet de loi n° 109.12 portant de code mutuel (en deuxième lecture)                                                                                                              | Transmis à la Chambre par la Chambre des représentants le 3 août 2016 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmis à la commission compétente le 4 août 2016.</li> <li>- Articles modifiés par la Chambre des représentants: 2, 27, 28, 31, 82, 84, 123, 129, 130, 138, 139, 140, 141, 142, 148, 159, 162, 181 et le titre de la section III et de son chapitre II.</li> <li>- Programmé pour la réunion de la commission du 22 juin 2017, puis reporté à une date ultérieure.</li> </ul> |
| 2                             | Projet de loi N°15.18 relatif au financement collaboratif                                                                                                                         | - différé de la Chambre des représentants le 14 fé-vrier 2020         | - Transmis à la commission le 17 février 2020                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 3                             | Projet de loi N°53.19 modifiant et complétant la loi N°127.12 réglementant la profession de comptable agréé et instituant une organisation professionnelle des comptables agréés. | différé de la Chambre des représentants le 21 juillet 2020            | - Transmis à la commission le 21 juillet 2020                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |



| Propositions de loi: (10) |                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| No.                       | Proposition de loi                                                                                                                                                                                                                                                             | Date de dépôt au Bureau                                                     | Date de renvoi à la commission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 1                         | Proposition de loi modifiant les articles 301 et 306 de la loi n° 17.99 relative au code des assurances, complétée par la loi n° 09.03.                                                                                                                                        | 24 novembre 2015<br>Introduite par les membres du groupe socialiste         | - Déférée à la commission le 13 janvier 2015.<br>- Transmise le 26 janvier 2016 à Monsieur le ministre de l'économie et des finances afin de fixer une date pour la discussion de la proposition.                                                                                                                                                                                                                              |
| 2                         | Proposition de loi visant à modifier et à compléter la loi n° 89.15 portant réglementation de la profession d'expert-comptable et création du conseil des experts-comptables (approuvée par la Chambre des représentants le 10 Rabi II 1421 correspondant au 13 juillet 2000). | Transmise par la Chambre des représentants le 13/07/2000.                   | - Déférée à la commission financière le 13/07/2000<br>- Renvoyée par la Chambre devant la commission compétente pendant la séance plénière en date du 10/1/2002 à la demande du président du groupe du rassemblement national des indépendants.                                                                                                                                                                                |
| 3                         | Proposition de loi relative à la création d'un régime de retraite pour les membres de la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.                                                                                                                              | 02 mai 2017<br>Présenté par M. Abdelaziz Benazouz, membre de groupe du PAM. | - Déférée à la commission compétente le 9 juin 2017.<br>- Transmise le 15 juin 2017 à Monsieur le ministre de l'économie et des finances afin de fixer une date pour la discussion de la proposition.<br>- Le 30 janvier 2018, la commission a reçu une lettre de groupe du PAM lui demandant de programmer l'étude de la proposition. La commission l'a renvoyée au ministre de l'économie et des finances le 5 février 2018. |
| 4                         | Proposition de loi visant à modifier la loi n° 43.95 promulguée par Dahir n° 1.96.106 du 21 Rabi I 1417 (7 août 1996) restructurant la Caisse Marocaine des Retraites.                                                                                                         | 6 juillet 2017<br>Groupe PJD                                                | - Déférée à la commission compétente le 15 août 2017.<br>- Transmise le 26 décembre 2017 à Monsieur le ministre de l'économie et des finances afin de fixer une date pour la discussion de la proposition.                                                                                                                                                                                                                     |



|    |                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5  | Proposition de loi visant à modifier et à compléter les articles 223, 224 et 242 du code des douanes et impôts indirects, approuvé par le Dahir portant loi n° 1.77.339 du 09 octobre 1977 correspondant au 25 Chawal 1397.                               | 20 octobre 2017<br>Présentée par les membres de groupe du Rassemblement national des indépendants | - Déférée à la commission compétente le 30 novembre 2017.<br>- Transmis le 26 décembre 2017 à Monsieur le ministre de l'économie et des finances afin de fixer une date pour la discussion de la proposition.  |
| 6  | Proposition de loi visant à modifier et à compléter la loi n° 72.14 précisant l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires et employés participant au système de retraite civil promulgué par Dahir n° 1.16.110 le 16 Dhul-Qadah 1437 (20 août 2016). | 20 octobre 2017<br>Présentée par les membres de groupe du Rassemblement national des indépendants | - Déférée à la commission compétente le 30 novembre 2017.<br>- Transmise le 26 décembre 2017 à Monsieur le ministre de l'économie et des finances afin de fixer une date pour la discussion de la proposition. |
| 7  | Proposition de loi visant à créer un indicateur spécial pour le gasoil.                                                                                                                                                                                   | 30 mai 2018<br>groupe de la Confédération générale des entreprises du Maroc:                      | - Déférée à la commission le 9 juillet 2018<br>- Transmise en juillet 2018 à Monsieur le ministre de l'économie et des finances afin de fixer une date pour la discussion de la proposition.                   |
| 8  | proposition de loi pour modifier et compléter la loi n ° 011.71 du 12 Dhu al-Qi'dah 1391 (30 décembre 1971) instituant un régime de pensions civiles.                                                                                                     | 29 janvier 2020<br>Présenté par le groupe Justice et développement                                | - Déférée à la commission le 9 mars 2020                                                                                                                                                                       |
| 9  | Proposition de loi modifiant la loi n ° 112.12 sur les coopératives                                                                                                                                                                                       | 30 janvier 2020<br>Présenté par le groupe Justice et développement                                | - Déférée à la commission le 9 mars 2020                                                                                                                                                                       |
| 10 | Proposition de loi pour compléter la loi n ° 47.06 relative à la fiscalité des collectivités locales .                                                                                                                                                    | 12 juin 2020<br>Présenté par le groupe Justice et développement                                   | - Déférée à la commission le 26 juin 2020                                                                                                                                                                      |

## Commission de l'Intérieur, des Collectivités Territoriales et de l'Infrastructure

| Projets de loi: (02) |                                                                                                                                                   |                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| No.                  | Objet du projet de loi                                                                                                                            | Date de dépôt au Bureau de la Chambre                 | Phases d'examen                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 1                    | Projet de loi n° 13.16 relatif à la création et à l'organisation de la fondation des oeuvres sociales du logement et de la politique de la ville. | Déposé par le chef de gouvernement le 9 août 2016     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déféré à la commission le 15 août 2016.</li> <li>- Projet présenté pour discussion générale le 8 août 2017.</li> <li>- Le 25 décembre 2017, le Bureau de la commission a fixé la réunion d'étude du projet par la commission au jeudi 1er février 2018 à 15 heures, mais cette date a été reportée à la demande du groupe de l'indépendance pour l'unité et l'égalité.</li> <li>- La commission a examiné le projet de loi mercredi 24 juillet 2019, et fixé au 10 septembre 2019 la date de poursuite de l'examen.</li> </ul> |
| 2                    | Projet de loi n° 18.18 régissant la collecte de fonds publics et la distribution de l'aide à des fins caritatives.                                | Déposé par le chef de gouvernement le 06 février 2019 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déféré à la commission le 11 février 2019.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |





| Propositions de loi: (05) |                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                      |                                                                                                                                                                               |
|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| No.                       | Proposition de loi                                                                                                                                                                                                      | Date de dépôt au Bureau                                                                              | Date de renvoi à la commission                                                                                                                                                |
| 1                         | Proposition de loi modifiant l'article 16 du Dahir n° 1.02.239 du 25 Rajab 1423 (correspondant au 3 octobre 2002) portant application de la loi n° 37.99 relative à l'état civil.                                       | 24 novembre 2015<br>Présentée par les membres de groupe HARAKI                                       | - Déférée à la commission le 13 janvier 2016.<br>- Déférée par la commission au ministère concerné afin de fixer une date pour l'étude de la proposition le 12 février 2018.  |
| 2                         | Proposition de loi visant à modifier et à compléter la loi n° 37.99 sur l'état civil publiée par dahir n° 1.02.239 du 25 Rajab 1423 (3 octobre 2002).                                                                   | 04 juillet 2018.<br>Les membres du groupe PJD                                                        | - Déférée à la commission le 13 août 2018.<br>- Déférée par la commission le 1er novembre 2018 au ministère compétent afin de fixer une date pour l'examen de la proposition. |
| 3                         | Proposition de loi visant à créer une fondation des œuvres sociales au profit des travailleurs des collectivités territoriales.                                                                                         | 02 novembre 2018.<br>Les membres du groupe PJD                                                       | - Déférée à la commission le 14 décembre 2018<br>- Transmise le 21 novembre 2018 au ministère compétent afin de fixer une date pour l'examen de la proposition.               |
| 4                         | Proposition de loi modifiant et complétant l'article 8 de la loi n° 116.14 visant à modifier et à compléter la loi n° 52.05 sur le code de la route, promulguée par Dahir n° 1.10.07 du 26 Safar 1431 (11 février 2010) | 03 décembre 2018<br>Abdelilah Hifdi, président de la Confédération générale des entreprises du Maroc | - Déférée à la commission le 9 janvier 2018.<br>- Transmise le 14 janvier 2019 au ministère compétent afin de fixer une date pour l'examen de la proposition.                 |
| 5                         | Proposition de loi visant à modifier et à compléter la loi n° 37.99 sur l'état civil publiée par dahir n° 1.02.239 du 25 Rajab 1423 (3 octobre 2002).                                                                   | 07 août 2020<br>groupe socialiste                                                                    | - Déférée à la commission le 31 août 2020.                                                                                                                                    |



**Propositions de Lois organiques renvoyées à la Chambre des Représentants pour examen prioritaire conformément à l'article 85 de la Constitution: (08)**

| No. | Proposition de loi                                                                                                                                                      | Date de dépôt au Bureau                                                                                                       | Date de renvoi à la commission                                               |
|-----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| 1   | Proposition de loi organique visant à modifier et à compléter la loi organique n° 59.11 concernant l'élection des membres des conseils des collectivités territoriales. | 24 novembre 2015<br>Présentée par les membres du groupe HARAKI                                                                | - Transmise à la Chambre des représentants, le 4 décembre 2015.              |
| 2   | Proposition de loi organique visant à modifier l'article 122 de la loi organique n° 111.14 concernant les régions.                                                      | 3 décembre 2015<br>Présentée par les membres du groupe HARAKI                                                                 | - Transmise à la Chambre des représentants, le 4 décembre 2015.              |
| 3   | Proposition de loi organique visant à modifier le titre et l'article 116 de la loi organique n° 112.14 relative aux préfectures et provinces.                           | 3 décembre 2015<br>Présentée par les membres du groupe HARAKI                                                                 | - Transmise à la Chambre des représentants, le 4 décembre 2015.              |
| 4   | Proposition de loi organique visant à modifier l'article 125 de la loi organique n° 113.14 concernant les collectivités.                                                | 3 décembre 2015<br>Présentée par les membres du groupe HARAKI                                                                 | - Transmise à la Chambre des représentants, le 4 décembre 2015.              |
| 5   | Proposition de loi organique concernant la mise en application du caractère officiel de la langue amazighe.                                                             | 11 décembre 2015<br>groupe du PAM                                                                                             | - Transmise à la Chambre des représentants, le 17 décembre 2015.             |
| 6   | Proposition de loi organique complétant la loi organique n° 128.12 relative au Conseil économique, social et environnemental.                                           | 16 février 2018<br>Présenté par M. Nabil Cheikhi, président du groupe Justice et développement et d'autres membres du groupe. | - Renvoyée à la Chambre par la Chambre des représentants le 19 février 2018  |
| 7   | Proposition de loi organique complétant la loi organique n° 085.13 relative à la conduite des commissions d'enquête parlementaires.                                     | 20 février 2018<br>groupe du PAM.                                                                                             | - Renvoyée à la Chambre par la Chambre des représentants le 21 février 2018. |
| 8   | Proposition de loi organique complétant la loi organique n° 27.11 concernant la chambre des représentants                                                               | 07 aout 2020<br>groupe Socialiste                                                                                             | - Renvoyée à la Chambre par la Chambre des représentants le 10 aout 2020     |



**Deuxième partie :**  
**Contrôle du Gouvernement**  
**et Évaluation des Politiques**  
**Publiques**









# Table des matières

|                            |            |
|----------------------------|------------|
| <b>- Introduction.....</b> | <b>179</b> |
|----------------------------|------------|

|                                        |            |
|----------------------------------------|------------|
| <b>I-Contrôle du Gouvernement.....</b> | <b>185</b> |
|----------------------------------------|------------|

|                                                |            |
|------------------------------------------------|------------|
| <b>1- Les questions orales et écrites.....</b> | <b>187</b> |
|------------------------------------------------|------------|

|                                                                                                        |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| - Bilan global des questions orales et écrites durant l'année législative 2019-2020.....               | 189 |
| - Questions mensuelles de politique générale.....                                                      | 193 |
| - Questions orales hebdomadaires.....                                                                  | 201 |
| - Questions écrites.....                                                                               | 215 |
| - Engagements du Chef du gouvernement lors des séances mensuelles dédiées à la politique générale..... | 221 |
| - Engagements des membres du gouvernement lors des séances de questions orales.....                    | 235 |

|                                                                                                                                                                                                                                               |            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>2- la réunion commune des deux Chambres du Parlement relative à la présentation d'informations portant sur des affaires revêtant un caractère national important conformément aux dispositions de l'article 68 de la Constitution.....</b> | <b>253</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

|                                                                                                                   |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>3- L'exposé du Premier Président de la Cour des Comptes sur les activités des Juridictions Financiers.....</b> | <b>257</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

|                                                                                                                                                        |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>4- Rôle de contrôle des Commissions Permanentes: Demandes d'audition des membres du gouvernement au cours de l'année législative 2019-2020.....</b> | <b>265</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

|                                                    |            |
|----------------------------------------------------|------------|
| <b>II-Evaluation des Politiques Publiques.....</b> | <b>281</b> |
|----------------------------------------------------|------------|

**- la Stratégie Nationale de l'Eau**

|                     |            |
|---------------------|------------|
| <b>Annexe:.....</b> | <b>287</b> |
|---------------------|------------|

|                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| - Listes des questions orales et écrites répondues au cours de l'année législative 2019-2020..... | 289 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|







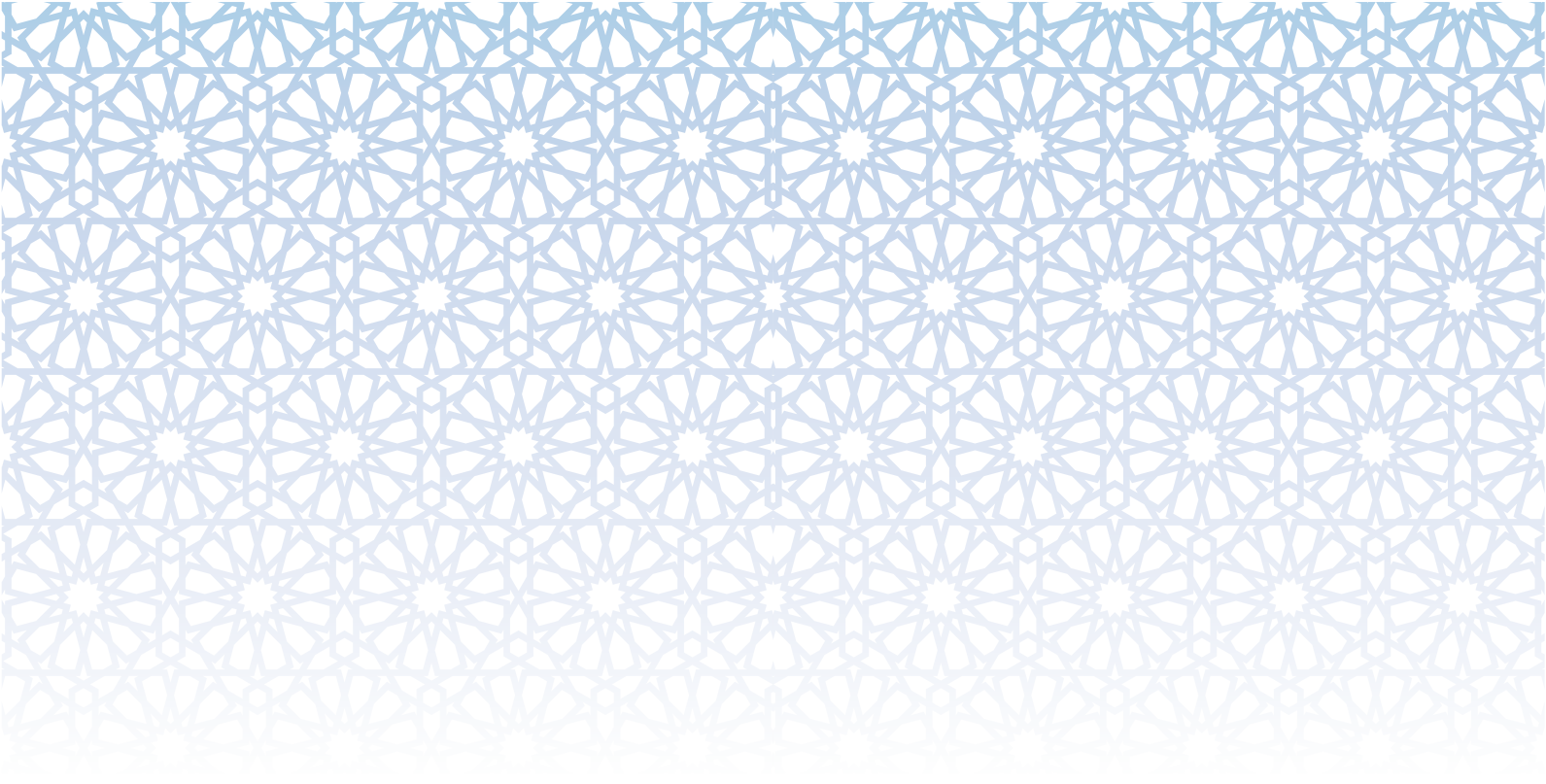
## Liste des abréviations

| <b>Abréviation</b> | <b>Groupe ou groupement</b>                                       |
|--------------------|-------------------------------------------------------------------|
| PAM                | Groupe du Parti de l'Authenticité<br>et de la Modernité           |
| IUE                | Groupe Istiqlalien de l'Unité<br>et de l'Egalitarisme             |
| PJD                | Groupe du Parti Justice et Développement                          |
| Groupe HARAKI      | Groupe HARAKI                                                     |
| RNI                | Groupe du Rassemblement National<br>des Indépendants              |
| Groupe Socialiste  | Groupe Socialiste                                                 |
| CGEM               | Groupe de la Confédération Générale<br>des Entreprises Marocaines |
| UMT                | Groupe d'Union Marocaine du Travail                               |
| CDS                | Groupe Constitutionnel Démocratique<br>Socialiste                 |
| CDT                | Groupement de la Confédération<br>Démocratique du Travail         |

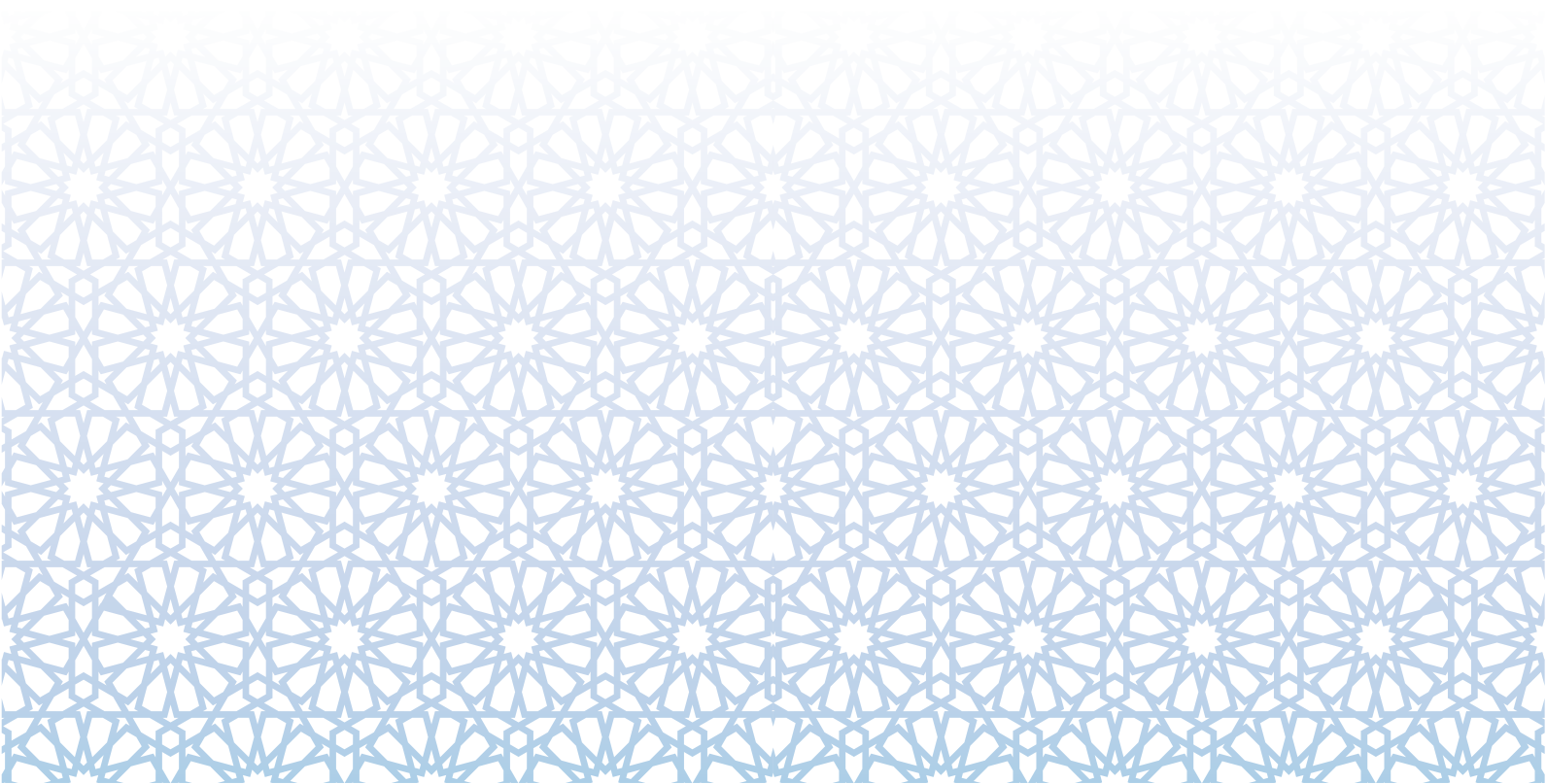








# Introduction

A decorative geometric pattern consisting of a repeating grid of interlocking stars and polygons, rendered in a light blue color. The pattern is symmetrical and covers the top and bottom portions of the page, framing the central text.





## Introduction

Le contrôle parlementaire de l'action du gouvernement est une fonction essentielle et inséparable de celles de la législation et de l'évaluation des politiques publiques.

A la lumière des autres fonctions, l'exercice du contrôle de l'action du gouvernement est tributaire de plusieurs variations qui reflètent directement et indirectement son exercice. Ceci conjointement à sa mission principale qui est d'assumer la responsabilité de la représentation de la nation. Ce qui nécessite un suivi effective pour s'assurer que toute action gouvernementale entreprise réponde aux attentes et aux préoccupations réelles des citoyens, et reflète bien les dynamiques de la société, tel que souligné par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, dans le discours d'ouverture de l'année législative 2019-2020: **«En tant que parlementaires, ...Il vous appartient également de suivre l'action du gouvernement en termes de gestion des affaires publiques, tous domaines confondus et de veiller scrupuleusement à son adéquation avec les préoccupations réelles des citoyens. »**

L'exercice de la mission de contrôle pendant l'année législative 2019-2020 a été influencé par deux éléments majeurs qui ont impacté directement le bilan lié au contrôle parlementaire de l'action du gouvernement :

- Premièrement, la session d'octobre 2019 a débuté par un remaniement ministériel caractérisé par la réduction du nombre des membres du gouvernement de 39 à 24, suite à la création de pôles ministériels regroupant les départements dont les compétences sont très proches. Cette réorganisation de la structure du gouvernement a été marquée également par la suppression des «Secrétariats d'Etat», et la diminution du nombre de ministres délégués, en réponse aux directives royales adressées au chef du gouvernement le 29 juillet 2019 lors du discours royal, à l'occasion de la Fête du Trône : **« A cette fin, à l'horizon de la rentrée prochaine, Nous chargeons le chef du gouvernement de soumettre à Notre Appréciation, des propositions visant à renouveler et enrichir les postes de responsabilité, tant au sein du gouvernement que dans l'administration, en les pourvoyant de profils de haut niveau, choisis selon les critères de compétence et de mérite. »**

A ce propos, et en saisissant cette opportunité, la Chambre des Conseillers a élargi la portée de son contrôle des actions gouvernementales pendant l'année législative 2019-2020, pour qu'elles couvrent tous les secteurs gouvernementaux durant l'année en question. Ceci à différents niveaux et durant les deux sessions législatives, garantissant ainsi l'efficacité de la mission de contrôle parlementaire.





- Deuxièmement, l'année législative 2019-2020 s'est coïncidée depuis la première quinzaine du mois de mars 2020 avec une augmentation remarquable des cas de contamination au Coronavirus au Maroc. Ce qui a exigé la proclamation de nouvelles mesures préventives par les autorités publiques, et le renforcement des mesures prises. Malgré cette situation, l'ouverture de la session parlementaire d'avril a eu lieu, conformément aux dispositions de l'article 65 de la Constitution, le vendredi 10 avril 2020.

A cet égard, la Chambre des Conseillers a été contrainte de mettre en œuvre des mesures exceptionnelles et provisoires pour garantir la continuité de l'accomplissement de ses attributions constitutionnelles liées au contrôle de l'action du gouvernement. Ceci sans compromettre les mesures préventives entreprises par les autorités publiques, en vue de réduire les risques de propagation du virus d'une part, et en préservant la santé des représentants de la nation, des fonctionnaires de la Chambre, et de ses collaborateurs d'autre part.

Ainsi, la Chambre des Conseillers a pris des mesures provisoires afin d'adapter le mode de fonctionnement de ses organes, à savoir le mode exceptionnel de présence et le système de questionnement. Ce dernier été marqué par un focus sur les sujets ponctuels, les points d'actualité liés à la gestion gouvernementale de la pandémie et la propagation du Coronavirus «Covid-19» au Maroc, et l'efficacité des décisions prises pour réduire les répercussions de la pandémie sur l'économie nationale et sur les catégories sociales les plus vulnérables.

Dans ces nouvelles conditions de fonctionnement, la Chambre des Conseillers a pu tenir durant cette année législative: vingt-sept (27) séances plénières dédiées aux questions orales, dont quinze (15) durant la session d'octobre et douze (12) durant la session d'avril ; en plus de six (6) séances mensuelles réservées aux réponses du Chef du gouvernement aux questions de politique générale, conformément aux dispositions de l'article 100 de la Constitution, réparties sur trois (3) séances pour chaque session.

Cette année législative s'est distinguée également par la tenue du Parlement pour la première fois, conformément aux dispositions de l'article 68 de la Constitution, d'une séance plénière commune réservée à la présentation d'informations par le chef du gouvernement portant sur «l'évolution de la gestion du confinement post 20 mai». Et ce, deux jours avant la date prévue pour la levée du confinement sanitaire.

Cette séance a été suivie d'une séance plénière au sein de la Chambre des Conseillers, consacrée à la discussion de ces données par les représentants des groupes et groupelement parlementaire le 19 Mai 2020, conformément aux dispositions de l'article 273 de Règlement Intérieur de la Chambre des Conseillers.







Les séances susmentionnées ont couvert différents domaines d'action du gouvernement, notamment les domaines sociaux, économiques, sanitaires, de l'administration territoriale et de l'infrastructure.

En plus, plusieurs thèmes de grande importance ont fait l'objet des questions des membres de la Chambre au Chef du gouvernement. Les sujets de ces questions ont porté sur :

- i. La politique générale du gouvernement pour la mise en œuvre de la contribution du secteur bancaire et le financement dans le développement, l'auto-emploi et le soutien des Petites et Micro-Entreprises ;
- ii. La politique générale du gouvernement en matière des droits de l'Homme, défis et perspectives;
- iii. La politique générale du gouvernement pour faire face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles ;
- iv. La stratégie nationale de lutte contre la corruption ;
- v. La politique générale du gouvernement en matière de protection de la femme, de la famille et de l'enfance ;
- vi. La politique du gouvernement post-confinement: quel plan de relance économique et de traitement des impacts sociaux de la crise?
- vii. Les politiques publiques dans les secteurs économiques, sociaux et numériques à la lumière des leçons tirées des répercussions de la crise sanitaire liée à la «Covid-19».

Il s'en déduit que les contraintes de la session d'avril ont imposé une focalisation supplémentaire sur les questions écrites durant l'année législative 2019-2020. A cet égard, il est intéressant de noter que le degré d'interaction des membres du gouvernement en relation directe avec, soit la lutte contre la pandémie, ou le traitement de ses impacts économiques et sociaux, n'a pas été toujours suffisant pour répondre aux questions des membres de la Chambre (1644 questions écrites).

Dans la même visée du contrôle de l'action du gouvernement, la Chambre des Conseillers a recensé, pendant l'année législative 2019-2020, quarante (40) engagements émis par les membres du gouvernement, liés aux différentes questions essentielles, dont 20 engagements émis pendant la session d'octobre. Ces derniers comprennent, entre autres, «la promotion du modèle de l'école inclusive», pour améliorer l'accès à l'école pour les enfants handicapés, l'augmentation du taux d'intégration des diplômés issus de la formation professionnelle au marché du travail, la création de deux cités universitaires, la gestion des transports urbains à Casablanca, ... etc.

En outre, 20 engagements ont été émis par le gouvernement pendant la session



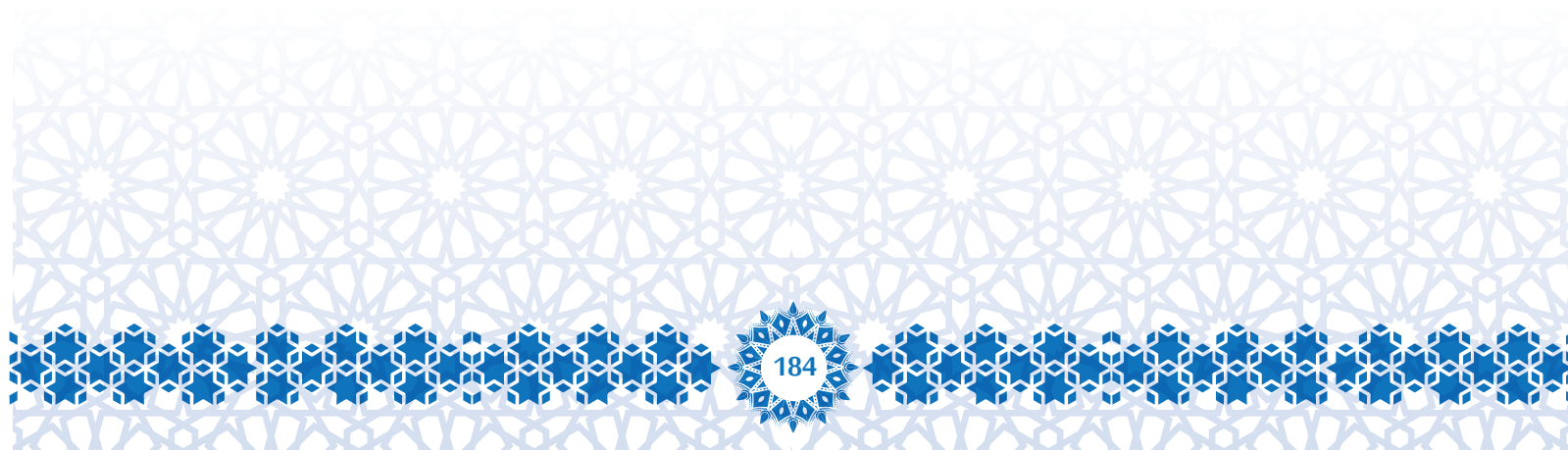


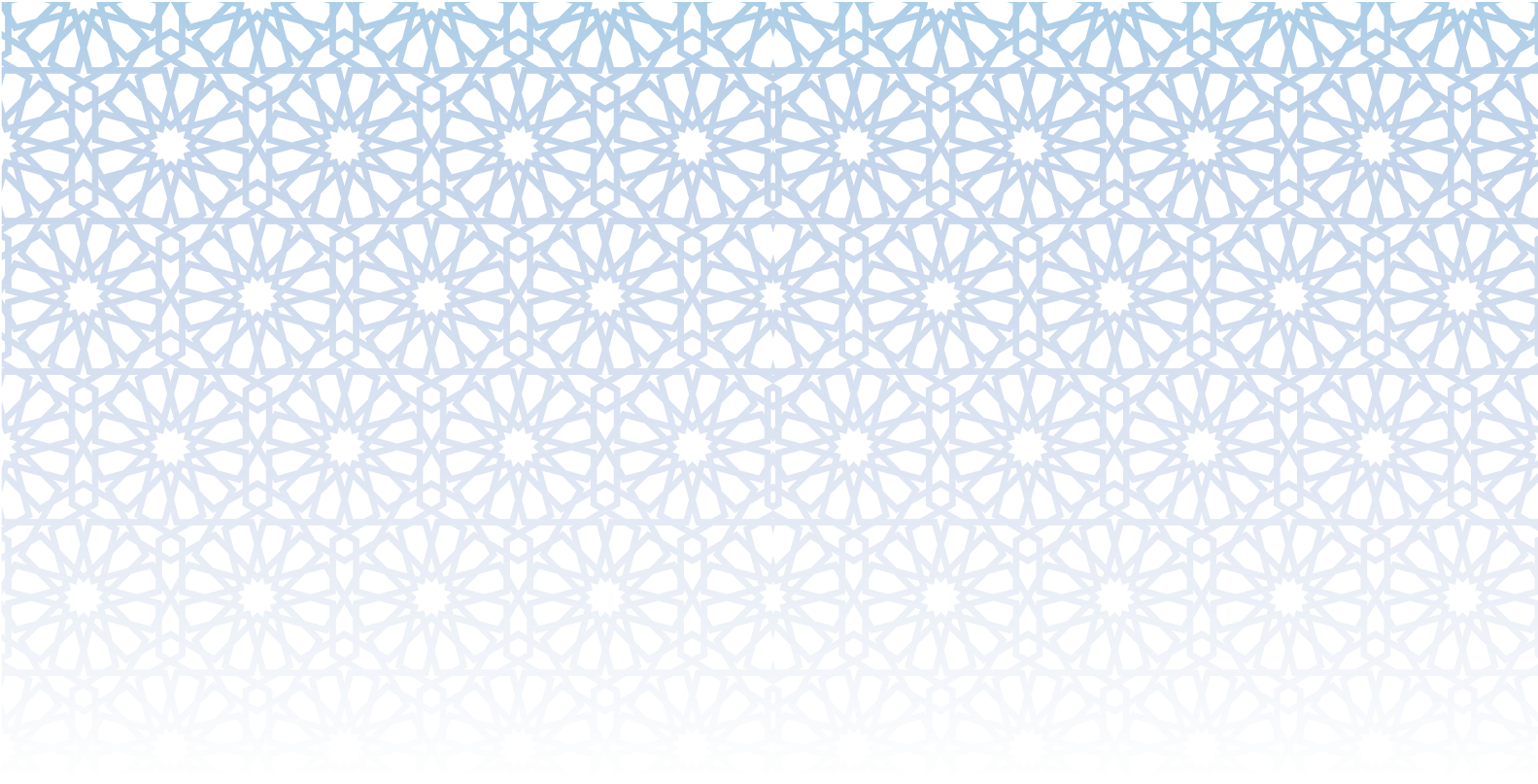
d'avril. Ils concernent la mise en œuvre des mesures pour faire face aux répercussions de la pandémie de Coronavirus «Covid-19» à moyen et à long terme, notamment par la préparation d'un plan pour soutenir et accompagner les secteurs économiques mises en difficulté par le ralentissement ou l'arrêt d'activité lié à la pandémie, la promotion de mécanismes de protection sociale, la promotion de l'enseignement à distance, l'élaboration d'un plan de relance du tourisme visant à préserver l'emploi et la promotion du tourisme local, ... etc.

Dans un autre registre et en ce qui concerne l'état d'avancement de la mission du groupe thématique sur l'évaluation des politiques publiques sur «la Stratégie Nationale de l'Eau», le présent fascicule renferme des données détaillées relatives au contrôle du gouvernement, dans le cadre des questions orales et écrites. Auxquelles s'ajoutent une liste des engagements du Chef du gouvernement lors des séances mensuelles réservées aux questions de politique générale, ainsi que les engagements des membres du gouvernement lors des séances de questions orales.

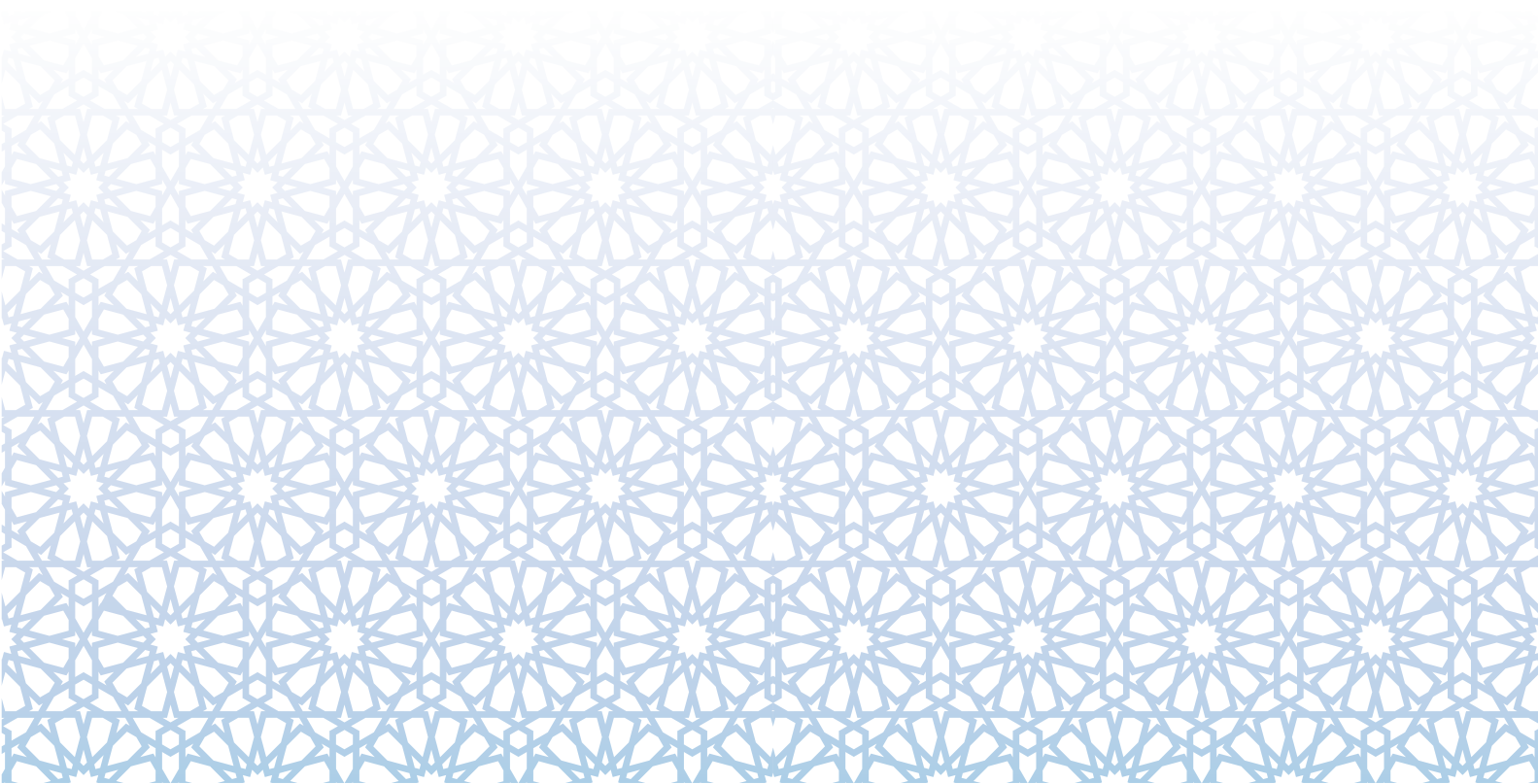
D'autre part, le bilan de la Chambre présenté dans ce présent fascicule contient également des données concernant :

- la réunion commune des deux Chambres du Parlement relative à la présentation d'informations portant sur des affaires revêtant un caractère national important conformément aux dispositions de l'article 68 de la Constitution ;
- l'exposé du Premier Président de la Cour des comptes devant le Parlement sur les activités des juridictions financières ;
- Le rôle des Commissions Permanentes dans le contrôle de l'action du gouvernement: les demandes d'audition des membres du gouvernement au cours de l'année législative 2019-2020.



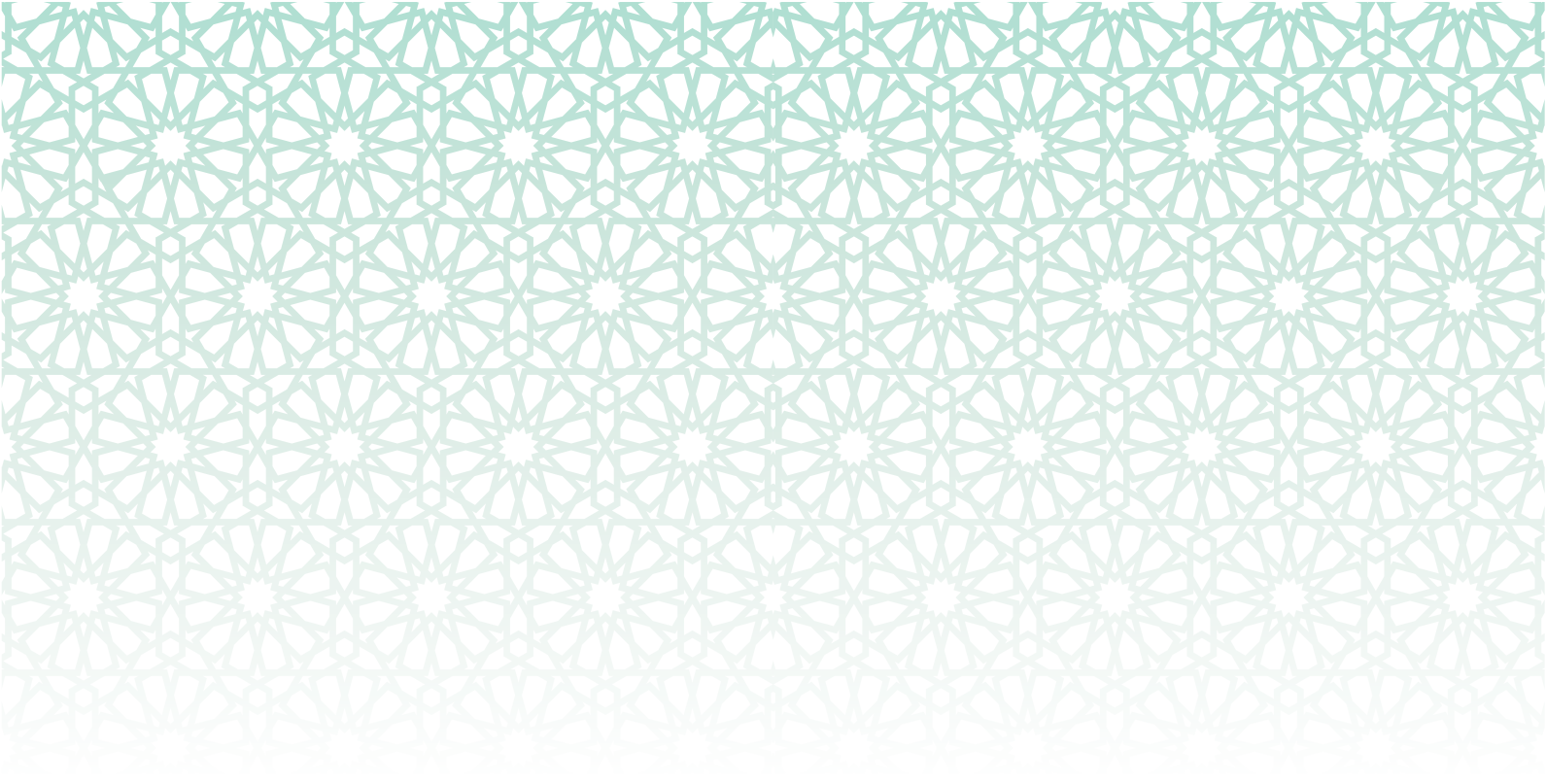


# **I - Contrôle du Gouvernement**

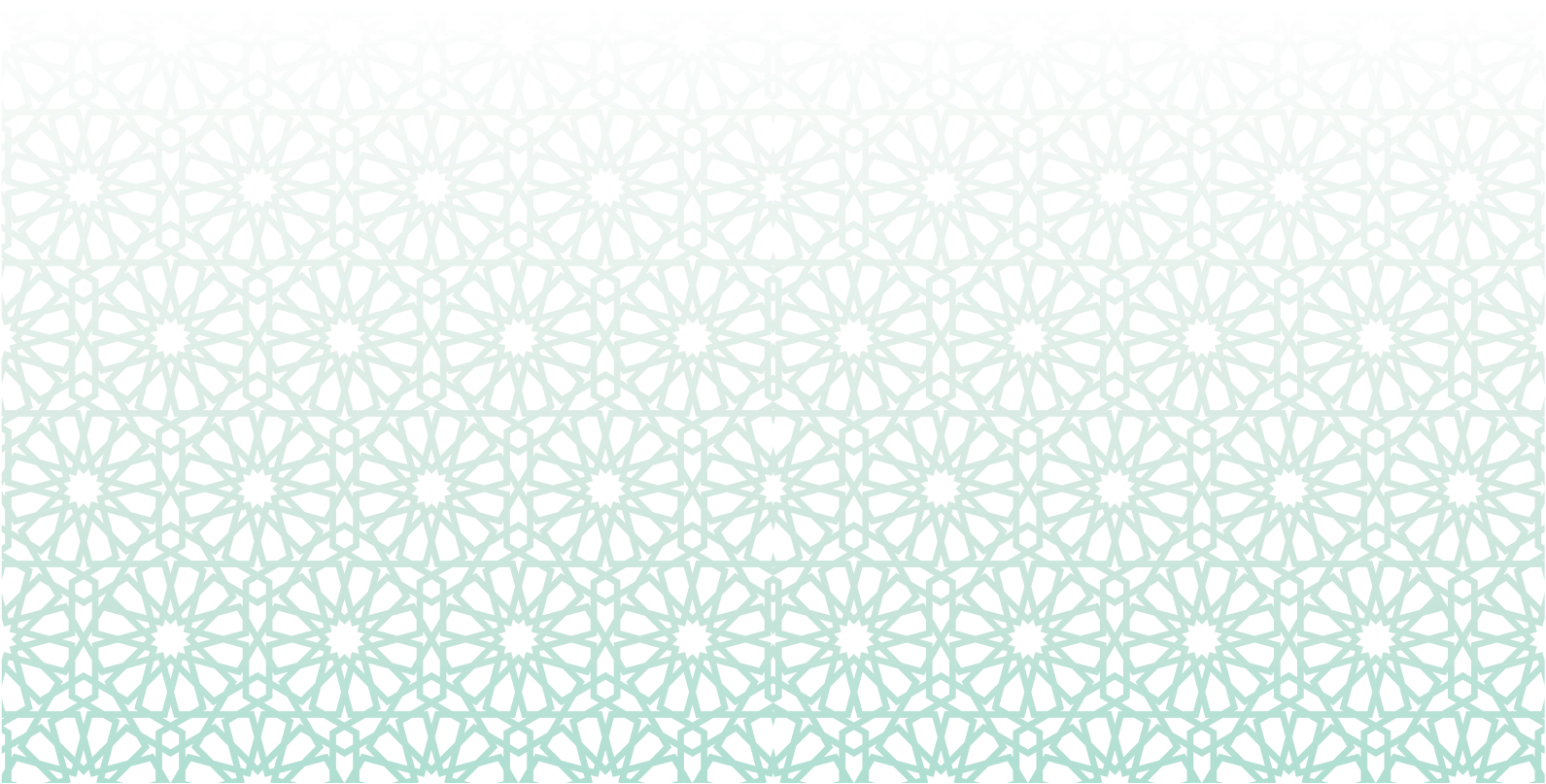




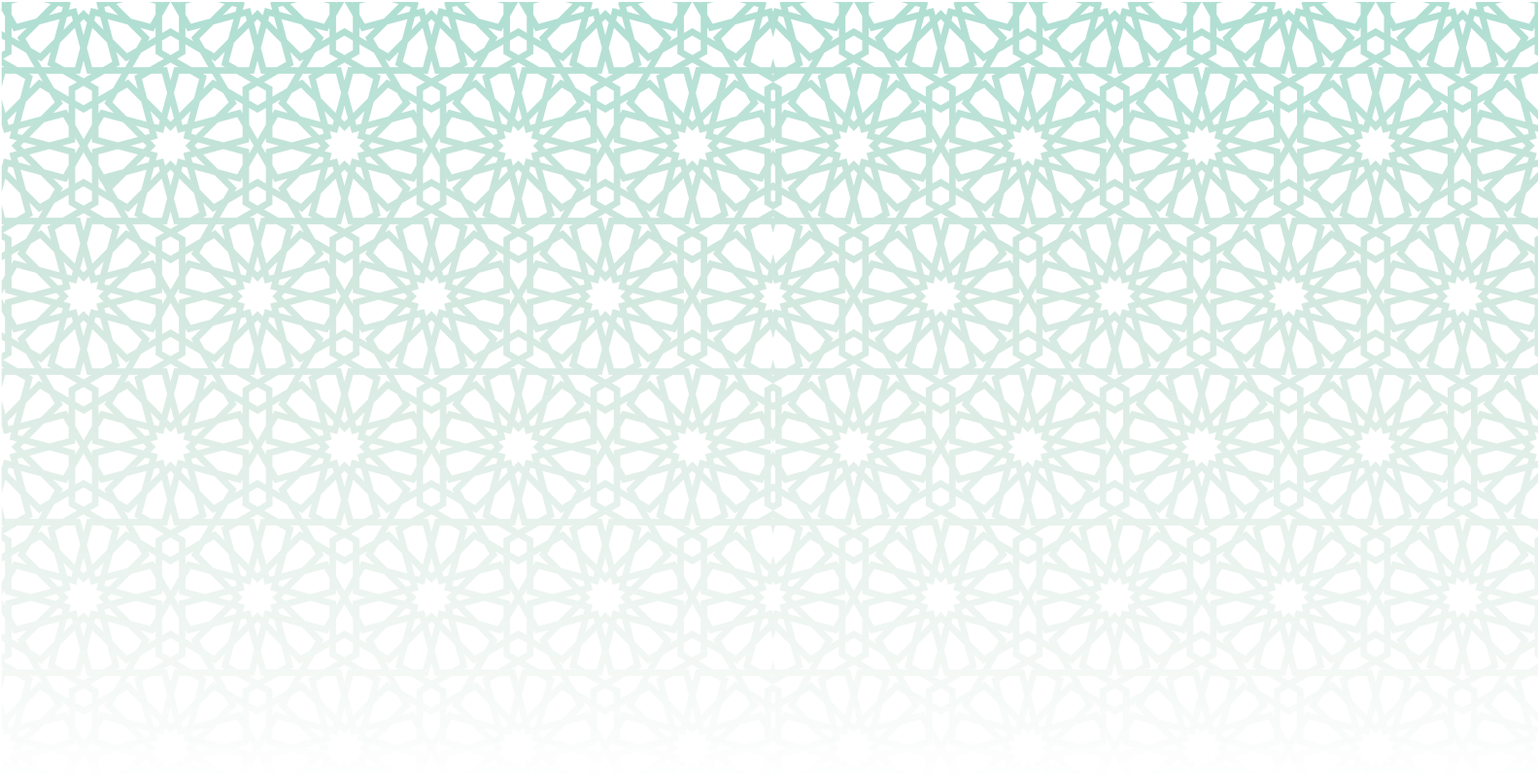




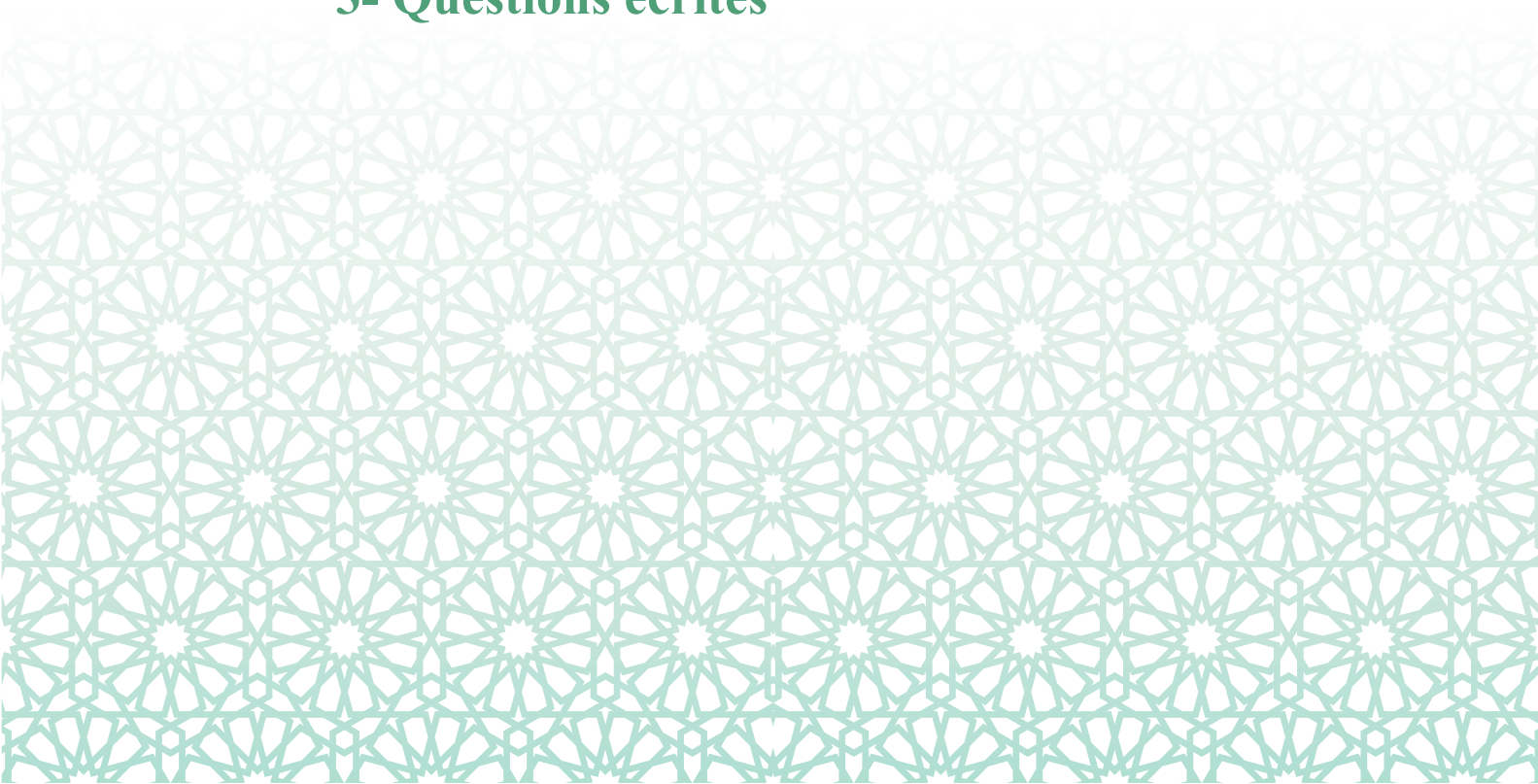
## **1- Questions orales et écrites**





A teal geometric pattern consisting of repeating star and polygonal shapes, covering the top third of the page.

## **Bilan global des questions orales et écrites durant l'année législative 2019-2020:**

- 1- Questions orales mensuelles**
  - 2- Questions hebdomadaires orales**
  - 3- Questions écrites**
- 
- A teal geometric pattern consisting of repeating star and polygonal shapes, covering the bottom third of the page.





## Premièrement: Bilan global des questions orales et écrites durant l'année législative 2019-2020

### 1-Questions orales mensuelles:

| Session                 | Nombre de séances tenues | Nombre de thèmes | Nombre de questions posées | Nombre de questions répondues |
|-------------------------|--------------------------|------------------|----------------------------|-------------------------------|
| Première session:       | 3 séances                | 6 thèmes         | 41                         | 41                            |
| Deuxième session:       | 3 séances                | 3 thèmes         | 34                         | 34                            |
| Total année législative | 6 séances                | 9 thèmes         | 75                         | 75                            |

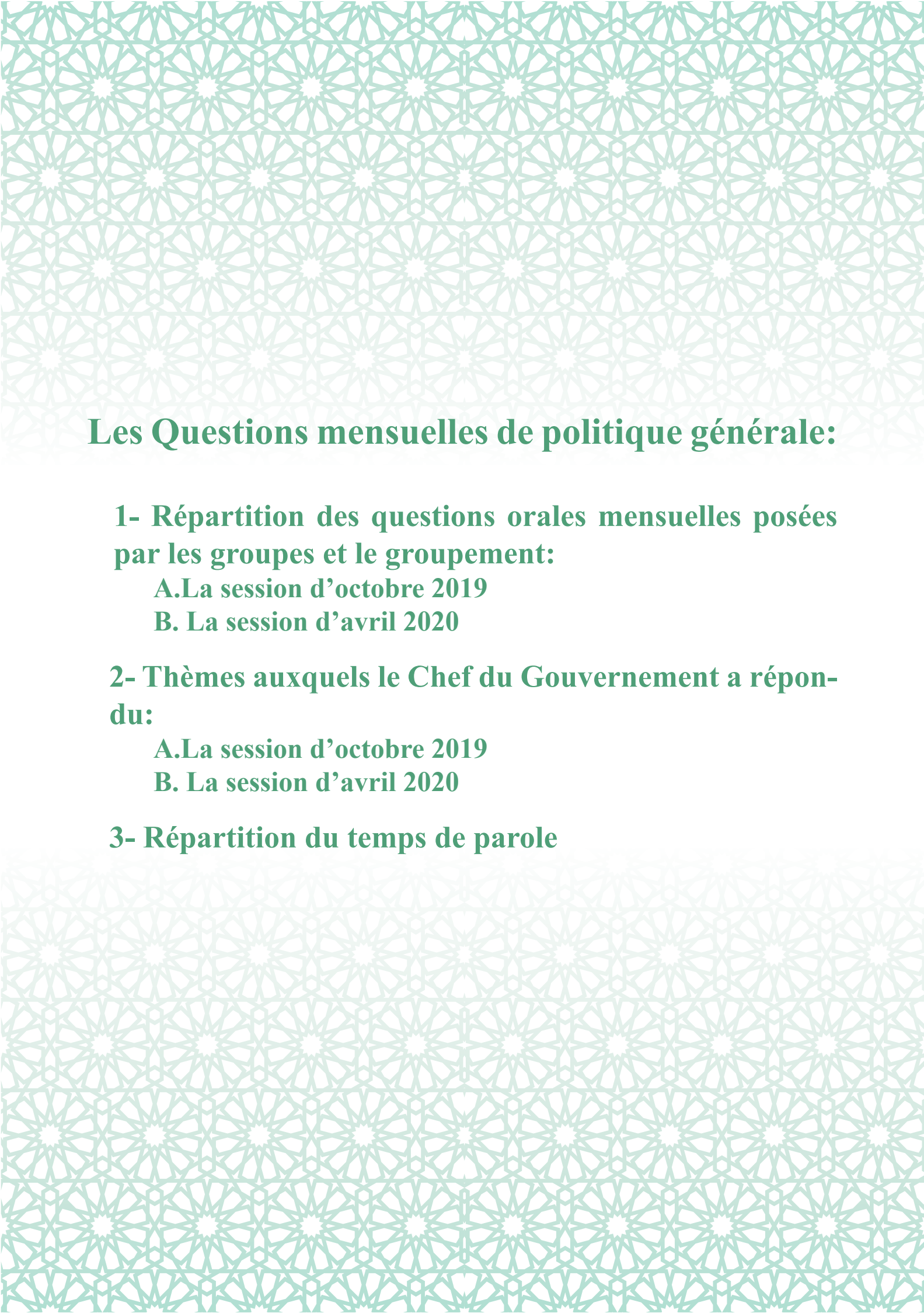
| Session      | Nombre de séances tenues             | Nombre de thèmes | Nombre de questions posées | Nombre de questions répondues |
|--------------|--------------------------------------|------------------|----------------------------|-------------------------------|
| Octobre 2019 | Première séance:<br>12 Novembre 2019 | Premier thème    | 10                         | 10                            |
|              |                                      | Deuxième thème   | 03                         | 03                            |
|              | Deuxième Séance:<br>10 Décembre 2019 | Premier thème    | 08                         | 08                            |
|              |                                      | Deuxième thème   | 05                         | 05                            |
|              | Troisième séance:<br>21 Janvier 2019 | Premier thème    | 10                         | 10                            |
|              |                                      | Deuxième thème   | 05                         | 05                            |
| Avril 2020   | Première séance:<br>21 Avril 2019    | thème unique     | 11                         | 11                            |
|              | Deuxième Séance:<br>16 Mai 2019      | thème unique     | 11                         | 11                            |
|              | Troisième séance:<br>21 Juillet 2019 | thème unique     | 12                         | 12                            |

## 2. Questions hebdomadaires orales:

| Questions restantes des sessions précédentes | Session                | Nouvelles questions posées | Questions répondues               |                                              |                                  |                                              |
|----------------------------------------------|------------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------|
|                                              |                        |                            | Questions d'actualité programmées |                                              | Questions ordinaires programmées |                                              |
|                                              |                        |                            | Questions d'actualité répondues   | Pourcentage du total des questions répondues | Questions ordinaires répondues   | Pourcentage du total des questions répondues |
| <b>3121</b>                                  | Inter-session          | 103                        | --                                | --                                           | --                               | --                                           |
|                                              | Session d'octobre 2019 | 477                        | 25                                | % 09.46                                      | 239                              | % 90.54                                      |
| <b>3437</b>                                  | Inter-session          | 63                         | --                                | --                                           | --                               | --                                           |
|                                              | Session d'avril 2020   | 183                        | 17                                | % 43.58                                      | 22                               | % 56.42                                      |
| Total année législative 2019-2020            |                        | 826                        | 42                                | % 13.86                                      | 261                              | % 86.14                                      |

## 3. Questions écrites:

| Questions restantes des sessions précédentes | Session                | Nouvelles questions posées | Nombre de questions répondues | Pourcentage du total des questions répondues |
|----------------------------------------------|------------------------|----------------------------|-------------------------------|----------------------------------------------|
| <b>1105</b>                                  | Inter-session          | 74                         | 97                            | % 35                                         |
|                                              | Session d'octobre 2019 | 520                        | 109                           |                                              |
| <b>1493</b>                                  | Inter-session          | 220                        | 118                           | % 50                                         |
|                                              | Session d'avril 2020   | 421                        | 202                           |                                              |
| Total année législative 2019-2020            |                        | 1235                       | 526                           | % 42                                         |



## **Les Questions mensuelles de politique générale:**

### **1- Répartition des questions orales mensuelles posées par les groupes et le groupement:**

**A. La session d'octobre 2019**

**B. La session d'avril 2020**

### **2- Thèmes auxquels le Chef du Gouvernement a répondu:**

**A. La session d'octobre 2019**

**B. La session d'avril 2020**

### **3- Répartition du temps de parole**

## Deuxièmement: Questions de politique générale:

### 1-Répartition des questions orales mensuelles posées par les groupes et le groupement:

#### A. Durant la session d'octobre 2019:

| Groupes et Groupement                                 | Première séance: 12 Novembre 2019 |                  |                     |                  | Deuxième Séance: 10 Décembre 2019 |                  |                     |                  | Troisième séance: 21 Janvier 2020 |                  |                     |                  | Total               |                  |
|-------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|---------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                                                       | Premier thème                     |                  | Deuxième thème      |                  | Premier thème                     |                  | Deuxième thème      |                  | Premier thème                     |                  | Deuxième thème      |                  | Questions répondues | Questions posées |
|                                                       | Questions répondues               | Questions posées | Questions répondues | Questions posées | Questions répondues               | Questions posées | Questions répondues | Questions posées | Questions répondues               | Questions posées | Questions répondues | Questions posées |                     |                  |
| Groupe PAM                                            | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | 01                  | 01               | 01                                | 01               | 01                  | 01               | 05                  | 05               |
| Groupe IUE                                            | 01                                | 01               | 01                  | 01               | 01                                | 01               | 01                  | 01               | 01                                | 01               | 01                  | 01               | 06                  | 06               |
| Groupe PJD                                            | 01                                | 01               | 01                  | 01               | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 04                  | 04               |
| Groupe Haraki                                         | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | 01                  | 01               | 04                  | 04               |
| Groupe RNI                                            | 01                                | 01               | ---                 | ---              | ---                               | ---              | 01                  | 01               | 01                                | 01               | 01                  | 01               | 04                  | 04               |
| Groupe Socialiste                                     | 01                                | 01               | ---                 | ---              | ---                               | ---              | 01                  | 01               | ---                               | ---              | 01                  | 01               | 03                  | 03               |
| Groupe CGEM                                           | 01                                | 01               | ---                 | ---              | ---                               | ---              | 01                  | 01               | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 03                  | 03               |
| Groupe UMT                                            | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 03                  | 03               |
| Groupe CDS                                            | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 03                  | 03               |
| Groupement CDT                                        | ---                               | --               | 01                  | 01               | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 03                  | 03               |
| Conseillers Abou<br>dellatif Ouamou<br>- Addi Shajiri | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 01                                | 01               | ---                 | ---              | 03                  | 03               |
| Total                                                 | 10                                | 10               | 03                  | 03               | 08                                | 08               | 05                  | 05               | 10                                | 10               | 05                  | 05               | 41                  | 41               |

**1-Répartition des questions orales mensuelles posées par les groupes et le groupement:**  
**B. Durant la session d'avril 2020:**

| Groupes et Groupement                        | Première séance:<br>21 Avril 2020 |                     | Deuxième Séance:<br>16 Juin 2020 |                     | Troisième Séance:<br>21 Juillet 2020 |                     | Total            |                     |
|----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------|--------------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|
|                                              | Questions posées                  | Questions répondues | Questions posées                 | Questions répondues | Questions posées                     | Questions répondues | Questions posées | Questions répondues |
| Groupe PAM                                   | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Groupe IUE                                   | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Groupe PJD                                   | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Groupe Haraki                                | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Groupe RNI                                   | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Groupe Socialiste                            | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Groupe CGEM                                  | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Groupe UMT                                   | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Groupe CDS                                   | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Groupement CDT                               | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Conseillers Abdelatif Ouamou et Addi Shajiri | --                                | --                  | --                               | --                  | 01                                   | 01                  | 01               | 01                  |
| M.Rachid El Menyari                          | 01                                | 01                  | 01                               | 01                  | 01                                   | 01                  | 03               | 03                  |
| Total                                        | 11                                | 11                  | 11                               | 11                  | 12                                   | 12                  | 34               | 34                  |



## 2- Thèmes auxquels le Chef du Gouvernement a répondu lors des séances mensuelles:

### A. Durant la session d'octobre 2019:

| Date de la séance mensuelle          | Présidence et secrétariat de la séance          | Objet de la question                                                                                                                                                                                  | Groupe ou affiliation           |
|--------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Première séance:<br>12 novembre 2019 | - Abdelhakim Ben Chammach<br><br>- Ahmed Touizi | Premier axe: la politique générale du gouvernement pour la mise en œuvre de la contribution du secteur bancaire et financier en matière de développement, d'auto-emploi et de soutien aux TPE et PME. | PAM                             |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | IUE                             |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | PJD                             |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | Haraki                          |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | RNI                             |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | Socialiste                      |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | CGEM                            |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | UMT                             |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | CDS                             |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | Abdelatif Ouamou - Addi Shajiri |
|                                      |                                                 | Deuxième axe : la politique gouvernementale pour les personnes âgées et les personnes en situation d'handicap.                                                                                        | IUE                             |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | PJD                             |
|                                      |                                                 |                                                                                                                                                                                                       | CDT                             |

| Date de la séance mensuelle          | Présidence et secrétariat de la séance      | Objet de la question                                                                                                      | Groupe ou affiliation           |
|--------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| deuxième séance:<br>10 décembre 2019 | - Abdelhakim Ben Chammach<br>- Driss Erradi | Premier axe: la politique générale du gouvernement en matière de droits de l'homme, défis et perspectives                 | PAM                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | IUE                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | PJD                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | Haraki                          |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | UMT                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | CDS                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | CDT                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | Abdelatif Ouamou - Addi Shajiri |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | PAM                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | IUE                             |
| Troisième séance:<br>21 janvier 2020 | - Abdelhakim Ben Chammach<br>- Ahmed Touizi | Deuxième axe : la politique gouvernementale pour faire face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles    | RNI                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | Socialiste                      |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | CGEM                            |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | PAM                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | IUE                             |
|                                      |                                             | - Premier axe : la stratégie nationale de lutte contre la corruption                                                      | PJD                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | Haraki                          |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | RNI                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | CGEM                            |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | UMT                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | CDS                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | CDT                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | Abdelatif ouamou - addi shajiri |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | PAM                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | IUE                             |
|                                      |                                             | -Deuxième axe : la politique générale du gouvernement en matière de protection de la femme, de la famille et de l'enfance | Haraki                          |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | RNI                             |
|                                      |                                             |                                                                                                                           | Socialiste                      |
|                                      |                                             |                                                                                                                           |                                 |

## 2- Thèmes auxquels le Chef du Gouvernement a répondu lors des séances mensuelles:

B- Durant la session d'avril 2020:

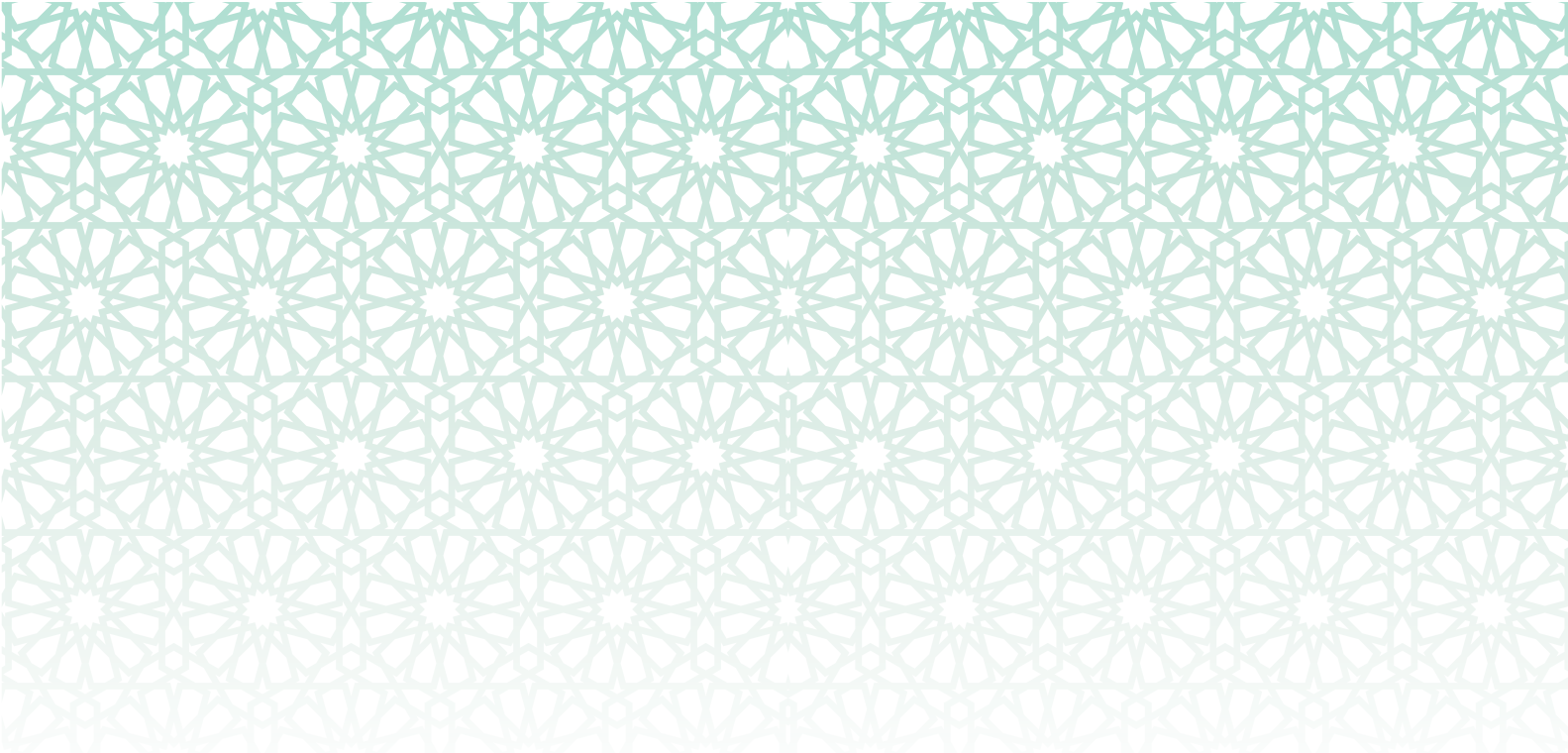
| Date de la séance mensuelle        | Présidence et secrétariat de la séance                                                              | Objet de la question                                                                                                                                        | Groupe ou affiliation |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Première séance :<br>21 avril 2020 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Abdelhakim Ben Chammach</li> <li>- Driss Erradi</li> </ul> | La réalité et les perspectives de la lutte contre les répercussions de la crise du coronavirus                                                              | PAM                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | IUE                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | PJD                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | Haraki                |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | RNI                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | Socialiste            |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | CGEM                  |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | UMT                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | CDS                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | CDT                   |
| 2ème séance :<br>16 mai 2020       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Abdelhakim Ben Chammach</li> <li>- Driss Erradi</li> </ul> | La politique du gouvernement post confinement : quel plan de relance et de traitement des impacts économiques pour traiter les effets sociaux de la crise ? | Rachid el Menyari     |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | PAM                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | IUE                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | PJD                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | Haraki                |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | RNI                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | Socialiste            |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | CGEM                  |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | UMT                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | CDS                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | CDT                   |
|                                    |                                                                                                     |                                                                                                                                                             | Rachid el Menyari     |

| Date de la séance mensuelle                  | Présidence et secrétariat de la séance          | Objet de la question                                                                                                                                      | Groupe ou affiliation           |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| 3 <sup>ème</sup> séance :<br>21 juillet 2020 | - Abdelhakim Ben Chammach<br><br>- Driss Erradi | Les politiques publiques dans les secteurs économiques, sociaux et numériques à la lumière des leçons tirées des répercussions de la crise de coronavirus | PAM                             |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | IUE                             |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | PJD                             |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | Haraki                          |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | RNI                             |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | Socialiste                      |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | CGEM                            |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | UMT                             |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | CDS                             |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | CDT                             |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | Abdelatif OUMOU et Addi CHAJIRI |
|                                              |                                                 |                                                                                                                                                           | Rachid el Menyari               |

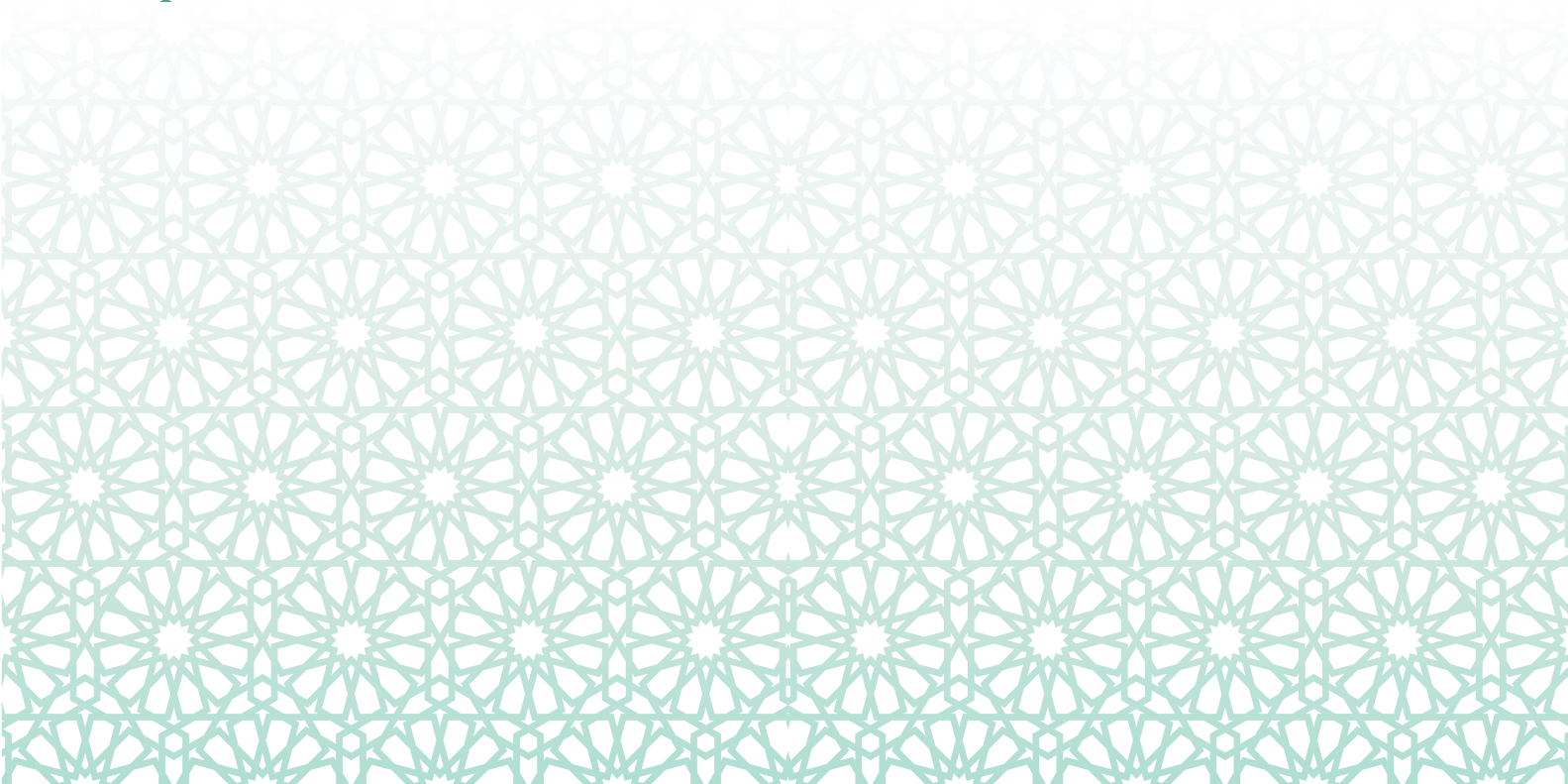
### 3- Répartition du temps de parole dans les séances mensuelles des questions orales

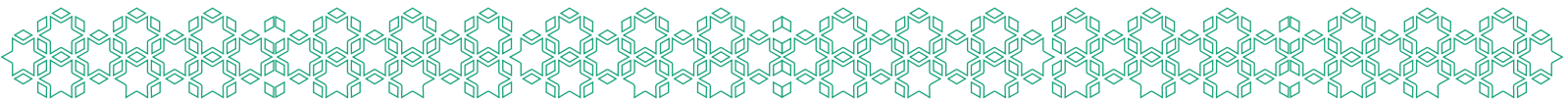
| Session      | Séance           | Axes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Chambre des Conseillers | Chef du Gouvernement |
|--------------|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|----------------------|
| Octobre 2019 | Première séance  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Premier axe : la politique générale du gouvernement pour la mise en œuvre de la contribution du secteur bancaire et financier en matière de développement, d'auto-emploi et de soutien aux TPE et PME.</li> <li>- Deuxième axe : la politique gouvernementale pour les personnes âgées et les personnes en situation d'handicap.</li> </ul> | 89 minutes              | 89 minutes           |
|              | Deuxième Séance  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Premier axe: la politique générale du gouvernement en matière de droits de l'homme, défis et perspectives</li> <li>- Deuxième axe : la politique gouvernementale pour faire face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles</li> </ul>                                                                                      | 89 minutes              | 89 minutes           |
|              | Troisième séance | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Premier axe: la stratégie nationale de lutte contre la corruption</li> <li>-Deuxième axe: la politique générale du gouvernement en matière de protection de la femme, de la famille et de l'enfance</li> </ul>                                                                                                                              | 89 minutes              | 89 minutes           |
| Avril 2020   | Première séance  | La réalité et les perspectives de la lutte contre les répercussions de la crise du coronavirus                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 88 Min et 30 secs       | 88 Min et 30 secs    |
|              | Deuxième Séance  | La politique du gouvernement post confinement: quel plan de relance et de traitement des impacts économiques pour traiter les effets sociaux de la crise?                                                                                                                                                                                                                            | 88 min et 30 secs       | 88 min et 30 secs    |
|              | Troisième séance | Les politiques publiques dans les secteurs économiques, sociaux et numériques à la lumière des leçons tirées des répercussions de la crise de coronavirus                                                                                                                                                                                                                            | 89 minutes              | 89 minutes           |





## **Les Questions orales hebdomadaires:**

- 1-Répartition des quotas de questions entre les groupes et le groupement parlementaire**
  - 2- Répartition des questions orales posées et répondues par les groupes et le groupement**
  - 3- Répartition des questions orales posées et répondues par domaine sectoriel**
  - 4- Répartition de la Présidence et du Secrétariat selon les séances hebdomadaires des questions orales**
  - 5- Participation des secteurs gouvernementaux aux séances des questions orales**
- 



## Troisièmement: questions orales hebdomadaires:

### 1- Répartition des quotas des questions entre les groupes et le groupement parlementaire durant les séances hebdomadaires :

| Groupe ou Groupement                         | Nombre de questions                         |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Groupe PAM                                   | 04                                          |
| Groupe IUE                                   | 04                                          |
| Groupe PJD                                   | 03                                          |
| Groupe Haraki                                | 02                                          |
| Groupe RNI                                   | 02                                          |
| Groupe socialiste                            | 01                                          |
| Groupe CGEM                                  | 01                                          |
| Groupe UMT                                   | 01                                          |
| Groupe CDS                                   | 01                                          |
| Groupement CDT                               | 01                                          |
| Conseillers Abdellatif Oumou et Addi Shajiri | Une seule question toutes les trois séances |

## 2- Répartition des questions orales posées et répondues par les groupes et le groupement:

A- Durant la session d'octobre 2019

| Groupe / Groupement                           | Nombre de questions posées |                                         |                                                   |       | Nombre de questions répondues |            |       | Questions retirées |
|-----------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------------|-------|-------------------------------|------------|-------|--------------------|
|                                               | Questions restantes        | Questions posées pendant l'intersession | Questions posées durant la session d'octobre 2019 | Total | D'actualité                   | Ordinaires | Total |                    |
| Groupe PAM                                    | 673                        | --                                      | 85                                                | 758   | 04                            | 44         | 48    | --                 |
| Groupe IUE                                    | 656                        | 15                                      | 86                                                | 757   | 06                            | 49         | 55    | --                 |
| Groupe PJD                                    | 647                        | 08                                      | 101                                               | 756   | 02                            | 40         | 42    | --                 |
| Groupe Haraki                                 | 275                        | 16                                      | 56                                                | 347   | 03                            | 25         | 28    | --                 |
| Groupe RNI                                    | 351                        | --                                      | 15                                                | 366   | 03                            | 22         | 25    | --                 |
| Groupe socialiste                             | 135                        | 05                                      | 10                                                | 150   | 02                            | 12         | 14    | --                 |
| Groupe CGEM                                   | 85                         | 06                                      | 35                                                | 126   | --                            | 05         | 05    | --                 |
| Groupe UMT                                    | 113                        | 14                                      | 42                                                | 169   | 01                            | 14         | 15    | --                 |
| Groupe CDS                                    | 35                         | 25                                      | 17                                                | 77    | 01                            | 11         | 12    | --                 |
| Groupement CDT                                | 122                        | 14                                      | 20                                                | 156   | 01                            | 14         | 15    | --                 |
| Conseillers Abdellatif Ouamou et Addi Shajiri | 29                         | --                                      | 10                                                | 39    | 02                            | 03         | 05    | --                 |
| Total                                         | 3121                       | 103                                     | 477                                               | 3701  | 25                            | 239        | 264   | --                 |

## 2- Répartition des questions orales posées et répondues par groupes et groupements: B- Durant la session d'avril 2020:

| Groupe / Groupement                           | Nombre de questions posées |                                         |                                    |       | Axiale | Nombre de questions répondues |            |       | Questions retirées |
|-----------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------|-------|--------|-------------------------------|------------|-------|--------------------|
|                                               | Questions restantes        | Questions posées pendant l'intersession | Questions posées durant la session | Total |        | D'actualité                   | Ordinaires | Total |                    |
| Groupe PAM                                    | 710                        | --                                      | 40                                 | 750   | 16     | 02                            | 05         | 23    | 01                 |
| Groupe IUE                                    | 702                        | 20                                      | 27                                 | 749   | 17     | 05                            | 03         | 25    | --                 |
| Groupe PJD                                    | 714                        | 05                                      | 24                                 | 743   | 15     | 04                            | 02         | 21    | --                 |
| Groupe Haraki                                 | 319                        | 04                                      | 14                                 | 337   | 13     | 01                            | 03         | 17    | 64                 |
| Groupe RNI                                    | 341                        | 30                                      | 15                                 | 386   | 13     | 02                            | 02         | 17    | --                 |
| Groupe socialiste                             | 136                        | 02                                      | 12                                 | 150   | 10     | 01                            | 01         | 12    | --                 |
| Groupe CGEM                                   | 121                        | --                                      | 12                                 | 133   | 10     | --                            | 01         | 11    | --                 |
| Groupe UMT                                    | 154                        | --                                      | 15                                 | 169   | 10     | --                            | 02         | 12    | --                 |
| Groupe CDS                                    | 65                         | --                                      | 11                                 | 76    | 10     | 01                            | 01         | 12    | --                 |
| Groupement CDT                                | 141                        | 02                                      | 11                                 | 154   | 10     | --                            | 02         | 12    | --                 |
| Conseillers Abdellatif Ouamou et Addi Shajiri | 34                         | --                                      | 02                                 | 36    | --     | 01                            |            | 01    | --                 |
| Total                                         | 3437                       | 63                                      | 183                                | 3683  | 124    | 17                            | 22         | 163   | 65                 |

### 3. Répartition des questions orales posées et répondues par domaine sectoriel: A- Session d'octobre 2019

| Domaine sectoriel <sup>1</sup>                            | Nombre de questions posées |                                      |                                                    |       | Questions retirées |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------|-------|--------------------|
|                                                           | Questions restantes        | Questions posées dans l'intersession | Questions posées lors de la session d'octobre 2019 | Total |                    |
| Domaine économique                                        | 989                        | 24                                   | 150                                                | 1163  | 46                 |
| Domaine social                                            | 917                        | 43                                   | 185                                                | 1145  | 97                 |
| Domaine des droits de l'Homme, administratif et religieux | 398                        | 10                                   | 41                                                 | 449   | 36                 |
| Domaine des affaires intérieures et des infrastructures   | 712                        | 25                                   | 84                                                 | 821   | 72                 |
| Domaine des affaires étrangères                           | 105                        | 01                                   | 17                                                 | 123   | 13                 |
| Total                                                     | 3121                       | 103                                  | 477                                                | 3701  | 264                |

<sup>1</sup>

**Domaine économique:** (Economie et finances, Agriculture, Industrie et Investissement, Energie et Minéraux, Tourisme, Affaires générales et la gouvernance, Pêche, Artisanat, Développement rural, Eau et Forêts, Commerce extérieur, Secrétaire d'Etat au Tourisme, Secrétaire d'Etat à l'Investissement, Secrétaire d'Etat au Développement durable)

**Domaine social:** (Education nationale, Santé, Jeunesse et sports, Famille et solidarité, Emploi et insertion professionnelle, secrétariat d'Etat en charge de l'enseignement supérieur, secrétariat d'Etat à la formation professionnelle)

**Domaine des droits de l'Homme, administratif et religieux:** (Droits de l'Homme, Justice, Habous et affaires religieuses, Secrétaire général du gouvernement, Culture et communication, Relations avec le Parlement, Fonction publique)

**Domaine des affaires intérieures et des infrastructures:** (Ministère de l'intérieur, Ministère délégué à l'intérieur), Aménagement du territoire national, urbanisme et de l'Habitat (Secrétaire d'Etat chargé de l'Habitat), Equipement et transport, Défense nationale, Ministère en charge du transport)

**Domaine des affaires étrangères:** (Les Affaires étrangères (Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, Marocains résidant à l'étranger)



### 3. Répartition des questions orales posées et répondues par domaine sectoriel: B - Durant la session d'avril 2020

| Domaine sectoriel                                         | Nombre de questions posées |                                         |                                                 |       | Questions retirées |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------------|-------|--------------------|
|                                                           | Questions restantes        | Questions posées pendant l'intersession | Questions posées durant la session d'avril 2020 | Total |                    |
| Domaine économique                                        | 1117                       | 15                                      | 64                                              | 1196  | 51                 |
| Domaine social                                            | 1048                       | 29                                      | 63                                              | 1140  | 56                 |
| Domaine des droits de l'Homme, administratif et religieux | 413                        | 02                                      | 14                                              | 429   | 12                 |
| Domaine des affaires intérieures et des infrastructures   | 749                        | 14                                      | 30                                              | 793   | 33                 |
| Domaine des affaires étrangères                           | 110                        | 03                                      | 12                                              | 125   | 11                 |
| Total                                                     | 3437                       | 63                                      | 183                                             | 3683  | 163                |

**4- Répartition de la Présidence et du Secrétariat selon les séances hebdomadaires des questions orales:**  
**A - Durant la session d'octobre 2019:**

| NS | Séances    | Président de séance:  | Secrétaire de séance: |
|----|------------|-----------------------|-----------------------|
| 01 | 15/10/2019 | Abdessamad kayouh     | Ahmed Lakhri          |
| 02 | 22/10/2019 | Hamid kouskous        | -                     |
| 03 | 29/10/2019 | Abdelillah El Halouti | Ahmed Touizi          |
| 04 | 05/11/2019 | Abdelkader Salama     | Ahmed Lakhri          |
| 05 | 19/11/2019 | Abdelhamid Souiri     | Driss Erradi          |
| 06 | 26/11/2019 | Abdelhamid Souiri     | Ahmed Touizi          |
| 07 | 03/12/2019 | Abdessamad kayouh     | Ahmed Lakhri          |
| 08 | 17/12/2019 | Hamid kouskous        | Ahmed Lakhri          |
| 09 | 24/12/2019 | Abdelillah El Halouti | Ahmed Touizi          |
| 10 | 31/12/2019 | Abdelkader Salama     | Ahmed Touizi          |
| 11 | 07/01/2020 | Abdelhamid Souiri     | Ahmed Lakhri          |
| 12 | 14/01/2020 | Abdessamad kayouh     | Ahmed Touizi          |
| 13 | 20/01/2020 | Hamid kouskous        | Driss Erradi          |
| 14 | 04/02/2020 | Abdelillah El Halouti | Ahmed Touizi          |
| 15 | 11/02/2020 | Abdelkader Salama     | Ahmed Touizi          |

**4- Répartition de la Présidence et du Secrétariat selon les séances hebdomadaires des questions orales:**  
**B- Durant la session d'avril 2020:**

| NS | Séances    | Président de la séance | Secrétaire   |
|----|------------|------------------------|--------------|
| 01 | 14/04/2020 | Abdessamad Kayouh      | Ahmed Touizi |
| 02 | 28/04/2020 | Abdelillah El Halouti  | Ahmed Touizi |
| 03 | 05/05/2020 | Hamid Kouskous         | Ahmed Touizi |
| 04 | 12/05/2020 | Abdelkader Salama      | Ahmed Touizi |
| 05 | 19/05/2020 | Abdelhamid Souiri      | Ahmed Touizi |
| 06 | 26/05/2020 | Abdelillah El Halouti  | Driss Erradi |
| 07 | 02/06/2020 | Abdessamad Kayouh      | Ahmed Touizi |
| 08 | 09/06/2020 | Hamid Kouskous         | Ahmed Touizi |
| 09 | 23/06/2020 | Abdelkader Salama      | Ahmed Touizi |
| 10 | 30/06/2020 | Abdelhamid Souiri      | Ahmed Touizi |
| 11 | 07/07/2020 | Abdelillah El Halouti  | Driss Erradi |
| 12 | 14/07/2020 | Abdessamad Kayouh      | Ahmed Touizi |

## 5- Participation des secteurs gouvernementaux aux séances des questions orales: A-Durant la session d'octobre 2019

| Secteurs gouvernementaux                                                                            | Nombre de séances au cours desquelles les ministres ont exprimé leur volonté de participer | Nombre de réunions auxquelles les ministres se sont excusés de ne pas pouvoir participer | Nombre de séances au cours desquelles des questions ont été programmées pour le secteur gouvernemental | Nombre de questions orales répondues |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Ministère d'État chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement                    | 15                                                                                         | -                                                                                        | 08                                                                                                     | 17                                   |
| Ministère de l'Intérieur<br>(Ministère délégué auprès du Ministre de l'intérieur)                   | 03                                                                                         | 12                                                                                       | 03                                                                                                     | 28                                   |
| Ministère des affaires étrangères<br>(Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères) | 03                                                                                         | 12                                                                                       | 02                                                                                                     | 03                                   |
| Ministère de la Justice                                                                             | 11                                                                                         | 04                                                                                       | 09                                                                                                     | 14                                   |
| Ministère des Habous et des Affaires Islamiques                                                     | 08                                                                                         | 07                                                                                       | 03                                                                                                     | 05                                   |
| Secrétariat Général du Gouvernement                                                                 | -                                                                                          | -                                                                                        | -                                                                                                      | -                                    |

| Secteurs gouvernementaux                                                                                                                                                                     | Nombre de séances au cours desquelles les ministres ont exprimé leur volonté de participer | Nombre de réunions auxquelles les ministres se sont excusés de ne pas pouvoir participer | Nombre de séances au cours desquelles des questions ont été programmées pour le secteur gouvernemental | Nombre de questions orales répondues |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Ministère de l'Economie et des Finances                                                                                                                                                      | -                                                                                          | 15                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts                                                                                               | 01                                                                                         | 14                                                                                       | 01                                                                                                     | 11                                   |
| Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur<br>(Ministère délégué chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique) | 07                                                                                         | 08                                                                                       | 06                                                                                                     | 45                                   |
| Ministère de la Santé                                                                                                                                                                        | 02                                                                                         | 13                                                                                       | 02                                                                                                     | 10                                   |
| Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie Verte et Numérique                                                                                                                    | 03                                                                                         | 12                                                                                       | 03                                                                                                     | 08                                   |
| Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau                                                                                                                        | 07                                                                                         | 08                                                                                       | 07                                                                                                     | 34                                   |
| Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Politique de la Ville                                                                                | 03                                                                                         | 12                                                                                       | 02                                                                                                     | 10                                   |



| Secteurs gouvernementaux                                                            | Nombre de séances au cours desquelles les ministres ont exprimé leur volonté de participer | Nombre de réunions auxquelles les ministres se sont excusés de ne pas pouvoir participer | Nombre de séances au cours desquelles des questions ont été programmées pour le secteur gouvernemental | Nombre de questions orales répondues |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'Economie Sociale | 03                                                                                         | 12                                                                                       | 02                                                                                                     | 07                                   |
| Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement                             | 10                                                                                         | 05                                                                                       | 06                                                                                                     | 20                                   |
| Ministère du Emploi et de l'Insertion Professionnelle                               | 07                                                                                         | 08                                                                                       | 06                                                                                                     | 27                                   |
| Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports                               | 03                                                                                         | 12                                                                                       | 03                                                                                                     | 10                                   |
| Ministère de la Solidarité, du Développement Social, de l'Egalité et de la Famille  | 05                                                                                         | 10                                                                                       | 04                                                                                                     | 06                                   |
| Ministère délégué Chargé de l'Administration de la Défense Nationale                | -                                                                                          | -                                                                                        | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère délégué Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger                        | 10                                                                                         | 05                                                                                       | 06                                                                                                     | 09                                   |

## 5- Participation des secteurs gouvernementaux aux séances des questions orales:

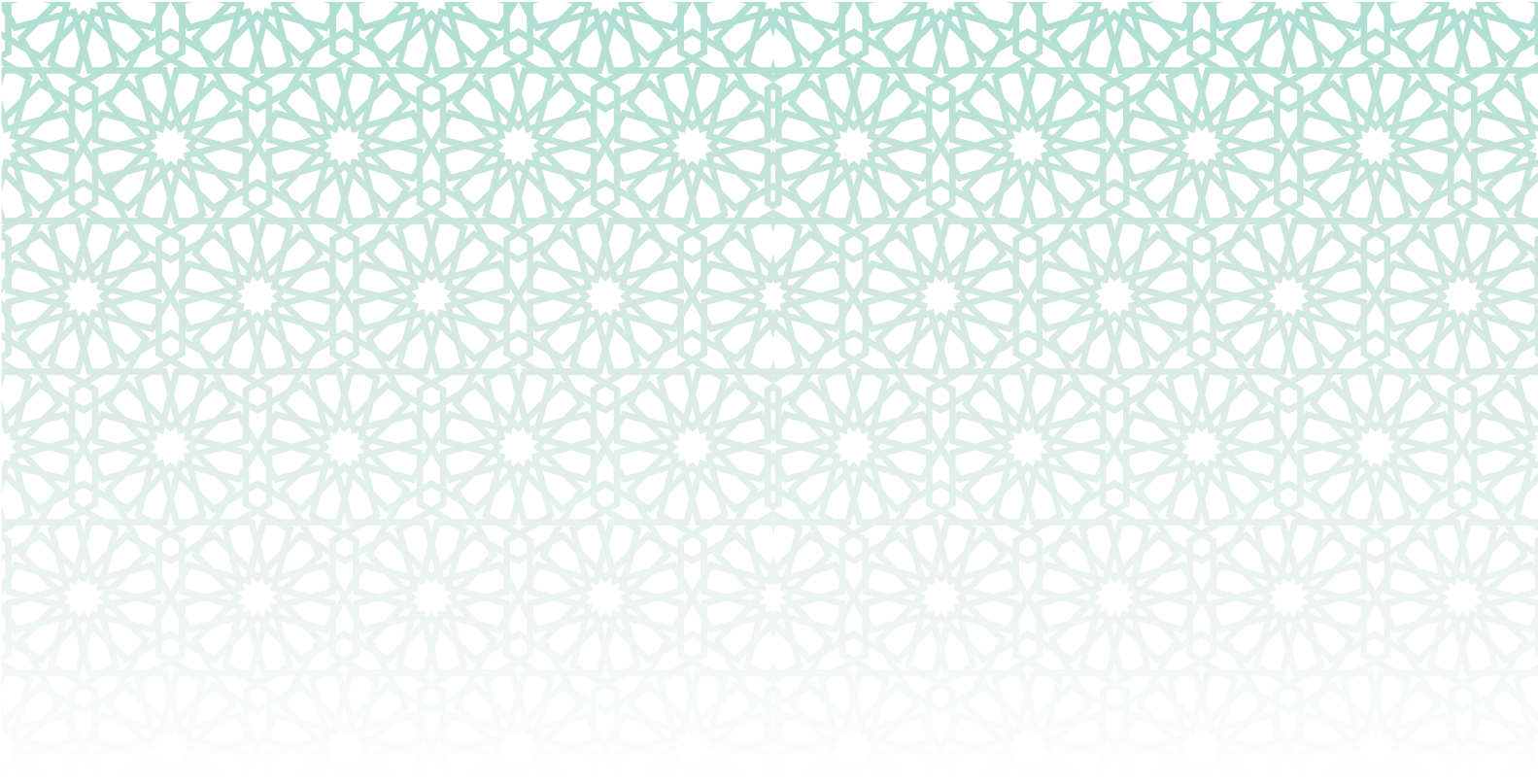
### B - Durant la session d'avril 2020:

Ce tableau ne comprend que les 11e et 12 séances compte tenu du fait que les 10 premières séances ont été tenues selon un calendrier convenu entre la Chambre des conseillers et le Gouvernement dans le cadre des questions axiales

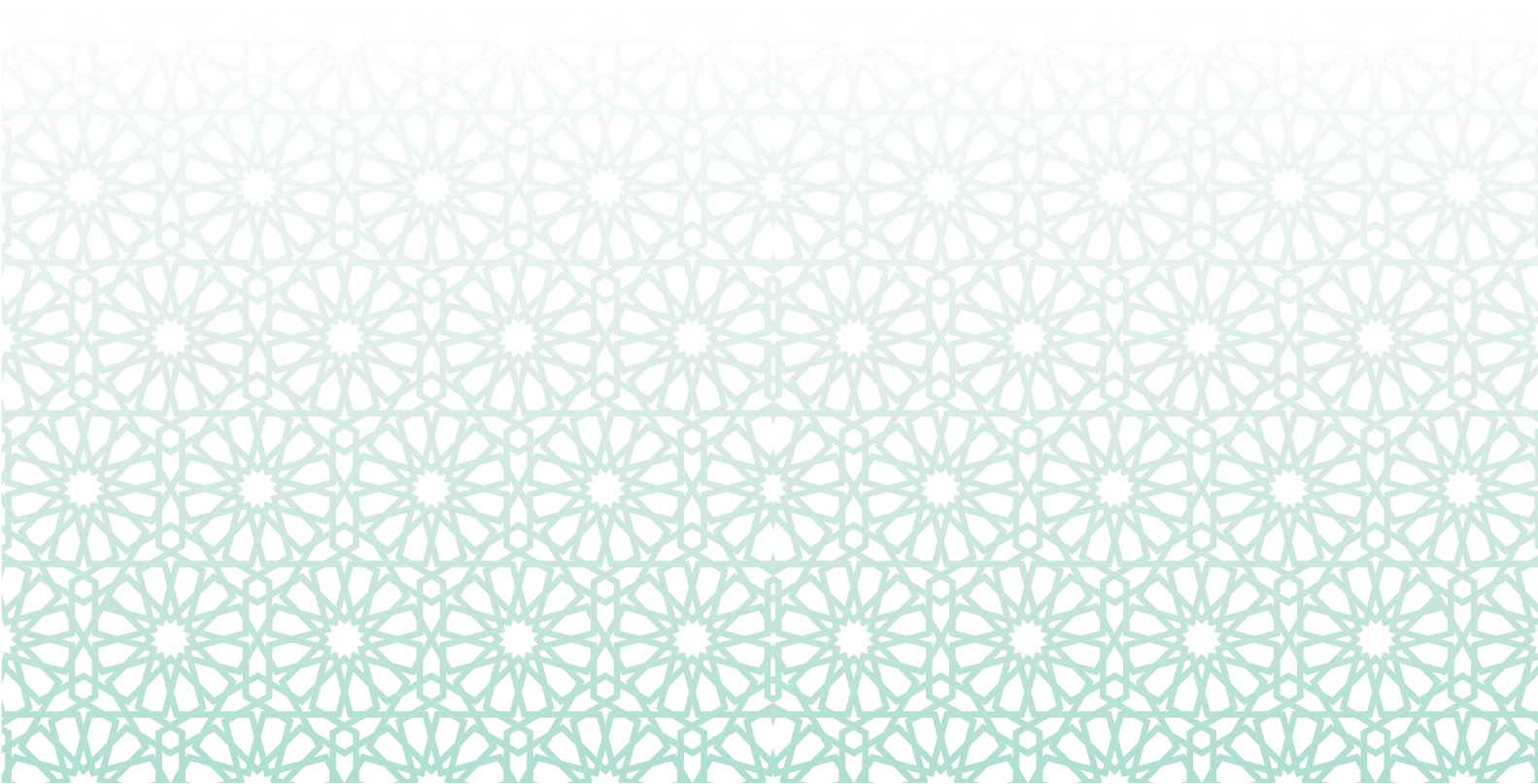
| Secteurs gouvernementaux                                                                            | Nombre de séances au cours desquelles les ministres ont exprimé leur volonté de participer | Nombre de réunions auxquelles les ministres se sont excusés de ne pas pouvoir participer | Nombre de séances au cours desquelles des questions ont été programmées pour le secteur gouvernemental | Nombre de questions orales répondues |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Ministère d'État chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement                    | 02                                                                                         | -                                                                                        | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère de l'Intérieur<br>(Ministère délégué auprès du Ministre de l'intérieur)                   | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère des affaires étrangères<br>(Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères) | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère de la Justice                                                                             | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère des Habous et des Affaires Islamiques                                                     | 02                                                                                         | -                                                                                        | 01                                                                                                     | 01                                   |
| Secrétariat Général du Gouvernement                                                                 | -                                                                                          | -                                                                                        | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère de l'Economie et des Finances                                                             | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts      | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |

| Secteurs gouvernementaux                                                                                                                                                                     | Nombre de séances au cours desquelles les ministres ont exprimé leur volonté de participer | Nombre de réunions auxquelles les ministres se sont excusés de ne pas pouvoir participer | Nombre de séances au cours desquelles des questions ont été programmées pour le secteur gouvernemental | Nombre de questions orales répondues |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur<br>(Ministère délégué chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique) | 01                                                                                         | 01                                                                                       | 01                                                                                                     | 11                                   |
| Ministère de la Santé                                                                                                                                                                        | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie Verte et Numérique                                                                                                                    | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère de l'Equipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau                                                                                                                        | 01                                                                                         | 01                                                                                       | 01                                                                                                     | 12                                   |
| Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville                                                                               | 01                                                                                         | 01                                                                                       | 01                                                                                                     | 06                                   |
| Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'Economie Sociale                                                                                                          | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement                                                                                                                                      | 01                                                                                         | 01                                                                                       | 01                                                                                                     | 02                                   |

| Secteurs gouvernementaux                                                           | Nombre de séances au cours desquelles les ministres ont exprimé leur volonté de participer | Nombre de réunions auxquelles les ministres se sont excusés de ne pas pouvoir participer | Nombre de séances au cours desquelles des questions ont été programmées pour le secteur gouvernemental | Nombre de questions orales répondues |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Ministère de L'Emploi et de l'Insertion Professionnelle                            | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports                              | 01                                                                                         | 01                                                                                       | 01                                                                                                     | 06                                   |
| Ministère de la Solidarité, du Développement Social, de l'Egalité et de la Famille | -                                                                                          | 02                                                                                       | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère délégué Chargé de l'Administration de la Défense Nationale               | -                                                                                          | -                                                                                        | -                                                                                                      | -                                    |
| Ministère délégué Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger                       | 01                                                                                         | 01                                                                                       | 01                                                                                                     | 02                                   |



## Les Questions écrites

- 1- Répartition des questions écrites par les groupes et le groupement**
  - 2 - Répartition des questions écrites posées et répondues par domaine sectoriel**
- 



## Quatrièmement: Questions écrites

### 1- Répartition des questions écrites par les groupes et le groupement:

A- Durant la session d'octobre 2019

| Groupe / Groupement                          | Nombre de questions posées |              |                        | Nombre de questions répondues |              |                        |
|----------------------------------------------|----------------------------|--------------|------------------------|-------------------------------|--------------|------------------------|
|                                              | Questions restantes        | Intersession | Session d'octobre 2019 | Total                         | Intersession | Session d'octobre 2019 |
| Groupe PAM                                   | 64                         | -            | 16                     | 80                            | 05           | 05                     |
| Groupe IUE                                   | 66                         | 03           | 19                     | 88                            | 06           | 04                     |
| Groupe PJD                                   | 28                         | 16           | 133                    | 77                            | 05           | 33                     |
| Groupe Haraki                                | 13                         | 01           | 05                     | 19                            | 01           | 02                     |
| Groupe RNI                                   | 561                        | 52           | 319                    | 932                           | 46           | 60                     |
| Groupe socialiste                            | 11                         | 02           | 05                     | 18                            | 01           | -                      |
| Groupe CGEM                                  | 04                         | -            | -                      | 04                            | -            | 02                     |
| Groupe UMT                                   | 11                         | -            | 05                     | 16                            | 01           | -                      |
| Groupe CDS                                   | 02                         | -            | 01                     | 03                            | -            | -                      |
| Groupement CDT                               | 25                         | -            | 16                     | 41                            | 01           | 03                     |
| Conseillers Abdellatif Ouamou et Addi Shajri | 20                         | -            | 01                     | 21                            | 01           | -                      |
| Total                                        | 1105                       | 74           | 520                    | 1699                          | 97           | 109                    |
|                                              |                            |              |                        |                               |              | 206                    |

**1- Répartition des questions écrites par groupes et groupement:**  
**B- Durant la session d'Avril 2020:**

| Groupe / Groupement                           | Nombre de questions posées |                                         |                                                 |       | Nombre de questions répondues              |                                                    |       |
|-----------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------------|-------|--------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------|
|                                               | Questions restantes        | Questions posées pendant l'intersession | Questions posées durant la session d'avril 2020 | Total | Questions répondues pendant l'intersession | Questions répondues durant la session d'avril 2020 | Total |
| Groupe PAM                                    | 70                         | 147                                     | 109                                             | 326   | 07                                         | 70                                                 | 77    |
| Groupe IUE                                    | 78                         | 01                                      | 18                                              | 97    | 05                                         | 03                                                 | 08    |
| Groupe PJD                                    | 409                        | 04                                      | 166                                             | 579   | 34                                         | 23                                                 | 57    |
| Groupe Haraki                                 | 16                         | --                                      | 14                                              | 30    | 02                                         | 06                                                 | 08    |
| Groupe RNI                                    | 826                        | 61                                      | 62                                              | 949   | 68                                         | 73                                                 | 141   |
| Groupe socialiste                             | 17                         | 03                                      | 28                                              | 48    | 02                                         | 03                                                 | 05    |
| Groupe CGEM                                   | 02                         | --                                      | 01                                              | 03    | --                                         | --                                                 | --    |
| Groupe UMT                                    | 15                         | 01                                      | 11                                              | 27    | --                                         | --                                                 | --    |
| Groupe CDS                                    | 03                         | --                                      | 01                                              | 04    | --                                         | --                                                 | --    |
| Groupement CDT                                | 37                         | 03                                      | 10                                              | 50    | --                                         | 05                                                 | 05    |
| Conseillers Abdellatif Ouamou et Addi Shajiri | 20                         | --                                      | 01                                              | 21    | --                                         | --                                                 | --    |
| Total                                         | 1493                       | 220                                     | 421                                             | 2134  | 118                                        | 202                                                | 320   |

## 2 - Répartition des questions écrites posées et répondues par domaine sectoriel: A- Session d'octobre 2019

| Domaine sectoriel                                         | Nombre de questions posées |                                         |                                                   |       | Nombre de questions répondues              |                                                      |       |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------------|-------|--------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------|
|                                                           | Questions restantes        | Questions posées pendant l'intersession | Questions posées durant la session d'octobre 2019 | Total | Questions répondues pendant l'intersession | Questions répondues durant la session d'octobre 2019 | Total |
| Domaine économique                                        | 161                        | 14                                      | 87                                                | 262   | 20                                         | 22                                                   | 42    |
| Domaine social                                            | 286                        | 23                                      | 253                                               | 562   | 36                                         | 54                                                   | 90    |
| Domaine des droits de l'Homme, administratif et religieux | 72                         | 04                                      | 35                                                | 111   | 16                                         | 11                                                   | 27    |
| Domaine des affaires intérieures et des infrastructures   | 577                        | 33                                      | 140                                               | 750   | 23                                         | 22                                                   | 45    |
| Domaine des affaires étrangères                           | 09                         | --                                      | 05                                                | 14    | 02                                         | --                                                   | 02    |
| Total                                                     | 1105                       | 74                                      | 520                                               | 1699  | 97                                         | 109                                                  | 206   |

<sup>1</sup>

<sup>2</sup>**Domaine économique:** (Economie et finances, Agriculture, Industrie et Investissement, Energie et Minéraux, Tourisme, Affaires générales et la gouvernance, Pêche, Artisanat, Développement rural, Eau et Forêts, Commerce extérieur, Secrétariat d'Etat au Tourisme, Secrétariat d'Etat à l'Investissement, Secrétariat d'Etat au Développement durable)

**Domaine social :** (Education nationale, santé, jeunesse et sports, famille et solidarité, emploi et insertion professionnelle, secrétariat d'Etat en charge de l'enseignement supérieur, secrétariat d'Etat à la formation professionnelle)

**Domaine des droits de l'homme, administratif et religieux:** (Droits de l'Homme, Justice, Habous et affaires religieuses, Secrétariat général du gouvernement, Culture et communication, Relations avec le Parlement, Fonction publique)

**Domaine des affaires intérieures et des infrastructures:** (Ministère de l'intérieur, Ministère délégué à l'intérieur), Aménagement du territoire national, urbanisme et de l'Habitat (Secrétariat d'Etat chargé de l'Habitat), Equipement et transport, Défense nationale, Ministère en charge du Transport)

**Domaine des affaires étrangères:** (Ministère des Affaires étrangères (Secrétariat d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, Marocains résidant à l'étranger)

**2 - Répartition des questions écrites posées et répondues par domaine sectoriel:**  
**B- Durant la session d'avril 2020:**

| Domaine sectoriel                                         | Nombre de questions posées |                                         |                                                 |       | Nombre de questions répondues              |                                                    |       |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------------|-------|--------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------|
|                                                           | Questions restantes        | Questions posées pendant l'intersession | Questions posées durant la session d'avril 2020 | Total | Questions répondues pendant l'intersession | Questions répondues durant la session d'avril 2020 | Total |
| Domaine économique                                        | 220                        | 51                                      | 141                                             | 412   | 19                                         | 54                                                 | 73    |
| Domaine social                                            | 472                        | 119                                     | 137                                             | 728   | 70                                         | 107                                                | 177   |
| Domaine des droits de l'Homme, administratif et religieux | 84                         | 02                                      | 39                                              | 125   | 02                                         | 09                                                 | 11    |
| Domaine des affaires intérieures et des infrastructures   | 705                        | 48                                      | 86                                              | 839   | 26                                         | 32                                                 | 58    |
| Domaine des affaires étrangères                           | 12                         | ---                                     | 18                                              | 30    | 01                                         | 00                                                 | 01    |
| Total                                                     | 1493                       | 220                                     | 421                                             | 2134  | 118                                        | 202                                                | 320   |







**Engagements du Chef du gouvernement  
lors des séances mensuelles consacrées à la  
politique générale**

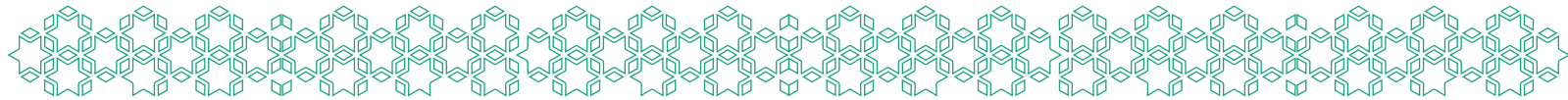


# Engagements du Chef du gouvernement lors des séances mensuelles consacrées à la politique générale tenue durant la session d'octobre 2019

## A- Session d'octobre 2019

| NS | Séance                                   | Thème de la séance                                                                                                                                                                                                 | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Délais de mise<br>en œuvre |
|----|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| 01 | La 1ère<br>séance<br>12 novembre<br>2019 | La politique générale du<br>gouvernement pour la mise<br>en œuvre de la contribution<br>du secteur bancaire et finan-<br>cier en matière de dévelop-<br>pement, d'auto-emploi et de<br>soutien aux TPE et aux PME. | <p>Améliorer le système de financement et relever son niveau de gouvernance par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La réforme du système de garantie afin d'améliorer les conditions d'accès au financement pour les micros, petites et moyennes entreprises et les auto-entrepreneurs.</li> <li>• Mise en place de la stratégie nationale pour inclusion financière, qui vise à réduire les disparités qui existent encore en termes d'accès et d'utilisation des services financiers, et qui est basée sur l'accélération et le développement de modèles de financement alternatifs, l'encouragement des modèles classiques pour accroître l'inclusion financière, ainsi que le renforcement des outils de gestion des risques pour les catégories vulnérables.</li> </ul> <p>Le lancement de la plateforme électronique nationale de soutien de l'entreprise, en tant que guichet unique qui fournit et explique aux porteurs de projets et aux entrepreneurs diverses informations et procédures liées aux politiques et aux mécanismes de soutien qui leur sont destinés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer et diversifier les mécanismes visant à soutenir la contribution du secteur bancaire au financement de l'auto-emploi et des TPE et PME.</li> <li>• Créer des mécanismes de financement coopératif consistant à lever des fonds directs auprès du public, auprès d'entreprises de financement coopératif, dans le but de financer l'entrepreneuriat des jeunes ou les micros, petites et moyennes entreprises.</li> <li>• Réformer le système de garantie afin d'améliorer les conditions d'accès au financement pour les micros, petites et moyennes entreprises.</li> <li>• Définir une vision pour le développement de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée, tels que l'économie numérique, l'économie verte, l'intelligence artificielle et les industries de pointe.</li> </ul> | Début de 2020              |

| NS | Séance                                | Thème de la séance                                                                              | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Délais de mise en œuvre                  |
|----|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 02 | La 1ère séance<br>12 novembre<br>2019 | La politique gouvernementale pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap | <p>Politique gouvernementale relative aux personnes âgées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparation du projet de loi n° 72.18 relatif au dispositif de ciblage des bénéficiaires des programmes d'appui social et à la création de l'Agence nationale des registres.</li> <li>• Renforcement du système de protection sociale.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | sera transmis prochainement au parlement |
|    |                                       |                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer une politique publique intégrée pour la promotion de la situation des personnes âgées selon un cadre participatif et de coordination entre les différents acteurs et parties prenantes.</li> <li>- Améliorer les soins de santé pour les personnes âgées par la mise en œuvre du programme national pour tels que le vieillissement, qui vise à atteindre des objectifs :</li> <li>- Établir des règles et des critères pour la création d'unités sanitaires de gériatrie de court séjour.</li> <li>- La création d'unités sanitaires de gériatrie à l'hôpital régional « Idrissi » de Kénitra et à l'hôpital « Ibn Al-Bitar » de Fès, ainsi qu'une unité de psychiatrie et de santé mentale à l'hôpital universitaire des maladies mentales de Salé.</li> <li>- Les personnes âgées bénéficient d'une composante de services de santé du système d'assistance médicale RAMED dans les établissements de soins de santé primaires et hospitaliers publics, et les prendre en charge dans les établissements de soins de base et au niveau des hôpitaux universitaires, régionaux et provinciaux.</li> </ul> | prochainement                            |



| NS | Séance                                   | Thème de la séance                                                                                       | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Délais de mise<br>en œuvre |
|----|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| 02 | La 1ère<br>séance<br>12 novembre<br>2019 | La politique gouvernementale<br>pour les personnes âgées et<br>les personnes en situation de<br>handicap | <ul style="list-style-type: none"><li>- Poursuivre la réhabilitation ou la création de centres de qualité répondant aux normes internationales pour les personnes âgées dans les différentes régions dans le cadre du programme de réhabilitation des établissements de soins 2017-2021».</li><li>- Poursuivre la mise en œuvre de la loi 65.15 sur les conditions d'ouverture des établissements sociaux en préparant ses propres textes réglementaires.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                      | 2021                       |
|    |                                          |                                                                                                          | <p>La politique gouvernementale relative aux personnes en situation d'handicap :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mettre en œuvre les dispositions de la loi-cadre et poursuivre la mise en place de la politique intégrée pour la promotion des personnes en situation d'handicap 2015-2025, à travers le Plan d'action national 2017-2021.</li><li>- L'élaboration d'un texte législatif relatif au système d'appui social, d'encouragement et d'accompagnement des personnes handicapées et de leurs familles.</li><li>- La préparation d'un texte d'application visant à établir les conditions et la procédure pour bénéficier de cartes spéciales pour les personnes en situation d'handicap.</li></ul> | 2021                       |



| NS | Séance                        | Thème de la séance                                                                                              | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Délais de mise en œuvre                  |
|----|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 03 |                               | La politique générale du gouvernement dans le domaine des droits de l'Homme, les défis et les perspectives      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à jour la politique pénale pour l'aligner sur le système des droits de l'homme :</li> <li>- Révision du code de la procédure pénale.</li> <li>- La mise en œuvre effectif du contenu du Plan d'action national en matière de démocratie et des droits de l'homme en adoptant son plan exécutif et en le mettant en œuvre au niveau territorial.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Sera transmis prochainement au parlement |
|    | 2ème séance 10 décembre 2019. |                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le gouvernement continue la mise œuvre de politique climatique, qui dépend d'un certain nombre de politiques, de stratégies et de programmes sectoriels.</li> <li>- Adopter une approche prospective et préventive pour faire face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles et la gestion des risques engendrés par ces catastrophes.</li> <li>- Généraliser la préparation des plans climatiques régionaux dans les différentes régions du Royaume qui comprennent plusieurs mesures d'accompagnement liées à la gouvernance et à la sensibilisation pour faire face aux défis que constituent les changements climatiques.</li> </ul> |                                          |
| 04 |                               | Politique gouvernementale en matière de la lutte contre le changement climatique et de catastrophes naturelles. | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 42 %, dont 17 % sont applicables conformément aux efforts nationaux et au financement national, et 25 % sont applicables à condition de disposer d'un financement international dans le cadre de la contribution déterminée au niveau national de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.</li> <li>- Promouvoir la transition vers les énergies renouvelables, avec l'objectif d'atteindre un mix électrique national de 52 %.</li> </ul>                                                                                                                                 | A l'horizon 2030                         |



| NS | Séance                                      | Thème de la séance                                                                                                       | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Délais de mise<br>en œuvre |
|----|---------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| 04 | 2ème<br>séance<br>10 dé-<br>cembre<br>2019. | Politique gouvernementale en<br>matière de la lutte contre le<br>changement climatique et de<br>catastrophes naturelles. | Gérer la demande en eau par :<br>- La planification prospective : Actualisation du Plan National de l'Eau 2020-2050.<br>- Gestion proactive et consultative de l'eau des barrages en élaborant des programmes annuels de gestion du stock disponible dans les barrages.                                                                                                                                                                                                          |                            |
|    |                                             |                                                                                                                          | - Poursuivre la mobilisation des eaux de surface par les barrages : programmation de la construction de 36 barrages dont 14 sont en cours de réalisation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 2030                       |
|    |                                             |                                                                                                                          | - Généralisation progressive de la construction de stations d'épuration des eaux usées pour atteindre un milliard de mètres cubes : 320 millions de mètres cubes dans les villes et les centres urbains et 573 dans les centres de communes rurales.                                                                                                                                                                                                                             | 2040                       |
|    |                                             |                                                                                                                          | - Renforcement du réseau reliant les systèmes d'Eau.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                            |
|    |                                             |                                                                                                                          | - Accompagner le secteur agricole à gérer la demande en Eau en soutenant la recherche scientifique et les agriculteurs à réaliser des projets agricoles durables.<br>- Elaborer une stratégie globale et intégrée pour gérer les risques liés aux catastrophes naturelles étalée sur la période 2020-2030, et dans la mise en œuvre d'une approche participative garantissant l'implication de tous les acteurs pour plus d'efficacité et d'efficience dans leurs interventions. | 2020-2030                  |

| NS | Séance                                  | Thème de la séance                                      | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Délais de mise en œuvre                  |
|----|-----------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 05 | 3ème<br>séance<br>21<br>janvier<br>2020 | La stratégie nationale de lutte<br>contre la corruption | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer une mise en œuvre optimale de la stratégie nationale de lutte contre la corruption 2016-2025 en exécutant les programmes dont elle dépend, en lui allouant les ressources nécessaires et en établissant un système de suivi et d'évaluation efficace.</li> <li>- Continuer de promouvoir la numérisation des services administratifs et favoriser les échanges électroniques des données administratives.</li> <li>- Elaborer le projet de loi sur l'administration numérique qui vise à établir les réglementations et contrôles fondamentales pour la transition numérique des services administratifs, et d'améliorer le cadre juridique de ces transactions et de donner une valeur juridique aux procédures et décisions numériques.</li> <li>- Elaborer un code de conduite et d'éthique pour l'acteur public.</li> <li>- Préparer une carte des risques de corruption pour les Ministères et les institutions publiques comme étant un outil de diagnostic et de planification.</li> </ul> |                                          |
|    |                                         |                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer le projet de loi n° 12.18 visant à modifier et à compléter le code pénale et la loi n° 43.05 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Sera transmis prochainement au parlement |
|    |                                         |                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision de la loi sur la déclaration du patrimoine.</li> <li>- Elaboration d'un projet de loi sur la protection des fonctionnaires dénonciateurs de corruption dans le secteur public, qui détermine les principes, les normes et les codes d'éthiques qui doivent régir le comportement des agents publics dans l'exercice de leurs fonctions.</li> <li>- Intégration des concepts et des valeurs d'intégrité, de transparence et d'égalité des chances dans les programmes d'enseignement, d'éducation et de formation.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                          |

| NS | Séance                                  | Thème de la séance                                                                                                    | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Délais de mise<br>en œuvre |
|----|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| 06 | 3ème<br>séance<br>21<br>janvier<br>2020 | La politique générale du<br>gouvernement en matière de<br>la protection de la femme, de<br>la famille et de l'enfance | <p>L'intégration de la dimension familiale dans toutes les politiques publiques et la mise en œuvre d'une nouvelle génération de programmes pour accompagner les familles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la médiation en soutenant les initiatives et les projets des associations travaillant dans ce domaine, la formation des ressources humaines et la création de centres pilotes.</li> <li>- Elaborer un cadre de référence pour perfectionner l'éducation parentale et développer des programmes de formation dans ce domaine pour établir et améliorer les bases de l'éducation parentale.</li> <li>- Amélioration des conditions pour bénéficier du Fonds de solidarité familiale.</li> <li>- Elaborer un projet de politique publique intégrée pour la protection de la famille et la promotion de ses conditions, visant à préserver la cohésion et la stabilité de la famille, à élargir la participation des familles à tous les aspects de développement communautaire, à développer le soutien, la sensibilisation et la prise de conscience des familles, le suivi et la vigilance et le développement du partenariat et la recherche scientifique dans les domaines liés à la famille.</li> </ul> |                            |

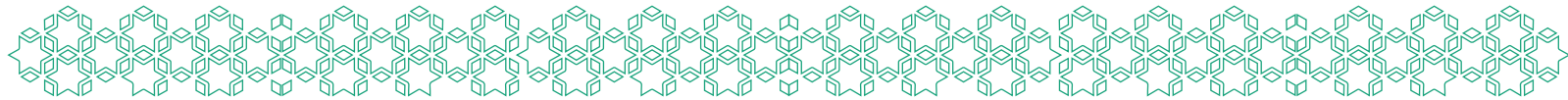
| NS | Séance                                  | Thème de la séance                                                                                                    | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Délais de mise<br>en œuvre |
|----|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| 06 | 3ème<br>séance<br>21<br>janvier<br>2020 | La politique générale du<br>gouvernement en matière de<br>la protection de la femme, de<br>la famille et de l'enfance | <ul style="list-style-type: none"> <li>- S'engager à promouvoir les droits de la femme et la protéger en luttant contre toutes les formes de discrimination à son égard et à réaliser l'équité, et continuer à fournir les garanties nécessaires à son autonomisation culturelle, sociale, économique et politique par l'adoption du plan gouvernemental d'équité «Ikram», dont la deuxième phase pour la période «2017-2021» est en cours de mise en œuvre.</li> <li>- Poursuivre la mise en œuvre de la politique publique intégrée de protection de l'enfance 2015-2025 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le cadre juridique de protection de l'enfance et donner la priorité à l'intérêt supérieur de l'enfant.</li> <li>- La promotion des conditions de l'enfance en termes de droit à la santé et à l'éducation.</li> </ul> </li> </ul> |                            |
|    |                                         |                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Atteindre l'objectif de la généralisation de l'éducation préscolaire.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 2027-2028                  |
|    |                                         |                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- S'occuper des enfants en situation d'handicap par l'éducation inclusive : poursuivre la réhabilitation et l'adaptation des espaces et des équipements dans un certain nombre d'établissements scolaires pour leur permettre d'accueillir ces enfants dans des conditions appropriées.</li> <li>- Création d'organes au niveau local et améliorer les services de protection de l'enfance.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                            |



**Engagements du Chef du Gouvernement lors des séances mensuelles de politique générale tenues durant la session d'avril 2020**  
**B. Session d'avril 2020**

| NS | Séance                             | Thème de la séance                                                                          | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Délais de mise en œuvre |
|----|------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 01 | La 1ère séance<br>21 avril<br>2020 | La réalité et les perspectives de lutte contre les répercussions de la crise du Coronavirus | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prendre toutes les décisions, procédures préventives et mesures nécessaires, sous la direction avisée de Sa Majesté le Roi, pour relever les défis simultanés du virus Covid 19 et de ses implications et répercussions sanitaires, sociales et économiques.</li> <li>- Travailler à réduire les effets négatifs de la pandémie de Coronavirus sur le pays et les citoyens, maintenant et dans l'avenir.</li> <li>- S'engager à étudier les scénarios possibles du déconfinement, qui sera progressif et de nature régionale et locale.</li> <li>- Annoncer en temps utile les décisions liées au déconfinement.</li> </ul> |                         |

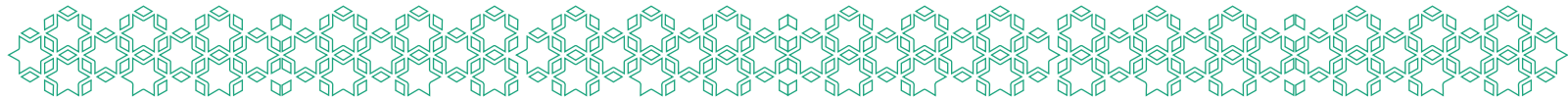




| NS | Séance                      | Thème de la séance                                                                                                             | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Délais de mise en œuvre                  |
|----|-----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 02 | 2ème séance<br>16 juin 2020 | Politique gouvernementale post-confinement: quel plan de relance économique et de traitement des impacts sociaux de la crise ? | <p>Faire face aux répercussions de la pandémie du coronavirus par le soutien du pouvoir d'achat des citoyens, la préservation des postes d'emploi, le renforcement des dispositifs d'aide sociale au profit des catégories vulnérables affectées par la crise, et la poursuite du soutien et de l'accompagnement nécessaire en faveur de toutes les catégories des entreprises nationales impactées.</p> <p>L'adoption d'un plan gouvernemental pour faire face aux répercussions économiques de la pandémie basé sur deux principaux leviers :</p> <p>Un plan de relance économique qui s'étalera jusqu'à 2021 : il a été élaboré selon une approche participative, dans le but de redonner à l'économie nationale son dynamisme et son niveau.</p> <p>Un plan de décollage économique à moyen terme : qui sera élaborée en parfaite harmonie avec le chantier de renouvellement du modèle de développement, toute en définissant des priorités au niveau économique et social, et tenir profit des nouvelles opportunités de transformation que cette crise a engendrées.</p> <p>L'élaboration du projet de loi des finances rectificatif pour l'année budgétaire 2020 est relatif aux changements nationaux et internationaux causés par la pandémie du Covid-19.</p> <p>Élaborer une charte de décollage économique et d'emploi, reflétant une aspiration commune partagée par tous les acteurs (État, partenaires économiques et acteurs sociaux) selon des dispositifs clairs basés sur des mécanismes de suivi et d'évaluation.</p> | <p>Actuellement</p> <p>Prochainement</p> |



| NS | Séance                      | Thème de la séance                                                                                                             | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Délais de mise en œuvre |
|----|-----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 02 | 2ème séance<br>16 juin 2020 | Politique gouvernementale post-confinement: quel plan de relance économique et de traitement des impacts sociaux de la crise ? | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Considérant le domaine social comme l'une des principales priorités de la prochaine phase, le gouvernement s'engage à poursuivre: <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réforme du système national d'éducation et de formation par la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de réforme du système d'éducation et de formation et la mise en œuvre de la loi-cadre 51.17 relative à l'éducation, la formation et la recherche scientifique.</li> <li>- Amélioration de la gouvernance et du développement des services du système de santé.</li> </ul> </li> </ul> <p>La mise en œuvre de la politique publique intégrée pour la protection sociale 2020-2030, qui comprend :</p> <p><u>1 / Mécanisme d'assurance sociale :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantir que les commissaires de justice, les commerçants et de guides touristiques bénéficieront d'une couverture médicale. (Prochains mois)</li> </ul> <p><u>2 / Mécanisme d'assistance sociale :</u> Accélérer le rythme de la mise en œuvre du registre social unifié et l'activer dans le but d'améliorer le système de ciblage et de rationaliser les mécanismes d'assistance sociale.</p> |                         |



| NS | Séance                         | Thème de la séance                                                                                                             | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Délais de mise en œuvre |
|----|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 02 | 2ème séance<br>16 juin<br>2020 | Politique gouvernementale post-confinement: quel plan de relance économique et de traitement des impacts sociaux de la crise ? | <ul style="list-style-type: none"><li>- Soutenir la transition numérique: Elaborer un projet de loi sur l'administration électronique et le soumettre au Parlement.</li><li>- Mise en œuvre du Plan national de lutte contre la corruption: Soumettre au Parlement le projet de loi relatif à l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la lutte contre la Corruption, qui vise à renforcer et à élargir les fonctions, les missions et les pouvoirs de cet organe constitutionnel, et à lui donner un grand pouvoir dans le domaine de la lutte contre la corruption dans le cadre de la coopération, de l'intégration fonctionnelle et de la coordination avec diverses autorités et institutions et autres organes qui interfèrent dans le système national de lutte contre la corruption.</li></ul> | Prochainement           |
|    |                                |                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"><li>- Assurer l'achèvement du chantier sur le projet de loi organique sur la grève et du projet de loi sur les syndicats, ainsi que la révision du Code du travail.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                         |



| NS | Séance                            | Thème de la séance                                                                                                                                         | Engagements du Chef du Gouvernement<br>(la session d'avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Délais de mise en œuvre |
|----|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 03 | 3ème séance<br>21 juillet<br>2020 | Les politiques publiques dans les secteurs économiques, sociaux et numériques à la lumière des leçons tirées des répercussions de la crise du Coronavirus. | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1/ soutenir l'économie nationale en vue d'accélérer sa reprise et retrouver son dynamisme et lui redonner un nouveau souffle dans la lumière des défis engendrés par la crise du coronavirus:               <ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcer la résilience de l'économie nationale à mieux résister aux chocs extérieurs par une plus grande diversification du tissu économique national et le renforcement des économies prometteuses. Revoir l'approche du Maroc dans ses relations avec ses partenaires internationaux afin de renforcer sa position dans la nouvelle répartition des chaînes de valeur mondiales et pouvoir exploiter les opportunités qu'offrent les grandes mutations mondiales, et continuer à travailler à l'amélioration du climat des affaires et des investissements pour permettre au Maroc de rentrer dans le cercle des 50 premières économies mondiales dans l'indice des affaires à l'horizon 2021.</li> <li>-Améliorer la compétitivité et l'innovation des entreprises nationales et soutenir les petites et moyennes entreprises.</li> <li>-Soutenir et relancer le secteur du tourisme en encourageant le tourisme intérieur, à augmenter sa compétitivité, et préserver le leadership du Maroc en Afrique et en donnant l'importance nécessaire au tourisme intérieure.</li> <li>-Poursuivre l'intégration du secteur informel par l'adoption de mesures d'incitation.</li> </ul> </li> <li>• 2/ Poursuivre la réforme du système de protection sociale par la généralisation de la couverture sociale, et accorder d'avantage d'intérêt aux conditions des catégories sociales en situation de précarité et la mise en œuvre de la loi 78.18.</li> <li>• 3/ Accélération de la transformation numérique comme levier pour l'amélioration des services publics.</li> </ul> |                         |





**Engagements des membres  
du Gouvernement lors des séances  
hebdomadaires des questions orales**





## B- La base de données relatives aux programmes et engagements des membres du gouvernement au cours des séances de questions orales tenues durant la session d'Octobre 2019

| NS | Séance                             | Secteur gouvernemental | Objet de la question         | Réponse du membre du gouvernement comportant un programme ou un engagement (la session d'Octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Délais de mise en œuvre                                                                        |
|----|------------------------------------|------------------------|------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01 | Première séance<br>15 octobre 2019 | Education nationale    | La rentrée scolaire          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La préparation d'un plan législatif pour actualiser et modifier neuf lois : 01.00, 04.00, 05.00, 06.00, 07.00, 11.00, 13.00 pour la mise en œuvre des dispositions de la loi cadre de l'éducation et de la formation</li> <li>- L'inscription de 120.000 enfants et la création de 6.000 salles de classes supplémentaires pour continuer la généralisation du programme national d'enseignement préscolaire.</li> <li>- L'élimination définitive des constructions démantelées afin de réhabiliter les établissements d'enseignement déjà existants.</li> <li>- Développer un modèle de l'école inclusive afin de faciliter l'accès des enfants en situation d'handicap aux classes.</li> <li>- Renforcer le réseau de la deuxième chance par la création de 80 écoles de la nouvelle génération.</li> </ul> | <p>Durant les trois prochaines années</p> <p>2019-2020</p> <p>A l'horizon 2023</p> <p>2021</p> |
| 02 |                                    |                        | La formation professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître le taux d'intégration des lauréats de la formation professionnelle par la prise d'une série de mesures, dont essentiellement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Relier l'offre de la formation professionnelle avec les besoins du marché</li> <li>- Valoriser la carrière professionnelle par l'articulation entre l'enseignement général et la formation professionnelle</li> <li>- Soutenir l'instauration d'un parcours de découverte professionnelle.</li> <li>- Développer l'appareil de la communication et de l'orientation</li> <li>- La création d'un parcours professionnel au niveau du collège</li> <li>- Instaurer, diversifier et développer des branches de baccalauréat professionnel.</li> </ul> </li> </ul>                                                              |                                                                                                |

| NS | Séance                             | Secteur gouvernemental | Objet de la question                                                                | Réponse du membre du gouvernement comportant un programme ou un engagement (la session d'Octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Délais de mise en œuvre                        |
|----|------------------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|
|    | Première séance<br>15 octobre 2019 | Education nationale    | La formation professionnelle                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Istaurer des passerelles avec l'enseignement supérieur</li> <li>- Développer le système de formation professionnelle à travers l'exécution de la feuille de route qui a été présenté devant Sa Majesté le Roi visant une meilleure adéquation entre la formation et le marché du travail et l'accroissement de la qualité de la formation dans les nouveaux métiers par: <ul style="list-style-type: none"> <li>- la révision de l'offre de formation à travers le réexamen intégrale des spécialités de la formation pour répondre aux besoins de marché</li> <li>- Développer de nouvelles formations dans les secteurs et les métiers demandés tels que l'intelligence artificielle</li> <li>- La réhabilitation des formations dans les métiers classiques</li> <li>- Développer l'offre de la formation professionnelle à travers le renouvellement des critères de qualité notamment dans le secteur hôtellerie et du tourisme</li> <li>- Le lancement d'une nouvelle génération de centre par la création des Cités des métiers et des compétences dans toutes les régions du Royaume avec la prise en compte des spécificités des régions et de leur potentiel</li> </ul> </li> </ul> | A partir de la prochaine rentrée universitaire |
| 03 |                                    |                        | L'accès des étudiants des zones enclavées au logement dans les cités universitaires | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La création de deux cités universitaire par an</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                |
| 04 |                                    |                        | Le statut des fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La révision et l'amélioration du statut des fonctionnaires de l'éducation nationale dans le cadre de la révision de la loi -cadre de l'éducation et de la formation.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                |

| NS | Séance                               | Secteur gouvernemental                              | Objet de la question                                                                                                  | Réponse du membre du gouvernement comportant un programme ou un engagement (la session d'Octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Délais de mise en œuvre |
|----|--------------------------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 05 | La troisième séance 29 octobre 2019  | L'intérieur                                         | Les problèmes du transport urbain                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La gestion du service du transport urbain de Casablanca en deux phases:</li> <li>- La première phase: le déploiement de 400 bus usagés avec une qualité répandant aux normes les plus strictes en matière de sécurité et de confort à l'échelon mondial</li> <li>- Seconde phase: l'entrée officielle de la société ALZA, le renforcement du parc par 700 nouveaux bus comme première livraison suivi par d'autres livraisons</li> </ul> | 2020-2021               |
| 06 | La quatrième séance 05 Novembre 2019 | La Santé                                            | L'amélioration de l'offre sanitaire                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La constitution d'un hôpital à Ouazzane</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Sans indication         |
| 07 | La quatrième séance 26 Novembre 2019 | Droit de l'Homme et des Relations avec le Parlement | Les mesures prises pour lutter contre le surpeuplement et l'élaboration des programmes de formation et de réinsertion | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un établissement pénitentiaire à Laayoune d'une capacité d'environ 1300 lits</li> <li>- Achèvement des projets de reconstruction et de rénovation des établissements pénitentiaires à «Toulal» et «Taounate» et «Outita»</li> <li>- Agrandissement de la prison locale de «Fes Ras Alma» avec une capacité d'environ 76 lits</li> </ul>                                                                                   | Sans indication         |
| 08 |                                      |                                                     | La situation du personnel des établissements pénitentiaires                                                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Revoir la situation matérielle et sociale du personnel des établissements pénitentiaires afin de leur permettre de bénéficier des mêmes avantages financiers et sociaux dont bénéficient les leur homologues travaillant dans les mêmes conditions.</li> </ul>                                                                                                                                                                           | Prochainement           |

| NS | Séance                               | Secteur gouvernemental                             | Objet de la question                                              | Réponse du membre du gouvernement comportant un programme ou un engagement (la session d'Octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Délais de mise en œuvre |
|----|--------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 09 | La quatrième séance 26 Novembre 2019 | L'Aménagement du territoire                        | Le contrôle de la qualité du logement à faible valeur immobilière | - L'élaboration d'une feuille de route pour promouvoir le secteur immobilier à l'horizon 2030, et qui s'appuie sur le renforcement de la gouvernance du secteur, avec l'amélioration du climat des affaires dans le secteur foncier, par l'accélération de promulgation du décret du règlement général de la construction et des textes d'application relatifs à la répression des délits de construction et la création d'un régime juridique relatif à la promotion immobilière et l'accélération de la publication du code de la construction et le renforcement du contrôle la qualité des matériaux de construction importés et la révision des cahiers de charges relatives aux programmes de constructions. | 2030                    |
| 10 | La septième séance 3 décembre 2019   | Education Nationale                                | Insuffisance des ressources humaines dans le secteur éducatif     | - L'élimination définitive de la surpeuplement des classes des écoliers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | A l'horizon 2023        |
| 11 |                                      | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | Le dessalement de l'eau de la mer au Maroc                        | - Exécution du projet de dessalement de l'eau de mer à Casablanca                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Les prochaines années   |



| NS | Séance                              | Secteur gouvernemental                             | Objet de la question                                                                        | Réponse du membre du gouvernement comportant un programme ou un engagement (la session d'Octobre 2019)                                                                                                                                                                                          | Délais de mise en œuvre                                                                                                                                                                                                   |
|----|-------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 | La huitième séance 17 décembre 2019 | Education Nationale                                | La hausse des tarifs de l'assurance dans les écoles de l'enseignement privé                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualiser la loi 06.00 relatif au statut fondamental de l'Enseignement scolaire privé</li> <li>- La publication du décret fixant les frais d'inscription et d'assurance dans les établissements de la formation et de l'enseignement privé</li> </ul> | Pendant la première année des trois années de la préparation des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'application de la loi cadre relative au système d'éducation, de formation et de recherche scientifique |
| 13 |                                     |                                                    | Les conditions matérielles dégradées des enseignants chercheurs de l'enseignement supérieur | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un nouveau statut pour les enseignants de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique</li> </ul>                                                                                                                          | Avant la fin de la session législative 2021/2015                                                                                                                                                                          |
| 14 | La neuvième séance 24 Décembre 2019 | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | La perte de capacité des barrages due à l'envasement                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le relèvement de la capacité de stockages des barrages de 18,6 à 30 milliard m3</li> </ul>                                                                                                                                                             | Les prochaines années                                                                                                                                                                                                     |
| 15 |                                     | Tourisme et l'Artisanat                            | Evaluation de la stratégie de l'artisanat                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'élaboration d'une nouvelle stratégie jusqu'à l'horizon 2030 visant tous les types d'artisanat liés aux métiers productifs et de services.</li> </ul>                                                                                                 | 2020/2030                                                                                                                                                                                                                 |



| NS | Séance                             | Secteur gouvernemental                | Objet de la question                                                                                   | Réponse du membre du gouvernement comportant un programme ou un engagement (la session d'Octobre 2019)                                                                                                                                                                                                                                 | Délais de mise en œuvre |
|----|------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 16 | La Dixième séance 31 Décembre 2019 | L'intérieur                           | Projet du schéma national d'orientation et de modernisation des marchés de gros de légumes et fruits   | - Elaborer une nouvelle vision relative du schéma national d'orientation des marchés de gros de fruits et légumes en partenariat avec les secteurs gouvernementaux (commerce, agriculture, intérieur).                                                                                                                                 | 2020                    |
|    |                                    |                                       |                                                                                                        | - La réstructuration du réseau national des marchés de gros et la modernisation de sa gestion                                                                                                                                                                                                                                          |                         |
|    |                                    |                                       |                                                                                                        | - Consolider tous les textes juridiques relatifs au marchés de gros qui doivent être respectés lors de la création d'un marché, que ce soit au niveau de sa programmation ou de sa construction ou du développement de son modèle de gestion.                                                                                          |                         |
| 17 | Onzième séance le 07 Janvier 2020  | Emploi et l'Insertion Professionnelle | Situation des agents de sécurité travaillant dans les sociétés privées                                 | - La construction d'un nouveau marché de gros de fruits et légumes à Rabat                                                                                                                                                                                                                                                             | 2020                    |
|    |                                    |                                       |                                                                                                        | - La création d'une nouvelle génération de marché au niveau de la Région de Meknès-Fès et la région de l'Oriental.                                                                                                                                                                                                                     |                         |
| 18 | Treizième séance 28 Janvier 2020   | Education Nationale                   | La nouvelle réforme universitaire                                                                      | - La révision du code du travail en coordination avec les syndicats et la confédération générale des entreprises du Maroc.                                                                                                                                                                                                             | Prochainement           |
| 19 |                                    |                                       | Fournir des repas universitaires pour les étudiants de la faculté des sciences techniques d'Al-Hoceima | - La régularisation des points divergents relatifs au dossier revendicatif des enseignants-chercheurs, notamment la création d'une échelle exceptionnelle dans le nouveau statut et la révision de la loi 01.00 portant organisation de l'enseignement supérieur.                                                                      | Prochainement           |
|    |                                    |                                       |                                                                                                        | - La construction d'un complexe universitaire «Ait kamra» à Al-Hoceima d'une superficie de 54 hectares où sera déployée la Faculté des Sciences et Technologies, l'Ecole des Sciences Appliquées, il comprendra également l'Ecole Nationale de Commerce et de Gestion et la faculté Polydisciplinaire ainsi qu'une cité universitaire. | Sans indication         |



| NS | Séance                             | Secteur gouvernemental                          | Objet de la question              | Réponse du membre du gouvernement comportant un programme ou un engagement (la session d'Octobre 2019)                                               | Délais de mise en œuvre |
|----|------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 20 | Quatorzième séance 07 février 2020 | Droit de l'Homme et Relations avec le Parlement | Soutien et suivi des associations | - La révision du texte réglementaire relatif au partenariat entre l'Etat et les associations et la définition des critères de la subvention publique | Sans indication         |



## A- La base de données relatives aux programmes et engagements des membres du gouvernement au cours des séances de questions orales tenues durant la session d'Avril 2020

| NS | Séance                          | Secteur gouvernemental                                           | Objet de la question                                                                                                                             | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Délais de mise en œuvre     |
|----|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| 01 | 2ème séance<br>28 avril<br>2020 | l'Industrie,<br>le Commerce,<br>l'Economie<br>Verte et Numérique | La conformité des masques de protection et des respirateurs aux normes sanitaires internationales et leur disponibilité sur le marché intérieur. | Interdire l'exportation des masques subventionnés.<br><br>Permettre aux entreprises qui dépendent des tissus importés d'exporter 50 % de leur production après avoir assuré et satisfait les besoins intérieurs.                                                                                                                                                                  |                             |
| 02 | 3ème séance<br>08 mai<br>2020   | L'Emploi                                                         | Les mesures gouvernementales visant à assurer un meilleur démarrage des secteurs économiques et à renforcer les bases de la protection sociale.  | Achever les consultations avec les organisations syndicales sur le projet de la loi organique relatif à la fixation des conditions et modalités d'exercice du droit de grève.<br><br>Achever le projet sur la réforme du code du travail, en commençant par l'organisation d'une journée d'étude et de consultation avec tous les acteurs sociaux et des représentants des juges. | Après la fin de la pandémie |

| NS | Séance                                 | Secteur gouvernemental                                                                                     | Objet de la question                                                                                       | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Délais de mise en œuvre |
|----|----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 03 | 4 <sup>ème</sup> séance<br>12 mai 2020 | l'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | Le Bilan de l'expérience de l'enseignement distanciel et les perspectives d'achèvement de l'année scolaire | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Se limiter à l'organisation de l'épreuve du baccalauréat, en organisant l'examen national de la deuxième année du baccalauréat en juillet, et l'examen régional de la première année du baccalauréat en septembre. Avec un engagement de :<br/>Les sujets d'examen ne concerneront que les cours donnés en présentiel.</li> <li>- Programmer à distance des cours intensifs de révision et de préparation des examens.</li> <li>- Prendre toutes les précautions et les mesures de protection nécessaires.</li> <li>- Concernant les autres niveaux scolaires :</li> <li>- Adopter le calcul des notes des contrôles continus effectués en présentiel.</li> <li>- Poursuivre la mise en œuvre de la continuité pédagogique jusqu'à la fin de l'année scolaire.</li> <li>- Distribution de livrets d'apprentissage aux élèves du primaire des zones rurales éloignées.</li> <li>- Consacrer le mois de septembre prochain pour le rattrapage et le soutien pédagogique présentiel afin de renforcer les acquis des scolarisés et leur permettre de poursuivre leurs études dans les meilleures conditions au cours de la prochaine saison.</li> </ul> |                         |



| NS | Séance                                 | Secteur gouvernemental                                         | Objet de la question                                                                                                               | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Délais de mise en œuvre                      |
|----|----------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| 04 | 5 <sup>ème</sup> séance<br>19 mai 2020 | L'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration. | Mesures gouvernementales pour faire face aux répercussions de la pandémie du Coronavirus sur l'économie nationale                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablir un plan de relance de l'économie nationale pour accompagner le retour progressif des différents secteurs de l'économie pour exercer leurs activités, et créer les conditions propices à une reprise économique prometteuse et intégrée, après avoir surmonté la phase de crise, en s'appuyant sur des mécanismes horizontaux qui tiennent compte des particularités sectorielles dans le cadre d'un plan spécifique pour chaque secteur.</li> <li>- Création d'un fonds de garantie spécial permettant aux entreprises touchées par la pandémie «Covid-19» d'avoir accès aux nouvelles ressources financières nécessaires pour renforcer leurs capacités de financement permanent.</li> <li>- Stimuler la demande en soutenant la consommation et en maintenant un rythme stable d'investissements publics</li> <li>- Préparer un projet de loi de finance rectificative en actualisant les hypothèses sur lesquelles la loi de finance 2020 a été élaborée et en fixant de nouvelles prévisions et un plan d'action pluriannuel pour la relance de l'économie nationale.</li> </ul> | A partir de juin jusqu'à la fin de septembre |
| 05 | 6 <sup>ème</sup> séance<br>26 mai 2020 | L'Agriculture                                                  | Mesures gouvernementales pour faire face à l'impact de la pandémie du Corona et aux effets de la sécheresse sur la saison agricole | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'un programme visant à atténuer les effets de la sécheresse, qui comprend la distribution de 2,8 millions de quintaux de fourrage, le soutien des camions-citernes d'Eau et par le soutien des agriculteurs par l'orge subventionné à un prix ne dépassant pas un plafond de 2dh/kg</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                              |

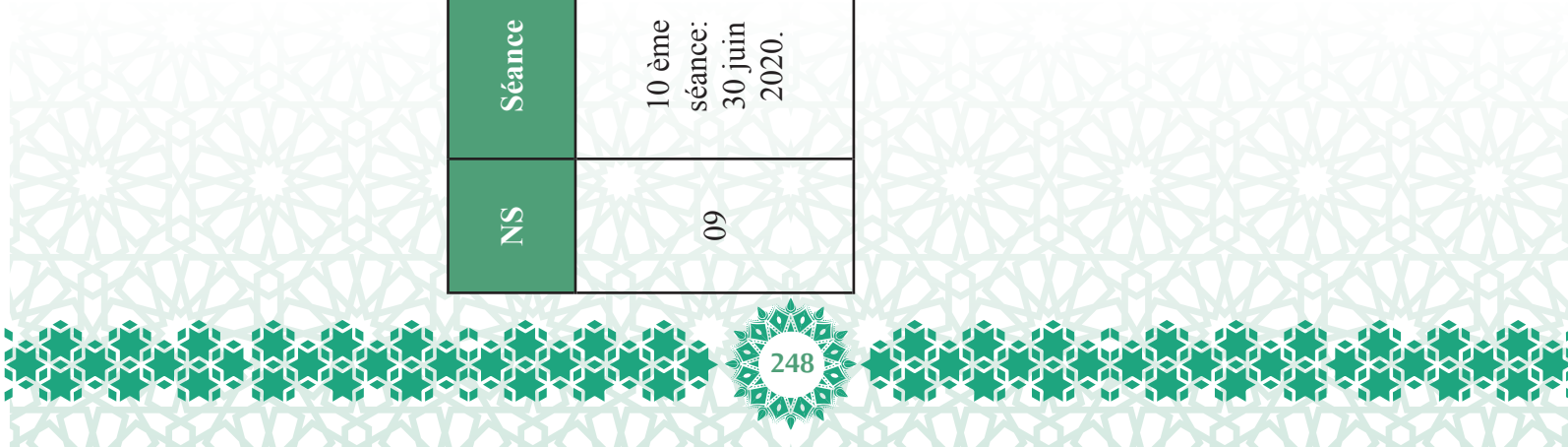


| NS | Séance                          | Secteur gouvernemental                                                                            | Objet de la question                                                                                  | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Délais de mise en œuvre             |
|----|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| 06 | 8ème séance<br>09 juin<br>2020. | Les Affaires Etrangères,<br>de la Coopération Africaine<br>et des Marocains Résidant à l'Etranger | Les procédures et mesures prises par le ministère pour rapatrier les personnes bloquées à l'étranger. | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rapatriement des citoyens bloqués, selon une approche globale et responsable qui concilie leur droit réservé au retour à leur famille avec les exigences de la gestion de la situation épidémiologique au Maroc et la disponibilité de garantir la prise en charge des rapatriés et de leur accompagnement dans les meilleures conditions.</li> <li>- Le lancement de l'opération, pour ensuite inclure de rapatriement des Marocains bloqués en Espagne, la Turquie, la France, les États du Golfe, les pays africains et d'autres, selon un calendrier et des modalités spécifiques.</li> <li>- Réaffirmer que l'opération de rapatriement des citoyens bloqués se déroule selon des déterminants qui concernent principalement les personnes ayant quitté le Royaume avec un visa de courte durée à des fins familiales, administratives, touristiques ou médicales, et les personnes en situation économique, sociale ou sanitaire précaire.</li> </ul> | Dans les<br>prochaines<br>48 heures |
| 07 | 8ème séance<br>09 juin<br>2020. | Tourisme,<br>l'Artisanat,<br>le Transport<br>Aérien et<br>l'Economie<br>Sociale                   | Les répercussions de la pandémie du Corona sur le secteur du tourisme                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer un plan de relance du secteur du tourisme basé sur trois axes importants : préserver les postes d'emploi et les compétences des professionnels du secteur, relancer le secteur en se concentrant en premier lieu sur le tourisme intérieur et élaborer une offre qui réponde aux besoins et aux attentes des touristes.</li> <li>- Réaffirmer que les guides touristiques pourront bénéficier d'une couverture sociale en vue de la généraliser progressivement sur le reste des autres catégories de professionnels.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Prochaines<br>semaines              |

| NS | Séance                                  | Secteur gouvernemental | Objet de la question                                            | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Délais de mise en œuvre |
|----|-----------------------------------------|------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 08 | 9 <sup>ème</sup> séance<br>23 juin 2020 | La santé               | La future stratégie visant à promouvoir le secteur de la santé. | <p>Elaborer une stratégie d'amélioration de la qualité des soins de santé basée sur des priorités spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rétablir la confiance des citoyens dans le système de santé;</li> <li>- Plaider l'adoption d'une loi nationale sur la santé publique qui garantisse la résolution des problèmes du système et le règlement des dossiers de tous les professionnels de santé.</li> <li>- Elaborer et mettre en œuvre le programme médical régional pour éviter les lacunes identifiées en termes d'organisation de la prestation de soins de santé, de la carte sanitaire et des plans régionaux de l'offre de soins;</li> <li>- Investir dans les méthodes de recherche pour transformer les idées en plans et stratégies bénéfiques à l'amélioration du niveau de la santé et encourager la recherche scientifique.</li> <li>- Consolider un certain nombre d'acquis réalisés sur le plan des programmes de santé, d'infrastructures et d'équipements, et renforcer les partenariats, la contractualisation et la consultation avec les intéressés et les acteurs opérant dans le domaine de la santé, afin de trouver des solutions innovantes dans le cadre de la régionalisation avancée, pour résoudre le problème du manque des ressources humaines, en particulier dans le monde rural ;</li> <li>- Adopter une approche socio-économique intégrée et globale du secteur ;</li> <li>- Concevoir de nouveaux dispositifs pour assurer le financement du système de santé.</li> </ul> |                         |



| NS | Séance                                     | Secteur gouvernemental                 | Objet de la question                                                                              | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                     | Délais de mise en œuvre |
|----|--------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 09 | 10 <sup>ème</sup> séance:<br>30 juin 2020. | Énergie, les Mines, et l'Environnement | La transition énergétique et environnementale en vue de la compétitivité de l'économie nationale. | <ul style="list-style-type: none"><li>- Généraliser les énergies renouvelables dans de nombreuses zones industrielles, à commencer par certaines zones industrielles prioritaires.</li><li>- Annonce et mise en œuvre de la feuille de route pour la production d'hydrogène et de ses dérivés à partir d'énergies renouvelables.</li></ul> | Prochainement           |



| NS | Séance                                       | Secteur gouvernemental                                                                    | Objet de la question                                                                                 | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Délais de mise en œuvre |
|----|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 10 | 11 <sup>ème</sup> séance<br>07 juillet 2020. | L'Aménagement du Territoire National, l'Urbanisme, l'Habitat et la Politique de la Ville. | Les mesures prises par le ministère pour faire face aux répercussions de la pandémie sur le secteur. | <p>- Adopter un plan d'action pour le décollage économique et faire face aux effets du confinement sanitaire sur le secteur de l'habitat et la politique de la ville, axé sur trois défis:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Assurer une sortie progressive et sûre du secteur, notamment les chantiers de construction;</li> <li>2. Accélérer le rythme de la gestion des actifs immatériels, simplifier les procédures et encourager l'investissement.</li> <li>3. Relancer le secteur et s'adapter aux circonstances pour parvenir à un décollage économique durable.</li> </ol> <p>Et la relève de ces défis, repose sur plusieurs priorités, notamment le renforcement de l'offre territoriale, la réduction des inégalités, le renforcement des capacités spatiales, la mise en place d'un nouveau système d'urbanisation durable et la simplification des procédures, le soutien de la demande et la simplification de l'accès au logement, le renforcement des capacités des professionnels et des acteurs du secteur, et le renforcement de la vigilance territoriale afin de produire des indicateurs de terrain permettant d'évaluer les mesures prises.</p> <p>- Elaborer de nouveaux programmes de logement qui correspondent aux exigences de la conjoncture actuelle et future, en renouvelant la vision et en se concentrant sur l'élaboration de propositions visant à encourager la demande du logement et à en faciliter l'accès.</p> <p>- Adopter une approche visant à faire face à l'habitat insalubre en améliorant l'opération de contractualisation privée du programme «Villes sans bidonvilles», ainsi que les programmes de réhabilitation des bâtiments menaçant ruine.</p> <p>-Elaborer une vision globale pour fournir une nouvelle offre de développement du logement rural, basée sur le développement des centres villageois émergents.</p> |                         |



| NS | Séance                             | Secteur gouvernemental                                                                                     | Objet de la question                                                                                           | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Délais de mise en œuvre               |
|----|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| 11 | 11ème séance<br>07 juillet<br>2020 | L'éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | Les conditions de clôture de la saison scolaire de cette année et les préparatifs pour la la prochaine saison. | <p>Quant à la préparation de la prochaine saison universitaire, elle se fera par:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des concours des établissements à accès ouvert de début septembre à mi-octobre.</li> <li>- Début de la prochaine rentrée universitaire à la mi-octobre.</li> <li>- L'organisation de tous les concours d'accès aux établissements d'enseignement supérieur jusqu'à la proclamation des résultats définitifs de l'examen du baccalauréat.</li> <li>- Adopter une méthode sélective à distance, via la plate-forme électronique unifiée d'admission «Tawjih» pour ceux qui souhaitent intégrer les écoles nationales de sciences appliquées et les écoles nationales de commerce et de gestion.</li> <li>- Le maintien du concours présentiel pour l'accès aux facultés de médecine, de pharmacie et de médecine dentaire, qui sera national et commun, et se tiendra dans des centres universitaires proches des candidats, avec une augmentation de 7 % du nombre de places et la réduction de la moyenne nationale obtenue au niveau du baccalauréat.</li> <li>- Développer deux scénarios pour la prochaine rentrée scolaire, le premier dans le cas où l'état d'urgence sanitaire sera levé, la rentrée scolaire sera normale. Le second, dans le cas où l'état d'urgence sanitaire se prolongerait, il y aura l'obligation de se conformer aux mesures de précaution et de protection, et l'enseignement sera dispensé à tour de rôle en présentiel et à distance.</li> </ul> | La rentrée universitaire<br>2020-2021 |
| 12 |                                    |                                                                                                            |                                                                                                                | L'annonce de la création de l'Université Draa Tafilalet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Prochainement                         |
| 13 |                                    |                                                                                                            | L'état des écoles dans le monde rural.                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir les moyens et les capacités d'accès à l'enseignement à distance dans le monde rural.</li> <li>- Élimination des constructions démantelées.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | En 2021                               |
| 14 |                                    |                                                                                                            | Améliorer le mouvement de mutation au sein de la communauté éducative.                                         | L'annonce des résultats du mouvement de mutation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Au cours des prochaines semaines      |



| NS | Séance                              | Secteur gouvernemental                                    | Objet de la question                                                                        | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Délais de mise en œuvre       |
|----|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| 15 |                                     |                                                           | Mesures prises pour faire face au problème de la pénurie d'eau                              | La construction de 5 barrages: - Le barrage de Kadiyat Al-Barna à la province de Sidi Kassem - La surélévation du barrage Mohammed V, de sorte que sa capacité de retenue atteint 1 milliard de mètres cubes- La surélévation du barrage de Mukhtar Al-Sousi, de sorte que sa capacité de retenue atteint 280 millions de mètres cubes- Le barrage d'Al-Ratba à la province de Taounate - Le barrage de Bani Azziman à la province de Driwach. | Avant la fin de décembre 2020 |
| 16 | 12ème séance<br>14 juillet<br>2020. | L'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau. | L'aggravation des problèmes du secteur du transport à la lumière de la pandémie de Covid 19 | L'augmentation de la capacité des transports publics à 75 %.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Les prochains jours           |
| 17 |                                     |                                                           | Le transport public                                                                         | La disposition à participer à la réunion de la commission parlementaire permanente compétente pour présenter les jalons du contrat programme de réhabilitation et de développement du secteur des transports.                                                                                                                                                                                                                                  |                               |

| NS | Séance                                       | Secteur gouvernemental                 | Objet de la question                                                                         | Réponse du ministre comportant un engagement ou un programme (la session d'Avril 2020)                                                                                                             | Délais de mise en œuvre |
|----|----------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 18 | 12 <sup>ème</sup> séance du 14 juillet 2020. | La culture, la jeunesse et les sports. | Soutenir les infrastructures et les terrains sportifs.                                       | Le lancement de la construction de 28 terrains de proximité à Dakhla, dont 21 à la province d'Oued Ed-Dahab et 7 à la province d'Aousserd, après l'approbation du Fonds d'Equipement Collectif.    | Prochainement           |
| 19 |                                              |                                        | La création d'installations sportives et de loisirs pour les jeunes dans les zones reculées. | La construction de 500 terrains durant les mois prochains.                                                                                                                                         | les mois prochains      |
| 20 |                                              |                                        |                                                                                              | Approbation d'un ensemble de marchés pour la construction de 100 terrains de proximité.<br>Lancement des appels d'offres pour faire les études techniques et architecturales des projets restants. | Prochainement           |



**2- la Réunion Commune des deux  
Chambres du Parlement relative à la  
Présentation d'Informations Portant  
sur des Affaires Revêtant un Caractère  
National Important conformément  
aux dispositions de l'article 68 de la  
Constitution**







## **Résumé de l'intervention du Chef du Gouvernement lors de la Séance plénière commune des deux Chambres du Parlement consacrée aux développements de la gestion du confinement sanitaire post-20 Mai**

Intervenant, lundi 18 mai 2020, lors de la séance plénière commune de la Chambre des Représentants et de la Chambre des Conseillers, conformément à l'article 68 de la Constitution, et consacrée aux développements de la gestion du confinement sanitaire post-20 Mai, le Chef du Gouvernement a souligné que la décision de prolonger l'état d'urgence et le confinement sanitaires est motivée par le fait que la situation épidémiologique dans notre pays n'est pas rassurante au regard de la hausse des cas de contamination et de l'apparition, de temps à autre, de foyers familiaux et industriels dans plusieurs régions.

Il a ensuite rappelé que notre pays a accumulé d'importants acquis depuis l'apparition du coronavirus au Maroc début mars dernier, des acquis qui ne peuvent être entachés de rechute, ajoutant que la sortie du confinement est plus difficile que son entame, eu égard à de nombreuses complications et considérations qui s'interfèrent (sanitaires, médicales, économique, sociales, sociétales, psychiques et comportementales) et qui doivent tenir compte de plusieurs critères.

Au cours de son intervention, le Chef du Gouvernement a cité plusieurs indicateurs qui ont justifié le prolongement de l'état d'urgence et du confinement sanitaires, avec à leur tête le taux de reproduction du virus ( $R_0$ ) qui ne s'est pas encore stabilisé pour deux semaines à moins de 1, outre l'apparition de nombreux foyers familiaux, commerciaux ou industriels dont le nombre a atteint 467 foyer dans dix régions avec un total de 3800 contaminations.

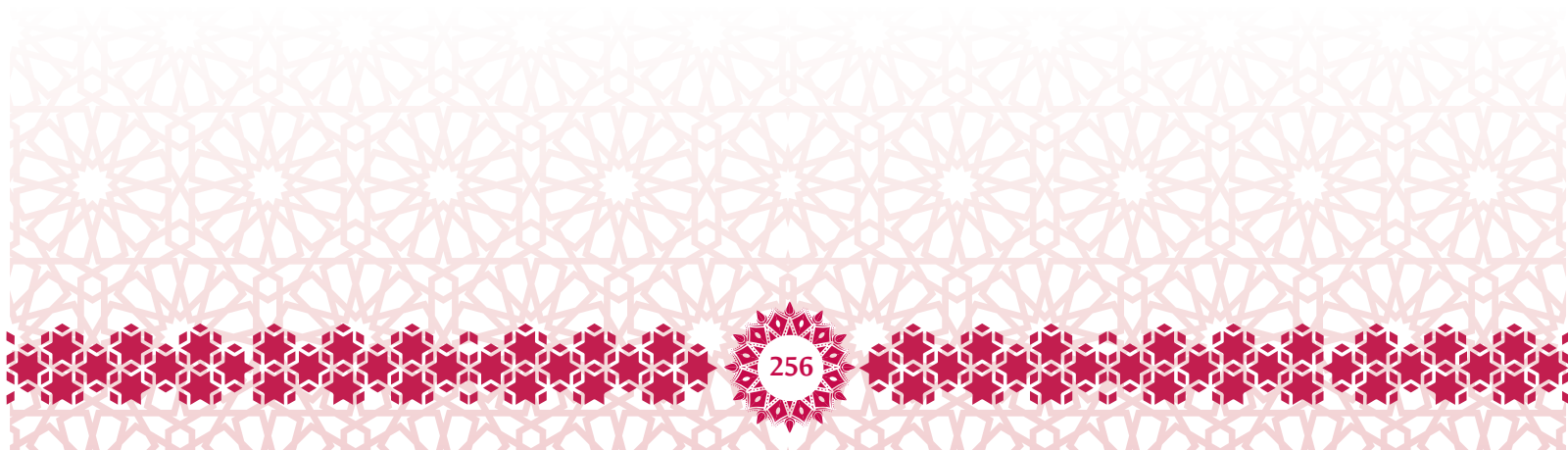




«Ceci témoigne du sérieux de la situation et de son degré de délicatesse, notamment à l'approche de l'Aïd Al Fitr, qui peut être, qu'à Dieu ne plaise, porteur du risque d'apparition de foyers familiaux en cas de non-respect du confinement sanitaire et des précautions d'usage».

Il a assuré que l'exécutif a élaboré une vision d'ensemble pour la gestion du confinement sanitaire en sa prochaine étape dans ses dimensions centrale et sectorielle, une vision qui remonte à plusieurs semaines et qui se décline sous forme d'une action collective ayant impliqué tout le gouvernement avec tous ses secteurs.

A la fin de son intervention, le Chef du Gouvernement a passé en revue les conditions d'allègement du confinement sanitaire, rappelant les différentes mesures qui seront prises au niveau de chaque secteur ainsi que le plan de relance de l'économie nationale, appelant à davantage de solidarité et de cohésion nationale et au renforcement de la confiance en les institutions en cette conjoncture difficile.

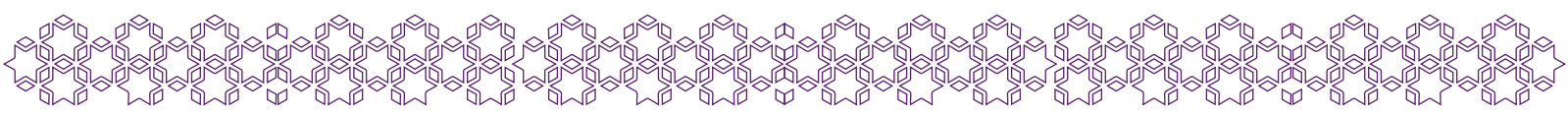




**3- Exposé du Premier Président de la  
Cour des comptes sur les activités des  
juridictions financières**







## **Résumé de l'exposé du Premier Président de la Cour des Comptes devant le Parlement sur les activités des juridictions financières – 28 Janvier 2020.**

Dans le cadre de l'application des dispositions de l'article 148 de la Constitution et de l'article 100 de la loi n° 62.99 formant code des juridictions financière, le Premier Président de la Cour des Comptes a exposé, le 28 Janvier 2020, devant l'assemblée du Parlement la synthèse des activités de la Cour des Comptes et des Cours régionales des comptes, pour l'exercice 2018.

Cet exposé, s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des missions que la Constitution du Royaume a confiées à ces juridictions. En effet, par la présentation d'un état des lieux sur la gestion des finance publiques par le pouvoir exécutif, l'institution supérieure de contrôle permet au pouvoir législatif de jouer pleinement son rôle en matière de contrôle de l'action du gouvernement.

Ensuite, il vient après que la Cour des Comptes ait rendu public en juillet 2019 son rapport annuel relatif aux activités des juridictions financières pour l'exercice 2018 qui a été soumis à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste. De même, il a été soumis à Monsieur le Chef du gouvernement et Messieurs les Présidents des deux Chambres du Parlement Ce rapport a été publié au Bulletin Officiel et sur le site électronique de la Cour des Comptes, en application des dispositions de l'article 148 de la constitution.

Ainsi, selon la présentation du Premier Président de la Cour des Comptes, la programmation des travaux des juridictions financières au cours de l'année 2018 s'est distinguée par la hausse du nombre des missions de contrôle réalisées qui a atteint 274 missions contre 160 au cours des



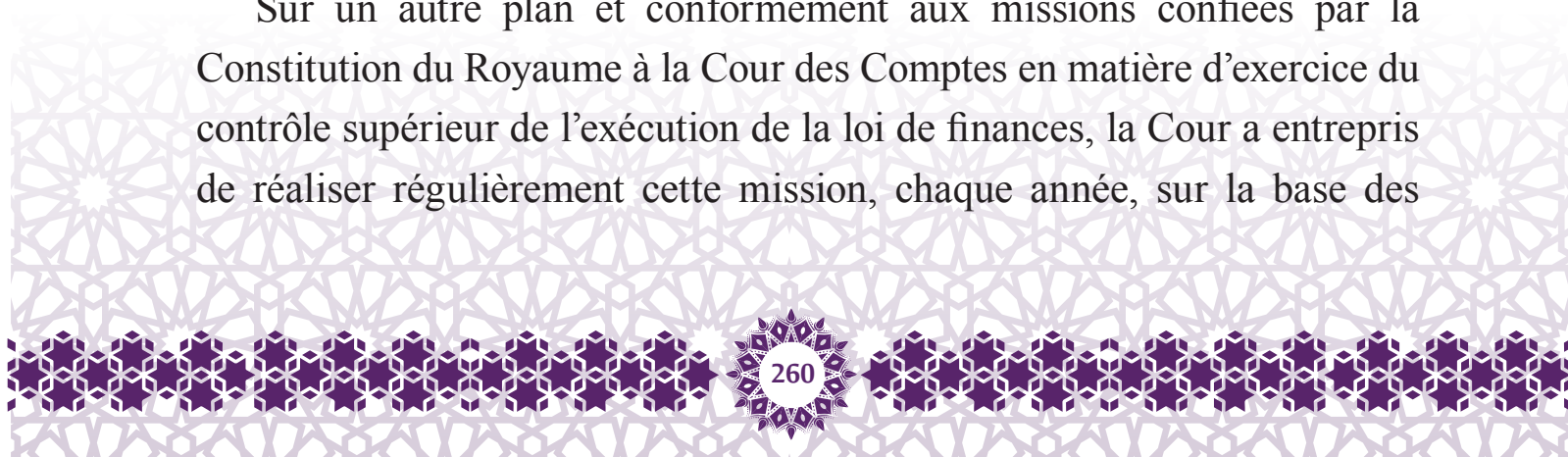
années précédentes, ainsi que par la diversification des interventions pour couvrir l'ensemble des secteurs publics vitaux avec une augmentation des missions d'évaluation transversale des programmes et politiques publics.

A cet égard, les juridictions financières ont rendu 2144 arrêts et jugements dans le domaine de vérification et de jugement des comptes des comptables publics et 68 arrêts et jugements en matière de discipline budgétaire et financière. Par ailleurs, le Parquet général près de la Cour a poursuivi 114 personnes en matière disciplinaire et déféré à la Présidence du Ministère public huit (8) affaires relatives à des faits susceptibles d'entraîner des poursuites pénales.

Sur un autre plan, les juridictions financières ont continué à réceptionner les déclarations obligatoires de patrimoine, ainsi elles ont reçu 9387 déclarations au cours de l'année 2018. Ce qui porte le nombre total des déclarations de patrimoine reçues par les juridictions financières depuis 2010, date d'entrée en vigueur de ce dispositif, à 232 339 déclarations.

Le rapport comporte de nombreuses missions dont l'objet porte directement sur la gestion des finances publique, ainsi, et dans le cadre de la mission constitutionnelle que le législateur a confiée à la Cour des Comptes en vertu de l'article 148 de la Constitution, relative à l'assistance au Parlement, et en application de l'article 66 de la loi organique relative aux lois de finances, la Cour a élaboré et déposé auprès du Parlement en date du 23 juillet 2019 le Rapport sur l'Exécution de la loi de finances pour l'année 2017, ainsi que la Déclaration générale de conformité des comptes des comptables publics au compte général du Royaume relative à la même année.

Sur un autre plan et conformément aux missions confiées par la Constitution du Royaume à la Cour des Comptes en matière d'exercice du contrôle supérieur de l'exécution de la loi de finances, la Cour a entrepris de réaliser régulièrement cette mission, chaque année, sur la base des







informations préliminaires communiquées par le ministère chargé des finances. Dans ce cadre, la Cour a réalisé une mission de contrôle sur les résultats globaux de l'exécution du budget pour l'année 2018.

A cet égard, la Cour a constaté une hausse des dépenses ordinaires qui ont atteint 213 Milliard DH enregistrant une augmentation de près de 6,9 Milliards DH en comparaison avec l'année 2017, et une augmentation du volume de l'investissement public qui a atteint 195 Milliard DH, contre 190 Milliard DH en 2017.

La Cour a aussi constaté qu'en dépit des efforts consentis dans le domaine d'infrastructures publiques, ils n'ont pas permis de réduire les inégalités sociales et les disparités territoriales ni induit une véritable amélioration des indicateurs de développement humain.

Ainsi, la Cour a recommandé, en corrélation avec les Hautes orientations Royales, d'élaborer une nouvelle vision de l'investissement public qui puisse contribuer à une croissance équilibrée et inclusive, génératrice d'opportunités d'emplois et d'amélioration de revenus, tout en se fondant sur les normes de performance, de rendement et de bonne gouvernance.

Au sujet du traitement de la problématique des arriérés de l'Etat, la Cour a noté les efforts déployés en faveur de certains établissements publics et entreprises du secteur privé, portant en particulier sur les restitutions au titre de la TVA, sachant que les restitutions relatives à cet impôt, à fin mars 2019, ont atteint un montant total de 35,3 Milliards DH. En revanche, certaines grandes entreprises publiques restent créancières envers l'Etat pour des montants importants telles que Autoroutes du Maroc, l'Office National des Chemins de Fer, l'Office National des Aéroports.

Sur la base de son évaluation des données relatives aux finances publiques, la Cour a relevé certains facteurs qui peuvent être considérés comme de véritables défis que doit affronter la gestion des finances publiques sur le court et moyen terme. et qui ont été synthétisés en quatre catégories de risques :



1- La maîtrise du niveau du déficit budgétaire qui a atteint 41,35 Milliard DH en 2018, soit 3,7% du PIB ;

2- Le niveau élevé de la dette publique qui a atteint 750,12 Milliards DH à fin 2019, soit une hausse de 27,4 Milliards DH, en comparaison avec l'année 2018 ;

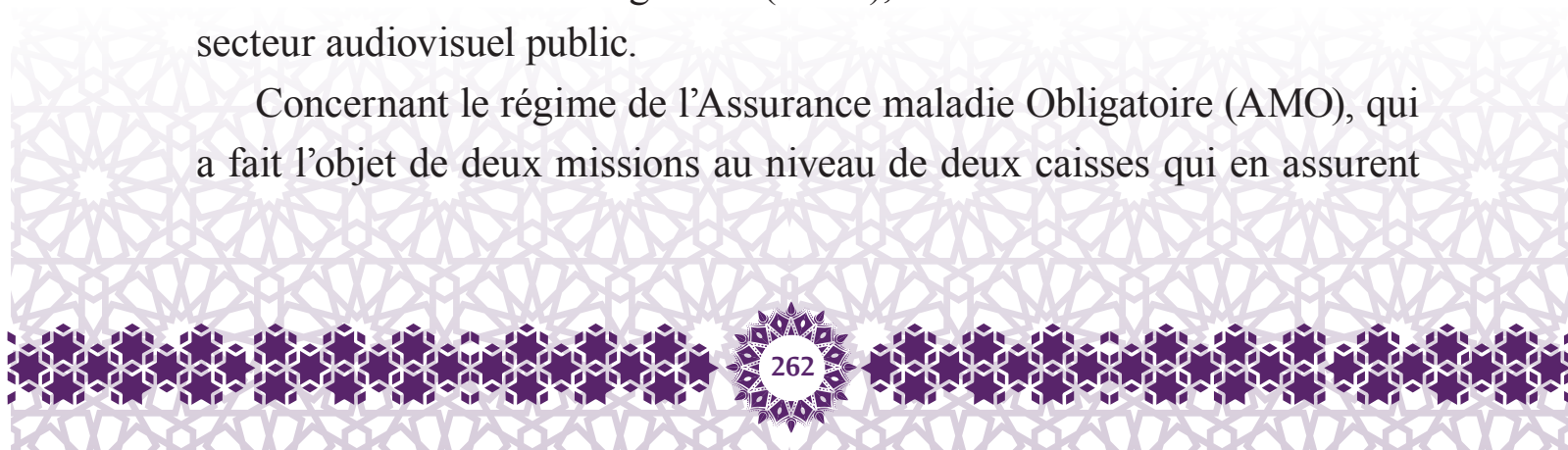
3- Le déficit de la balance commerciale qui s'aggrave de plus en plus du fait de la hausse des importations notamment en raison de l'augmentation de la facture énergétique et des achats en biens d'équipements ;

4- La problématique de la pérennité des régimes de retraite, en enregistrant un déficit technique du régime des pensions civiles de la Caisse Marocaine des Retraites (CMR) à fin 2019 de 5,24 Milliards DH après 6 Milliards DH en 2018. De même, ses réserves ont diminué à 75,9 Milliards DH. La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) connaît, pour sa part, une situation semblable bien que moins aigue. Et malgré le fait que le Régime Collectif d'Allocation de Retraites (RCAR) ait enregistré une légère amélioration de ses recettes, en relation avec l'augmentation des effectifs des adhérents, son solde technique est resté négatif de 2,2 Milliard DH à fin 2019.

Hormis les activités ordinaires à caractère juridictionnel, de la Cours des comptes, ce sont les missions relatives au contrôle de gestion et à l'évaluation des programmes publics qui ont accaparé l'essentiel du contenu du rapport annuel de la Cour pour l'exercice 2018.

L'exposé du Premier Président s'est concentré sur deux sujets importants qui revêtent un caractère thématique, le premier à porté sur le régime de l'Assurance maladie Obligatoire (AMO), et le deuxième a concerné le secteur audiovisuel public.

Concernant le régime de l'Assurance maladie Obligatoire (AMO), qui a fait l'objet de deux missions au niveau de deux caisses qui en assurent





la gestion (CNSS et CNOPS), en vertu de la loi 65.00 portant code de la couverture médicale de base, la Cour a constaté certains dysfonctionnements relatifs à la gouvernance du régime, la couverture des dépenses médicales et son équilibre financier.

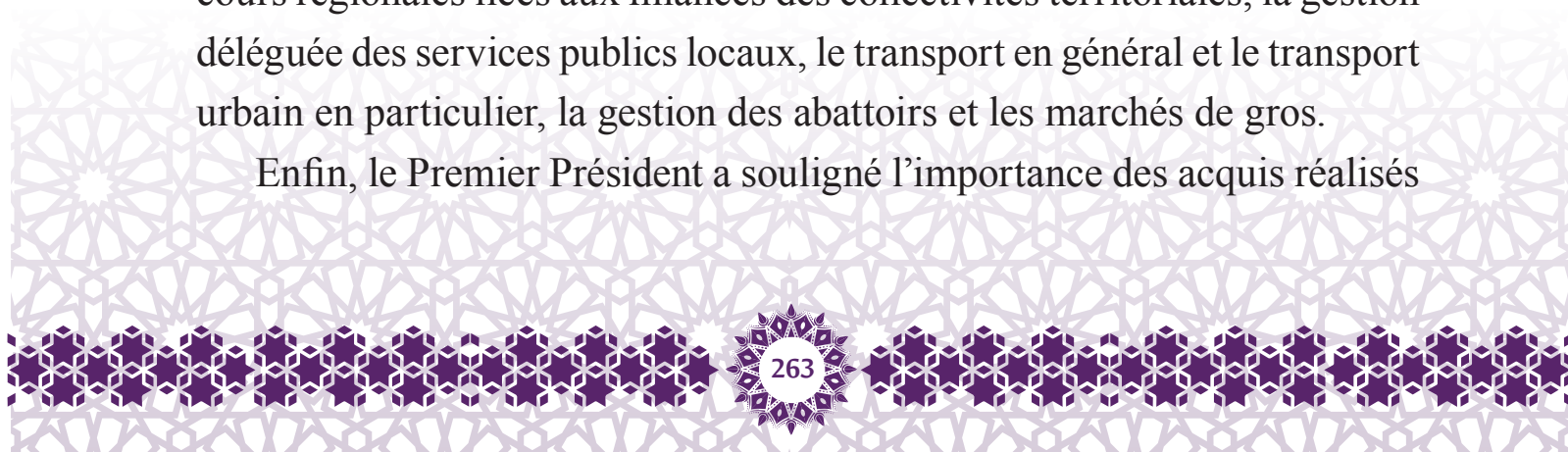
Sur un autre plan, le secteur audiovisuel public a fait l'objet de trois missions, focalisées sur l'évaluation de la gestion de la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision (SNRT), et la Société des réalisations audiovisuelles (SOREAD-2M). L'exposé a souligné un nombre des difficultés, surtout financières, dans un paysage qui bénéficie d'un grand intérêt de la part des différents milieux de l'opinion publique ; ainsi la Cour a confirmé le caractère d'urgence que revêt la restructuration du secteur audiovisuel dans notre pays pour réunir ses composantes au sein d'un pôle public unifié.

En relation avec les travaux des Cours Régionales des Comptes, le Premier Président a signalé que toutes les régions du Royaume ont été couvertes par des Cours Régionales des Comptes en vue d'accompagner la mise en œuvre de la régionalisation avancée.

Dans l'objectif de contribuer efficacement à la moralisation de la vie publique et d'instaurer les instruments de bonne gouvernance au niveau local, ces Cours ont intensifié leurs efforts de contrôle dans leurs champs d'intervention, tout en se focalisant sur les sujets et domaines qui accaparent les préoccupations du citoyen et qui présentent un lien étroit avec sa vie quotidienne.

Durant l'exercice 2018, différentes missions ont été menées par les cours régionales liées aux finances des collectivités territoriales, la gestion déléguée des services publics locaux, le transport en général et le transport urbain en particulier, la gestion des abattoirs et les marchés de gros.

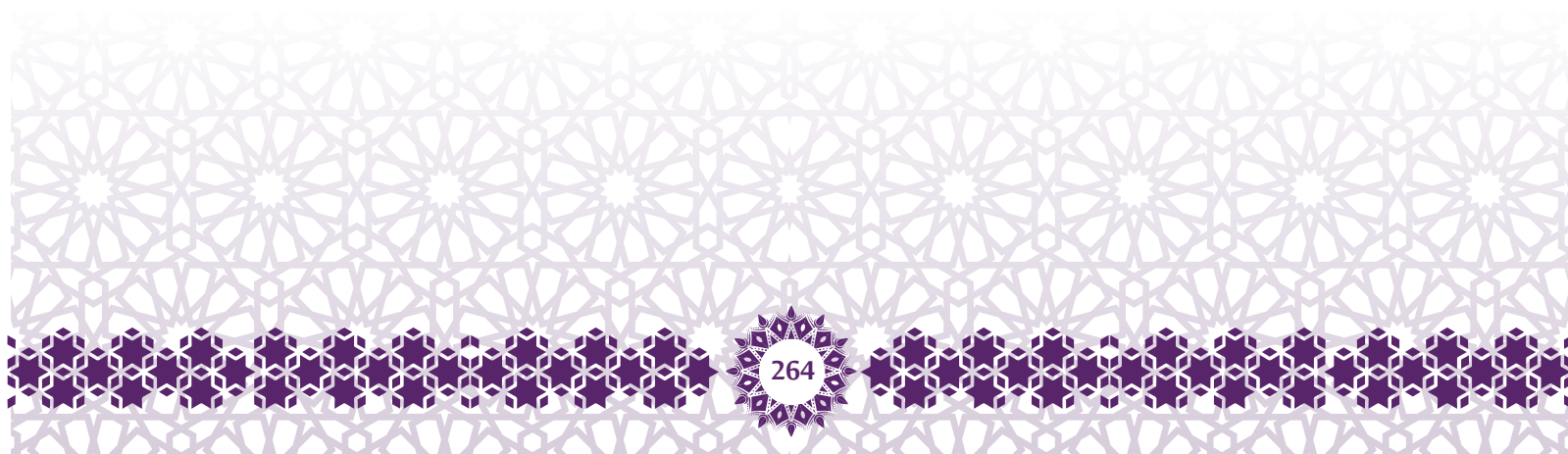
Enfin, le Premier Président a souligné l'importance des acquis réalisés



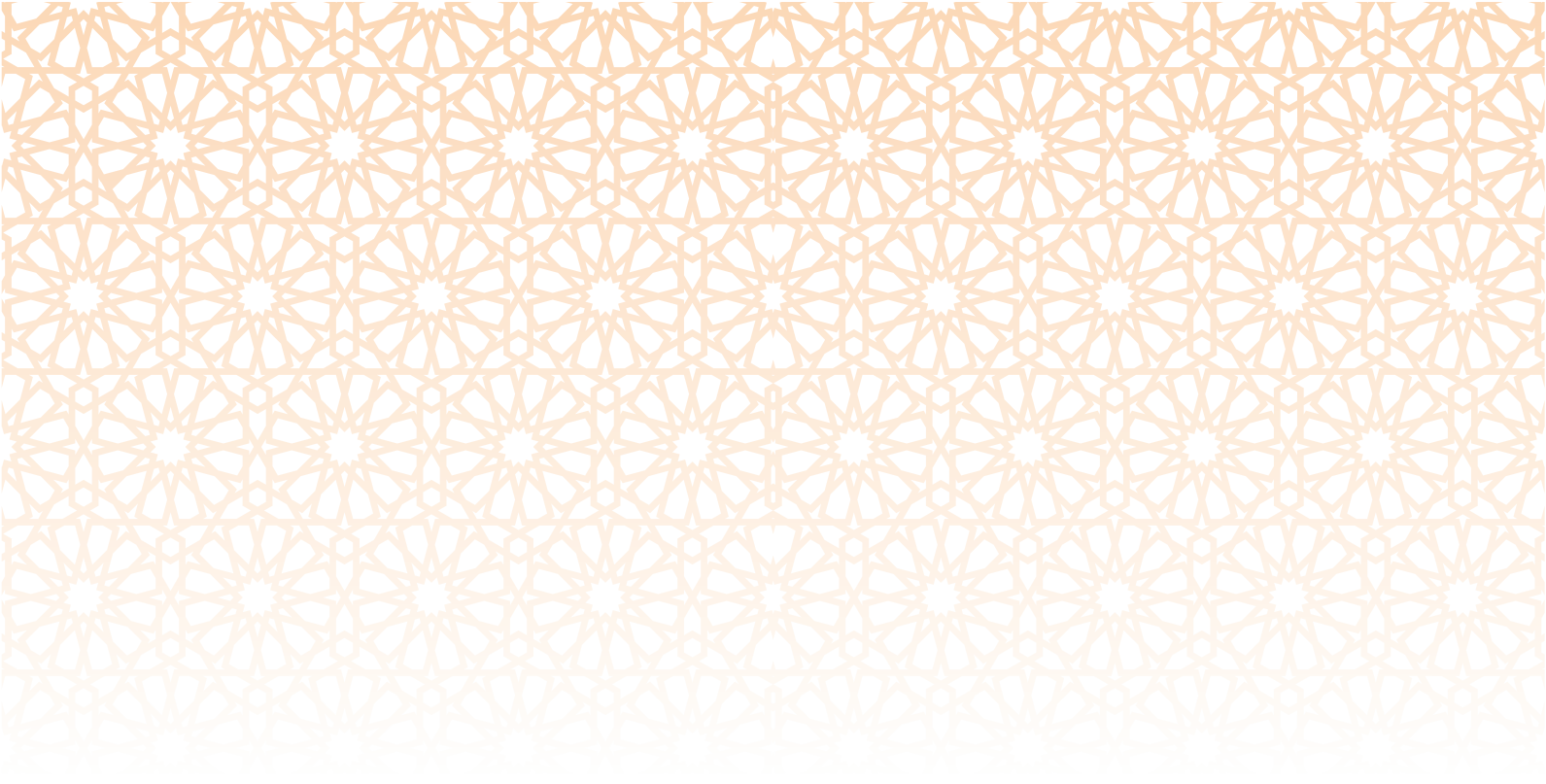


par notre pays au cours des deux dernières décennies et les potentialités dont il dispose aux plans institutionnel et humain qui sont de nature à assurer les conditions favorables pour lancer des réformes profondes couvrant le système de gouvernance du secteur public.

De même, il a félicité les relations constructives de coopération qui existent entre la Cour des Comptes et l'institution du Parlement, ainsi qu'avec ses différents organes et Commissions Parlementaires.

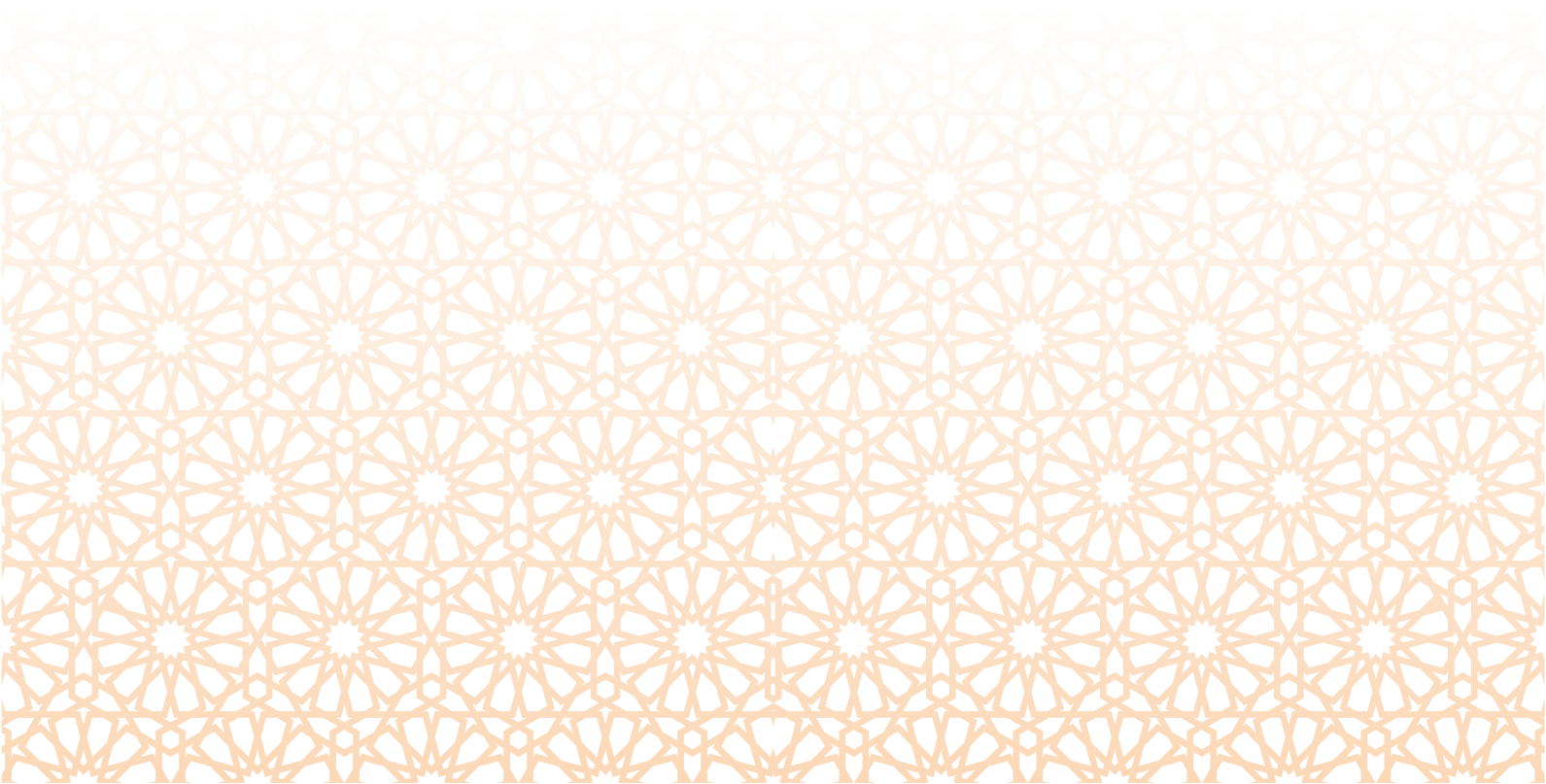




A decorative border at the top of the page featuring a repeating geometric pattern of interlocking stars and lines in a light orange color.

## **4- Rôle de contrôle des Commissions Permanentes:**

**Demandes d'audition des membres du  
gouvernement au cours de l'année  
législative 2019-2020**

A decorative border at the bottom of the page featuring a repeating geometric pattern of interlocking stars and lines in a light orange color.





## Commission de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme:

| Sujet général                                                                                                                                                                                               | Demandeur                                                                                                                            | Date de renvoi à la commission | Date de renvoi au gouvernement |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Demande d'organiser une réunion consultative sur l'élaboration des cinquièmes et sixièmes rapports combinés de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. | La demande a été reçue du Ministre d'Etat chargé des droits de l'Homme le 6 décembre 2019 et la réunion a eu lieu le 7 janvier 2020. |                                |                                |
| Demande d'audition du ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pour l'utilité de l'heure supplémentaire sur la vie économique et sociale.                                  | Groupeement de la confédération démocratique du travail                                                                              | 08 janvier 2020                | 10 janvier 2020                |
| Demande d'audition du ministre de la Justice pour examiner le sujet de la spoliation financière et l'accaparement des biens d'autrui                                                                        | Groupeement de la confédération démocratique du travail                                                                              | 23 janvier 2020                | 29 janvier 2020                |

## Commission des Finances, de la Planification et du Développement Economique:

| Sujet général                                                                                                                                                                                     | Demandeur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Date de renvoi à la commission | Date de renvoi au gouvernement |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Présentation de la synthèse du rapport relatif au contrôle de la gestion de l'office chérifien des phosphates et de l'activité minière                                                            | <p>Groupes et groupement:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Groupe de justice et développement.</li> <li>-Groupe Istiqlalien de l'Unité et de l'Egalitarisme.</li> <li>- Groupe Socialiste.</li> <li>- Groupe Haraki.</li> <li>-Groupe authenticité et modernité.</li> <li>-Groupe constitutionnel, démocratique et social.</li> <li>-Groupe de l'union marocaine du travail.</li> <li>-Groupement de la confédération démocratique du travail</li> </ul> | 08 janvier 2020                | 15 janvier 2020                |
| L'examen de la question des «implications de ce qu'on appelle désormais le Scandale Bab darna», ainsi que la manière dont certaines banques ont pu accorder des prêts à l'entreprise en question. | - Groupe Socialiste                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 08 janvier 2020                | 15 janvier 2020                |

| Sujet général                                                                                                                    | Demandeur                                            | Date de renvoi à la commission                                      | Date de renvoi au gouvernement                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| - Examen des répercussions économiques et financières de la propagation du Coronavirus (Covid-19) au Maroc.                      | - Groupe Istiqlalien de l'Unité et de l'Egalitarisme | 23 avril 2020                                                       | 23 avril 2020<br>Il a été examiné lors de la réunion de la Commission du 4 mai 2020 |
| - Le rôle des banques dans l'effort national pour faire face à la pandémie de Coronavirus (Covid-19).                            | -Groupe de justice et développement.                 | 28 avril 2020                                                       | 29 avril 2020                                                                       |
| - Examiner les mesures et procédures d'ordre économique prises par le Gouvernement pour faire face à la pandémie de Coronavirus. | membre de la commission le 04 mai 2020               | Il a été examiné lors de la réunion de la Commission du 11 mai 2020 |                                                                                     |

## Commission de l'Intérieur, des Collectivités Territoriales et des Infrastructures

| Sujet général                                                                                                                                                                               | Demandeur                                                                                                                                   | Date de soumission à la commission | Chronologie de soumission au Gouvernement |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------------|
| Discuter des causes de l'accident mortel qui s'est produit le dimanche soir (1er décembre 2019) sur l'autoroute entre Taza et Fès.                                                          | Groupe authenticité et modernité.                                                                                                           | 02 décembre 2019                   | 14 janvier 2020                           |
| Discuter de l'ensemble des problèmes provoqués par le projet Bab Darna et ses victimes parmi les citoyens qui ont investi leur argent dans l'espoir de posséder un logement décent.         | Groupe authenticité et modernité.                                                                                                           | 09 janvier 2020                    | 14 janvier 2020                           |
| Etude de la situation de l'Agence marocaine pour le développement de la logistique (AMDL).                                                                                                  | Groupe Istiqlalien de l'Unité et de l'Egalitarisme.                                                                                         | 27 janvier 2020                    | 19 février 2020                           |
| Etude de la situation de la Royal Air Maroc et la portée de sa contribution au développement.                                                                                               | Groupe de la confédération démocratique du travail                                                                                          | 29 janvier 2020                    | 19 février 2020                           |
| Discussion des mesures prises par le gouvernement pour faire face aux répercussions et aux implications de la décision d'entraver la contrebande aux points de passage de Sebta et Melilla. | - Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.<br>- Groupe de justice et développement.<br>- Groupe de l'union marocaine du travail. | 13 mars 2020                       | 19 mars 2020                              |



| Sujet général                                                                                                                                                                                                                        | Demandeur                                                                                                                                                                                                                 | Date de soumission à la commission | Chronologie de soumission au Gouvernement |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------------|
| Discussion de la détermination des pouvoirs publics d'adopter l'application « Wiqayatna » afin de tracer et de contrôler les cas des personnes infectées par le virus Covid 19 et leurs contacts.                                    | - Groupe de justice et développement.                                                                                                                                                                                     | 13 mars 2020                       | 19 mars 2020                              |
| Discuter des questions de qualification du secteur du transport routier de marchandises et de passagers;<br>Examen de la définition de la relation entre le niveaux des tarifs routiers et de la compétitivité du transport routier. | - Groupe du rassemblement national des indépendants.<br>- Groupe de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc.<br>- Groupe de l'union marocaine du travail.<br>- Groupe constitutionnel, démocratique et social. | 17 juin 2020                       | 23 juin 2020                              |

## Commission des Affaires Etrangères, de la Défense Nationale et des Marocains Résidant à l'Etranger

| Sujet général                                                                                                                                | Demandeur                                                                                                                                                                                | Date de soumission à la commission | Date de soumission au gouvernement |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| Les répercussions de l'intervention turque sur les pays du Maghreb.                                                                          | - Groupement de la confédération démocratique du travail                                                                                                                                 | 14 janvier 2020                    | 15 janvier 2020                    |
| Mesures gouvernementales prises pour rapatrier les Marocains bloqués à l'étranger en raison de la propagation de la pandémie du coronavirus. | - Groupe de l'union marocaine du travail.                                                                                                                                                | 22 avril 2020                      | 24 avril 2020                      |
| Mesures que le gouvernement entend prendre pour rapatrier les Marocains bloqués à l'étranger en raison de la pandémie du COVID-19.           | - Groupe de l'union marocaine du travail.<br>- Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.<br>- Groupe authenticité et modernité.<br>- Groupe de la justice et du développement. | 29 mai 2020                        | 01 juin 2020                       |

| Sujet général                                                                                   | Demandeur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Date de soumission à la commission | Date de soumission au gouvernement |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| La situation des Marocains bloqués à l'étranger suite à la pandémie du Corona.                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe Haraki.</li> <li>- Groupe du rassemblement national des indépendants.</li> <li>- Groupe de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc.</li> <li>- Groupe Socialiste.</li> <li>- Groupe constitutionnel, démocratique et social.</li> </ul>                                | 02 juin 2020                       | 02 juin 2020                       |
| Gestion du secteur des Habous et des affaires islamiques à la lumière de la pandémie du Corona. | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe Haraki.</li> <li>- Groupe du rassemblement national des indépendants.</li> <li>- Groupe Socialiste.</li> <li>- Groupe constitutionnel, démocratique et social.</li> </ul>                                                                                                         | 09 juin 2020                       | 09 juin 2020                       |
| La situation des Marocains à l'étranger face aux répercussions de la pandémie du Corona.        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe de la justice et du développement.</li> <li>- Groupe Haraki.</li> <li>- Groupe du rassemblement national des indépendants.</li> <li>- Groupe socialiste.</li> <li>- Groupe de l'union marocaine du travail.</li> <li>- Groupe constitutionnel, démocratique et social.</li> </ul> | 30 juin 2020                       | 01 juillet 2020                    |

## Commission de l'Éducation, des Affaires Culturelles et Sociales

| Sujet général                                                                                                                                                                                                                                                   | Demandeur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Date de soumission la Commission                                        | Date de soumission au Gouvernement |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Demande de convocation d'une réunion de la commission pour entendre le ministre de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et de la recherche scientifique afin d'étudier la rentrée scolaire et universitaire pour la saison scolaire 2019/2020 | Groupe de la confédération démocratique du travail.                                                                                                                                                                                                                                                                               | 15 octobre 2019                                                         | 16 octobre 2019                    |
| Demande de convocation d'une réunion de la commission pour discuter des nouveautés de la rentrée scolaire et universitaire pour la saison (2019/2020)                                                                                                           | Groupe de la justice et du développement.                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 15 octobre 2019                                                         | 16 octobre 2019                    |
| - Demande d'examen de la nouvelle réforme pédagogique universitaire.                                                                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.</li> <li>- Groupe de la justice et du développement.</li> <li>- Groupe Socialiste</li> <li>- Groupe Haraki.</li> <li>- Groupe de l'union marocaine du travail.</li> <li>- Groupe constitutionnel, démocratique et social.</li> </ul> | Il a été examiné lors de la réunion de la Commission du 15 janvier 2020 |                                    |
| - Examen du rapport de la mission d'information effectuée par la Commission sur la situation sanitaire de la Région Draa-Tafilalet pendant la période allant du 1 au 7 juillet 2018.                                                                            | les membres de la commission                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Il a été examiné lors de la réunion de la Commission du 21 janvier 2020 |                                    |

| Sujet général                                                                                                                                                                                                                                           | Demandeur                                            | Date de soumission la Commission | Date de soumission au Gouvernement                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| Demande de convocation d'une réunion de la commission pour étudier la situation des fonctionnaires du secteur de la jeunesse et du sports.                                                                                                              | Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.  | 26 novembre 2019                 | 26 novembre 2019                                                                           |
| Demande de convocation d'une réunion de la commission pour discuter la question de l'impact de la propagation du virus Covid-19 sur le système éducatif.                                                                                                | Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.  | 15 avril 2020                    | 15 avril 2020                                                                              |
| Demande de convocation d'une réunion de la commission pour étudier le sujet des répercussions de l'exclusion d'une partie de professionnels de pouvoir bénéficier des indemnités délivrées Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus. | Groupe authenticité et modernité.                    | 20 avril 2020                    | 21 avril 2020                                                                              |
| Examen de la situation des professionnels au sein de l'institution de sécurité sociale et son rôle pour faire face aux répercussions sociales engendrées par le Coronavirus.                                                                            | - Groupe du rassemblement national des indépendants. | 04 juin 2020                     | 04 juin 2020<br>Il a été discuté lors de la réunion de la Commission tenue le 17 juin 2020 |



| Sujet général                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Demandeur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Date de soumission la Commission | Date de soumission au Gouvernement                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| Examen de la question de la situation épidémiologique et les mesures sanitaires après le confinement.                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe authenticité et modernité.</li> <li>- Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.</li> <li>- Groupe de la justice et du développement.</li> <li>- Groupe de Haraki.</li> <li>- groupe Socialiste</li> <li>- Groupe de l'union marocaine du travail.</li> <li>- Groupe constitutionnel, démocratique et social.</li> </ul> | 02 juin 2020                     | 02 juin 2020<br>Il a été discuté lors de la réunion de la Commission tenue le 7 juillet 2020 |
| Demande de convocation d'une réunion d'une commission pour discuter la question des mesures prises par le ministère de la Solidarité, du Développement social, de l'Égalité et de la Famille pendant la période du confinement sanitaire et de leur impact sur les différents groupes vulnérables. | Groupe authenticité et modernité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 06 juillet 2020                  | 06 juillet 2020                                                                              |

| Sujet général                                                                                                                                                    | Demandeur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Date de soumission la Commission | Date de soumission au Gouvernement |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| <p>Demande d'audition du ministre de la santé sur les dernières nouveautés de la situation épidémiologique liée à la propagation la pandémie du coronavirus.</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe authenticité et modernité.</li> <li>- Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.</li> <li>- Groupe de la justice et du développement.</li> <li>- Groupe de Haraki.</li> <li>- Groupe du rassemblement national des indépendants.</li> <li>- Groupe Socialiste</li> </ul> | 11 Août 2020                     | 12 Août 2020                       |
| <p>L'évolution de la situation épidémiologique du Coronavirus (Covid-19) dans notre pays et les mesures prises pour y faire face.</p>                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe authenticité et modernité.</li> <li>- Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.</li> <li>- Groupe de la justice et du développement.</li> <li>- Groupe de Haraki.</li> <li>- Groupe Socialiste</li> </ul>                                                               | 11 Août 2020                     | 11 Août 2020                       |

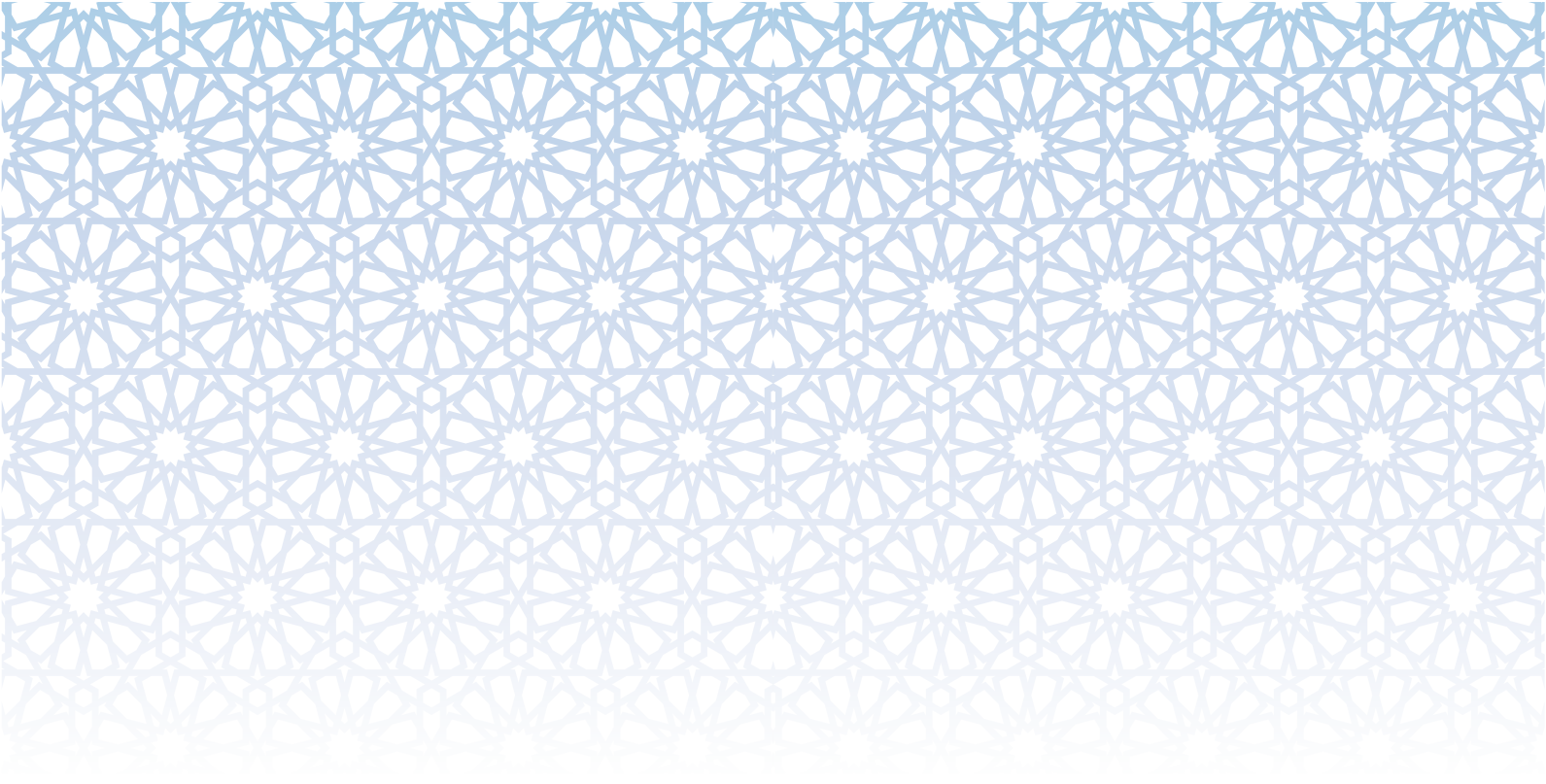
| Sujet général                                                                                                                                                                                                                                                                            | Demandeur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Date de soumission la Commission | Date de soumission au Gouvernement                         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------------------------------------------|
| <p>Discussion du sujet des mesures préventives qui accompagneront la rentrée scolaire et universitaire pour la saison 2020/2021, ainsi que sur les nouveautés de cette saison compte tenu des contraintes de la pandémie de Coronavirus.</p>                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe de la justice et du développement.</li> <li>- Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.</li> <li>- Groupe du rassemblement national des indépendants.</li> <li>- Groupe Haraki.</li> <li>- Groupe de l'union marocaine du travail.</li> <li>- Groupement de la confédération démocratique du travail.</li> </ul>                                                                                                                                         | 25 Août 2020                     | 25 Août 2020<br>La réunion a eu lieu le jeudi 27 août 2020 |
| <p>Demande de tenue d'une réunion de la Commission pour examiner la question des évolutions préoccupantes et dangereuses de la situation épidémiologique de notre pays, relatives à la non maîtrise de la deuxième étape de la propagation de la pandémie de Coronavirus (Covid-19).</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe authenticité et modernité.</li> <li>- Groupe de la justice et du développement.</li> <li>- Groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme.</li> <li>- Groupe du rassemblement national des indépendants.</li> <li>- Groupe de Haraki.</li> <li>- groupe Socialiste</li> <li>- Groupe de l'union marocaine du travail.</li> <li>- Groupe constitutionnel, démocratique et social.</li> <li>- Groupement de la confédération démocratique du travail.</li> </ul> | 28 Août 2020                     | 28 Août 2020                                               |

## Commission des Secteurs Productifs

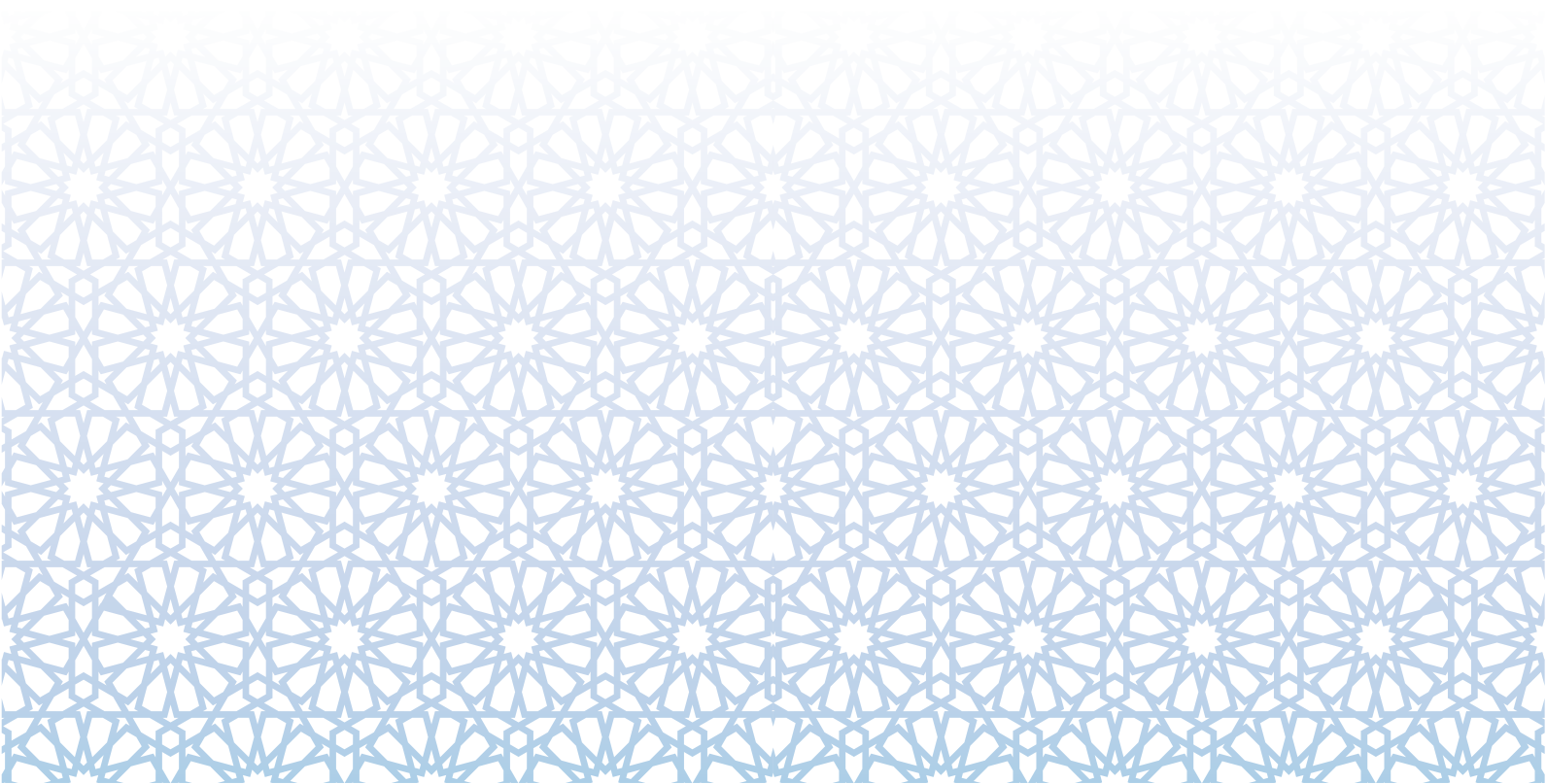
| Sujet général                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Demandeur                                                                                                                                                                    | Date de renvoi à la commission | Date de renvoi au gouvernement |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Éclairer l'opinion publique sur la vérité de découverte du gaz naturel dans plusieurs régions de notre pays et sur les résultats préliminaires des opérations de prospection gazière.                                                                                                                                                  | Groupe de Haraki.                                                                                                                                                            | 08 janvier 2020                | 15 janvier 2020                |
| Discussion la situation de la balance commerciale entre le Maroc et les pays avec lesquels il a conclu des accords de libre-échange.                                                                                                                                                                                                   | Groupe de la justice et du développement.                                                                                                                                    | 21 janvier 2020                | 28 janvier 2020                |
| Demande d'audition du Directeur Général de l'Office Chérifien des Phosphates, en présence du Ministre de l'Energie, des Mines et de l'Environnement, sur la question de la gouvernance de l'office et de sa contribution à l'économie nationale à la lumière des conclusions et des recommandations du rapport de la Cour des comptes. | Groupement de la conférence démocratique du travail.                                                                                                                         | 29 janvier 2020                | 04 février 2020                |
| Étude de la stratégie «Génération Green 2020-2030» et de la stratégie forestière du Maroc.                                                                                                                                                                                                                                             | - Groupe du rassemblement national des indépendants.<br>- Groupe constitutionnel, démocratique et social.<br>- Groupe de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc. | 10 mars 2020                   | 10 mars 2020                   |

| Sujet général                                                                                                                                                                         | Demandeur                                        | Date de renvoi à la commission | Date de renvoi au gouvernement |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Demande de discussion des mesures prises par le gouvernement pour faire face aux effets et impacts de la raréfaction des précipitations durant cette saison sur l'économie nationale. | Groupe de la conférence démocratique du travail. | 10 mars 2020                   | 10 mars 2020                   |
| La situation des artisans face à la pandémie de Corona                                                                                                                                | - Groupe d'authenticité et modernité.            | 21 avril 2020                  | 21 avril 2020                  |
| Demande de discussion de la question des paysans touchés par les orages.                                                                                                              | - Groupe d'authenticité et modernité.            | 09 juin 2020                   | 16 juin 2020                   |
| Demande d'organiser une mission d'information concernant la région minière de Tafilalet et Figuig                                                                                     | - Groupe d'authenticité et modernité.            | 02 juin 2020                   | 24 juin 2020                   |





## **II- L'Evaluation des Politiques Publiques**







**Résumé sur l'Avancement des Travaux du Groupe  
Thématique sur l'Evaluation de la Stratégie Nationale  
de l'Eau**







## **Résumé sur l'avancement des travaux du groupe thématique sur l'évaluation de la Stratégie Nationale de l'Eau :**

Conformément à l'article 70 de la Constitution et aux dispositions du sixième titre du Règlement Intérieur, le Groupe Thématique chargé de préparer la séance annuelle d'évaluation des Politiques Publiques a été constitué, pour lequel le Bureau de la Chambre a désigné la Stratégie Nationale de l'Eau comme sujet d'évaluation, compte tenu du grand soin que Sa Majesté y consacre par la supervision et le suivi de cet élément vital qui est devenu l'un des défis majeurs que nous devons relever à l'avenir. Son bureau a été élu le 7 mai 2019 et cela a conduit à la composition suivante:

- Rahhal El Makkaoui, du groupe Istiqlalien de l'Unité et de l'Egalitarisme, Président du groupe;
- Taib El Bekkali, du groupe Haraki, premier Vice-Président;
- Aicha Ait Alla, du groupe Constitutionnel Démocratique et Social, Deuxième Vice-Présidente;
- Abu Bakr Aabid, du groupe Socialiste, Rapporteur du groupe ;
- Lhou Lmarbough et Brahim Chkili, du groupe de l'Authenticité et de la Modernité;
- Abdessamad Kayouh, du groupe Istiqlalien de l'Unité et de l'Egalitarisme;
- Amal Mayssra, du groupe de la Justice et du Développement;
- Mohamed El Bakkouri, du groupe du Rassemblement National des Indépendants;
- Al Arbi El Araïchi, du groupe de la CGEM;
- Amal El Amri, du groupe de l'Union Marocaine du Travail;
- Rajae El Kassab, du groupement de la Confédération démocratique du Travail.

Après l'élection du bureau, le groupe a élaboré un plan et un programme de travail. Et vu l'importance et l'actualité du sujet d'évaluation, les membres du groupe ont jugé important de prendre le temps nécessaire pour maîtriser tous les axes de la dite stratégie représentés comme suit :

- La gestion de la demande en eau et la valorisation de l'eau ;
- La gestion et le développement de l'offre ;
- La préservation et la protection des ressources en eau, du milieu naturel et des zones fragiles ;
- Réduction de la vulnérabilité aux risques naturels liés à l'eau et l'adaptation aux changements climatiques ;
- La poursuite des réformes réglementaires et institutionnelles.

Ensuite, le groupe a pris soin du suivi et d'évaluation des différents projets subsidiaires des axes en question, en utilisant une technique multidimensionnelle, à







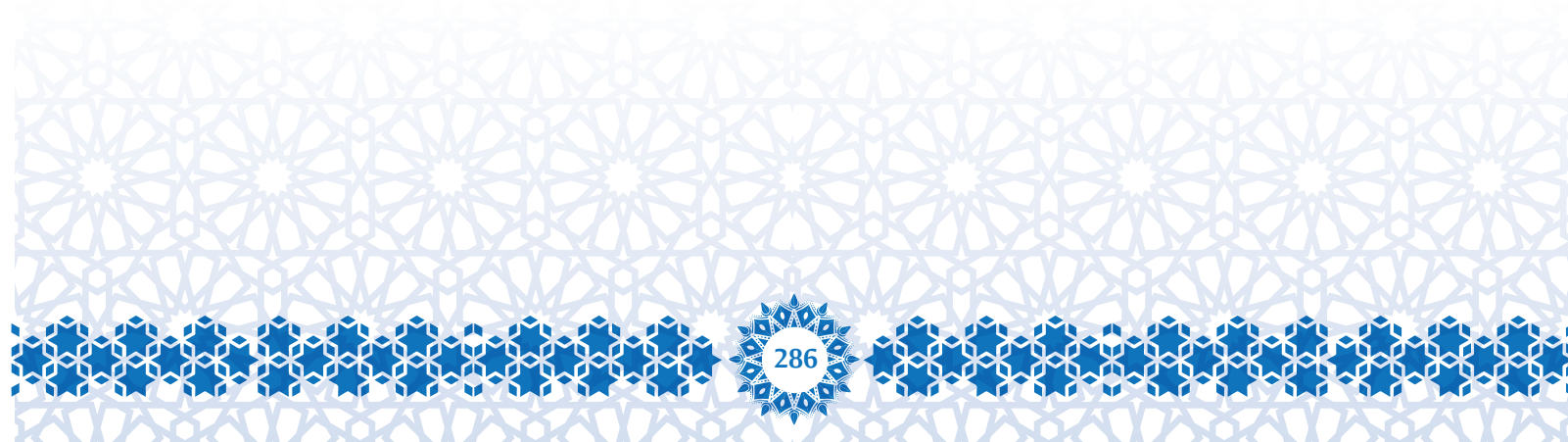
commencer par la collecte des données à travers les documents reçus des secteurs ministériels concernés par la mise en œuvre de la stratégie, en plus des rapports émis par des institutions constitutionnelles nationales et des organisations internationales, puis la tenue des réunions avec ces secteurs, suivie par des visites de terrain de quatre régions du Royaume: Errachidia, Souss, l'Orientale et Doukkala, entrecoupés par des rencontres avec les directeurs des différents bassins hydrauliques ainsi qu'avec les acteurs professionnels opérant dans le domaine de l'agriculture. Il a également été suggéré d'effectuer des visites de certaines expériences comparatives réussies au niveau international (Les îles Canaries ...) afin d'en tirer quelques enseignements.

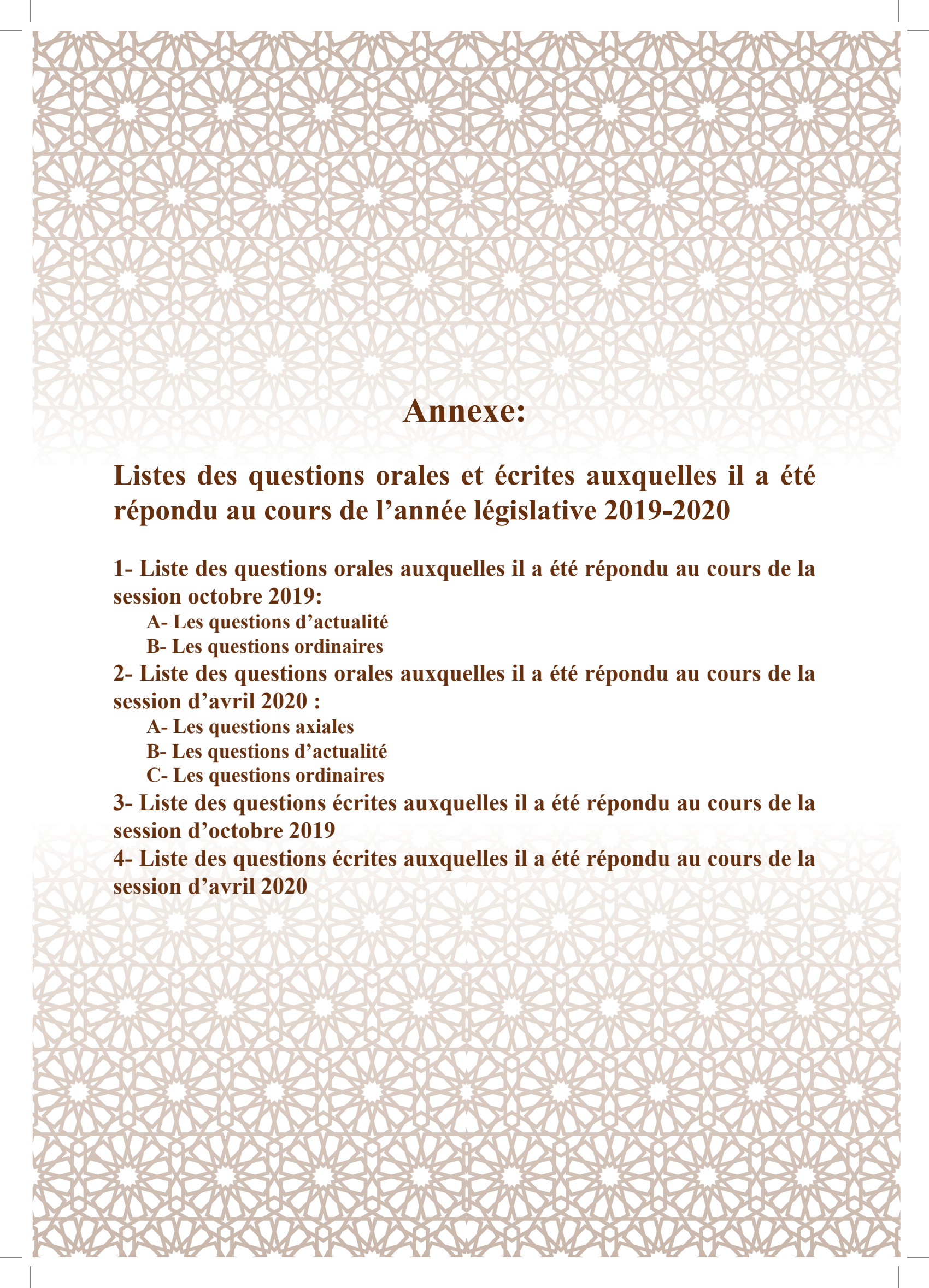
Et avant l'ouverture de l'année législative, des correspondances ont été adressées à tous les secteurs ministériels concernés pour les inviter à participer aux réunions de ce groupe, ce qui a permis de tenir trois réunions, l'une avec le Ministre des Transports, de l'Équipement, de la Logistique et de l'Eau potable, l'autre avec le Directeur de l'Office National de l'Électricité et de l'Eau, et la dernière avec le Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, au cours desquelles des exposés ont été présentés sur la situation du secteur de l'eau au Maroc, qui ont fait l'objet de débats approfondis avec les membres du groupe.

A cet égard, un manque de réactivité de certains secteurs gouvernementaux avec les sollicitations du groupe a été constaté, ce qui a eu un impact négatif sur les travaux du groupe, ainsi que sur les préparatifs pour effectuer des visites de terrain qui ont coïncidé avec la période de l'état d'urgence et du confinement sanitaires, ce qui a perturbé les travaux pendant une période de quatre mois en se limitant à quelques réunions tenus à distance.

Tout en poursuivant ses travaux, à travers les données recueillis en préparant un document préliminaire du rapport, dans lequel les premières données obtenues ont prouvé que la mise en œuvre de cette stratégie a été fortement entravée par l'introduction de nombreux ajustements et mises à jour et l'absence de coordination intersectorielle.

Et dans l'espoir que Dieu fasse disparaître cette pandémie de notre pays bien-aimé, le groupe poursuivra ses efforts pour achever ses travaux en vue d'élaborer un rapport qui répond aux critères d'évaluation en vigueur et aux contenus et recommandations qui contribueront au traitement et au redressement des dysfonctionnements dans l'intérêt de la patrie.



A repeating geometric pattern of interlocking stars and polygons in a light beige color, covering the entire page background.

## **Annexe:**

### **Listes des questions orales et écrites auxquelles il a été répondu au cours de l'année législative 2019-2020**

**1- Liste des questions orales auxquelles il a été répondu au cours de la session octobre 2019:**

- A- Les questions d'actualité
- B- Les questions ordinaires

**2- Liste des questions orales auxquelles il a été répondu au cours de la session d'avril 2020 :**

- A- Les questions axiales
- B- Les questions d'actualité
- C- Les questions ordinaires

**3- Liste des questions écrites auxquelles il a été répondu au cours de la session d'octobre 2019**

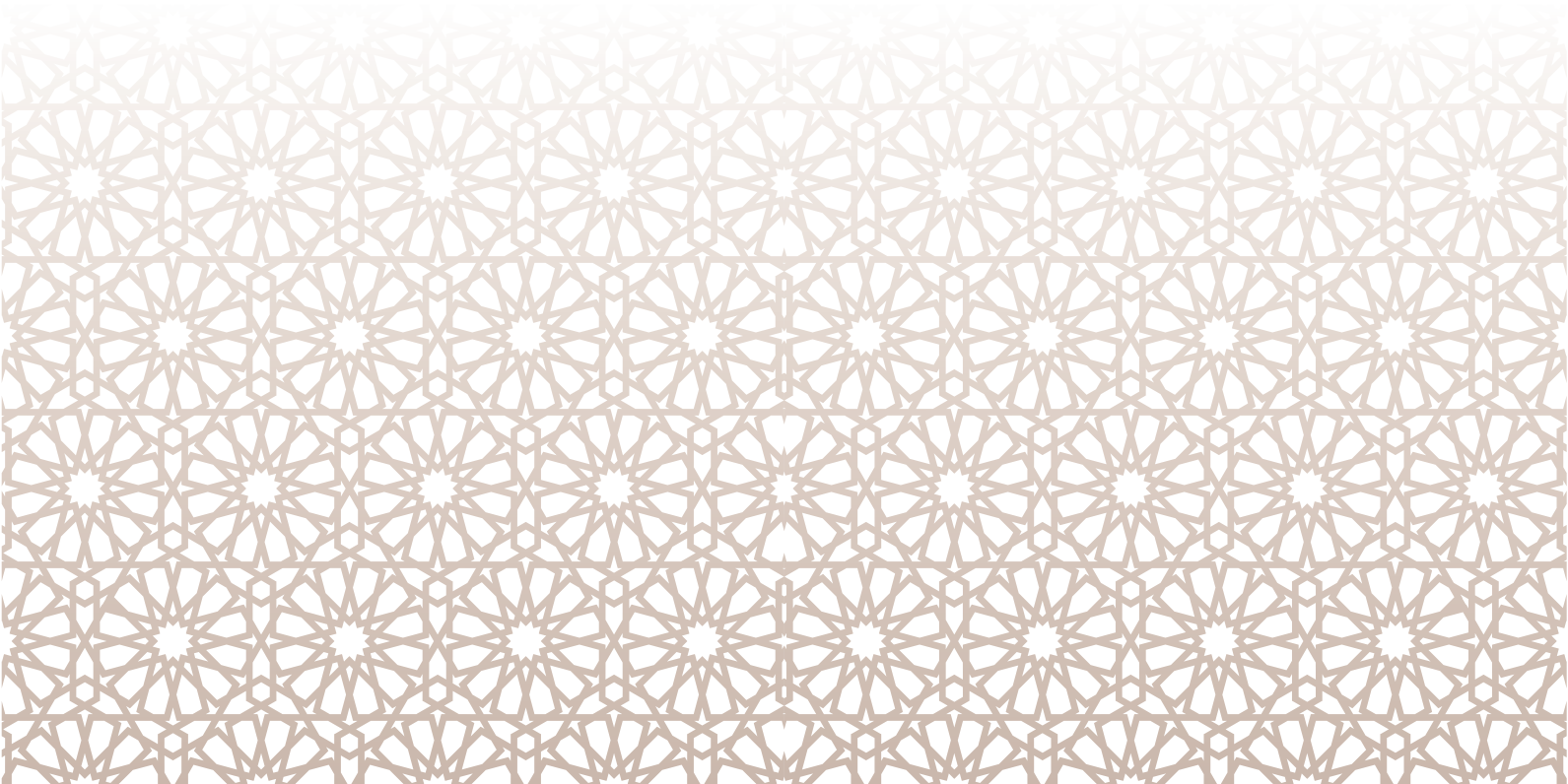
**4- Liste des questions écrites auxquelles il a été répondu au cours de la session d'avril 2020**





**1- Liste des questions orales  
auxquelles il a été répondu au cours de la session  
octobre 2019:**

**A- Liste des questions orales d'actualité auxquelles il a été  
répondu:**

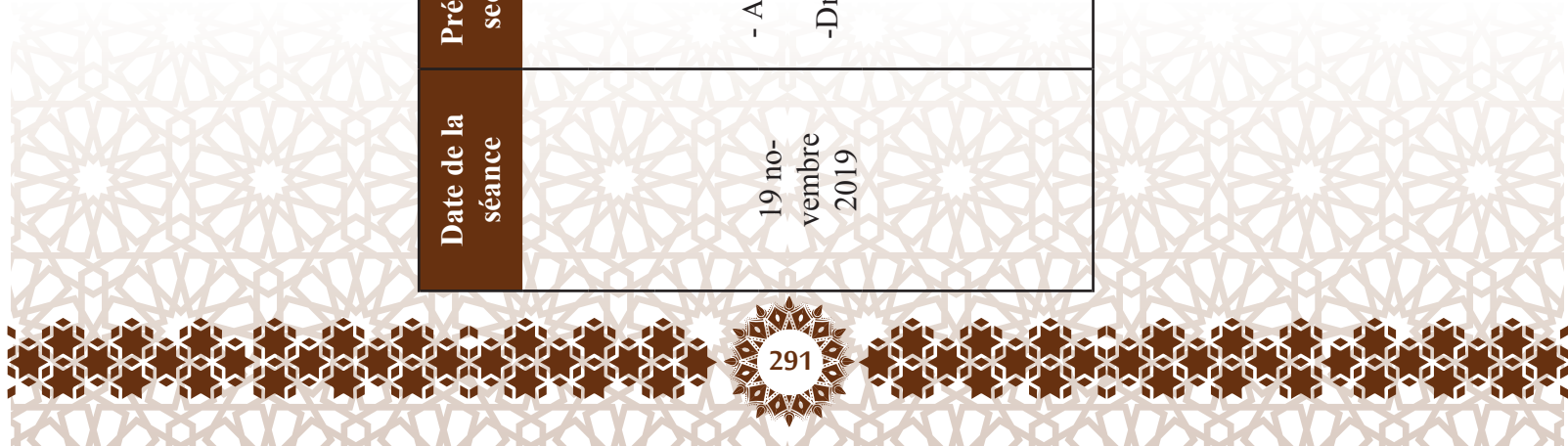
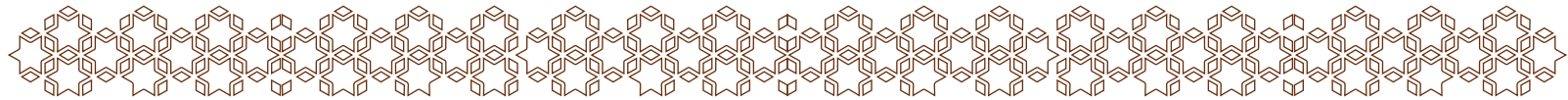


# 1- Liste des questions orales auxquelles il a été répondu au cours de la session d'octobre 2019:

## A- Les questions orales d'actualité:

| Date de la séance | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                    | Groupe ou affiliation                      | Ministère concerné                                  |
|-------------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| 22 octobre 2019   | -Hamid kouskous                       | 5281                  | La gestion des ressources hydrauliques et la problématique de la rareté de l'eau                    | Conseillers Abdellatif Oumou et Adi Shajri | L'Équipement, Le Transports, la Logistique et l'Eau |
| 19 novembre 2019  | - Abdelhamid Souiri<br>- Driss Erradi | 5433                  | Les dysfonctionnements de la gestion des ressources humaines au sein du ministère de la justice.    | CDT                                        | La Justice                                          |
|                   |                                       | 5161                  | Les préparatifs pris pour la saison agricole actuelle.                                              | IUE                                        | L'Agriculture et la pêche maritime                  |
|                   |                                       | 5426                  | La saison agricole actuelle                                                                         | RNI                                        |                                                     |
|                   |                                       | 5430                  | Le retard des pluies et son impact sur la saison agricole                                           | Conseillers Abdellatif Oumou et Adi Shajri |                                                     |
|                   |                                       | 5425                  | L'évaluation des résultats de la stratégie Halieutis et son impact direct sur l'économie nationale. | RNI                                        |                                                     |





| Date de la séance | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                    | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                      |
|-------------------|---------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| 19 novembre 2019  | - Abdelhamid Souiri<br>- Driss Erradi | 5428                  | La Stratégie d' Halieutis                                                           | IUE                   | l' Agriculture et la Pêche maritime                                     |
|                   |                                       | 5429                  | L'évaluation de la stratégie d' Halieutis                                           | Haraki                |                                                                         |
|                   |                                       | 5432                  | Bilan de la mise en œuvre de la stratégie d' Halieutis                              | PJD                   |                                                                         |
|                   |                                       | 5305                  | Soutenir la compétitivité de la production nationale                                | PAM                   |                                                                         |
|                   |                                       | 5424                  | Le désenclavement de la population de certains douars isolés de la province de Taza | IUE                   | Ministère de l'Equipement, des Transports, de la Logistique et de l'Eau |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat                 | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                          | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                             |
|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 26 novembre 2019  | -Abdelhamid Souiri<br>- Ahmed Touizi      | 5394                  | Les critères utilisés pour le calcul des tarifs de l'eau et de l'électricité                                                              | PAM                   | Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement                                                        |
|                   |                                           | 5423                  | Les bénéfices d'exploitation du gaz naturel du gisement de Tindara                                                                        | PJD                   |                                                                                                                |
|                   |                                           | 5376                  | Les mesures et dispositifs pris pour la lutte contre la surpopulation et l'élaboration des programmes de réhabilitation et de réinsertion | PAM                   | Droit de l'Homme et Relations avec le Parlement                                                                |
|                   |                                           | 5399                  | La transition vers des villes durables                                                                                                    | IUE                   | Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville |
|                   |                                           | 5435                  | Le logement de la classe moyenne                                                                                                          | Haraki                |                                                                                                                |
| 24 décembre 2019  | - Abdelillah El Halouti<br>- Ahmed Touizi | 5464                  | La souffrance des pharmaciens suite à la prescription des médicaments psychotropes                                                        | IUE                   | La Justice                                                                                                     |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                         | Groupe ou affiliation | Ministère concerné  |
|-------------------|---------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------|
| 28 janvier 2020   | - Hamid kouskous<br>- Driss Erradi    | 5582                  | Le nouveau système de l'enseignement supérieur                           | CDS                   | Education Nationale |
|                   |                                       | 5606                  | La nouvelle réforme pédagogique universitaire                            | Haraki                |                     |
|                   |                                       | 5611                  | Les nouveaux fondements de la nouvelle réforme pédagogique universitaire | RNI                   |                     |
|                   |                                       | 5649                  | Méfiance à l'égard du nouveau système Bachelors                          | IUE                   |                     |
|                   |                                       | 5650                  | Le nouveau système pédagogique                                           | Socialiste            |                     |
|                   |                                       | 5652                  | Les motifs de l'adoption du nouveau système Bachelors                    | UMT                   |                     |
|                   |                                       | 5653                  | Point sur le nouveau système pédagogique universitaire                   | PAM                   |                     |
| 11 février 2020   | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Touizi | 5713                  | Les causes du retard pour faire sortir le projet du code pénale          | Socialiste            | La Justice          |





**1- Liste des questions orales auxquelles il a été  
répondu au cours de la session octobre 2019:**

**B- Liste des questions orales ordinaires auxquelles il a été répondu  
au cours de la session octobre 2019:**





**B- Liste des questions orales ordinaires auxquelles il a été répondu au cours de la session octobre 2019:**

| Date de la séance | Présidence et secrétariat              | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                | Groupe ou affiliation | Ministère concerné  |
|-------------------|----------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------|
| 15 octobre 2019   | - Abdessamad Kayouh<br>- Ahmed Lakhrif | 1465                  | la rentrée scolaire                                                                                                 | Haraki                | Education Nationale |
|                   |                                        | 5158                  | la rentrée scolaire                                                                                                 | IUE                   |                     |
|                   |                                        | 5227                  | Le phénomène du changement des programmes scolaires                                                                 | CSD                   |                     |
|                   |                                        | 5250                  | Réussir la rentrée scolaire 2019-2020                                                                               | Socialiste            |                     |
|                   |                                        | 5162                  | La rentrée scolaire 2019-2020                                                                                       | CDT                   |                     |
|                   |                                        | 3296                  | L'augmentation du taux de chômage au sein des lauréats de la formation professionnelle                              | IUE                   |                     |
|                   |                                        | 4298                  | l'adéquation entre la formation et le marché du travail                                                             | RNI                   |                     |
|                   |                                        | 4895                  | La formation professionnelle                                                                                        | Haraki                |                     |
|                   |                                        | 3875                  | L'accès des étudiants issus des zones enclavées au logement étudiant                                                | PAM                   |                     |
|                   |                                        | 3924                  | Les irrégularités que connait l'attribution des bourses étudiantes de la part de certaines commissions provinciales | PJD                   |                     |
|                   |                                        | 4237                  | La généralisation et le développement de la scolarisation dans les zones rurales et quasi-urbaines                  | PAM                   |                     |
|                   |                                        | 4512                  | L'augmentation récurrente des droits et frais mensuels de l'enseignement privé                                      | IUE                   |                     |
|                   |                                        | 4937                  | L'état de l'enseignement dans notre pays                                                                            | UMT                   |                     |
|                   |                                        | 4982                  | Le statut des fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale                                                  | PJD                   |                     |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                     | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                            |
|-------------------|---------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------|
| 15 octobre 2019   | - Abdessamad Kayouh<br>- Ahmed Lakhri | 3187                  | les principales réalisations du gouvernement dans le domaine de l'énergie dans les provinces du sud, et quels sont ses impacts sur l'emploi des jeunes ? | IUE                   | l'Energie,<br>des Mines et<br>l'Environnement |
|                   |                                       | 3190                  | l'état d'avancement du projet de gazoduc Nigeria-Maroc                                                                                                   | RNI                   |                                               |
|                   |                                       | 3273                  | les mesures de sécurité prises pour protéger les employés et lutter contre l'emploi des mineurs dans les mines                                           | PJD                   |                                               |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                               | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                         |
|-------------------|---------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------|
| 22 Octobre 2019   | -Hamid Kouskous           | 2465                  | Le dispositif de contrôle de la qualité du réseau routier                                                          | CSD                   | l'équipement, des transports, de la logistique et de l'eau |
|                   |                           | 2934                  | l'impact du changement climatique sur les ressources en eau                                                        | RNI                   |                                                            |
|                   |                           | 3416                  | Les coupures d'eau récurrentes dont souffrent la population de plusieurs régions                                   | IUE                   |                                                            |
|                   |                           | 3577                  | le sort des engagements de la mise en œuvre des accords signés pour le développement des infrastructures routières | Haraki                |                                                            |
|                   |                           | 4781                  | L'organisation de l'accès au port de Dakhla                                                                        | PAM                   |                                                            |
|                   |                           | 4854                  | Les arriérés de l'Office National de l'Eau et de l'Electricité                                                     | Socialiste            |                                                            |
|                   |                           | 4907                  | Le Plan National pour assurer la sécurité hydrique de notre pays                                                   | PJD                   |                                                            |
|                   |                           | 5129                  | Faire face aux catastrophes naturelles                                                                             | PAM                   |                                                            |
|                   |                           | 5133                  | Le parc à conteneurs dans le port commercial de Safi                                                               | CGEM                  |                                                            |
|                   |                           | 2646                  | L'évaluation des programmes d'emploi                                                                               | PJD                   | l'Emploi et l'insertion professionnelle                    |
|                   |                           | 3032                  | La stratégie nationale d'emploi 2025                                                                               | RNI                   |                                                            |
|                   |                           | 3380                  | Le licenciement des travailleurs dans les carrières de sables et usines à AGOURAY                                  | IUE                   |                                                            |
|                   |                           | 3571                  | La rentrée sociale                                                                                                 | CDT                   |                                                            |
|                   |                           | 4047                  | Le recul des droits et des libertés syndicales                                                                     | UMT                   |                                                            |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat | Numéro de la question | Sujet de la question                    | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                                                                                           |
|-------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 22 Octobre 2019   | -Hamid Kouskous           | 2122                  | Le festival des musiques sacrées        | IUE                   | La Culture, la Jeunesse et les Sports                                                                                                                                        |
|                   |                           | 2332                  | La conservation du patrimoine matériel  | PJD                   |                                                                                                                                                                              |
|                   |                           | 136                   | La réduction des disparités spatiales   | IUE                   | Ministère de la Solidarité, du Développement Social, de l'Egalité et de la Famille                                                                                           |
|                   |                           | 4883                  | L'évaluation de l'opération MERHBA 2019 | HARAKI                | Ministère Délégué chez le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger, Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat                 | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                         | Groupe ou affiliation | Ministère concerné       |
|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------|
| 29 Octobre 2019   | - Abdelillah El Halouti<br>- Ahmed Touïzi | 385                   | le sort de la carte d'identité nationale électronique actuelle,                                              | CDS                   | Ministère de l'Intérieur |
|                   |                                           | 1240                  | Les problèmes du transport urbain                                                                            | Socialiste            |                          |
|                   |                                           | 2321                  | La mesure prises par collectivités territoriales qui ont adhérees à la réforme de l'administration           | RNI                   |                          |
|                   |                                           | 2444                  | les préparatifs pour atténuer la souffrance de la population des zones enclavées à cause des vagues de froid | PAM                   |                          |
|                   |                                           | 3308                  | Le Dialogue social au niveau des collectivités territoriales                                                 | CDT                   |                          |
|                   |                                           | 3732                  | Le programme du Gouvernement dans la mise en place du registre social unifié                                 | IUE                   |                          |
|                   |                                           | 4048                  | Le blocage des bureaux syndicaux d'avoir les réceptionnés de leur dossiers                                   | UMT                   |                          |
|                   |                                           | 4156                  | La formation des ressources humaines au niveau des collectivités territoriales                               | HARAKI                |                          |
|                   |                                           | 4846                  | La taxe sur les terrains non bâtis                                                                           | IUE                   |                          |



| Date de la séance | Présidence et secrétariat                 | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                     | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                   |
|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| 29 octobre 2020   | - Abdelillah El Halouti<br>- Ahmed Touizi | 4930                  | Le programme de réduction des disparités sociales et spatiales                                                           | HARAKI                | Ministère de l'Intérieur                                                             |
|                   |                                           | 5113                  | La situation des abattoirs et la prolifération de l'abattage illicite                                                    | PJD                   |                                                                                      |
|                   |                                           | 4946                  | Les difficultés de l'artisanat                                                                                           | PAM                   | Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'Economie Sociale. |
|                   |                                           | 5040                  | le programme du ministère pour la promotion de l'activité touristique dans les provinces de la région de Daraa Tafilalet | PJD                   |                                                                                      |
|                   |                                           | 3682                  | L'amélioration de la situation du tourisme dans les régions montagneuses et sahraouies                                   | RNI                   |                                                                                      |
|                   |                                           | 5110                  | le bilan du Fonds d'indemnisation pour perte d'emploi                                                                    | PJD                   | L'Emploi et l'insertion professionnelle                                              |



| Date de la séance | Présidence et secrétariat                 | Numéro de la question | Sujet de la question                                                            | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                       |
|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| 29 octobre 2020   | - Abdelillah El Halouti<br>- Ahmed Touizi | 2562                  | la cohérence et l'efficacité des programmes destinés aux PME                    | IUE                   | Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique. |
|                   |                                           | 2576                  | la protection du fabricant marocain des défis de la concurrence                 | PAM                   |                                                                          |
|                   |                                           | 2920                  | Les mesures adoptées pour protéger les droits du consommateur                   | PAM                   |                                                                          |
|                   |                                           | 4801                  | la promulgation de nouvelle Charte d'investissement avec sa dimension régionale | IUE                   |                                                                          |



| Date de la séance      | Présidence et secrétariat              | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                   | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                            |
|------------------------|----------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------|
| 05<br>Novembre<br>2019 | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Lakhrif | 1972                  | la promotion des droits et des libertés prévus par la Constitution                                     | PJD                   | Ministère d'État chargé des droits de l'homme |
|                        |                                        | 5208                  | les violations des droits de l'Homme et les restrictions imposées aux libertés publiques               | CDT                   |                                               |
|                        |                                        | 3869                  | la réalité du secteur de la santé dans les zones rurales et éloignées                                  | PAM                   | La santé                                      |
|                        |                                        | 3877                  | L'amélioration de l'offre sanitaire                                                                    | PAM                   |                                               |
|                        |                                        | 4151                  | Le programme du ministère de la santé pour s'occuper des centres de dialyse                            | HARAKI                |                                               |
|                        |                                        | 4652                  | la rationalisation des frais d'hospitalisation dans les cliniques privées et les laboratoires médicaux | Socialiste            |                                               |
|                        |                                        | 4885                  | les problèmes liés au paiement par chèque et les garanties demandées dans les cliniques de notre pays  | UMT                   | l'Energie, des Mines, et de l'Environnement.  |
|                        |                                        | 1652                  | l'encouragement du pompage par l'énergie solaire                                                       | PAM                   |                                               |
|                        |                                        | 4269                  | la généralisation du traitement et la réutilisation des eaux usées                                     | IUE                   |                                               |
|                        |                                        | 4475                  | Pollution des nappes phréatiques                                                                       | IUE                   |                                               |

| Date de la séance      | Présidence et secrétariat              | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                        | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                 |
|------------------------|----------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 05<br>Novembre<br>2019 | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Lakhrif | 4639                  | la situation dégradée du réseau des câbles électriques                                                      | RNI                   | l'Energie, des Mines, et de l'Environnement.                                       |
|                        |                                        | 5025                  | Le danger des déchets des pressoirs de l'huile d'olive sur l'environnement                                  | IUE                   |                                                                                    |
|                        |                                        | 1495                  | Les Programmes régionaux de l'emploi                                                                        | PJD                   | L'emploi et de l'insertion professionnelle                                         |
|                        |                                        | 2814                  | l'écart salarial entre les hommes et les femmes dans le secteur privé.                                      | PJD                   |                                                                                    |
|                        |                                        | 5107                  | Le sort du projet de loi relatif à la santé et la sécurité professionnelles dans le secteur public et privé | HARAKI                |                                                                                    |
|                        |                                        | 3371                  | L'investissement à la mère patrie                                                                           | CDS                   | Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires d'immigration |
|                        |                                        | 3533                  | Les mesures prise pour accompagner et encourager les investissements des MRE                                | PAM                   |                                                                                    |
|                        |                                        | 3675                  | la migration des compétences Marocaines à l'étranger                                                        | RNI                   |                                                                                    |
|                        |                                        | 3819                  | la migration des jeunes                                                                                     | IUE                   |                                                                                    |
|                        |                                        | 3374                  | Le soutien des petits agriculteurs                                                                          | CDS                   | L'agriculture et la pêche                                                          |
| 19 novembre<br>2019    | - Abdelhamid Souiri<br>- Driss Erradi  | 5251                  | Le lancement de la campagne agricole actuelle                                                               | Socialiste            |                                                                                    |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                    | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                  |
|-------------------|---------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| 19 novembre 2019  | - Abdelhamid Souiri<br>- Driss Erradi | 2649                  | L'évaluation du plan vert au niveau du deuxième pilier et les mesures prises pour soutenir les petits agriculteurs                                      | PJD                   | L'agriculture et la pêche                                                           |
|                   |                                       | 3335                  | Le blocage de tous les projets routiers dans la province de Taounate.                                                                                   | PJD                   | Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau.              |
|                   |                                       | 3825                  | Les mesures préventives prises pour atténuer les effets du froid dans certaines régions.                                                                | HARAKI                |                                                                                     |
|                   |                                       | 4281                  | L'électrification du Réseau ferré au lieu du charbon                                                                                                    | IUE                   | Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique.            |
|                   |                                       | 3838                  | Les mesures prises pour encourager le secteur privé à investir dans les régions qui contribuent moins au produit intérieur brut.                        | PAM                   |                                                                                     |
|                   |                                       | 3866                  | Le recul de la confiance des investisseurs                                                                                                              | PAM                   |                                                                                     |
|                   |                                       | 5264                  | Le renforcement de la politique commerciale par la révision des accords actuels et la signature d'accords garantissant les préférences concurrentielles | CGEM                  | Ministère de la Solidarité, du Développement Social, de l'Égalité et de la Famille. |
|                   |                                       | 4069                  | Le phénomène des enfants des rues.                                                                                                                      | UMT                   |                                                                                     |
|                   |                                       | 4760                  | Les mesures de suivi et d'accompagnement des centres de renforcement des capacités des femmes dans le monde rural                                       | PAM                   |                                                                                     |



| Date de la séance      | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                               | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                             |
|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 26<br>Novembre<br>2019 | - Abdelhamid Souiri<br>- Ahmed Touizi | 5284                  | la réhabilitation des décharges sauvages                                                           | PAM                   | l'Energie, des Mines, et de l'Environnement                                                                    |
|                        |                                       | 3240                  | la réalité des prisons au Maroc                                                                    | RNI                   | Ministère d'Etat<br>Chargé des Droits de l'Homme et des Relations Avec le Parlement                            |
|                        |                                       | 5096                  | Les conditions de travail des femmes travailleuses dans le transport des marchandises à Bab Sebta. | UMT                   |                                                                                                                |
|                        |                                       | 5249                  | L'absence de réponse aux demandes d'auditions des membres du gouvernement                          | CDT                   |                                                                                                                |
|                        |                                       | 5362                  | la situation du personnel des établissements pénitentiaires                                        | PJD                   |                                                                                                                |
|                        |                                       | 2981                  | L'évaluation du programme «Villes sans bidonvilles»                                                | Socialiste            | Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville |
|                        |                                       | 3912                  | Le contrôle de qualité de l'habitat à faible valeur.                                               | IUE                   |                                                                                                                |
|                        |                                       | 4492                  | l'intégration de l'artisanat dans l'architecture Marocaine                                         | IUE                   |                                                                                                                |
|                        |                                       | 4654                  | L'accroissement du logement insalubre dans la périphérie des villes                                | PAM                   |                                                                                                                |
|                        |                                       | 4901                  | l'octroi des autorisations de constructions dans le monde rural                                    | RNI                   |                                                                                                                |
|                        |                                       | 5178                  | l'évaluation des programmes d'Habitat au Maroc                                                     | HARAKI                |                                                                                                                |

| Date de la séance      | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                             | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                 |
|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 03<br>Décembre<br>2019 | - Abdessamad Kayouh<br>- Ahmed Lakhri | 4941                  | la vision du ministère concernant le secrétariat-greffe à la lumière de la réforme de la justice | IUE                   | Ministère de la Justice.                                                                           |
|                        |                                       | 3182                  | la réforme et la promotion des écoles de l'enseignement original                                 | PJD                   | Ministère des Habous et des Affaires Islamiques                                                    |
|                        |                                       | 3372                  | Réviser la situation financière des encadrants et des Imams                                      | CDS                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 5353                  | La situation des cadres du HCP                                                                   | IUE                   | Ministère d'État chargé des droits de l'homme                                                      |
|                        |                                       | 3981                  | L'exécution des décisions judiciaires                                                            | CDT                   | Ministère de la justice                                                                            |
|                        |                                       | 5099                  | La non intégration des honoraires des avocats dans les frais de justice                          | HARAKI                |                                                                                                    |
|                        |                                       | 5242                  | L'institutionnalisation de la médiation familiale au niveau de la justice de la famille          | PJD                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 2571                  | Le Manque des ressources humaines dans le secteur de l'enseignement                              | HARAKI                | Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur |
|                        |                                       | 3320                  | Le Complexe universitaire de la ville de Tamansourte                                             | PJD                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 4049                  | L'impact de la recherche scientifique sur l'économie nationale                                   | RNI                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 5173                  | La mise en service de l'école de justice sociale                                                 | UMT                   |                                                                                                    |

| Date de la séance      | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                       | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                 |
|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 03<br>Décembre<br>2019 | -Abdessamad Kayouh<br>- Ahmed Lakhrif | 5226                  | Le taux de couverture des villages par les internats et restaurants dans les établissements d'enseignement | CDS                   | Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur |
|                        |                                       | 5326                  | Les critères de répartition des bourses scolaires                                                          | PAM                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 5390                  | La qualité de la nourriture fournie au sein des cantines scolaires                                         | PAM                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 5443                  | La situation dégradée de certaines classes scolaires                                                       | IUE                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 103                   | Les préparatifs du gouvernement pendant la saison hivernale concernant l'infrastructure                    | IUE                   | Ministère de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau                              |
|                        |                                       | 1547                  | Faciliter la tâche des agents de la police d'Eau et assurer leur protection                                | PJD                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 3618                  | Le dessalement de l'eau de mer au Maroc                                                                    | RNI                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 4603                  | La promotion du secteur du transport en milieu urbain                                                      | Socialiste            |                                                                                                    |
|                        |                                       | 5319                  | L'investissement dans le secteur du transport en milieu rural et la gestion des voies routières            | PAM                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 5317                  | Les problèmes des triporteurs                                                                              | PAM                   |                                                                                                    |
|                        |                                       | 5386                  | Les mesures prises pour l'approvisionnement de certaines collectivités rurales par l'eau potable           | IUE                   |                                                                                                    |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat         | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                 | Groupe ou affiliation                        | Ministère concerné                                                                                                               |
|-------------------|-----------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 17 décembre 2019  | -Hamid Kouskous<br>-Ahmed Lakhrif | 2182                  | La relation entre la formation avec le marché du travail.                                            | IUE                                          | Ministère de l'emploi et de l'Insertion Professionnelle.                                                                         |
|                   |                                   | 2658                  | l'augmentation du taux de chômage des jeunes.                                                        | UMT                                          |                                                                                                                                  |
|                   |                                   | 4650                  | Les droits des travailleuses agricoles dans les exploitations agricoles                              | Socialiste                                   |                                                                                                                                  |
|                   |                                   | 4393                  | Evaluer 15 ans de la mise en oeuvre du code de famille                                               | IUE                                          | Ministère de la Justice.                                                                                                         |
|                   |                                   | 5247                  | Adoption du paiement électronique pour assurer le recouvrement des frais judiciaires et des amendes. | PJD                                          |                                                                                                                                  |
|                   |                                   | 2146                  | les résultats du mouvement de mutation national et régional.                                         | RNI                                          | Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique |
|                   |                                   | 2421                  | L'augmentation des frais d'assurance scolaire dans les établissements d'enseignement privés.         | PJD                                          |                                                                                                                                  |
|                   |                                   | 2434                  | l'enseignement privé                                                                                 | HARAKI                                       |                                                                                                                                  |
|                   |                                   | 2434                  | Les services sociaux pour les étudiants.                                                             | CDT                                          |                                                                                                                                  |
|                   |                                   | 2734                  | Le sort de la stratégie nationale de la formation professionnelle 2021                               | PAM                                          |                                                                                                                                  |
|                   |                                   | 4412                  | La mise en oeuvre du programme «TAYSSIR»                                                             | Conseillers Adi chejeri et Abdellatif ouamou |                                                                                                                                  |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat        | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                              | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                                               |
|-------------------|----------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 17 décembre 2019  | -Hamid Kouskous<br>-Ahmed Touizi | 4785                  | La situation financière déplorable des enseignants chercheurs dans l'enseignement supérieur.                                                      | IUE                   | Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique |
|                   |                                  | 5328                  | La généralisation de l'enseignement de la langue Amazigh dans tous les niveaux scolaires et dans les différentes régions du Maroc.                | PAM                   |                                                                                                                                  |
|                   |                                  | 5405                  | Le renforcement des capacités des enseignants contractuels et leur donner une véritable formation dans les métiers de l'éducation et la formation | PAM                   |                                                                                                                                  |
|                   |                                  | 5421                  | Le Projet du cahier des normes pédagogiques nationales du système Bachelor                                                                        | PJD                   |                                                                                                                                  |



| Date de la séance | Présidence et secrétariat                     | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                             | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                                                                                          |
|-------------------|-----------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 24 décembre 2019  | - Abdelillah El Halouti<br><br>- Ahmed Touizi | 3528                  | Le programme gouvernemental pour la lutte contre l'analphabétisme au Maroc.                      | RNI                   | Ministère de l'Etat et de Droit de l'Homme, chargé de Relations avec le Parlement.                                                                                          |
|                   |                                               | 1548                  | Les initiatives diplomatiques faites par les institutions constitutionnelles consultatives.      | PJD                   | Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et des Marocains résidents à l'étranger                                                               |
|                   |                                               | 5308                  | le soutien technique et matériel de la diplomatie parallèle, scientifique, culturelle et civile. | PAM                   |                                                                                                                                                                             |
|                   |                                               | 3419                  | la situation des mineurs Marocains dans les villes européennes                                   | IUE                   | Ministère délégué auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale chargé des Marocains Résident à l'Etranger et des affaires de la migration |
|                   |                                               | 829                   | la part du monde rural des projets de construction et de restauration des mosquées               | PJD                   | Ministère des Habous et des Affaires Islamiques                                                                                                                             |
|                   |                                               | 2236                  | La situation financière et sociale des Imams                                                     | CDT                   |                                                                                                                                                                             |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat | Numéro de la question | Sujet de la question                                                              | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                  |
|-------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| 24 décembre 2019  | - Abdelillah El Halouti   | 378                   | L'impact de la taxe sur le sable                                                  | CDS                   | Ministère de l'équipement, du transport et la de logistique et de l'eau             |
|                   |                           | 4477                  | La perte e la capacité des barrages à cuse de l'envasement                        | IUE                   |                                                                                     |
|                   |                           | 4769                  | Les mesures prises pour l'entretien des ponts                                     | PAM                   |                                                                                     |
|                   |                           | 5322                  | Les effets de la volatilité des prix des carburants sur le secteur des transports | PAM                   |                                                                                     |
|                   |                           | 5427                  | Le sort de la construction de la route à deux voies Tanger - Al Hoceima.          | Socialiste            |                                                                                     |
|                   | - Ahmed Touizi            | 4906                  | le phénomène des enfants des rues                                                 | PJD                   | Ministère de la solidarité, développement sociale, d'égalité et de la famille       |
|                   |                           | 248                   | L'évaluation de la stratégie de l'artisanat.                                      | RNI                   |                                                                                     |
|                   |                           | 4160                  | L'organisation et la promotion de l'artisanat                                     | HARAKI                |                                                                                     |
|                   |                           |                       |                                                                                   |                       | Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'Economie Sociale |
|                   |                           |                       |                                                                                   |                       |                                                                                     |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat                 | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                         | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                       |
|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 24 décembre 2019  | - Abdelillah El Halouti<br>- Ahmed Touizi | 4669                  | La réhabilitation des unités touristiques et hôtelières et la commercialisation de la destination Maroc aux marchés mondiaux | PAM                   | Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'Economie Sociale                      |
|                   |                                           | 5013                  | l'absence de liaisons aériennes entre les provinces du sud du Royaume et les profondeurs africaines                          | HARAKI                |                                                                                                          |
|                   |                                           | 2577                  | Le logement économique et social.                                                                                            | UMT                   | Ministère de l'Aménagement du territoire national, d'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de Ville |
|                   |                                           | 4376                  | L'évaluation de la politique de la ville et l'articulation des politiques publiques dans ce domaine                          | IUE                   |                                                                                                          |
| 31 décembre 2019  | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Touizi     | 4087                  | Soutenir les familles de la résistance et de l'armée de libération                                                           | RNI                   | Ministère de l'Etat des Droits de l'Homme, chargé de Relations avec le Parlement                         |
|                   |                                           | 390                   | La vague de froid dans les zones montagneuses                                                                                | IUE                   | l'Intérieur.                                                                                             |
|                   |                                           | 981                   | Le développement des compétences humaines des collectivités territoriales                                                    | PAM                   |                                                                                                          |
|                   |                                           | 1579                  | les taxes locales                                                                                                            | PAM                   |                                                                                                          |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                                 | Groupe ou affiliation | Ministère concerné |
|-------------------|---------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| 31 décembre 2019  | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Touizi | 1582                  | le projet du schéma national d'orientation et de modernisation des marchés de gros des légumes et des fruits                                                         | PAM                   | l'Intérieur.       |
|                   |                                       | 2201                  | la situation des employés du secteur du transport                                                                                                                    | CDT                   |                    |
|                   |                                       | 2310                  | La subvention au renouvellement du parc des taxis                                                                                                                    | CDS                   |                    |
|                   |                                       | 2594                  | Le projet de réforme des centres régionaux d'investissement                                                                                                          | IUE                   |                    |
|                   |                                       | 4198                  | l'évolution de la criminalité et les moyens d'y faire face                                                                                                           | IUE                   |                    |
|                   |                                       | 4325                  | la gestion de la période de transition et le sort des employés à la fin du contrat de gestion déléguée de transport collectif avec la société de transport Al Madina | UMT                   |                    |
|                   |                                       | 5365                  | Le cadre d'orientation relatif à l'opérationnalisation des compétences des régions                                                                                   | PJD                   |                    |
|                   |                                       | 3233                  | Relancer les programmes de santé scolaire                                                                                                                            | RNI                   | la Santé           |
|                   |                                       | 3882                  | Comment dépasser les problèmes de retard des rendez-vous pour ls soins médicaux                                                                                      | PAM                   |                    |
|                   |                                       | 4373                  | le manque flagrant des infrastructures au niveau des hôpitaux publics                                                                                                | IUE                   |                    |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question                                                     | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                                                     |
|-------------------|---------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 31 décembre 2019  | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Touizi | 4987                  | La situation des salles d'accouchement dans les hôpitaux.                | PJD                   | la Santé                                                                                                                               |
|                   |                                       | 5291                  | la détérioration des services sanitaires à l'hôpital Hassan II à Dakhla. | HARAKI                |                                                                                                                                        |
|                   |                                       | 4786                  | Le cahier de charges relatif aux terrains de proximité.                  | Socialiste            | la Culture, la Jeunesse et Les Sports                                                                                                  |
|                   |                                       | 5039                  | la crise financière de la société SOREAD 2M.                             | PJD                   | Ministère délégué auprès du ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Africaine chargé des Marocains Résidant à l'Etranger |
|                   |                                       | 4161                  | la stratégie gouvernementale pour réduire la fuite des cerveaux.         | HARAKI                |                                                                                                                                        |



| Date de la séance | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                       | Groupe ou affiliation                   | Ministère concerné                            |
|-------------------|---------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------------|
| 07 Janvier 2020   | -Abdelhamid Souiri<br>- Ahmed Lakhrif | 4893                  | La réforme du système de recensement national                                              | HARAKI                                  | Ministère d'État chargé des Droits de l'Homme |
|                   |                                       | 3957                  | L'empiétement sur le terrain d'autrui                                                      | IUE                                     | la Justice                                    |
|                   |                                       | 1667                  | Appliquer la loi et assurer la couverture sociale aux infirmiers contractuels avec la CNSS | UMT                                     | L'Emploi et de l'Insertion Professionnelle    |
|                   |                                       | 2750                  | Contourner la loi pour abuser des droits des employés                                      | CDT                                     |                                               |
|                   |                                       | 3314                  | le plan d'exécution du programme national de l'emploi                                      | Conseiller abdelatif ouamou addi cherji |                                               |
|                   |                                       | 4296                  | la lutte contre le travail des enfants                                                     | RNI                                     |                                               |
|                   |                                       | 4540                  | la réduction des conflits collectifs de travail                                            | PJD                                     |                                               |
|                   |                                       | 4693                  | Les politiques établies pour le passage à l'économie formelle                              | PAM                                     |                                               |
|                   |                                       | 4988                  | la situation des femmes travaillant dans le secteur agricole.                              | PJD                                     |                                               |
|                   |                                       | 5295                  | La problématique de l'emploi                                                               | IUE                                     |                                               |
|                   |                                       | 5398                  | la situation des agents de sécurité dans les entreprises privées                           | IUE                                     |                                               |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat            | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                          | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                                                     |
|-------------------|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 14 janvier 2020   | -Abdessamad Kayouh<br>- Ahmed Touizi | 4894                  | Le calvaire des Marocains face aux difficultés pour obtenir un visa schengen                  | HARAKI                | Ministère délégué auprès du ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Africaine chargé des Marocains Résidant à l'Etranger |
|                   |                                      | 3363                  | L'implication des Marocains du monde dans les institutions nationales                         | PAM                   |                                                                                                                                        |
|                   |                                      | 2638                  | Déclarer le Nouvel An Amazigh comme jour férié                                                | RNI                   | Ministère d'État chargé des Droits de l'Homme                                                                                          |
|                   |                                      | 5437                  | Le droit à la vie sans violence.                                                              | CDT                   |                                                                                                                                        |
|                   |                                      | 2397                  | La nécessité de restaurer les mosquées menaçant ruine                                         | IUE                   | Ministère des Habous et des Affaires Islamiques                                                                                        |
|                   |                                      | 4531                  | Les conditions et les services fournis par les internats des établissements d'enseignement    | PJD                   | Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur                                     |
|                   |                                      | 5254                  | Tenir compte des spécificités du secteur commercial en matière de financement de la formation | CGEM                  |                                                                                                                                        |
|                   |                                      |                       |                                                                                               |                       |                                                                                                                                        |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat           | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                            | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                    |
|-------------------|-------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| 14 janvier 2020   | -Abdessamad Kayouh<br>-Ahmed Touizi | 4297                  | La contribution du programme intégré d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales au développement des activités socio-économiques | RNI                   | Ministère de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau |
|                   |                                     | 2949                  | L'épuisement du sable des plages                                                                                                                | Socialiste            |                                                                       |
|                   |                                     | 3496                  | La répartition régionale des investissements dans le domaine de l'équipement et des transports                                                  | IUE                   |                                                                       |
|                   |                                     | 4817                  | Le Bilan de la construction des barrages                                                                                                        | PJD                   |                                                                       |
|                   |                                     | 3027                  | Les critères retenus dans la réhabilitation des sites historiques                                                                               | PAM                   | La culture, la Jeunesse, et les sports                                |
|                   |                                     | 3716                  | L'évaluation de la stratégie nationale du sport                                                                                                 | IUE                   |                                                                       |
|                   |                                     | 4527                  | L'encouragement de la lecture et le soutien à l'édition et au livre                                                                             | PJD                   |                                                                       |
|                   |                                     | 5349                  | Le soutien de la presse écrite                                                                                                                  | IUE                   |                                                                       |
|                   |                                     | 5357                  | Le contrôle des crèches et la formation de leur personnel                                                                                       | PAM                   |                                                                       |
|                   |                                     | 5388                  | Les critères utilisés dans la répartition des terres de proximité                                                                               | HARAKI                |                                                                       |



| Date de la séance | Présidence et secrétariat           | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                         | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                      |
|-------------------|-------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------|
| 14 janvier 2020   | -Abdessamad Kayouh<br>-Ahmed Touizi | 1812                  | l'empiétement sur le terrain d'autrui                                                        | HARAKI                | La justice                              |
|                   |                                     | 5174                  | Les dangers qui menacent notre écosystème                                                    | UMT                   | L'Energie, les mines et l'environnement |
|                   |                                     | 5303                  | la généralisation des centres de recyclage des déchets sur l'ensemble du territoire national | PAM                   |                                         |
|                   |                                     | 5414                  | Le recouvrement des factures d'eau et d'électricité dans le monde rurale                     | PAM                   |                                         |



| Date de la séance | Présidence et secrétariat          | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                           | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                                               |
|-------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 28 janvier 2020   | - Hamid Kouskous<br>- Driss Erradi | 5360                  | Assurer la restauration universitaire pour les étudiants de la faculté des sciences et techniques d'El Hoceima | PJD                   | Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique |
|                   |                                    | 2392                  | Renforcer le rôle des centres régionaux d'investissement                                                       | IUE                   | l'Intérieur                                                                                                                      |
|                   |                                    | 2554                  | Faire face au froid et à la neige dans les zones déficiles d'accès                                             | CDT                   |                                                                                                                                  |
|                   |                                    | 4059                  | Le phénomène du trafic de drogue en milieu scolaire                                                            | PJD                   |                                                                                                                                  |
|                   |                                    | 4153                  | la faiblesse des ressources financières des collectivités territoriales dans le monde rural                    | HARAKI                |                                                                                                                                  |
|                   |                                    | 5276                  | Les possibilités d'investissement à la lumière de l'aménagement du territoire au niveau régional.              | CGEM                  |                                                                                                                                  |
|                   |                                    | 5294                  | La nécessité de revoir les politiques publiques afin de réduire les inégalités sociales et spatiales.          | IUE                   |                                                                                                                                  |
|                   |                                    | 5306                  | Les implications de l'interdiction des nomades de se déplacer.                                                 | PAM                   |                                                                                                                                  |

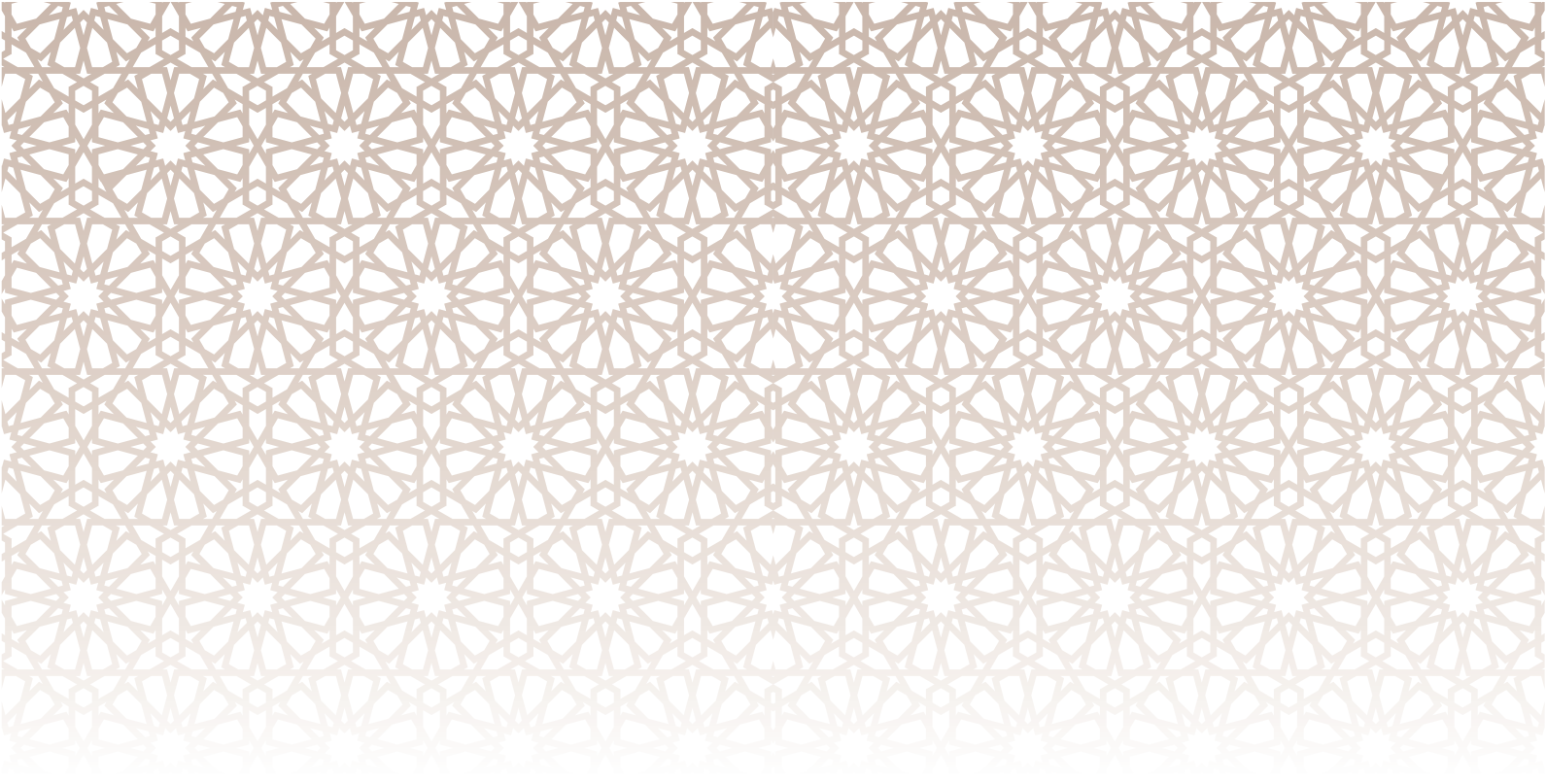


| Date de la séance | Présidence et secrétariat                 | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                        | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                           |
|-------------------|-------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------|
| 28 janvier 2020   | - Hamid Kouskous<br>- Driss Erradi        | 4646                  | La création de zones industrielles pour encourager l'investissement privé                                   | RNI                   | Ministère de l'industrie, du commerce et de l'économie verte |
|                   |                                           | 2802                  | Désenclaver les zones enneigées                                                                             | PAM                   | Ministère de l'équipement, du transport et de la logistique  |
|                   |                                           | 5321                  | L'efficacité du système du contrôle technique des bus de transport des voyageurs                            | PAM                   |                                                              |
|                   |                                           | 3281                  | Le traitement des révélations du rapport de la Cour des comptes sur les institutions de protection sociale. | IUE                   | Solidarité et Développement Social                           |
|                   |                                           | 5505                  | La situation des grands centres sociaux                                                                     | PJD                   |                                                              |
| 04 février 2020   | - Abdelillah El Halouti<br>- Ahmed Touizi | 5438                  | Les malades mentaux ayant fait l'objet de poursuites                                                        | CDS                   | Droit de l'Homme et Relations avec le Parlement              |
|                   |                                           | 5445                  | Les mesures prises pour se conformer au référentiel des prix d'expropriation                                | PAM                   |                                                              |
|                   |                                           | 5520                  | Le bilan de la révision des législations en vigueur                                                         | PJD                   |                                                              |
|                   |                                           | 5545                  | Le soutien et l'accompagnement des associations                                                             | HARAKI                |                                                              |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat                  | Numéro de la question | Sujet de la question                                              | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                         |
|-------------------|--------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------|
| 04 Février 2020   | - Abdelillah El Hallouti<br>- Ahmed Touizi | 4860                  | La protection de notre pays contre les incursions israéliennes    | CDT                   | Affaires étrangères                        |
|                   |                                            | 5701                  | La réforme des métiers juridiques                                 | IUE                   | La justice                                 |
|                   |                                            | 3879                  | L'adaptation avec les changements climatiques                     | PAM                   | L'Energie, des mines et de l'Environnement |
|                   |                                            | 4585                  | La gestion des décharges publiques                                | IUE                   |                                            |
|                   |                                            | 4608                  | L'exploration du gaz naturel                                      | HARAKI                |                                            |
|                   |                                            | 2559                  | La couverture sociale des indépendants et professions libérales   | IUE                   | L'Emploi et l'insertion Professionnelle    |
|                   |                                            | 2726                  | Les conventions collectives du travail                            | PJD                   |                                            |
|                   |                                            | 2931                  | Le Problème d'emploi dans le monde rural                          | UMT                   |                                            |
|                   |                                            | 4388                  | La Situation des employés dans les restaurants et les cafés       | IUE                   |                                            |
|                   |                                            | 5535                  | Le programme exécutif du plan national de l'emploi                | PJD                   |                                            |
|                   |                                            | 5543                  | L'ouverture de débat avec l'instance de coordination au ministère | HARAKI                |                                            |

| Date de la séance | Présidence et secrétariat            | Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                     | Groupe ou affiliation            | Ministère concerné                                          |
|-------------------|--------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| 11 Février 2020   | - Abdelkader salma<br>- Ahmed Touizi | 5470                  | L'exécution des décisions judiciaires définitives émises en faveur des employés dans le cadre des contentieux du travail | UMT                              | La justice                                                  |
|                   |                                      | 5553                  | La mise à jour des certains textes pénaux                                                                                | CGEM                             |                                                             |
|                   |                                      | 2346                  | Le blocage des travaux au niveau du port de dakhla                                                                       | HARAKI                           | Ministère de l'équipement, du Transport et de la Logistique |
|                   |                                      | 3316                  | Les routes rurales                                                                                                       | PJD                              |                                                             |
|                   |                                      | 5209                  | Les programmes et plans dédiés aux MRE                                                                                   | IUE                              | MRE                                                         |
|                   |                                      | 4660                  | L'évaluation du programme MASSAR                                                                                         | PAM                              | L'éducation nationale                                       |
|                   |                                      | 5225                  | La généralisation de l'enseignement préscolaire                                                                          | CDS                              |                                                             |
|                   |                                      | 4912                  | Le Traitement des déchets liquides dans les villes du Royaume                                                            | RNI                              | L'énergie, des mines et de l'environnement                  |
|                   |                                      | 5473                  | L'évaluation des coûts des services fournis par l'ONEE                                                                   | Abdelatif ouamou et addi chejeri |                                                             |
|                   |                                      | 5599                  | L'habilitation des décharges                                                                                             | CDT                              |                                                             |



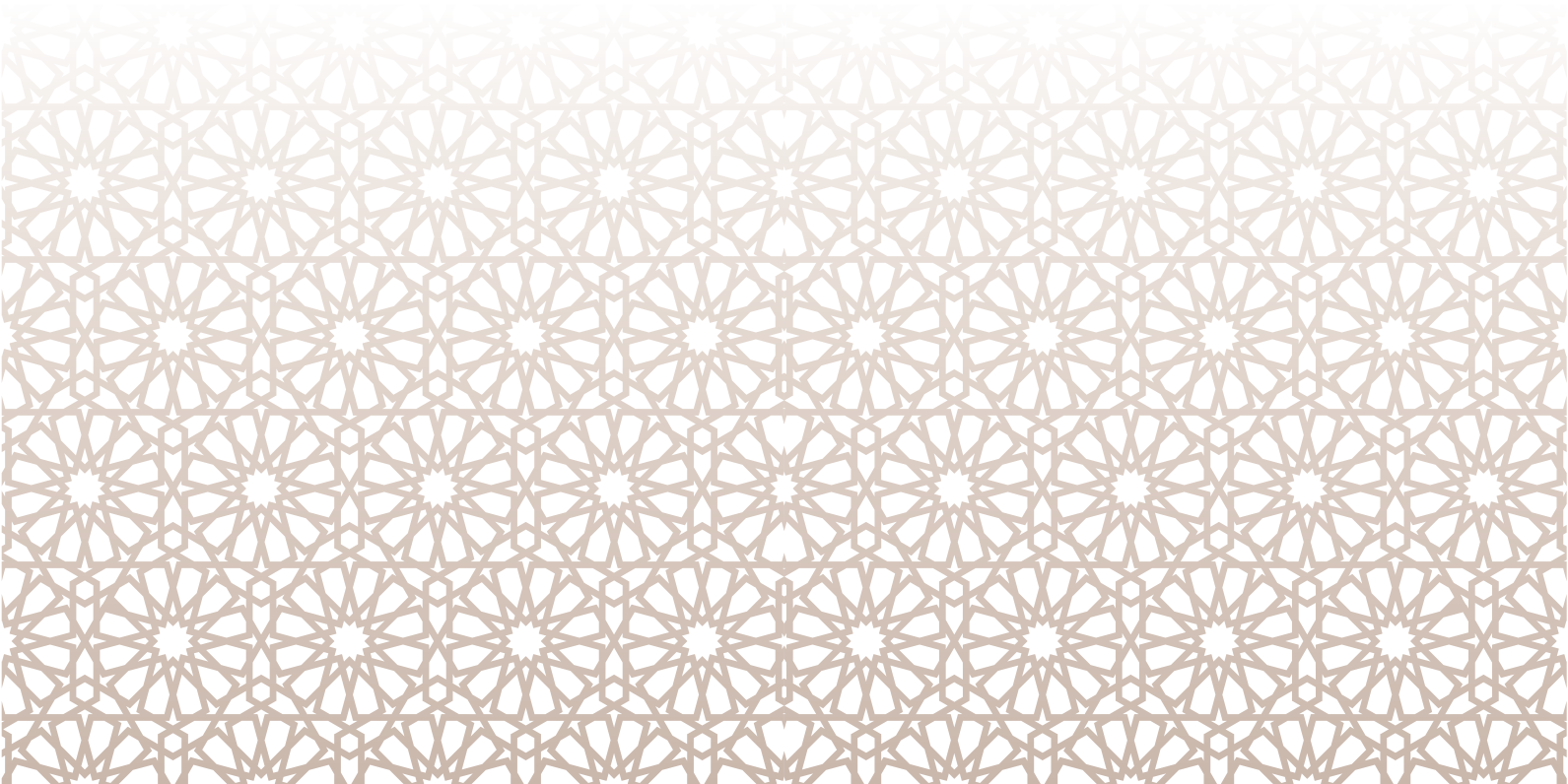


## **2- Liste des questions orales auxquelles il a été répondu au cours de la session d'avril 2020**

**A- Les questions axiales**

**B- Les questions d'actualités**

**C- Les questions ordinaires**







## 2- Liste des questions orales auxquelles il a été répondu au cours de la session d'avril 2020:

### A- Liste des questions orales axiales auxquelles il a été répondu:

| Date de la séance                     | Présidence et secrétariat                      | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                         | Groupe ou affiliation | Ministère concerné |
|---------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| Première<br>séance : 14<br>avril 2020 | -Abdessamad<br>Kayouh<br><br>- Ahmed<br>Touizi | 5881                  | L'efficacité des mesures de lutte contre la pandémie du coronavirus 19                                   | PAM                   | La Santé           |
|                                       |                                                | 5882                  | L'évaluation périodique du plan sanitaire pour la lutte contre le coronavirus                            | IUE                   |                    |
|                                       |                                                | 5883                  | Les moyens de renforcer le système sanitaire national dans la lutte contre la pandémie du coronavirus    | PJD                   |                    |
|                                       |                                                | 5884                  | L'évolution du coronavirus au Maroc                                                                      | HARAKI                |                    |
|                                       |                                                | 5885                  | Les mesures prises par le ministre de la santé pour freiner la propagation du coronavirus                | RNI                   |                    |
|                                       |                                                | 5886                  | La pandémie du nouveau coronavirus Covid 19                                                              | Socialiste            |                    |
|                                       |                                                | 5887                  | Soutien et protection de l'industrie pharmaceutique en vue de l'émergence d'un système de santé national | CGEM                  |                    |
|                                       |                                                | 5888                  | les répercussions du coronavirus sur notre pays et les mesures préventives prises dans ce sens           | UMT                   |                    |
|                                       |                                                | 5889                  | la pandémie du coronavirus                                                                               | CDS                   |                    |
|                                       |                                                | 5890                  | Les mesures et actions prises par le gouvernement pour prévenir la propagation du coronavirus            | CDT                   |                    |

| Date de la séance                       | Présidence et secrétariat                 | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                                                         | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                        |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------|
| 2 <sup>ème</sup> séance : 28 avril 2020 | - Abdelillah El Halouti<br>- Ahmed Touizi | 5900                  | Les mesures prises pour faire aux difficultés que connaissent les entreprises dans les circonstances du coronavirus                                                                                      | PAM                   | L'industrie, le commerce et l'économie verte et numérique |
|                                         |                                           | 5891                  | L'impact de la crise du covid 19 sur les entreprises nationales                                                                                                                                          | IUE                   |                                                           |
|                                         |                                           | 5896                  | Les mesures et actions prises pour lutter contre la propagation de la pandémie du corona dans les unités industrielles et les centres commerciaux et la réduction de son impact sur l'économie nationale | PJD                   |                                                           |
|                                         |                                           | 5893                  | Les mesures sectorielles prises pour lutter contre la pandémie du coronavirus                                                                                                                            | HARAKI                |                                                           |
|                                         |                                           | 5892                  | Les mesures et actions prises par le ministère de l'industrie, du commerce et d'économie verte et numérique dans la lutte contre le coronavirus                                                          | RNI                   |                                                           |
|                                         |                                           | 5897                  | Les mesures prises pour lutter contre les spéculations de certains produits de consommation                                                                                                              | Socialiste            |                                                           |

| Date de la séance                 | Présidence et secrétariat                           | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                   | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                        |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------|
| 2ème<br>séance : 28<br>avril 2020 | - Abdelillah<br>El Halouti<br><br>- Ahmed<br>Touizi | 5898                  | La conformité des masques de protection et des aspirateurs internationaux et leur disponibilité sur le marché intérieur                            | CGEM                  | L'industrie, le commerce et l'économie verte et numérique |
|                                   |                                                     | 5895                  | Mesures préventives pour répondre aux besoins du marché national et garantir la santé et la sécurité des travailleurs dans les secteurs productifs | UMT                   |                                                           |
|                                   |                                                     | 5894                  | L'impact et les répercussion du coronavirus sur le potentiel commercial et la production industrielle                                              | CDS                   |                                                           |
|                                   |                                                     | 5899                  | Le degré de réactivité de l'industrie nationale impératifs de la phase et de protection de l'économie nationale de l'effondrement                  | CDT                   |                                                           |

| Date de la séance              | Présidence et secrétariat                    | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                          | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                             |
|--------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------|
| 3ème<br>séance: 05<br>Mai 2020 | - Hamid<br>Kouskous<br><br>- Ahmed<br>Touizi | 5908                  | Les mesures prises en faveur des employeurs et employés pour faire face à l'impact du coronavirus                                         | PAM                   | L'emploi et<br>l'insertion<br>professionnelle. |
|                                |                                              | 5907                  | Mesures prises pour atténuer l'impact social de la covid 19                                                                               | IUE                   |                                                |
|                                |                                              | 5905                  | Le bilan périodique des mesures prises par le gouvernement dans la lutte contre le covid 19 sur le plan social                            | PJD                   |                                                |
|                                |                                              | 5904                  | La stratégie de gouvernement pour limiter l'impact de la pandémie du coronavirus sur l'emploi et la situation des professionnels          | HARAKI                |                                                |
|                                |                                              | 5902                  | Mesures prises pour protéger les entreprises nationales et soutenir la classe ouvrière dans le contexte du coronavirus                    | RNI                   |                                                |
|                                |                                              | 5901                  | Les répercussions matérielles, sociales et professionnelles sur les employés en raison de la covid 19                                     | Socialiste            |                                                |
|                                |                                              | 5909                  | Les mesures gouvernementales pour assurer un bon départ des secteurs économiques et le renforcement des éléments de la protection sociale | CGEM                  |                                                |



| Date de la séance         | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                     | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                        |
|---------------------------|---------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3ème séance: 05 Mai 2020  | - Hamid Kouskous<br>- Ahmed Touizi    | 5903                  | Les mesures urgentes pour la protection des postes de travail et la sauvegarde des acquis des travailleurs                           | UMT                   | L'emploi et l'insertion professionnelle.                                                                  |
|                           |                                       | 5906                  | La situation de l'emploi sous l'effet du coronavirus                                                                                 | CDS                   |                                                                                                           |
|                           |                                       | 5910                  | L'obligation et le degré d'engagement des entreprises de respecter les mesures préventives dans les lieux du travail                 | CDT                   |                                                                                                           |
| 4ème séance : 12 Mai 2020 | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Touizi | 5920                  | Les mesures prises par le secteur de l'éducation pour la lutte contre de la pandémie coronavirus                                     | PAM                   | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, enseignement supérieur et la recherche scientifique. |
|                           |                                       | 5915                  | Le plan d'enseignement à distance sous l'effet du covid 19                                                                           | IUE                   |                                                                                                           |
|                           |                                       | 5919                  | L'enseignement à distance et les scénarios pour gérer la période restante du temps scolaire, sous la pandémie du coronavirus         | PJD                   |                                                                                                           |
|                           |                                       | 5913                  | La réalité et les perspectives du système éducatif et de formation sous l'effet de coronavirus                                       | HARAKI                |                                                                                                           |
|                           |                                       | 5911                  | Les mesures et actions prises par le ministère pour assurer la continuité de l'enseignement à distance pendant la pandémie de corona | RNI                   |                                                                                                           |

| Date de la séance         | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                            | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                        |
|---------------------------|---------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4ème séance : 12 Mai 2020 | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Touizi | 5916                  | Le sort de la saison scolaire en cours                                                                                                                      | Socialiste            | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, enseignement supérieur et la recherche scientifique. |
|                           |                                       | 5918                  | Les mesures de la tenue des examens diplômants et le rôle de la formation continue dans l'accompagnement des entreprises durant la période de déconfinement | CGEM                  |                                                                                                           |
|                           |                                       | 5912                  | Mesures prises pour garantir l'enseignement à distance pour tous sur le même pied d'égalité.                                                                | UMT                   |                                                                                                           |
|                           |                                       | 5914                  | La gestion du secteur au cours d'état d'urgence sanitaire                                                                                                   | CDS                   |                                                                                                           |
|                           |                                       | 5917                  | Dans quelle mesure les procédures prises accentuent les différences entre les élèves                                                                        | CDT                   |                                                                                                           |
| 5ème séance : 19 Mai 2020 | - Abdelhamid Souiri<br>- Ahmed Touizi | 5929                  | Mesures prises pour soutenir les entreprises dans le cadre de la pandémie de coronavirus                                                                    | PAM                   | L'économie, des finances et de la réforme de l'administration                                             |
|                           |                                       | 5921                  | La résilience de l'économie nationale face à la crise du coronavirus et l'efficacité de ses mesures pour y faire face                                       | IUE                   |                                                                                                           |
|                           |                                       | 5928                  | Les mesures gouvernementales pour lutter contre l'impact du coronavirus sur l'économie nationale                                                            | PJD                   |                                                                                                           |

| Date de la séance               | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                           | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                            |
|---------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------|
| 5ème<br>séance : 19<br>Mai 2020 | - Abdelhamid Souiri<br>- Ahmed Touizi | 5922                  | La situation de l'économie nationale sous l'impact et après la pandémie du coronavirus                                                                                     | HARAKI                | L'économie, des finances et de la réforme de l'administration |
|                                 |                                       | 5926                  | L'impact du coronavirus sur l'économie nationale                                                                                                                           | RNI                   |                                                               |
|                                 |                                       | 5923                  | Les choix économiques et financiers dont procédera le gouvernement pour le démarrage du cycle économique pendant et après la crise du coronavirus                          | Socialiste            |                                                               |
|                                 |                                       | 5927                  | Renforcer la productivité et la compétitivité des entreprises nationales                                                                                                   | CGEM                  |                                                               |
|                                 |                                       | 5925                  | Les actions et les mesures économiques et financières prises par le gouvernement pour protéger l'économie nationale et la classe ouvrière des repercussions du coronavirus | UMT                   |                                                               |
|                                 |                                       | 5924                  | L'économie nationale à la lumière du coronavirus                                                                                                                           | CDS                   |                                                               |
|                                 |                                       | 5930                  | La situation de l'économie nationale après la crise du coronavirus et quelles sont les mesures envisagées pour préserver les postes d'emploi temporairement suspendu       | CDT                   |                                                               |

| Date de la séance               | Présidence et secrétariat                           | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                           | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                           |
|---------------------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------|
| 6ème<br>séance : 26<br>Mai 2020 | - Abdelillah<br>El Halouti<br><br>- Driss<br>Erradi | 5939                  | Les répercussions de la crise du coronavirus sur le secteur agricole                                                                                       | PAM                   | l'Agriculture, la<br>pêche maritime et<br>des eaux et forêts |
|                                 |                                                     | 5935                  | Les problèmes dans lesquels est plongé le secteur agricole notamment sous la pandémie coronavirus                                                          | IUE                   |                                                              |
|                                 |                                                     | 5936                  | Les mesures gouvernementales pour lutter contre les effets du coronavirus et de la sécheresse sur la saison agricole                                       | PJD                   |                                                              |
|                                 |                                                     | 5931                  | La stratégie du gouvernement pour limiter l'impact du coronavirus et post-coronavirus sur la situation des agriculteurs et la population des zones rurales | HARAKI                |                                                              |
|                                 |                                                     | 5934                  | Les mesures et actions prises par le ministère pour lutter contre le coronavirus                                                                           | RNI                   |                                                              |
|                                 |                                                     | 5937                  | Les mesures et actions gouvernementales pour combattre les effets de la sécheresse et les effets du coronavirus sur le secteur agricole                    | Socialiste            |                                                              |
|                                 |                                                     | 5940                  | L'effet de la sécheresse sur l'efficacité de l'industrie alimentaires et l'impact qu'elle pourrait avoir sur la sécurité alimentaire                       | CGEM                  |                                                              |
|                                 |                                                     | 5932                  | Les mesures prises pour atténuer l'impact du coronavirus et des effets de la sécheresse sur les agriculteurs, les travailleurs agricoles et les éleveurs   | UMT                   |                                                              |

| Date de la séance                     | Présidence et secrétariat                 | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                                                                                                   | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                     |
|---------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------|
| 6 <sup>ème</sup> séance : 26 Mai 2020 | - Abdelillah El Halouti<br>- Driss Erradi | 5933                  | L'agriculture nationale face aux contraintes des précipitations et de l'état d'urgence sanitaire                                                                                                                                                   | CDS                   | l'Agriculture, la pêche maritime et des eaux et forêts |
|                                       |                                           | 5938                  | Les mesures que le ministère de l'agriculture entreprendre pour atténuer les effets de la sécheresse et du coronavirus sur les agriculteurs et travailleurs agricoles sur l'ensemble du pays ainsi que sur les travailleurs du secteur de la pêche | CDT                   |                                                        |



| Date de la séance                            | Présidence et secrétariat                  | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                      | Groupe ou affiliation | Ministère concerné |
|----------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| 7 <sup>ème</sup><br>séance : 02<br>juin 2020 | -Abdessamad<br>Kayouh<br>- Ahmed<br>Touizi | 5949                  | Les mesures adoptées au niveau de l'administration centrale et territoriale, (régionale, provinciale et locale) pour la gestion du coronavirus                        | PAM                   | l'Intérieur        |
|                                              |                                            | 5941                  | Les actions futures dans le cadre de la covid 19                                                                                                                      | IUE                   |                    |
|                                              |                                            | 5946                  | Bilan du secteur de l'intérieur dans la lutte contre la pandémie du coronavirus et la gestion de la phase du déconfinement                                            | PJD                   |                    |
|                                              |                                            | 5944                  | La stratégie de gestion du confinement sanitaire et du post-confinement et l'atténuation des répercussions du coronavirus                                             | HARAKI                |                    |
|                                              |                                            | 5945                  | Mesures et actions prises par le ministère de l'intérieur dans la lutte contre les répercussions du coronavirus, notamment la période suivant la levée du confinement | RNI                   |                    |
|                                              |                                            | 5947                  | Les mesures que vous envisager d'entreprendre pour réussir la période post-confinement                                                                                | Socialiste            |                    |

| Date de la séance                | Présidence et secrétariat                      | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                                | Groupe ou affiliation | Ministère concerné |
|----------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| 7ème<br>séance : 02<br>juin 2020 | -Abdessamad<br>Kayouh<br><br>- Ahmed<br>Touizi | 5948                  | L'économie régionale comme levier fondamental pour la productivité, la compétitivité et la couverture sociale.                                                                  | CGEM                  | l'Intérieur.       |
|                                  |                                                | 5942                  | La difficulté pour les travailleurs de se rendre à leur lieu de travail à cause des mesures préventives qui limitent les déplacements entre les villes et les villages du Maroc | UMT                   |                    |
|                                  |                                                | 5943                  | Les mesures d'urgence dans la lutte contre le coronavirus                                                                                                                       | CDS                   |                    |
|                                  |                                                | 5950                  | Les abus de certains agents d'autorité durant l'état d'urgence et la stratégie du ministère pour la levée progressive du confinement sanitaire                                  | CDT                   |                    |

| Date de la séance                            | Présidence et secrétariat          | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                 | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                       |
|----------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8 <sup>ème</sup><br>séance : 09<br>juin 2020 | - Hamid Kouskous<br>- Ahmed Touizi | 5962                  | La situation des Marocains bloqués à l'étranger et le sort de l'opération Marhaba 2020                           | PAM                   | Les affaires étrangères, la coopération africaine et les marocains résidant à l'étranger |
|                                              |                                    | 5952                  | La souffrance des enfants de la communauté Marocaine résidante en Italie bloquée au Maroc à cause du coronavirus | IUE                   |                                                                                          |
|                                              |                                    | 5954                  | Le plan du gouvernement pour rapatrier les Marocains bloqués à l'étranger à cause du coronavirus                 | PJD                   |                                                                                          |
|                                              |                                    | 5955                  | La situation des Marocains bloqués à l'étranger et le sort de l'opération Marhba                                 | HARAKI                |                                                                                          |
|                                              |                                    | 5951                  | Les mesures et actions prises par le ministère pour le rapatriement des Marocains bloqués à l'étranger           | RNI                   |                                                                                          |

| Date de la séance                      | Présidence et secrétariat          | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                       |
|----------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8 <sup>ème</sup> séance : 09 juin 2020 | - Hamid Kouskous<br>- Ahmed Touizi | 5961                  | Les mesures prises pour le rapatriement des Marocains bloqués à l'étranger                                                                                      | Socialiste            | les Affaires étrangères, la coopération africaine et les marocains résidant à l'étranger |
|                                        |                                    | 5953                  | Les mesures envisagées par le gouvernement pour le rapatriement des Marocains bloqués à l'étranger à cause de la pandémie du coronavirus                        | UMT                   |                                                                                          |
|                                        |                                    | 5960                  | Les Marocains bloqués à l'étranger                                                                                                                              | CDS                   |                                                                                          |
|                                        |                                    | 5963                  | Les dispositions prises pour le retour des Marocains bloqués à l'étranger                                                                                       | CDT                   |                                                                                          |
|                                        |                                    | 5965                  | Les principales mesures prises pour soutenir le secteur du tourisme et de l'artisanat afin d'atténuer l'impact du coronavirus                                   | PAM                   | Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale.                        |
|                                        |                                    | 5959                  | L'impact du coronavirus sur le secteur du tourisme                                                                                                              | IUE                   |                                                                                          |
|                                        |                                    | 5957                  | La stratégie du ministère pour la relance du tourisme et l'atténuation des effets du coronavirus                                                                | PJD                   |                                                                                          |
|                                        |                                    | 5956                  | Les mesures prises pour sauver la saison touristique et soutenir le secteur de l'artisanat en raison des conséquences de la pandémie du coronavirus             | HARAKI                |                                                                                          |
|                                        |                                    | 5958                  | Les mesures et actions prises par le ministère pour faire face aux répercussions du coronavirus, surtout que ce secteur est l'un des premiers secteurs touchés. | RNI                   |                                                                                          |

| Date de la séance                      | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question                                                                                    | Sujet de la question d'actualité                                                                                 | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                |
|----------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------|
| 8 <sup>ème</sup> séance : 09 juin 2020 | - Hamid Kouskous<br>- Ahmed Touizi    | 5964                                                                                                     | Le soutien et la relance du système du tourisme interne et international pour limiter l'impact du coronavirus.   | CGEM                  | Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale. |
|                                        | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Touizi | 5984                                                                                                     | La stratégie du ministère dans la lutte contre la corruption                                                     | PAM                   | La justice                                                        |
| 5976                                   |                                       | Le fonctionnement général des tribunaux à cause de covid 19                                              | IUE                                                                                                              |                       |                                                                   |
| 5977                                   |                                       | La stratégie envisagée par le ministère pour organiser le traitement des affaires au niveau du tribunaux | PJD                                                                                                              |                       |                                                                   |
| 5974                                   |                                       | La technique des audiences à distance et les garanties d'un procès équitable                             | Socialiste                                                                                                       |                       |                                                                   |
| 5975                                   |                                       | Le procès à distance                                                                                     | CDS                                                                                                              |                       |                                                                   |
| 5978                                   |                                       | La motivation des cadres de santé et les infirmiers                                                      | PAM                                                                                                              | La santé              |                                                                   |
| 5968                                   |                                       | La stratégie future pour développer le secteur de la santé                                               | IUE                                                                                                              |                       |                                                                   |
| 9 <sup>ème</sup> séance : 23 juin 2020 |                                       | 5969                                                                                                     | Le plan d'action du ministère de la santé pour faire face à une possible évolution de la pandémie du coronavirus | PJD                   |                                                                   |



| Date de la séance                      | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                          | Groupe ou affiliation | Ministère concerné |
|----------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| 9 <sup>ème</sup> séance : 23 juin 2020 | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Touizi | 5967                  | Les éléments fondamentaux de la stratégie du gouvernement pour promouvoir le secteur de la santé                                                                          | HARAKI                | La santé           |
|                                        |                                       | 5966                  | L'évolution de la situation sanitaire du coronavirus et le rôle du conseil scientifique                                                                                   | RNI                   |                    |
|                                        |                                       | 5982                  | La simplification des procédures pour les acteurs économiques dans les cycles de production et le commerce extérieur des produits médicaux et paramédicaux et cosmétiques | CGEM                  |                    |
|                                        |                                       | 5981                  | Les mesures pour la levée progressive du confinement                                                                                                                      | UMT                   |                    |
|                                        |                                       | 5980                  | La dernière évolution de la pandémie dans le royaume et son impact sur les cadres de santé.                                                                               | CDT                   |                    |
|                                        |                                       | 5979                  | La rareté des ressources humaines dans le monde rural.                                                                                                                    | PAM                   |                    |
|                                        |                                       | 5985                  | La situation sanitaire de notre pays                                                                                                                                      | IUE                   |                    |

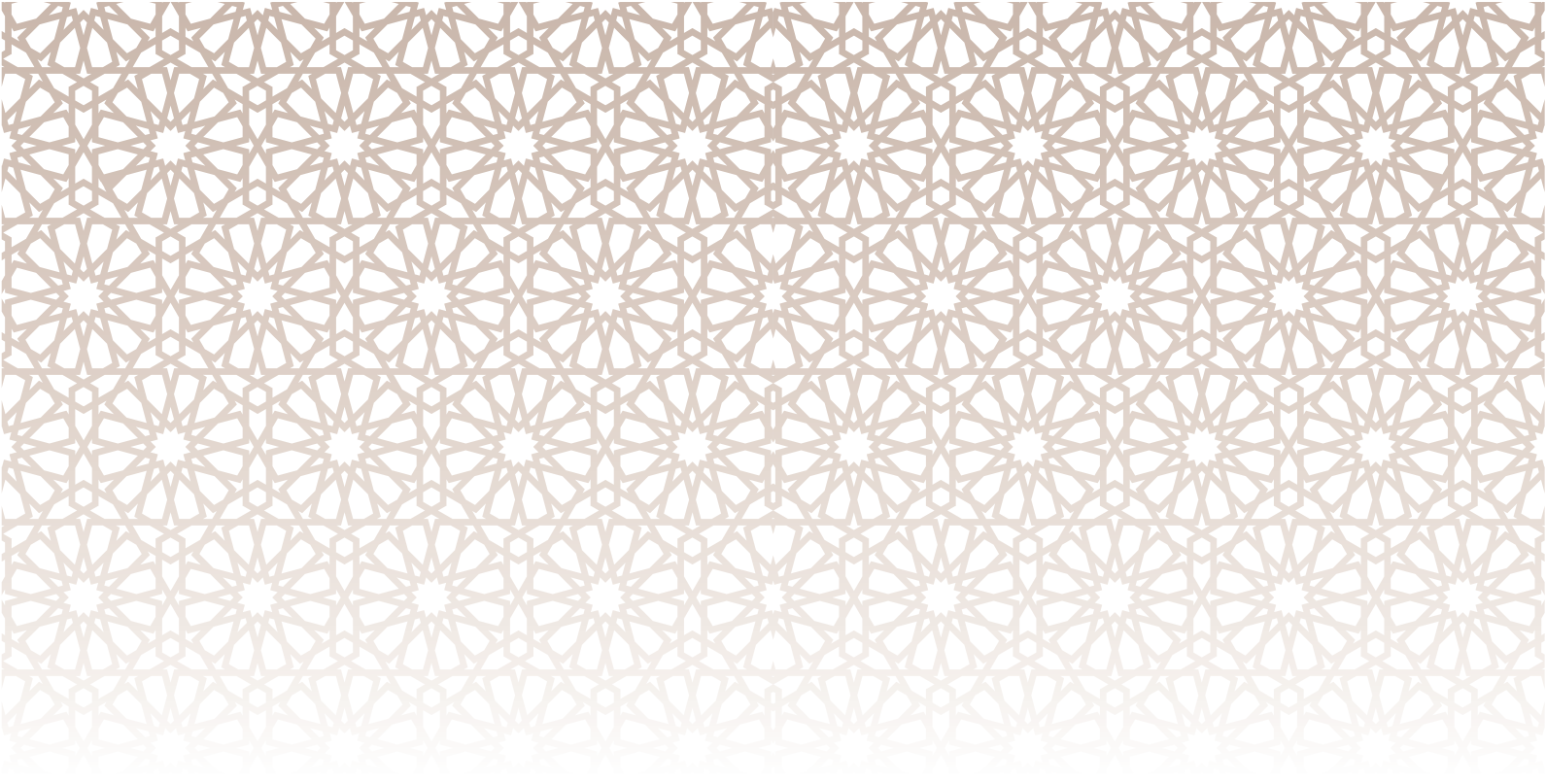


| Date de la séance                      | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                                                              | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                 |
|----------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------|
| 9 <sup>ème</sup> séance : 23 juin 2020 | - Abdelkader Salama<br>- Ahmed Touizi | 5983                  | La stratégie du gouvernement pour soutenir les modes du transport affectées par la crise du coronavirus 19                                                                                                    | PAM                   | l'Équipement, le transport, la logistique et l'Eau |
|                                        |                                       | 5972                  | Les mesures prises au profit des entreprises qui n'ont pas pu réaliser les projets dans les délais impartis                                                                                                   | IUE                   |                                                    |
|                                        |                                       | 5973                  | Le plan du ministère de l'Équipement, du transport et de l'eau au-delà du déconfinement                                                                                                                       | PJD                   |                                                    |
|                                        |                                       | 5971                  | La gestion des séquelles de coronavirus sur le secteur                                                                                                                                                        | HARAKI                |                                                    |
|                                        |                                       | 5970                  | Les mesures et actions prises par le ministère pour faire face aux répercussions de la pandémie du coronavirus, notamment après le déconfinement afin d'assurer la reprise du secteur et de ses institutions. | RNI                   |                                                    |



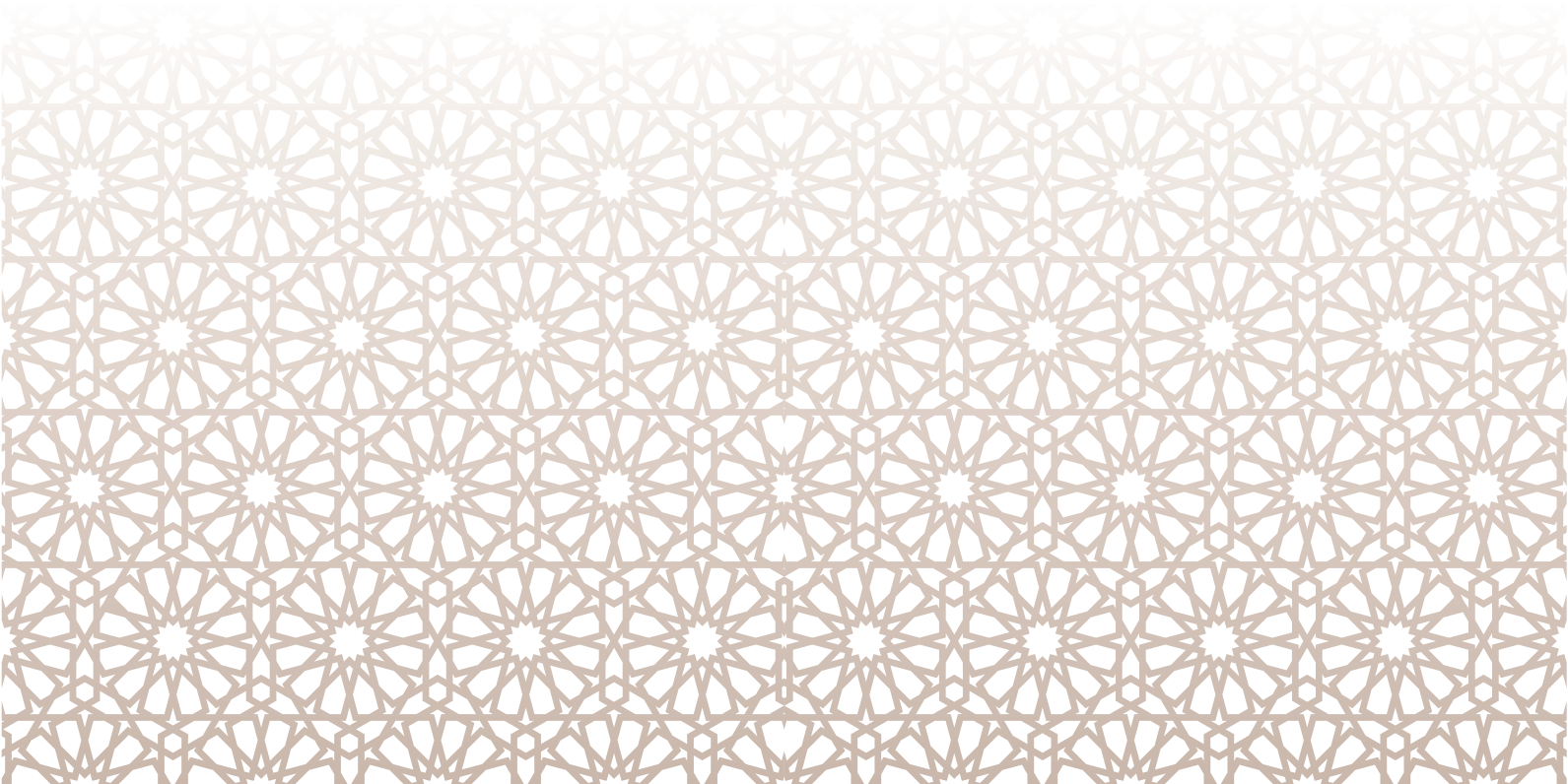
| Date de la séance                  | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                                                                     | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                    |
|------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| 10 ème<br>séance : 30<br>juin 2020 | - Abdelhamid Souiri<br>- Ahmed Touizi | 5996                  | Les mesures prises par le ministère pour protéger les groupes vulnérables et de l'impact des effets du coronavirus.                                                                                                  | PAM                   | la Solidarité, du Développement Social, de l'Egalité et de la Famille |
|                                    |                                       | 5989                  | Les mesures de prévention contre le coronavirus                                                                                                                                                                      | IUE                   |                                                                       |
|                                    |                                       | 5995                  | Le bilan des mesures prises pour faire face aux conséquences du coronavirus sur les personnes vulnérables                                                                                                            | PJD                   |                                                                       |
|                                    |                                       | 5998                  | La stratégie du gouvernement pour limiter les effets néfastes du coronavirus sur les familles modestes et les personnes vulnérables.                                                                                 | HARAKI                |                                                                       |
|                                    |                                       | 5988                  | Les mesures et actions déployées par le gouvernement pour la réparation d'un grand nombre de personnes aux besoins spécifiques durant le confinement sanitaire qui a accompagné la déclaration de l'état d'urgence . | RNI                   |                                                                       |
|                                    |                                       | 5997                  | La Violence contre les femmes lors de l'épidémies du coronavirus                                                                                                                                                     | UMT                   |                                                                       |
|                                    |                                       | 5993                  | La hausse excessive des factures de l'eau                                                                                                                                                                            | PAM                   |                                                                       |
|                                    |                                       | 6001                  | L'impact de la hausse des factures de l'eau et d'électricité sur les foyers lors du confinement                                                                                                                      | IUE                   |                                                                       |

| Date de la séance                       | Présidence et secrétariat             | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                   | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                         |
|-----------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------|
| 10 <sup>ème</sup> séance : 30 juin 2020 | - Abdelhamid Souiri<br>- Ahmed Touizi | 5991                  | Bilan et plan futur du ministère pour faire face aux effets de la pandémie de coronavirus.                                                         | PJD                   | L'énergie, des mines et de l'environnement |
|                                         |                                       | 5986                  | Les mesures sectorielles prises à la lumière du coronavirus et ses impacts immédiats et futurs .                                                   | HARAKI                |                                            |
|                                         |                                       | 5987                  | Les mesures et actions prises par le ministère pour faire face aux effets du coronavirus et protéger le pouvoir d'achat des citoyens               | RNI                   |                                            |
|                                         |                                       | 5999                  | La situation du stock national de carburant                                                                                                        | Socialiste            |                                            |
|                                         |                                       | 5994                  | La transition énergétique et écologique pour la compétitivité de l'économie nationale                                                              | CGEM                  |                                            |
|                                         |                                       | 6000                  | La gestion de l'énergie pendant la crise du coronavirus                                                                                            | CDS                   |                                            |
|                                         |                                       | 6004                  | L'avenir de la raffinerie de lasamir sous la pandémie du coronavirus, n'est-il pas temps de la nationaliser pour assurer la sécurité énergétique ? | CDT                   |                                            |
|                                         |                                       | 6003                  | L'effet de la baisse des prix du pétrole due au coronavirus sur le prix du carburant dans notre pays.                                              | PAM                   |                                            |
|                                         |                                       | 6002                  | La situation des travailleurs de mines durant le confinement sanitaire                                                                             | IUE                   |                                            |
|                                         |                                       | 5992                  | La mesure dans laquelle la chute des prix des carburants dans le marché mondial a un impact sur son prix du carburant dans le marché national      | PJD                   |                                            |
|                                         |                                       | 5990                  | Les mesures prises pour l'élimination des déchets                                                                                                  | IUE                   |                                            |

A decorative border at the top of the page featuring a repeating geometric pattern of interlocking stars and polygons in a light beige color.

## **2- Liste des questions orales auxquelles il a été répondu au cours de la session d'avril 2020 :**

### **B- Les questions d'actualité**

A decorative border at the bottom of the page featuring a repeating geometric pattern of interlocking stars and polygons in a light beige color, matching the top border.

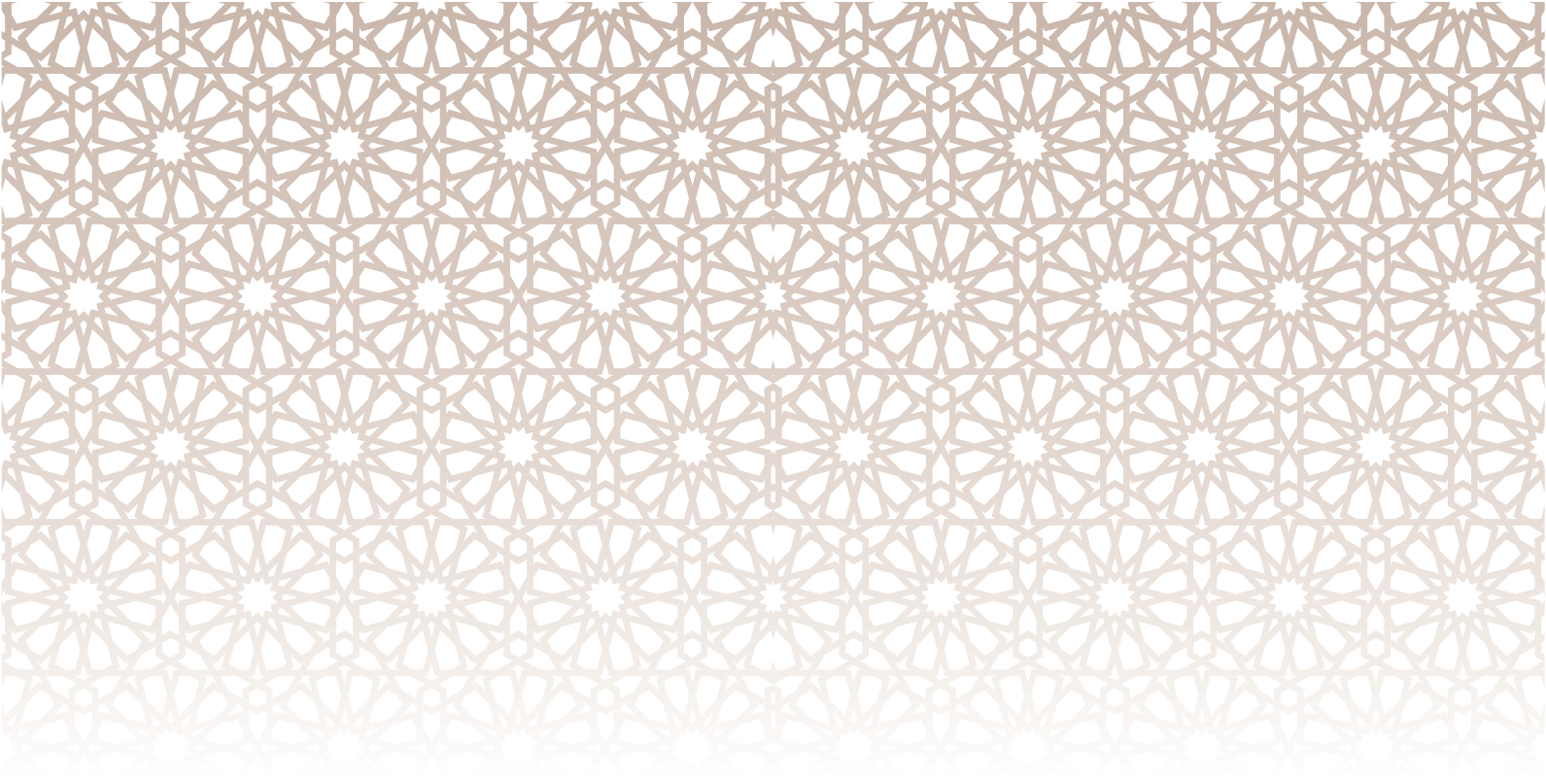


**B- Liste des questions orales d'actualité répondues durant la session d'avril 2020:**

| Date de la séance                             | Présidence et secrétariat                           | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                             | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                   |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 11 <sup>ème</sup> séance : 07<br>Juillet 2020 | - Abdelillah<br>El Halouti<br><br>- Driss<br>Erradi | 6007                  | Les mesures et actions prises par le ministère pour faire face à l'impact de la pandémie sur le secteur                                                                      | RNI                   | l'Aménagement<br>du Territoire, de<br>l'Urbanisme, de<br>l'Habitat et la<br>Politique de la<br>Ville |
|                                               |                                                     | 6010                  | L'impact de la pandémie du coronavirus sur le logement                                                                                                                       | IUE                   |                                                                                                      |
|                                               |                                                     | 6013                  | Le plan du ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et la Politique de la Ville pour surmonter les répercussions de la pandémie du coronavirus | PJD                   |                                                                                                      |
|                                               |                                                     | 6032                  | Les mesures prises par le gouvernement pour atténuer l'impact de la pandémie sur le secteur immobilier.                                                                      | PAM                   |                                                                                                      |
|                                               |                                                     | 6014                  | La situation des Marocains à l'étranger face à la pandémie du coronavirus                                                                                                    | PJD                   | Marocains<br>résidant à<br>l'étranger                                                                |
|                                               |                                                     | 6031                  | La situation des Marocains résidant à l'étranger                                                                                                                             | PAM                   |                                                                                                      |

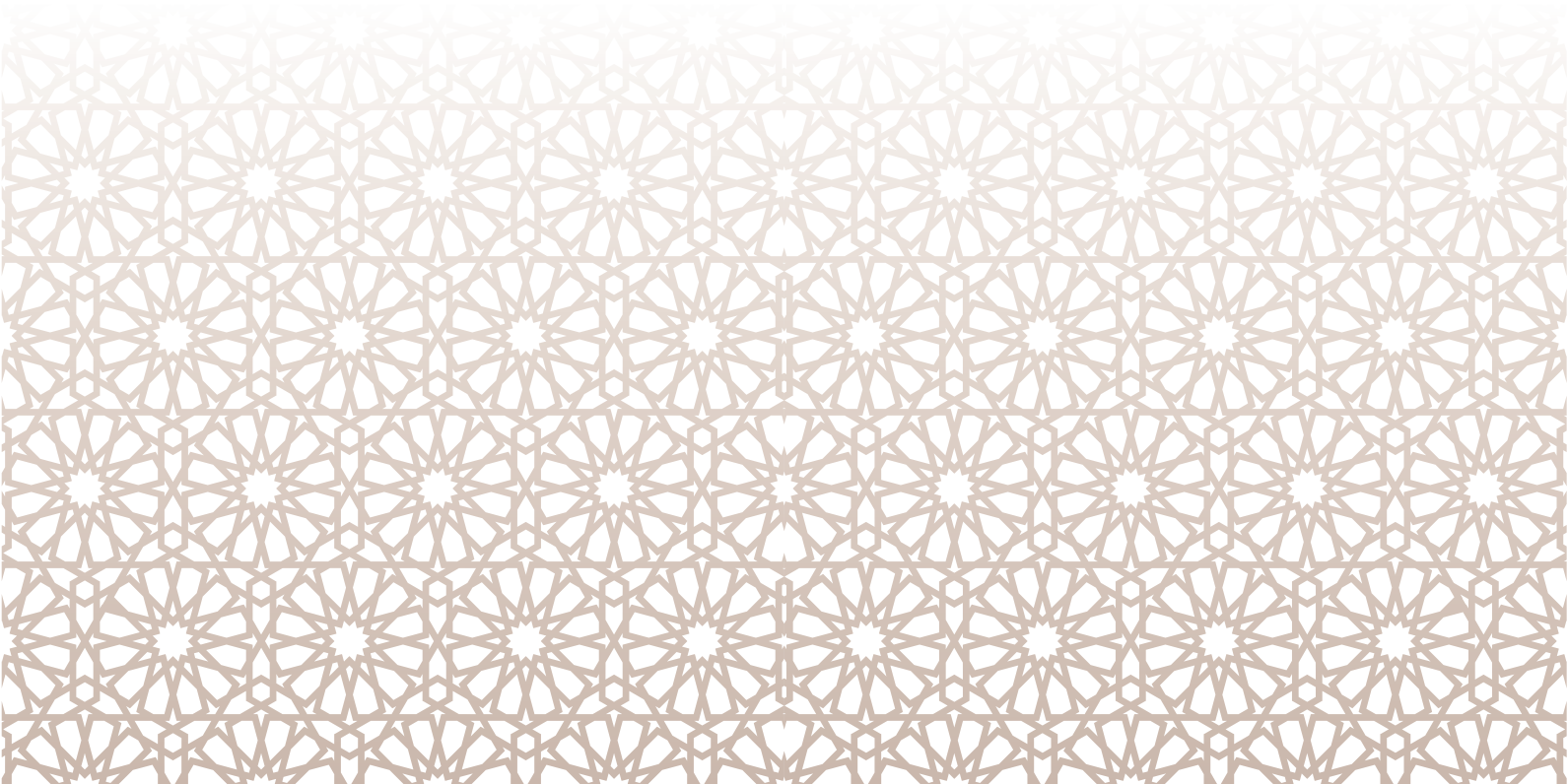
| Date de la séance              | Présidence et secrétariat                 | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                                                                                                                    | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                                                                  |
|--------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 11ème séance : 07 Juillet 2020 | - Abdelillah El Halouti<br>- Driss Erradi | 6005                  | Les mesures et actions prises pour réussir le déroulement des examens du baccalauréat sous la pandémie du coronavirus                                               | Socialiste            | l'Éducation nationale, Formation professionnelle, Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique. |
|                                |                                           | 5008                  | L'évaluation des conditions qu'a connu l'examen du baccalauréat à la lumière des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre le coronavirus | RNI                   |                                                                                                     |
|                                |                                           | 6009                  | L'examen du baccalauréat                                                                                                                                            | IUE                   |                                                                                                     |
|                                |                                           | 6015                  | Les conditions de la fin de la saison scolaire de cette année et les préparatifs pour l'année prochaine                                                             | PJD                   |                                                                                                     |
|                                |                                           | 6017                  | L'examen du baccalauréat                                                                                                                                            | CDS                   |                                                                                                     |
| 12ème séance : 14 juillet 2020 | - Abdessamad Kayouh<br>- Ahmed Touizi     | 6056                  | Les mesures préventives prises par le ministère pour la réouverture des mosquées                                                                                    | IUE                   | Habbous et Affaires Islamiques                                                                      |
|                                |                                           | 6048                  | La souffrance de plusieurs régions avec l'eau potable                                                                                                               | HARAKI                | l'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                  |
|                                |                                           | 6049                  | Le problème de la pénurie de l'eau potable dans certaines régions du Maroc                                                                                          | PJD                   |                                                                                                     |

| Date de la séance                          | Présidence et secrétariat            | Numéro de la question | Sujet de la question d'actualité                                           | Groupe ou affiliation                                   | Ministère concerné                                          |
|--------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| 12 <sup>ème</sup> séance : 14 juillet 2020 | -Abdessamad Kayouh<br>- Ahmed Touizi | 6054                  | La rareté de l'eau potable dans certaines régions du Maroc                 | IUE                                                     | l'Équipement,<br>le Transport, la<br>Logistique et<br>l'Eau |
|                                            |                                      | 6055                  | Les mesures prises pour faire face au problème de la pénurie d'eau potable | Les conseillers<br>Abdellatif OUAMOU<br>et Addi CHEJIRI |                                                             |
|                                            |                                      | 6052                  | L'aggravation des problèmes du secteur du transport sous coronavirus 19    | IUE                                                     |                                                             |



## **2- Liste des questions orales auxquelles il a été répondu au cours de la session d'avril 2020:**

### **C- Les questions ordinaires**



**C- Liste des questions orales ordinaires répondues lors de la session d'avril 2020:**

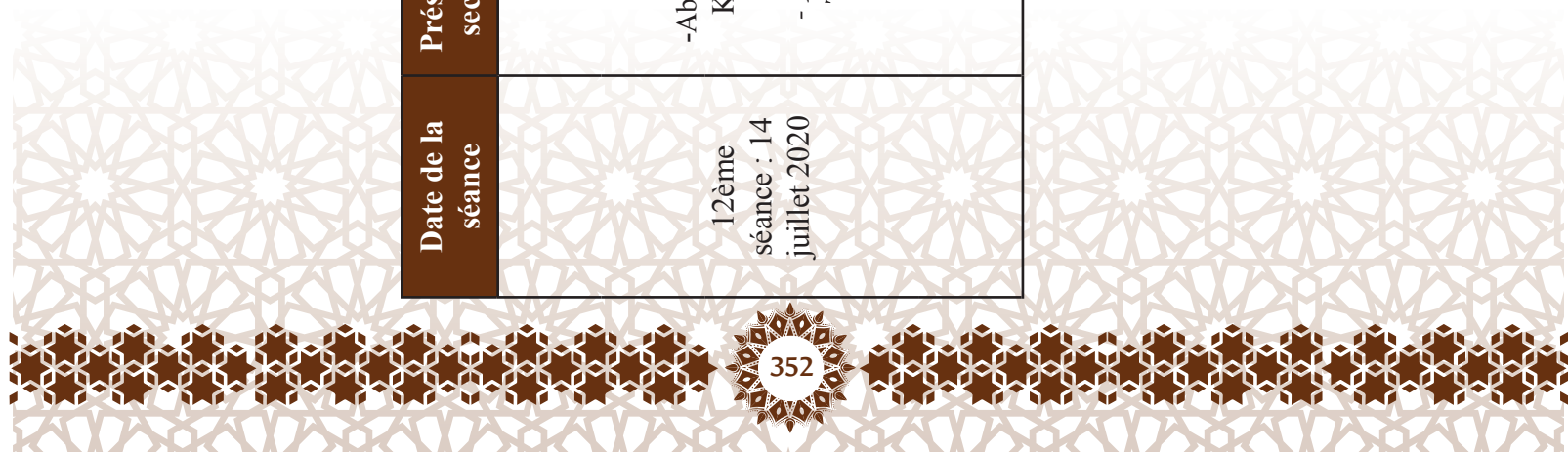
| Date de la séance                    | Présidence et secrétariat                       | Numéro de la question | Sujet de la question ordinaire                                 | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                               |
|--------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------|
| 11ème<br>séance : 07<br>Juillet 2020 | - Abdelillah<br>El Halouti<br>- Driss<br>Erradi | 1246                  | La gestion de la politique d'urbanisation dans notre pays      | IUE                   | L'urbanisme et l'aménagement urbain et la politique de la ville. |
|                                      |                                                 | 5826                  | Les mesures prises pour accompagner les élèves du baccalauréat | HARAKI                | L'Education nationale                                            |
|                                      |                                                 | 5028                  | Améliorer les mouvements de mutation des enseignants           | IUE                   |                                                                  |
|                                      |                                                 | 5171                  | La situation de la recherche scientifique au Maroc             | UMT                   |                                                                  |
|                                      |                                                 | 5329                  | La situation des écoles dans les zones rurales                 | PAM                   |                                                                  |
|                                      |                                                 | 5561                  | La situation de l'enseignement privé                           | CDT                   |                                                                  |



| Date de la séance                          | Présidence et secrétariat            | Numéro de la question | Sujet de la question ordinaire                                                                                          | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                                     |
|--------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------|
| 12 <sup>ème</sup> séance : 14 juillet 2020 | -Abdessamad Kayouh<br>- Ahmed Touizi | 2835                  | Gestion de la sécheresse et de la pénurie d'eau                                                                         | PAM                   | l'Équipement, du Transport, la Logistique et de l'Eau. |
|                                            |                                      | 3654                  | La rareté de l'eau potable dans certaines régions du Maroc                                                              | RNI                   |                                                        |
|                                            |                                      | 4935                  | L'offre de l'eau et le problème de l'accès à l'eau potable                                                              | UMT                   |                                                        |
|                                            |                                      | 4479                  | Appel d'offre international relatif au projet du chantier de réparation des navires de Casablanca                       | CGEM                  |                                                        |
|                                            |                                      | 4614                  | Transport public des passagers                                                                                          | socialiste            |                                                        |
|                                            |                                      | 4776                  | Le programme national des routes rurales                                                                                | PAM                   |                                                        |
|                                            |                                      | 5735                  | La réhabilitation du secteur du transport routier et l'amélioration de la situation des professionnelles.               | CDT                   |                                                        |
|                                            |                                      | 5590                  | Les critères de calcul des tarifs des factures d'eau et d'électricité.                                                  | CDS                   | L'énergie, les mines et l'environnement                |
|                                            |                                      | 5716                  | L'économie coopérative dans le domaine de l'exploitation minière à JERADA.                                              | PJD                   |                                                        |
|                                            |                                      | 1135                  | Les engagements du ministère de la culture, de la jeunesse et des sports en matière de renforcement des infrastructures | PAM                   | La culture et la jeunesse et sports                    |



| Date de la séance                    | Présidence et secrétariat                  | Numéro de la question | Sujet de la question ordinaire                                               | Groupe ou affiliation | Ministère concerné                    |
|--------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------------|
| 12ème<br>séance : 14<br>juillet 2020 | -Abdessamad<br>Kayouh<br>- Ahmed<br>Touizi | 4728                  | Fournir des avantages préférentiels aux jeunes                               | IUE                   | La culture, la Jeunesse et les Sports |
|                                      |                                            | 5412                  | Le sort de la stratégie intégrée pour la jeunesse                            | PAM                   |                                       |
|                                      |                                            | 5511                  | Le financement des fédérations sportives.                                    | PJD                   |                                       |
|                                      |                                            | 5541                  | Soutenir les infrastructures et les terrains de sport à dakhla .             | HARAKI                |                                       |
|                                      |                                            | 5783                  | Création d'installations sportives et de loisirs dans les régions éloignées. | RNI                   |                                       |





**3- Liste des questions écrites  
répondues au cours de la session  
d'octobre 2019**



### 3- Liste des questions écrites auxquelles il a été répondu au cours de la session d'octobre 2019:

| Groupe de l'Authenticité et de la Modernité     |                                                                                                                                                                                              |                                                     |                    |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------|
| L'intersession entre avril 2019 et octobre 2019 |                                                                                                                                                                                              |                                                     |                    |
| Numéro de la question                           | Sujet de la question                                                                                                                                                                         | Ministère concerné                                  | Date de la réponse |
| 528                                             | la protection de l'environnement et la gestion des risques dans la ville d'Al-Hoceima, le conseiller Abdelaziz Ben Azouz                                                                     | Secrétariat d'Etat chargé du développement durable  | 19 -09-2019        |
| 2216                                            | Les libertés syndicales, le conseiller Abdelaziz Ben Azouz                                                                                                                                   | L'emploi et l'insertion professionnelle             | 19 -09-2019        |
| 2298                                            | le retard d'approvisionnement de la ville d'Aknounle par l'eau potable à partir de barrage bab allouta et l'accélération du rythme des travaux du chantier, le conseiller Abdelkerim El Hems | L'équipement, le transport , la logistique et l'eau | 19 -09-2019        |
| 2335                                            | L'instrumentalisation politique de la religion, le conseiller Ahmed El Hmami                                                                                                                 | Les habbous et les affaires islamiques              | 19 -09-2019        |
| 267                                             | L'absence d'installations sanitaires a l'école centrale oulad ayloul province faqih ben saleh, Mustapha Harrakat                                                                             | Education nationale                                 | 08-10-2019         |

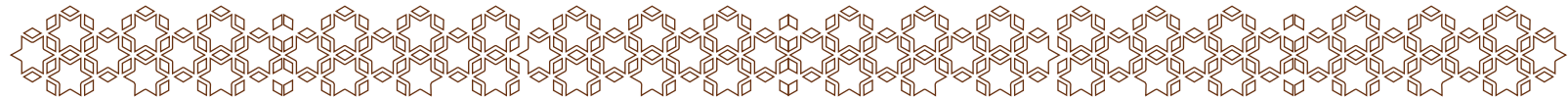
| Session octobre 2019  |                                                                                                                                                                  |                                                                                             |                    |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                             | Ministère concerné                                                                          | Date de la réponse |
| 1035                  | Projet de l'énergie éolienne à la province de Taza, le conseiller Abdelkrim Elhems                                                                               | L'énergie, les mines et le développement durable                                            | 16-10-2019         |
| 1036                  | Valorisation des qualifications touristiques de la province de Taza, le conseiller Abdelkrim Elhemes                                                             | Le tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale                         | 15-01-2020         |
| 2241                  | Le rôle des agences urbaines dans le développement du système de l'urbanisme dans le monde rural, le conseiller Ahmed Touizi                                     | L'aménagement de territoire national, l'urbanisme, l'habitat et de la politique de la ville | 30-01-2020         |
| 2543                  | L'interruption des traitements des maladies lysozymales à l'hôpital universitaire pour enfants Abderahim El Harouchi à Casablanca, le conseiller El Hou Merbough | La santé                                                                                    | 30-01-2020         |
| 2568                  | La création d'une spécialité dédiée à l'allergie au sein des facultés de médecine, le conseiller Mohammed Cheikh Biadillah                                       | Secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique       | 30-01-2020         |



## Le groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme

L'intersession entre avril 2019 et octobre 2019

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                                | Ministère concerné                                                                              | Date de la réponse |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 946                   | La marginalisation des compétences marocains installées aux États-Unis, la conseillère Khadija Ezzoumi                                                              | Ministère délégué chargé des Marocains résidents à l'étranger et des affaires de l'immigration  | 19/09/2019         |
| 1033                  | La demande de nomination de conseillers psychosociaux dans les établissements scolaires, le conseiller Hassan Slighoua                                              | L'Education Nationale                                                                           | 19/09/2019         |
| 1952                  | Donner la priorité à Fès pour les grands projets culturels, le conseiller Hassan Slighoua                                                                           | La culture et la communication                                                                  | 19/09/2019         |
| 2299                  | La nomination au poste de directeur régional de l'habitat et de la politique de la ville à la Région de Laayouane sakia alhmera, le conseiller Moulay Brahim Cherif | L'aménagement du territoire national de l'urbanisme de l'habitat et de la politique de la ville | 19/09/2019         |
| 750                   | Le prix de la société civile, la conseillère Khadija Ezzoumi                                                                                                        | Les relations avec le parlement et la société civile                                            | 08/10/2019         |
| 1840                  | Accélérer la réalisation du lycée qualifiante de la commune Afra caïdat Tamezmoute province Zagoura, la conseillère Fatima Amiri                                    | L'éducation nationale                                                                           | 08/10/2019         |



| Session octobre 2019  |                                                                                                                                                                             |                                                    |                    |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------|
| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                                        | Ministère concerné                                 | Date de la réponse |
| 2564                  | L'arrêt des trains à ville de Bouznika, le conseiller Abdessalam Lebbar                                                                                                     | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 15/01/2020         |
| 2702                  | La construction et le redémarrage de la gare Bab fetouh, le conseiller Hassan Slighoua                                                                                      | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 20/01/2020         |
| 2562                  | La privation des infirmiers et cadres de santé paramédicaux travaillant dans les bureaux de la protection de la santé des primes de risques, la conseillère Khadija Ezzoumi | La Santé                                           | 30/01/2020         |
| 2701                  | La reconstruction de la mosquée Sahra à Fès, le conseiller Hassan Slighoua                                                                                                  | Les Habbous et les Affaires Islamiques             | 30/01/2020         |



## Groupe de la Justice et du Développement

L'intersession entre avril 2019 et octobre 2019

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                                                    | Ministère concerné                     | Date de la réponse |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------|
| 189                   | Le retard dans les mesures de l'octroi de la carte grise, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                                             | Secrétariat d'Etat chargé du transport | 19/09/2019         |
| 449                   | Les cahiers de charges relatifs au transport touristique, la conseillère Amal Mayssara                                                                                                  | Secrétariat d'Etat chargé du transport | 19/09/2019         |
| 1051                  | La problématique de vaccination des pèlerins du Hajj et de l'Umrah, le conseiller Nabil chikhi                                                                                          | La santé                               | 19/09/2019         |
| 1143                  | L'insuffisance des postes ouverts pour le recrutement des lauréates des instituts supérieurs des professions infirmières et techniques de santé (sage-femme), le conseiller Ali el Asri | La santé                               | 19/09/2019         |
| 1622                  | Le retard dans l'exécution des disposition du décret n° 2.18.293 émis dans le Bulletin officiel numéro 6680 du (7 juin 2018), le conseiller Ali el Asri                                 | l'Education Nationale                  | 19/09/2019         |

|      |                                                                                                                                                                                                  |                                        |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------|
| 1704 | Fournir les moyens et outils de travail pour les cadres enseignants, le conseiller Ali el Asri                                                                                                   | l'Education Nationale                  | 19/09/2019 |
| 1966 | Le non affichage des tarifs des opérations chirurgicales dans les cliniques privées, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                           | La santé                               | 19/09/2019 |
| 2008 | Mesures de contrôle et de mise à jour de la propriété des voitures, la conseillère karima Afilal                                                                                                 | Secrétariat d'Etat chargé du transport | 19/09/2019 |
| 2059 | La plainte de certains utilisateurs de la mauvaise qualité des services du centre d'immatriculation des voitures à Salé, le conseiller Ali el Asri                                               | Secrétariat d'Etat chargé du transport | 19/09/2019 |
| 2060 | La non-attribution de postes pour recruter des spécialistes en kinésithérapie de lauréats des instituts supérieurs des professions infirmières et techniques de santé, le conseiller Ali el Asri | La santé                               | 19/09/2019 |
| 2095 | La construction et l'aménagement des centres culturels de proximité dans les communes d'Errachidia, le conseiller Mbarek Ejmili                                                                  | L'Intérieur                            | 19/09/2019 |
| 2265 | Autoriser les étudiants chercheurs de bénéficiaire et de consulter les archives des tribunaux, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                 | La justice                             | 19/09/2019 |

|      |                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                   |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2269 | Les mesures prises par la Délégation Générale de l'Administration Pénitentiaire pour permettre le détenu «Hassan Baba» de bénéficier de son droit au traitement, le conseiller Ali el Asri                               | Les Relations avec le Parlement et la Société Civile                                              | 19/09/2019 |
| 2271 | Les mesures prises pour atténuer la souffrance des détenus du Hirak à la prison d'Ain Aïcha et à leur donner le droit au traitement et d'améliorer les conditions de détention, le conseiller Ali el Asri                | Les Relations avec le Parlement et la Société Civile                                              | 19/09/2019 |
| 2279 | Le gel du dialogue sectoriel au niveau du Ministère de la justice, le conseiller Abdellilah El Halouti                                                                                                                   | La justice                                                                                        | 19/09/2019 |
| 2352 | Les dysfonctionnements que connaît le programme «Sidi Yahya el Gharb: ville sans bidonville», le conseiller Abdelali Hamiddine                                                                                           | L'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville | 19/09/2019 |
| 2354 | Permettre à d'anciens militaires d'accéder à des postes dans les services de l'administration des établissements publics et des collectivités en application des dispositions de la loi 34.97, le conseiller Ali el Asri | La Réforme de l'Administration et la Fonction Publique                                            | 19/09/2019 |
| 2357 | Le sort de l'arrêté conjoint relatif au projet de réforme du statut qui détermine les modalités de constitution et de gestion de la caisse de garantie complémentaire en cas de décès, le conseiller Mbarek Ejmili       | L'Emploi et l'Insertion professionnelle                                                           | 19/09/2019 |



|      |                                                                                                                                                                                                            |                                                                    |            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|------------|
| 2397 | La situation dégradée de l'école tizega appartenant au groupe scolaire Oulad Ali de la commune Bouaarusse-province Taounate, le conseiller Ali el Asri                                                     | Education Nationale                                                | 19/09/2019 |
| 2447 | La création d'un nouveau grade pour les catégories subalteneues, le conseiller Abdessamad Merimi                                                                                                           | Réforme de l'administration et la Fonction publique                | 19/09/2019 |
| 2099 | La promotion de l'infrastructure numérique dans la zone touristique Merzouga de la province d'Errachidia, le conseiller Mbarek Ejmili                                                                      | L'industrie, l'investissement, le commerce et l'économie numérique | 19/09/2019 |
| 2102 | La promotion de l'infrastructure numérique dans les zones montagneuses Aghbalou Ankerdous de la province d'Errachidia, le conseiller Mbarek Ejmili                                                         | L'industrie, l'investissement, le commerce et l'économie numérique | 19/09/2019 |
| 2362 | Les mesures prises à l'encontre des agences bancaires qui ne respectent pas les dispositions de l'article 503 du code du commerce, le conseiller Nabil El Andaloussi                                       | L'Economie et les Finances                                         | 19/09/2019 |
| 737  | L'enseignement des matières scientifiques en langue française aux élèves du collège de la province de Sidi Slimane, le conseiller Abdellali Hamiddine                                                      | Education Nationale                                                | 10/08/2019 |
| 1321 | La non remise des attestations de qualification de l'enseignement primaire et secondaire par le centre régional des métiers, de l'éducation et de la formation à Meknès, le conseiller Nabil El Andaloussi | Education Nationale                                                | 10/08/2019 |

|      |                                                                                                                                                                                                                                             |                                                       |            |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------|
| 1322 | Fausse déclarations concernant l'emploi du conjoint(e) afin de bénéficier de la nomination ou de la mutation à un poste dans les zones de préférence, le conseiller Abdelali Hamiddine                                                      | Education Nationale                                   | 10/08/2019 |
| 2066 | la situation des enseignants de l'arabe et de la culture Marocaine aux enfants de la communauté Marocaine après la fin de leur détachement auprès de la Fondation Hassan II des Marocains résidant à l'Etranger, le conseiller Nabil Chikhi | Education Nationale                                   | 10/08/2019 |
| 2184 | L'avancement des travaux de la station d'épuration des eaux usées pour la protection de la rivière Oued Sebbou contre la pollution, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                       | Secrétariat de l'Etat chargé du développement durable | 10/08/2019 |
| 2262 | Les mesures prises pour le développement des beaux arts au Maroc, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                                                                                         | La culture et la communication                        | 10/08/2019 |
| 2333 | L'augmentation des salaires et des indemnités au profit des employés des établissements publics, le conseiller Abdessamad Merimi                                                                                                            | Economie et des finances                              | 10/08/2019 |
| 2398 | Le contrôle des restaurants scolaires dans l'enseignement privé, le conseiller Nabil Chikhi                                                                                                                                                 | Education Nationale                                   | 10/08/2019 |
| 2402 | La facilitation, l'allègement du versement des subventions du programme «tayssir» pour soutenir la scolarisation, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                                         | Education Nationale                                   | 10/08/2019 |

| 2439                   | Les critères approuvés pour la qualification des plages Marocaines, le conseiller Nabil Chikhi                                                                          | Secretariat de l'état chargé du développement durable                               | 10/08/2019         |
|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 2441                   | Le sort des demandes de bénéficiaire des subventions de «Tayssir» pour les personnes qui ont été privées en raison d'erreurs administratives, le conseiller Ali el Asri | Education Nationale                                                                 | 10/08/2019         |
| 2448                   | La création d'une banque nationale de données ADN, le conseiller Nabil Chikhi                                                                                           | La Justice                                                                          | 10/08/2019         |
| Session d'octobre 2019 |                                                                                                                                                                         |                                                                                     |                    |
| Numéro de la question  | Sujet de la question                                                                                                                                                    | Ministère concerné                                                                  | Date de la réponse |
| 668                    | L'enquête sur les prétentions de la soumission du détenu «Ayoub Zeghroud» à la torture dans la prison locale de Taounate, le conseiller Nabil El Andaloussi             | Le Ministère d'Etat Chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement | 11/08/2019         |
| 670                    | L'enquête sur les prétentions de la soumission du détenu «Ayoub Zeghroud» à la torture dans la prison locale de Taounate, le conseiller Nabil El Andaloussi             | Le Ministère d'Etat Chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement | 11/08/2019         |
| 1147                   | Arrêt et ralentissement des dossiers d'acquisition de logements via les banques participatives, le conseiller Ali el Asri                                               | l'Economie des Finances et la Réforme de l'Administration                           | 11/08/2019         |
| 2266                   | Le non octroi de l'imam de la mosquée hay Bouchamer du village Ba Mohamed des indémnités des Imams, le conseiller Ali el Asri                                           | les Habbous et Affaires Islamiques                                                  | 11/08/2019         |

|      |                                                                                                                                                                                                  |                                                                                     |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2361 | La rénovation et la réhabilitation de certaines routes provinciales et pistes dans les communes de «Oulad Hssain» et «Amer Chalmalia» - Province Sidi Slimane, le conseiller Abdellali Hamiddine | L'équipement, du Transport, la Logistique et l'eau                                  | 11/08/2019 |
| 562  | La protection juridique des journalistes dans l'exercice de leur fonction selon le système des droits de l'Homme, le conseiller abdellali Hamiddine                                              | Le Ministère d'Etat Chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement | 05/12/2019 |
| 1581 | Critères de réussite aux examens professionnels pour les cadres de l'éducation, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                                | Education Nationale                                                                 | 05/12/2019 |
| 1611 | La dernière mutation des cadres douaniers, le conseiller Ali el Asri                                                                                                                             | Economie et finance et la réforme de l'administration                               | 05/12/2019 |
| 2327 | Une erreur dans l'examen régional de la langue française dans la province de Kelâa des Sraghna, la conseillère Amal Mayssara                                                                     | Education Nationale                                                                 | 05/12/2019 |
| 2512 | La situation dégradée de l'annexe kherouba du groupe scolaire oulad elhaj mohmed de la commune Bouchabal - province Taounate, le conseiller Ali el Asri                                          | Education Nationale                                                                 | 05/12/2019 |
| 2514 | La situation sanitaire de certains détenus du Hirak Rif en grève de la faim, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                                   | Le Ministère d'Etat Chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement | 05/12/2019 |
| 441  | La proximité de l'administration avec les usagers, le conseiller Mbarek Ejmili                                                                                                                   | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                                  | 23/12/2019 |



|      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                             |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|------------|
| 557  | Demande d'intervention pour annuler une décision de mutation abusive de Madame Asmae Aamrouch de son lieu de travail à la province d'Al Hoceima vers la province de Tata à cause de l'arrestation de son frère lors des manifestations que connaît Al-Hoceima, le conseiller Nabil El Andaloussi | Le ministre d'état chargé de droit de l'homme et relation avec le parlement | 15/01/2020 |
| 1028 | La hausse des prix des billets de la société Royal air Maroc entre l'Europe et le Maroc, le conseiller Ali el Asri                                                                                                                                                                               | Le tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale         | 15/01/2020 |
| 1087 | La construction d'un nouveau lycée à Sidi Yahya el Gharb, le conseiller Abellali Hamiddine                                                                                                                                                                                                       | Education Nationale                                                         | 15/01/2020 |
| 1293 | Les mesures prises pour baisser les tarifs des billets des vols internationaux de et vers l'aéroport Echarif Al Idrissi à Al Hoceima, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                                                                          | Le tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale         | 15/01/2020 |
| 2100 | Améliorer l'infrastructure numérique de la commune arab sabah lghriss à la province d'Errachidia, le conseiller Mbarek Ejmili                                                                                                                                                                    | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                     | 15/01/2020 |
| 2185 | Les mesures de lutte contre les attaques sur les autoroutes, le conseiller Nabil chikhi                                                                                                                                                                                                          | L'Equipement le transport, la elogistique et l'eau                          | 15/01/2020 |
| 2330 | L'augmentation dans les salaires et les indemnités des employés de la fondation Mohammadia des œuvres sociales des magistrats et fonctionnaires de la Justice, le conseiller Abdessamad Merimi                                                                                                   | La justice                                                                  | 15/01/2020 |
| 2443 | L'accélération de l'aménagement et l'ouverture des nouvelles maisons de jeunes à la province Taouante, le conseiller Ali el Asri                                                                                                                                                                 | La culture la jeunesse et sport                                             | 15/01/2020 |



|      |                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                       |            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2578 | Certains établissements de l'enseignement privé se contentent d'enseigner que les matières de l'examen national pour l'obtention du baccalauréat, le conseiller Ali el Asri                                                                                | Education Nationale                                                                   | 15/01/2020 |
| 2580 | La situation de l'internat du collège alkhnsaa de la direction provinciale de Khouribga, le conseiller Abdellali Hamiddine                                                                                                                                 | Education Nationale                                                                   | 15/01/2020 |
| 560  | Les mesures prises contre les excès sécuritaires et les violations des droits de l'Homme commises par les forces publiques le jour de Aid Al fitre à El Hoceima, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                         | Le ministre d'état chargé des droits de l'Homme et des relations avec le Parlement    | 20/01/2020 |
| 2404 | L'exécution des décisions judiciaires relatifs à l'indemnité pour formation, le conseiller Nabil Chekhi                                                                                                                                                    | Education Nationale                                                                   | 20/01/2020 |
| 2586 | Les motifs de renversement du bus sur le pont d'ouled dermchan à la commune khentak-province Errachidia, le conseiller Mbarek Ejmili                                                                                                                       | Education Nationale                                                                   | 20/01/2020 |
| 2588 | La nouvelle taxe et la mise en œuvre des nouveaux systèmes de facturation électronique et les mesures prises pour assurer la protection des opérateurs et des professionnels contre les effets de ces nouvelles mesures, le conseiller Nabil El Andaloussi | L'économie, les finances et la réforme de l'administration                            | 20/01/2020 |
| 453  | Les branches payantes aussi bien à l'université Mohamed V de Rabat et à l'université Cadi Ayad de Marrakech, la conseillère Amal Mayssara                                                                                                                  | Secrétariat d'état chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique | 30/01/2020 |

|      |                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                      |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1961 | La caisse de mutuelle complémentaire et les œuvres sociales des employés de l'office national de l'électricité et de l'eau potable -branche d'électricité, le conseiller Abdesamad Merimi                                                                                | L'emploi et l'insertion professionnelle                                              | 30/01/2020 |
| 1963 | La caisse de mutuelle complémentaire et les œuvres sociales des employés de l'office national de l'électricité et de l'eau potable -branche d'électricité, le conseiller Abdesamad Merimi                                                                                | L'emploi et l'insertion professionnelle                                              | 30/01/2020 |
| 2260 | La diversité du traitement des universités et établissements de l'enseignement supérieurs Marocains en matière d'accepter ou de rejeter l'inscription avec une attestation de baccalaureat délivrée par la République Islamique de Mauritanie, le conseiller Ali el Asri | Secrétaire d'état chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique | 30/01/2020 |
| 2400 | Les mesures prises pour faciliter les conditions de passage des concours d'accès au cycle d'ingénieur des grandes écoles, le conseiller Ali el Asri                                                                                                                      | Secrétaire d'état chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique | 30/01/2020 |
| 2517 | Remplacement des cadres mis à la retraite du centre de santé et de la maison d'accouchement Outzare à la province de Taounate, le conseiller Ali el Asri                                                                                                                 | Santé                                                                                | 30/01/2020 |
| 2584 | La reconstruction de la mosquée tazouraght soufflaa - commune ankour province d'Al-Hoceima, le conseiller Nabil El Andaloussi                                                                                                                                            | Habbous et affaires islamiques                                                       | 30/01/2020 |

## Groupe Haraki

### L'intersession entre avril 2019 et octobre 2019

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                    | Ministère concerné                                               | Date de la réponse |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 1955                  | Les camps d'été au profit des enfants de la communauté Marocaine résidente à l'étranger, le conseiller Tayeb el bekkali | Marocains Residant à l'étranger et les Affaires de l'Immigration | 09/12/2020         |

### Session octobre 2019

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                                                                     | Ministère concerné                    | Date de la réponse |
|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------|
| 2207                  | Le sort de la réalisation du centre de juge résident à la ville de Midar et la possibilité de réhabiliter le centre de juge résident à temsmame à la province de driwech, le conseiller Tayeb el bekkali | La Justice                            | 15/01/2020         |
| 2225                  | La création de l'agence nationale pour la promotion de l'emploi et des compétences, ANAPEC, le conseiller Tayeb el bekkali                                                                               | Emploi et l'insertion professionnelle | 15/01/2020         |

| Groupe du Rassemblement National des Indépendants |                                                                                                                                     |                                                                                                   |                    |
|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| L'intersession entre avril 2019 et octobre 2019   |                                                                                                                                     |                                                                                                   |                    |
| Numéro de la question                             | Sujet de la question                                                                                                                | Ministère concerné                                                                                | Date de la réponse |
| 1395                                              | La détérioration des services de santé dans les zones rurales de la province de Larache, le conseiller Mohamed El Bakkouri          | La Santé                                                                                          | 19/09/2019         |
| 1555                                              | La dégradation de la situation sanitaire dans la zone de Shoul, le conseiller Mohamed El Bakkouri                                   | La Santé                                                                                          | 19/09/2019         |
| 1799                                              | L'infiltration des eaux usées à la rivière au centre de la ville d'Akdaz- province Zagoura, le conseiller Lahcen Oudaie             | Secrétariat de l'Etat chargé du développement durable                                             | 19/09/2019         |
| 1898                                              | La faiblesse des services de santé au dispensaire rural Takluft à la province d'Azilal, le conseiller Mohamed El Bakkouri           | La Santé                                                                                          | 19/09/2019         |
| 2033                                              | La situation des zones vertes à ville d'El Hajeb, le conseiller Mohamed el kandoussi                                                | L'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville | 19/09/2019         |
| 2161                                              | Absence de raccordement au réseau électrique dans le douar Adouz dans la province de beni mellal, le conseiller Mohamed El Bakkouri | L'énergie, les mines et le développement durable                                                  | 19/09/2019         |
| 2167                                              | La création d'un pont dans le douar d'ouled Moussa commune Cherate de la province ben slimane, le conseiller Abdelkader Salama      | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                                                | 19/09/2019         |



|      |                                                                                                                                                |                                                                                                 |            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2172 | La restauration et la valorisation de la kassba d'Agadir oufla, le conseiller Abdelkader Salama                                                | La culture et la communication                                                                  | 19/09/2019 |
| 2211 | Le sort du projet de conception du développement urbain de la commune bouaarak de la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama        | L'aménagement de territoire national de l'urbanisme de l'habitat et de la politique de la ville | 19/09/2019 |
| 2232 | L'absence de raccordement avec le réseau d'électricité au douar boubib dans la commune tazarine-province Taza, le conseiller Abdelkader Salama | L'énergie, les mines et le développement durable                                                | 19/09/2019 |
| 2233 | La coupure fréquente de l'électricité à la ville de Souk Larbaa, le conseiller Abdelkader Salama                                               | L'énergie, les mines et le développement durable                                                | 19/09/2019 |
| 2290 | La rareté de l'eau potable dans les communes rurales de la province d'Essaouira, le conseiller Abdelkader Salama                               | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                                              | 19/09/2019 |
| 2293 | La pénurie d'eau potable dans le douar talat marghen-commune oughatyim-province Al Haouz, le conseiller Abdelkader Salama                      | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                                              | 19/09/2019 |
| 2301 | Les coupures fréquentes de l'électricité dans les rues de la municipalité d'Amzmiz province Al Haouz, le conseiller Mohamed El Bakkouri        | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                                              | 19/09/2019 |
| 2314 | L'approvisionnement en eau potable de la commune rurale province assafi le conseiller Abdelkader Salama                                        | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                                              | 19/09/2019 |



|      |                                                                                                                                                 |                                                    |            |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| 2317 | Délivrance d'eau potable douar Ikhtar -commune Anif- province Tenguir, le conseiller Lahcen Oudaie                                              | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau | 19/09/2019 |
| 2343 | La réhabilitation des routes dans la région de boumlih dans le troisième arrondissement de la ville Ouazzane, le conseiller Mohamed El Bakkouri | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau | 19/09/2019 |
| 2371 | La création d'une école communale à la commune aghbar dans la province de Al Haouz, le conseiller Abdelkader Salama                             | Education Nationale                                | 19/09/2019 |
| 2373 | La construction des espaces et des terrains sportifs dans la commune de meghrwa -province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama              | La jeunesse et les sports                          | 19/09/2019 |
| 2388 | La hausse des factures de l'eau potable à la ville de salé, le conseiller Abdelkader Salama                                                     | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau | 19/09/2019 |
| 1411 | La situation dégradée des routes de la ville de Fès, le conseiller Mohamed El Bakkouri                                                          | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau | 19/09/2019 |
| 1907 | La situation des salles de cinéma de la ville de Casablanca, le conseiller Abdelkader Salama                                                    | La jeunesse et les sports                          | 27/09/2019 |
| 2027 | La restauration de La Kasba moha ouhamou zayani à Khenifra, le conseiller Mohamed El Bakkouri                                                   | La jeunesse et les sports                          | 27/09/2019 |
| 2193 | La restauration et la valorisation des monuments historiques à la ville de Ksar el Kbir, le conseiller Abdelkader Salama                        | La jeunesse et les sports                          | 27/09/2019 |

|      |                                                                                                                                       |                                                                    |            |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|------------|
| 2235 | Le faible débit du réseau des télécommunications à la commune asif amal-province de Chichaoua, le conseiller Mohamed El Bakkouri      | L'industrie, l'investissement, le commerce et l'économie numérique | 27/09/2019 |
| 2257 | Les coupures fréquentes de l'eau potable à la ville d'Assa, le conseiller Mohamed Ba Hnini                                            | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                 | 27/09/2019 |
| 2312 | La pollution de l'eau potable à karyat oulad moussa dans la ville de salé, le conseiller Abdelkader Salama                            | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                 | 27/09/2019 |
| 2313 | La réparation du pont du lac ourika-province Al Haouz, le conseiller Abdelkader Salama                                                | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                 | 27/09/2019 |
| 2319 | La pénurie de l'eau potable à la commune d'arfala-province d'Azilal, le conseiller Abdelkader Salama                                  | L'équipement, le transport, la logistique et l'eau                 | 27/09/2019 |
| 2370 | La création des projets industriels à la ville de TanTan, le conseiller Mohamed ba Hnini                                              | L'industrie, l'investissement, le commerce et l'économie numérique | 27/09/2019 |
| 1381 | La pollution du port de Safi à cause des déchets industriels, le conseiller Abdelaziz Bouhdoud                                        | Secrétariat d'état chargé du développement durable                 | 08/10/2019 |
| 1701 | La mise en œuvre du schéma de la réhabilitation des bâtiments menaçant ruine à la ville d'Ouezzane, le conseiller Mohamed El Bakkouri | La culture et la communication                                     | 08/10/2019 |

|      |                                                                                                                                     |                                                    |            |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| 2160 | Les dégâts causés par l'incinération des déchets dans la décharge clandestine de la ville de Demeinate, le conseiller Lahcen Oudaie | Secrétariat d'état chargé du développement durable | 08/10/2019 |
| 2231 | la pollution de l'eau du lac Baht -province Sidi Slimane, le conseiller Mohamed el kandoussi                                        | Secrétariat d'état chargé du développement durable | 08/10/2019 |
| 2236 | La restauration et la valorisation des châteaux d'eau de Tamslouhte d'Al Haouz, le conseiller Mohamed El Bakkouri                   | La culture et la communication                     | 08/10/2019 |
| 2237 | La restauration et la valorisation de la Kasba Fechtala de la province Beni Mellal, le conseiller Mohamed El Bakkouri               | La culture et la communication                     | 08/10/2019 |
| 2238 | La situation des anciennes constructions en terre dans les douars de la province Zagoura, le conseiller Lahcen Oudaie               | La culture et la communication                     | 08/10/2019 |
| 2282 | La protection de l'oasis Tidssi et ses monuments historiques dans la Région du Souss Massa, le conseiller Abdelkader Salama         | La culture et la communication                     | 08/10/2019 |
| 2303 | Les déchets des décharges clandestines à la ville d'Agadir, le conseiller Mohamed El Bakkouri                                       | Secrétariat d'état chargé du développement durable | 08/10/2019 |
| 2372 | La création de centres socioculturels à la commune d'ouled said de la province de Beni mellal, le conseiller Mohamed El Bakkouri    | La culture et la communication                     | 08/10/2019 |
| 2375 | Lutter contre la pollution environnementale au Lac Martil, le conseiller Mohamed El Bakkouri                                        | Secrétariat d'état chargé du développement durable | 08/10/2019 |

| 2392                  | La restauration et la réparation du phare historique reguada à la ville de Tiznit, le conseiller Mohamed El Bakkouri         | La culture et la communication                     | 08/10/2019         |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------|
| 2412                  | La restauration et la reconstitution des murs de l'école Tilitte de la province Al Haouz, le conseiller Lahcen Oudaie        | L'Education Nationale                              | 08/10/2019         |
| 2422                  | Les dommages causés du brûlage de déchets dans la décharge clandestine de Larache, le conseiller Mohamed El Bakkouri         | Secrétariat d'état chargé du développement durable | 08/10/2019         |
| 2427                  | La création d'une école communale à la commune keldman de la province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama               | L'Education Nationale                              | 08/10/2019         |
| Session octobre 2019  |                                                                                                                              |                                                    |                    |
| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                         | Ministère concerné                                 | Date de la réponse |
| 2171                  | La contamination des eaux des plages d'Ain sebbaa à la ville de Casablanca, le conseiller Abdelkader Salama                  | L'Energie, les mines et l'environnement            | 16/10/2019         |
| 2345                  | La revêtement et la restauration des pistes du Douar afoud nbourk de la province d'Azilal, le conseiller Mohamed El Bakkouri | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 16/10/2019         |
| 2386                  | La pénurie d'eau dans les douars de la commune d'akfay de la province de Marrakech, le conseiller Abdelkader Salama          | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 16/10/2019         |



|      |                                                                                                                                               |                                                    |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| 2389 | Les coupures fréquentes de l'eau potable au quartier boulfous-province khenifra, le conseiller Mohammed El Bakkouri                           | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 16/10/2019 |
| 2390 | Les coupures fréquentes de l'eau potable dans les communes de la province de Settati Casablanca, le conseiller Abdelkader Salama              | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 16/10/2019 |
| 2391 | Les coupures fréquentes de l'eau potable au douar deghoughate de la province Enouacer-Casablanca, le conseiller Abdelkader Salama             | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 16/10/2019 |
| 1561 | Les coupures fréquentes des pistes routières au douar Afsra la commune ben salah de la ville de Chefchawen, le conseiller Mohamed El Bakkouri | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 08/11/2019 |
| 2199 | La crise de l'eau potable dans les zones du bassin Al mider de la province de Zagoura, le conseiller Lahcen Oudaie                            | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 08/11/2019 |
| 2252 | La rareté de l'eau potable à la commune akard de la province d'Essaouira, le conseiller Abdelkader Salama                                     | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 08/11/2019 |
| 2291 | Les déchets de la décharge de la commune d'ait ouirir-province Al Houz, le conseiller Abdelkader Salama                                       | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 08/11/2019 |
| 2419 | La réhabilitation des pistes Taouss de la commune d'Errachidia, le conseiller Lahcen Oudaie                                                   | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 08/11/2019 |
| 2472 | L'amélioration de la qualité et la salubrité de l'eau potable à la ville de Merirt, le conseiller Mohamed El Bakkouri                         | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau | 08/11/2019 |



|      |                                                                                                                                                       |                                                           |            |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------|
| 280  | Les listes définitives des retenus aux examens professionnels pour la promotion sur la base du diplôme universitaire, le conseiller Lahcen Oudaie     | L'Education Nationale                                     | 05/12/2019 |
| 987  | Les faibles performances de l'école publique dans la province d'azilal, les conseillers Mohamed El Bakkouri et Lahcen Oudaie                          | L'Education Nationale                                     | 05/12/2019 |
| 1696 | La situation dégradée de l'annexe de l'école taghya à la commune lawawla-province d'Azilal, le conseiller Abdelaziz Bouhdoud                          | L'Education Nationale                                     | 05/12/2019 |
| 2041 | La dégradation de la situation de l'école publique ouinouano de la province d'Azilal, le conseiller Mohamed El Bakkouri                               | L'Education Nationale                                     | 05/12/2019 |
| 2483 | Le renforcement des réseaux de télécommunications et d'internet aux douars de la commune tazarine de la province Zagoura, le conseiller Lahcen Oudaie | L'Industrie, l'Investissement, Commerce et économie Verte | 05/12/2019 |
| 2485 | La suspension des travaux à l'école primaire oulad wahab de la province Benslimane, le conseiller Abdelkader Salama                                   | L'Education Nationale                                     | 05/12/2019 |
| 2559 | L'aménagement et l'équipement de l'école El majed de la ville de Tenghir, le conseiller Lahcen Oudaie                                                 | L'Education Nationale                                     | 05/12/2019 |

|      |                                                                                                                                      |                                                                     |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|------------|
| 2377 | La coupure fréquente de l'électricité dans les quartiers de la ville khenifra, le conseiller Mohamed El Bakkouri                     | L'Energie, les mines et l'environnement                             | 23/12/2019 |
| 2546 | Le renforcement du parc du transport mixte des douars de la commune Benilant de la province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau                  | 23/12/2019 |
| 1647 | L'absence de bus pour le transport scolaire en milieu rural dans la province d'Ifrane, le conseiller Mohamed Abbou                   | L'Education Nationale                                               | 15/01/2020 |
| 1769 | L'amélioration de la qualité des services à l'aéroport de Marrakech Menara, le conseiller Jamaledine Laakroud                        | Le tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale | 15/01/2020 |
| 2166 | La réalisation du projet de la salle couverte à la ville Souk sebt oulad nema, le conseiller Mohamed El Bakkouri                     | La culture, la jeunesse et les sports                               | 15/01/2020 |
| 2203 | Les déchets de la décharge à la commune ait amira de la préfecture de Chetouka ait bahha, le conseiller Mohamed El Bakkouri          | L'énergie, les mines et l'environnement                             | 15/01/2020 |
| 2286 | La réhabilitation du terrain du commune de moulay bouazza de la province de khenifra, le conseiller Mohamed El Bakkouri              | La culture, la jeunesse et les sports                               | 15/01/2020 |
| 2475 | La pénurie de l'eau potable à la commune boukechemir de la province de khemissat, le conseiller Mohamed el kandoussi                 | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau                  | 15/01/2020 |
| 2776 | La pénurie de l'eau potable dans les douars de la commune sidi tiji de la province de Safi, le conseiller Mohamed El Bakkouri        | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau                  | 15/01/2020 |

|      |                                                                                                                                                       |                                                           |            |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------|
| 2479 | Le Manque de l'eau potable dans le douar alhedaya de la province de Berrechid, le conseiller Abdelkader Salama                                        | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau        | 15/01/2020 |
| 2529 | L'absence de bus de transport scolaire dans les douars de la commune ait mlike de la province de Chetouka ait Baha, le conseiller Mohamed El Bakkouri | L'Education Nationale                                     | 15/01/2020 |
| 2560 | Proumouvoir le climat d'investissement à la province de Tenger, le conseiller Lahcen Oudaie                                                           | L'Industrie, l'Investissement, Commerce et économie Verte | 15/01/2020 |
| 2638 | La création de projets industriels à la ville de Nador, le conseiller Abdelkader Salama                                                               | L'Industrie, l'Investissement, Commerce et économie Verte | 15/01/2020 |
| 2639 | La création de nouvelles zones industrielles à la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama                                                  | L'Industrie, l'Investissement, Commerce et économie Verte | 15/01/2020 |
| 2640 | Améliorer les services de télécommunications dans les zones rurales et montagneuses de la ville de Nador, le conseiller Abdelkader Salama             | L'Industrie, l'Investissement, Commerce et économie Verte | 15/01/2020 |
| 2643 | Le faible débit des réseaux de télécommunications et d'internet dans les zones montagneuses de la ville de Nador, le conseiller Abdelkader Salama     | L'Industrie, l'Investissement, Commerce et économie Verte | 15/01/2020 |
| 2462 | La Création d'une annexe de collège à l'école communale tenghraf dans la province de Beni Mellal, le conseiller Mohamed El Bakkouri                   | Education Nationale                                       | 20/01/2020 |

|      |                                                                                                                                                           |                                                           |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------|
| 2484 | Elargir la couverture du réseau et internet dans les douars de la commune de tounfit de la province de Medilet, le conseiller Lahcen Oudaie               | L'Industrie, l'Investissement, Commerce et économie Verte | 20/01/2020 |
| 2486 | L'absence de bus de transport scolaire dans les compagnes de la commune d'oulad zerrad de la province kalaâ des seraghna, le conseiller Abdelkader Salama | L'Education Nationale                                     | 20/01/2020 |
| 2487 | La création d'une école communale dans le douar timinsourin de la province d'Azilal, le conseiller Abdelkader Salama                                      | L'Education Nationale                                     | 20/01/2020 |
| 2607 | La création d'une école communale dans la région d'Ait tisslit à la ville de Beni Mellal, le conseiller Mohamed El Bakkouri                               | L'Education Nationale                                     | 20/01/2020 |
| 2609 | Les mesures urgentes pour faire face à la vague de froid et de gel à la province Beni Mellal, le conseiller Mohamed el Bakkouri                           | L'Education Nationale                                     | 20/01/2020 |
| 2610 | L'amélioration des moyens de transports scolaires à la commune el Mekren de la province de kénitra, le conseiller Abdelkader Salama                       | L'Education Nationale                                     | 20/01/2020 |
| 2652 | L'amélioration des moyens de transports scolaires à la commune ait seghrouchen de la province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama                    | L'Education Nationale                                     | 20/01/2020 |



|      |                                                                                                                                               |                                                           |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------|
| 2665 | La réhabilitation du centre de santé des douars de la commune rurale lechekran de la province d'Al-Hoceima, le conseiller Mohamed El Bakkouri | L'Education Nationale                                     | 20/01/2020 |
| 2667 | La réhabilitation des dispensaires ruraux de la province de settat, le conseiller Mohamed El Bakkouri                                         | La Santé                                                  | 20/01/2020 |
| 2668 | L'amélioration des services du centre de santé à la communes d'oulad rehmane de la province d'El jadida, le conseiller Abdelkader Salama      | La Santé                                                  | 20/01/2020 |
| 2669 | La détérioration de la situation sanitaire à l'hôpital provincial d'Esmara, le conseiller Abdelkader Salama                                   | La Santé                                                  | 20/01/2020 |
| 2694 | La création de zones industrielles à la province d'Agadir, le conseiller Abdelkader Salama                                                    | L'Industrie, l'Investissement, Commerce et économie Verte | 20/01/2020 |
| 2346 | Le statut de Barid Al maghrib, Le conseiller Abdelkader Salama                                                                                | L'Industrie, l'Investissement, Commerce et économie Verte | 30/01/2020 |
| 2469 | La restauration du dispensaire de la commune sidi tiji de la province de Safi, le conseiller Mohamed El Bakkouri                              | L'industrie l'investissement, commerce et économie verte  | 30/01/2020 |
| 2495 | Construction d'un dispensaire polydisciplinaire dans la commune krouchen de la province de Khenifra, le conseiller Mohamed El Bakkouri        | La Santé                                                  | 30/01/2020 |
| 2508 | L'amélioration des conditions des services de santé à la province de Larache, le conseiller Mohamed El Bakkouri                               | La Santé                                                  | 30/01/2020 |



|      |                                                                                                                                                 |          |            |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------------|
| 2526 | L'habilitation du centre de santé de dar ouled zeydough de la province de Fqih ben Salah, le conseiller Abdelkader Salama                       | La Santé | 30/01/2020 |
| 2541 | La création d'un dispensaire polydisciplinaire à douar taghya de la province d'Azilal, le conseiller Mohamed El Bakkouri                        | La Santé | 30/01/2020 |
| 2558 | L'amélioration de services du centre de santé à la ville de mecheraa belkessiri de la province de Sidi Kacem, le conseiller Mohamed El Bakkouri | La Santé | 30/01/2020 |
| 2595 | La création d'un dispensaire polydisciplinaire à la commune bouyblane de la province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama                   | La Santé | 30/01/2020 |
| 2611 | La rupture de traitements des maladies lyzozomale à l'hôpital universitaire d'enfants à Casablanca, le conseiller Abdelkader Salama             | La Santé | 30/01/2020 |
| 2612 | L'habilitation du dispensaire du quartier d'ait tisselit de la province de Beni Mellal, le conseiller Mohamed El Bakkouri                       | La Santé | 30/01/2020 |
| 2664 | La création d'un dispensaire polydisciplinaire à la commune kaf elghar de la province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama                  | La Santé | 30/01/2020 |
| 2670 | La situation des urgences de l'hôpital provincial Mohamed V de la province de Sefrou, le conseiller Mohamed Abbou                               | La Santé | 30/01/2020 |

| Groupe Socialiste                                           |                                                                                                                                                                              |                                                                                                            |                    |
|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| L'intersession entre avril 2019 et octobre 2019             |                                                                                                                                                                              |                                                                                                            |                    |
| Numéro de la question                                       | Sujet de la question                                                                                                                                                         | Ministère concerné                                                                                         | Date de la réponse |
| 845                                                         | Les enseignants du lycée qualifié travaillant hors de leur cadre initial, Mohamed alami                                                                                      | Education nationale                                                                                        | 30/01/2020         |
| Groupe de confédération Générale des entreprises marocaines |                                                                                                                                                                              |                                                                                                            |                    |
| Session octobre 2019                                        |                                                                                                                                                                              |                                                                                                            |                    |
| Numéro de la question                                       | Sujet de la question                                                                                                                                                         | Ministère concerné                                                                                         | Date de la réponse |
| 2209                                                        | Suspension de la subvention pour le soutien de scolarité des enfants en situation d'handicap perçue par l'Association de l'enfance handicapée, le conseiller Youssef Mouhyie | La solidarité, le développement social, l'égalité et la famille                                            | 30-01-2020         |
| 2369                                                        | La privation des étudiants de l'université Mohamed VI des sciences de la santé de passer l'examen de résidence et d'internat, le conseiller Abdelilah Hifdi                  | L'Education nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 30-01-2020         |

| Groupement de la Confédération démocratique du Travail |                                                                                                                                                              |                                                                                          |                    |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| L'intersession entre avril 2019 et octobre 2019        |                                                                                                                                                              |                                                                                          |                    |
| Numéro de la question                                  | Sujet de la question                                                                                                                                         | Ministère concerné                                                                       | Date de la réponse |
| 2186                                                   | Les abus de l'établissement Al omrane à ville de Kenitra, des conseilles membres de groupement                                                               | L'aménagement du territoire national, l'urbanisme, l'habitat et la politique de la ville | 19-09-2019         |
| Session octobre 2019                                   |                                                                                                                                                              |                                                                                          |                    |
| Numéro de la question                                  | Sujet de la question                                                                                                                                         | Ministère concerné                                                                       | Date de la réponse |
| 2591                                                   | Réparation du préjudice matériel pour les chefs de ligue (transport) à la ville de Larache, des conseilles membres de groupement                             | L'Equipement, le transport, la logistique et l'eau                                       | 20-01-2020         |
| 2614                                                   | L'absence d'interaction avec les recours portés par Monsieur Ibrahim Aghray (enseignant du primaire) numéro de somme 4237007, le conseiller Abdelhak Hissane | L'Education nationale                                                                    | 20-01-2020         |
| 2651                                                   | L'atteinte aux libertés syndicales dans la société SAFRAN NACELLES Maroc, la conseillère Rajae kessab                                                        | L'Emploi et L'insertion professionnelle                                                  | 30-01-2020         |

## Les conseillers Abdelatif Ouamou et Addi Shajiri

L'intersession entre avril 2019 et octobre 2019

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                           | Ministère concerné                                                                       | Date de la réponse |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 550                   | vider les écoles publiques de leurs enseignants au profit des écoles privées, les conseillers Abdelatif ouamou et Addi shajiri | Education nationale, la Formation, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 19-09-2019         |

## le conseiller Rachid el Menyari

L'intersession entre avril 2019 et octobre 2019

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                     | Ministère concerné                                   | Date de la réponse |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------|
| 117                   | Le programme législatif du gouvernement, le conseiller Rachid el Menyari | Les Relations avec le Parlement et la société civile | 08-10-2019         |



**4- Liste des  
questions écrites  
répondues au cours de la session  
d'avril 2020**







#### 4-Liste des questions écrites répondues au cours de la session d'avril 2020

| Groupe de l'Authenticité et de la Modernité      |                                                                                                                                                         |                                                                           |                    |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| L'intersessions entre Octobre 2019 et Avril 2020 |                                                                                                                                                         |                                                                           |                    |
| Numéro de la question                            | Sujet de la question                                                                                                                                    | Ministère concerné                                                        | Date de la réponse |
| 516                                              | La construction de nouveaux établissements scolaires dans la province d'Al-Hoceima, le conseiller Abdelaziz Ben Azouz.                                  | L'Education nationale                                                     | 04-03-2020         |
| 2709                                             | La régularisation de la situation des doctorants travaillant dans les centres régionaux de l'éducation et de la formation, le conseiller Arbi Elmharchi | L'Education nationale                                                     | 04-03-2020         |
| 2206                                             | La protection du troupeau de chameaux, le conseiller Mohamed Cheikh Biyadillah                                                                          | L'agriculture, pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts | 02-04-2020         |
| 2617                                             | La construction du barrage boutyouss à takourt alfijaa-province de zagoura, le conseiller Arbi Elmharchi                                                | L'Equipement, Le Transport, La Logistique et de l'Eau                     | 02-04-2020         |
| 2618                                             | La construction du barrage boutyouss à takourt alfijaa-province de zagoura, le conseiller Arbi Elmharchi (question répétée)                             | L'Equipement, Le Transport, La Logistique et de l'Eau                     | 02-04-2020         |
| 2619                                             | La construction du barrage boutyouss à takourt alfijaa-province de zagoura, le conseiller Arbi Elmharchi (question répétée)                             | L'Equipement, Le Transport, La Logistique et de l'Eau                     | 02-04-2020         |
| 2728                                             | Contamination et escroquerie dans certains types de d'huile d'olive marocaine, le conseiller Mohamed Cheikh Biyadillah                                  | L'agriculture, pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts | 02-04-2020         |

| Session octobre 2019  |                                                                                                                                                |                                                                                 |                    |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                           | Ministère concerné                                                              | Date de la réponse |
| 3157                  | La construction des parcs et espaces verts dans la zone urbaine de la province de Nador, le conseiller Mohamed Moukanif                        | L'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'habitat et la politique de la ville | 04-05-2020         |
| 3158                  | La qualité du logement social et économique à la ville de Nador, le conseiller Mohamed Moukanif                                                | L'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'habitat et la politique de la ville | 04-05-2020         |
| 3210                  | La lutte contre le phénomène de l'épuisement des espaces verte à la commune de rassima de la province de Nador, le conseiller Mohamed Moukanif | L'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'habitat et la politique de la ville | 04-05-2020         |
| 3115                  | La création d'unités industrielles à la province de driwech, le conseiller Mohamed Moukanif                                                    | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                         | 15-05-2020         |
| 3117                  | Amélioration des services de télécommunications dans la province de driwech, le conseiller Mohamed Moukanif                                    | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                         | 15-05-2020         |
| 3155                  | La construction et l'équipement des services publics de proximité à la province de Nador, le conseiller Mohamed Moukanif                       | L'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'habitat et la politique de la ville | 15-05-2020         |
| 3160                  | La création de projets industriels dans la ville de Nador, le conseiller Mohamed Moukanif                                                      | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                         | 15-05-2020         |
| 3161                  | La création de nouvelles zones industrielles dans la province de driwech, le conseiller Mohamed Moukanif                                       | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                         | 15-05-2020         |

|      |                                                                                                                                             |                                                                                 |            |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 3162 | La promotion du climat d'investissement dans la province de Nador, le conseiller Mohamed Moukanif                                           | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                         | 15-05-2020 |
| 3163 | L'amélioration des services de télécommunication dans les zones montagneuses à la province de Nador, le conseiller Mohamed Moukanif         | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                         | 15-05-2020 |
| 3164 | Encourager l'apui aux petites et moyennes entreprises nationales à la province de Nador                                                     | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                         | 15-05-2020 |
| 3165 | Faiblesse du réseau des télécommunications et d'internet dans les zones montagneuses à la province de Nador, le conseiller Mohamed Moukanif | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                         | 15-05-2020 |
| 3200 | L'absence des espaces verts à la commune Ain Ezzahraa dans la province de Drivwech, le conseiller Mohamed Moukanif                          | L'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'habitat et la politique de la ville | 17-06-2020 |
| 3201 | La hausse des factures de l'électricité à la commune boudinar dans la province de Drivwech, le conseiller Mohamed Moukanif                  | L'énergie, les mines et l'environnement                                         | 17-06-2020 |
| 3224 | L'absence des espaces verts et de proximité à la commune boudinar dans la province de Drivwech.                                             | L'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'habitat et la politique de la ville | 17-06-2020 |
| 3257 | La hausse des factures de consommation de l'électricité à la province de Nador, le conseiller Mohamed Moukanif                              | L'énergie, les mines et l'environnement                                         | 17-06-2020 |
| 3345 | Le contrôle des prix , le conseiller Abdelkarim el Hems                                                                                     | L'Economie, les finances et la réforme de l'administration                      | 17-06-2020 |

|      |                                                                                                                                        |                                                                     |            |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|------------|
| 3149 | La protection de la province de Nador contre le risque des inondations, le conseiller Mohamed Moukanif                                 | l'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                  | 26-06-2020 |
| 3354 | Relancer la confexion et le textile, le conseiller Abdelkarim el Hems                                                                  | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique             | 26-06-2020 |
| 3363 | La situation des entreprises marocaines lors de la pandémie du coronavirus, le conseiller Abdelkarim el Hems                           | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique             | 26-06-2020 |
| 3383 | L'accélération dans la construction du barrage boutyouss à takourt alfijaa de la province de Zagoura, le conseiller Abdelkarim el Hems | l'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                  | 26-06-2020 |
| 3385 | Les répercussions du coronavirus sur le secteur du textile, le conseiller Abdelkarim el Hems                                           | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique             | 26-06-2020 |
| 3406 | La révision des dispositions de l'article 8 du décret n° 2.19.543 émis le 16 avril 2020, le conseiller El hou Merbough                 | L'énergie, les mines, et l'environnement                            | 26-06-2020 |
| 3168 | La rareté des moyens de transport publics dans les zones éloignées de la province de Drivewch, le conseiller Mohamed Moukanif          | l'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                  | 06-07-2020 |
| 3356 | Les dommages subis par les agences de voyages, le conseiller Abdelkarim el Hems                                                        | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale | 06-07-2020 |
| 3359 | Les mesures adoptées pour réduire l'impact de la crise subi par le secteur du tourisme, le conseiller Abdelkarim el Hems               | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale | 06-07-2020 |
| 3398 | Les répercussions du coronavirus sur l'artisanat, le conseiller Abdelkarim el Hems.                                                    | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale | 06-07-2020 |



|      |                                                                                                                                                   |                                                                     |            |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|------------|
| 3400 | Les répercussions de la crise du coronavirus sur le secteur du tourisme dans les zones rurales et montagneuses, le conseiller Abdelkarim el hemes | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale | 06-07-2020 |
| 3408 | Les mesures adoptées pour réduire l'impact de la crise qui a frappé le secteur du tourisme, le conseiller Abdelkarim el Hems                      | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale | 06-07-2020 |
| 3499 | Les mesures adoptées pour réduire l'impact de la crise qui a frappé le secteur du tourisme, le conseiller Abdelkarim el Hems (question répétée)   | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale | 06-07-2020 |
| 2958 | La protection des citoyens Marocains du virus propagé en Chine et dans ses pays voisins, le conseiller Cheikh Biadillah                           | La Santé                                                            | 17-07-2020 |
| 3132 | La création de centres de protection sociale dans la province de Driwech, le conseiller Mohammed Moukanif                                         | La Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille     | 17-07-2020 |
| 3186 | La création de centres de diagnostic de la tuberculose dans la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                 | La Santé                                                            | 17-07-2020 |
| 3187 | La création de centres hospitaliers pour le traitement du cancer dans la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                       | La Santé                                                            | 17-07-2020 |
| 3188 | La création d'un dispensaire polydisciplinaire dans la commune Selwan de la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                    | La Santé                                                            | 17-07-2020 |

|      |                                                                                                                                                                |          |            |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------------|
| 3189 | La création d'un dispensaire polydisciplinaire dans la commune Bouark de la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                 | La Santé | 17-07-2020 |
| 3190 | La création de centres médicaux pour le traitement des addictions dans la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                   | La Santé | 17-07-2020 |
| 3191 | La création de centres de santé multidisciplinaires dans les zones reculées de la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                           | La Santé | 17-07-2020 |
| 3192 | La création d'un service d'urgence au centre de santé urbain d'Azghanghan à Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                             | La Santé | 17-07-2020 |
| 3193 | La souffrance des familles des enfants de la Lune, de la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                                    | La Santé | 17-07-2020 |
| 3194 | La rareté des médecins dans les centres de santé pour traiter les maladies mentales et psychologiques de la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif | La Santé | 17-07-2020 |
| 3195 | Améliorer les services de santé dans les centres de traitement des maladies mentales à Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                  | La Santé | 17-07-2020 |
| 3196 | Équiper les dispensaires dans les zones montagneuses et reculées de la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                      | La Santé | 17-07-2020 |

|      |                                                                                                                                                               |                       |            |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------|
| 3197 | La réhabilitation des dispensaires ruraux de la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                                            | La Santé              | 17-07-2020 |
| 3198 | La création d'un centre d'oncologie pour le traitement du cancer à Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                                     | Santé                 | 17-07-2020 |
| 3199 | La réhabilitation du dispensaire de la commune de Zayou dans la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                            | Santé                 | 17-07-2020 |
| 3211 | Amélioration de la situation de certains établissements d'enseignement de la commune de Ras al-Maa dans la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif | l'Education Nationale | 17-07-2020 |
| 3212 | La création d'une école communale à la commune de Bouarak dans la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                          | l'Education Nationale | 17-07-2020 |
| 3220 | L'amélioration des services du centre de santé de la commune de Ras El Maa dans la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                         | Santé                 | 17-07-2020 |
| 3221 | Un centre de santé multidisciplinaire dans la commune de Ras El Maa, Nador le conseiller Mohammed Moukanif                                                    | Santé                 | 17-07-2020 |
| 3222 | La création d'un centre d'accouchement à la commune beni chiker dans la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif                                    | Santé                 | 17-07-2020 |

|      |                                                                                                                                         |          |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------------|
| 3223 | Équiper et réhabiliter le dispensaire rural à la commune de Beni Chiker dans la province de Nador, le conseiller Mohammed Moukanif      | La Santé | 17-07-2020 |
| 3246 | La dégradation de la situation sanitaire dans la commune Tafraïte de la province de Drîwech, le conseiller Mohammed Moukanif            | La Santé | 17-07-2020 |
| 3248 | La création d'un centre de santé multidisciplinaire dans la commune Amghar de la province de Drîwech, le conseiller Mohammed Moukanif   | La Santé | 17-07-2020 |
| 3249 | La création d'un centre de santé multidisciplinaire dans la commune Amghar dans la province de Drîwech, le conseiller Mohammed Moukanif | La Santé | 17-07-2020 |
| 3250 | La création d'un dispensaire d'accouchement dans la commune Amhajir dans la province de Drîwech, le conseiller Mohammed Moukanif        | La Santé | 17-07-2020 |
| 3251 | La création d'un dispensaire d'accouchement dans la commune oulad Amghar dans la province de Drîwech, le conseiller Mohammed Moukanif   | La Santé | 17-07-2020 |
| 3252 | La situation sanitaire dégradée dans la commune Tsafit dans la province de Drîwech, le conseiller Mohammed Moukanif                     | La Santé | 17-07-2020 |

|      |                                                                                                                                          |                                                           |            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------|
| 3253 | La création d'un dispensaire de proximité dans la commune de Talilit dans la province de Driwech, le conseiller Mohammed Moukanif        | La Santé                                                  | 17-07-2020 |
| 3254 | La réhabilitation du dispensaire dans la commune Amghar dans la province de Driwech, le conseiller Mohammed Moukanif                     | La Santé                                                  | 17-07-2020 |
| 3255 | La réhabilitation du dispensaire rural à la commune d'Ain Al Zahra dans la province de Driwech, le conseiller Mohammed Moukanif          | La Santé                                                  | 17-07-2020 |
| 3256 | Équiper et réhabiliter le dispensaire rural de la commune amhajir de la province de Driwech, le conseiller Mohammed Moukanif             | La Santé                                                  | 17-07-2020 |
| 3346 | Les mesures prises pour protéger le système bancaire national et l'épargne des citoyens et citoyennes, le conseiller Abdelkarim el Hems  | L'Economie, les finance et la réforme de l'administration | 17-07-2020 |
| 3357 | La situation des professionnelle des agences de location de voitures, le conseiller Abdelkarim el Hems                                   | l'Équipement, Transport, Logistique et de l'Eau           | 17-07-2020 |
| 3358 | Les difficultés que trouvent les patients atteints de maladies chroniques pour obtenir des médicaments, le conseiller Abdelkarim el Hems | Santé                                                     | 17-07-2020 |



|      |                                                                                                                                                                                     |                                                            |            |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------|
| 3381 | Le sort du projet de barrage collinaire à Takerkouzt, dans le douar d'Awlad Amkadem de la commune oulad Yahya Lakrayer dans la province de Zagora, le conseiller Abdelkarim el Hems | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau         | 17-07-2020 |
| 3409 | La situation des retraités, le conseiller Abdelkarim el Hems                                                                                                                        | L'Economie, les finances et la réforme de l'administration | 17-07-2020 |
| 3487 | L'horizon de l'extension du chemin de fer jusqu'à Bouarfa et à travers celui-ci jusqu'aux provinces du sud du Royaume, le conseiller Abdelkarim el Hems                             | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau         | 17-07-2020 |
| 3613 | Les mesures prises pour proumouvoir le secteur de la santé post Covid, le conseiller Abdelkarim el Hems                                                                             | La Santé                                                   | 17-07-2020 |

| Le groupe Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme |                                                                                                                                                                      |                                                                              |                    |
|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| L'intersession entre octobre 2019 et avril 2020       |                                                                                                                                                                      |                                                                              |                    |
| Numéro de la question                                 | Sujet de la question                                                                                                                                                 | Ministère concerné                                                           | Date de la réponse |
| 2138                                                  | Réexaminer certains programmes du Plan Maroc Vert à la province d'Assa-zag, le conseiller Othmane Aila.                                                              | L'agriculture, la pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts | 02-04-2020         |
| 2218                                                  | L'utilisation de pesticides agricoles, le conseiller abdesslam lebbar                                                                                                | L'agriculture, la pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts | 02-04-2020         |
| 2219                                                  | L'utilisation de pesticides agricoles, Le conseiller abdesslam lebbar (question répétée)                                                                             | L'agriculture, la pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts | 02-04-2020         |
| 2700                                                  | La reconstruction de l'école Sidi Ibrahim à Fès, le conseiller Hassaan Slighoua                                                                                      | L'Education nationale                                                        | 02-04-2020         |
| 3045                                                  | La pollution du lac Baht dans la ville de Sidi Slimane, la conseillère Khadija Ezzoumi                                                                               | L'énergie et mines et l'environnement                                        | 02-04-2020         |
| Session d'avril 2020                                  |                                                                                                                                                                      |                                                                              |                    |
| 2703                                                  | La situation des guides non autorisés à Fès, le conseiller Hassaan Slighoua                                                                                          | Tourisme et l'artisanat et transport arien et l'économie sociale             | 04-06-2020         |
| 3265                                                  | La privation des étudiants de la Faculté des sciences juridiques et économiques de la ville de Tétouan - Martil de leurs diplômes, la conseillère Fatima El haboussi | Education nationale                                                          | 17-06-2020         |
| 3429                                                  | La montée du phénomène des malades mentaux à Ouezzane, le conseiller Mohmmehd Lachehb                                                                                | La Santé                                                                     | 17-07-2020         |

## Groupe de la Justice et du Développement

L'intersession entre la session d'Octobre 2019 et d'Avril 2020

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                                                  | Ministère concerné                                 | Date de la réponse |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------|
| 1327                  | Les mesures prises pour résoudre le problème d'une veuve d'un immigré en Hollande, concernant sa pension non déversée depuis le décès de son mari, le conseiller Nabil el Andaloussi  | Les Marocains résidant à l'étranger                | 13-02-2020         |
| 2747                  | L'ouverture du centre d'immatriculation des véhicules à Erfoud dans la province d'Errachidia, le conseiller Mbarek Ejmili                                                             | l'Équipement, le Transport, le Logistique et l'Eau | 13-02-2020         |
| 2759                  | Les effets négatifs de deux trous d'eau réalisés dans la commune du Klaz dans la province de Taounate sur les sources naturelles de la région, le conseiller Ali el Asri              | l'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 13-02-2020         |
| 2786                  | La révision de certaines pensions militaires faibles, le conseiller Ali el Asri                                                                                                       | l'Administration de la défense nationale           | 13-02-2020         |
| 2433                  | Adoption de l'adhésion du tuteur légal de l'étudiant à la Caisse nationale de sécurité sociale comme critère d'exclusion de la bourse d'études supérieures, le conseiller Ali el Asri | l'Éducation nationale                              | 21-02-2020         |

|      |                                                                                                                                                                                                                                      |                                                         |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------|
| 2516 | Le manque des facteurs dans les communes et centres urbaines de la province de Taounate, le conseiller Ali el Asri                                                                                                                   | L'industrie, le commerce, l'économie verte et numérique | 21-02-2020 |
| 2743 | L'amélioration du fonctionnement de l'hôpital provincial de Sidi Slimane en termes d'interventions chirurgicales au profit des patients et la création d'un centre de transfusion dans la province, le conseiller Abdelali Hamiddine | La Santé                                                | 21-02-2020 |
| 2744 | La reprise des travaux à l'hôpital local à Sidi Yahya Al-Gharb, le conseiller Abdelali Hamiddine                                                                                                                                     | La Santé                                                | 21-02-2020 |
| 2763 | Les dysfonctionnements que connaît le service de radiologie de l'hôpital régional de Sidi Slimane, le conseiller Abdelali Hamiddine                                                                                                  | La Santé                                                | 21-02-2020 |
| 2764 | La diminution du nombre de bénéficiaires des services du centre d'hémodialyse de Sidi Yahya Al-Gharb, le conseiller Abdelali Hamiddine                                                                                               | La Santé                                                | 21-02-2020 |
| 700  | Adopter des livres et des romans d'auteurs non Marocains dans l'enseignement de la langue française au lycée, le conseiller Ali el Asri                                                                                              | l'Éducation nationale                                   | 04-03-2020 |
| 2572 | La décharge de Saïdia, province de Berkane le conseiller Abdessamad Merimi                                                                                                                                                           | L'énergie et mine et l'environnement                    | 04-03-2020 |
| 2750 | La situation dégradé du groupe scolaire Ouled Keroum à la commune Klaz-province de Taounate, le conseiller Ali el Asri                                                                                                               | l'Éducation nationale                                   | 04-03-2020 |



|      |                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                     |            |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2784 | Accélérer l'indemnisation des propriétaires des lots de terrains alloués pour la construction de la faculté poly-disciplinaire à la commune Mazrawa, dans la province de Taounate, le conseiller Ali el Asri. | l'Éducation nationale, formation professionnelle, enseignement supérieur et recherche scientifique. | 04-03-2020 |
| 2785 | Faciliter et accélérer la construction du lycée qualifiant de Sidi Yahya Beni Zeroual à la province de Taounate, le conseiller Ali el Asri.                                                                   | l'Éducation nationale, formation professionnelle, enseignement supérieur et recherche scientifique. | 04-03-2020 |
| 2788 | Les raisons de l'exclusion de Taounate d'accueillir le volet de l'examen oral pour le recrutement des enseignants des académies, le conseiller Ali el Asri.                                                   | l'Éducation nationale, formation professionnelle, enseignement supérieur et recherche scientifique. | 04-03-2020 |
| 2790 | La publication des listes des logements fonctionnels, le conseiller Ali el Asri.                                                                                                                              | l'Éducation nationale, formation professionnelle, enseignement supérieur et recherche scientifique. | 04-03-2020 |
| 2801 | Les causes du report d'une thèse de doctorat sur le discours politique d'Abdillah Benkirane à la faculté des lettres et des sciences humaines de Martil, le conseiller Nabil el Andaloussi.                   | l'Éducation nationale, formation professionnelle, enseignement supérieur et recherche scientifique. | 04-03-2020 |
| 498  | Les problèmes de certains établissements d'enseignement à Marrakech, le conseiller Abdessalam Essikouri.                                                                                                      | l'Éducation nationale, formation professionnelle, enseignement supérieur et recherche scientifique. | 02-04-2020 |
| 762  | L'arrestation arbitraire de l'enfant Ayoub El Qadaoui, le conseiller Nabil el Andaloussi.                                                                                                                     | le Ministre d'État chargé des droits de l'homme et des relations avec le Parlement.                 | 02-04-2020 |
| 1091 | La congestion que connaît l'Agence de développement social et le gel de ses projets, le conseiller Nabil el Andaloussi.                                                                                       | la Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille.                                    | 02-04-2020 |



|      |                                                                                                                                                                        |                                                                                                             |            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1319 | La non disponibilité de la plus ancienne unité scolaire de la commune d'Ortazagh, province de Taounate, pour la rentrée scolaire 2020/2021, le conseiller Ali el Asri. | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique  | 02-04-2020 |
| 1979 | Le bilan de la délégation régional de l'Agence de développement social au niveau de l'annexe d'Al-Hoceima entre 2015 et 2018, le conseiller Nabil el Andaloussi.       | la Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille.                                            | 02-04-2020 |
| 2056 | Le secteur agricole et le Plan Maroc Vert bénéficient du plus grand barrage du pays, et c'est le barrage d'Elwahda, le conseiller Ali el Asri.                         | L'Agriculture, la pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts                                | 02-04-2020 |
| 2179 | La facturation du minimum de l'exploitation des eaux d'irrigation, le conseiller Nabil Chikhi.                                                                         | L'Agriculture, la pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts                                | 02-04-2020 |
| 2403 | Les mesures du ministère pour faciliter l'utilisation des professionnels du projet de renouvellement du parc de grands taxis, le conseiller Nabil el Andaloussi.       | L'intérieur.                                                                                                | 02-04-2020 |
| 2432 | L'exclusion du port de Tanger du quota alloué pour la pêche d'Espadon dans l'océan Atlantique, le conseiller Youssef Benjelloun.                                       | L'Agriculture, la pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts                                | 02-04-2020 |
| 2450 | L'autorisation des bateaux pêchant aux cordes de pêcher le calammar et d'autres espèces en cette année 2019, le conseiller Youssef Benjelloun.                         | L'Agriculture, la pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts                                | 02-04-2020 |
| 2754 | La réhabilitation du lycée qualifiant Moulay Ettayeb à la commune El Jorf, le conseiller Ali el Asri                                                                   | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 02-04-2020 |

|      |                                                                                                                                                                                               |                                                                                                             |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2769 | Le fonctionnement des fontaines publiques à la commune de Mazroua, province de Taounate, le conseiller Ali el Asri                                                                            | l'Équipement, le transport, la logistique et l'eau.                                                         | 02-04-2020 |
| 2776 | Le retard dans les travaux de deux collèges à la province de Taounate, le conseiller Ali el Asri                                                                                              | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 02-04-2020 |
| 2778 | La privation des élèves issues des Douars et des villages environnants les villes de bénéficiaire de l'initiative "Un Million de cartables", le conseiller Ali el Asri                        | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 02-04-2020 |
| 2813 | La congestion que connaît le service de contrôle et de la protection des végétaux à l'Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires à Khemissat, le conseiller Ali el Asri. | L'Agriculture, la pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts                                | 02-04-2020 |
| 2919 | La construction d'un collège à la commune Welkadi au cercle d'Ighram dans la province de Taroudant, le conseiller Said Essaadouni.                                                            | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 02-04-2020 |

| Groupe de la Justice et du Développement |                                                                                                                                               |                                                                                           |                    |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Session avril 2020                       |                                                                                                                                               |                                                                                           |                    |
| Numéro de la question                    | Sujet de la question                                                                                                                          | Ministère concerné                                                                        | Date de la réponse |
| 2805                                     | Accès du personnel de l'enseignement traditionnel des avantages des préposés religieux, le conseiller Ali el Asri.                            | Habous et des Affaires Islamiques.                                                        | 04-05-2020         |
| 3021                                     | Le bilan du programme de formation des imams étrangers, le conseiller Nabil Chikhi.                                                           | Habous et des Affaires Islamiques                                                         | 04-05-2020         |
| 2577                                     | La création d'une chambre d'appel au tribunal de première instance de Dakhla, le conseiller Nabil Chikhi.                                     | La justice                                                                                | 04-06-2020         |
| 2810                                     | Les cartes professionnels des guides de montagne, la conseillère Amal Mayssarra.                                                              | le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale.                      | 04-06-2020         |
| 3136                                     | L'opération du relogement des résidents des Douars Elkhairiya et Draou à Sidi Yahya Al-Gharb, le conseiller Abdessamad Merimi.                | l'Aménagement du Territoire National, l'Urbanisme, l'Habitat et la Politique de la Ville. | 04-06-2020         |
| 3138                                     | Les raisons et motifs de la suspension de L'imam de la mosquée Ibn Hazm à Oujda, le conseiller Abdessamad Merimi.                             | Habous et des Affaires Islamiques                                                         | 04-06-2020         |
| 3019                                     | L'exclusion du Douar Sidi Abderrahman situé à la commune Tizkit, province d'Ifrane du branchement à l'électricité, le conseiller Ali el Asri. | L'Énergie, les Mines et l'environnement                                                   | 17-06-2020         |
| 3453                                     | La privation de nombreux doctorants de la bourse, le conseiller Ali el Asri.                                                                  | l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique                                     | 17-06-2020         |

|      |                                                                                                                                                                       |                                                                                                             |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 3307 | Les décisions de mutation arbitraire d'une directrice régionale et d'un directeur d'un centre d'estivage, le conseiller Abdessamad Merimi.                            | Culture, jeunesse et sports                                                                                 | 26-06-2020 |
| 3308 | Les décisions de mutation arbitraire d'une directrice régionale et d'un directeur d'un centre d'estivage, le conseiller Abdessamad Merimi. (question répété)          | Culture, jeunesse et sports.                                                                                | 26-06-2020 |
| 2076 | La présence d'observateurs des élections des délégués qui assurent la sécurité des employés des entreprises minières (OCP), le conseiller Abdessamad Merimi.          | L'Énergie, les Mines et l'environnement.                                                                    | 06-07-2020 |
| 2792 | La souffrance des élèves du Douar Sahal Sihar de la commune Etrokot dans la province de Driwech, le conseiller Nabil el Andaloussi.                                   | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 06-07-2020 |
| 2955 | Le retard de paiement des indemnités de charges administratives de certains nouveaux administrateurs éducatifs, le conseiller Ali el Asri.                            | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 06-07-2020 |
| 3316 | Les mesures préventives prises dans les établissements de production qui continuent de travailler durant l'état d'urgence sanitaire, le conseiller Abdessamad Merimi. | L'Industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                                                     | 06-07-2020 |
| 3327 | Le manque des masques sanitaires, le conseiller Ali el Asri.                                                                                                          | L'Industrie, le commerce, l'économie verte et numérique                                                     | 06-07-2020 |
| 3446 | Le sort de l'année scolaire de l'enseignement traditionnel et les mesures de versement des bourses aux étudiants, le conseiller Nabil el Andaloussi.                  | Habous et des Affaires Islamiques.                                                                          | 06-07-2020 |



|      |                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                             |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 3459 | L'impact de la pandémie du Coronavirus sur le secteur du tourisme, le conseiller Said Essaadouni.                                                                                                | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale.                                        | 06-07-2020 |
| 3460 | L'impact de la pandémie du Coronavirus sur le secteur du tourisme, le conseiller Said Essaadouni.(question répétée)                                                                              | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale.                                        | 06-07-2020 |
| 3473 | L'impact de propagation du coronavirus sur l'artisanat, la conseillère Amal Mayssarra.                                                                                                           | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale.                                        | 06-07-2020 |
| 3512 | L'accélération de la mise en œuvre du projet de la numérisation des services administratifs fournis par les administrations du ministère au profit de leurs usagers, le conseiller Nabil Chikhi. | L'Énergie, les Mines et l'environnement.                                                                    | 06-07-2020 |
| 3542 | Les mesures visant à soutenir les propriétaires d'auto-écoles à faire face aux effets de la pandémie du Coronavirus, le conseiller Ali el Asri.                                                  | Equipement, transport, logistique et eau.                                                                   | 06-07-2020 |
| 3588 | La privation d'un étudiant doctorant de son droit à la bourse, le conseiller Nabil el Andaloussi.                                                                                                | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 06-07-2020 |
| 2521 | Statuer sur les recours liés au mouvement des cadres des académies, le conseiller Ali el Asri.                                                                                                   | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 17-07-2020 |
| 2748 | Les mesures prises pour le renforcement des ressources humaines médicales et paramédicales à la province de Larache, le conseiller Nabil el Andaloussi.                                          | La Santé.                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 2804 | La contribution de certains concours à combler le déficit en matière des cadres de l'enseignement, le conseiller Ali el Asri.                                                                    | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 17-07-2020 |



|      |                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                             |            |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2808 | La situation des enseignants de la langue arabe et la culture Marocaine aux enfants de Marocains résidant à l'étranger (promotion 2013) après la fin de leur mise à disposition de la Fondation Hassan II des Marocains résidant à l'étranger, le conseiller Abdelali Hamiddine | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 17-07-2020 |
| 2954 | Amélioration des salaires et des conditions de travail des médecins du secteur public au Maroc, le conseiller Nabil el Andaloussi.                                                                                                                                              | La Santé.                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 2967 | Inclure la vaccination contre la méningite dans le calendrier national de vaccination, le conseiller Nabil Chikhi.                                                                                                                                                              | La Santé.                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 2978 | Assurer aux immigrés et des réfugiés l'accès aux soins dans les mêmes conditions que les Marocains, le conseiller Nabil Chikhi.                                                                                                                                                 | La Santé.                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 3323 | Accélération de l'ouverture de l'hôpital provincial de Driwech, le conseiller Nabil el Andaloussi.                                                                                                                                                                              | La Santé.                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 3324 | Les mesures à prendre pour révéler les circonstances de l'acquisition et de la distribution de produits pharmaceutiques ne respectant pas les conditions sanitaires aux cadres de Santé dans la province de Fès, le conseiller Abdessamad Merimi.                               | La Santé.                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 3330 | Les services de l'Institut Pasteur à Tanger, le conseiller Mohamed el Bachir el Abdellaoui                                                                                                                                                                                      | La Santé.                                                                                                   | 17-07-2020 |

|      |                                                                                                                                                                                                                                                             |           |            |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------|
| 3415 | L'approbation d'un statut de la fonction publique hospitalière qui répond aux particularités qui caractérisent les professions médicales et offre à son personnel une satisfaction matérielle et morale, le conseiller Abdessamad Merimi.                   | La Santé. | 17-07-2020 |
| 3416 | L'approbation d'un statut de la fonction publique hospitalière qui répond aux particularités qui caractérisent les professions médicales et offre à son personnel une satisfaction matérielle et morale, le conseiller Abdessamad Merimi. (question répété) | La Santé. | 17-07-2020 |
| 3420 | L'approbation d'un statut de la fonction publique hospitalière qui répond aux particularités qui caractérisent les professions médicales et offre à son personnel une satisfaction matérielle et morale, le conseiller Abdessamad Merimi. (question répété) | La Santé. | 17-07-2020 |
| 3421 | L'approbation d'un statut de la fonction publique hospitalière qui répond aux particularités qui caractérisent les professions médicales et offre à son personnel une satisfaction matérielle et morale, le conseiller Abdessamad Merimi. (question répété) | La Santé. | 17-07-2020 |

|      |                                                                                                                                                                                                |                                                              |            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------|
| 3458 | Soutenir les préposés religieux, le conseiller Said Saadouni.                                                                                                                                  | Habous et des Affaires Islamiques.                           | 17-07-2020 |
| 3472 | Régulariser la situation administrative et financière des infirmiers et des techniciens remplissant les conditions d'avancement à la classe exceptionnelle, le conseiller Abdelali Hamiddine.  | La Santé.                                                    | 17-07-2020 |
| 3508 | Accélération de la mise en œuvre du projet de la numérisation des services administratifs fournis par les administrations du ministère au profit de leurs usagers, le conseiller Nabil Chikhi. | l'Equipement, le transport, la logistique et l'eau.          | 17-07-2020 |
| 3518 | Les mesures prises pour le traitement des dossiers revendicatifs des doctorants de la fonction publique, le conseiller Nabil el Andaloussi.                                                    | l'économie , les finances et la réforme de l'administration. | 17-07-2020 |
| 3530 | L'opérationnalisation du dispositif de l'imagerie par résonance magnétique IRM, la conseillère Karima Afillal                                                                                  | La Santé.                                                    | 17-07-2020 |

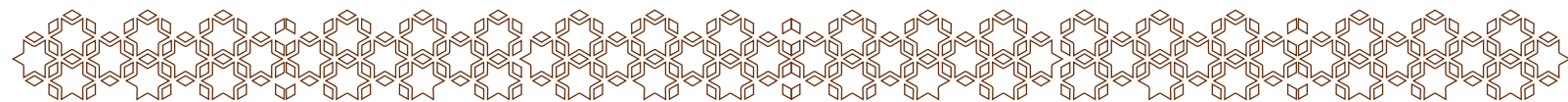
## Groupe Haraki

### L'intersession entre Octobre 2019 et Avril 2020.

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                         | Ministère concerné                                                                                          | Date de la réponse |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 2616                  | La création d'un institut supérieur, le conseiller Tayeb El Bakalli          | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 04-03-2020         |
| 2921                  | Création d'un lycée et un collège à Driwech, le conseiller Tayeb El Bakalli. | l'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. | 02-04-2020         |

### Session d'Avril 2020

|      |                                                                                                                                                                                                       |                                                                      |            |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------|
| 3374 | Les répercussions de la pandémie du Coronavirus sur le secteur du tourisme et ses manifestations négatives sur celui-ci. le conseiller. Abderahman Drissi                                             | le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale. | 06-07-2020 |
| 3378 | Les mesures prises pour faire face aux répercussions économiques de l'épidémie du coronavirus dans la région de Draa Tafilalet, spécialement la ville de Ouarzazate, le conseiller Abderahman Drissi. | le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale. | 06-07-2020 |
| 3531 | Les répercussions de la pandémie du Coronavirus sur le secteur du tourisme et les moyens de la surmonter après la levée du confinement et l'état d'urgence sanitaire, le conseiller Abderahman Drissi | le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale. | 06-07-2020 |



|      |                                                                                                                                                                                                 |                                                     |            |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------|
| 3375 | Les mesures prises pour assurer la pérennité des sociétés de production cinématographique suite à l'arrêt de travail complet due à la pandémie du Coronavirus, le conseiller Abderahman Drissi. | la Culture, la jeunesse et les sports.              | 17-07-2020 |
| 3377 | La programmation d'un centre de lutte contre le cancer à Ouarzazate, le conseiller Abderahman Drissi.                                                                                           | La santé.                                           | 17-07-2020 |
| 3611 | L'impact du Coronavirus sur le transport public et les transporteurs, le conseiller Abderahman Drissi.                                                                                          | l'Equipement, le transport, la logistique et l'eau. | 17-07-2020 |





## Groupe du Rassemblement National des Indépendants

L'intersession entre Octobre 2019 et Avril 2020.

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                         | Ministère concerné                                 | Date de la réponse |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------|
| 1655                  | La coupure fréquente de l'eau potable dans la zone de Haha, à la province d'Essaouira, le conseiller Mohamed Ba Hnini.       | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 13-02-2020         |
| 2503                  | La restauration du fleuve l'Atkal de la commune de Timolilet-province d'Azilal, le conseiller Abdelkader Salama.             | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 13-02-2020         |
| 2471                  | La réhabilitation du réseau routier aux Douars de la commune Ait Walal à la province de Zagora, le conseiller Lahcen Oudate. | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 21-02-2020         |
| 2501                  | La coupure de l'eau potable aux Douars de la commune Fom Eljomaa, à la province d'Azilal, le conseiller Mohamed el Bakkouri. | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 21-02-2020         |
| 2530                  | La pénurie de l'eau potable aux villages et Douars des communes de la province Berrechid, le conseiller Mohamed el Bakkouri. | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 21-02-2020         |
| 2540                  | La pénurie de l'eau potable aux Douars de la commune de Tafni, à la province d'Azilal, le conseiller Mohamed el Bakkouri.    | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 21-02-2020         |

|      |                                                                                                                                                |                                                    |            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| 2548 | La pénurie de l'eau potable au quartier d'Ait Oumghar à Demnate, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                            | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 21-02-2020 |
| 2549 | L'absence de l'eau potable à la commune d'Ait Amehamed, à la province d'Azilal, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                             | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 21-02-2020 |
| 2551 | La pénurie de l'eau potable et d'irrigation au Douar Ain Trid à la commune Amarsid de la province de Midelt, le conseiller Lahcen Oudaie.      | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau | 21-02-2020 |
| 2627 | La création d'un centre d'oncologie pour le traitement du cancer à la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                      | La santé                                           | 21-02-2020 |
| 2628 | La création d'un service d'urgence au centre de santé urbain d'Azeghanghan, à la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.           | La santé                                           | 21-02-2020 |
| 2629 | La création de centres médicaux pour le traitement des addictions dans le monde rural à la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama. | La santé                                           | 21-02-2020 |
| 2630 | La création de centres de diagnostic de la tuberculose dans la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                             | La santé                                           | 21-02-2020 |
| 2631 | Création d'un dispensaire multidisciplinaire à la commune de Bouarak dans la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.               | La santé                                           | 21-02-2020 |
| 2632 | L'équipement des centres de santé dans les zones rurales et reculées à la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                  | La santé                                           | 21-02-2020 |

|      |                                                                                                                                                                  |          |            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------------|
| 2633 | La réhabilitation du dispensaire à la commune de Zayo de la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                                                  | La santé | 21-02-2020 |
| 2634 | La réhabilitation des dispensaires ruraux dans la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                                                            | La santé | 21-02-2020 |
| 2635 | Améliorer les services de santé dans les centres de traitement des maladies mentales dans la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                 | La santé | 21-02-2020 |
| 2636 | Le manque de médecins dans les centres de santé pour traiter les maladies mentales et psychologiques dans la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama. | La santé | 21-02-2020 |
| 2637 | La souffrance des familles des enfants de la Lune dans la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                                                    | La santé | 21-02-2020 |
| 3644 | La création de centres de santé multidisciplinaires dans les zones rurales à la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                              | La santé | 21-02-2020 |
| 2645 | La création de centres hospitaliers pour le traitement du cancer à la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                                        | La santé | 21-02-2020 |
| 2691 | La création de centres de santé multidisciplinaires dans les communes rurales de la province d'Agadir, le conseiller Abdelkader Salama.                          | La santé | 21-02-2020 |

|      |                                                                                                                                                                       |          |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------------|
| 2692 | La réation de centres d'addictologie dans les zones rurales à la province d'Agadir, le conseiller Abdelkader Salama.                                                  | La santé | 21-02-2020 |
| 2693 | La création et la généralisation des dispensaires pluridisciplinaires de proximité à la province d'Agadir, le conseiller Abdelkader Salama.                           | La santé | 21-02-2020 |
| 2717 | La réalité sur l'apparition de l'épidémie de la tuberculose à l'hôpital Saada des maladies mentales et psychiatriques à Marrakech, le conseiller Mohamed el Bakkouri. | La santé | 21-02-2020 |
| 2815 | La situation désastreuse du secteur de la santé à la province de Khenifra, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                                         | La santé | 21-02-2020 |
| 2817 | La réhabilitation du centre hospitalier de Khenifra, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                                                               | La santé | 21-02-2020 |
| 2846 | La lutte contre la violence au sein les établissements de santé à la région de Beni Mellal-Khenifra, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                               | La santé | 21-02-2020 |
| 2853 | L'amélioration des services du centre de santé à la commune d'Aswalem, province de Berrechid, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                      | La santé | 21-02-2020 |
| 2855 | L'équipement et la réhabilitation de l'hôpital Imilchil à la province de Midelt, le conseiller Lahcen Oudaie.                                                         | La santé | 21-02-2020 |



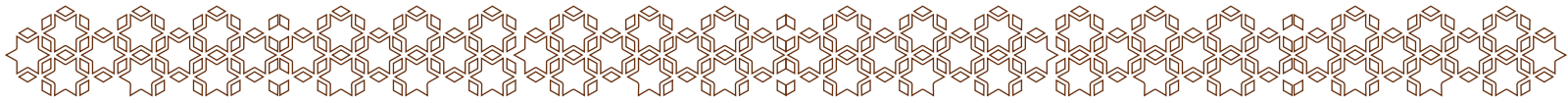
|      |                                                                                                                                                                                 |                                                                                                            |            |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2867 | La création d'un centre de diagnostic de la tuberculose et des maladies psychiatriques à la commune de Mezquitam, dans la province de Guercif, le conseiller Abdelkader Salama. | La santé                                                                                                   | 21-02-2020 |
| 2868 | La création d'un centre d'addictologie à la commune de Mezquitam, dans la province de Guercif, le conseiller Abdelkader Salama.                                                 | La santé                                                                                                   | 21-02-2020 |
| 2869 | La création d'un dispensaire multidisciplinaire à la commune de Mezquitam, dans la province de Guercif, dans le conseiller Abdelkader Salama.                                   | La santé                                                                                                   | 21-02-2020 |
| 2874 | La situation sanitaire dégradé à la commune de Mezquitam, dans la province de Guercif, le conseiller Abdelkader Salama.                                                         | la Solidarité, le Développement Social, l'égalité et la Famille                                            | 04-03-2020 |
| 1546 | La détérioration de l'état de la maison de retraite à Sefrou, le conseiller Mohamed AABOU.                                                                                      | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 04-03-2020 |
| 2553 | Améliorer la qualité et la sécurité de l'eau potable à Ain Ouda, le conseiller Abdelkader Salama.                                                                               | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 04-03-2020 |
| 2561 | la qualité de l'eau potable à Mechra Belksiri, province de Sidi Kacem, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                                                       | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 04-03-2020 |
| 2657 | La création d'une école communale dans le quartier d'Ait Omghar, à Damnate, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                                                  | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 04-03-2020 |



|      |                                                                                                                                                |                                                                                                            |            |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2679 | Améliorer les conditions des établissements d'enseignement à la province d'Agadir, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                          | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 04-03-2020 |
| 2738 | Améliorer la qualité et la sécurité de l'eau potable aux Douars l'Aayaita, province de Beni Mellal, le conseiller Mohamed el Bakkouri.         | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 04-03-2020 |
| 2830 | L'amélioration de la situation des établissements d'enseignement de Oued Zem dans la province de Khouribga, le conseiller Mohamed el Bakkouri. | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 04-03-2020 |
| 2832 | La création d'un noyau universitaire dans la province de Chtouka Ait Baha, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                  | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 04-03-2020 |
| 2864 | La création des écoles communales à la commune de Mezkitam, province de Guercif, le conseiller Abdelkader Salama.                              | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 04-03-2020 |
| 1359 | La situation du marché Aazib Al-Derii dans la ville de Safi, le conseiller Abdelaziz Bouhdoud.                                                 | L'intérieur                                                                                                | 04-03-2020 |
| 1378 | La sécheresse de l'oasis d'Azkor, à la commune d'Anif, province de Tinghir, le conseiller Lahcen Oudaie.                                       | l'Agriculture, la pêche maritime, le développement rural, les eaux et forêts.                              | 04-03-2020 |
| 1593 | Le sort du projet Dar Taliba dans le village de Zouaqween à la commune de Sidi Radwan, province d'Ouazzane, le conseiller Mohamed el Bakkouri. | Solidarité, développement social, égalité et famille                                                       | 04-03-2020 |
| 1734 | La création d'un marché modèle dans la préfecture de Ben M'sik à Casablanca, le conseiller Abdelkader Salama.                                  | L'intérieur                                                                                                | 02-04-2020 |

|      |                                                                                                                                                         |                                                                                                            |            |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2292 | Absence de raccordement au réseau électrique à l'association Askar, à Khemissat, le conseiller Mohamed El Kandoussi                                     | L'Énergie, les Mines et l'environnement.                                                                   | 02-04-2020 |
| 2507 | Le renforcement des routes et des pistes dans les Douars de la commune Tazarine dans la province de Zagora, le conseiller Lahcen Oudaie.                | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 02-04-2020 |
| 2528 | Le renforcement du parc de transport scolaire aux Douars de la province d'Al-Haouz, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                  | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |
| 2605 | La pénurie de l'eau potable aux Douars des zones montagneuses à la province de Chtouka Ait Baha, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                     | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 02-04-2020 |
| 2606 | La création d'écoles communales dans les zones montagneuses à la province de Khemissat, le conseiller Mohamed El Kandoussi                              | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |
| 2608 | La restructuration de l'école d'Ait Ammar à la province de Marrakech, le conseiller Lahcen Oudaie.                                                      | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |
| 2646 | L'absence de passage piétons et de signalisation routière dans le périmètre de l'école primaire Hay Al-Salam à Salé, le conseiller Mohamed el Bakkouri. | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |
| 2714 | Le retard de création d'une administration éducative au Douar Ait Ismail, à la commune Taklaft, province d'Azilal, le conseiller Mohamed el Bakkouri.   | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |

|      |                                                                                                                                                          |                                                                                                            |            |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2836 | La situation du groupe scolaire Al Bassatin à la commune de Souihla à Marrakech, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                      | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |
| 2840 | L'absence de bus scolaires à Douar al-Sahira à Sefrou, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                                                                | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |
| 2850 | Le renforcement des moyens de transport scolaire à la commune de Takrikra, dans la province d'Ifrane, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                 | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |
| 2876 | L'amélioration des services de télécommunications dans les douars de la commune de Mezquitam, à la province de Guercif, le conseiller Abdelkader Salama. | Industrie, commerce, économie verte et numérique.                                                          | 02-04-2020 |
| 2877 | La perte des ressources en eau à la commune de Mezquitam, province de Guercif, le conseiller Abdelkader Salama.                                          | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 02-04-2020 |
| 2896 | L'absence de bus scolaires dans la commune rurale d'Amer à Salé, le conseiller Abdelkader Salama.                                                        | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |
| 2930 | La création d'une école communale dans la commune de Bouarak, province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama.                                        | L'Éducation Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 02-04-2020 |
| 2931 | La création de centre de lutte contre l'analphabétisme aux Douars de la province de Midelt, le conseiller Lahcen Oudaie.                                 | Ministre d'État chargé des droits de l'homme et des relations avec le Parlement                            | 02-04-2020 |
| 2938 | Les coupures d'électricité fréquentes et soudaines à la commune d'Ouelad Saïd Al-Kasbah, province de Settât, le conseiller Mohamed el Bakkouri.          | L'Énergie, les Mines et l'environnement.                                                                   | 02-04-2020 |



|      |                                                                                                                                         |                                                          |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------|
| 2950 | La pénurie de l'eau potable à la commune de Fam-Elansar, province de Beni Mellal, le conseiller Mohamed el Bakkouri.                    | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau       | 02-04-2020 |
| 2983 | L'amélioration des services de télécommunications dans les communes rurales de la province d'Agadir, le conseiller Mohamed el Bakkouri. | L'Industrie, le commerce, l'économie verte et numérique. | 02-04-2020 |
| 2984 | L'amélioration du débit, des communications téléphoniques et d'internet à la province d'Agadir, le conseiller Mohamed el Bakkouri.      | L'Industrie, le commerce, l'économie verte et numérique. | 02-04-2020 |





## Groupe du Rassemblement National des Indépendants

Session d'avril 2020

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                               | Ministère concerné                                                                        | Date de la réponse |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 2683                  | Les vieilles maisons menaçant ruine à Agadir, le conseiller Abdelkader Salama                                      | l'Aménagement du Territoire National, l'Urbanisme, l'Habitat et la Politique de la Ville  | 15-04-2020         |
| 2689                  | La création des espaces verts dans la zone urbaine d'Agadir, le conseiller Abdelaziz Bouhdoud                      | l'Aménagement du Territoire National, l'Urbanisme, l'Habitat et la Politique de la Ville  | 15-04-2020         |
| 2882                  | La gestion des déchets clandestins à la commune de Mezquitam, province de Guercif, le conseiller Abdelkader Salama | L'Energie, les Mines et l'Environnement                                                   | 15-04-2020         |
| 2893                  | La décharge à la province de Mediouna, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                           | L'Energie, les Mines et l'Environnement                                                   | 15-04-2020         |
| 2897                  | L'absence d'espaces verts à Skhirate, le conseiller Abdelkader Salama                                              | l'Aménagement du Territoire National, l'Urbanisme, l'Habitat et la Politique de la Ville  | 15-04-2020         |
| 2907                  | La création de parcs et d'espaces verts dans la zone urbaine d'Essaouira, le conseiller Mohamed el Bakkouri        | l'Aménagement du Territoire National, l'Urbanisme, l'Habitat et la Politique de la Ville  | 15-04-2020         |
| 2909                  | La situation dramatique de la plage de Sidi Belkheir, à la province d'El Jadida, le conseiller Abdelkader Salama   | L'Energie, les Mines et l'Environnement                                                   | 15-04-2020         |
| 1698                  | L'état des espaces verts dans la préfecture de Ben M'sik à Casablanca, le conseiller Mohamed El Bakkouri           | l'Aménagement du Territoire National, l'Urbanisme, l'Habitat et la Politique de la Ville. | 04-05-2020         |



|      |                                                                                                                                                  |                                                                                          |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2820 | L'augmentation des prix des factures d'eau potable à Assa Zag, le conseiller Abdelkader Salama                                                   | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                       | 04-05-2020 |
| 2987 | Le sort du barrage de Tanzimte à la commune Hassia, la province de Tinghir, le conseiller Lahcen Oudaie                                          | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                       | 04-05-2020 |
| 3052 | La création d'espaces verts et de proximité dans la région de Draa Tafilalet, le conseiller Lahcen Oudaie                                        | l'Aménagement du Territoire National, l'Urbanisme, l'Habitat et la Politique de la Ville | 04-05-2020 |
| 1829 | L'absence d'espaces verts et de proximité au Douar El ghazwa à la province d'El-Jadida, le conseiller Abdelkader Salama                          | l'Aménagement du Territoire National, l'Urbanisme, l'Habitat et la Politique de la Ville | 15-05-2020 |
| 2641 | Encourager le soutien des petites et moyennes entreprises nationales à la province de Nador, le conseiller Abdelkader Salama                     | L'Industrie, le Commerce, l'Economie Verte et Numérique                                  | 15-05-2020 |
| 3071 | Amélioration des services de télécommunications aux douars de la région de l'Oriental, le conseiller Abdelkader Salama                           | L'Industrie, le Commerce, l'Economie Verte et Numérique                                  | 15-05-2020 |
| 3073 | La faiblesse du réseau de communications et d'internet à haut débit dans la Région de Laayoune-Sakia El Hamra, le conseiller Mohamed El Bakkouri | L'Industrie, le Commerce, l'Economie Verte et Numérique                                  | 15-05-2020 |
| 3074 | Absence de couverture du réseau de communications téléphoniques portables à la province de Berkane, le conseiller Abdelkader Salama              | L'Industrie, le Commerce, l'Economie Verte et Numérique                                  | 15-05-2020 |

|      |                                                                                                                                                                       |                                                         |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------|
| 3075 | L'absence et la faiblesse du réseau de communication et d'internet dans les zones montagneuses et rurales à la province de Rehamna, le conseiller Mohamed El Bakkouri | L'Industrie, le Commerce, l'Economie Verte et Numérique | 15-05-2020 |
| 3288 | L'amélioration des services de télécommunications dans les zones rurales et montagneuses à la province de Taounate, le conseiller Mohamed el Bakkouri                 | L'Industrie, le Commerce, l'Economie Verte et Numérique | 15-05-2020 |
| 3296 | La faible couverture du réseau d'internet à haut débit dans les zones reculées de la province de Tan-Tan, le conseiller Mohamed el Bakkouri                           | L'Industrie, le Commerce, l'Economie Verte et Numérique | 15-05-2020 |
| 3297 | La faiblesse du réseau de communication et d'internet à haut débit dans les zones reculées à la Région de Laayoune-Sakia El Hamra, le conseiller Mohamed el Bakkouri  | Industrie, commerce, économie verte et numérique.       | 04-06-2020 |
| 2647 | La cherté des factures d'électricité à Ain Aouda, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                                                                   | L'Industrie, le Commerce, l'Economie Verte et Numérique | 17-06-2020 |
| 2939 | La hausse des factures d'électricité à la province de Jerrada, le conseiller Abdelkader Salama                                                                        | L'Energie, les Mines et l'Environnement                 | 17-06-2020 |
| 2839 | Le sort du raccordement à l'eau potable dans le quartier de Taghza Akkrkaw, à la commune de Derarga à Agadir. Le conseiller Mohamed el Bakkouri                       | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau      | 26-06-2020 |
| 1370 | Le problème du goût de l'eau potable dans la ville de Sidi Kacem, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                                                   | L'Equipement, le Transport, la Logistique et l'Eau      | 06-07-2020 |

|      |                                                                                                                                                     |                                                                                                            |            |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2601 | La détérioration de l'état du tronçon de la commune d'Adai Ait Harbil, à la province de Guelmim, le conseiller Mohamed el Bakkouri                  | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 06-07-2020 |
| 2932 | La création d'un noyau de lycée dans la commune de Tifert Nayt Hamza à la province d'Azilal, le conseiller Mohamed el Bakkouri                      | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 06-07-2020 |
| 2933 | La création d'un collège modèle dans la commune de Tifert Nayt Hamza à la province d'Azilal, le conseiller Mohamed el Bakkouri                      | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 06-07-2020 |
| 2949 | La hausse des factures d'eau potable dans la province de Jerrada, le conseiller Abdelkader Salama                                                   | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 06-07-2020 |
| 3015 | Le renforcement du parc du transport scolaire dans le monde rural et les zones reculées à la province de Tétouan, le conseiller Mohamed el Bakkouri | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 06-07-2020 |
| 3016 | Le renforcement du parc de transport scolaire dans les zones montagneuses et reculées de la région de Fès Meknès. Le conseiller Mohamed Elkandoussi | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 06-07-2020 |
| 3017 | La généralisation des écoles communales dans le monde rural et les zones montagneuses de la Région de Draa Tafilalet, le conseiller Lahcen Oudaie   | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 06-07-2020 |
| 3036 | L'absence de bus scolaire au Douar d'Al-Nazaala, province d'Azilal, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                               | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 06-07-2020 |

|      |                                                                                                                                                                                  |                                                                                                            |            |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 3041 | Réparer la route Awlad Al-Sufyani dans la commune d'Awlad Khrouf à la province de Seraghna, le conseiller Abdelkader Salama                                                      | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 06-07-2020 |
| 3042 | La réparation de la route entre Douar Nazala et le centre de la commune dans la province d'Azilal, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                             | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 06-07-2020 |
| 3053 | Améliorer l'état des établissements d'enseignement dans la région de l'Oriental, le conseiller Abdelkader Salama                                                                 | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 06-07-2020 |
| 3070 | Promouvoir le climat d'investissement pour la région de l'Oriental, le conseiller Abdelkader Salama                                                                              | L'Énergie, les Mines et l'Environnement                                                                    | 06-07-2020 |
| 3079 | La création de service d'urgence de proximité dans les zones rurales à la province de Taza, le conseiller Lahcen Oudaie                                                          | L'Éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 06-07-2020 |
| 3099 | La pénurie d'eau dans la province de Berrechid, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                                                                                | L'Équipement, le Transport, la Logistique et l'Eau                                                         | 06-07-2020 |
| 2687 | La création des établissements de protection sociale dans le milieu rural et les zones isolées à la province d'Agadir, le conseiller Abdelaziz Bouhdoud                          | La Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille                                            | 17-07-2020 |
| 2690 | La création de centres de diagnostic de la tuberculose et des maladies psychiatriques dans les zones rurales et reculées à la province d'Agadir, le conseiller Abdelkader Salama | La santé                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 2698 | La détérioration de la situation sanitaire dans la commune d'Agadir, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                                                           | La santé.                                                                                                  | 17-07-2020 |



|      |                                                                                                                                                  |                                                                                                            |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2865 | La création des établissements de protection sociale dans la commune de Mezquitam, province de Guercif, le conseiller Abdelkader Salama          | La Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille                                            | 17-07-2020 |
| 2873 | L'amélioration de la situation des établissements d'enseignement à la commune de Mezquitam, province de Guercif, le conseiller Abdelkader Salama | L'Education nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 17-07-2020 |
| 2891 | La création d'un dispensaire multidisciplinaire dans la commune de Sidi El maki, province de Berrechid, le conseiller Mohamed el Bakkouri        | La santé                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 2941 | La création de maison de naissance dans la commune de Fum El-Ansar, province de Beni Mellal, le conseiller Mohamed el Bakkouri                   | La santé                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 2942 | La création de centre de santé multidisciplinaire à la commune de Fum El-Ansar, province de Beni Mellal, le conseiller Mohamed el Bakkouri       | La santé                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 2945 | L'amélioration des services du centre de santé à la commune Otribat, province de Midelt, le conseiller Lahcen Oudaie                             | La santé                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 3011 | La situation des complexes de protection sociale dans la Région de Marrakech-Safi. Le conseiller Abdelkader Salama                               | La Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille                                            | 17-07-2020 |
| 3013 | L'état des établissements d'enseignement dans les zones reculées, à la province de Midelt. Le conseiller Lahcen Oudaie                           | L'Education nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 17-07-2020 |
| 3014 | La création d'une école communale dans la commune de Mibladen, province de Midelt. Le conseiller Lahcen Oudaie                                   | L'Education nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 17-07-2020 |



|      |                                                                                                                                        |                                                                                                            |            |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 3032 | La création de centre d'addictologie dans la région de Fès-Meknès, le conseiller Abdelkader Salama                                     | La santé                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 3034 | La création d'un centre de santé multidisciplinaire dans la commune de Mibladen, province de Midelt, le conseiller Lahcen Oudaie       | La santé                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 3035 | Équiper et réhabiliter le dispensaire rural dans la zone d'Azghar Awrach, à la province de Khenifra, le conseiller Mohamed el Bakkouri | La santé                                                                                                   | 17-07-2020 |
| 3047 | La création d'écoles communales dans les zones montagneuses à la province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama                     | L'Education nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique | 17-07-2020 |
| 3048 | La création de Dar Ettalib et Ettaliba à la province de Larache, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                     | La Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille                                            | 17-07-2020 |
| 3049 | La création des établissements de protection sociale dans la province de Berkane, le conseiller Abdelkader Salama                      | La Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille                                            | 17-07-2020 |
| 3051 | La situation des complexes de protection sociale dans la région de Beni Mellal-Khenifra, le conseiller Mohamed el Bakkouri             | La Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille                                            | 17-07-2020 |
| 3054 | Améliorer l'état des établissements d'enseignement dans la région de Draa Tafilalet, le conseiller Lahcen Oudaie                       | La Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille                                            | 17-07-2020 |
| 3076 | La création de centre de diagnostic de la tuberculose dans la province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama                        | La santé                                                                                                   | 17-07-2020 |

|      |                                                                                                                                                        |          |            |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------------|
| 3078 | La création de centre de diagnostic de la tuberculose et des maladies respiratoires dans la région de l'Oriental, le conseiller Abdelkader Salama      | La santé | 17-07-2020 |
| 3079 | La création des urgences de proximité dans les zones rurales de la province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama                                   | La santé | 17-07-2020 |
| 3080 | La création d'un dispensaire local multidisciplinaire dans la commune de Rekada, à la province de Tiznit, le conseiller Mohamed el Bakkouri            | La santé | 17-07-2020 |
| 3081 | La création de dispensaires multidisciplinaires de proximité dans la région de Beni Mellal-Khenifra, le conseiller Abdelkader Salama                   | La santé | 17-07-2020 |
| 3082 | L'absence d'injections pour inciter les femmes enceintes à accoucher dans les centres de santé de la province de Taza, le conseiller Abdelkader Salama | La santé | 17-07-2020 |
| 3089 | La détérioration de la situation sanitaire dans la commune de El gara, province de Berrechid, le conseiller Mohamed el Bakkouri                        | La santé | 17-07-2020 |
| 3101 | La création d'un dispensaire multidisciplinaire dans la commune Ounain dans la province de Taroudant, le conseiller Abdelaziz Bouhdoud                 | La santé | 17-07-2020 |
| 3102 | Améliorer les conditions de l'hôpital Prince Moulay Abdellah de Salé, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                                | La santé | 17-07-2020 |

|      |                                                                                                                                                                            |                                                                 |            |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------|
| 3281 | La situation sanitaire dramatique dans la commune Dar al-Kabdani dans la province de Drivetch, le conseiller Abdelkader salama                                             | La santé                                                        | 17-07-2020 |
| 3290 | Soutenir les établissements de la protection sociale dans la province d'El Hajeb, le conseiller Abdelkader salama                                                          | La Solidarité, le développement social, l'égalité et la famille | 17-07-2020 |
| 3339 | Le manque d'un laboratoire de surveillance épidémiologique du coronavirus dans la Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, le conseiller Mohamed el Bakkouri                   | La santé                                                        | 17-07-2020 |
| 3340 | Le manque d'un laboratoire de surveillance épidémiologique du coronavirus dans la Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, le conseiller Mohamed el Bakkouri (question répété) | La santé                                                        | 17-07-2020 |
| 3413 | La détérioration de la situation sanitaire dans la commune de Beni Razin, province de Chefchaouen, le conseiller Mohamed el Bakkouri                                       | La santé                                                        | 17-07-2020 |
| 3418 | La détérioration de la situation sanitaire dans la commune de Beni Razin, province de Chefchaouen, le conseiller Mohamed el Bakkouri (question répété)                     | La santé                                                        | 17-07-2020 |

## Groupe socialiste

L'intersessions entre Octobre 2019 et Avril 2020.

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                  | Ministère concerné                                                                                         | Date de la réponse |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 787                   | La création d'un internat au collège Al-Hassan ben Muhammad Al-Dekik, à Sabt Al-Nabour, de la province de Sidi Ifni le conseiller Abdelouahab belfkih | L'Education Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 04-03-2020         |
| 2699                  | Ne pas titulariser le professeur Abdelhafid Ameiza et geler sa promotion depuis l'année 2000, le conseiller Abdelhamid fatihi                         | L'Education Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 04-03-2020         |

Session d'Avril 2020

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                                                                                      | Ministère concerné                                                                                         | Date de la réponse |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 2860                  | La faible couverture du réseau de téléphonie mobile et d'internet dans la commune fifi, circonscription de Bab Taza, province de Chefchaouen, le conseiller Mohamed Alami | L'Industrie, le Commerce, l'économie Verte et Numérique                                                    | 15-05-2020         |
| 3605                  | La promotion du tourisme interne, le conseiller Mohamed Rayhan                                                                                                            | Le Tourisme, l'artisanat, le transport aérien et l'économie sociale                                        | 17-07-2020         |
| 3624                  | La possibilité du réexamen de l'accès aux instituts et écoles supérieures après l'obtention du baccalauréat, le conseiller Mohamed Rayhan                                 | L'Education Nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 17-07-2020         |

## Groupement de la Confédération démocratique du Travail

Session d'Avril 2020

| Numéro de la question | Sujet de la question                                                                                               | Ministère concerné                                                                                         | Date de la réponse |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 2802                  | Le retard de versement des bourses des professeurs de l'enseignement traditionnel, le conseiller Abdelhak Hissane. | les Habous et des Affaires Islamiques                                                                      | 04-05-2020         |
| 3298                  | Le transfert abusif de M. Bouazza Lamrahi, les membres de groupement                                               | la Culture, la Jeunesse et les Sports                                                                      | 26-06-2020         |
| 2597                  | L'atteinte du droit de protester, la conseillère Rajae Kessab                                                      | les Droits de l'Homme et les Relations avec le Parlement                                                   | 17-07-2020         |
| 2598                  | L'atteinte du droit de protester, la conseillère Rajae Kessab                                                      | les Droits de l'Homme et les Relations avec le Parlement                                                   | 17-07-2020         |
| 2816                  | Le statut des enseignantes et des enseignants du cycle élémentaire, la conseillère Rajae Kessab                    | l'Éducation nationale, la Formation Professionnelle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique | 17-07-2020         |





**Troisième partie:**  
**Diplomatie parlementaire**







# Table des matières

|                            |            |
|----------------------------|------------|
| <b>I-Introduction.....</b> | <b>435</b> |
|----------------------------|------------|

|                                                                                                        |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>II- Bilan des activités et des initiatives diplomatiques de la<br/>Chambre des Conseillers.....</b> | <b>441</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

|                                                                                                       |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>1. Visites officielles et entretiens, organisation et accueil d'événements co<br/>njoints.....</b> | <b>443</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

- A- Représentation de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, lors de cérémonies d'investitures de chefs d'États
- B- Visites de travail et entretiens officiels
- C- Participation des délégations de la Chambre des Conseillers aux événements internationaux
  - Au niveau des affaires africaines, arabes et islamiques
  - Au niveau des affaires américaines, asiatiques, et de l'Union interparlementaire
  - Au niveau des affaires européennes et des processus méditerranéens
- D- Accords bilatéraux entre la Chambre des Conseillers/le Parlement marocain et les parlements nationaux et les organisations parlementaires
  - Partenariats bilatéraux
  - Partenariats de Forums
  - Partenariats organisationnels

|                                                                                                                                      |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>III- Le positionnement de la Chambre des Conseillers dans les<br/>structures des unions et des assemblées parlementaires.....</b> | <b>489</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

|                                                                                    |            |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>1. Fonctions et missions au sein des organes décisionnels et exécutifs.....</b> | <b>491</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------|

|                                                    |            |
|----------------------------------------------------|------------|
| <b>2. Les sections nationales permanentes.....</b> | <b>491</b> |
|----------------------------------------------------|------------|

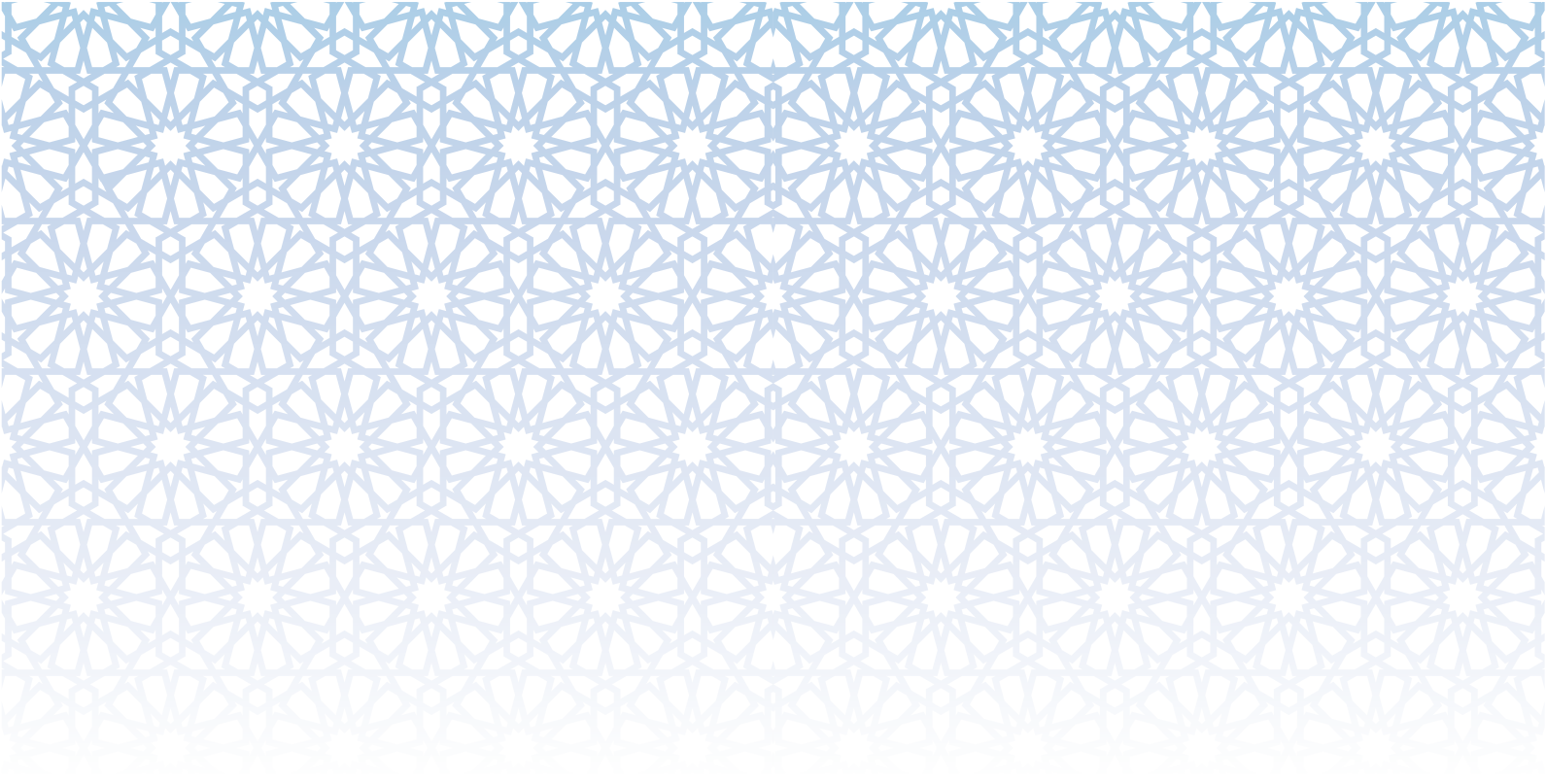
- Au niveau des affaires arabes, africaines et islamiques
- Au niveau des affaires internationales, américaines et asiatiques
- Au niveau des affaires européennes et des processus méditerranéens

|                                                                                                             |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>3. Les groupes d'amitié et de coopération (selon le système : bicamérisme et<br/>monocamérisme).....</b> | <b>493</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

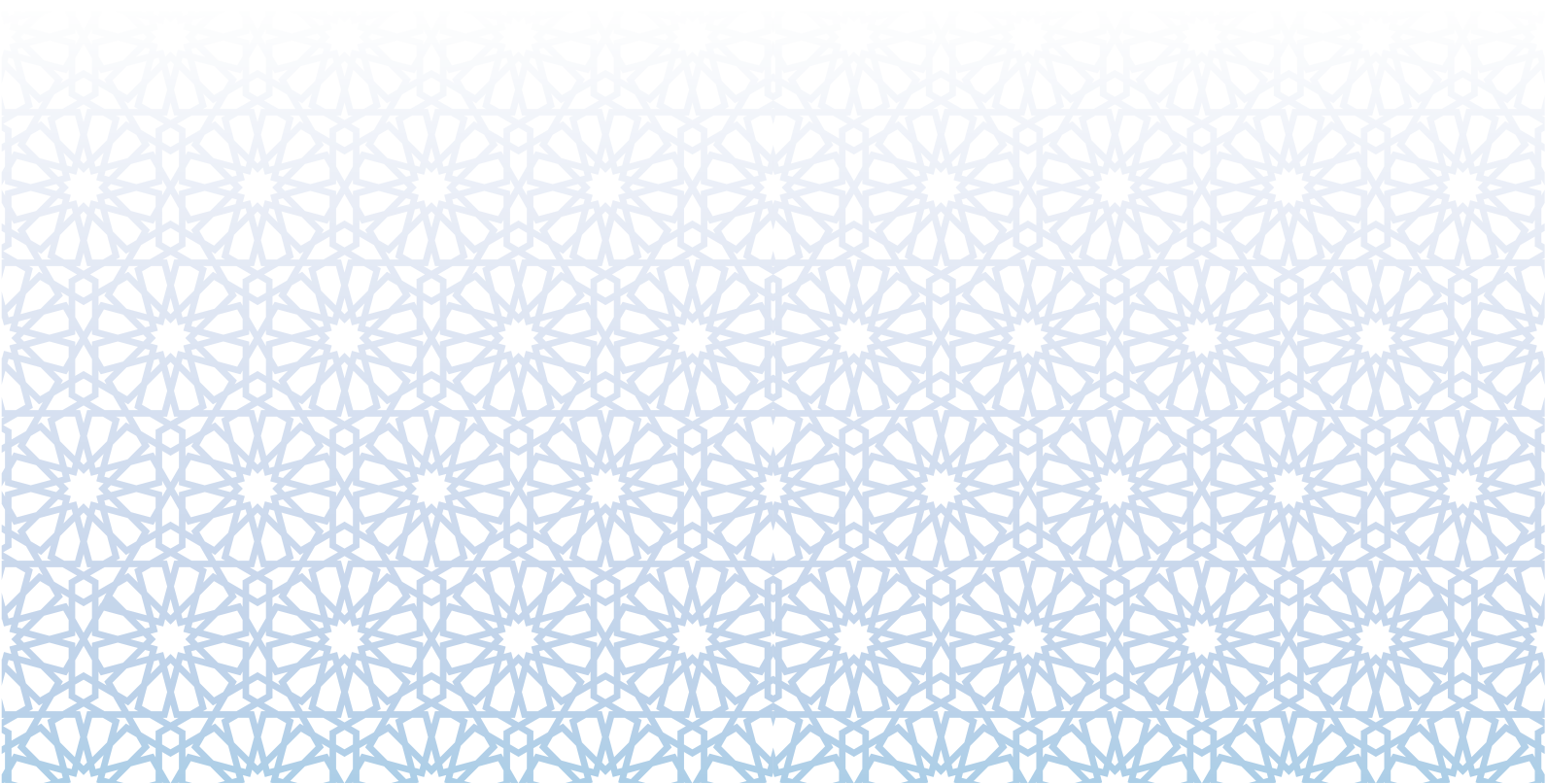
- Au niveau des affaires arabes, africaines et islamiques
- Au niveau des affaires américaines et asiatiques
- Au niveau des affaires européennes et des processus méditerranéens







# **I- Introduction**









# I- Introduction

Dans le cadre de la consolidation de son rôle de pilier central de la diplomatie nationale, la Chambre des Conseillers a poursuivi, durant la période allant d'octobre 2019 à octobre 2020, son action diplomatique parlementaire de manière intense dans le but de défendre les intérêts vitaux du Royaume du Maroc et de plaider pour les questions stratégiques du pays, notamment la cause nationale, ainsi que pour renforcer le positionnement de la Chambre des Conseillers au sein des unions et des assemblées parlementaires régionales, continentales et internationales dans le cadre des relations interparlementaires dans diverses régions du monde.

A cet égard, le Bureau de la Chambre des Conseillers s'est penché pendant cette période sur la mise en œuvre des axes du plan de travail élaboré par la Chambre des Conseillers en 2015, ainsi que du plan stratégique de la diplomatie parlementaire et des relations extérieures. Ces derniers reposent sur les orientations stratégiques des discours Royaux de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, ainsi que sur les initiatives pionnières de **Sa Majesté** à différents niveaux, et sur les rôles et tâches assignées à la Chambre des Conseillers dans la scène diplomatique parlementaire nationale, en particulier le positionnement stratégique et structuré au sein des unions et assemblées, groupements parlementaires régionaux, continentaux et internationaux qui constituent une orientation stratégique pour le Royaume du Maroc, dans le but de défendre les intérêts suprêmes du Royaume et d'œuvrer pour l'émission de décisions et de positions avancées en faveur de la cause nationale, de l'intégrité territoriale et de l'initiative marocaine pour l'autonomie dans les provinces du Sud.

Ainsi, la Chambre des Conseillers, et à travers toutes ses composantes, a pu accomplir de nombreuses réalisations et consolider des acquis qui ont contribué à l'enrichissement du bilan global de la diplomatie parlementaire, notamment à travers la participation des délégations de la Chambre des Conseillers aux événements parlementaires régionaux, continentaux et internationaux, et les visites de travail de haut niveau effectuées dans de nombreux parlements qui ont permis de défendre les questions et les intérêts vitaux du Royaume du Maroc, et de promouvoir le modèle démocratique marocain et son leadership dans de nombreuses questions concernant le contexte et l'environnement régional.

A cet effet, la période octobre 2019 - octobre 2020 a été marquée par une activité diplomatique distinguée, traduite par l'organisation, ainsi que la participation de la Chambre des Conseillers à de nombreux forums et manifestations régionales, continentales et internationales. Le travail des délégations de la Chambre des Conseillers





au sein de ces forums et manifestations s'est caractérisé par la défense continue des intérêts du Royaume du Maroc et l'affirmation de sa position sur de nombreuses questions régionales et internationales, en plus de la mobilisation du soutien à la diplomatie nationale en harmonie avec ses grandes priorités, qui sont principalement l'orientation africaine, à travers l'inspiration des parlementaires de la démarche diplomatique menée par **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, au niveau de l'Afrique.

La Chambre des Conseillers a également œuvré pour le renforcement des relations sud-sud, ainsi que pour l'ouverture, la consolidation et le suivi du positionnement stratégique au niveau des nouveaux espaces géopolitiques de la région d'Amérique latine et des Caraïbes, dans le but de renforcer la position et la présence parlementaire au niveau de cette région et d'exploiter les perspectives ouvertes par la visite historique de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, dans les pays de la région en 2004.

Au niveau européen, la Chambre des Conseillers a poursuivi le renforcement de ses relations avec les organisations parlementaires et les partenaires de ce continent en mettant en exergue les expériences pionnières marocaines dans divers domaines, en particulier dans les questions liées à la migration, le changement climatique, la sécurité alimentaire, la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, la promotion des valeurs de tolérance et de coexistence, de la paix et le maintien de la sécurité et de la stabilité internationale.

La Chambre des Conseillers s'est également attelée à renforcer ses relations avec les conseils et organisations arabes et islamiques dans le cadre de la solidarité du Royaume du Maroc avec toutes les causes justes dans les mondes arabe et islamique, principalement le renouvellement de sa position ferme de solidarité et de soutien en faveur de la cause palestinienne et la lutte de son peuple pour ses droits légitimes à établir un État libre et indépendant avec la ville sainte d'Al-Qods comme capitale.

Par ailleurs, pendant la période de confinement, imposée par la pandémie du Covid-19, la Chambre des Conseillers a poursuivi ses travaux dans le cadre d'une feuille de route élaborée par le Bureau de la Chambre sur la gestion du travail parlementaire diplomatique dans le contexte de l'état d'urgence sanitaire associée au Coronavirus et du plan et la période de levée et de sortie du confinement au Maroc.

Ainsi, et de par la numérisation du travail parlementaire diplomatique de la Chambre des Conseillers, cette dernière a pris des mesures complémentaires aux procédures existantes, en développant des méthodes de travail à distance et un cadre technique approprié, ce qui a permis d'assurer la participation des membres des sections nationales

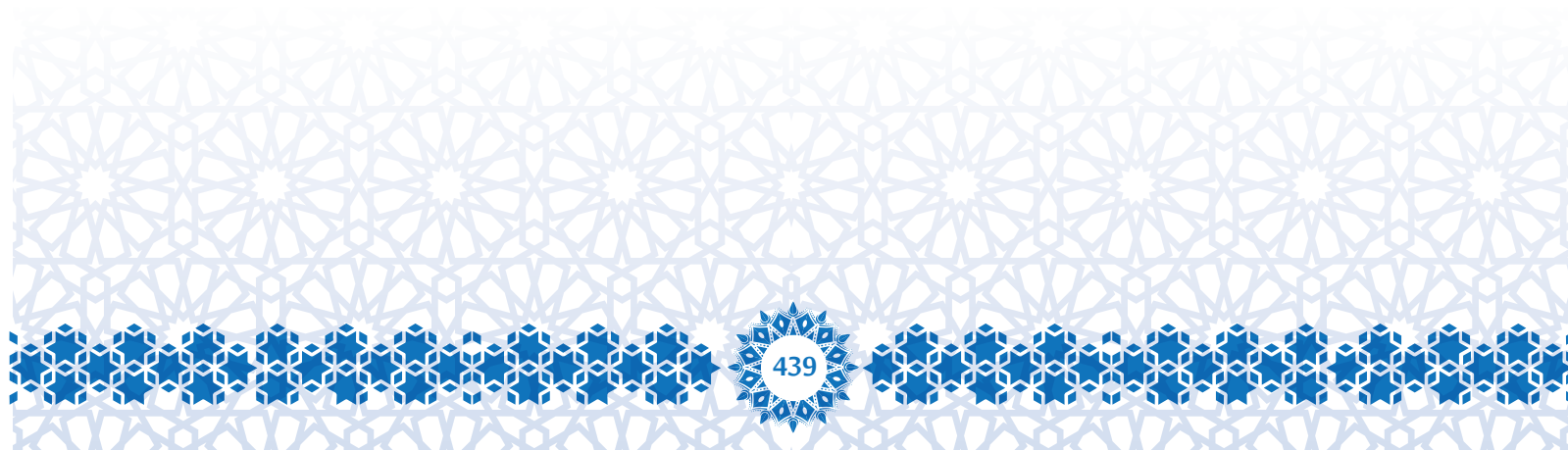


permanentes de la Chambre auprès des unions parlementaires régionales, continentales et internationales aux réunions et conférences organisées par visioconférence.

Dans ce contexte d'action, les composantes de la Chambre des Conseillers ont œuvré pour une mobilisation continue en faveur de la cause de notre intégrité territoriale, et de la solidarité africaine, notamment **l'Initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, pour une action africaine unifiée et solidaire visant à soutenir les pays africains dans la lutte contre le Covid-19, la coopération Sud-Sud, et l'engagement dans les efforts mondiaux visant à faire face à la pandémie, en développant la coopération et en échangeant les expériences et les bonnes pratiques avec les parlements des pays du monde dans le domaine de la lutte contre le virus et en s'attaquant aux répercussions de la pandémie aux niveaux économique, développemental et social.

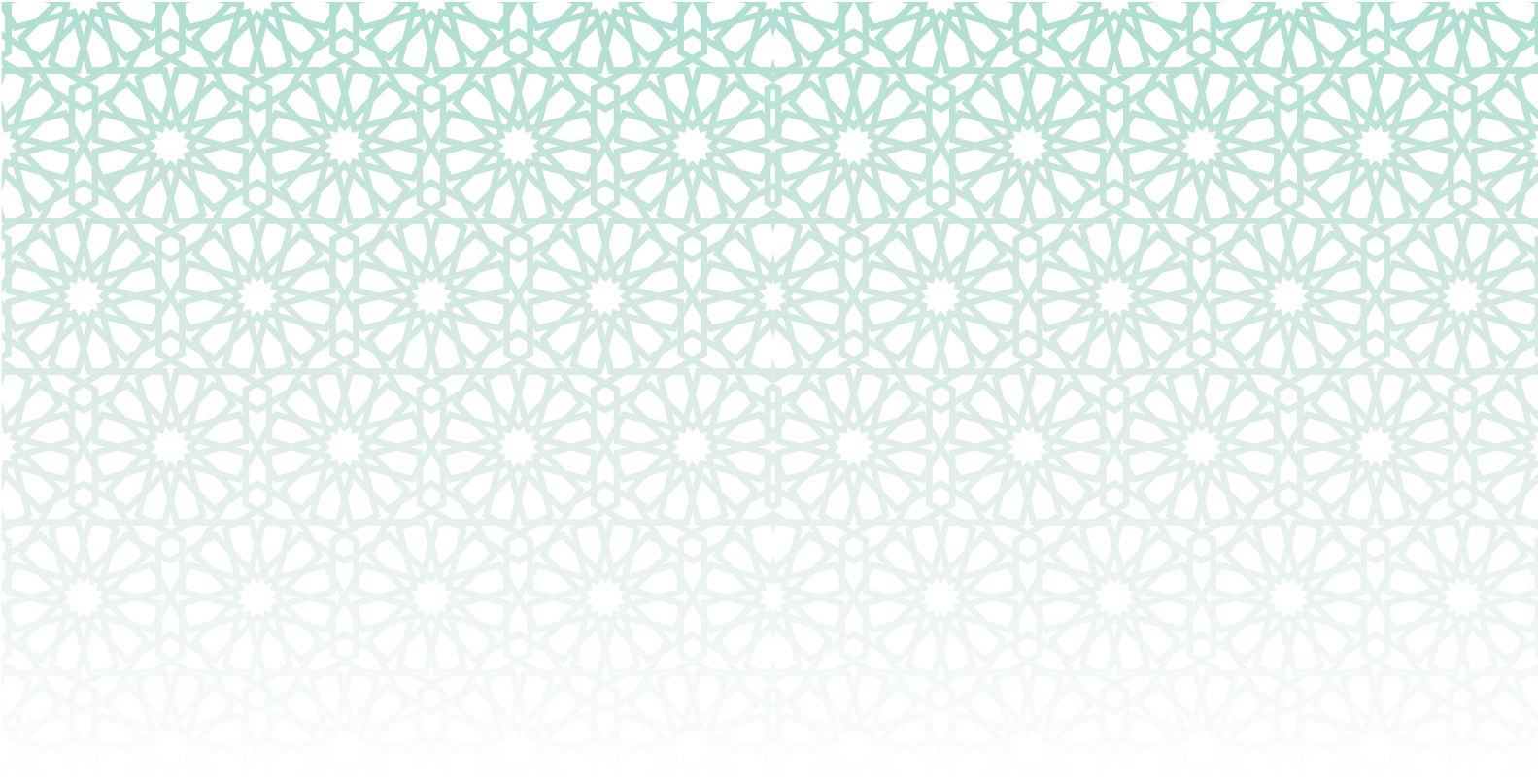
Il y a lieu de citer que la Chambre des Conseillers a pris note, avec beaucoup d'estime, les positions élogieuses et de louanges émises par les unions régionales, continentales et internationales à l'égard de la stratégie unique adoptée par le Royaume du Maroc face à l'émergence du Covid-19, lesquelles positions ont reconnu le modèle marocain et ses mesures proactives pour juguler l'épidémie, ainsi que **l'Initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, pour un plan africain unifié solidaire en faveur des pays africains dans leur lutte contre l'émergence du coronavirus.

Il y a également lieu de citer que ces instances interparlementaires ont loué toutes les initiatives et les contributions matérielles et législatives du Parlement marocain dans le cadre des efforts nationaux pour faire face à l'épidémie du coronavirus et gérer ses répercussions. Il s'agit de l'Union interparlementaire, le Parlement panafricain, le Parlement d'Amérique latine et des Caraïbes, le Parlement centraméricain, le Parlement andin, le Forum des présidentes et présidents des institutions législatives d'Amérique centrale et des Caraïbes « FOPREL ».

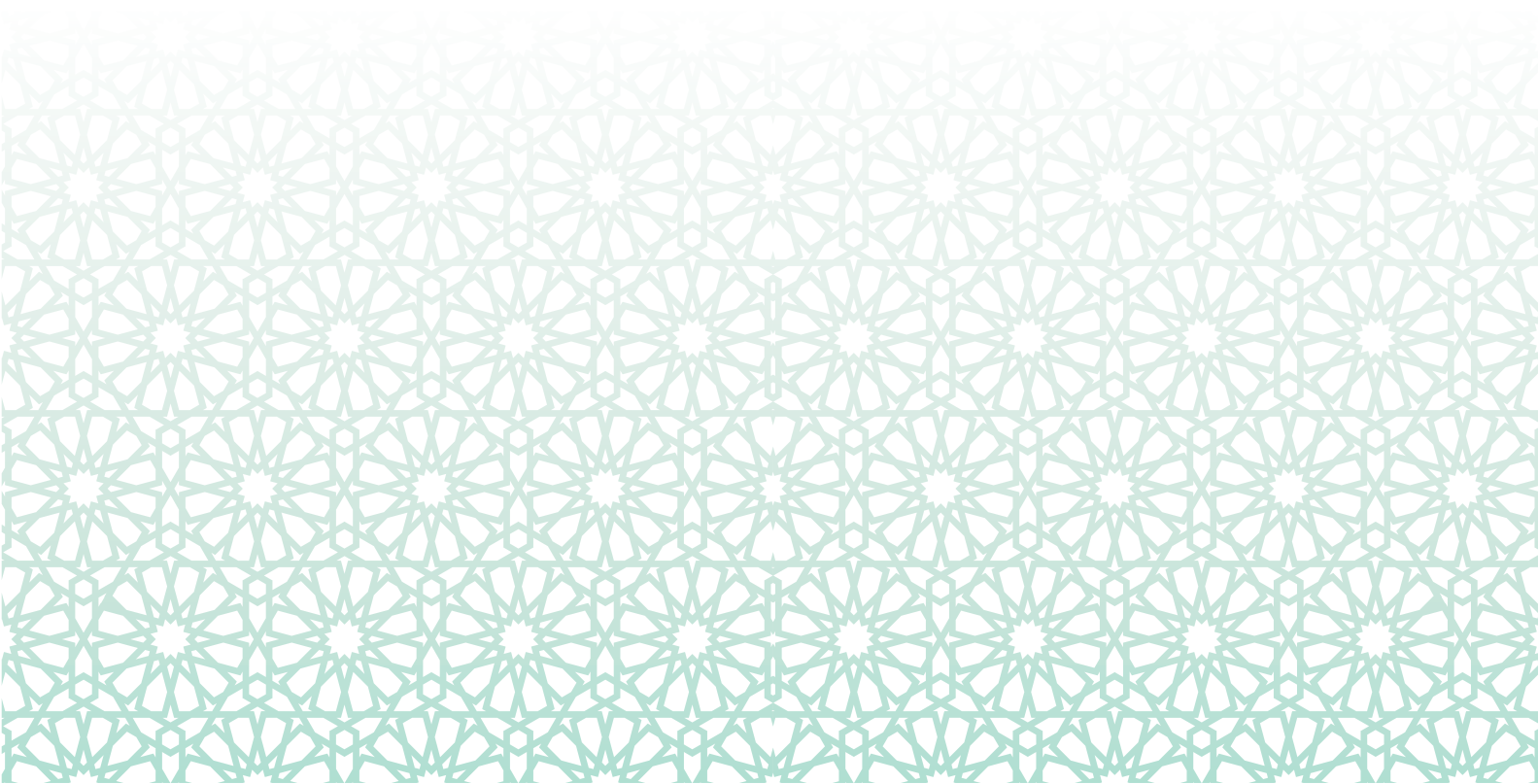




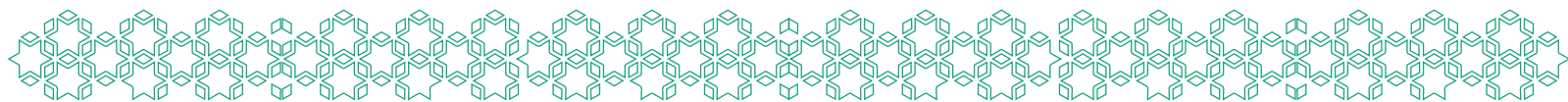




## **II- Bilan des activités et des initiatives diplomatiques de la Chambre des Conseillers**







## II- Bilan des activités et des initiatives diplomatiques de la Chambre des Conseillers

### 1. Visites officielles et entretiens, organisation et accueil d'événements conjoints

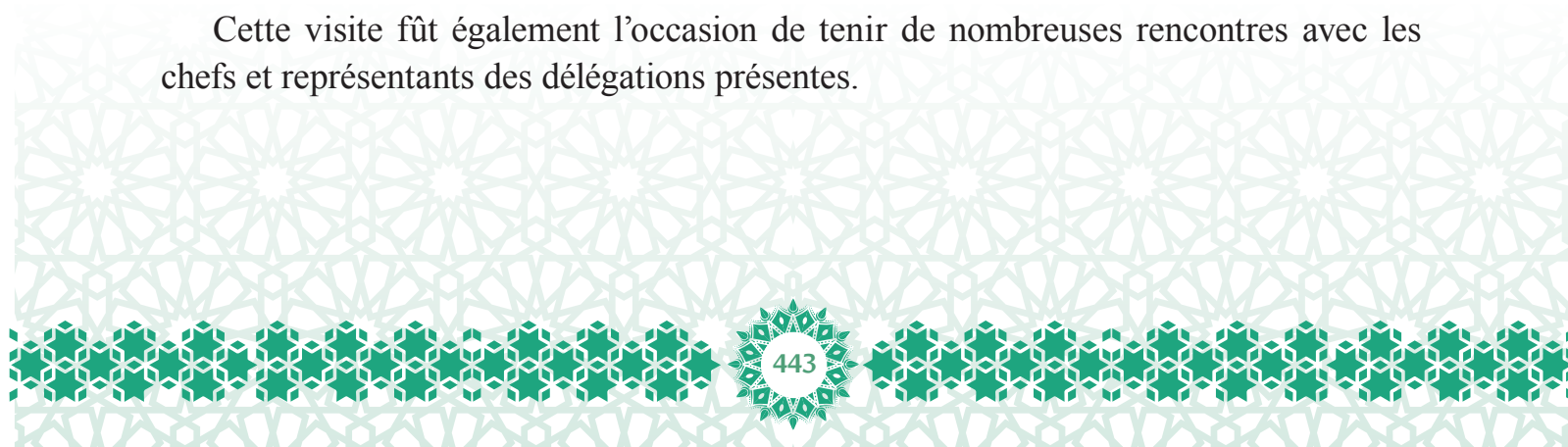
A- Représentation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste, lors de cérémonies d'investitures de chefs d'États

**- Le Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhakim Benchamach a eu l'honneur de représenter Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste, à la cérémonie officielle d'investiture du nouveau Président uruguayen élu, M. Louis Lacaye Poe, le 1er mars 2020 dans la capitale, Montevideo.**

**Sur Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste,** le Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhakim Benchamach, est arrivé en République d'Uruguay pour représenter **Sa Majesté** à l'investiture du nouveau Président élu M. Louis Lacaye Poe, le Dimanche 1er mars 2020, dans la capitale, Montevideo.

Par la même occasion, le Président de la Chambre des Conseillers a eu des entretiens avec des responsables parlementaires de la République d'Uruguay dans le cadre du raffermissement des liens de coopération et d'amitié entre les institutions législatives des deux pays. Ces discussions, qui ont permis à la Chambre des Conseillers de constater le degré de changement profond que connaît cette région, visait également à donner une impulsion dans la voie du renforcement des relations du Royaume du Maroc avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que l'établissement de relations basées sur le dialogue, la compréhension et la solidarité fondées principalement sur le respect de la souveraineté du Maroc sur ses territoires.

Cette visite fût également l'occasion de tenir de nombreuses rencontres avec les chefs et représentants des délégations présentes.





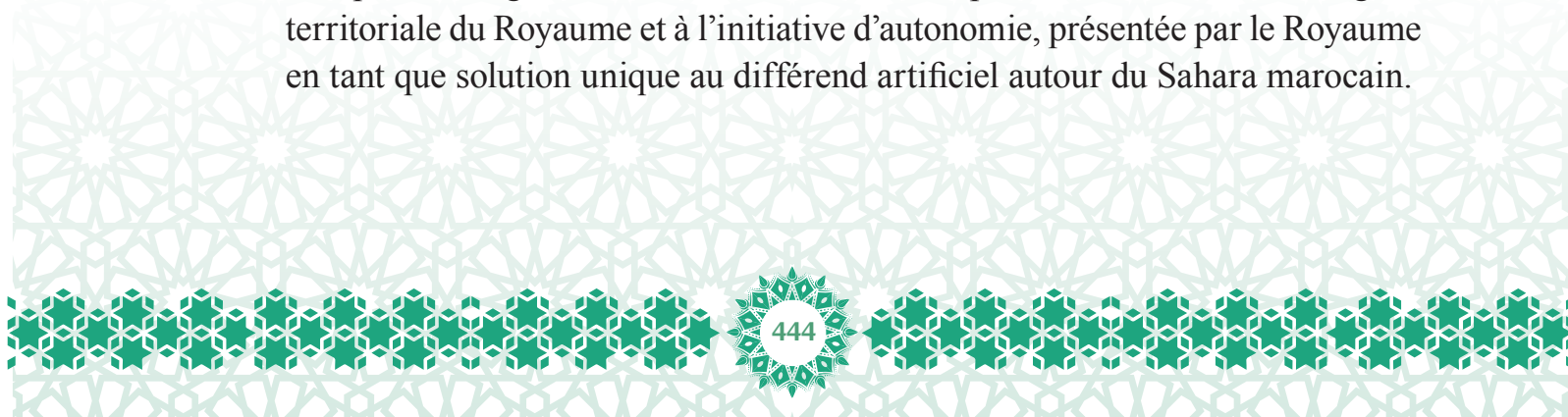
## B- Visites de travail et entretiens officiels

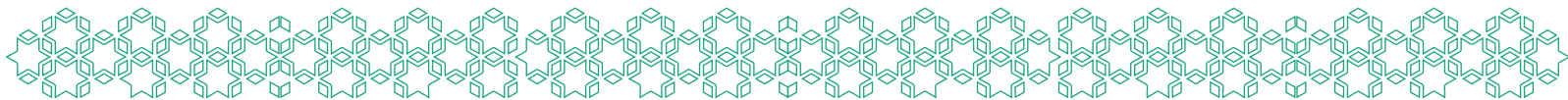
- **Le nouveau Président du Parlement andin, M. Víctor Rolando Sousa Huanambal, exprime son soutien à l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc.**

• **Le 19 juillet 2019 : Lors des discussions avec M. Abdelkader Salama, Quatrième Vice-Président de la Chambre des Conseillers :**

### **- Le Quatrième Vice-Président de la Chambre des Conseillers:**

- a souligné que le Parlement marocain, avec toutes ses composantes, est animé d'une forte volonté de continuer à œuvrer de concert avec cette instance parlementaire régionale pour servir les intérêts des peuples andins et marocain, de même qu'il est disposé à soutenir les projets lancés par le Parlement andin notamment dans les domaines de la gouvernance locale et régionale, a souligné le vice-président de la Chambre des conseillers;
- a salué la position du nouveau Président du Parlement andin en faveur de l'initiative de création du Forum parlementaire pour les pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, expliquant que ce projet franchis plusieurs étapes, rappelant dans ce sens la signature le 19 juin de la "Déclaration de Riobamba" entre la Chambre des conseillers et le Parlement andin au sujet de la mise en place de ce forum parlementaire, à l'occasion de la récente visite effectuée en Equateur par le Président de la Chambre des Conseillers, Hakim Benchamach.;
- a noté que ce forum constituera un espace de dialogue parlementaire et politique entre les institutions législatives des pays du Sud, soulignant que la coopération Sud-Sud est érigée, sous l'impulsion de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, "en choix stratégique dans la politique étrangère du Maroc" ;
- a exprimé sa gratitude au Parlement andin pour son soutien à l'intégrité territoriale du Royaume et à l'initiative d'autonomie, présentée par le Royaume en tant que solution unique au différend artificiel autour du Sahara marocain.





#### **- Le nouveau Président du Parlement andin:**

- a réaffirmé, le soutien de cette instance législative régionale à l'intégrité territoriale du Maroc et au plan d'autonomie des provinces du Sud dans le cadre de la souveraineté marocaine ;
- a déclaré que «le Maroc peut compter sur nous pour appuyer son intégrité territoriale au sein des forums régionaux et internationaux et dénoncer les mensonges de la propagande des séparatistes» ;
- a affirmé, en réponse à l'invitation de la Chambre des Conseillers qu'il est "vivement intéressé de visiter les provinces du Sud du Maroc", ajoutant: "en tant qu'amis du Maroc, nous sommes fiers de l'adhésion du Royaume au Parlement andin où il jouit d'un statut de partenaire avancé" ;
- a tenu à exprimer son admiration pour les réformes et les chantiers de développement lancés dans différents domaines par le Maroc, sous le Leadership de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, saluant la vision du Souverain en matière de coopération Sud-Sud ;
- a souligné l'adhésion du Parlement andin à la mise en place du Forum parlementaire afro-latino-américain, ajoutant que les pays de la communauté andine ne ménageront aucun effort pour l'aboutissement de cet ambitieux projet parrainé par le Parlement marocain.

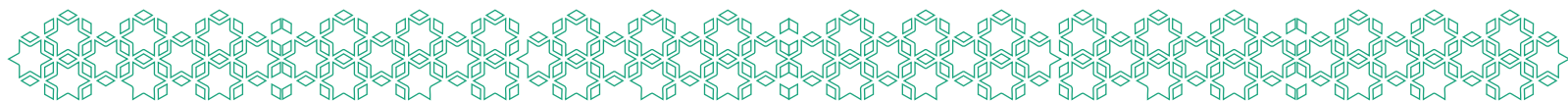
• **Le 24 octobre 2019 : Lors des discussions avec M. Ahmed Lakhrif, Secrétaire de la Chambre des Conseillers et son Représentant Permanent auprès du Parlement andin :**

#### **- Le Secrétaire de la Chambre des Conseillers et son Représentant Permanent auprès du Parlement andin :**

- a exprimé le soutien du Parlement andin à l'intégrité territoriale du Maroc et au plan d'autonomie des provinces du Sud dans le cadre de la souveraineté marocaine ;
- a exprimé la volonté du Parlement marocain de renforcer la coopération avec cet organe législatif et de soutenir ses projets, en particulier dans les domaines de la gouvernance locale et des projets d'intégration régionale ;
- a ajouté que le Royaume a accumulé une expérience pionnière dans de







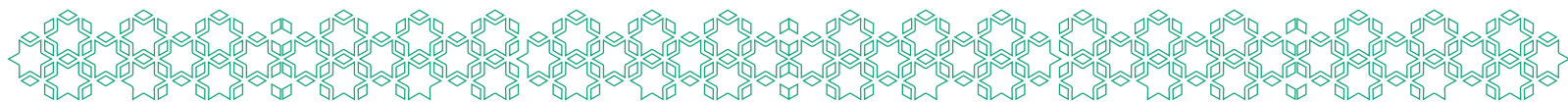
nombreux domaines, notamment en matière de régionalisation avancée, de gestion des questions liées à la migration et d'initiatives de solidarité dans le cadre de la coopération Sud-Sud, parrainée et conduite par **Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, appelant à l'échange d'expériences à cet égard entre les parlements marocain et andin ;

- a salué la position du nouveau président de cette institution parlementaire régionale en faveur de l'intégrité territoriale du Royaume, à l'instar de la position constante de l'Assemblée générale de cette instance soutenant l'initiative marocaine d'autonomie pour les provinces du sud dans le cadre du respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale du Royaume ;
- a par ailleurs souligné que la prochaine visite du président du Parlement andin au Royaume pour participer au Colloque international sur la sécurité alimentaire, qui sera organisé par la Chambre des Conseillers en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sera l'occasion de renforcer le dialogue et d'établir une feuille de route claire en vue de raffermir la coopération bilatérale ;
- a ajouté que cette visite offre aussi l'opportunité aux nouveaux dirigeants du Parlement andin de découvrir la réalité des provinces du sud du Royaume et de s'informer du climat de stabilité et de développement dont elles jouissent dans divers domaines.

#### **- Le nouveau Président du Parlement andin:**

- a salué l'adhésion du Parlement marocain à cette institution régionale au sein de laquelle il jouit du statut de partenaire avancé ;
- a estimé que la participation des parlementaires marocains aux sessions de l'Assemblée générale du Parlement andin est susceptible de promouvoir l'échange et le partage d'expériences, en particulier dans les domaines du développement durable, de la création de micro et petites entreprises et de la lutte contre la corruption ;
- a souligné que sa prochaine visite au Maroc sera l'occasion de promouvoir le dialogue et d'établir une feuille de route pour une action commune, ainsi que de s'enquérir des réformes et des chantiers de développement lancés par le Maroc dans divers domaines **sous la Conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste ;**





- A salué à cet égard la vision du **Souverain** en matière de coopération Sud-Sud.

**- 24-28 octobre 2019 : Visite de travail du Vice-Président de l'Assemblée nationale de la République de Serbie et d'un membre du Groupe d'amitié interparlementaire serbo-marocain, M. Arce Ferro.**

**- Rencontre officielle à l'occasion de la visite:**

présidée par M. Abdelhamid Souiri, Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, le 25 octobre 2019 au siège de la Chambre des Conseillers.

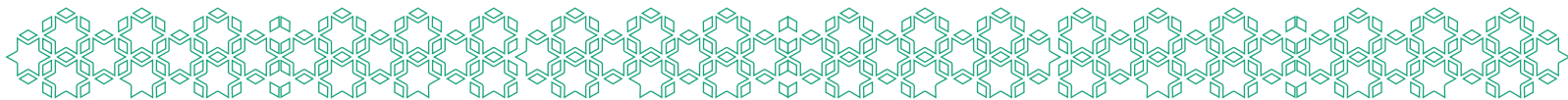
**- Le Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers:**

- a souligné la qualité des relations entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie, qui reposent sur la solidarité, le respect mutuel, une coopération fructueuse, et le respect de la souveraineté des deux pays.
- a affirmé que les deux pays ont de forts potentiels et une position géostratégique importante qui leur permet d'établir un partenariat stratégique global.
- a salué les relations d'amitié et de coopération liant les parlements des deux pays.
- a invité la partie serbe à élaborer ensemble des projets et des programmes de travail qui contribueront à la consolidation des relations entre les deux pays, ainsi qu'à promouvoir l'échange d'expériences, le partage de compétences et l'intensification de la coordination et la concertation dans les forums parlementaires internationaux sur les questions d'intérêt commun.
- a salué la position ferme de la République de Serbie en faveur de la question de l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc.

**- Le Vice-Président de l'Assemblée nationale de la République de Serbie :**

- a exprimé son honneur d'effectuer cette visite au Royaume du Maroc, dans le but de donner un nouvel élan aux relations d'amitié et de coopération bilatérales et au dialogue interparlementaire serbo-marocain.





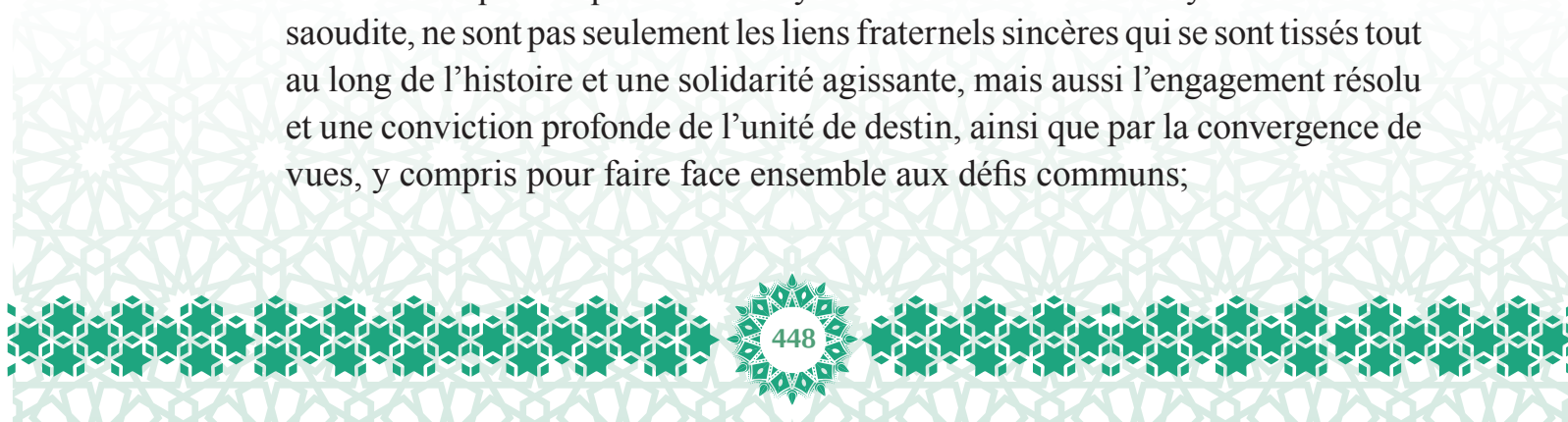
- a affirmé qu'il existe de nombreux domaines de coopération potentiels entre les deux pays.
- a appelé à redoubler les efforts visant à promouvoir les relations économiques et commerciales entre les deux pays et les hisser au niveau excellent des relations politiques qui unissent le Royaume du Maroc et la République de Serbie.

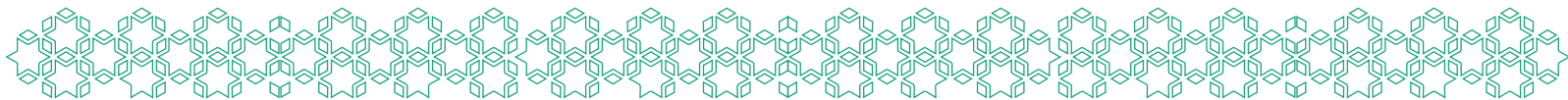
**- 27-30 octobre 2019 : Visite de travail au Royaume du Maroc d'une délégation du Groupe d'amitié saoudo-marocain au Conseil saoudien de la Choura, conduite par M. Assaf Ben Salem Abou Thuneen, Président du groupe d'amitié.**

**- Rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par M. Abdelhakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, en présence de M. Abdessamad Kayouh, Premier Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelilah Hallouti, Deuxième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Hamid Kouskous, Troisième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhamid Souiri, Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Larbi Lamharchi, Questeur de la Chambre des Conseillers, M. Ahmed Lakhri, Secrétaire de la Chambre des Conseillers et M. Hassan Slighoua, Président du Groupe d'amitié parlementaire entre la Chambre des Conseillers et le Conseil saoudien de la Choura, le 27 octobre 2019, au siège de la Chambre des Conseillers.

**- Le Président de la Chambre des Conseillers :**

- a exprimé sa grande fierté des relations fraternelles solides et profondes unissant le Royaume du Maroc et le Royaume d'Arabie saoudite, **sous la Conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste, et du Serviteur des deux Lieux saints de l'Islam, le Roi Salmane Ibn Abdelaziz Al-Saoud, que Dieu le Préserve ;**
- a considéré que ce qui unit le Royaume du Maroc et le Royaume d'Arabie saoudite, ne sont pas seulement les liens fraternels sincères qui se sont tissés tout au long de l'histoire et une solidarité agissante, mais aussi l'engagement résolu et une conviction profonde de l'unité de destin, ainsi que par la convergence de vues, y compris pour faire face ensemble aux défis communs;





- a aussi mis en avant les relations de coopération exceptionnelles tissées entre la Chambre des Conseillers et le Conseil saoudien de la Choura, tout en affirmant que la deuxième chambre du Parlement est ouverte sur toutes les initiatives communes en vue de raffermir les relations institutionnelles et de promouvoir un partenariat productif au service des intérêts communs des deux pays et deux peuples frères ;
- a salué le soutien constant de l'Arabie Saoudite et sa solidarité totale avec le Maroc concernant ses causes justes, notamment la question de l'intégrité territoriale du Royaume.

**- Le Président du Groupe d'amitié saoudo-marocain :**

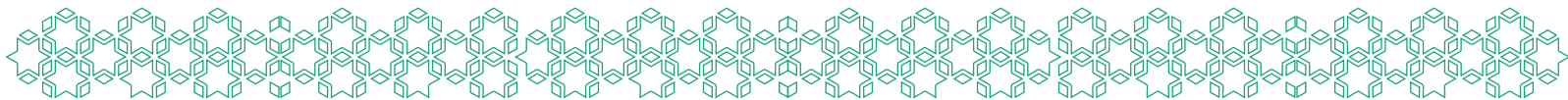
- s'est félicité des liens de fraternité solides entre Riyad et Rabat, relevant que la dynamique bilatérale trouve son fondement dans la profondeur et l'excellence des relations fraternelles entre les Souverains des deux pays ;
- a exprimé le souhait que cette visite puisse contribuer au renforcement et au développement des relations bilatérales, tout en affirmant que le groupe d'amitié Arabie Saoudite-Maroc est appelé à jouer un rôle de premier plan dans ce sens ;
- a également plaidé en faveur d'une coopération institutionnelle accrue à travers l'échange de visites et le partage d'expériences et d'expertises entre les deux institutions législatives.
- a mis l'accent sur le rôle du Maroc **sous la Conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que dieu l'Assiste**, dans le soutien aux questions arabo-islamiques, en premier lieu la question palestinienne.

**- 11-13 novembre 2019 : Visite de travail d'une délégation parlementaire de la Chambre des Représentants libyenne, conduite par M. Abdelmoneim Ammar Saad Belkour, au Royaume du Maroc.**

**- Rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par M. Abdelhakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, en présence de M. Abdelhamid Souiri, Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelilah Hifdi, Président du Groupe de la Confédération générale des entreprises du Maroc, Messieurs







Omar Moro et Youssef Mohi, du même groupe, le 12 novembre 2019, au siège de la Chambre des Conseillers.

**- Le Président de la Chambre des Conseillers:**

- a émis le souhait de voir la visite de la délégation libyenne contribuer à la consolidation des relations de fraternité liant les deux pays et les deux peuples et à l'élimination des obstacles entravant la complémentarité et l'intégration maghrébines.
- a souligné que le peuple marocain suit de près les développements de la situation en Libye et croit fermement que l'intelligence collective des Libyens permettra de dépasser la phase actuelle, vers la stabilité, la sécurité et la démocratie;
- a appelé à élaborer des projets et programmes d'action concrets entre les deux institutions législatives dans le but de promouvoir davantage les relations excellentes entre les deux pays et les deux peuples frères ;

**- Le Président de la délégation parlementaire libyenne:**

- a salué les relations solides liant les deux pays et les deux peuples libyen et marocain ;
- a indiqué, dans ce contexte, que son pays a besoin de davantage de soutien de la part du Maroc pour réaliser la stabilité et l'unité auxquelles aspire la Libye ;
- a mis en avant le rôle positif assuré par le Maroc, **sous la Conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, en abritant le dialogue entre les parties libyennes à Skhirat, avec comme but de parvenir à un consensus et de jalonner la voie vers la réconciliation et la stabilité en Libye.

**• Le 18 novembre 2019 : M. Abdessamad Kayouh, Premier Vice-président de la Chambre des Conseillers et Président du Groupe d'amitié parlementaire Maroc-France, reçoit la médaille d'or du Sénat français à Paris.**

M. Abdessamad Kayouh, Premier Vice-président de la Chambre des Conseillers et Président du groupe d'amitié parlementaire Maroc-France, a reçu le 18 novembre 2019 au palais du Luxembourg, la médaille d'or du Sénat français, lors de sa visite







à Paris, accompagné d'une délégation composée de présidents des municipalités et des représentants des conseils des préfectures et provinces du Maroc, pour participer à la 102ème session de la Conférence de l'Association française des maires et des collectivités municipales.

Dans un discours prononcé à cette occasion, M. Roger Karoutchi, Vice-président du Groupe d'amitié franco-marocain au Sénat français, a salué les relations distinguées entre la France et le Maroc et les liens exceptionnels entre le Sénat français et la Chambre des Conseillers marocaine. Il a également mis en avant les relations exceptionnelles et renouvelées entre les deux groupes d'amitié parlementaire.

M. Karoutchi a ajouté par la même occasion que la relation entre la France et le Maroc est à la fois historique, émotionnelle, politique et économique, et elle «doit se poursuivre et se développer», tout en notant qu'en France, de nombreux Français apprécient beaucoup la politique menée par le Maroc et vouent un grand respect et une profonde reconnaissance à **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste.**

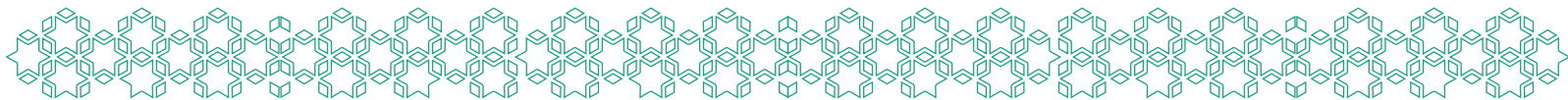
De son côté, M. Abdessamad Kayouh a souligné l'importance des relations historiques exceptionnelles entre le Maroc et la France, ainsi qu'entre la Chambre des Conseillers du Maroc et le Sénat français.

M. Kayouh a salué au nom du Groupe d'amitié Maroc-France de la Chambre des Conseillers, le travail effectué par les deux groupes d'amitié parlementaire visant à renforcer et à consolider les relations entre les deux pays, rappelant dans ce contexte les récentes visites du Groupe d'amitié franco-marocain du Sénat français à la ville de Dakhla dans le sud du Maroc et à Taroudant.

**- 25-27 novembre 2019 : Visite de travail du Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhakim Benchamach, en République du Costa Rica à la tête d'une délégation, composée de M. Abdelkader Salama, Quatrième Vice-Président de la Chambre des Conseillers et M. Ahmed Lakhrif, Secrétaire de la Chambre des Conseillers, couronnée par la signature d'un accord entre la Chambre des Conseillers et l'Assemblée législative du Costa Rica visant à renforcer la coopération entre les institutions législatives des deux pays.**

À l'invitation du Président de l'Assemblée législative de la République du Costa Rica, M. Carlos Ricardo Benavides, le Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhakim Benchamach, a effectué une visite de travail, à la tête d'une délégation





parlementaire de la Chambre, en République du Costa Rica, pendant la période du 25 au 27 novembre 2019.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération et d'amitié entre les parlements du Royaume du Maroc et de la République du Costa Rica, et vise à promouvoir la coopération Sud-Sud conformément à la vision stratégique et globale prônée par **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**.

Elle s'inscrit également dans le cadre de l'approfondissement de la dynamique distinguée des relations entre la Chambre des Conseillers et les parlements nationaux multilatéraux d'Amérique latine et des Caraïbes, Lesquelles relations ont abouti à la signature de la Déclaration constitutive du Forum parlementaire des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes (AFROLAC) à Rabat, le 1er novembre 2019.

La visite du Président de la Chambre des Conseillers a été marquée par le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée législative du Costa Rica, ainsi que par les discussions fructueuses qu'il a eues avec son Président, et au cours desquelles ce dernier a affirmé son soutien total à l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc et son appui à l'initiative marocaine d'autonomie dans les provinces du sud comme solution sérieuse et crédible, sous la souveraineté territoriale et nationale du Royaume du Maroc.

A l'issue de cette rencontre, les deux présidents ont signé un accord de coopération entre la Chambre des Conseillers et l'Assemblée législative de la République du Costa Rica, visant à renforcer la coopération entre les deux institutions législatives, et prévoit, en particulier, l'échange d'expériences et d'expertise entre les parlements des deux pays, ainsi que la coordination des positions dans les forums internationaux et le renforcement des efforts des deux pays pour consolider la démocratie, créer des institutions et des organes respectant les droits humains et l'égalité entre les hommes et les femmes.

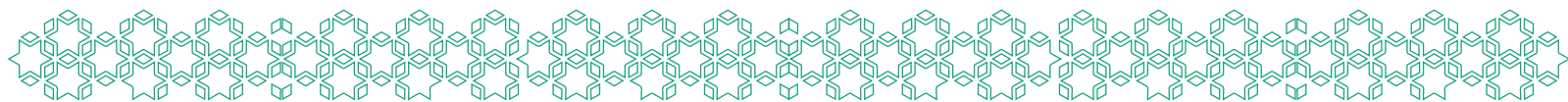
**- 27-30 novembre 2019 : Visite de travail du Groupe de travail Mashreq -Maghreb (MAMA) du Conseil de l'Union européenne au Royaume du Maroc**

**- Rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par M. Abdelhamid Souiri, Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, le 27 novembre 2019 au siège de la Chambre des Conseillers.

**- Le Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers:**

- a passé en revue l'évolution des relations maroco-européennes et les principales





étapes qui ont contribué au renforcement du partenariat stratégique existant entre le Royaume du Maroc et l'Union européenne, à commencer par l'accord de partenariat conclu par le Maroc et l'Union européenne en 1996 qui est entré en vigueur en 2000, en passant par la politique de voisinage, qui a donné une forte impulsion à la coopération entre les deux parties, et concluant avec le statut avancé dont jouit le Maroc depuis 2008 ;

- a souligné l'importance que le Maroc attache au renforcement des relations de coopération et de partenariat avec l'Union européenne dans les domaines politique, économique et social et la nécessité de les développer en permanence ;
- a indiqué que les efforts déployés par le Maroc et l'Union européenne avaient conduit au renforcement des relations existantes entre les deux parties, et a mentionné à cet égard que l'Union européenne était devenue le premier partenaire commercial du Maroc et que la plupart des investissements étrangers que notre pays attirait provenaient des pays de l'Union européenne ;
- a passé en revue, dans le même contexte, les projets et réformes les plus importants adoptés par le Maroc aux niveaux politique, institutionnel, économique, social et des droits de l'homme, et ce, **sous la Direction avisée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, dans la perspective de consolider les institutions et l'Etat de droit ;
- a affirmé la détermination du Maroc à aller de l'avant en s'engageant dans des projets de réforme de manière à renforcer son leadership dans son environnement régional.

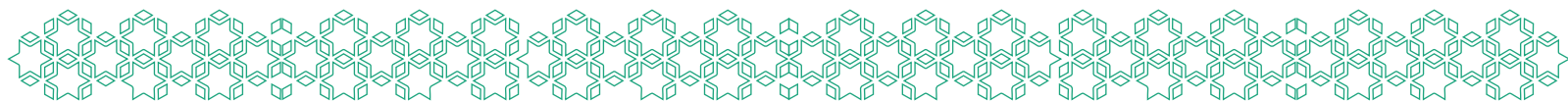
**- 27-30 novembre 2019 : Visite de travail du Vice-Président de l'Assemblée nationale de la République de Hongrie, M. Hiller Istvan, au Royaume du Maroc**

**- Rencontre officielle dans le cadre de la visite :** présidée par M. Abdelilah Hallouti, Deuxième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, le 28 novembre 2019 au siège de la Chambre des Conseillers.

**- Le Deuxième Vice-Président de la Chambre des Conseillers:**

- a exprimé sa fierté du dynamisme des relations maroco-hongroises à différents



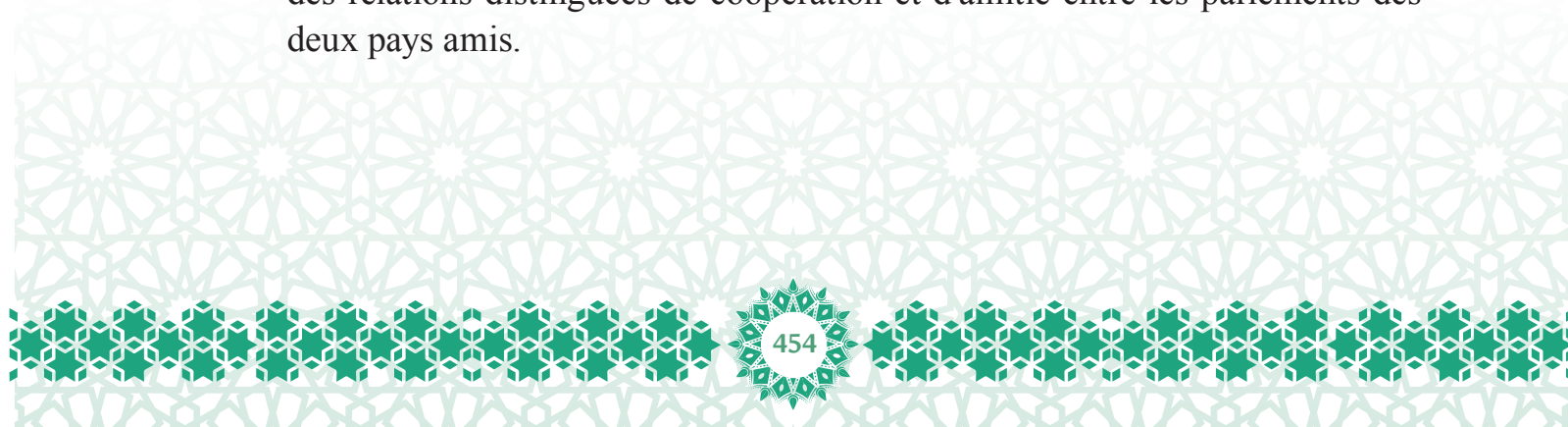


niveaux, soulignant dans ce contexte l'importance de la visite historique de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, en République de Hongrie en 2016, et les perspectives prometteuses qu'elle a ouvertes dans la consolidation des relations distinguées entre les deux pays et peuples amis;

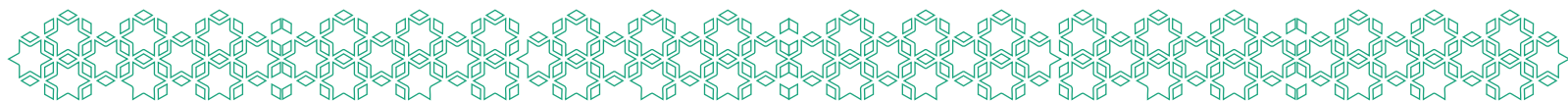
- a souligné l'importance de la dimension parlementaire dans le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays, et a exprimé le souhait que les relations entre les deux institutions législatives aboutiraient à la signature d'un mémorandum d'accord et de coopération entre la Chambre des Conseillers et l'Assemblée nationale hongroise;
- a réitéré, concernant la question du Sahara marocain, sa reconnaissance de la position claire de la République de Hongrie en faveur de l'intégrité territoriale du Royaume, et a évoqué dans ce contexte les efforts du Royaume du Maroc pour résoudre le conflit artificiel autour du Sahara marocain dans le cadre de l'initiative marocaine d'autonomie dans les provinces du sud proposée par le Maroc, et qui a été qualifiée de solution sérieuse et crédible par la communauté internationale, en tant que solution politique juste, réaliste et durable visant à mettre fin à ce conflit dans le cadre de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du Royaume.

**- Vice-Président de l'Assemblée nationale de la République de Hongrie:**

- a salué la solidité des relations entre les deux pays, soulignant que son pays considère le Maroc comme un ami distingué, jouant un rôle de pionnier dans la région;
- a salué l'ensemble des réformes que le Royaume du Maroc a entreprises dans divers domaines, ainsi que la sécurité et la stabilité dont il jouit, des facteurs fondamentaux non seulement pour le Maroc en tant que pays, mais aussi pour l'Europe du Sud;
- a exprimé la volonté du Parlement hongrois de signer un Mémorandum d'accord et de coopération avec la Chambre des Conseillers marocaine, point culminant des relations distinguées de coopération et d'amitié entre les parlements des deux pays amis.







**- 02-04 décembre 2019 : Visite de travail d'une délégation de «la Ligue des Parlementaires pour Al-Qods», au Royaume du Maroc**

**- Rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par Mme Fatima Zahra Al Yahyaoui, Présidente du groupe d'amitié Maroc-Palestine à la Chambre des Conseillers, le 03 décembre 2019 au siège de la Chambre des Conseillers.

**- La Présidente du groupe d'amitié Maroc-Palestine à la Chambre des Conseillers :**

- a affirmé le soutien du Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhakim Benchamach, au noble travail que la Ligue accomplit pour soutenir les droits du peuple palestinien et sa juste cause ;
- a mis l'accent sur l'intérêt particulier qu'accorde le Royaume du Maroc à la cause palestinienne à travers l'implication permanente de **Sa Majesté le Roi que Dieu l'Assiste**, du gouvernement et du peuple pour soutenir la lutte du peuple palestinien et son droit d'établir son État indépendant.

**- La délégation de la Ligue des Parlementaires pour Al-Qods :**

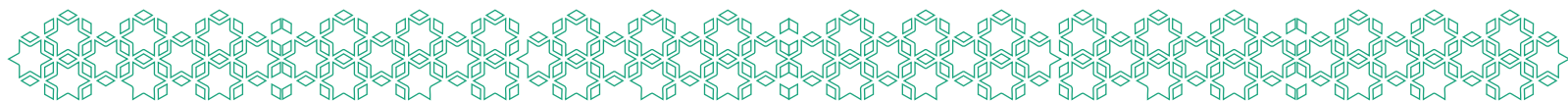
- a salué les efforts déployés par le Royaume du Maroc, **Sa Majesté le Roi que Dieu l'Assiste**, le gouvernement et le peuple dans la défense de la cause palestinienne et Al-Qods ;
- a souligné la nécessité d'élargir le champ d'action de la «**Ligue des Parlementaires pour Al-Qods**» pour que celle-ci puisse faire entendre sa voix dans divers forums internationaux.

**- 12-13 décembre 2019 : Visite de travail du Président de la Chambre des Conseillers, M. Hakim Benchamach à la République du Panama composée de M. Abdelkader Salama, Quatrième Vice-Président de la Chambre des Conseillers et M. Ahmed Lakhrif, Secrétaire de la Chambre des Conseillers**

Suite à l'invitation de M. Jorge Soto Pizarro, Président du Parlement d'Amérique latine et des Caraïbes, le Président de la Chambre des Conseillers, M. Hakim Benchamach, a







effectué, à la tête d'une délégation parlementaire, une visite de travail à la République du Panama, et ce les 12 et 13 décembre 2019.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement et de la consolidation des relations de coopération et d'amitié entre la Chambre des Conseillers et le Parlement d'Amérique latine et des Caraïbes et de la confirmation de la position privilégiée dont jouit le Parlement marocain auprès des unions régionales et continentales d'Amérique latine et des Caraïbes.

La visite s'est distinguée par l'allocution du Président de la Chambre des Conseillers devant l'Assemblée générale du Parlement d'Amérique latine et des Caraïbes, à l'occasion de la commémoration du 55ème anniversaire de la création de cette importante institution législative continentale, qui regroupe des représentants de 23 instances législatives de la région.

Elle a été aussi l'occasion de tenir de nombreuses rencontres bilatérales, en particulier avec le Président du Parlement du marché commun des pays d'Amérique du sud (Parlasur), et la Présidente du Parlement d'Amérique latine et des Caraïbes.

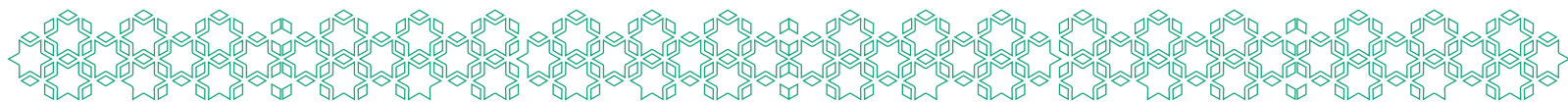
Ces discussions se sont focalisées sur la mise en œuvre du contenu de la Déclaration de Rabat, ainsi que la discussion autour de la phase finale du plan de structuration du Forum parlementaire des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, une initiative marocaine qui a nécessité plus de trois ans de concertation, de coordination et de mobilisation afin de créer un espace parlementaire de coopération dans le sud entre les pays des deux régions, ainsi qu'un mécanisme pour défendre des causes justes de leurs peuples et faire entendre leur voix au sein de la communauté internationale.

Par ailleurs, M. Hakim Benchamach, Président de la chambre des Conseillers a eu des entretiens avec le Président de l'Assemblée nationale de la République du Panama, durant lesquels il a souligné que cette rencontre est une opportunité de réaffirmation des liens et des valeurs humaines communes, appelant par la même occasion à capitaliser sur ces liens pour ouvrir une nouvelle étape basée sur des relations solides entre les deux parties et rattraper les occasions manquées.

Il a souligné que le positionnement économique et géopolitique des deux pays offre de grandes opportunités qui nécessitent un travail conjoint pouvant répondre aux attentes des deux peuples, chose qui nécessite l'élaboration de plan de travail et d'initiatives concrètes pour faire face aux défis communs, notamment ceux relatifs aux questions de la migration et des changements climatiques.

De son côté, le Président de l'Assemblée nationale de la République du Panama, a souligné l'importance du positionnement stratégique du Maroc dans son environnement





régional et continental, surtout en ce qui concerne sa profondeur africaine. En outre, il a exprimé sa fierté et sa joie suite à l'invitation que lui a adressée le Président de la Chambre des Conseillers pour visiter le Maroc.

**- 15-19 décembre 2019 : Visite de travail du Président de l'Assemblée nationale de la République du Gabon, M. Faustin Boukoubi, au Royaume du Maroc.**

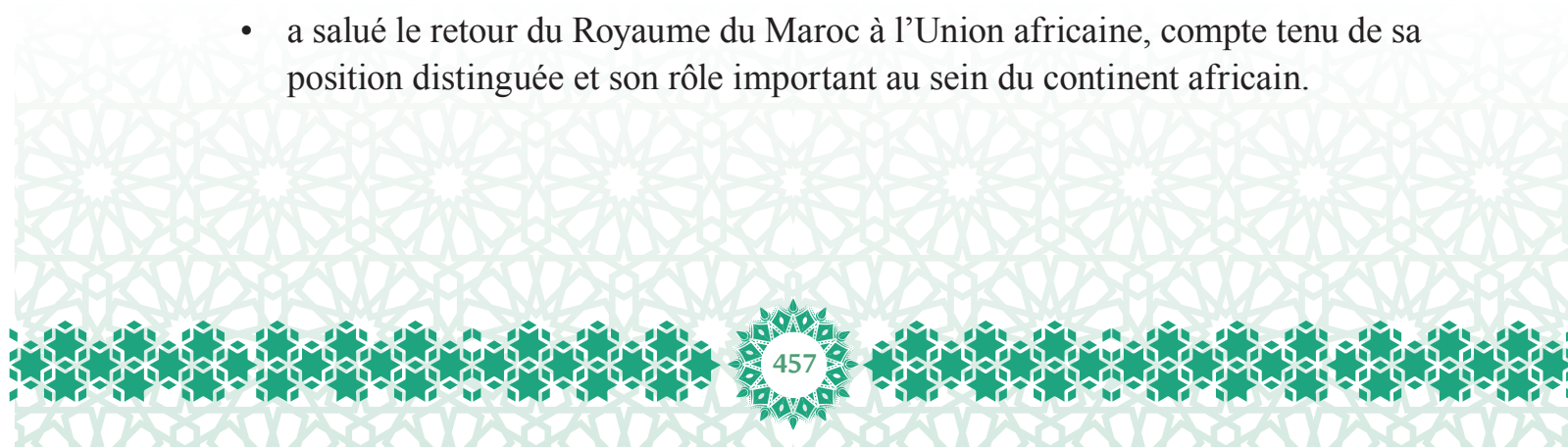
**- Rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par le Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhamid Souiri, le 16 décembre 2019, au siège de la Chambre.

**- Le Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers:**

- a mis en exergue la profondeur et la solidité des relations d'amitiés et de coopération distinguées qui unissent le Royaume du Maroc et la République Gabonaise, tout en soulignant qu'elles tirent leur force des liens fraternels entre **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste, et Son Excellence le Président Ali Bongo Ondimba ;**
- a salué la position ferme de la République Gabonaise sur la question du Sahara marocain et le retour historique du Maroc au sein de sa famille africaine.

**- Le Président de l'Assemblée nationale de la République du Gabon:**

- a salué les relations historiques qui lient les deux pays, exprimant dans ce contexte sa gratitude à **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste** pour ses initiatives en faveur de son pays ;
- a réitéré son soutien ferme en faveur de la question de l'intégrité territoriale du Maroc, appelant la communauté internationale à soutenir les efforts déployés par le Maroc pour trouver une solution définitive à ce conflit;
- a salué le retour du Royaume du Maroc à l'Union africaine, compte tenu de sa position distinguée et son rôle important au sein du continent africain.



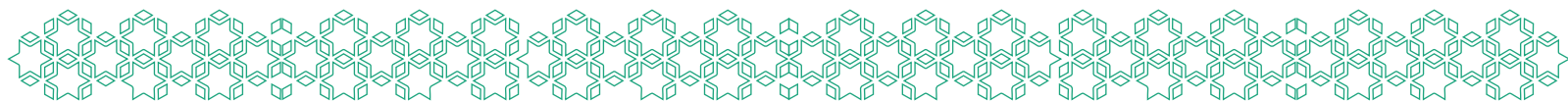


**- 23-27 décembre 2019 : Visite de travail du Président de l'Assemblée consultative du peuple en République d'Indonésie, M. Bambang Soesatyo, au Royaume du Maroc.**

**- La rencontre officielle à l'occasion de la visite:** présidée par M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, en présence de M. Hamid Kouskous, Troisième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhamid Souiri M. Abdelhamid Souiri, Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, Ahmed Touizi, Secrétaire de la Chambre des Conseillers et M. Mustaphafa Bekkoury, Président du Groupe d'amitié parlementaire Maroc-Indonésie à la Chambre des Conseillers, le 24 décembre 2019, au siège de la Chambre des Conseillers.

**- le Président de la Chambre des Conseillers:**

- a exprimé sa grande fierté des relations d'amitiés qui unissent les peuples des deux pays frères, sous la conduite des deux chefs d'Etat, **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste, et Son Excellence M. Joko Widodo, Président de la République d'Indonésie ;**
- a émis le souhait que cette visite contribue à l'établissement de relations exemplaires servant les intérêts communs des deux peuples frères ;
- a mis en évidence la solidité des relations historiques entre les deux pays, surtout que les relations diplomatiques vont commémorer leur 60ème année d'existence, rappelant dans ce contexte la participation marocaine à la Conférence de Bandung qui a jeté les bases du Mouvement des non-alignés ;
- s'est dit prêt à œuvrer pour la création d'une Ligue des Sénats et des conseils de la Choura, dont la mission consistera notamment à promouvoir l'image de l'Islam et des musulmans ;
- a salué la position de l'Indonésie en faveur de la question du Sahara marocain et a appelé à multiplier les efforts pour un plus grand soutien à l'initiative d'autonomie marocaine comme solution équitable pour mettre terme à ce conflit artificiel, sous la souveraineté nationale et dans le cadre de l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc, et pour mettre fin au désastre humanitaire dans lequel vivent les séquestrés dans les camps de Tindouf.



**- 12-15 janvier 2020 : Visite de travail d'une délégation de la Chambre des Conseillers, à la République du Chili composée de M. Abdelkader Salama, Quatrième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, et M. Ahmed Lakhrif, Secrétaire de la Chambre des Conseillers et son représentant permanent auprès du Parlatino**

A l'invitation de la Présidence du Sénat chilien et des organisateurs du Congrès du Futur. Une délégation parlementaire marocaine a effectué une visite de travail au Chili du 12 au 15 janvier 2020.

Cette délégation, composée du Quatrième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelkader Salama, du Secrétaire de la Chambre et son représentant permanent auprès du Parlatino, M. Ahmed Lakhrif, s'est entretenue avec M. Jaime Quintana, Président du Sénat de la République du Chili.

M. Salama a mis en avant, lors de ces entretiens, l'importance de cette visite et son rôle dans le renforcement de la forte dynamique marquant les relations maroco-chiliennes à tous les niveaux politique, social et culturel, outre la consolidation des relations de coopération entre les institutions législatives des deux pays et peuples amis.

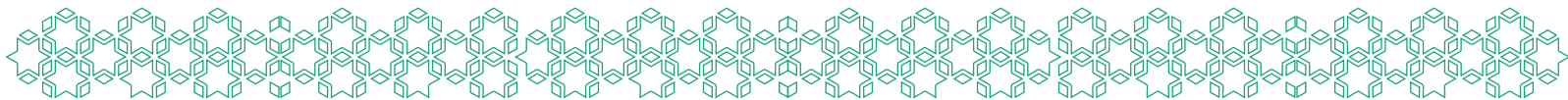
De même, il a exprimé sa grande fierté d'assister aux activités du Congrès du Futur, qu'il a qualifié d'un «événement d'une grande importance».

M. Salama a également renouvelé l'invitation du Président de la Chambre des Conseillers, M. Hakim Benchamach, à son homologue chilien, pour effectuer une visite au Royaume du Maroc, afin de discuter des moyens de renforcer les relations bilatérales et des réalisations du Maroc **sous la Conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste**, dans de nombreux domaines, et également pour visiter les provinces du Sud du Royaume et s'informer sur la réalité du conflit artificiel autour du Sahara marocain.

Pour sa part, le Président du Sénat chilien a souligné le niveau des relations distinguées existant entre les deux pays et les deux peuples amis, notant les résultats de la visite au Chili du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, M. Nasser Bourita en juin 2019, couronnée par une importante déclaration conjointe.

M. Quintana a également fait part de sa fierté de l'invitation adressée par le Président de la Chambre des Conseillers et sa disposition à effectuer, dans un futur proche, une visite de travail au Maroc et à ses provinces du Sud, afin de s'informer sur place des





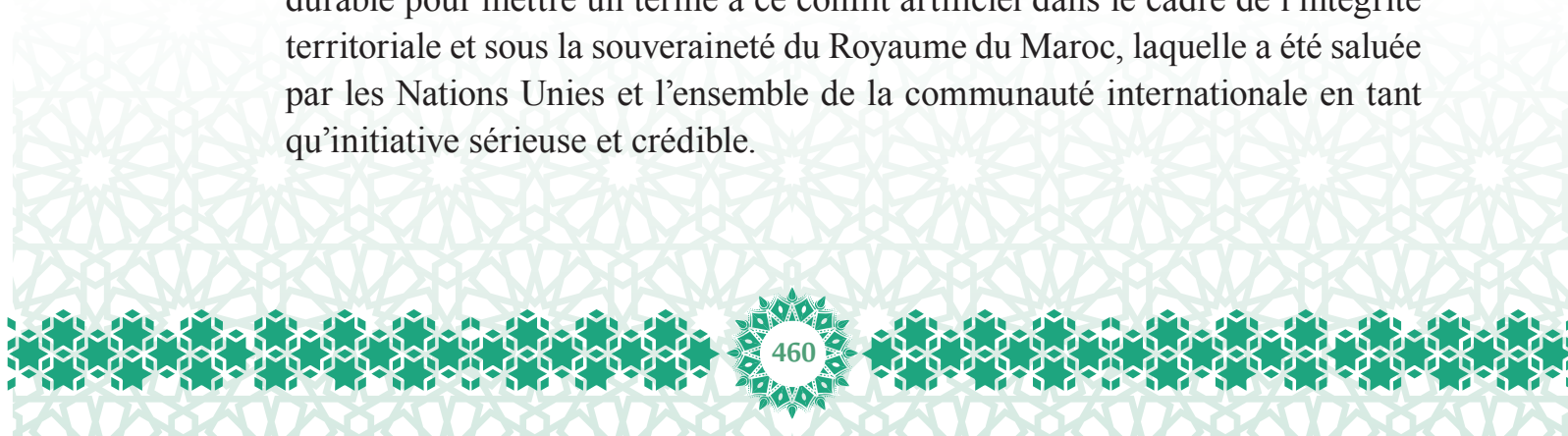
grands chantiers de développement lancés **sous la Conduite éclairée de Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste.**

**- 13-16 janvier 2020: Visite de travail de la présidente du Groupe d'amitié parlementaire mexico-marocain, Mme Maria Carmen Bautista Peláez, au Royaume du Maroc.**

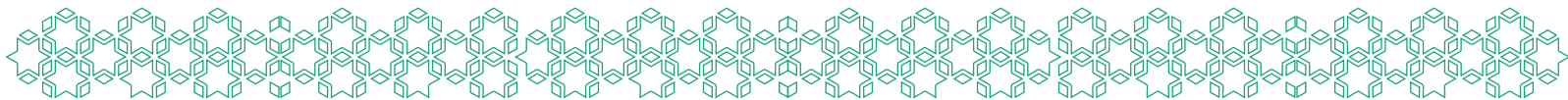
**- La rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par M. Ahmed Touizi, Secrétaire de la Chambre des Conseillers, en présence de M. Mohammed Hamami, Président du Groupe parlementaire Maroc-Mexique à la Chambre des Conseillers, le 14 janvier 2020 au siège de la Chambre.

**- Le Secrétaire de la Chambre des Conseillers :**

- a souligné, l'excellence des relations d'amitié et de coopération existant entre le Royaume du Maroc et les États-Unis Mexicains, ainsi que tous les Etats de l'Amérique Latine, tout en rappelant l'importance de la visite historique de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste** à certains pays de la région, dont le Mexique en 2004, et les perspectives prometteuses de cette visite dans le processus de renforcement et de consolidation des relations bilatérales des deux pays au service de la coopération Sud-Sud ;
- a également rappelé l'importance des opportunités offertes par la position géostratégique du Maroc en tant que passerelle ouverte sur l'Europe, lui permettant d'offrir une base solide pour la construction d'un partenariat exemplaire entre le Mexique et les pays africains ;
- a souligné la dynamique sans précédent connue en matière de positions de certains pays de l'Amérique Latine à l'égard de la question du Sahara marocain, en confirmant dans ce contexte l'importance de l'initiative marocaine d'autonomie dans les provinces du sud, comme solution politique juste et durable pour mettre un terme à ce conflit artificiel dans le cadre de l'intégrité territoriale et sous la souveraineté du Royaume du Maroc, laquelle a été saluée par les Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale en tant qu'initiative sérieuse et crédible.







**- La présidente du Groupe d'amitié parlementaire mexico-marocain :**

- a considéré la proposition de règlement soumise par le Maroc comme une solution intelligente pour mettre fin au différend sur la question du Sahara marocain.

**- 27 janvier - 1er février 2020 : Visite de travail du Président du Sénat de la République du Chili, M. Jaime Quintana, au Royaume du Maroc**

**- La rencontre officielle à l'occasion de la visite:** présidée par M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, en présence de M. Ahmed Lakhri, Secrétaire de la Chambre des Conseillers et M. Abdelhamid Fatihi, Président du Groupe d'amitié parlementaire Maroc-Chili à la Chambre des Conseillers, le jeudi 30 janvier 2020 au siège de la Chambre.

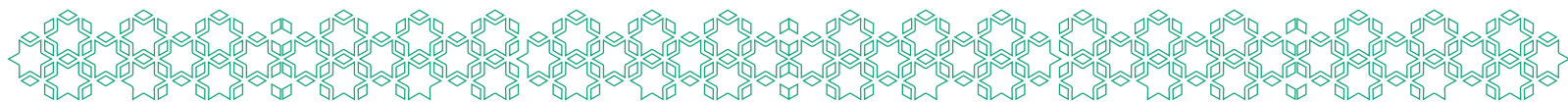
**- Le Président de la Chambre des Conseillers:**

- a exprimé la forte symbolique de cette visite sur les liens et les valeurs humaines communes entre le Maroc et la République du Chili, tout en rappelant l'importance de la visite historique de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, dans certains pays d'Amérique latine, dont le Chili en 2004, et les perspectives prometteuses de cette visite dans le processus de renforcement et de consolidation des relations bilatérales des deux pays au service de la coopération Sud-Sud ;
- a salué la visite du Président du Sénat chilien et de la délégation parlementaire l'accompagnant à Laâyoune, qui leur permettra d'avoir un aperçu de la stabilité et des multiples chantiers de développement que connaissent les provinces du Sud du Royaume, ajoutant que grâce à **la Vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, le Maroc a engagé un chantier de réforme global, notamment la consolidation du processus démocratique.

**- Le Président du Sénat de la République du Chili:**

- a salué le niveau des relations distinguées entre les deux pays, soulignant le rôle de la diplomatie parlementaire dans le renforcement de ces liens ;





- a exprimé son admiration au développement et l'expérience démocratique du Maroc, affirmant que sa visite à la ville de Laâyoune lui a permis de constater la stabilité dont jouit la région et d'avoir une meilleure compréhension de la question de l'intégrité territoriale du Maroc ;
- a réitéré son soutien à l'initiative d'autonomie proposée par le Maroc pour trouver une issue à cette question ;
- a appelé à redoubler les efforts pour hisser les relations économiques et commerciales entre les deux pays au niveau des relations politiques distinguées liant le Royaume du Maroc et la République du Chili.

**- 05-07 février 2020 : Visite de travail de la Vice-Présidente de la Commission de Développement du Parlement Européen, Mme Chrysoula Zacharopoulou, au Royaume du Maroc.**

**-La rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par M. Abdessamad Merimi, membre de la commission parlementaire mixte Maroc- Union européenne, le 6 février 2020, au siège de la Chambre des Conseillers.

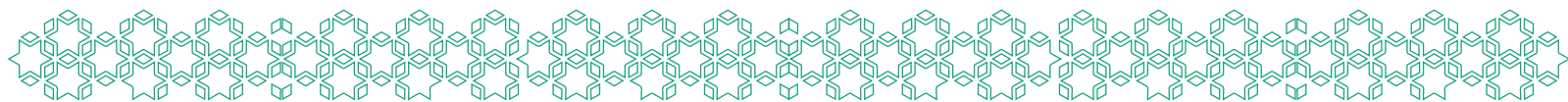
**- Le membre de la commission parlementaire mixte Maroc- Union européenne:**

- a confirmé pendant cet entretien la volonté du Maroc de renforcer ses liens historiques avec l'Union européenne au service des intérêts des deux parties ;
- A déclaré que le Maroc était toujours engagé pour entretenir des relations de bon voisinage avec l'Union européenne, ainsi que pour porter ses relations économiques et commerciales au même niveau que ses relations politiques distinguées avec l'Union ;
- a également salué la coopération étroite entre le Maroc et l'Union européenne dans divers domaines, notamment la sécurité, la lutte contre l'immigration illégale et la traite des êtres humains.

**- La Vice-Présidente de la Commission de développement au Parlement européen**

- a salué le dynamisme que connaît le Maroc grâce aux chantiers ouverts ;





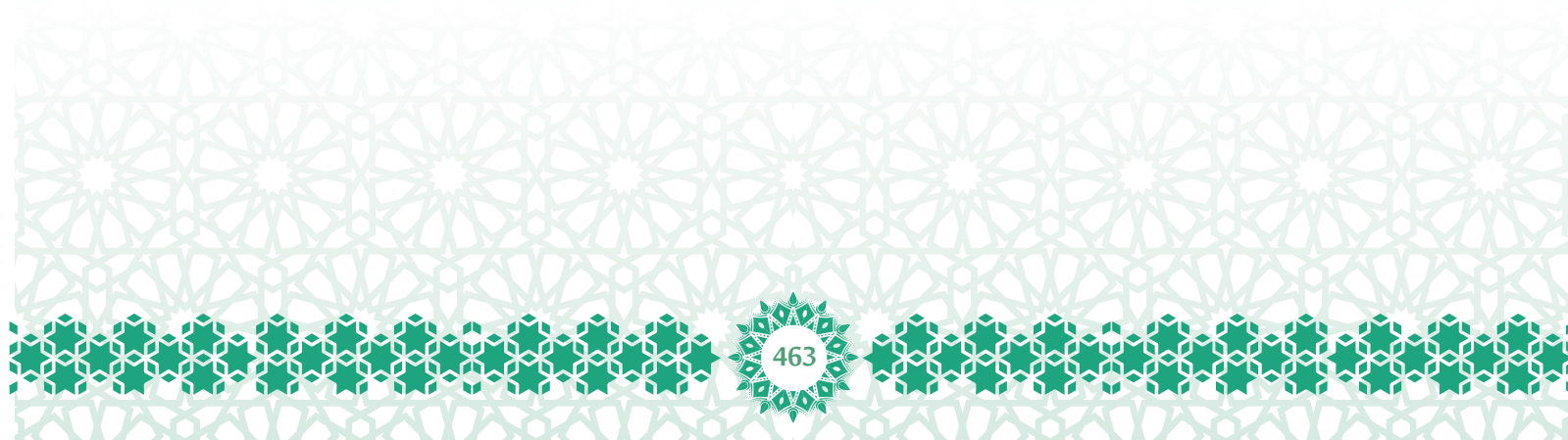
- a souligné que la position géostratégique du Maroc le prédispose à être un pont de liaison entre l'Europe et l'Afrique ;
- a noté que sa visite au Maroc s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de la position du Parlement européen par rapport à la coopération euro-africaine dans le cadre des consultations concernant la nouvelle stratégie européenne sur les relations Union Européenne - Union africaine.

**- 05-09 février 2020 : Visite de travail du Président du groupe d'amitié parlementaire Chili-Maroc, M. Gonzalo Fuenzalida, au Royaume du Maroc.**

**- La rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par le Président du groupe d'amitié Maroc-Chili à la Chambre des Conseillers, M. Abdelhamid Fatihi, le 05 février 2020 au siège de la Chambre des Conseillers.

**- Le Président du groupe d'amitié Maroc-Chili à la Chambre des Conseillers:**

- a mis en avant la dynamique exceptionnelle des relations entre le Royaume du Maroc et la République du Chili, rappelant dans ce contexte la visite historique de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste** en 2004 dans le pays latino-américain et les perspectives prometteuses qu'elle a ouvertes en termes d'élargissement du champ de la coopération Sud-Sud dans divers domaines ;
- a souligné que le Maroc et le Chili sont liés par des relations historiques et civilisationnelles et partagent un grand nombre de valeurs humaines ;
- a salué la position constante de Santiago au sujet de la question du Sahara marocain, telle qu'elle a été exprimée par le Parlement chilien dans une résolution adoptée en janvier 2018 en soutien à l'initiative marocaine d'autonomie dans les provinces du sud.





### **- 17-22 février 2020: Visite de travail d'une délégation de haut niveau du Parlement panafricain à la République de Cuba.**

Conduite par M. Roger Nkodo Dang, une délégation officielle de haut niveau du Parlement panafricain a effectué une visite d'amitié et de travail, la première en son genre, en République de Cuba, du 17 au 22 février 2020.

Cette visite, dont le Maroc a été représenté par le Conseiller parlementaire M. Yehfadh Benmbarek, s'inscrit dans le cadre de la consolidation des relations d'amitié et de coopération entre le Parlement panafricain, l'institution législative relevant de l'Union Africaine, et l'Assemblée nationale de la République de Cuba, de manière à contribuer au renforcement des relations entre les continents africain et latino-américain.

A cette occasion, les parlementaires africains ont tenu des réunions bilatérales avec leurs homologues de l'Assemblée nationale de la République de Cuba, présidée par M. Juan Esteban Lazo Hernandez, pendant lesquelles les membres de la délégation africaine ont présenté un exposé sur les compétences et le rôle du Parlement panafricain en tant qu'institution législative de l'Union Africaine.

La délégation du Parlement africain a, également, eu une série de réunions avec des représentants du gouvernement et diverses institutions universitaires.

### **- 17-20 février 2020 : Visite de travail du Président de la Chambre des Députés du Chili, M. Ivan Flores Garcia, au Royaume du Maroc.**

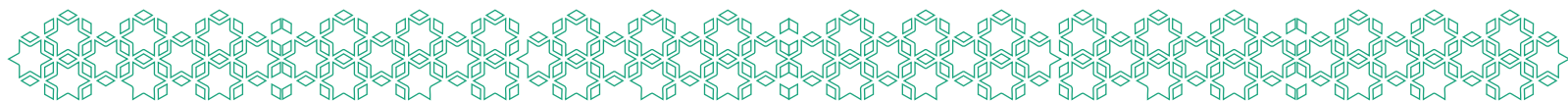
**- La rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, le 18 février 2020 au siège de la Chambre des Conseillers.

#### **- Le Président de la Chambre des Conseillers:**

- a rappelé les visites de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, en 2004, dans plusieurs pays d'Amérique latine, qui ont permis d'ouvrir des horizons prometteurs aux relations bilatérales et concrétiser le choix stratégique du Royaume en faveur de la coopération sud-sud ;







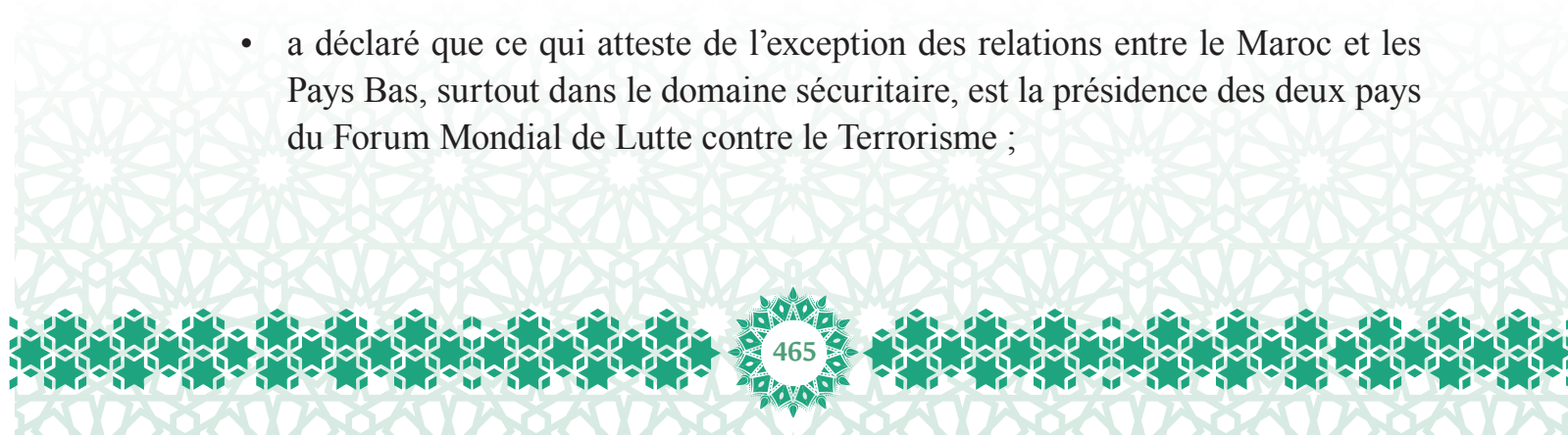
- a mis en avant la dynamique exceptionnelle qu'a accumulée la Chambre des Conseillers dans les relations avec les parlements de la région d'Amérique latine, aussi bien au niveau bilatéral que multilatéral ;
- a rappelé le processus de création du Forum parlementaire des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, qui a été couronné par la signature de la déclaration constitutive du dit Forum au siège de la Chambre des Conseillers en novembre 2019 par les présidents de tous les parlements régionaux et continentaux des deux régions ;
- a salué les positions inédites exprimées par la majorité des parlements de la région concernant la cause nationale du Royaume du Maroc, en citant dans ce contexte la motion du parlement chilien, en janvier 2018, soutenant l'intégrité territoriale du Royaume et l'initiative d'autonomie des provinces du sud, en tant que solution juste et durable pour régler ce conflit artificiel autour du Sahara marocain.

**- 24-27 février 2020: Visite de travail d'une délégation parlementaire néerlandaise, conduite par M. Hayke Veldman, au Royaume du Maroc.**

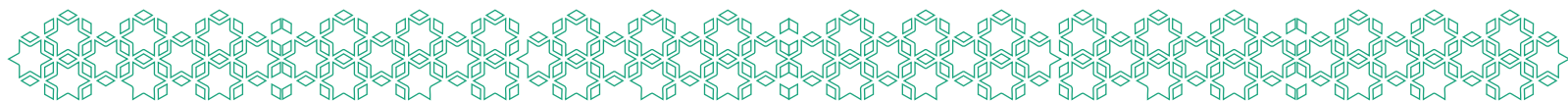
**- La rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par le Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhamid Souiri, le 25 février 2020 au siège de la Chambre des Conseillers.

**- Le Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers:**

- a salué la solidité des relations entre les deux Royaumes, basées sur le respect mutuel, la coopération et les liens forts entre les deux familles Royales ;
- a mis en exergue la dynamique remarquable que connaissent les relations maroco-néerlandaises dans différents domaines, notamment au niveau sécuritaire, appelant à les développer davantage ;
- a déclaré que ce qui atteste de l'exception des relations entre le Maroc et les Pays Bas, surtout dans le domaine sécuritaire, est la présidence des deux pays du Forum Mondial de Lutte contre le Terrorisme ;







- a valorisé la position des Pays-Bas soutenant les efforts de l'ONU visant à trouver une solution politique juste, durable et consensuelle au conflit artificiel autour du Sahara marocain ;
- a souligné le rôle de la diplomatie parlementaire dans le renforcement des relations entre le Maroc et les Pays-Bas de manière à servir les intérêts des deux pays amis ;
- a mis en exergue les réalisations et les acquis du Maroc dans le cadre de son processus de développement, dans les différents domaines, économique, social, juridique et institutionnel ;
- a souligné que la position géographique stratégique du Royaume du Maroc le prédispose à être un pont de liaison entre le Nord et le Sud et une porte vers l'Afrique, appelant les hommes et femmes d'affaires néerlandais(es) à intensifier leurs investissements au Maroc et à exploiter les opportunités offertes par la dynamique que connaît le Royaume dans différents domaines.

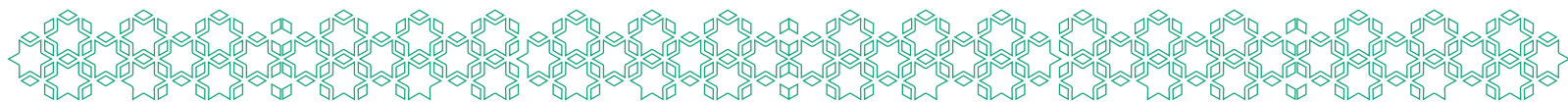
#### **- Le Président de la délégation hollandaise:**

a salué la solidité des relations bilatérales entre les deux Royaumes et a appelé à les développer davantage ;

- a souligné que le but de cette visite est de trouver des pistes pour renforcer les relations commerciales et économiques et à explorer de nouvelles opportunités pour élargir les échanges bilatéraux.

#### **- 24-28 février 2020 : Visite de travail de M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, aux Etats-Unis Mexicains accompagné de M. Abdelkader Salama, Quatrième Vice-Président de la Chambre des Conseillers**

La visite de travail effectuée par le Président de la Chambre des Conseillers, M. Hakim Benchamach, aux Etats-Unis Mexicains du 24 au 28 février 2020 fut marquée par le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la 38ème session du Forum des Présidentes et des Présidents des parlements d'Amérique centrale et des Caraïbes «FOPREL», où il a réaffirmé l'engagement du Parlement marocain à renforcer ses relations de coopération avec cette entité législative régionale. Un engagement qui est dans la droite ligne du



choix stratégique du Royaume du Maroc, **sous la Conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, de promouvoir la coopération Sud-Sud.

Dans son discours, le Président de la Chambre des Conseillers a également exprimé la volonté du Parlement marocain de poursuivre la consolidation des relations d'amitié et de coopération avec le «FOPREL» et les autres Parlements de la région, et le lancement de projets communs visant à servir les intérêts des peuples des deux régions.

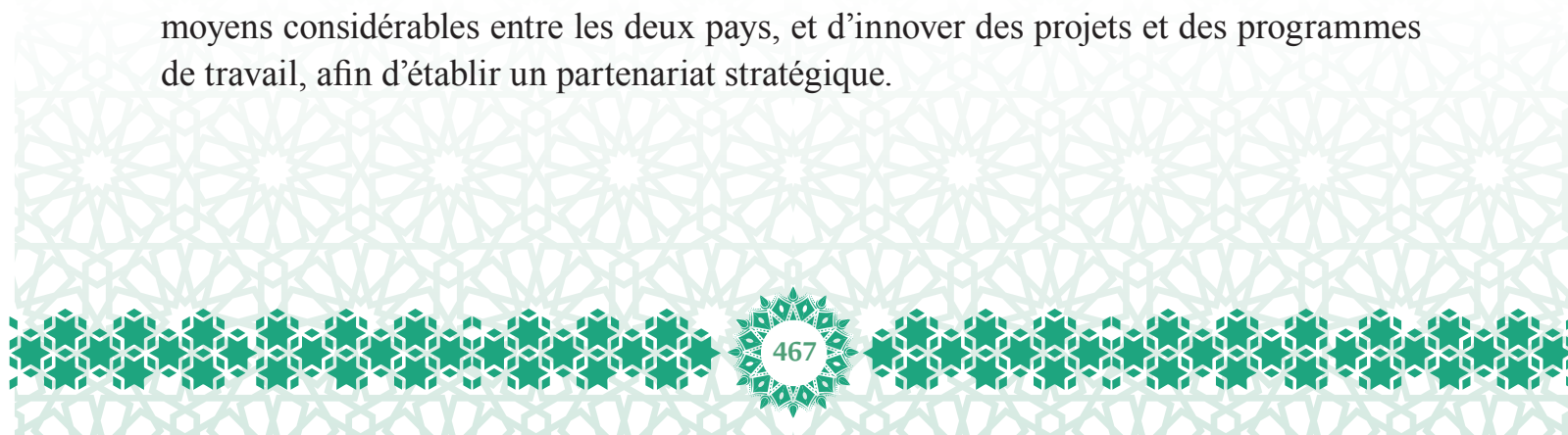
A cette occasion, M. Hakim Benchamach, a exprimé sa fierté de l'hommage donné par le président panaméen dont le mandat a expiré et la nouvelle présidente mexicaine du «FOPREL» aux efforts menés par la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc pour réussir l'action du «FOPREL» et consolider le rapprochement entre les régions de l'Amérique Centrale et des Caraïbes et le continent africain.

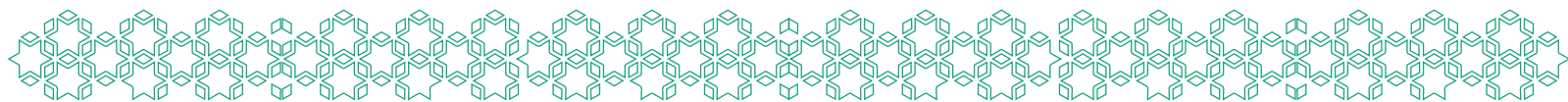
A cet égard, le Président de la Chambre des Conseillers a été décoré par les Présidentes et Présidents des parlements d'Amérique centrale et des Caraïbes, comme acte d'appréciation de ses efforts pour la consolidation des relations d'amitié et de coopération avec les institutions législatives des Etats membres du «FOPREL».

Cette visite fut également l'occasion d'avoir plusieurs entretiens bilatéraux avec les responsables parlementaires et gouvernementaux, notamment avec le Vice-Ministre mexicain des Affaires étrangères, la présidente du Sénat et la présidente de la Chambre des Représentants. Ces entretiens se sont focalisés sur les voies du renforcement de la coopération parlementaire entre les deux pays, dans le but de donner une nouvelle dynamique aux relations bilatérales qui est parfaitement en phase avec les aspirations des deux peuples.

Pour leur part, les responsables mexicains ont exprimé, lors de ces rencontres, leur grand intérêt et souhait de renforcer les relations bilatérales avec le Royaume du Maroc, ainsi que leur volonté d'œuvrer à surmonter tous les obstacles pouvant entraver l'établissement d'un partenariat stratégique avec le Royaume du Maroc qui jouit d'un statut particulier dans son environnement régional surtout au niveau du continent africain.

A cet effet, les deux parties se sont mis d'accord sur le lancement d'un processus de dialogue politique et parlementaire qui permettra de saisir les opportunités et les moyens considérables entre les deux pays, et d'innover des projets et des programmes de travail, afin d'établir un partenariat stratégique.

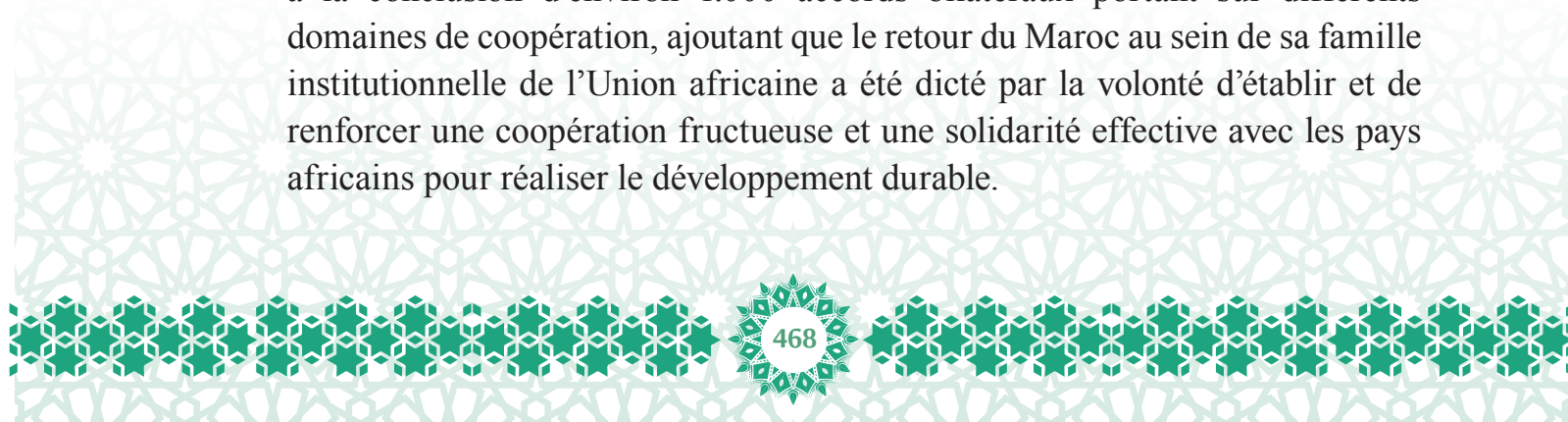


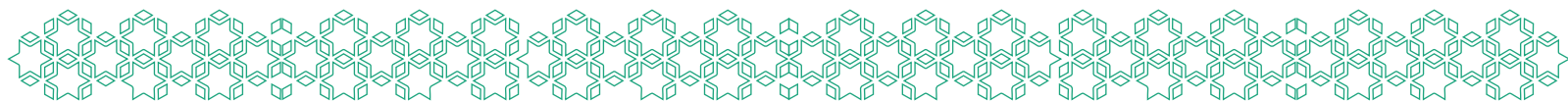


- **Le 02 mars 2020 : Le Premier Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdessamad Kayouh, reçoit le Président du Conseil national des provinces au Parlement de la république de l'Afrique du Sud, M. Amos Massondo, à l'occasion de la tenue de la réunion conjointe de la commission du commerce, des douanes et de l'immigration et de la commission des transports, de l'industrie, des communications, de l'énergie, des sciences et de la technologie au Parlement panafricain abritée par le Parlement marocain du 2 au 7 mars 2020, en présence de M. Abdelhamid Souiri, Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers et Messieurs Abdellatif Abdouh et Yhafdah Benmbarek , membres du Parlement panafricain**

**- Le premier Vice-Président de la Chambre des Conseillers:**

- a souligné l'importance de cette réunion conjointe, première en son genre, abritée par le Parlement marocain, qui est le fruit de la dynamique de la coopération exceptionnelle entre le Parlement marocain et le Parlement panafricain depuis que le Maroc a intégré cette institution législative continentale. L'initiative marocaine s'inscrit également dans le cadre des efforts du Royaume du Maroc, **sous la Conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, visant à promouvoir l'intégration économique du continent africain, la coopération bilatérale et multilatérale et le développement ;
- a affirmé à cette occasion que le Royaume du Maroc et, **suites aux Directives de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, faisait et fera toujours de sa profondeur africaine un pilier de sa politique étrangère dans tous ses aspects de développement et de solidarité humaine, consolidant toutes les initiatives visant le renforcement de l'intégration économique et du libre-échange et la promotion des investissements et du développement au niveau du continent ;
- a noté que cette volonté a été illustrée par les visites successives de **Sa Majesté le Roi que Dieu l'Assiste**, dans plusieurs pays africains, ayant abouti à la conclusion d'environ 1.000 accords bilatéraux portant sur différents domaines de coopération, ajoutant que le retour du Maroc au sein de sa famille institutionnelle de l'Union africaine a été dicté par la volonté d'établir et de renforcer une coopération fructueuse et une solidarité effective avec les pays africains pour réaliser le développement durable.





**- Le président du Conseil national des provinces au Parlement de la République de l'Afrique du Sud:**

- A souligné que l'importance et l'actualité des deux sujets principaux débattus dans les différents séminaires et ateliers de cette réunion conjointe, permettra aux participants d'approfondir la consultation, d'échanger des expériences et expertises et d'aborder les différents aspects juridiques, institutionnels et technologiques relatifs aux domaines du commerce et de l'économie numérique, ajoutant qu'il s'agit également d'une occasion pour mettre en exergue le rôle des parlements nationaux et des acteurs du secteur privé dans la promotion et le renforcement des échanges commerciaux entre les pays africains.

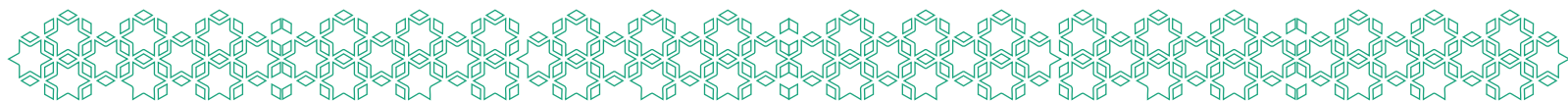
**- Le 02 mars 2020: Le Premier Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdessamad Kayouh, reçoit M. Albert Muchanga, Commissaire au Commerce et à l'Industrie de l'Union Africaine, en marge de la réunion conjointe de la commission du commerce, des douanes et de l'immigration et de la commission des transports, de l'industrie, des communications, de l'énergie, des sciences et de la technologie du parlement panafricain abrité par le Parlement marocain du 2 au 7 mars 2020, en présence de M. Abdelhamid Souiri, Cinquième Vice-Président de la Chambre des Conseillers et Messieurs Abdellatif Abdouh et Yhafdah Benmbarek , membres du Parlement panafricain**

**- Le premier Vice-Président de la Chambre des Conseillers:**

- a souligné que le retour du Maroc à l'Union africaine s'inscrit dans **la Vision stratégique de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, qui confirme l'engagement du Royaume en faveur d'une Afrique unie et solidaire et d'un développement durable et intégré du continent ;
- a également affirmé que le Maroc a entrepris des projets stratégiques et structurants en faveur de l'intégration économique et commerciale africaine, qui auront un impact tangible sur la vie quotidienne des peuples du continent africain ;
- a appelé à mettre à profit toutes les opportunités qui s'offrent pour renforcer la coopération conjointe, lancer des plans industriels et développer le commerce aux niveaux régional et continental, au service des intérêts vitaux du continent







africain, de la contribution à l'intégration économique régionale et continentale et ainsi de la réalisation du développement durable.

**- Le Commissaire au Commerce et à l'industrie de l'Union Africaine :**

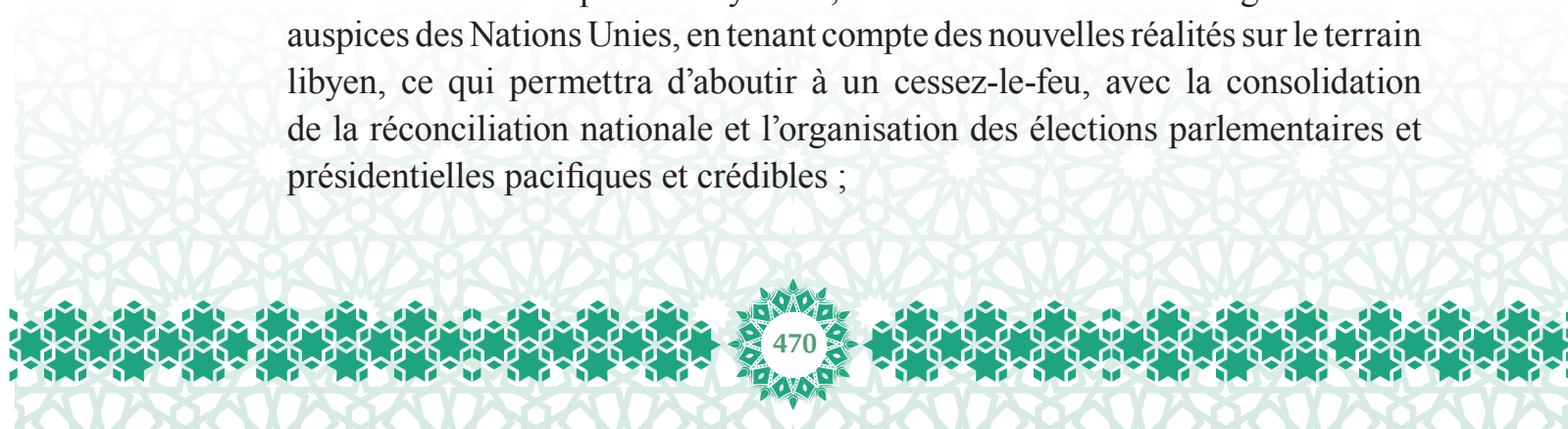
- a souligné que cette rencontre a constitué, une occasion pour les différentes parties de passer en revue les bonnes relations de coopération qui existent entre le Parlement marocain et le Parlement panafricain, notamment avec les opportunités que présente le retour du Maroc à l'Union Africaine, et la nouvelle dynamique impulsée au sein de l'Union et de ses instances à travers ce retour.

**- 12-13 mars 2020: Visite de travail du Président du Haut Conseil d'Etat Libyen, M. Khalid Ammar Al-Mishri, au Royaume du Maroc.**

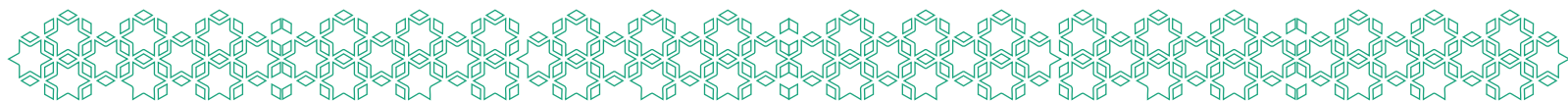
**- La rencontre officielle à l'occasion de la visite :** présidée par le Deuxième Vice-Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelilah Hallouti, en présence de M. Azeddine Zekri, Questeur de la Chambre des Conseillers, le 13 mars 2020, au siège de la Chambre des Conseillers.

**- Le Deuxième Vice-Président de la Chambre des Conseillers:**

- a souligné l'exception des relations de fraternité et d'amitié liant les deux peuples marocain et libyen, affirmant que le Maroc a toujours veillé à les consolider davantage pour servir les intérêts des deux pays et des deux peuples frères ;
- a affirmé la position ferme du Royaume du Maroc envers le dossier libyen, qui estime que la gestion de la crise en Libye doit rester entre les mains des libyens et que la solution politique consensuelle est la seule solution capable de faire sortir l'Etat Lybien de la crise, et que le choix militaire ne va qu'aggraver la situation et ne sera pas bénéfique pour la stabilité du pays ;
- a affirmé la volonté du Maroc œuvrer pour le rapprochement des points de vue des différentes parties libyennes, à travers l'accueil du dialogue sous les auspices des Nations Unies, en tenant compte des nouvelles réalités sur le terrain libyen, ce qui permettra d'aboutir à un cessez-le-feu, avec la consolidation de la réconciliation nationale et l'organisation des élections parlementaires et présidentielles pacifiques et crédibles ;



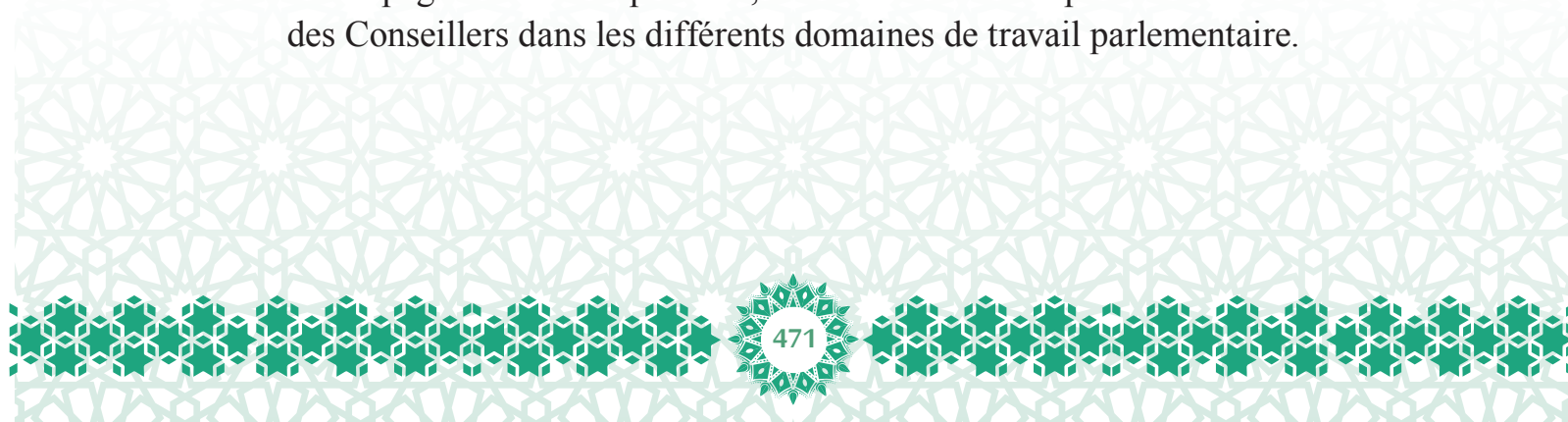


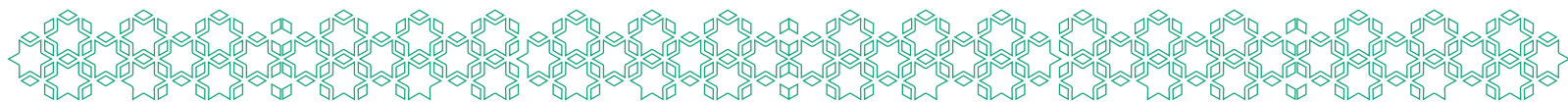


- a rappelé le succès du processus de négociations abrité par la ville de Skhirat, qui a abouti à l'accord politique reconnu par les Nations Unies jusqu'à aujourd'hui comme étant l'unique cadre devant permettre une sortie honorable de la crise, insistant sur la volonté du Maroc, **sous la Conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, de soutenir le peuple libyen et l'accompagner pour dépasser cette phase et réaliser ses aspirations de construire un Etat démocratique, solidaire et uni qui protège la souveraineté de la Libye et son intégrité territoriale ;
- a souligné l'importance de la consolidation des relations de coopération et des mécanismes de collaboration entre la Chambre des Conseillers et le Haut Conseil d'Etat en Libye sur tous les niveaux et dans le domaine d'échange d'expériences.

**- Le Président du Haut Conseil d'Etat Libyen:**

- a souligné le rôle du Royaume du Maroc, **sous la Conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, dans la création de conditions favorables afin d'aboutir à un consensus national entre les frères libyens ;
- a rappelé dans ce contexte la signature de l'Accord de Skhirat, en saluant le soutien du Royaume du Maroc envers la Libye à travers l'instauration d'un climat favorable qui a abouti à la signature de cet accord ;
- a affirmé que le règlement de la crise libyenne ne sortira pas du cadre de cet accord ;
- a précisé que les Libyens aspirent au respect de l'accord politique de Skhirat, à l'organisation d'un référendum sur la constitution, ainsi qu'à l'aboutissement à des élections présidentielles et parlementaires ;
- a salué les relations d'amitié et de coopération qui existent entre le Haut Conseil d'Etat Libyen et la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc, et le dialogue continu entre les deux institutions législatives, exprimant sa volonté de consolider davantage ces relations à travers la création d'un groupe d'amitié et de coopération au sein des deux chambres en tant que mécanisme pour accompagner cette coopération, et bénéficier de l'expérience de la Chambre des Conseillers dans les différents domaines de travail parlementaire.





**- 26-28 juillet 2020 : Visite de travail du Président du Haut Conseil d'Etat Libyen, M. Khalid Ammar Al-Mishri, à la tête d'une délégation de haut niveau, au Royaume du Maroc.**

**- La rencontre officielle à l'occasion de la visite:** présidée par M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, le 27 juillet 2020, au Siège de la Chambre des Conseillers.

**- Le Président de la Chambre des Conseillers:**

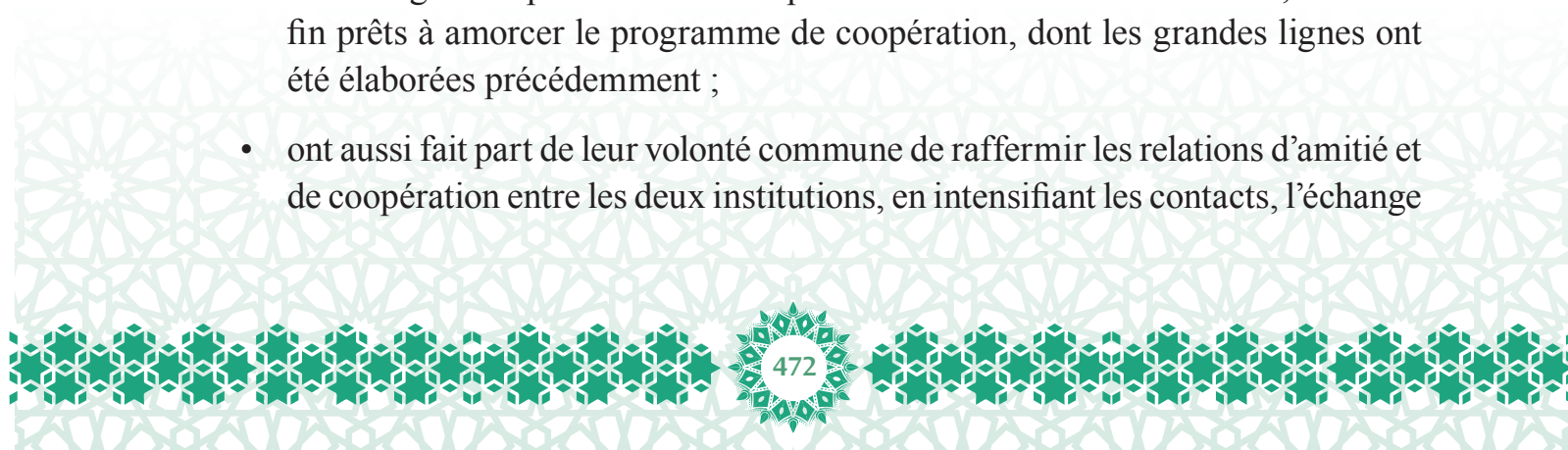
- a rappelé la position constante du Maroc concernant la question libyenne et sa disposition continue à soutenir une solution politique consensuelle pour sortir de la crise, en accueillant un dialogue responsable et constructif entre les parties, sous l'égide de l'ONU ;
- a souligné l'importance de l'accord de Skhirat, qui offre une base et un référentiel pour le dialogue politique et l'instauration des fondements d'une réconciliation nationale libyenne globale.

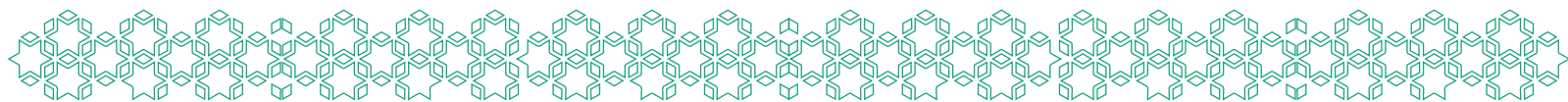
**- Le Président du Haut Conseil d'Etat Libyen:**

- a mis en avant le rôle que joue le Maroc, **sous la Conduite de SM le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, pour préparer les conditions appropriées à la réconciliation et l'entente nationales entre les frères libyens, rappelant le climat positif qui a marqué les consultations de Skhirat ;
- a affirmé que sa visite au Maroc, aux côtés d'autres acteurs politiques libyens, s'inscrit dans les efforts visant à renforcer et actualiser l'accord politique émanant des consultations de Skhirat, à la lumière des défis de la phase actuelle.

**- Les deux parties:**

- ont souligné l'importance de la coopération entre les deux institutions, se disant fin prêts à amorcer le programme de coopération, dont les grandes lignes ont été élaborées précédemment ;
- ont aussi fait part de leur volonté commune de raffermir les relations d'amitié et de coopération entre les deux institutions, en intensifiant les contacts, l'échange





d'expériences et d'expertises ainsi qu'en consolidant les liens de coordination des positions au sein des forums régionaux et internationaux.

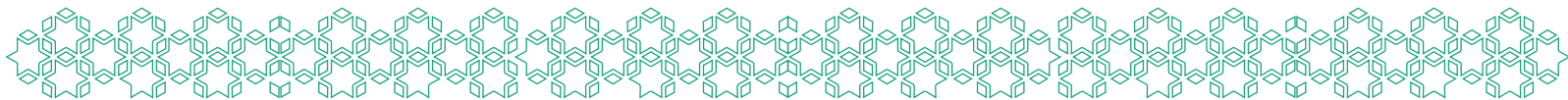
**- 31 octobre - 1er novembre 2019 : Sous le haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste, la Chambre des Conseillers, a organisé le séminaire international sur le thème: «Les parlements et les enjeux de la sécurité alimentaire» et la première réunion du Réseau parlementaire pour la sécurité alimentaire en Afrique et dans le monde arabe.**

**Sous le haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste,** la Chambre des Conseillers et l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe, présidée par M. Hakim Benchamach, ont organisé, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le séminaire international sur le thème: **«Les parlements et les enjeux de la sécurité alimentaire»**, les 31 octobre et 1er novembre 2019 au siège de la Chambre des Conseillers.

L'organisation de cet événement s'inscrit dans le cadre d'un débat enrichissant, d'un dialogue et une concertation parlementaires fructueux sur les questions liées à la sécurité alimentaire, aboutissant à la formulation de recommandations et de propositions qui contribueraient à ouvrir la voie à une action parlementaire commune aux côtés des gouvernements et des différents secteurs concernés, notamment en encourageant les investissements dans le domaine de l'accompagnement, de la garantie de la durabilité, l'abondance et la qualité de la production alimentaire, et faire face à la pénurie aiguë de la production alimentaire et rendre le taux d'augmentation de la production alimentaire proportionné à la croissance démographique mondiale. Il s'agit également d'éliminer les obstacles qui se dressent devant la réalisation de la croissance requise en termes de production alimentaire, en particulier ce qui est lié au changement climatique, principalement la sécheresse, les inondations et la propagation des maladies et des épidémies, tout en prenant des mesures législatives et politiques garantissant la jouissance du droit à une alimentation adéquate, saine, et sûre, ainsi que l'élimination de la faim, et l'échange des informations et des expériences sur les stratégies liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, la sensibilisation et la présentation des études et des propositions dans ce domaine.

Les présidents et les représentants de parlements nationaux, d'unions et d'organisations régionales, continentales et internationales, en Afrique, dans le monde arabe, en Amérique latine et dans la région euro-méditerranéenne, ont participé à ce





colloque international important, en plus d'experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

D'autre part, le Réseau parlementaire pour la sécurité alimentaire en Afrique et dans le monde arabe, qui a été créé à Rabat au début de cette année, a tenu sa première réunion à la veille du séminaire et un atelier de formation a été organisé au profit des membres du réseau parlementaire, lequel été encadré par des experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le 30 octobre 2019 au siège de la Chambre des conseillers.

**- Le 1er novembre 2019 : Signature de la mise en place du Forum Parlementaire des Pays d'Afrique, d'Amérique Latine et des Caraïbes (AFROLAC), à l'occasion de l'organisation du Conseil des Conseillers, du séminaire international sur le thème : «Les parlements et les enjeux de la sécurité alimentaire».**

La déclaration fondatrice du Forum parlementaire des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes (AFROLAC) a été signée par les présidents du Parlement marocain et les présidents des unions et organisations parlementaires d'Afrique et d'Amérique latine, le 1er novembre 2019 à la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc, en marge du séminaire international sous le thème: «**Les Parlements et les enjeux de la sécurité alimentaire**» organisé par la Chambre des Conseillers, et l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Cet événement international important s'est distingué par la présence de la Présidente de l'Union interparlementaire et d'un grand nombre de présidents et de représentants de délégations parlementaires dans le monde arabe.

Le Forum parlementaire des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes a vu le jour après quatre années de travail acharné sur les différentes interfaces parlementaires régionales et continentales, qui ont abouti à la conviction des présidents des unions et organisations parlementaires des deux continents de son importance dans un système international déséquilibré.

Ce Forum est un espace de dialogue parlementaire interactif et constructif, un cadre de travail institutionnel conjoint et une plate-forme d'action parlementaire permettant







le renforcement de l'intégration régionale et de la coopération Sud-Sud. Il est aussi considéré comme un plaidoyer pour répondre aux défis communs et aux préoccupations des peuples des deux régions.

**- Le 11 décembre 2019: Table ronde organisée par la Chambre des Conseillers sous le thème : «Le rôle des parlements dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes» à l'occasion de la Campagne annuelle des Nations Unies contre la violence à l'égard des femmes.**

La Chambre des Conseillers a organisé, en partenariat avec ONU-Femmes, une table ronde sous le thème : **«Le rôle des parlements dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes»**, et ce à l'occasion de la campagne annuelle des Nations-Unies visant à mettre fin à la violence contre les femmes. Cette table ronde s'inscrit dans le cadre de l'engagement continu de la Chambre des Conseillers à la défense des droits de la femme et de la consolidation de leurs acquis.

Cette réunion a été marquée par la participation de parlementaires des deux chambres, de représentants du ministère de la Justice, du ministère de la Solidarité, de la Famille, de l'Egalité et du Développement social, dans le but de promouvoir le dialogue et l'échange d'informations sur la nécessité de renforcer le cadre juridique du projet de loi n°10.16, modifiant et complétant le code pénal, et de formuler des recommandations pour une réforme globale et optimale du code pénal dans le domaine de la promotion des droits de la femme au Maroc.

Dans son allocution à cette occasion, M. Larbi Lamharchi, Questeur de la Chambre des Conseillers, a considéré cette table ronde comme la continuité des étapes précédentes déjà établies autour de ce sujet, dont la Chambre a été l'initiatrice dans l'organisation, l'adoption et l'engagement.

M. Lamharchi a expliqué que la violence à l'égard des femmes est un phénomène à dimension mondiale, ne se limitant pas à une culture, une religion ou un pays spécifique, ni d'ailleurs à un groupe spécifique de femmes dans une société. Il affirme que la violence touche toutes les tranches d'âge et tous les espaces privés ou publics, soulignant que cet acte à l'égard des femmes est l'un des obstacles qui entrave le développement et conduit à l'inégalité. Il a expliqué, également, que cet objectif ne peut être atteint sans une participation réelle et effective des femmes dans divers domaines et sphères sociales, économiques et culturelles. Une participation qui reste conditionnée par la préservation de leurs droits et à l'activation de leur rôle dans l'édification de la société.





Le Questeur de la Chambre des Conseillers a souligné aussi qu'en dépit des réformes accomplies et des acquis obtenus, la lutte contre le phénomène de la violence à l'égard des femmes nécessite un travail accru, afin d'assurer une harmonisation de la législation nationale avec les normes internationales en vigueur. Il a considéré aussi que ce phénomène ne peut être éradiqué qu'en instaurant une culture fondée sur les valeurs des droits de l'Homme, les principes d'équité et d'égalité des sexes, et la nécessité de leur autonomisation et protection, tout en leur garantissant la jouissance de tous leurs droits fondamentaux.

M. Lamharchi a déclaré également, que le domaine du droit pénal était considéré comme un chantier de réforme qui revêt un intérêt particulier pour toutes les institutions de l'Etat décisionnelles et consultatives, sous la Conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste.

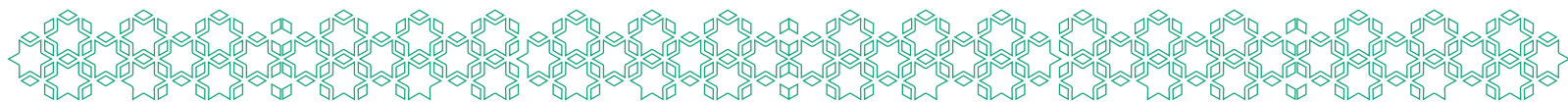
Ce sujet a été, d'ailleurs, l'un des plus importants axes de la charte de la réforme du système judiciaire, et ce dans le but de faire de la politique pénale un outil pour la protection des droits et des libertés, conformément aux normes internationales. Il a également affirmé que la constitution a jeté les bases de la réforme de la justice pénale, grâce à ses articles qui consacrent la protection des droits et libertés et qui fondent le principe du procès équitable.

**- Le 12 février 2020 : Réunion conjointe de M. Habib El Malki, Président de la Chambre des Représentants, et de M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, avec le Président du Parlement d'Amérique latine et des Caraïbes, M. Jorge Pizarro Soto, sur le lancement du Forum parlementaire des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes (AFROLAC) au siège de la Chambre des Conseillers.**

Le Président de la Chambre des Représentants, M. Habib El Malki et le Président de la Chambre des Conseillers, M. Hakim Benchamach se sont entretenus, le 12 février 2020 au siège de la Chambre des Conseillers, avec le Président du Parlement latino-américain, M. Jorge Pizarro Soto, sur le lancement du Forum parlementaire des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Cette entrevue a constitué une occasion pour les deux parties de souligner le dynamisme qui caractérise les relations d'amitié et de coopération entre le Parlement





marocain et le Parlement d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que les moyens de mettre à profit et de consolider ces relations au service des intérêts des peuples des deux régions.

Dans ce contexte, les deux parties ont salué l'initiative de créer un forum parlementaire qui réunit les parlements des pays d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes, en tant qu'espace d'action commune et un mécanisme de dialogue politique parlementaire et d'enrichissement du débat et de la concertation parlementaires africaines et latino-américaines autour des questions stratégiques prioritaires.

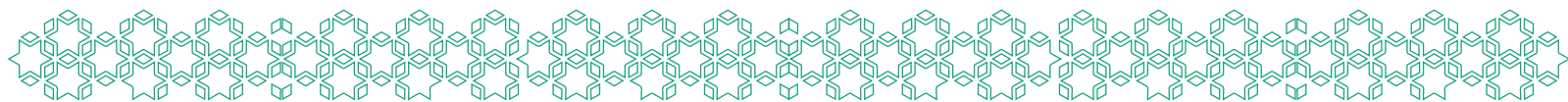
Il s'agit de mettre en place une diplomatie parlementaire qui permet d'explorer les moyens et les possibilités d'intégration régionale et de renforcement de la coopération sud-sud, conformément à une perspective stratégique, participative, intégrée, solidaire et de développement, qui repose sur la consolidation des intérêts économiques et commerciaux et des liens humains entre l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes.

**- Du 02 au 07 mars 2020 : Le Parlement marocain a abrité la réunion conjointe des commissions permanentes du commerce et du transport du parlement panafricain et deux conférences sur «le commerce intra-africain dans le cadre de l'accord de la zone de libre-échange continentale africaine ZLECAF» et «la protection des données personnelles et l'économie digitale en Afrique» en coordination avec la Confédération générale des entreprises du Maroc.**

Le Parlement marocain a abrité la réunion conjointe des commissions permanentes du commerce et du transport du parlement panafricain et deux séminaires sur «le commerce intra-africain dans le cadre de l'accord de la zone de libre-échange continentale africaine ZLECAF» et «la protection des données personnelles et l'économie digitale en Afrique» en coordination avec la Confédération générale des entreprises du Maroc du 02 au 07 mars 2020.

Cette rencontre, première en son genre, s'est déroulée dans le cadre de la dynamique exceptionnelle qu'ont connu les relations de coopération entre le parlement marocain et le parlement panafricain, depuis le retour du Maroc à l'organisation continentale et dans le contexte de la mise en exergue des efforts du Royaume du Maroc, **sous la Conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, visant à atteindre l'intégration économique souhaitée au niveau du continent africain à travers l'encouragement des investissements et des échanges commerciaux et la consolidation des relations intra-régionales et l'accélération du processus de développement.





Ces deux rencontres, qui ont connu la participation des ministres et des représentants des parlements nationaux et unions régionales et continentales, ainsi que des experts, ont traité les divers aspects juridiques, institutionnelles, logistiques et technologiques en relation avec le secteur du commerce et du transport, et le rôle des parlements nationaux dans la promotion et le renforcement du libre-échange intra-africain.

En marge de cette réunion, les membres des deux commissions, ont effectué une visite à la ville de Marrakech et au port de Tanger Med afin de découvrir de s'acquérir du potentiel dont recèle ce dernier en tant que hub du commerce international dans la région.

**- Le 1er juin 2020 : Rencontre de M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, Président de l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Équivalents en Afrique et dans le monde Arabe, avec les présidentes et présidents des unions parlementaires régionales et continentales en Amérique Latine et aux Caraïbes, par visioconférence, avec la participation de M. Abdelkader Salama, Quatrième Vice-Président de la Chambre des Conseillers**

M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, Président de l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Équivalents en Afrique et dans le monde Arabe, a effectué une rencontre par visioconférence avec les présidentes et présidents des unions parlementaires régionales et continentales en Amérique Latine et aux Caraïbes, et ce le 1er juin 2020, qui a concerné les moyens de consolidation de la coopération parlementaire dans le cadre de la pandémie du Covid-19.

Lors de cette réunion, M. Benchamach a mis en avant **l'Initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, visant à établir un cadre opérationnel afin d'accompagner les pays africains dans leurs différentes phases de gestion de la pandémie, à travers le partage d'expériences et de bonnes pratiques, pour faire face à l'impact sanitaire, économique et social du Covid-19.

Il a, dans ce contexte, souligné l'importance de la coordination des efforts et de l'échange des expériences et des expertises entre les pays de l'Afrique et de l'Amérique latine et ceux du Sud en général, en vue de faire face aux différents défis liés à la pandémie du coronavirus, relevant l'impératif de la mise en place d'initiatives et de programmes qualitatifs visant à redéfinir la notion de l'État national et de renforcer







son rôle dans le soutien des domaines de la Santé et de l'Éducation, ainsi que d'autres secteurs sociaux, en plus de remédier aux dysfonctionnements liés à la justice sociale et territoriale, indique un communiqué de la Chambre des Conseillers.

M. Benchamach s'est, par ailleurs, arrêté sur les indicateurs et l'évolution de la situation épidémiologique du coronavirus au Royaume, soulignant la stratégie intégrée et proactive adoptée par le Maroc, sur Hautes Instructions Royales, en vue d'endiguer la propagation du Covid-19 et ses répercussions sanitaires et socio-économiques.

Il a indiqué que le Maroc a eu des réactions rapides et décisives dès le premier cas d'infection, signalé au début du mois de mars dernier, notant à cet effet que le Royaume a fermé ses frontières terrestre, aérienne et maritime et a adopté des procédures et des mesures barrières strictes qui se sont révélées efficaces, lesquelles ont été saluées par de nombreux pays, organisations et instances internationales, dont les Unions parlementaires régionales et continentales d'Amérique latine.

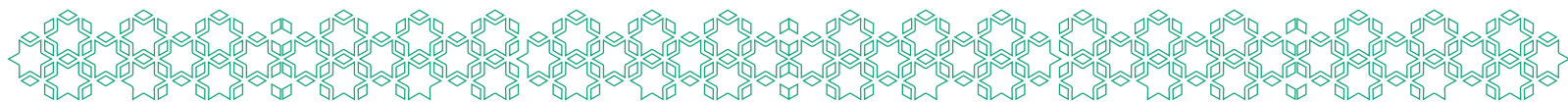
Le président de la Chambre des Conseillers a, aussi, mis l'accent sur l'importance de la décision relative à la création du Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19), en application des **Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, tendant à assurer le financement des mesures de prévention et de lutte contre le Coronavirus et ses effets, outre la création d'unités de la médecine militaire pour qu'elles prennent part conjointement avec son homologue civile à la lutte contre cette pandémie.

Il a, en outre, évoqué les différentes mesures exceptionnelles entreprises par la Chambre en vue d'assurer son fonctionnement et la poursuite de ses activités, en particulier la nouvelle expérience pionnière dans le domaine législatif, en adoptant le vote électronique à distance.

De leur côté, les présidents des Unions parlementaires régionales et continentales d'Amérique latine et des Caraïbes ont mis en avant l'importance de cette rencontre, estimant que l'événement parlementaire le plus important dans le processus des relations multilatérales unissant les Unions de la région et leurs homologues africains, est la déclaration constitutive du Forum parlementaire des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, signée le 1er novembre 2019 à la Chambre des Conseillers.

Ils ont, également, loué les mesures proactives entreprises par le Royaume depuis le début de la pandémie, soulignant l'importance de cette réunion dans le renforcement de la coopération parlementaire bilatérale et multilatérale dans des domaines d'intérêt commun et dans la lutte contre les nouveaux défis imposés par la crise sanitaire, ainsi que la mise en place de systèmes économiques régionaux et internationaux visant la réalisation de la justice sociale et territoriale.





Cette réunion a abouti à l'approbation de la déclaration commune qui a salué **l'Initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, visant l'établissement d'un cadre de travail pratique pour faire face aux répercussions de cette pandémie au niveau africain. Les présidentes et présidents des unions interparlementaires régionales et continentales présents à la réunion ont considéré que **l'Initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, représentent une base solide pour l'élaboration d'un plan d'action commun entre tous les pays du Sud afin de faire face à la pandémie et ses conséquences à tous les niveaux.

A cette occasion les parties ont appelé à l'élaboration d'un «plan de sauvetage mondial juste et équitable», destiné aux pays les plus touchés par les effets du Covid-19, à travers la contribution des grandes puissances et des multinationales, ainsi que des fonds souverains, permettant de fournir le financement et l'accompagnement nécessaire garantissant le redressement économique et social rapide de tous les pays au monde.

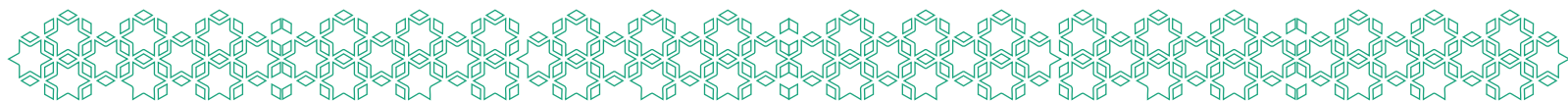
La déclaration a également lancé un appel aux différentes organisations et unions parlementaires régionales, continentales et mondiales pour réclamer d'une manière commune la garantie de la gratuité du vaccin prévu contre le Covid-19 pour toute l'humanité, appelant l'Organisation Mondiale pour la Santé à réfléchir à l'élaboration d'un « accord multilatéral face aux pandémies et épidémies » qui va constituer un cadre moral international de coopération de coordination et d'échange de données, d'informations, ainsi que des bonnes pratiques pour faire face aux catastrophes sanitaires en relation avec les virus à forte vitesse de propagation au niveau international.

#### **- Les positions des unions régionales, continentales et mondiales saluant la stratégie exceptionnelle adoptée par le Royaume du Maroc pour lutter contre la pandémie du Covid-19**

Le Maroc a pris note, avec beaucoup d'estime, les positions exprimées par les unions régionales, continentales et internationales en faveur de la stratégie unique adoptée par le Royaume du Maroc pour faire face à la pandémie du Covid-19, et qui ont toutes salué le modèle marocain et ses mesures préventives afin de limiter la propagation de la pandémie, en démontrant leur volonté de soutenir **l'Initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, pour un plan africain commun et solidaire permettant de soutenir les Etats africains dans leur lutte contre le Covid-19. Ils ont salué également l'ensemble des initiatives et des contributions financières et législatives menées par le Parlement marocain dans le cadre des efforts nationaux de lutte contre la propagation du covid-19, ainsi que la gestion de ses conséquences.







Il s'agit de l'Union Interparlementaire, le Parlement Panafricain, le Parlement d'Amérique Latine et des Caraïbes, le Parlement d'Amérique Centrale, le Parlement Andin, et le Forum des Présidentes et des Présidents des parlements d'Amérique centrale et des Caraïbes « FOPREL ».

**- Le 17 juin 2020: Réunion par visioconférence du Conseil Exécutif du réseau parlementaire de la sécurité alimentaire en Afrique et au monde arabe sous la présidence de M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, portant sur «l'impact de la pandémie du Covid-19 sur la sécurité alimentaire dans les régions africaine et arabe», avec la participation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).**

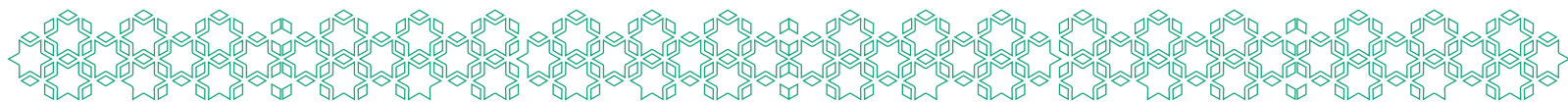
M. Hakim Benchamach, Président de la Chambre des Conseillers, a présidé la réunion du Conseil Exécutif du réseau parlementaire de la sécurité alimentaire en Afrique et au monde arabe portant sur «l'impact de la pandémie du Covid-19 sur la sécurité alimentaire dans les régions africaine et arabe», avec la participation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le 17 juin 2020 par visioconférence.

Le Président de la Chambre des Conseillers a affirmé au début de cette rencontre que la tenue de la réunion s'inscrit dans le cadre de la volonté de réaliser les objectifs de création du réseau parlementaire pour la sécurité alimentaire en Afrique et au monde arabe, notamment la consolidation de l'échange d'informations, d'expériences, discussions et concertations sur les questions stratégiques liées à la sécurité alimentaire et l'alimentation dans les deux régions. La rencontre s'inscrit également dans le but de promouvoir le rôle des parlementaires visant à trouver les moyens d'action commune permettant de lutter contre les répercussions du Covid-19, sur les Etats et les peuples des deux régions africaine et arabe, la communauté internationale, ainsi que sur les nouveaux enjeux économiques, financiers et sociaux.

Il a souligné à cet effet, que les réseaux parlementaires de la sécurité alimentaire sont appelés à faire preuve de vigilance, de suivi et de mobilisation, et de proposer des solutions et des initiatives pour faire face aux conséquences sanitaires, sociales et économiques de cette pandémie, surtout celles relatives à la sécurité alimentaire.

M. Hakim Benchamach a également étalé les indicateurs et l'évolution de la propagation du Covid-19 au Royaume du Maroc, en présentant la stratégie intégrée et proactive adopté par le Maroc suite aux **Instructions et à la Supervision directe et Continue de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, pour lutter contre





la propagation du Covid-19 et ses effets, laquelle stratégie a prouvé son efficacité à minimiser l'impact social, économique et sanitaire de la pandémie.

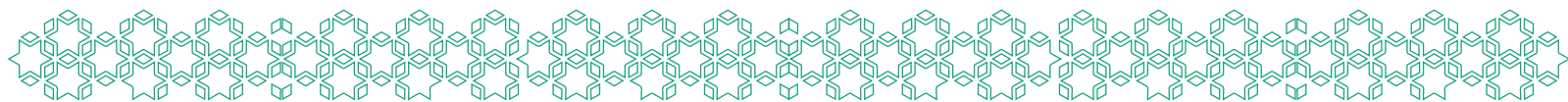
Dans ce contexte, le Président de la Chambre des conseillers a souligné l'importance de la décision de créer un «Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Covid-19», suite **aux Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, visant à garantir les conditions de financement des mesures préventives pour lutter contre le Covid-19 et limiter ses effets en parallèle des différents programmes nationaux comme le Programme Maroc Vert et le fond de développement agricole qui ont permis au Maroc d'acquérir une grande expérience dans ce domaine et de garantir à grande échelle sa sécurité alimentaire nationale.

Il a également mis en relief l'initiative Royale proposée par **Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste**, visant la création d'un cadre opérationnel afin d'accompagner les pays africains dans leurs différentes phases de gestion de la pandémie, en permettant l'échange des données, des expériences et des bonnes pratiques afin de surmonter les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie, tout en exprimant sa profonde fierté de l'initiative de **Sa Majesté**, à travers laquelle des aides médicales ont été accordées aux Etats africains pour les soutenir dans leur lutte contre la propagation du Covid-19, ce qui reflète la vision de **Sa Majesté**, et son engagement de solidarité envers les pays africains frères.

Au cours de cette réunion, M. Aymen Omar, chargé de programme principal sur le terrain à la l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a présenté un exposé détaillé sur les incidences de la pandémie du Covid-19 sur la sécurité alimentaire dans les régions africaine et arabe, abordant les mesures, procédures, notes d'orientation et recommandations émises par la FAO pour lutter contre les répercussions négatives de cette pandémie au niveau sanitaire, économique et social, notamment en ce qui concerne les questions de sécurité alimentaire et de nutrition. M. Omar a également présenté de nombreuses propositions concernant le travail des réseaux interparlementaires dans le cadre de ce contexte, ainsi que plusieurs axes et champs d'action contenus dans les recommandations finales de cette réunion.

De leur part, les membres du Conseil Exécutif du Réseau Interparlementaire de la Sécurité Alimentaire ont salué l'initiative de tenir cette réunion importante, affirmant que les parlementaires sont des principaux partenaires dans les politiques relatives à la lutte contre la pauvreté, la famine et la malnutrition, et qu'ils jouent un rôle importants en matière de législation et de contrôle, de réalisation des objectifs de développement durable, notamment dans le contexte des nouveaux défis imposés par les conséquences de la pandémie du Covid-19 au niveau de la sécurité alimentaire dans les deux régions africaine et arabe.





### **- L'élaboration d'un projet de jumelage institutionnel entre la Chambre des Conseillers et l'Union Européenne.**

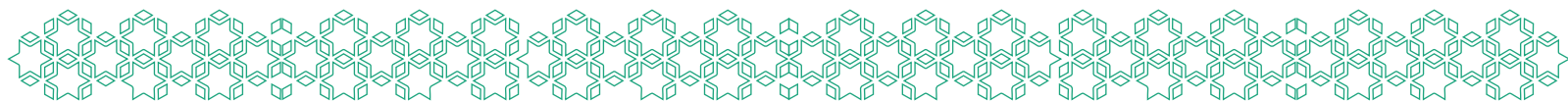
Au niveau de la coopération internationale, la Chambre des Conseillers a travaillé lors de cette durée sur l'élaboration d'un projet de jumelage institutionnel avec l'Union Européenne à travers un programme d'appui de l'action parlementaire aux niveaux de la législation, du contrôle parlementaire, de l'évaluation des politiques publiques et de la diplomatie parlementaire, et ce à travers l'échange des expériences et des compétences avec les parlements nationaux au sein de l'Union Européenne et les institutions multilatérales, notamment l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

### **C- Participation des délégations de la Chambre des Conseillers aux événements internationaux**

#### **- Au niveau des affaires africaines, arabes et islamiques**

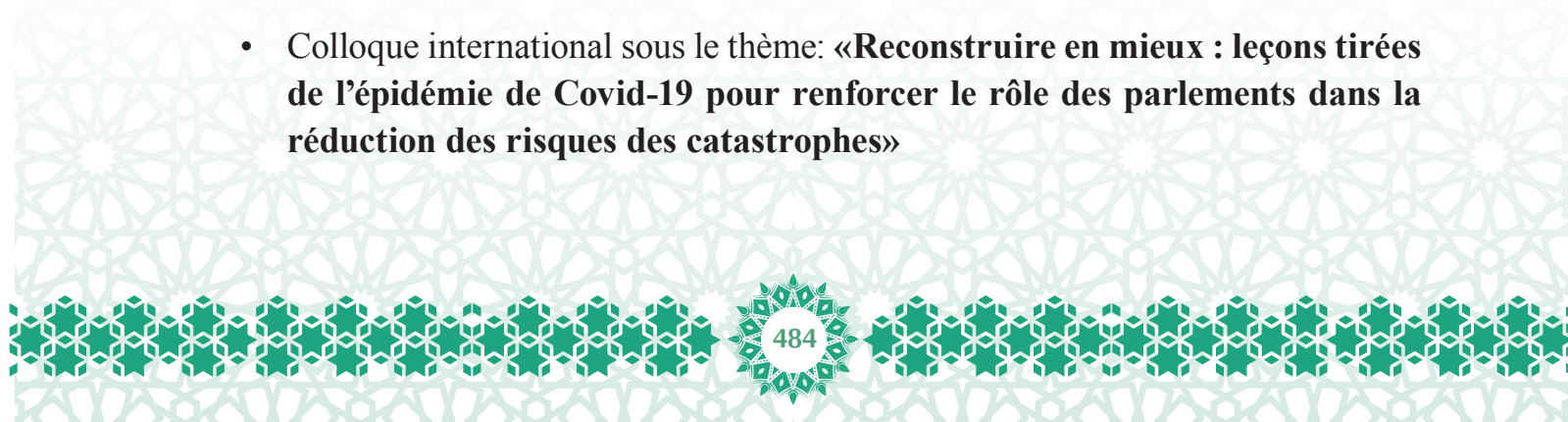
- Session du Parlement panafricain
- Session plénière du Parlement arabe
- 75ème session du Comité exécutif et 42ème conférence des présidents de parlements nationaux de l'Union parlementaire africaine
- Mission d'observation du Parlement panafricain des élections en République de Guinée-Bissau
- Réunion de Bureau du Parlement arabe
- 15ème Conférence de l'Union parlementaire des États membres de l'Organisation de la coopération islamique
- 3ème conférence de la Ligue des parlementaires pour Al-Qods
- Visite de travail en République de Cuba d'une délégation officielle de haut niveau du Parlement africain
- Réunions des commissions permanentes et session plénière du Parlement arabe
- Réunion conjointe de la commission de l'immigration et des douanes et de la commission du transport et des technologies du Parlement panafricain



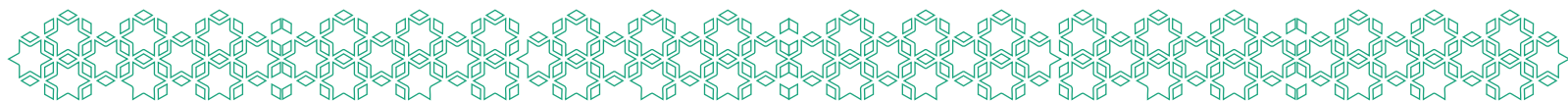


### **- Au niveau des affaires américaines, asiatiques, et de l'Union interparlementaire**

- Réunion parlementaire de haut niveau dans le cadre des réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International sous le thème: **«la lutte contre les disparités»**
- 65ème session de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN
- 141ème session de l'Assemblée générale de l'Union interparlementaire
- Conférence parlementaire mondiale
- Conférence internationale sur la capacité d'évaluation nationale **«NEC 2019»**
- 3ème édition du Forum International Francophone de l'Évaluation
- Assemblée générale du Parlement andin
- 102<sup>ème</sup> Conférence des présidents des conseils locaux
- 7ème Conférence mondiale des parlementaires contre la corruption
- Session du Parlement andin
- Réunion parlementaire à l'occasion de la 25ème Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP25)
- Conférence organisée par la Banque mondiale sous le thème: **«Réunion parlementaire virtuelle sur la stratégie de la Banque mondiale concernant la fragilité, les conflits et la violence»**
- Réunion parlementaire sous le thème: **«la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans le contexte de l'épidémie de Covid-19»**
- Réunion parlementaire internationale sous le thème: **«Assurer notre avenir commun: un projet de guide pour l'action parlementaire sur le désarmement pour la sécurité et le développement durable»**
- Réunion du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN sous les thèmes: **«Développement et sécurité au Sahel»** et **«Pandémie Covid-19 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord»**
- Colloque international sous le thème: **«Reconstruire en mieux : leçons tirées de l'épidémie de Covid-19 pour renforcer le rôle des parlements dans la réduction des risques des catastrophes»**







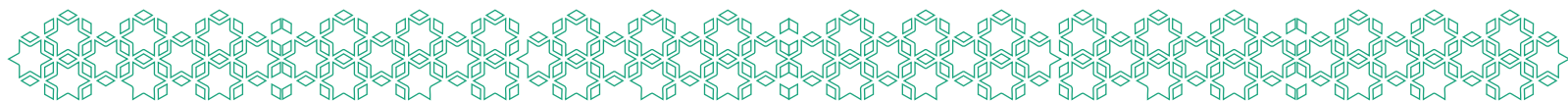
- Colloque international sous le thème: **«Faire face au Covid-19 et les objectifs de développement durable»** organisé par l'Union interparlementaire et le réseau de solutions de développement durable des Nations unies
- 38 session du Forum des présidentes et des présidents des parlements d'Amérique centrale et des Caraïbes (FOPREL)
- 5<sup>ème</sup> session du Forum mondial **«Le dialogue Raisina»** organisé par l'Institut des études et des recherche en Inde
- Audition parlementaire organisée conjointement par l'Union Interparlementaire et l'ONU sous le thème : **«L'éducation, facteur clé de la paix et du développement durable: vers la mise en œuvre de l'ODD4»**

#### **- Au niveau des affaires européennes et des processus méditerranéens**

- Réunion des Commissions permanentes des questions juridiques, des droits de l'homme et des questions politiques et de la démocratie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- Réunion de coordination de la commission parlementaire en charge de la lutte contre le terrorisme à l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée
- 4<sup>ème</sup> session du Forum parlementaire franco-marocain
- Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée
- Première partie de la session 2020 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- Séminaire parlementaire sur **«Le futur leadership : pour une inclusion politique dans la région de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe»**
- Trois missions au Parlement européen dans le cadre de la Commission parlementaire mixte Maroc-UE
- 14<sup>ème</sup> session de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée
- 19<sup>ème</sup> session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)





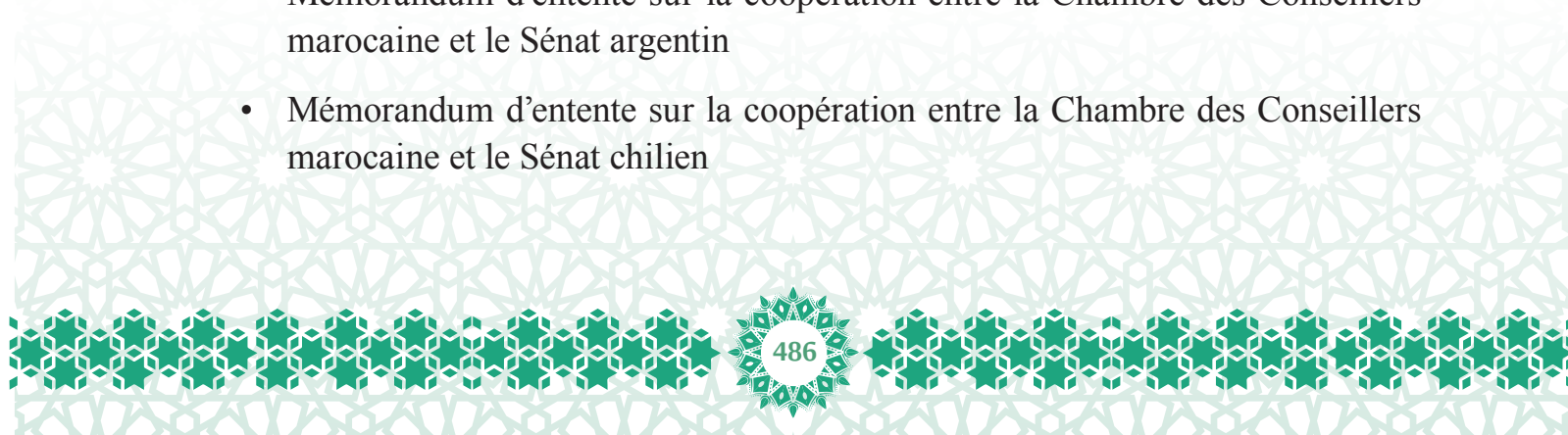


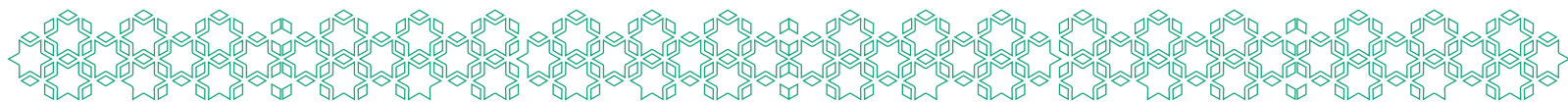
- Réunion de la Commission des affaires juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- Réunion Commission des affaires politiques et de la démocratie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- Audition parlementaire organisée par la Commission des affaires juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sous le thème: «**Droits de l'homme et primauté de droit dans le contexte de la crise du coronavirus**»
- Réunion de la sous-commission Proche et Moyen-Orient de la Commission des affaires politiques et de la démocratie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

## D- Accords bilatéraux entre la Chambre des Conseillers/le Parlement marocain et les parlements nationaux et les organisations parlementaires

### - Partenariats bilatéraux

- Mémoire d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Sénat burundais
- Mémoire d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Sénat rwandais
- Mémoire d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Sénat malgache
- Accord de coopération avec le Parlement de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- Mémoire d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Conseil fédéral des Émirats Arabes Unis
- Mémoire d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Sénat argentin
- Mémoire d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Sénat chilien



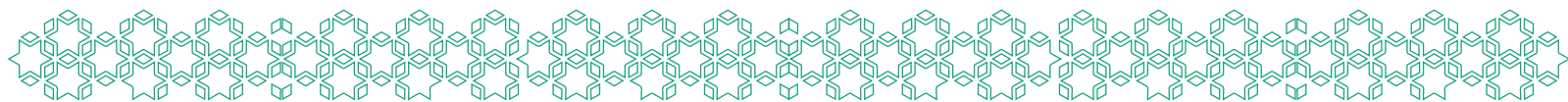


- Mémorandum d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Sénat brésilien
- Accord d'adhésion du Parlement marocain en tant que membre observateur permanent au Parlement centraméricain
- Mémorandum d'entente avec le Parlement andin
- Accord de coopération avec le Parlement latino-américain et des Caraïbes
- Accords de coopération bilatéraux entre le Parlement marocain, les parlements centraméricains et des Caraïbes :
- Mémorandum d'entente avec l'Assemblée législative de la République d'El Salvador
- Mémorandum d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Parlement du Costa Rica
- Mémorandum d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Sénat espagnol
- Mémorandum d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Sénat français
- Mémorandum d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et Conseil fédéral russe
- Mémorandum d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Bundesrat allemand
- Mémorandum d'entente sur la coopération entre la Chambre des Conseillers marocaine et le Parlement slovène
- Mémorandum d'entente avec la Westminster Foundation for Democracy
- Accord de coopération avec la Fondation Konrad Adenauer
- Jumelage entre la Chambre des Conseillers et l'Union européenne

#### **- Partenariats de Forums**

- Forum parlementaire Afro-Latino-Américain
- Forum parlementaire Franco-Marocain
- Forum parlementaire Maroc-Espagnol

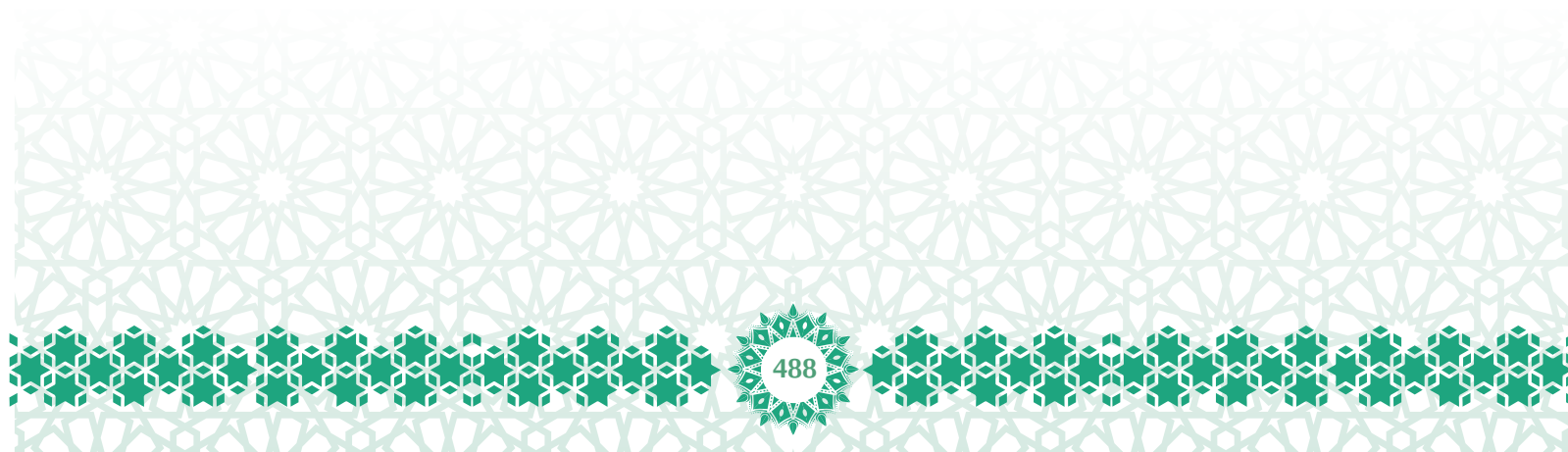




- Projet de création du Forum parlementaire Maroc-Japonais
- Projet de création du Forum parlementaire Maroc-Chinois
- Projet de création du Forum parlementaire Maroc-Italien

#### **- Partenariats organisationnels**

- «Partenariat méditerranéen» à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN
- «Partenariat pour la démocratie» à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le programme tripartite Maroc - UE - Conseil de l'Europe sous le titre : «Priorités du Maroc dans le cadre de la coopération avec les pays voisins»
- Partenariat avec le Parlement européen par le biais de la commission parlementaire mixte maroco-européenne
- «Partenariat pour la coopération» à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe





**III- Le positionnement de la  
Chambre des Conseillers dans  
les structures des unions et des  
assemblées parlementaires**









### **III- Le positionnement de la Chambre des Conseillers dans les structures des unions et des assemblées parlementaires**

#### **1. Fonctions et missions au sein des organes décisionnels et exécutifs**

- Présidence de l'Association des Sénats, Shoora et conseils équivalents d'Afrique et du monde Arabe
- Présidence du réseau parlementaire pour la sécurité alimentaire en Afrique et dans le monde Arabe
- Présidence du Comité de la justice et la Vice-Présidence du Parlement Arabe
- Vice-Présidence du Bureau des parlementaires internationaux de l'habitat représentant la région de l'Afrique du Nord
- Membre au comité de lutte contre le terrorisme de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
- Membre à la commission exécutive de l'Union parlementaire Arabe
- Adhésion à la commission exécutive réseau des parlementaires Africains pour l'évaluation
- Vice-Présidence du groupe d'amitié parlementaire maroco-européenne
- Mission de rapporteur du Comité des migrations et du commerce du Parlement panafricain
- Mission de rapporteur du Comité des femmes de l'Assemblée parlementaire de la francophonie
- Membre du «Réseau parlementaire sur les politiques communautaires de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe»

#### **2. Les sections nationales permanentes**

##### **Au niveau des affaires arabes, africaines et islamiques**

- Parlement panafricain (en tant que membre permanent)

- 
- Union parlementaire africaine (en tant que membre permanent)
  - L'Association des Sénats, Shoora et conseils équivalents en Afrique et dans le monde arabe (en tant que membre permanent)
  - Parlement arabe (en tant que membre permanent)
  - Union des Etats membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (en tant que membre permanent)
  - Union parlementaire arabe (en tant que membre permanent)
  - Conseil consultatif du Maghreb (en tant que membre permanent)

#### **Au niveau des affaires internationales, américaines et asiatiques**

- Forum des Présidentes et des Présidents d'institutions législatives en Amérique centrale et dans les Caraïbes (en tant que membre observateur)
- Parlement d'Amérique centrale (en tant que membre observateur permanent)
- Parlement d'Amérique Latine et des Caraïbes (en tant que membre observateur permanent)
- Parlement andin (en tant que membre observateur permanent et partenaire avancé)
- Union interparlementaire (en tant que membre permanent)
- Assemblée parlementaire de l'OTAN (en tant que partenaire méditerranéen)
- Assemblée parlementaire de la francophonie (en tant que membre permanent)

#### **Au niveau des affaires européennes et des processus méditerranéens**

- Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (en tant que partenaire pour la démocratie)
- Commission parlementaire mixte maroco-européenne (Commission mixte du Parlement marocain et du Parlement européen)
- Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (en tant que membre permanent)
- Assemblée parlementaire de la Méditerranée (en tant que membre permanent)

- 
- Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (en tant que partenaire pour la coopération)

### **3. Les groupes d'amitié et de coopération (selon le système : bicamérisme et monocamérisme)**

#### **Au niveau des affaires arabes, africaines et islamiques**

- **Les états avec le système monocaméral :** Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Palestine, Koweït, Égypte, Tunisie, Togo, Côte d'Ivoire et Sénégal.
- **Les états avec le système bicaméral :** Bahreïn, Soudan, Yémen, Mauritanie, Algérie, Oman, Jordanie, Gabon, Namibie, Congo, Afrique du Sud, Nigéria, Libéria, Guinée équatoriale, Kenya, Madagascar, Rwanda, Burundi et Swaziland.

#### **Au niveau des affaires américaines et asiatiques**

- **Les états avec le système monocaméral :** Venezuela, République dominicaine, Turquie, Pérou, Chine et Thaïlande
- **Les états avec le système bicaméral :** Chili, Argentine, Colombie, Brésil, Mexique, Canada, Malaisie, Pakistan, Philippines, Kazakhstan, Japon, Inde, Australie / Nouvelle-Zélande, Indonésie.

#### **Au niveau des affaires européennes et des processus méditerranéens**

- **Les états avec le système monocaméral :** Ukraine, Portugal, Croatie et Finlande.
- **Les états avec le système bicaméral :** Espagne, Suisse, Italie, Pologne, Belgique, Allemagne, Russie, Irlande, Slovénie, Tchèque, Pays-Bas, France, Autriche, Grande-Bretagne, Roumanie.
- Le groupe d'amitié et de coopération maroco-européen a été créé en tant que mécanisme avancé et complémentaire aux travaux de la commission parlementaire mixte maroco-européenne et instrument de défense de l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc au sein du Parlement européen.